S42A1
C33
1997/98
3
QL
P. gouv.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS

1997
1998

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

LES DONNÉES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC
FONT L'OBJET D'UNE PRÉSENTATION DISTINCTE.

AVRIL 1997

Gouvernement du Québec
Ministère de la Sécurité publique

Québec

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS

1997
1998

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

LES DONNÉES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC
FONT L'OBJET D'UNE PRÉSENTATION DISTINCTE.

AVRIL 1997

Gouvernement du Québec
Ministère de la Sécurité publique

Québec

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

TABLE DES MATIÈRES

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES QUESTIONS

QUESTIONS N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
1.	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 1996-1997.	1
2.	Copie des recommandations émises par les coroners, en 1996-1997, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes.	3
3.	Liste des coroners pour 1996-1997 avec pour chacun, la nature de son poste, les dossiers sous sa responsabilité et la date des mandats confiés.	123
4.	État de situation relatif aux enquêtes concernant la conduite de coroner(s), conformément à la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès.	127
5.	Coûts rattachés aux procédures relatives aux enquêtes concernant la conduite de coroner(s), conformément à la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès.	131
6.	Nombre de détenus qui, durant l'année 1996-1997, n'étaient pas en centre de détention alors qu'ils devaient normalement y être en raison de la nature de leur sentence, en précisant pour chacun et ce, pour chaque centre qu'il aurait dû occuper : a) la nature de la sentence; b) le motif de la libération.	133
7.	Nombre de plaintes reçues par les services de traitement des plaintes des établissements carcéraux et/ou reçues par le Ministère au 31 mars 1997, en précisant la nature de chacune et le suivi apporté.	135
8.	Pour chacun des centres de détention, indiquer : a) le nom de l'établissement, sa capacité d'accueil et le taux d'occupation 1994-1995, 1995-1996 et 1996-1997; b) les dépenses 1994-1995, 1995-1996 et 1996-1997; c) les coûts per diem 1994-1995, 1995-1996 et 1996-1997; d) les crédits alloués 1996-1997; e) le plan triennal d'immobilisation pour les centres de détention.	147

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES QUESTIONS

QUESTIONS N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
9.	Bilan 1996-1997 du programme de travail auprès d'organismes communautaires en remplacement des sentences de fins de semaine, en précisant la nature des travaux effectués et s'il s'agit d'hommes, de femmes ou de jeunes.	151
10.	Bilan pour l'année 1996-1997 de l'aide financière accordée aux organismes communautaires de réhabilitation sociale.	155
11.	Répartition, au 31 mars 1996 et au 31 mars 1997, des effectifs de la Sûreté du Québec, par districts et par postes, avec les unités de patrouille qui en dépendent, en distinguant l'effectif de jour de celui de nuit.	163
12.	Répartition, au 31 mars 1997, des membres des escouades Carcajou, GRICO et Grizzly de la Sûreté du Québec, lieux de leur affectation et budget rattaché.	165
13.	Nombre d'heures et le coût par postes du temps supplémentaire effectué à la Sûreté du Québec, avec précisions sur le type de dossier auquel le temps supplémentaire a été accordé.	167
14.	Liste des nouveaux officiers de la Sûreté du Québec et ceux qui ont fait l'objet d'une promotion, par postes, pour l'année 1996-1997.	169
15.	Effectif de la Sûreté du Québec affecté à la surveillance de chacun des territoires autochtones, pour 1996-1997, avec précisions sur les coûts inhérents à la surveillance de ces territoires.	171
16.	Liste des services de télécommunication avec précisions, pour chacune des régions, de l'effectif et les coûts réels qu'ils représentent.	173
17.	Nombre de plaintes adressées, en 1996-1997, au Commissaire à la déontologie policière avec précisions sur : a) le nombre de plaintes par poste; b) leur nature; c) le traitement apporté et les décisions, le cas échéant.	177

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES QUESTIONS

QUESTIONS N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
18.	Nombre de dossiers traités, en 1996-1997, par le Comité de déontologie policière, en précisant, pour chacun des dossiers, la nature, le traitement, le résultat final avec la décision rendue, selon les postes visés.	181
19.	Liste des membres du Comité de déontologie policière avec leurs responsabilités.	185
20.	Nombre de policiers affectés à la lutte à la contrebande d'alcool et d'armes, en 1996-1997.	189
21.	Concernant la contrebande d'alcool et d'armes, nombre et valeur approximative des saisies effectuées par la Sûreté du Québec et les corps policiers municipaux, en 1996-1997.	193
22.	Concernant les appareils de vidéo-poker, nombre et valeur des saisies effectuées par le Sûreté du Québec et les corps policiers municipaux, par régions, depuis 1992.	197
23.	Nombre de plaintes de propriétaires d'immeubles dont un des locataires a fait l'objet d'une perquisition ou d'une intervention policière dans son logement, au 31 mars 1997, avec pour chacune, le montant en cause et le suivi assuré.	201
24.	Nombre de policiers impliqués, à titre de témoins, dans un dossier judiciaire en 1996-1997, par postes. Nombre de policiers qui se déplacent au Palais de justice, alors qu'il y a eu abandon de procédures. Nombre d'heures de travail payées, avec les conditions et le taux, pour chaque poste.	203
25.	Liste des effectifs des corps de police municipaux.	205
26.	Liste de toutes les interventions (soutien, enquête, etc.) de la Sûreté du Québec auprès de chacun des corps de police municipaux.	213
27.	Nombre d'agents de la Sûreté du Québec affectés à des corps policiers municipaux, avec leurs fonctions.	215
28.	Liste de toutes les dépenses relatives à la résidence officielle du 1080, rue Des Braves, depuis octobre 1994.	217

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES QUESTIONS

QUESTIONS N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
29.	Liste des lois et règlements en processus d'élaboration ou de modification au Ministère, avec la date du début du processus et l'état d'avancement.	219
30.	Liste des programmes d'aide mis sur pied pour la sécurité civile, avec un bilan, par programmes : a) du budget; b) de l'effectif; c) des dépenses; d) du nombre et de la nature des réclamations.	223
31.	Liste des bureaux régionaux pour la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.	227
32.	Nombre de policiers-pompiers, de pompiers professionnels et de pompiers volontaires au Québec, en indiquant à quels services ils sont rattachés.	231
33.	Nombre de sentences d'emprisonnement de moins de 2 ans et description des délits depuis 1991.	235
34.	Pour 1996-1997, indiquer, pour chaque centre de détention, ventilé par mois, le nombre total des détenus inscrits sous la responsabilité des centres et qui sont : a) incarcérés; b) non incarcérés; c) indiquer la durée de la sentence d'incarcération et fournir les raisons motivant les non-incarcérations.	239
35.	Ventilation des montants octroyés aux organismes communautaires pour la mise en place de la réforme du système correctionnel du Québec.	403
36.	Dépôt du programme de formation des pompiers au secondaire et au collégial. Liste des institutions d'enseignement dispensant cette formation.	407
37.	Plan de redéploiement des effectifs de la Sûreté du Québec.	411

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES QUESTIONS

QUESTIONS N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
38.	Liste des municipalités qui ont demandé leur propre corps de police intermunicipal au 31 mars 1997, en précisant : a) la date de réception de la demande; b) la date de la réponse du ministère de la Sécurité publique; c) les comtés visés; d) le nombre de municipalités visées; e) le nombre de policiers visés; f) la population visée; g) l'estimation du budget évalué d'un corps de police intermunicipal; h) copie de la réponse du ministre pour chaque demande.	413
39.	État de situation concernant la législation fédérale des armes à feu. Moyens mis en place par le ministère de la Sécurité publique pour faire respecter cette législation. Évaluation des montants que le ministère de la Sécurité publique doit investir pour faire respecter cette loi.	483
40.	État de situation concernant la formation des pompiers au Québec. Évaluation des coûts quant à la mise en place de programmes de formation (secondaire, collégial, etc.).	487
41.	Liste des corps policiers autochtones : a) statut; b) nombre de policiers; c) coût; d) formation; e) district couvert.	491
42.	Liste des ententes tripartites concernant les corps de police autochtone. Description des communautés et population visée.	491

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES QUESTIONS

QUESTIONS N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
43.	Nombre de permis de bingo émis par la Régie des alcools, des courses et des jeux : a) catégorie; b) détenteur; c) région et comté.	503
44.	Nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués en 1996-1997 par la Régie des alcools, des courses et des jeux.	507
45.	Nombre de permis d'appareil vidéopoker : a) par établissements; b) par régions.	511
46.	Actions préventives posées par la Régie des alcools, des courses et des jeux pour contrer les effets négatifs du jeu en 1996-1997 et sommes allouées.	515
47.	Nombre d'enquêtes publiques demandées au ministre, en indiquant : a) le nom du requérant; b) le motif de sa demande; c) la réponse du ministre (copie).	519
48.	Concernant les indemnisations versées dans le cadre des pluies diluviennes des 19 et 20 juillet 1996, fournir un bilan détaillé, tant pour les réclamations des particuliers (résidence principale ou secondaire) que pour celles des municipalités, des entreprises commerciales et agricoles et des zecs, soit : a) le nombre de dossiers en traitement, le détail des demandes par région et la liste des indemnités versées dans leur ensemble ou en partie; b) les demandes refusées; c) la liste des dossiers pour lesquels il y a eu des versements non justifiés et les démarches entreprises afin de récupérer les sommes indûment versées.	523

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

1. MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC EN 1996-1997

(La réponse à cette question sera fournie par la Société immobilière du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

2. RECOMMANDATIONS ÉMISES PAR LES CORONERS, EN 1996-1997, CONCERNANT SPÉCIFIQUEMENT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET SES ORGANISMES

1. ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

1.1 VÉHICULE À MOTEUR — CONDUCTEURS

Avis/Dossiers : A-76651 83012
A-88700 83575

Événement :

Une collision frontale entre deux voitures fait deux victimes sur la route des Pionniers, à proximité de Granada. L'accident est survenu au moment où le véhicule qu'occupaient les victimes, s'est retrouvé face à face avec un autre véhicule qui effectuait une manoeuvre de dépassement à un endroit interdit. Le site de l'événement est car une bute donne la fausse impression que la voie est libre.

Recommandation :

Que le ministère des Transports examine la possibilité de renforcer la signalisation indiquant l'interdiction de dépasser au site de l'événement.

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis/Dossier : A-93775 80838

Événement :

Un collision entre une voiture et un camion remorque fait une victime sur l'autoroute Jean-Lesage, à la hauteur de Saint-Pascal de Kamouraska. L'accident est survenu au moment où la victime a perdu le contrôle de son véhicule, sur une surface enneigée et glacée. Malgré une tentative du conducteur du poids lourd, qui suivait la voiture qu'occupait la victime, la collision n'a pu être évitée après que l'automobile se soit mise en travers de la route.

Recommandation :

Que le ministère des Transports examine la possibilité d'installer à des endroits stratégiques de l'autoroute, des panneaux de signalisation, avec si possible des signaux lumineux indiquant le risque sporadique de chaussée glissante lors de poudrerie.

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis/Dossier : A-105321 82125

Événement :

Un accident de la route fait une victime sur le chemin Saint-Dominique à Saint-Valérien, près du rang de l'école. La victime perd le contrôle de son véhicule à l'approche d'une courbe. La somnolence serait un élément contributif à cet accident.

Dans ce dossier, le délai de réponse des ambulanciers a été de vingt-sept minutes, à partir du moment où ils sont appelés et ont quitté Acton Vale. Or, il n'a fallu que dix minutes aux policiers pour se rendre sur les lieux à partir de Saint-Hyacinthe. Selon les explications de la compagnie ambulancière, ce retard est imputable au fait que le secteur où s'est produit l'événement est celui d'Acton Vale en termes de services ambulanciers. Il y a tout lieu de s'interroger à savoir si la zone en question ne devrait pas plutôt relever du territoire de Saint-Hyacinthe.

Recommandation :

Que la Régie régionale de la Montérégie, de concert avec la Corporation des services d'ambulance du Québec, procèdent à une révision dans le découpage des secteurs de la zone où s'est produit cet accident afin de s'assurer que les réponses aux demandes de services se fassent le plus rapidement possible.

Organises visés :

Régie régionale de la Montérégie
Corporation des services d'ambulance du Québec

Avis/Dossier : A-105476 83580

Événement :

Une collision entre une voiture et une remorqueuse fait une victime à l'intersection des routes 275 et 277, à Sainte-Aurélie. L'accident est survenu au moment où le conducteur de l'automobile s'engage sur la route 275 après avoir fait son arrêt obligatoire. Il n'a pas vu s'approcher la remorqueuse qui descendait la côte, la route 277 étant au fond d'un vallon.

Déjà, certaines mesures ont été appliquées, afin de rendre cette intersection plus sécuritaire. Par ailleurs, des pressions ont été faites auprès du ministère des Transports afin qu'une étude de densité soit effectuée. Toutefois, la vitesse permise sur la route 275 (90 km/h) devrait être diminuée, considérant la géographie des lieux (présence de côtes).

Recommandation :

Que le ministère des Transports poursuive l'expertise de l'intersection en cause dans cet accident, et que l'on considère fortement une réduction de la limite de vitesse sur la route 275, de chaque côté de l'intersection, sur une distance d'au moins 600 mètres et ce, avec une signalisation adéquate.

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis/Dossier : A-106615 83879

Événement :

Une collision entre une voiture et un camion remorque fait une victime à l'intersection des routes 112 et 235 à Saint-Paul d'Abbotsford. L'accident est survenu après que la voiture se soit engagée sur la route 112 un arrêt obligatoire. Le conducteur du véhicule lourd, qui circulait sur la route 112, n'a cependant pu éviter la voiture qu'occupait la victime.

À noter que l'intersection en cause dans cet événement n'est pas à angle droit. De plus, les conducteurs circulant sur la route 235, à l'approche de l'intersection ont la vue obstruée par une multitude d'affiches qui succèdent à une haie d'arbustes. La circulation y est également dense, sans compter le fait qu'il y a eu plusieurs accidents à cet endroit.

Recommandation :

Que le ministère des Transports revoie la configuration de l'intersection des routes 112 et 235, de sorte que soient supprimés ou modifiés les nombreux panneaux qui bordent la route, tout en envisageant à plus long terme un réaménagement complet de cette intersection incluant la signalisation.

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis/Dossier : A-106629 84182

Événement :

Un accident fait une victime sur l'Autoroute 10, à la hauteur de Saint-Alphonse de Granby. Dans une manoeuvre pour s'arrêter et faire monter un auto-stoppeur, la victime perd le contrôle de son véhicule qui entre en collision successivement avec deux lampadaires. L'inexpérience du conducteur et une vitesse élevée sont les principaux facteurs qui ont contribué à cet événement.

Recommandations :

Que la Sûreté du Québec (poste de Granby) intensifie sa présence sur la portion de l'Autoroute 10 qu'elle patrouille, dans le but de limiter la vitesse des véhicules qui y circulent.

Que la Société de l'Assurance automobile du Québec poursuive et intensifie sa campagne «La vitesse tue», tout particulièrement auprès des jeunes conducteurs.

Organismes visés :

Sûreté du Québec-poste de Granby
Société de l'Assurance automobile du Québec

Avis/Dossier : A-106630 84304

Événement :

Une collision entre deux véhicules fait une victime sur la route 222 (rue Notre-Dame) à Roxton Falls. L'accident est survenu dans une courbe assez raide après que l'un des conducteurs, qui semble chercher son chemin, perd la maîtrise de son véhicule, pour finalement venir percuter par l'avant, la voiture que conduit la victime. Outre la signalisation routière, le tracé de la courbe en question semble inadéquat.

Recommandations :

Que le ministère des Transports et la municipalité de Roxton Falls prennent les mesures nécessaires afin de rendre le tracé de la rue Notre-Dame (route 222) plus sécuritaire, dans le secteur où a eu lieu l'événement (l'ajout de damiers de fond de route, de panneaux de réduction de vitesse et de panneaux indiquant une courbe dangereuse pourraient constituer des mesures à envisager).

Que la Sûreté du Québec voie à intensifier la présence des patrouilleurs dans ce secteur, afin de dépister et de sanctionner les excès de vitesse qui se produisent dans cette courbe.

Organismes visés :

Ministère des Transports
Municipalité de Roxton Falls
Sûreté du Québec (Poste de Granby)

Avis/Dossier : A-106769 84018 A-106771 84012
A-106770 84023 A-106772 84010

Événement :

Une collision frontale entre un véhicule automobile et un camion-remorque de 45 pieds fait 4 victimes sur l'autoroute 640, à la hauteur de Deux-Montagnes.

L'investigation a permis de conclure que la vitesse excessive et l'inexpérience du conducteur, âgé de 16 ans, ont contribuées à ce drame. De plus, le coroner met en lumière et condamne le type de publicité présenté à la population concernant le monde de l'automobile. Cette publicité est principalement axée sur la vitesse et la performance. Nous n'avons qu'à penser à la publicité de Volkswagen :"Tasse toi mon oncle".

Recommandations :

Que le Conseil des normes de la publicité soit plus vigilant en ce qui concerne la publicité touchant tous les types de véhicules moteurs;

Que la Société de l'Assurance automobile du Québec revise l'ensemble du processus d'obtention du permis de conduire pour faire en sorte que tous les nouveaux détenteurs de permis de conduire, aient une expérience minimale qui peut leur être vitale.

Organismes visés :

Conseil des normes de la publicité
Société de l'Assurance automobile du Québec

Avis/Dossier : A-106882 86101

Événement :

Une collision frontale entre un véhicule automobile et un camion lourd articulé fait une victime sur la Route 148, à Chatham, juste avant d'arriver à la courbe adjacente au poste de la Sûreté du Québec.

Au début de la courbe, les roues du côté droit de la voiture quittent le pavé et roulent sur une courte distance sur l'accotement en gravier. Le conducteur tente subitement de corriger la trajectoire de sa voiture, mais cette dernière revient sur le pavé en pivotant et quitte sa voie pour être percutée de plein fouet.

Cette courbe de la Route 148 fut la scène de nombreux accidents routiers au cours des dernières années, dont trois (3) mortels survenus en 1993. Celle-ci présente des particularités qui ne permettent aucune erreur de conduite, même par temps clair et avec de bonnes conditions routières. De plus, il est probable que l'accident ayant conduit à ce décès aurait pu être évité si les véhicules avaient circulé à une vitesse moindre.

Recommandation :

Que le Ministère des Transports réduise la limite légale de vitesse à 70 km/h sur cette portion de la Route 148.

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis/Dossier : A-108205 84875

Événement :

Une collision entre deux véhicules fait une victime sur la route 173, entre Vallée-Jonction et Sainte-Marie. L'accident survient après que la conductrice de l'un des véhicules perde le contrôle de sa voiture en raison d'une chaussée enneigée et de la présence d'une ornière au site de l'événement. Elle se retrouve sur la voie inverse et entre en collision avec l'autre automobile impliquée. À noter que, selon les policiers, le secteur où s'est produit l'accident est réputé dangereux et propice aux accidents.

Recommandation :

Que le ministère des Transports voie à ce que l'accotement au site de l'accident soit asphalté afin d'éviter la formation d'ornières, et envisage la pose d'obstacles pour éviter que le vent ne souffle la neige sur la chaussée.

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis/Dossier : A-108515 83794

Événement :

Une personne décède lorsque la voiture dans laquelle elle prend place frappe un orignal. Cet accident est survenu sur l'Autoroute 20, à Sainte-Madeleine (à la hauteur du kilomètre 118).

Au moment de l'accident, la victime se dirigeait vers Saint-Hyacinthe en compagnie de trois amis. Ils revenaient de la région de Gatineau où ils avaient été travaillés. Une courte nuit de sommeil précédant le départ et le fait de quitter la région de nuit ont entraîné un état de fatigue avancé chez le conducteur, qui n'a pas eu le temps de réagir assez rapidement pour éviter l'animal.

Au cours de l'investigation, il a été possible de constater qu'il y avait eu plusieurs accidents avec des chevreuils dans ce secteur. Il y aurait lieu de mettre en place une signalisation, indiquant la possibilité d'une présence animale sur la route.

Recommandation :

Que le ministère des Transports voie à l'installation de panneaux indicateurs, spécifiant que des animaux peuvent traverser la route dans le secteur compris entre les kilomètres 116 et 118, sur l'Autoroute 20.

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis/Dossier : A-108541 86154

Événement :

Un automobiliste circule sur la rue Boulay à Acton Vale. À l'intersection de la rue du Marché, il doit traverser 2 voies ferrées. Il fait son arrêt obligatoire sur la rue Boulay, tourne sur la rue du Marché en saluant quelqu'un qui venait en sens inverse. Son véhicule s'arrête sur la 1ère des 2 voies ferrées. Le conducteur du train qui avance sur cette voie ne peut éviter la collision.

Les signaux lumineux de la voie ferrée étaient en fonction. A noter que la rue Boulay est parallèle à la voie ferrée et que le train arrivait par derrière la victime. Ainsi, la victime fait son arrêt obligatoire et repart pour être surpris par le train. Des barrières auraient pu éviter ce décès car elles auraient fermé avant que l'automobiliste s'engage sur la rue du Marché.

Le site de l'accident est situé au coeur d'une ville. Il y aurait deux autres passages à niveau du même type dans cette même ville.

Recommandation :

Que la Ville d'Acton Vale débloque les budgets nécessaires à l'installation de barrières au passage à niveau où est survenu l'accident, ainsi que tous les autres passages à niveau équivalent dans cette ville et ce, en collaboration avec Transports Canada et le Canadien National.

Organismes visés :

Ville d'Acton Vale
Transports Canada
Canadien National

Avis/Dossier : A-108898 85656
A-108899 85657
A-108900 85655

Événement :

Une collision entre deux voitures fait trois victimes sur la route 155 au kilométrage 5 à Grandes-Piles.

L'accident survient au moment où le conducteur perd le contrôle de son véhicule et frappe le véhicule qui circule dans la voie opposée.

Au site de l'impact, il s'agit d'une courbe avec surface asphaltée, mouillée et glacée. Dans cette zone, la route est bordée par de grands conifères et le soleil ne pénètre pas beaucoup. La route avait été sablée une demie-heure avant l'impact mais était demeurée avec des placards de glace.

Plusieurs accidents sont déjà survenus dans la passé dans cette portion de la Route 155. De plus, depuis l'arrêt du flottage des billes de bois sur la rivière St-Maurice, le nombre de camions transportant ces billes ont augmenté considérablement.

Recommandations :

Que le Ministère des Transports revoie et apporte les corrections nécessaires concernant les arbres bordant cette route et qui jettent de l'ombrage surtout l'hiver et qui favorisent les placards de glace sur la chaussée;

Que cette courbe, mal tracée selon les usagers, soit revue et corrigée.

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis/Dossier : A-109123 84367

Événement :

Un accident survient dans une courbe de la Route 117, près du boulevard Desruisseaux à Desruisseaux.

Un véhicule, auquel est attaché une remorque de 200Kg, circule en direction sud. La victime conduit en direction nord, s'engageant dans une courbe. Au moment de négocier celle-ci, la remorque se détache et vient subitement frapper la camionnette de la victime.

L'investigation met en lumière qu'en direction nord, il y a une légère pente qui se termine comme un plateau dans la courbe qui tourne à gauche. L'automobiliste qui circule en direction nord n'a qu'un seul panneau de signalisation de la courbe et du danger de ce segment de la route.

Quant à la remorque qui s'est détachée, une expertise a déterminé que les chaînes de sécurité n'étaient pas installées et que le véhicule n'était pas muni de crochets pour les fixer. Des accusations de négligence criminelle ont été portées contre le conducteur de ce véhicule.

Recommandations :

Que le Ministère des Transports étudie la possibilité de rehausser la signalisation, tant en direction sud que dans la direction nord, et que cette signalisation de courbe dangereuse soit indiquée d'avance.

Que le Ministère des Transports étudie la possibilité de diminuer la vitesse de circulation à cet endroit.

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis/Dossier : A-109210 85680

Événement :

Alors qu'une automobiliste circule sur la 138 à Deschambault, elle ne peut s'immobiliser au passage à niveau, dû à la chaussée glacée et est mortellement frappée par un train du Canadien National.

Au moment de l'accident, la route était glacée et ce, malgré qu'il y ait eu épandage de 50% de sable et sel dans l'heure précédant l'accident.

Recommandation :

Que l'on utilise une plus grande quantité d'abrasifs sur les routes, dans les cent (100) mètres qui précèdent et qui suivent une intersection ou un passage à niveau.

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis/Dossier : A-110741 86262

Événement :

Une collision frontale entre deux véhicules fait une victime sur la route 138, aux limites de St-Viateur et St-Barthélémy.

La cause de l'accident s'avère en grande due partie à l'accumulation de neige sur la chaussée. Cet accident mortel est survenu environ huit minutes après d'un autre accident, au même endroit et dans des circonstances similaires.

Recommandation :

Que le Ministère des Transports prenne les mesures nécessaires pour éviter l'accumulation de neige sur la route 138 à St-Viateur et cela, près du 1430, à l'endroit de cet accident mortel.

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis/Dossier : A-111560 87581
A-111561 87573

Événement :

Un véhicule automobile, roulant à une vitesse élevée, perd le contrôle de son véhicule, dérape et s'enroule autour d'un arbre, tuant le conducteur et son passager. Cet accident survient à la sortie d'une courbe, près du 336, Rang Fleury à St-Bernard.

Quoique les victimes soient décédées dans les minutes suivant l'impact, il s'est écoulé 44 minutes entre le moment où les policiers ont demandé les pinces de décarcération et leur arrivée. Un problème de communication est à la source de ce délai. Le rappel de confirmation de la demande desdites pinces n'a été effectué que 28 minutes après l'appel original.

Recommandation :

Que les agents de la Sûreté du Québec, responsables d'une intervention d'urgence, lorsqu'ils demandent des mesures d'urgence, soit ambulanciers, pinces de décarcération ou autres experts, selon le contexte, confirment de l'exécution de la demande faite et ce, dans les 5 minutes de ladite demande, s'il n'y a pas eu confirmation par les personnes concernées.

Organisme visé :

Sûreté du Québec (Poste de St-Hyacinthe)

Avis/Dossier : A-111673 85711
A-111674 85710
A-111675 85709

Événement :

Deux adultes et un enfant périssent quand la camionnette, dans laquelle ils prennent place, coule au fond du lac Kénogami, alors que la glace cède sous eux.

Au fil des ans, ce plan d'eau est devenu de plus en plus populaire. On y pratique toutes sortes d'activités, qui vont du patinage et du ski de fond, jusqu'à la pêche blanche, en passant par la motoneige et autres. On y retrouve différents groupes, soient les nombreux propriétaires riverains, les adeptes des clubs de motoneige, les amateurs de pêche et même les gens qui viennent se balader, tant en motoneige qu'en automobile.

L'investigation sur les causes et les circonstances de ces décès a mis en lumière la dangerosité de circuler sur ce site et y souligne une circulation un peu anarchique et désordonnée dans ce secteur.

Recommandations :

Qu'une campagne publicitaire soit effectuée auprès de la population, afin de la sensibiliser quant aux risques qu'entraîne la circulation libre sur le lac Kénogami en hiver;

Qu'on limite les accès utilisés sur le lac par des véhicules automobiles;

Que des pancartes soient placées à ces endroits pour prévenir les usagers des risques qu'implique la circulation sur le lac;

Que des chemins soient balisés, afin que les utilisateurs puissent circuler de façon sécuritaire pour se rendre aux principaux endroits de villégiature, situés sur le plan d'eau gelée. Des vérifications périodiques de l'épaisseur de la glace soient effectuées, afin de rendre la circulation sécuritaire;

Organismes visés :

Municipalité de Kénogami
Municipalité de Larouche
Municipalité de Laterrière
Municipalité d'Hébertville
Sûreté du Québec

Avis/Dossier : A-111815 85634

Événement :

En circulant sur la Route 138, à environ 3 kilomètre à l'ouest du Lac Nadeau entre Baie-Trinité et Godbout, le conducteur d'un véhicule automobile est mortellement blessé lorsqu'il dérape en descendant une côte menant à une courbe, pour entrer en collision avec un camion semi-remorque.

La courbe prononcée où s'est produit l'accident est située au pied de deux pentes et a comme surnom la "Cuve". Ce lieu est considéré comme étant l'un des endroits les plus à risque dans ce secteur.

Recommandations :

Que le Ministère des Transports:

> **recule le panneau situé à l'est de la courbe, indiquant la vitesse suggérée pour la prendre. Cedit panneau pourrait être reculé d'environ 150 mètres, afin qu'il soit visible avant de prendre la courbe. Présentement, le panneau est visible seulement lorsqu'on amorce la descente vers la courbe;**
>
> **réduise la vitesse suggérée pour prendre la courbe. La faire passer de 75 km/h à 65 km/h. Cette mesure ferait réaliser aux conducteurs le danger inhérent à la prise de cette courbe à vitesse élevée;**

installe dans la courbe des panneaux à chevrons d'alignements, afin de visualiser la portée de la courbe.

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis/Dossier : A-112628 86287

Événement :

Le conducteur d'un véhicule automobile, circulant sur la Route 31 à Lavaltrie, roule sous le viaduc du Rang Saint-Henri, perd le contrôle, quitte la chaussée et heurte de plein fouet le deuxième pilier soutenant le viaduc et ce, à l'est de la route sur le terre-plein central.

Il semble que la perte de contrôle soit imputable à une distraction ou à la fatigue du conducteur. Par ailleurs, la collision avec le pilier aurait peut-être pu être évitée s'il y avait eu des glissières de sécurité sous le viaduc.

Recommandation :

Que le Ministère des Transports étudie la possibilité d'installer une glissière de sécurité sur la Route 31, sous le viaduc du Rang Saint-Henri, à Lavaltrie.

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis/Dossier : A-113161 86068

Événement :

Un camion-grue, circulant en direction nord-sud sur l'Autoroute Henri IV à Ste-Foy, parvient à la hauteur de la sortie John Molson et s'y engage. À la sortie de la courbe, le camion-grue devient déstabilisé dans sa trajectoire par la flèche télescopiques qui s'est détachée de son point d'ancrage. Celle-ci se déplace vers l'extérieur, traverse le muret central et heurte la chaussée opposée pour aller frapper un véhicule circulant en direction sud-nord, faisant une victime.

Ce camion-grue, acquis récemment, est porteur d'une immatriculation temporaire de type IM-10, normalement délivrée par tout commerçant pour la livraison d'un véhicule après vente. Il faut retenir que ce camion-grue est en état de remise depuis 38 mois et le certificat d'immatriculation temporaire valide pour 4 jours fut émis la veille de l'accident.

Il faut aussi souligner que la remise en circulation de ce camion-grue est faite sans aucune vérification mécanique depuis l'année de son remisage et que cette classe de véhicule est

normalement soumise à une vérification mécanique annuelle si la masse nette est supérieure à 3 000 kilos.

Recommandations :

Que la Société de l'Assurance automobile du Québec:

revoit sa politique d'émission des certificats d'immatriculation temporaires (IM-10) visant les commerçants, afin de les obliger à respecter le règlement sur la vérification mécanique des véhicules routiers lorsqu'un véhicule est remisé plus de 12 mois et qu'il est touché par une exigence de vérification mécanique bi-annuelle ou annuelle;

modifie le règlement sur la vérification mécanique et sur les normes de sécurité des véhicules routiers, à la section 8, paragraphe 40, par le remplacement de la première phrase du préambule par la phrase suivante: "Dans le cas d'une remorque, d'une semi-remorque, d'un véhicule routier équipé d'une caisse, d'une benne basculante ou d'un appareil de levage, ou d'un ensemble de véhicules routiers...";

considère l'exigence d'une carte d'opérateur de grue pour tout conducteur de ce type de camion-grue au même titre que le certificat de formation sur le transport de marchandise dangereuse. Cette mesure permettrait de s'assurer que les consignes de sécurité spécifiées dans le manuel de service et particulières à ce type de véhicule soient respectées.

Organisme visé:

Société de l'Assurance automobile du Québec

Avis/Dossier : A-113329 87921

Événement :

Une conducteur est mortellement blessé lorsqu'il perd le contrôle de son véhicule automobile, dans une courbe prononcée, et percute un poteau sur la Route 352, Rivière Batiscan Ouest-Sud à St-Adelphe.

Selon l,investigation, les panneaux de signalisation sont inadéquats dans la courbe où a eu lieu cet accident.

Recommandations :

Que l'on installe des chevrons d'alignement indiquant un virage prononcé ainsi qu'un panneau suggérant de réduire la vitesse à cet endroit;

Que l'on change la signalisation pour permettre aux automobilistes d'être plus vigilants dans ces courbes afin d'éviter de tels accidents.

Organisme visé:

Ministère des Transports

1.2 VÉHICULE À MOTEUR — PASSAGERS

Avis/Dossier : A-94532 79225
A-94533 79224

Événement :

Une collision frontale entre deux voitures fait deux victimes sur la route 132 dans le secteur de Petite-Matane. L'accident s'est produit après que l'un des conducteurs en état de fatigue importante se soit endormi au volant de son véhicule qui s'est ainsi retrouvé dans le voie où circulait la voiture qu'occupaient les deux victimes. Peu de temps auparavant, le même conducteur avait présenté des étourdissements violents qui lui avaient fait perdre le contrôle de son véhicule.

À noter qu'à l'arrivée des victimes au Centre hospitalier de Matane, il a été constaté que les ambulanciers de la firme Ambulances Gilbert n'avaient pas complété correctement le rapport d'intervention pré-hospitalière. De fait, bien que l'une des victimes ait présenté un Glasgow à 10/15, les signes vitaux n'avaient pas été notés.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec revoie le dossier du conducteur à l'origine de cet accident afin qu'il soit réévalué, qu'en raison des périodes d'étourdissements, qu'il soit évalué par un neurologue, et que la conduite lui soit restreinte lorsqu'il est en état de fatigue.

Que la compagnie Ambulances Gilbert Matane inc. voie à ce que le Rapport d'intervention pré-hospitalière du technicien ambulancier qui est le formulaire du ministère de la Santé et des Services sociaux soit davantage complété, du moins en ce qui concerne les signes vitaux.

Que la Régie régionale du Bas-St-Laurent assure un meilleur contrôle et évaluation en ce qui concerne les données objectives que l'on doit mentionner au niveau du Rapport d'intervention pré-hospitalière du technicien ambulancier.

Organismes visés :

Société de l'assurance automobile du Québec
Ambulances Gilbert Matane inc.
Régie régionale du Bas-St-Laurent

Avis/Dossier : A-105133 84596

Événement :

Une collision entre deux voitures fait une victime sur la route 368 (Chemin Royal) à Saint-Jean, Île d'Orléans. L'accident est survenu au moment où le conducteur du véhicule qu'occupait la

victime ait perdu le contrôle de sa voiture sur une surface enneigée et glacée, pour se retrouver dans la voie inverse où circulait le second véhicule impliqué.

Pour expliquer la perte de contrôle et le dérapage, il faut retenir une démarcation variable de plusieurs centimètres (de 2 à 8) entre l'asphalte et l'accotement, qui est en gravier. Le conducteur aura donc engagé la roue avant droite sur l'accotement pour, éventuellement, perdre le contrôle et déraper sur la surface glacée.

Recommandation :

Que le ministère des Transports accorde une attention particulière au site de l'événement et y apporte les corrections de nivellement nécessaires.

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis/Dossier : A-105277 84837

Événement :

Une collision entre deux voitures fait une victime sur la route 368 (Chemin Royal) à Saint-Jean,Île d'Orléans. L'accident est survenu au moment où le conducteur du véhicule qu'occupait la victime ait perdu le contrôle de sa voiture sur une surface enneigée et glacée, pour se retrouver dans la voie inverse où circulait le second véhicule impliqué.

Pour expliquer la perte de contrôle et le dérapage, il faut retenir une démarcation variable de plusieurs centimètres (de 2 à 8) entre l'asphalte et l'accotement, qui est en gravier. Le conducteur aura donc engagé la roue avant droite sur l'accotement pour, éventuellement, perdre le contrôle et déraper sur la surface glacée en tentant de ramener son véhicule sur la voie. Il s'agit du deuxième accident mortel au même endroit en moins de deux semaines en raison de la dénivellation observée.

Recommandation :

Que le ministère des Transports accorde une attention particulière au site de l'événement et y apporte les corrections de nivellement nécessaires.

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis/Dossier : A-107771 83250

Événement :

Une collision entre deux véhicules fait une victime à l'intersection du chemin Thibault et de la route 220, dans le Canton d'Orford. La collision est survenue au moment où le véhicule qu'occupait la victime s'est engagée sur la route 220 après avoir fait un arrêt obligatoire. L'autre véhicule qui circulait sur la route 220 et qui a vu la voiture au dernier moment n'a pu éviter la collision.

L'accident est survenu par temps de pluie sur une chaussée asphaltée et humide à une intersection où la visibilité est difficile de part et d'autre. En effet, le croisement des routes ne se fait pas à angle droit, ce qui oblige le conducteur qui s'arrête sur le chemin Thibault à avancer son véhicule plus loin que la ligne d'arrêt afin de voir clairement s'il y a une circulation venant d'un sens ou de l'autre. De même, la visibilité est réduite de part et d'autre en raison de la configuration et également en raison d'obstacles naturels qui rendent l'endroit tout à fait non sécuritaire.

Recommandation :

Que le ministère des Transports (secteur dont relève le Canton d'Orford), étudie la possibilité d'apporter des modifications à l'intersection du chemin Thibault et de la route 220 afin de rendre l'endroit plus sécuritaire.

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis/Dossier : A-108464 83320

Événement :

Une collision entre trois véhicules fait une victime à l'intersection du rang Saint-Félix et de la route 157, à Notre-Dame du Mont-Carmel.

La collision est causée par le véhicule dans lequel prend place la victime, au moment où le conducteur effectue une manoeuvre pour rejoindre la route 157, afin d'accéder au rang Saint-Félix. Un autre véhicule venant en sens inverse ne peut ralentir suffisamment pour éviter la collision. Une autre voiture a également été impliquée dans cet accident.

À noter qu'au fil des ans, la circulation s'est accrue au site de l'événement et d'autres accidents ont eu lieu au même endroit. De toutes les intersections qui se trouvent dans le secteur, celle du rang Saint-Félix est la seule qui n'est pas munie d'un feu de signalisation.

Recommandation :

Que le ministère des Transports voie à l'installation de feux de circulation à cette l'intersection.

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis/Dossier : A-110159 85659

Événement :

Une collision latérale survient entre deux véhicules à l'intersection de la Rue Claude et de la Route 131, à Sainte-Émilie de l'Énergie, faisant une victime.

L'accident survient au moment où le véhicule qu'occupe la victime tente de s'engager sur la Route 131 direction sud, sans apercevoir l'autre véhicule qui s'approche en direction nord. La présence d'un banc de neige important à l'intersection réduit considérablement la visibilité. Par ailleurs, considérant le lieu d'impact et les blessures subies par la victime (passagère arrière gauche), il appert qu'une protection latérale plus importante et la présence d'une ceinture à trois points auraient contribué à diminuer les dommages.

Recommandations :

Que le ministère des Transports :

> voie à ce que les responsables du secteur Lanaudière incluent dans le protocole de déneigement, la surveillance des amas de neige qui peuvent obstruer la visibilité;
>
> s'assure que cette intersection soit connue des conducteurs qui se dirigent sur la Route 131, en y indiquant l'entrée de la Rue Claude, par un panneau ou signe approprié.

Que Transports Canada procède à l'étude détaillée de ce cas, afin que soient établies des normes de fabrication pour des ceintures de sécurité à trois points à l'arrière et pour des barres de protection latérales.

Organismes visés :

Ministère des Transports
Transports Canada

Avis/Dossier : A-110182 86685

Événement :

Une collision entre deux voitures fait une victime sur la Route 343, à Saint-Ambroise-de-Kildare.

L'accident survient lorsque le conducteur du véhicule qu'occupe la victime perd le contrôle de sa voiture dans une courbe à grand rayon, pour finalement se retrouver dans la voie inverse où a

eu lieu l'impact. L'événement se produit en début de nuit, sur une chaussée humide, dans un secteur considéré comme problématique par plusieurs experts.

En effet, il appert que le site où a eu lieu l'accident est mal conçu, voire dangereux, compte tenu de sa configuration et de l'environnement immédiat. Plus de cinquante accidents, dont trois mortels, ont été enregistrés dans ce secteur entre 1985 et 1994.

Recommandations :

Que le Ministère des Transports procède dans les plus brefs délais :

à un marquage de la route puisque la bande centrale et latérale aide grandement la conduite de nuit;

à l'installation de délinéateurs de bornes du côté est de la Route 343, entre le Rang 4 et le Chemin Sainte-Béatrix, afin de bien indiquer aux conducteurs qui circulent en direction sud, la présence de cette courbe;

à la révision des panneaux indicateurs de la Route 343, entre le Rang 4 est et 4 ouest, afin qu'il soit bien clair que l'entrée de routes secondaires soit identifiée comme étant une courbe;

procède, aidé en ceci s'il est nécessaire par la municipalité de Saint-Ambroise-de-Kildare, au déboisement du côté Ouest de la Route 343, au niveau de la courbe entre le 4ème rang Est et le Chemin Sainte-Béatrix, afin que la visibilité des conducteurs circulant en direction Nord et en direction Sud soit adéquate (le coroner reconnaît qu'une partie du déboisement peut être sur des terrains privés et demande la collaboration des citoyens à cet effet);

revoie son échéancier et priorise l'intersection au site de l'événement, de sorte que sa réfection s'effectue le plus rapidement possible, malgré les restrictions budgétaires qui retardent présentement le projet de réaménagement (dans l'éventualité où l'échéancier serait trop long, le ministère, assisté par la municipalité de Saint-Ambroise-de-Kildare, devrait procéder à l'installation d'une série de lampadaires du côté Est de la route, entre le 4ème rang et le Chemin Sainte-Béatrix, afin de donner une visibilité complète et non partielle, comme c'est présentement le cas).

Que la municipalité de Saint-Ambroise-de-Kildare n'utilise plus le poteau d'éclairage à l'intersection du 4ème rang est et de la Route 343, puisqu'il semble bien, selon les experts consultés, que l'éclairage à cet endroit provoque plus de confusion que d'aide.

Organismes visés :

Ministère des Transports
Municipalité de Saint-Ambroise-de-Kildare

Avis/Dossier : A-110777 85366

Événement :

Un enfant de 5 ans, passager dans la voiture de ses parents lorsque celle-ci, dû à une accumulation de neige durcie et une chaussée glissante, fait une embardée et chute du haut de l'Autoroute Métropolitaine à Montréal. L'enfant décède de ses blessures 5 jours plus tard.

Suite à l'enquête publique, le coroner précise que le froid intense ne pouvait être imputé à qui que ce soit et qu'il n'y avait pas eu de lacune dans l'épandage des fondants et abrasifs. Toutefois, il note que ces matériaux s'étaient révélés plus ou moins efficaces, compte tenu du froid intense.

Somme toute, cet accident aurait dû normalement et uniquement se traduire par des dommages matériels mineurs au véhicule. Un faible impact de l'auto avec un muret de protection enneigé et glacé a fait en sorte que ledit muret est devenu une rampe de lancement qui a propulsé le véhicule en bas de l'autoroute, au lieu de le retenir.

Quoique cet accident soit survenu à Montréal, l'enfant n'est arrivé à l'hôpital Ste-Justine que plus ou moins 55 minutes après l'accident. De plus, le coroner précise que l'enfant semblait anormalement grand pour occuper un siège d'appoint.

Recommandations :

Que le Ministère des Transports:

> **dote l'Autoroute Métropolitaine d'un système de détection de l'état de la chaussée et ce, afin de transmettre cette information aux automobilistes, par le biais de panneaux à messages variables installés sur le réseau;**
>
> **procède à l'expérimentation de nouvelles technologies, dont le sel humide, et se dote de camions équipés de réservoir à saumure et ce, considérant que les fondants et les abrasifs sont moins efficaces ou inefficaces par période de grand froid;**
>
> **hausse à 1060 millimètres les glissières de sécurité de l'Autoroute Métropolitaine et débute l'installation desdites glissières à l'échangeur Turcot;**
>
> **informe les propriétaires de petits véhicules à traction avant, de la possibilité d'un renversement en cas de heurt à grande vitesse d'une glissière du type de celles de l'Autoroute Métropolitaine;**
>
> **prenne les moyens nécessaires pour que ses directeurs territoriaux et leur personnel respectent scrupuleusement et à la lettre la directive du 17 janvier 1995 sur l'accumulation de neige et de glace le long des parapets, murets ou glissières et qui stipule quand et comment les dégager;**

Que les Services de police de la Communauté urbaine de Montréal, la Corporation d'Urgences-santé de la région de Montréal et la Sûreté du Québec revoient la procédure suivie lors de cet accident, analysent où il y a eu perte de temps et rectifient leurs procédures d'intervention en semblable matière;

Que la Société de l'Assurance automobile du Québec, considérant que la jeune victime était anormalement grande pour occuper un siège d'appoint, informe le public des normes de sécurité à respecter pour les ensembles de retenue d'enfants à être installés dans les automobiles;

Que la Société de l'Assurance automobile du Québec informe les automobilistes des particularités de la "glace noire", de l'inefficacité relative des fondants et abrasifs par période de grand froid et des aléas de la conduite automobile en hiver.

Organismes visés:

Ministère des Transports
Société de l'Assurance automobile du Québec
Communauté Urbaine de Montréal
Service de prévention des incendies de la Ville de Montréal
Corporation d'Urgences-santé
Sûreté du Québec

1.3 VÉHICULE À MOTEUR — MOTOCYCLISTES

Avis/Dossier : A-106766 83721

Événement :

Un motocycliste circulant sur l'Autoroute 640, direction est, à la hauteur de Boisbriand, percute violemment une camionnette stationnée sur l'accotement.

A ce moment, le temps est couvert et il pleut abondamment. Le motocycliste de porte pas de visière à son casque, ni de lunettes. Selon un témoin, la victime conduit en voutant le dos et en plissant les paupières pour se protéger de la pluie. Ce qui contribue à diminuer sa visibilité.

La camionnette, stationnée illégalement sur l'accotement, appartient à des travailleurs effectuant la tonte de la pelouse, lesquels sont à l'emploi d'une firme privée. Celle-ci a un contrat avec le Ministère des Transports, afin de tondre la pelouse en bordure des autoroutes. Aucune signalisation n'est présente pour indiquer la présence du véhicule.

Recommandations :

Que le ministère des Transports oblige les contracteurs privés oeuvrant pour son compte, à équiper les véhicules, utilisés sur les routes et autoroutes, de moyens de signalisation adéquats;

Que ces moyens de signalisation soient au minimum l'utilisation d'une flèche lumineuse, telle qu'utilisée sur les véhicules du ministère des transports;

Que les contracteurs soient tenus de former leurs employés sur les règles à respecter lorsque l'on travaille sur une route ou autoroute.

Organisme visé:

Ministère des Transports

1.4 CYCLISTES

Avis/Dossier : A-114030 88580

Événement :

Un jeune homme de 17 ans, circulant à bicyclette, est mortellement blessé lorsqu'il est écrasé par la plate-forme d'un camion remorque, face au 600 boulevard des Laurentides, à Laval.

Au site de l'accident, des travaux majeurs et la présence de machineries lourdes stationnées sur cette portion de route viennent diminuer considérablement la largeur de la voie. Voyant le jeune homme circuler en zigzaguant, le conducteur du camion klaxonne. La victime monte sur le trottoir, afin de laisser passer le camion. Après le passage du tracteur, le jeune homme redescend dans la rue, est coincé entre le trottoir et la plate-forme, perd l'équilibre et tombe sous les roues de la remorque.

Le prélèvement post-mortem effectué révèle un taux d'alcoolémie dépassant deux fois le seuil légal. Ce qui chevauche la phase d'ébriété et la phase d'ivresse. À la phase d'ébriété, on observe une diminution des inhibitions, une perte de jugement critique et un affaissement du temps de réaction. À la phase d'ivresse, la perception des couleurs, des formes, du mouvement et des dimensions est affectée et l'on retrouve des effets également sur l'équilibre.

Recommandations :

Que, dans le cas de travaux majeurs sur une rue, le service municipal responsable s'assure que la largeur de la voie de circulation routière soit sécuritaire pour les cyclistes empruntant cette voie. A défaut de quoi, il faudrait à tout le moins, interdire la circulation des camions lourds qui ne sont pas affectés aux travaux;

Que la Société de l'Assurance Automobile du Québec, dans sa campagne sur les dangers de l'alcool au volant, inclue un volet traitant également des dangers de l'alcool chez les cyclistes, lorsqu'ils empruntent les voies publiques.

Organismes visés:

Ville de Laval
Société de l'Assurance Automobile du Québec

1.5 PIÉTONS

Avis/Dossier : A-101875 81228

Événement :

Une étudiante se dirigeant vers la polyvalente Soulanges, à Saint Polycarpe, est heurtée par une voiture alors qu'elle tente de traverser le chemin Sainte-Catherine (route 340). La victime revenait d'un restaurant situé en face de la polyvalente. Elle décède quelques heures plus tard à l'Hôpital Sainte-Justine.

Il semble que cet accident soit dû à une erreur d'interprétation de la victime, qui aurait mal évalué le temps disponible pour traverser la voie. Par ailleurs, il est impossible de déterminer la vitesse du véhicule impliqué au moment de l'impact. Au lieu de la collision, il s'agit d'une zone scolaire où la limite de vitesse permise est de 50 km/h.

Recommandations:

Que le Conseil municipal de Saint-Polycarpe et la Direction de l'Ouest de la Montérégie de Transports Québec, dans la proportion de leurs responsabilités respectives, apportent les modifications suivantes sur la rue Sainte-Catherine, dans le secteur de l'école secondaire Soulanges:

en direction Est:

A environ 300 mètres en amont du passage piétonnier existant, récupérer l'actuel panneau de signal avancé d'une zone scolaire (D-270-1-D) et le remplacer immédiatement par un nouveau panneau de signal avancé de passage d'enfants près d'un terrain de jeux (D-273-3-D);

A environ 100 mètres en amont du passage piétonnier existant, remplacer immédiatement le panneau de signal avancé d'un passage piétonnier (D-270-2-D) par le panneau de signal avancé d'un passage d'écoliers (D-270-1-D) récupéré en amont;

Au droit du passage piétonnier existant, substituer immédiatement au panneau de passage pour piétons existant (P-270-2-D) un nouveau panneau de passage pour écoliers (P-270-1-D) de plus grande dimension;

Obtenir, de son propriétaire, que le grand conifère situé immédiatement à côté de l'extrémité Ouest de l'allée au "fer à cheval" de l'école secondaire Soulanges, soit immédiatement relocalisé hors du champ de vision des conducteurs. De même, obtenir que soient relocalisés, hors du champ de vision des conducteurs, les deux grands conifères situés de part et d'autre de l'extrémité Est de la même allée. Conserver intact les deux arbres situés à mi-chemin entre les deux extrémités du "fer à cheval".

en direction Ouest:

A environ 250 mètres en amont du passage piétonnier existant, déplacer immédiatement le panneau de signal avancé d'une zone scolaire (D-270-1-D) de sorte qu'il soit entièrement et en tout temps visible pour les conducteurs;

A environ 200 mètres en amont du passage piétonnier existant, obtenir du propriétaire du marché Richelieu, qu'il enlève immédiatement son enseigne publicitaire de couleur jaune (au niveau du sol);

A environ 50 mètres en amont du passage piétonnier existant, remplacer immédiatement le panneau de signal avancé pour piétons (D-270-2-D) par un nouveau panneau de signal avancé d'un passage pour écoliers (D-270-1-D). Le déplacer de manière à ce qu'il soit entièrement et en tout temps visible par les conducteurs. Obtenir, du propriétaire du grand conifère jouxtant immédiatement ce panneau de signalisation, que ce conifère soit immédiatement relocalisé hors du champ de vision des conducteurs;

Au droit passage piétonnier existant, substituer immédiatement au panneau de passage pour piétons (P-270-2-D) un nouveau panneau de passage pour écoliers (P-270-1-D) de plus grande dimension;

A environ 50 mètres en aval du passage piétonnier existant, implanter immédiatement un nouveau signal avancé de passage d'enfants près d'un terrain de jeux (D-270-3-D). Fixer sous ce panneau un panonceau portant la mention "sur 300 m.";

A 100 mètres en aval du passage piétonnier existant, implanter un nouveau panneau de signalisation "limite de vitesse maximale de 50 km/h (-70-2);

face à l'école secondaire Soulanges:

Dès la construction du lien protégé pour piétons et cyclistes, auquel réfère la correspondance du 24 août 1995 de Transports Québec à la municipalité de Saint-Polycarpe, déplacer vers l'Est le passage pour écoliers, dans l'axe de ce futur lien;

Que la Direction et les membres du corps enseignant de l'école secondaire Soulanges prennent les dispositions nécessaires afin que chaque élève rédige une lettre à ses parents ou tuteurs, dans laquelle il leur demande de s'engager à respecter les limites de vitesse sur les routes, en particulier dans la zone scolaire située à la hauteur de leur école. Éventuels détenteurs d'un permis de conduire, les élèves de seize ans et plus prendront, le cas échéant, le même engagement;

Que les élèves mentionnent dans cette correspondance, à titre de piétons et cyclistes, trois comportements sécuritaires qu'ils s'engagent personnellement à adopter sur la voie publique;

Que cette production écrite soit exigée en début d'année scolaire et ce, pour les années 1996 à 1998 inclusivement. Elle sera réalisée à la maison et idéalement au cours d'une même semaine fixée par la direction de l'école. Elle fera l'objet d'une évaluation et la signature d'un parent ou

du tuteur de l'élève sera requise pour les élèves des deux cycles. Un exemplaire du fascicule "La sécurité des piétons - des habitudes à prendre ou à désapprendre", distribué par la Société de l'Assurance automobile du Québec, sera idéalement mis à la disposition des enseignants pour cette occasion;

Que le propriétaire du restaurant Ti-Père, situé face à l'école secondaire Soulanges, remette un document promotionnel de la Société de l'Assurance automobile du Québec à 100 conducteurs fréquentant son commerce. L'auto-collant "la vitesse tue" sera idéalement distribué en début d'année scolaire, au moment convenu avec la Direction de l'école secondaire Soulanges et plus précisément durant la semaine de rédaction des lettres par les élèves; Cette recommandation s'appliquera pour les années 1996 à 1998. Le propriétaire du restaurant s'assurera que ses employés posent ce geste en toute simplicité et dans le plus grand respect;

Que la Direction et les agents du poste de la Sûreté du Québec de Notre-dame du Sourire prennent les dispositions nécessaires afin qu'une opération de contrôle radar soit réalisée sur la rue Sainte-Catherine à Saint-Polycarpe, à proximité de l'école secondaire Soulanges. Cette opération aura lieu en début d'année scolaire, au moment convenu avec la Direction de l'école secondaire Soulanges et plus précisément une semaine après l'expédition des lettres des élèves aux parents. Cette recommandation est effective pour les années 1996 à 1998 inclusivement. Lors de ces opérations, tout conducteur excédant la vitesse affichée fera au moins l'objet d'un avertissement. La Direction du poste de la Sûreté du Québec de Notre-Dame du Sourire autorisera, de préférence, la Direction de l'école secondaire Soulanges à informer les élèves du moment pour ces opérations de contrôle radar. Pour l'année en cours, cette recommandation sera exceptionnellement appliquée dans les meilleurs délais;

Que la Direction et le personnel de la Direction de l'Ouest de la Montérégie de Transports Québec prennent les dispositions nécessaires afin qu'une étude de vitesse soit réalisée sur la rue Sainte-Catherine à Saint-polycarpe, à proximité de l'école secondaire Soulanges. Cette étude aura lieu en début d'année scolaire, au moment convenu par la Direction de l'école secondaire Soulanges et plus précisément en quatre et six semaines après l'expédition des lettres par les élèves. Cette recommandation est effective pour les années 1996 à 1998. Pour l'année en cours, cette recommandation sera exceptionnellement appliquée dans les meilleurs délais.

Organismes visés:

Ministère des Transports
École secondaire Soulanges
Sûreté du Québec (poste de Valleyfield)
Municipalité de Saint-Polycarpe
Restaurant chez Ti-Père

Avis/Dossier : A-101883 81221

Événement :

Un événement mortel survient à l'intersection des rues Holton et Wood à Westmount lorsqu'une fillette de 3½ ans échappe à sa gardienne et traverse la rue en courant afin de rejoindre un autre enfant qui descend d'un autobus scolaire arrêté de l'autre côté de la rue. Malgré les cris

d'avertissement de la gardienne, l'enfant continue sa course jusque devant l'autobus, côté conducteur.

L'attention du chauffeur d'autobus est concentré vers la droite pour faire descendre trois passagers. Il ne voit pas l'enfant, avant qu'elle ne soit dans son angle mort. De plus, il s'agit d'un autobus à nez allongé, empêchant le conducteur de voir les enfants devant l'autobus, donc sans visibilité directe. Le chauffeur arrête ses clignotants et commence à avancer. La petite victime tombe au sol et par la suite, est mortellement écrasée par la roue arrière gauche de l'autobus.

Recommandations:

Que la Commission scolaire des écoles protestantes du Grand Montréal et toutes les commissions scolaires du Québec éliminent les traverses devant les autobus scolaires;

Qu'une lettre recommandée soit adressée à tous les parents dont l'enfant doit inévitablement traverser devant l'autobus scolaire, afin de les informer des mesures prises pour réduire le risque d'accident;

Qu'un brigadier ou que le chauffeur d'autobus accompagne personnellement l'enfant de l'autre côté de la rue, dans les cas particuliers où une traverse devant l'autobus est inévitable;

Que des mémos périodiques soient adressés aux parents et/ou leur représentant, afin de leur rappeler les notions de sécurité aux abords des autobus scolaires, qu'ils pourront par la suite, transmettre à leurs enfants;

Que le Ministère des Transports modifie la réglementation actuelle, afin d'y inclure une norme de visibilité directe, à laquelle devront se conformer obligatoirement les autobus scolaires;

Que l'on développe un message publicitaire incitant la sécurité aux abords des véhicules scolaires. Un tel message devrait être diffusé périodiquement durant toute l'année scolaire;

Que l'article 217 du décret 957-83, 11 mai 1983, Règlement sur les véhicules automobiles affectés au transport des écoliers (Loi sur le transport) soit modifié, afin d'encourager le chauffeur à accompagner l'enfant qui doit effectuer une traverse devant l'autobus;

Que l'Association du transport d'écoliers du Québec (ATEQ) incite d'emblée ses membres à opter pour les modèles d'autobus scolaires ayant une meilleure visibilité directe, prônant ainsi prioritairement la sécurité des enfants;

Que l'ATEQ encourage le chauffeur à escorter l'enfant lorsqu'il doit inévitablement traverser devant l'autobus scolaire. Celui-ci devra s'assurer que les commandes soient inopérantes avant de quitter le véhicule.

Organismes visés:

Ministère des Transports
Fédération des Commissions scolaires du Québec
Association du transport écolier du Québec
Commission des Écoles protestantes du grand Montréal

Avis/Dossier : A-106637 85239

Événement :

Un piéton, circulant en bordure de la rue Stage Coach dans le village de Brome, est heurté par un conducteur en état d'ébriété.

Le conducteur vient de quitter l'Hôtel Brome où il a passé quatre heures. Durant la soirée le propriétaire de l'hôtel a payé une consommation à tous les clients présents dans son établissement. Au moment de l'accident, le conducteur ne détient pas de permis de conduire, celui-ci étant expiré depuis quelques années.

Recommandations:

Que la Régie des alcools, des courses et des jeux convoque le propriétaire de l'Hôtel Brome, afin de vérifier ses contrôles en matière de service de boissons alcooliques servis à des clients en état d'ébriété ou qui semblent en état d'ébriété.

Que la Société de l'assurance automobile du Québec étudie les sanctions à prendre face aux propriétaires de véhicules automobiles qui laissent conduire leur véhicule à un conducteur dont le permis est expiré ou suspendu.

Organismes visés:

Régie des alcools, des courses et des jeux
Société de l'Assurance automobile du Québec

Avis/Dossier : A-106779 84339
A-106782 84386

Événement :

Deux jeunes femmes, voulant se rendre à une cabane à sucre située de l'autre côté de la route où elles ont garé leur voiture, sont mortellement heurtées en traversant. Cet événement est survenu face au 1054, Route 148 à Saint-Eustache.

L'investigation met en lumière qu'au moment de l'accident, le temps est nuageux, il fait noir et les victimes portent des vêtements foncés. En plus du fait que le secteur soit rural et qu'il y ait peu d'éclairage, un lampadaire, situé à 44,5 mètres à l'ouest de l'impact, était hors d'usage.

Il existe plusieurs cabanes à sucre dans ce secteur de la route 148. Il y a donc plusieurs véhicules qui entrent et sortent des terrains de stationnement des différentes cabanes à sucre, donc une forte densité de véhicules, qui viennent de façon intermittente, altérer le flot de la circulation sur cette route. Qui plus est, certaines personnes stationnent leur véhicule du côté opposé de la route, dans des stationnements privés. Ce qui oblige des piétons à traverser la Route 148 dans une zone de 90 km/h.

Recommandations:

Que le Ministère des Transports et la Ville de Saint-Eustache:

modifient la limite de vitesse à un maximum de 70 km/h dans le secteur des cabanes à sucre situées route 148 à Saint-eustache;

améliorent la qualité de l'éclairage dans le but de rendre les deux côtés de la route 148 plus sécuritaires, en installant un lampadaire à chaque poteau;

s'assurent que les lampadaires sont toujours fonctionnels;

envisagent d'installer des clignotants jaunes à l'entrée et à la sortie du secteur des cabanes à sucre, sur la Route 148;

installent, si ce n'est déjà fait, des interdictions de stationner sur les accotements de la Route 148;

Que la Ville de Saint-Eustache sensibilise les propriétaires des maisons privées situées face aux cabanes à sucre, à ne pas encourager le stationnement de véhicules sur leurs terrains privés, afin de limiter le trafic piétonnier sur la Route 148.

Organismes visés:

Ministère des transports
Ville de Saint-Eustache

Avis/Dossier : A-111706 85276

Événement :

Une dame de 69 ans est mortellement blessée lorsqu'elle est heurtée en traversant la Route 199, près du stationnement de l'église à Cap-aux-Meules, Îles de la Madeleine.

Cette dame est vêtue de vêtements foncés et tient un capuchon sur la tête. Le temps est sombre et brumeux. En traversant, elle heurtée par un premier véhicule. Elle tombe face contre terre, sans être projetée. Elle sera heurtée par un deuxième véhicule circulant dans la même direction que le premier.

Recommandations :

Que la Municipalité de Cap-aux-Meules vérifie l'efficacité de l'éclairage lors des périodes d'obscurité sur la Route 199 à Cap-aux-Meules, à la hauteur de l'église. Au besoin, que l'on effectue les modifications nécessaires afin que cet endroit soit sécuritaire;

Que la Société de l'Assurance automobile du Québec répète régulièrement les campagnes publicitaires portant sur la sécurité des piétons circulant le soir. Ceci devrait sensibiliser progressivement toute la population, à l'importance d'être facilement identifiable par les automobilistes lorsqu'il fait sombre.

Organismes visés:

Municipalité de Cap-aux-Meules
Société de l'assurance automobile du Québec

1.6 AUTRES - CIRCULATION

Avis/Dossier : A-109255 84515

Événement :

Alors qu'il accompagne son grand-père et ses deux frères, un enfant de six ans décède au moment où il est écrasé par les roues d'une remorque tirée par un tracteur de ferme. L'accident survient sur la route 296, à Biencourt. La jeune victime se trouve alors debout sur les barres d'attelage reliant la remorque au tracteur. Ayant froid aux mains, l'enfant croise les bras sur lui-même, de sorte qu'il ne tient que par équilibre. IL perd pied lorsque son grand-père change.

Bien que le Code de la route interdise de circuler avec des passagers prenant place sur ne remorque ou une semi-remorque, l'interdiction de s'agripper ou de s'accrocher à un véhicule en mouvement, ou de transporter plus de passagers qu'il n'y a de place disponibles pour les asseoir, des événements similaires se produisent régulièrement chaque année. Actuellement, une étude est en cours concernant l'utilisation sécuritaire des tracteurs agricoles au Québec. Il s'agit d'une recherche impliquant l'Union des producteurs agricoles.

Recommandations :

Que la Société de l'Assurance automobile du Québec et l'Union des producteurs agricoles :

> **planifient et effectuent conjointement une campagne de sensibilisation auprès des propriétaires de tracteurs agricoles, sur les dangers de prendre des enfants comme passagers sur un tracteur, sur une remorque tirée par un tracteur ou sur l'attelage entre le tracteur et la remorque;**
>
> **donnent suite, lorsqu'il sera disponible, au rapport du projet de recherche sur la sécurité dans l'utilisation des tracteurs agricoles au Québec, en formant un comité composé d'experts capables de faire des recommandations, que ce soit au niveau technologique ou au niveau législatif, afin que des accidents semblables puissent être évités.**

Organismes visés :

Société de l'Assurance automobile du Québec
Union des producteurs agricoles

2. AUTRES DÉCÈS ACCIDENTELS

2.1 ASPHYXIES

Avis/Dossier : A-101262 81778

Événement :

Une bénéficiaire du Centre d'accueil Notre-Dame-de-Beaupré, lequel relève de l'Hôpital Sainte-Anne-de-Beaupré, décède d'une asphyxie par contention.

En raison de différents troubles de comportement (agitation nocturne et cris fréquents la nuit), la dame fait l'objet d'une contention abdominale avec bretelles, de type Ségufix, lorsqu'elle est alitée, et d'une ceinture pelvienne lorsqu'elle est assise dans une chaise gériatrique.

L'accident est survient au moment où la dame seule et alitée sous contention. En raison d'une installation déficiente, elle réussit à se lever, à actionner le mécanisme permettant d'abaisser le côté du lit, dans le but de se lever. Ce faisant, elle fait une chute et se retrouve en suspension, de sorte que la contention occasionne une asphyxie.

Après révision d'autres dossiers de nature similaires (plus de 25 cas depuis 1986) et des recommandations formulées à la suite d'une enquête publique tenue sur le sujet en 1987, le coroner constate des déficiences majeures quant à l'utilisation des contentions. Même le recours à des contentions davantage sécuritaires, dont celles de type Ségufix, n'ont pas permis d'éviter des décès, principalement en raison d'un appareillage qui n'avait pas été appliqué correctement.

Recommandations :

Que les conclusions et recommandations formulées dans le cadre de l'enquête publique tenue sur le sujet soient réactivées et communiquées à nouveau à l'Association des hôpitaux du Québec, au Collège des médecins du Québec, au Ministère de la Santé et des Services Sociaux, à la Fédération québécoises des centres d'hébergement et des soins de longue durée, à la Confédération québécoise des centres d'hébergement et de réadaptation, aux autorités médicales de l'Hôpital Sainte-Anne-de-Beaupré (qui a charge également du Centre d'accueil de St-Tite-des-Caps et du Centre d'accueil de Beaupré) et à la Conférence des Régies régionales.

Que les intervenants identifiés ci-haut, et de façon plus spécifique ceux de l'Hôpital Sainte-Anne-de-Beaupré, effectuent une révision des protocoles de contention, en gardant en mémoire qu'une application de l'appareil de contention limite partiellement ou totalement les mouvements d'un bénéficiaire, et que cette manoeuvre se heurte au principe d'inviolabilité de la personne et au respect de ses droits et libertés tels que reconnus par le Code civil, le Code criminel et les chartes fédérale et provinciale des droits et libertés (par conséquent, le protocole devrait porter sur les éléments essentiels suivants : 1) les conditions inhérentes à l'utilisation d'une contention, 2) la prescription médicale, 3) l'approbation du bénéficiaire ou de son représentant légal, 4) le modèle de contention utilisé, 5) la hauteur du lit et le mécanisme inaccessible des ridelles, 6) la durée de la prescription, et 7) la qualification des personnes habilitées à l'application des contentions).

Que ces mêmes intervenants :

s'assurent que l'utilisation d'une contention est une mesure de dernier recours temporaire, non punitive, et qui doit être utilisée seulement s'il y a danger pour la santé ou la sécurité du bénéficiaire, ou de son entourage;

prennent en considération et se rappellent qu'un appareil de contention ne peut en aucun cas être considéré comme un moyen permettant de réduire la surveillance des bénéficiaires.

Que la direction des services professionnels de l'Hôpital Sainte-Anne-de-Beaupré s'assure que, lors de la mise en place d'un appareil de contention de type Ségufix, l'application de cette fixation soit effectuée en conformité avec les exigences du fabriquant, tout en donnant la possibilité au bénéficiaire d'avoir accès à un appareil d'appel en cas de détresse.

Organismes visés :

Association des hôpitaux du Québec
Collège des médecins du Québec
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Fédération québécoises des centres d'hébergement et des soins de longue durée
Confédération québécoise des centres d'hébergement et de réadaptation
Hôpital Sainte-Anne-de-Beaupré
Conférence des Régies régionales

Avis/Dossier : A-105508 83160

Événement :

Une bénéficiaire de 94 ans, demeurant à la Résidence Gertrude Lafrance à St-Luc, laquelle relève de l'Hôpital du Haut-Richelieu, décède par asphyxie et anoxie alors qu'elle glisse de sa chaise gériatrique et reste le cou coincé par la ceinture pelvienne de la chaise.

Suite à son investigation, le coroner a demandé aux intervenants du milieu d'étudier la problématique et de lui offrir des suggestions de recommandations qu'il fait siennes à cause de leur pertinence.

Recommandations :

Que l'on mette en application les recommandations concernant l'utilisation des contentions et des fauteuils gériatriques et que l'on voit à ce que cela soit suivi. Lors de l'utilisation des fauteuils gériatriques de marque Optimum 890, afin de prévenir les glissements, il est recommandé d'incliner le siège vers l'arrière, afin d'obtenir l'effet biseau et de limiter l'ouverture du dossier pour ne pas produire un effet hamac. Ces recommandations spécifiques devraient être mises sur papier à la tête du lit du résident, utilisateur du fauteuil;

Que l'on installe une butée d'abduction sur le siège du fauteuil. Celle-ci est une option sur les nouveaux modèles Optimum;

Que l'on installe un mécanisme qui empêche la ceinture de se desserrer lorsqu'un bénéficiaire est agité. Une fois la ceinture ajustée, une couture double pourrait être faite pour assurer le maintien de l'ajustement;

Que le personnel soignant reçoive une formation de base pour l'utilisation adéquate des ceintures aux fauteuils;

Que l'établissement développe des mécanismes de communication, afin de s'assurer d'un meilleur suivi concernant l'utilisation de contraintes.

Que l'on réfère le dossier à la compagnie manufacturière du fauteuil gériatrique de marque Optimum, modèle 890, pour étude de recherche de développement de technique ou de recommandation, afin d'éviter une récidive de situation semblable.

Organisme visé :

Hôpital du Haut-Richelieu

Avis/Dossier : A-107832 83361

Événement :

Une personne âgée, hospitalisée au Centre Hospitalier de Lachine, décède lorsqu'elle s'étrangle involontairement avec le cordon d'une lampe télescopique en chutant. L'accident survient durant une période où la patiente présente des troubles mentaux qui se caractérisent par de la confusion, de la désorientation et de l'agitation.

Bien que la patiente parle de la mort et qu'elle rédige son testament biologique quelques mois auparavant, le coroner n'a pu conclure à un suicide, dans la mesure où le geste en lui-même (position du corps, état de confusion de la patiente) laisse plutôt croire à un accident. Par ailleurs, suite aux analyses toxicologiques, il est possible de constater que la victime présente un taux anormal de Témazépam, représentatif d'une intoxication. Comme ce médicament ne lui est pas administré à l'hôpital et qu'elle n'en porte pas sur elle au moment de l'hospitalisation, l'intoxication aurait donc été initiée dans les jours précédant cette même hospitalisation, sans pour autant qu'elle soit détectée par le personnel médical au moment de l'admission.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec et l'Ordre des pharmaciens du Québec poursuivent la sensibilisation de leurs membres quant au surdosage médicamenteux qui peut apparaître chez des patients âgés et qui mimiquent d'autres conditions cliniques.

Que la direction des services professionnels et la direction des soins infirmiers du Centre hospitalier de Lachine revoient avec un oeil différent et modifient, s'ils le jugent à propos, le protocole d'intervention chez des patients âgés admis en perte d'autonomie et confus.

Organismes visés :

Collège des médecins du Québec
Ordre des pharmaciens du Québec
Centre hospitalier de Lachine

Avis/Dossiers: A-106741 84952
A-106742 84951

Événement :

Deux personnes décèdent d'une intoxication au monoxyde de carbone dans un chalet.

Une cheminée de la fournaise au propane est mal ajustée, restreint la sortie des gaz et qui provoque la production de CO. Un détecteur de CO avait été débranché.

Recommandations:

Que le nouveau propriétaire du chalet fasse les corrections nécessaires à l'installation de la fournaise, afin de la rendre sécuritaire. Qu'il répare la lampe au propane, installe un détecteur au CO fonctionnel et s'assure d'une entrée d'air adéquate.

Que la Régie du bâtiment adopte une réglementation, afin que tout bâtiment utilisant un appareil au propane soit muni d'un détecteur de CO fonctionnel.

Organismes visés:

Monsieur Fabien Vaillancourt
Régie du bâtiment

Avis/Dossier : A-108317 84690

Événement :

Une bénéficiaire de 80 ans, demeurant à la Résidence Gertrude Lafrance à St-Luc, laquelle relève de l'Hôpital du Haut-Richelieu, décède par asphyxie et anoxie alors qu'elle glisse de sa chaise roulante et reste le cou coincé par la ceinture de sécurité de la chaise.

Suite à son investigation, le coroner a demandé aux intervenants du milieu d'étudier la problématique et de lui offrir des suggestions de recommandations qu'il fait siennes à cause de leur pertinence.

Recommandations :

Que l'on installe un mécanisme qui empêche la ceinture de se desserrer lorsqu'un patient est agité ou a tendance à la manipuler. Une fois la ceinture ajustée, une couture double pourrait être faite afin d'assurer le maintien de l'ajustement;

Que l'on installe un mécanisme, afin de permettre l'utilisation d'une ceinture entre la ceinture abdominale et l'avant ou le dessous de la chaise, comme celles utilisées pour les chaises de bébé pour empêcher que le bassin ne puisse glisser vers l'avant;

Que l'on trouve des points d'ancrage pour fixer la ceinture, afin d'empêcher le siège de se plier si le patient essaie de se lever. Effectivement, lorsque le siège se replie, l'ajustement de la ceinture n'est plus adéquat;

Que le personnel soignant reçoive une formation de base pour l'utilisation adéquate des ceintures aux fauteuils;

Que l'établissement développe des mécanismes de communication, afin de s'assurer d'un meilleur suivi concernant l'utilisation des contraintes;

Que l'on réfère le dossier à la compagnie manufacturière du fauteuil pour étude de recherche de développement de technique ou de recommandation, afin d'éviter une récidive de situation semblable.

Organisme visé :

Hôpital du Haut-Richelieu

Avis/Dossiers: A-109287 89008

Événement :

Une dame de 81 ans, bénéficiaire au Foyer de Rimouski, décède d'une asphyxie par compression thoracique lorsqu'elle se retrouve coincée entre le côté de son lit et le lit lui-même, et retenue par une contention abdominale.

Les côtés de lit de cette bénéficiaire sont en deux sections (demi-longueur). Lorsque la tête du lit est relevée, la distance entre les deux sections des côtés de lit passe de 15 centimètres à 25 centimètres. Ceci a donné l'impression à la dame qu'elle pouvait passer facilement entre ces deux sections pour quitter son lit. Bien que l'espace soit suffisant pour lui permettre de se lever, la contention qui devait la maintenir sur son lit a joué son rôle et a empêché la patiente de quitter son lit.

Recommandations:

Que le Foyer de Rimouski:

utilise des côtés de lit pleine longueur lorsqu'un patient alité nécessite une contention thoracique ou abdominale. Les côtés de lit pleine longueur sont ceux qui sont utilisés par les centres hospitaliers de courte durée, de longue durée ainsi que dans les centres d'accueil et qui s'avèrent très sécuritaires. Ces côtés de lit pleine longueur sont disponibles au Foyer de Rimouski, comme ils le sont dans la plupart des établissements;

utilise la barrière de protection spécifique qui peut se mettre entre les deux demi-sections, pour assurer la protection du patient, dans les cas où des côtés de lit demi-section ont à être utilisé avec des contentions thoraciques ou abdominales;

ne laisse pas au patient confus, le contrôle de l'articulation du lit, soit l'élévation de la tête et du pied du lit;

garde le lit en position la plus basse possible lorsque le patient est seul sur son lit et sans surveillance;

limite l'utilisation de contentions, dans la mesure du possible, en essayant de quantifier les risques associés à l'utilisation de la contention et les risques de chutes et de blessures que peut subir le patient sans contention, et évalue la possibilité d'utiliser d'autres moyens que la contention;

achète les côtés de lit en demi-longueur ayant un espace entre les membrures latérales des deux côtés, de quarante-cinq (45) millimètres, vu sa disponibilité sur le marché;

Que le Ministère de la Santé et des Services sociaux informe les centres hospitaliers de soins de longue durée, de courte durée et les centres d'accueil du risque que représentent les côtés de lit demi-longueur et des moyens à utiliser afin de réduire ce risque au minimum, tel que suggéré au Foyer de Rimouski.

Organismes visés:

Foyer de Rimouski
Ministère de la Santé et des Services Sociaux

Avis/Dossier : A-110187 87040

Événement :

Un homme de 32 ans décède d'une encéphalopathie anoxique secondaire à une asphyxie de position (personne assise et tête penchée vers l'avant), alors qu'il est sous forte sédation et analgésie.

Demeurant dans un centre d'hébergement pour alcooliques et toxicomanes, il présente des problèmes de personnalité importants. Devant son état d'anxiété et son refus à toute coopération, d'autant plus qu'il inquiète les autres résidents, et sa manipulation pour obtenir des médicaments, il est amené à l'urgence du centre hospitalier.

L'investigation met en lumière que le monitoring, en cours de sédation, fut impossible, étant donné l'état d'agitation du patient. La mise sous contrainte fut également impossible due à la non disponibilité du matériel et du personnel. De plus, la seule salle d'isolement n'était pas disponible car déjà occupée par un autre patient. Notons que le personnel était apeuré par ce patient et dans l'impossibilité d'être assisté par des gardiens de sécurité.

La revue des circonstances montrera que le personnel infirmier et médical éprouve des difficultés à gérer le traitement de ce type de patient. De plus, il est souvent en manque de "bras" lorsqu'il s'agit de contrôler des patients de forte taille ou plus particulièrement rebelles. Par ailleurs, le médecin a sous-estimé les effets secondaires de la médication qu'il avait prescrite et, tout comme

le nursing, tentait le plus possible de garder ce patient "calme", d'autant plus que le médecin avait suggéré au personnel infirmier de ne pas manipuler le patient lors de la prise des signes vitaux, afin de ne pas le réveiller.

Recommandations :

Que la Direction générale et la Direction des services professionnelles du Centre hospitalier Laurentien procèdent, dans les plus brefs délais, à la mise sur pieds d'un corridor de services avec le Centre hospitalier Saint-Jérôme, afin que ce centre puisse recevoir les patients polytoxicomanes qui ne pourront être gérés au centre Laurentien. Ce transfert devrait se faire de façon facile, à la suite d'un protocole bien géré dans lequel l'omnipraticien de l'urgence du Centre hospitalier Laurentien peut demander le transfert immédiat vers le centre régional. La Régie régionale des Laurentides doit être mise à contribution dans la solution de ce protocole.

Que la Direction des services professionnels, la Direction des soins infirmiers et le service de psychiatrie du Centre hospitalier Laurentien procèdent dans les plus brefs délais à:

établir un protocole de surveillance clinique de ces patients et s'assurer que le support matériel soit disponible;

procéder à la formation de personnel spécialisé (médecins et infirmières) dans l'intervention médicale des patients poly-toxicomanes;

Établir une ligne de communication claire et facile d'accès avec un centre de désintoxication. Il est entendu que les communications pourraient se faire à toute heure avec des toxicologues compétents qui pourraient dépanner le médecin de première ligne;

Renforcer les liens et les consultations avec le service de psychiatrie, afin que ce service aide le médecin de première ligne dans le choix de ses moyens, et dans les cas où le patient présente des symptômes psychiatriques, le service de psychiatrie en prenne charge immédiatement.

Que la Direction générale du Centre hospitalier Laurentien:

procède, dans les plus brefs délais, à la révision de son système de sécurité intra-hospitalier. Puisqu'il est probable qu'un agent de sécurité ne puisse être disponible 24 heures par jour, la Direction générale devrait voir à établir un protocole clair de soutien par la Sûreté municipale de Sainte-Agathe, et si cela devient nécessaire, par la Sûreté du Québec

s'assure, avec la Sûreté du Québec, de leur support dans les cas d'admission au centre hospitalier lorsque les victimes sont amenées sur leur territoire.

Que la Régie régionale des laurentides s'assure que tous les patients qui sont dans leur territoire, admis dans des différentes maisons de désintoxication, support, etc., par ordre de Cour, soient transportés directement au centre hospitalier désigné de leur régie, sans pour cela séjourner dans un hôpital.

Que la maison l'Équilibre établisse une politique interne qui verra à soutenir leur pensionnaire au moment d'une hospitalisation. Cette politique devra faire que le patient qui est amené à l'hôpital, soit accompagné d'un préposé (ou deux) qui pourra (pourront) fournir une bonne histoire médicale à l'équipe traitante et, si cela devient nécessaire, demeurer avec le pensionnaire, afin de la supporter.

Que le Collège des médecins du Québec, dont le rôle principal est la protection du public, rappelle à tous ses membres l'importance de surveiller les signes cliniques de patients sous forte sédation.

Que l'Ordre des infirmières et des infirmiers du Québec insiste, lors d'une prochaine publication de la revue "Nursing", sur les dangers reliés aux patients qui sont sous forte sédation et analgésie.

Que le Ministère de la Santé et des Services sociaux:

> **rejoigne ces différents groupes et les informe de l'importance de s'associer avec les ressources disponibles.**
>
> **offre un programme d'accréditation volontaire ou, pour le moins, conseille par un document, les groupes d'entraide sur les problèmes d'aspect psychologiques, sociaux et physiques, qu'ils peuvent avoir à rencontrer.**

Organismes visés:

Centre hospitalier Laurentien
Régie régionale des Laurentides
Sûreté municipale de Ste-Agathe
Sûreté du Québec de Ste-Agathe
Maison l'Équilibre Inc.
Collège des médecins du Québec
Ordre des infirmières et des infirmiers du Québec
Ministère de la Santé et des Services Sociaux

Avis/Dossier : A-115114 87798

Événement :

Une dame de 84 ans, vivant au Centre d'Hébergement et de Soins de Longue Durée Heather Lodge à Rawdon, décède d'une asphyxie par aspiration alimentaire.

Le centre d'hébergement, par une belle journée d'été, décide de procéder à un Bar-B-Q pour ses pensionnaires. Quoique certains des pensionnaires soient à la diète liquide, un menu d'hamburgers et de hot-dogs est servi. Comme la victime désire manger un hot-dog, l'autorisation est donnée de lui en servir un. On s'aperçoit qu'elle est cyanosée et dyspnéique. Les manoeuvres d'Hemlich sont entreprises afin de libérer les voies respiratoires. Après examen, le médecin constate qu'il y a diminution d'entrée d'air dans les voies respiratoires et conclut

qu'il reste encore des aliments à l'intérieur de l'arbre bronchique. Le transport à l'hôpital est immédiatement demandé.

Lors de l'autopsie, on découvre une perforation dans l'oesophage. Or, au cours de son transport en ambulance, la victime avait fait un arrêt cardiorespiratoire. On a tenté de l'intuber via un combitube qui s'est avéré difficile à installer, la victime présentant une scoliose importante qui entraîne une déviation de l'oesophage. Ainsi, la perforation de l'oesophage occasionnée par le combitube, découverte lors de l'autopsie, est due davantage à la malformation anatomique de la victime qu'à une technique difficile d'installation du combitube

Recommandations :

Que le Centre d'Hébergement et de Soins de Longue Durée Heather Lodge de Rawdon revoit cet incident et modifie, s'il y a lieu, le type d'aliments que certains de leurs patients peuvent avoir lors d'événements spéciaux;

Que le Service Préhospitalier de la Régie Régionale de Lanaudière étudie en détails cet événement, le compare aux incidents déjà rapportés (concernant les combitubes) à travers la province et, en particulier la Montérégie, et recommande s'il le juge à propos, une modification dans la technique d'utilisation pour certains patients souffrant de scoliose sévère.

Organismes visés:

Centre d'Hébergement et de Soins de Longue durée Heather Lodge
Régie régionale de Lanaudière

2.2 CHUTES

Avis/Dossier : A-101917 81439

Événement :

Une patiente hospitalisée au Centre hospitalier Notre-Dame-de-la-Mérici décède d'une broncho-pneumonie venue compliquer une fracture du bassin, suite à une chute accidentelle.

Durant son hospitalisation, la patiente fait l'objet d'une contention de type ceinture d'automobile, en raison d'un comportement d'agitation plus important qu'à l'habitude. Par ailleurs, outre pour l'alimentation, elle nécessite continuellement la présence d'une personne pour ses déplacements.

La chute est survient au moment où elle est laissée seule à la toilette, alors qu'elle est toujours sous contention (chacune des toilettes de l'établissement étant munie du nécessaire pour appliquer la contention). La patiente aurait réussi à défaire la contention pour se délacer et, finalement chuter. On constate alors une fracture du bassin. Elle décédera un peu moins de deux semaines plus tard des suites de ses blessures.

Recommandation :

Que la direction des services professionnels du Centre hospitalier Notre-Dame-de-la-Mérici voie à ce que tous les patients, pour lesquels on prescrit une contention aux toilettes, bénéficient de la surveillance discrète d'un membre du personnel demeurant dans la pièce adjacente.

Organisme visé :

Centre hospitalier Notre-Dame-de-la-Mérici

Avis/Dossier : A-105935 82252

Événement :

Dans le cadre d'un jeu, un jeune adolescent fait une chute dans la cage d'un ascenseur d'une tour d'habitations. L'accident est survient lorsque la victime et d'autres jeunes qui l'accompagnent entreprennent d'arrêter l'ascenseur dans lequel ils se trouvent, soit entre le 17ème et le 18ème étage, en appuyant sur l'arrêt d'urgence. Après coup, ils ouvrent la porte de l'intérieur, ainsi que celle située au 17ème, afin de sortir de l'ascenseur l'un après l'autre. Cependant, au moment où la victime descend pour mettre pied au 17ème, personne ne le guide. Elle se chute dans le vide, d'une hauteur d'environ 200 pieds.

Bien que l'ascenseur concerné respecte les normes de la Régie du bâtiment, il appert aux yeux du coroner qu'il ne devrait pas être possible d'arrêter volontairement un ascenseur entre deux étage, tout comme il devrait être impossible d'ouvrir les portes de l'intérieur, si l'ascenseur n'est pas à la hauteur d'un étage.

Recommandations :

Que la Régie du bâtiment :

étudie la possibilité de rendre impossible, l'ouverture par l'intérieur, des portes d'un ascenseur, lorsque ce dernier n'est pas rendu à un niveau normal de plancher;

étudie la possibilité qu'un ascenseur se rende au prochain niveau de plancher, lors de l'activation du bouton d'arrêt d'urgence, rendant impossible l'arrêt de l'ascenseur entre deux étages.

Organisme visé :

Régie du bâtiment

Avis/Dossier : A-107874 82744

Événement :

Un homme de 57 ans, souffrant d'un alcoolisme chronique, fait des chutes répétées reliées à la prise d'alcool. Lors d'une chute dans un escalier, il s'inflige des blessures importantes à la figure, à la joue, à l'abdomen et des fractures costales. Amené à l'hôpital, on le garde en observation jusqu'au lendemain. On juge que son état est stable, malgré une plainte de douleur thoracique droite, et la victime est libéré. Il décède 6 jours plus tard d'une insuffisance respiratoire probable associée à une hémorragie du lobe frontal droit du cerveau.

Lors de son investigation, le coroner se demande, vu les fractures thoraciques avec tableau de douleurs thoraciques, la raison pour laquelle le bilan radiologique avec radiographie pulmonaire AP - latéral n'a pas été faite, afin d'éliminer tout épanchement - contusions - pneumothorax. Cette radiographie aurait pu donner une idée plus juste de la composante pulmonaire de la victime et peut-être ajuster le traitement en conséquence.

Recommandations :

Que le dossier soit revu par le comité d'évaluation de l'Acte médical du centre hospitalier Le Gardeur;

Que le dossier soir revu par le Collège des médecins du Québec.

Organismes visés :

Centre hospitalier Le Gardeur
Collège des médecins du Québec

Avis/Dossier : A-111003 85326

Événement :

Une personne âgée en perte d'autonomie, hospitalisée au centre hospitalier Anna-Laberge, décède quelques jours après avoir fait une chute, au moment où on s'apprête à lui donner un bain. La chute s'est produite à partir d'une civière de bain, modèle Thune Bath Trolley, distribuée par B.L.S. Ltée (Équipements médicaux). Son utilisation a toutefois été cessée dans le but d'en étudier les caractéristiques et les possibilités d'en améliorer l'utilisation.

Recommandations :

Que le personnel attitré du Centre hospitalier Anna-Laberge et l'entreprise B.L.S. Ltée collaborent à l'amélioration des mesures de sécurité de la civière concernée;

Que le personnel autorisé du Centre hospitalier Anna-Laberge passe en revue les procédures à suivre lors des transferts des patients en perte d'autonomie.

Organismes visés :

Centre hospitalier Anna-Laberge
B.L.S. Ltée

Avis/Dossier : A-111122 85631

Événement :

Une personne âgée, vivant au Foyer Bon Secours Inc. à l'Islets-sur-Mer, décède d'une hémorragie cérébrale suite à une chute à pleine figure sur le plancher.

Depuis un an, ce vieillard présentait de l'ataxie se manifestant par des chutes fréquentes. Il ne semble pas qu'on ait utilisé le fauteuil gériatrique de façon précoce.

Deux jours après la chute, devant l'état de confusion et d'agitation nocturne et une antépulsion, la victime est référée à l'urgence du centre hospitalier pour examen, lequel se veut très sommaire. De plus, la qualité de la radiographie rendait l'examen du massif facial ininterprétable. Elle est retournée au foyer avec la prescription de surveiller un état fébrile.

Le lendemain, devant un état qui se détériore, la victime est transportée à l'urgence du centre hospitalier. Elle présente un coma grade 7/15, secondaire à un hématome intra-cérébral. De plus, elle présente une hyperglycémie avec glycosurie et ne reçoit aucune traitement ad hoc. Comme le médecin juge qu'il y a peu de traitement curatif à lui offrir, qu'aucune chirurgie n'est envisageable, il recommande le retour au foyer, en suggérant une antibiothérapie orale, s'il y a récupération de l'état général. De retour au foyer, son état se détériore davantage. Elle décède deux jours plus tard.

Recommandation :

Que les Conseils des médecins, dentistes et pharmaciens du centre hospitalier Hôtel-Dieu de Montmagny et du Foyer Bon Secours étudient ce dossier, par le biais du Comité d'évaluation de l'Acte médical.

Organismes visés :

Centre hospitalier Hôtel-Dieu de Montmagny
Centre d'Hébergement pour les Soins de Longue Durée de l'Islet

---

Avis/Dossier : A-111983 88023

Événement :

Une personne âgée décède d'une hémorragie cérébro-méningée massive, avec hypertension intra-crânienne irréversible, trois jours après avoir fait une chute d'une table d'opération orthopédique (Amsco) au Centre hospitalier Grand Portage.

Cet événement survient au moment où l'on s'apprête à transférer la patiente de la table d'opération à son lit. Or, il aurait pu être évité si l'équipe complète avait été sur place avant que les immobilisations aient été enlevées et si le plateau de transfert avait été utilisé adéquatement.

Par ailleurs, la table orthopédique utilisée est de type démontable, composée de plusieurs structures qui s'emboîtent; ceci peut se faire facilement et rapidement, à la condition de bien connaître cet appareillage, d'en être familier.

Recommandations :

Que le coordonnateur du bloc opératoire du Centre hospitalier du Grand Portage:

> **revoie la technique de préparation au transfert ainsi que du transfert du patient ayant subi une chirurgie sur la table orthopédique, afin que la sécurité de ce dernier ne soit jamais mise en jeu. S'assurer que le protocole utilisé soit complet, sécuritaire et efficace;**
>
> **s'assure que tout le personnel impliqué au transfert connaisse bien ce protocole et maîtrise adéquatement la technique de transfert;**
>
> **s'assure que l'utilité et le fonctionnement de chacune des pièces composant la table orthopédique soient maîtrisés et que l'entretien permette un fonctionnement optimal de cette table;**
>
> **qu'au besoin, si problème particulier quant à l'utilisation adéquate du plateau de transfert (ou tout autre accessoire), demander l'aide du représentant Amsco.**

Que les orthopédistes et les anesthésistes qui oeuvrent à la salle d'opération du Centre hospitalier du Grand Portage, dans la mesure du possible, assurent une présence médicale dans la salle d'opération, tant et aussi longtemps qu'un patient repose sur une table orthopédique.

Que la Corporation des infirmiers et infirmières de salle d'opération du Québec s'assure que leurs membres soient bien sensibilisés à l'importance d'une technique de transfert de tout patient qui a à utiliser une table d'opération de type orthopédique, afin d'éviter éventuellement d'autres accidents semblables à celui investigué.

Organismes visés :

Centre hospitalier du Grand-Portage
Corporation des infirmiers et infirmières de salle d'opération

---

Avis/Dossier : A-112593 87279

Événement :

Un homme de 57 ans est hospitalisé à l'Hôpital Sacré-Coeur de Montréal, afin d'investiguer et traiter un problème de rythme cardiaque. Alors qu'il passe un repas baryté, en se relevant de la table d'examen, ce dernier fait un chute et son hémithorax droit heurte la main de retenue de la table. Il décède quelques heures plus tard d'une hémorragie interne secondaire à une lacération du diaphragme par des côtes fracturées, compatible avec une chute avec impact au côté droit du thorax.

Immédiatement après la chute, le radiologiste demande une radiographie du thorax, laquelle démontre une fracture possiblement ancienne de la 9ème côte droite. Revenu à sa chambre, le patient se plaint de douleurs au thorax droit. Un premier médecin lui prescrit un analgésique. Devant son état de somnolence, un antinarcotique lui est administré.

Quelques heures plus tard, un autre médecin rend visite au patient et inscrit au dossier: "Pas de code" et ce, sans que la famille n'ait été consultée. Ainsi, lorsque la victime fut trouvée dans son lit, sans respiration, aucune manoeuvre de réanimation n'a été débutée.

A noter qu'il y a absence de prise de signes vitaux et ce, au cours des 8 dernières heures de vie de ce patient.

Recommandations :

Que le Directeur des services professionnels de l'Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal:

soumette ce dossier au Comité d'évaluation de l'acte médical;

institue un protocole de surveillance pour les patients qui ont un traumatisme en cours d'hospitalisation.

Organisme visé :

Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal

Avis/Dossier : A-115125 88157

Événement :

Un jeune homme de 16 ans fait une chute mortelle en faisant de l'escalade au Mont Pontbriand, à Joliette. La victime aurait omis de relier sa corde à une sangle et aurait choisi, par manque d'expérience, une façon difficile pour installer un rappel.

La victime, qui faisait depuis quelques temps de l'escalade intérieure au Centre d'escalade intérieure Surprise, avait quelques fois fait des sorties extérieures et aurait déjà escaladé le Mont Pontbriand à quelques reprises.

Elle avait peu d'expérience dans ce sport et celle-ci avait été acquise par la pratique du sport à l'intérieur du centre, et un peu lors d'expéditions extérieures effectuées avec des amis. Elle ne portait pas de casque protecteur et était chaussée de souliers de type sandale. Le Centre d'escalade intérieure Surprise en est à ses débuts. La configuration des structures artificielles d'escalade est un plan des copropriétaires. Ils n'ont pas eu à obtenir de certificat de conformité de la Fédération québécoise de la montagne et de l'escalade, et les instructeurs n'ont pas eu à se qualifier auprès de la Fédération pour faire de l'enseignement.

Recommandations:

Que la Régie de la sécurité dans les sports du Québec et la Fédération québécoise de la montagne et de l'escalade:

> **fassent une publicité claire auprès du public, informant des dangers de ce sport lorsqu'il est pratiqué sans formation adéquate;**
>
> **confient à des instructeurs brevetés, reconnus par la Fédération, l'enseignement de l'escalade sur des structures artificielles d'escalade et en paroi naturelle;**
>
> **élaborent un cours de transition entre l'enseignement sur les structures artificielles d'escalade et sur les parois naturelles;**
>
> **définissent à l'intérieur d'un prochain règlement, les normes concernant la pose et la vérification des ancrages permanents (boulons, plaquettes, etc.) sur les parois naturelles du Québec;**

Que la Régie de la sécurité dans les sports du Québec priorise davantage les sports de montagne et d'escalade et modifie son règlement sur la sécurité de l'escalade, en y ajoutant ou en modifiant les points suivants:

> **s'assurer que le règlement définisse les normes de construction des structures artificielles d'escalade;**
>
> **que le règlement inclue des normes d'encadrement et d'utilisation de ces structures artificielles d'escalade;**
>
> **décerne, en collaboration étroite avec la Fédération, des permis d'opération aux propriétaires des structures artificielles d'escalade et aux écoles d'escalade qui rencontrent et respectent le règlement.**

Que le Centre d'escalade intérieure Surprise de Joliette revoie leur programme de formation, afin de s'assurer le mieux possible de la transition entre l'escalade à l'intérieur et sur parois naturelles et surtout, s'assure que leurs moniteurs possèdent des brevets.

Organismes visés:

Régie de la sécurité dans les sports du Québec
Fédération québécoise de la montagne et de l'escalade
Centre d'escalade intérieure Surprise de Joliette

2.3 ÉLECTROCUTIONS

Avis/Dossier : A-99446 79260

Événement :

Après avoir effectué des travaux sur la toiture de sa résidence, un individu est électrocuté au moment où l'échelle sur laquelle il se trouve entre en contact avec une ligne à haute tension (25 000 volts) située près de la maison.

Premièrement, les services ambulanciers ont tardé à arriver sur les lieux puisqu'il a été difficile de rejoindre l'équipe d'ambulanciers disponible à proximité du site. Étant déjà à l'intérieur de l'urgence du Centre hospitalier Saint-Eustache, mais sans appareil radio portatif, le répartiteur a dû contacter directement l'urgence par téléphone, afin de discuter avec les ambulanciers et les diriger vers la victime. Par ailleurs, l'absence de moniteurs-défibrillateurs semi-automatiques a retardé les soins adéquats, considérant le fait qu'à la suite d'une électrisation, il y a souvent apparition de fibrillation ventriculaire. Finalement, bien que la disposition des fils électriques respectait les normes de dégagement en vigueur, en termes de distance à respecter avec les habitations ou autre, la géographie (espace restreint) des lieux a incité le coroner à se questionner sur ces mêmes normes.

Recommandations :

Que les Régies régionales des Laurentides et de Lanaudière, de concert avec les services ambulanciers de ces régions, voient à équiper les véhicules ambulanciers de moniteurs-défibrillateurs semi-automatiques le plus tôt possible et à former le personnel ambulancier en conséquence.

Que Gestion des services préhospitaliers Laurentides-Lanaudière, avec le support financier des Régies régionales des Laurentides et de Lanaudière, équipe ses techniciens ambulanciers de systèmes de télécommunication portatifs, de sorte que les techniciens ambulanciers soient toujours immédiatement accessibles.

Qu'Hydro-Québec :

> **poursuive ses campagnes de sensibilisation aux dangers d'électrocution dans le voisinage des lignes de haute tension résidentielles, entre autres en vulgarisant, si ce n'est pas déjà fait, le Règlement sur les travaux exécutés dans le voisinage des lignes électriques;**
>
> **voie à vulgariser le précédent règlement, non seulement auprès des travailleurs régis par la Loi sur la santé et la sécurité du travail, mais également auprès de l'ensemble de la population et ce, par les moyens qu'Hydro-Québec utilise déjà;**
>
> **requestionne les normes de dégagement en vigueur.**

Organismes visés :

Régie régionale des Laurentides

Régie régionale de Lanaudière
Gestion des services préhospitaliers Laurentides-Lanaudière
Société Hydro-Québec

Avis/Dossier : A-109096 87459

Événement :

Une enfant de 5½ ans décède suite à une électrocution massive alors qu'il touche à un disjoncteur d'une puissance de 25 000 volts. L'accident est survenu au poste de distribution d'Hydro-Québec sur la rue North à Gatineau.

L'enfant s'est introduit sur le terrain de la centrale en se glissant sous la clôture par un espacement de 38 centimètres. La clôture entourant la station d'Hydro-Québec a été refaite en 1992. Les normes utilisées à ce moment sont celles de décembre 1980. Dans le descriptif, il est cité que l'espace compris entre le terrain et le bas du grillage ne doit jamais dépasser 50 millimètres.

Quoique Hydro-Québec effectue des vérifications régulières de ses postes et ait procédé à deux réparations en 1996, rien ne semble indiquer la présence d'un espacement exagéré à différents en droits.

Ce type d'électrocution, quoique paraissant un cas unique et isolé, n'en est pas un. En effet, un enfant de 9 ans a péri dans des circonstances similaires à Montréal en 1991.

Recommandations :

Que la Société Hydro-Québec:

> **Remblaie, dans les meilleurs délais possibles, l'entrée de leur station de la rue North à Gatineau, de façon à ce que l'espace entre les barrières et le sol ne dépasse pas 50 millimètres, tel que stipulé dans les normes de construction de 1980, 1993 et 1995;**
>
> **apporte des modifications à ses barrières de ladite station, de façon à ce que la distance entre le point de rencontre entre les deux barrières ne dépasse pas 50 millimètres, tel que stipulé dans les normes de construction de 1995;**
>
> **apporte des modifications à ses barrières de ladite station, de façon à ce que l'espace entre la clôture et la barrière ne dépasse pas non plus 50 millimètres, tel que stipulé dans les normes de construction de 1995;**
>
> **procède à au moins deux inspections (une en période de dégel et l'autre, peu après la période de dégel) des barrières et clôtures de ladite station, de façon à vérifier à ce que les distances entre les barrières et le sol n'excède pas 50 millimètres, suite à l'effet du dégel sur le sol de pierres concassées;**

modifie le type de sol (pierres concassées) où se trouve les barrières à ladite station, de façon à ce qu'il n'y ait pas de variation saisonnière de la hauteur du sol. Des enduis tels asphalte, béton, tuile ou bois empêcheraient de tels affaissements;

effectue, d'ici les prochains 6 mois, une inspection des différents postes (particulièrement ceux situés en milieu urbain ou dans un quartier résidentiel) où on retrouve des barrières du même type que la station de Gatineau, c'est-à-dire au dessus d'un sol qui n'est pas asphalté, fait de béton, de tuile ou de bois et qui peut, par conséquent, s'affaisser considérablement suite au dégel et autres variations de température;

considère étendre les 5 premières recommandations aux autres postes de la province où l'on retrouve des barrières du même type que la station de Gatineau, c'est-à-dire bâties avec les normes de 1990, au-dessus d'un sol qui n'est pas asphalté, fait de béton, de tuile ou de bois et qui peut, par conséquent, s'affaisser considérablement suite au dégel et autres variations de température;

lors d'ébauche des prochaines normes pour la construction des clôtures entourant les postes, on y fasse mention spécifiquement que le sol, à l'endroit où se situe les barrières, lorsque celles-ci sont fermées, soit constitué d'asphalte, de béton, de tuile, de bois ou autre matière qui, contrairement aux enduis de pierre concassées, ne s'affaissera pas avec les variations climatiques;

sensibilise les inspecteurs ainsi que les cadres responsables des inspections des postes, de la nécessité de vérifier la distance séparant la barrière du sol, de vérifier la distance au point de rencontre des deux barrières ainsi que la distance entre la clôture et la barrière, spécialement en milieu urbain ou dans un quartier résidentiel;

Que la Municipalité de Gatineau, lorsqu'un parc pour enfants sera dorénavant aménagé sur son territoire, évite de bâtir un parc pour enfants d'âge scolaire et préscolaire à proximité de sites dangereux, comme dans ce cas, près d'une centrale d'Hydro-Québec;

Organismes visés:

Société Hydro-Québec
Municipalité de Gatineau

2.4 INCENDIES

Avis/Dossier : A-109377 83545 A-109487 83546
A-109380 83544

Événement :

Trois enfants décèdent à la suite de l'incendie de leur résidence familiale de Pointe-aux-Trembles après que la mère des victimes se soit endormie alors qu'elle fumait une cigarette.

Dans le cadre d'une enquête publique sur ces décès, différents aspects ont été considérés, dont le travail des intervenants et la problématique soulevée par les fumeurs négligents. D'une part, il a été établi que les différentes interventions faites au moment de l'incendie ont été adéquates et conformes. D'autre part, l'enquête a été le lieu d'un débat soulevé par l'Association pour la protection des droits des non-fumeurs et Prévention Canada à propos de l'existence de cigarettes moins inflammables, donc plus sécuritaires, que seraient à même de produire les manufacturiers de cigarettes. Par ailleurs, rien ne permet encore d'affirmer que ce produit est suffisamment efficace pour en permettre la commercialisation. Un maintien des mesures préventives telle la sensibilisation aux risques inhérents à la cigarette, par l'entremise de campagnes publicitaires, demeure nécessaire. Également, il a été réitéré la nécessité de mettre en place des règles plus strictes en matière de composantes des ameublements ménagers, afin de réduire les risques d'incendie, ainsi que le recours à des moyens de contrôle dans certains lieux comme les résidences pour personnes âgées.

Recommandations :

Que la Direction des expertises judiciaires procède à la cueillette auprès de toutes les parties intéressés, de la documentation scientifique et légale qui existe à propos de la cigarette dite sécuritaire, en fasse l'analyse et fasse rapport aux ministères concernés que sont le ministère de la Sécurité publique et le ministère de la Santé et des Services sociaux.

Que le ministère de la Santé et des services sociaux, l'Association des chefs de services d'incendie du Québec, l'Association des directeurs de police et pompiers du Québec, l'Union des municipalités du Québec, l'Union des municipalités régionales de comté et locales du Québec et la Conférence des Régies régionales poursuivent et accentuent, si possible, les campagnes de publicité sur la prévention des incendies causés par la négligence du fumeur.

Que l'Association canadienne de normalisation édicte des réglementations encore plus sévères quant aux matériaux à être utilisés pour la fabrication des meubles, mobiliers, divans, matelas, etc., afin de les rendre encore plus sécuritaires.

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux examine attentivement un nouveau produit dit "fumoir à cigarette", dont on tente actuellement de vérifier l'efficacité, en l'utilisant dans certains centres pour personnes âgées et en perte d'autonomie.

Organismes visés :

Ministère de la Sécurité publique
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Association des chefs de services d'incendie du Québec
Association des directeurs de police et pompiers du Québec
Union des municipalités du Québec
Union des municipalités régionales de comté et locales du Québec
Conférence des Régies régionales
Conseil canadien des normes

Avis/Dossier : A-111813 85623

Événement :

Un incendie d'une résidence centenaire fait une victime à Saint-Jean, Île d'Orléans.

Le feu prend naissance dans un bac à ordures situé sur la galerie et dans lequel des matières incandescentes avaient été déposées. Malgré l'intervention de voisins et de pompiers volontaires, il est impossible de sauver la victime. Effectivement, dû à la présence de matériaux très inflammables à proximité, l'incendie se propage avec rapidité, attaquant le bâtiment principal et pénètre à l'intérieur par le seul endroit pouvant être utilisé pour évacuer les lieux.

Soumis à une enquête publique, ce dossier fait, entre autres, l'objet d'interrogations quant aux systèmes de détection-incendie utilisés pour prévenir de tels événements. Dans le cas présent, malgré une installation adéquate, une erreur s'est glissée dans les coordonnées fournies à l'entreprise chargée d'assurer le bon fonctionnement du système concerné. Ainsi, l'appel a été logé auprès des pompiers de ceux de Sainte-Famille plutôt qu'à ceux de Saint-Jean. Ce qui n'a pas pour autant occasionné de délais supplémentaires majeurs.

Également, bien que l'installation des systèmes de protection-incendie soit en général adéquate, il demeure des situations où ceux-ci se déclenchent inutilement. Compte tenu des ressources disponibles dans certaines municipalités, des mesures pour éviter la répétition de fausses alarmes ont donc été mises en place et ont pris la forme d'amendes. Toutefois, cette pratique tend à décourager la population en général à recourir à ces systèmes, de crainte d'avoir à débourser des sommes parfois considérables pour des situations non provoquées. À toutes fins utiles, de nouvelles mesures devraient être mises en place, afin que les installations de protection-incendie soient davantage efficaces, et le moins sujettes aux fausses alarmes.

Recommandations :

Que le ministère de la Sécurité publique, de qui relève la Direction générale de la sécurité civile (responsable du volet incendie), prenne les dispositions nécessaires (règlements, normes, etc.) afin de mettre en application les mesures suivantes :

> **lorsqu'un système de détection-incendie est installé dans un bâtiment et est relié au service de protection-incendie, les vérifications d'usage soient faites avec le concours et la**

présence du directeur du service de protection-incendie concerné ou son représentant (on s'assurera ainsi, par la présence d'un homme de métier, que les détecteurs de transmission ne seront pas fixés à des endroits où l'alarme est susceptible d'être déclenchée par les activités normales qui se déroulent dans un immeuble, tout en permettant aux compagnies de services de vérifier l'exactitude du numéro d'appel des services de protection-incendie de la municipalité, et de s'assurer qu'il n'y a pas eu d'erreur comme dans le présent dossier);

si les détecteurs de fumée à ionisation s'avèrent très sensibles et sont en grande partie responsables des appels non fondés, il ne faudrait pas se résoudre à ne permettre aux compagnies de ne relier à leurs centrales, que les détecteurs de chaleur (la solution proposée étant d'imposer à ces mêmes compagnies l'obligation d'utiliser pour de telles fins des détecteurs de fumée à cellule photo-électrique (type optique) qui sont moins sensibles, plus efficaces et sûrement plus rapides d'intervention que les détecteurs de chaleur);

lors de l'installation de systèmes de protection-incendie, que soit rendue obligatoire l'installation d'un dispositif d'annulation qui permettrait, s'il y a quelqu'un sur place, d'aviser sans délai la centrale qu'il s'agit d'un appel non fondé lorsque le signal est transmis sans raison justifiant l'intervention des sapeurs.

Organisme visé :

Ministère de la Sécurité publique

2.5 INTOXICATIONS

Avis/Dossier : A-100226 80610

Événement :

Une personne décède accidentellement dans son logement d'une intoxication au monoxyde de carbone.

Le gaz toxique provient du chauffe-eau de l'immeuble dont la capacité calorifique inscrite sur la plaque signalétique (670 000 BTU/h) est surestimée. Cet appareil ne devait fournir plus de 615 000 BTU/h afin d'éviter la production du monoxyde de carbone.

En se fiant à cette plaque mal homologuée, de bonne foi, le distributeur demande à l'installateur de hausser le rendement de l'appareil. Ce désajustement favorise une surchauffe suivie d'une détérioration progressive du brûleur, entraînant une mauvaise combustion et la formation de monoxyde de carbone. Personne ne peut détecter la source de monoxyde de carbone avant cet incident malheureux.

Quelques jours avant ce décès, d'autres locataires ont présenté des signes et des symptômes d'intoxication au monoxyde de carbone. L'investigation démontre que les pompiers ne se sont pas déplacés après l'alerte lancée par un citoyen, un pneumologue, un policier et plusieurs appels au 911. Aucune intervention n'a été faite car le service ne possède aucune procédure pour faire face au cas d'intoxication au monoxyde de carbone. De plus, il ne dispose pas d'équipement de détection nécessaire pour diagnostiquer ce genre de problème.

Malgré un appel logé à 911, aucune référence n'a été faite à Urgences Santé, qui eux, alerte au besoin la Santé publique.

Des avertissements ont été formulés au propriétaire (écrit et verbal) dans les mois précédents afin de corriger l'installation en place qui ne correspondait pas aux normes de sécurité.

Recommandations :

Que la Société en commandite "Gaz Métropolitain" (distributeur) formule les avertissements par écrit lorsqu'une installation est jugée non conforme à la Loi sur la distribution du gaz (L.R.Q., C. D-10), au Règlement sur le gaz et/ou code CAN/CGA-B149, 1-M86;

Qu'un suivi soit fait en tout temps, suite aux avertissements;

Qu'un auto-collant d'inspection finale ne soit jamais apposé sur une installation avant que la réparation exigée n'ait été vérifiée par une personne responsable et compétente de son personnel;

Que lors de l'inspection, soit effectuée une mesure de concentration de monoxyde de carbone autour d'une nouvelle installation;

Que Gaz Métropolitain s'assure de ses clients qu'un entretien périodique sur les appareils de combustion soit effectué;

Que **"Les Immeubles Laberge" (propriétaire)** s'assure que les avertissements formulés par le distributeur de gaz soient effectuées dans les délais prévus en vérifiant auprès de l'installateur;

Que le propriétaire assume l'entretien périodique de l'installation tel que recommandé par le manufacturier;

Que le propriétaire se munisse d'un détecteur de monoxyde de carbone dans le local où se trouve le chauffe-eau;

Que le propriétaire rende le local du chauffe-eau "hermétique" au reste de l'immeuble;

Que le **"Service de Gaz Naturel Lasalle Inc. (installateur)** mesure directement la pression de tubulure au régulateur lorsqu'il modifie l'ajustement, plutôt que de se fier indirectement au rendement calorifique. Il s'abstiendra, par le fait même, de modifier la pression de tubulure en dehors des normes du manufacturier;

Que l'installateur s'assure de mesurer la concentration de monoxyde de carbone avec un appareil électrique adéquat;

Que l'installateur se familiarise avec le code CGA-B 149, 1-86, afin d'appliquer avec plus de rigueur les articles tels que les relevés par la Régie du bâtiment lors de la réinstallation d'un nouveau chauffe-eau, après l'incident du présent événement mortel;

Qu'un rapport d'installation et/ou de réparation soit complété après chaque appel de service. Ce rapport décrira les différents paramètres mesurés et sera conservé pour consultation ultérieure.

Que l'installateur s'abstienne d'installer des tuyaux d'amenée d'air à l'intérieur d'un garage où des vapeurs d'essence pourraient causer une explosion;

Que l'installateur se donne l'obligation de corriger une situation dangereuse qu'il a créée lorsqu'un organisme de surveillance ou le distributeur lui envoie un avertissement écrit à ce sujet;

Que le ministère de l'**Environnement et de la Faune** informe son personnel de ne pas banaliser une intoxication au monoxyde de carbone lorsqu'il n'y a pas eu d'investigation de la cause;

Que le personnel du ministère de l'Environnement et de la Faune soit en mesure de pouvoir diriger adéquatement l'appelant vers le réseau de la Santé publique, lorsqu'il s'agit d'une intoxication au monoxyde de carbone;

Que la **Direction des services professionnels de l'hôpital du Sacré-Coeur de Cartierville** fasse un rappel à tous les médecins sur l'importance de déclarer une intoxication au monoxyde de carbone à la Direction de la Santé publique dès que le diagnostic est posé, afin qu'une enquête puisse débuter le plus tôt possible et ainsi, éviter une cascade d'événements malheureux;

Que tout le personnel du Centre d'urgences 911 soit sensibilisé à l'importance de bien aiguiller les appels impliquant un problème de santé et le monoxyde de carbone, vers Urgences Santé simultanément aux pompiers;

Que tous les pompiers reçoivent une formation spécifique sur le monoxyde de carbone, afin de pouvoir réagir rapidement et adéquatement;

Que tous les services d'incendie soient en mesure de se procurer dans un délai raisonnable, l'appareil permettant de mesurer efficacement la concentration en monoxyde de carbone;

Que lors des visites préventives, les services d'incendie transmettent à leurs citoyens, l'information pertinente et l'avantage de posséder un détecteur de monoxyde de carbone;

Que A.O. Smith (fabricant) informe personnellement tous les clients en possession de ce modèle, de l'erreur d'homologation et, dans un premier temps, les conjure de ne pas dépasser une pression de tubulure de 5,5 c.c.. Dans un deuxième temps, il assurera la vérification des chauffe-eau par une personne compétente, afin d'y remplacer ou réparer toute pièce défectueuse pouvant entraîner une mauvaise combustion;

Que le fabricant s'assure d'un meilleur contrôle de la qualité de ses produits, afin d'éviter d'y apposer des plaques signalétiques erronées;

Que le fabricant suggère à l'acheteur d'accompagner ses appareils à combustion d'un détecteur de monoxyde de carbone situé dans la même pièce;

Qu'un système de blocage soit ajouté au régulateur afin d'y prévenir un ajustement de la pression de tubulure au-delà de la limite sécuritaire;

Que IAS/CGA (International Approval Services) s'assure qu'un appareil est sécuritaire et que la plaque signalétique est conforme avant d'y apposer son sceau d'approbation;

Que la Régie du Bâtiment du Québec analyse la pertinence de rendre obligatoire l'ajout d'un détecteur de monoxyde de carbone à proximité des installations susceptibles de produire du monoxyde de carbone et lorsqu'elles font l'objet d'une déclaration obligatoire selon la Loi de distribution du gaz;

Que la Régie du Bâtiment analyse la pertinence d'inciter le propriétaire d'une installation à combustion visée par l'article 4 selon la Loi de distribution du gaz, à lui fournir une preuve d'entretien périodique par du personnel qualifié, à la fréquence recommandée par le fabricant;

Que la Régie du Bâtiment ajoute à sa réglementation, l'obligation de rendre les chambre de chauffage hermétique aux gaz à combustion.

Organismes visés:

Régie régionale de Montréal-Centre
Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal
Ministère de l'Environnement et de la Faune
Service de Gaz naturel Lasalle Inc.
Gaz Métropolitain
Les Immeubles Laberge
Régie du Bâtiment du Québec
IAS/CGA
A.O. Smith Enterprises
Association des chefs de service d'incendie du Québec
Maire de Pierrefonds

Avis/Dossier : A-110838 88394

Événement :

Un homme de 33 ans décède d'une intoxication au Bromazépam et Loxapine.

Les ambulanciers sont appelés par la propriétaire du logement de la victime car elle entend des bruits ressemblant à ceux d'une personne qui chute. La victime affirme aux ambulanciers avoir consommé de l'alcool et ne voit pas la nécessité de se rendre à l'hôpital.

La victime est retrouvée le lendemain, décédée dans son appartement.

Recommandation :

Que les ambulanciers communiquent avec le médecin de service d'Urgences-santé avant de canceller un transport à l'hôpital.

Organisme visé:

Corporation d'Urgences-santé

Avis/Dossier : A-111754 86431

Événement :

Un homme de 28 ans, revenant d'un voyage au Vénézuéla, se présente à l'hôpital du Saint-Sacrement à Québec, alléguant se sentir mal et avoir des sachets de drogue dissimulés dans le corps. Il décède peu de temps après d'une intoxication à la cocaïne, suite à une rupture du latex enveloppant la drogue.

À son arrivée à l'hôpital, face à son comportement violent et agressif, il est dirigé vers la salle d'isolement de l'urgence majeure. Vingt minutes plus tard, des coups sont entendus provenant de la salle d'isolement. Le personnel s'y précipite pour y découvrir la victime couchée au sol, ne répondant plus aux questions. Deux minutes plus tard, les mouvements respiratoires cessent.

Aucun signes vitaux n'est pris jusqu'au moment où son état se détériore et nécessite une intervention. Aucune information n'est prise sur l'historique de sa consommation de cocaïne, à savoir: à quel moment, habitudes de consommation, voie d'utilisation, prise simultanée de d'autres produits, etc..

Recommandations :

Que dans le département d'urgence, on s'assure d'un protocole relatif à l'investigation et au traitement des cas d'intoxication à la cocaïne et que ce protocole réponde aux connaissances médicales actuelles;

Que ce protocole soit bien connu par tous les intervenants médicaux et infirmiers oeuvrant dans ce milieu, afin d'être rapidement mis en application lorsqu'un tel patient se présente.

Organisme visé:

Hôpital du Saint-Sacrement

2.6 NOYADES

Avis/Dossier : A-106090 82499

Événement :

Une femme de 38 ans se noie dans les eaux du lac Orford, à Eastman, lors d'une plongée de certification devant mener à l'obtention de sa carte de compétence de premier niveau.

L'enquête publique met en lumière que la victime s'est noyée en tout début de plongée, sans avoir pu être secourue par son compagnon de plongée ou par l'instructeur qui est demeuré à la surface et ce, même s'il a constaté qu'elle ne remontait pas. Sa ceinture de lest n'étant pas ajustée convenablement à son poids, la victime aurait été en proie à la panique après avoir constaté qu'elle descendait trop rapidement, sans pouvoir contrôler sa descente. Elle n'a pas eu le réflexe de gonfler sa veste de flottabilité ou de larguer sa ceinture de lest.

Les témoignages des autres élèves démontrent des lacunes importantes dans les cours et que la victime n'était pas prête à plonger en eaux libres et, n'étant pas à l'aise sous l'eau, n'était pas apte à subir son examen de certification.

L'encadrement sécuritaire faisait gravement défaut et l'hypothèse d'un accident n'avait pas été convenablement considérée; en effet, l'instructeur de disposait pas des ressources adéquates.

Le choix du site peut également être remis en question puisque la dénivellation fait en sorte que la profondeur de l'eau n'est pas propice à un examen de certification et que la présence de nombreux autres groupes de plongeurs ne facilite pas la surveillance du site et des élèves.

Recommandations :

Que le ministère des Affaires municipales rende obligatoire, à l'intérieur du cours de plongée de premier niveau, au moins une journée de familiarisation en eaux libres et à l'équipement de plongée;

Que l'instructeur, responsable d'une plongée de certification, s'assure de l'homogénéité de son groupe d'élèves et de ce que tous les exercices et activités soient adaptés en fonction de leurs capacités d'apprentissage;

Que l'aspirant plongeur, que ce soit lors des plongées de certification de premier niveau ou au cours d'au moins les dix plongées qu'il effectuera à titre de plongeur certifié, soit jumelé à un plongeur certifié possédant un minimum de dix plongées.

Organisme visé :

Ministère des Affaires municipales

Avis/Dossier : A-109269 85880

Événement :

En hiver, alors qu'il tente de traverser la rivière Rimouski en compagnie de trois autres personnes, un individu se noie lorsque que la surface glacée cède sous son poids.

L'accident survient dans le secteur surnommé "La Pulpe" où on retrouve des chutes et un fort courant. Un barrage hydro-électrique a d'ailleurs déjà été construit à cet endroit. Bien qu'il s'agisse d'un lieu peu fréquenté en hiver, le site est très achalandé en été. Des aménagements paysagers comprenant des sentiers pédestres et pour vélos ayant été construits. Il s'agit incidemment d'un attrait touristique important, tout en étant un site fréquenté par la population de Rimouski.

Bien qu'il n'existe pas de registre concernant les décès survenus dans la rivière Rimouski, d'autres décès se sont produits dans le même secteur de la rivière. Entre l'estuaire de la rivière et le barrage de la pulpe, soit sur une distance d'environ cinq kilomètres, se retrouve de chaque côté des sentiers pédestres et pour vélos de montagne. Ces sentiers communiquent entre eux par le pont de la route 132 près de l'estuaire et par un éventuel passage pour piétons à proximité du même pont. Du côté du barrage, il existe le pont de la route 20 qui est emprunté par les piétons et les cyclistes, bien que ce soit interdit. Un projet de nouveau barrage électrique sur le site de l'ancien barrage est en cours. Ce projet, parrainé par Cascades-Énergie, comprend la construction d'un passage pour les piétons et les cyclistes sur la rivière Rimouski.

Recommandations :

Que la Ville de Rimouski :

> **s'associe au Comité Jeunesse de Rimouski, afin que l'on élabore des pancartes de mise en garde, dans le secteur de la pulpe, afin de mettre en garde les adolescents et les jeunes adultes sur les dangers que présente la rivière, que ce soit pour la baignade ou les risques d'excursion sur la rivière en hiver;**
>
> **s'assure qu'une passerelle pour piétons et vélos soit intégrée au projet du barrage de Boralex devant être construit sur le site de la pulpe.**

Organismes visés :

Ville de Rimouski
Comité Jeunesse de Rimouski
RSP-Hydro

Avis/Dossier : A-110378 84418

Événement :

Un homme de 57 ans est admis au Pavillon Champagne de Saint-Adolphe d'Howard, un centre d'hébergement privé spécialisé dans l'hébergement de personnes ayant subies un accident cérébro-vasculaire ou des traumatismes crâniens. Il est retrouvé noyé, le lendemain de son admission, dans la piscine extérieure de l'institution.

Aucune évidence ne permet de conclure d'une façon certaine du parcours de la victime et du moment où il a été exécuté. Suite à l'enquête publique, il est raisonnable de croire qu'en période de confusion, la victime ait voulu revenir à son domicile à Montréal. Pour ce faire, dans le but de limiter ses efforts, elle aurait passer la valise par le barreau manquant de la clôture condamnant l'accès à la piscine par la porte française de sa chambre; puis serait sortie par la porte arrière en laissant sa porte de chambre entrouverte; pour quelque raison inconnue, la victime tombe dans la piscine et se noie.

Les circonstances de cet accident devraient amener une réflexion de la part des autorités quant au contrôle à exercer à l'égard des promoteurs pleins de bonne volonté et à l'émergence sur le territoire, d'établissements privés voués au bien-être de "personnes autonomes". Le "Pavillon Champagne" est beaucoup plus le fruit de l'improvisation de néophytes que de l'organisation d'initiés. De plus, cette institution employait du personnel non qualifié et des personnes y travaillaient jusqu'à 40 heures par semaine et ce, sans rémunération, ni compensation.

Recommandations :

Que le Ministère de la santé et des services sociaux:

donne le mandat spécifique aux régies régionales de répertorier sur le territoire, toutes les résidences d'hébergement pertinentes, non titulaires d'un permis pour dispenser des services de santé et des services sociaux, afin qu'elles procèdent à l'inscription de leurs coordonnées utiles et leur enregistrement;

convienne avec le Ministère des affaires municipales de dispositions administratives et réglementaires pour l'émission de permis de construction, rénovation ou autres, par les villes et les municipalités du Québec à l'égard de ces immeubles, qu'à la suite de la présentation d'une attestation d'enregistrement auprès de la régie régionale concernée;

exige du propriétaire de ces résidences d'hébergement, l'immatriculation de son entreprise auprès de l'Inspecteur général des institutions financières et ce, avant l'émission d'une attestation d'enregistrement par la régie régionale;

règlemente la notion d'autonomie en regard des critères reconnus de la classification par types en milieu de soins et services prolongés (CTMSP);

incite les régies régionales, dans l'exercice de leur mandat de surveillance et d'inspection, de porter une attention particulière aux personnes qui n'ont pas elles-mêmes signé leur contrat d'hébergement ou procéder aux démarches de leur admission;

donne un pouvoir exécutoire aux régies régionales, afin qu'elles puissent procéder efficacement à l'évacuation et la relocalisation des personnes qui n'ont plus l'autonomie suffisante pour habiter ces résidences d'hébergement:

- par requête présentable devant un Juge en Chambre;
- en créant la présomption de non autonomie lorsque la personne visée ou son curateur refuse l'évaluation selon les critères de la CTMSP.

crée une infraction pénale à l'égard du propriétaire qui héberge dans son immeuble, ainsi qu'à l'égard de toutes personnes qui coopèrent avec lui à cet effet, une personne qui n'a pas l'autonomie suffisante pour y habiter et prévoir à l'endroit de ceux-ci, une sévère amende par jour/personne hébergée;

porte à l'attention des régies régionales l'entente intervenue entre la Ville de Châteauguay et le CLSC de l'endroit, ainsi que la documentation produite par la Régie régionale Montréal-Centre en regard de la problématique que soulève ces résidences;

informe la population des responsabilités en regard de ce type de ressource et considère toute forme de publicité jugée utile à cette fin;

favorise avec les régies régionales le regroupement en association de ces résidences d'hébergement, ainsi que l'implantation d'un contrat type d'hébergement;

Que le Collège des médecins du Québec rappelle à ses membres leur obligation de signaler à une régie régionale ou un CLSC toute situation qui compromettrait la santé et la sécurité d'une personne en perte d'autonomie, hébergée dans une ressource d'habitation non titulaire de permis pour dispenser des soins de santé et de services sociaux.

Que la Régie régionale

procède à l'évaluation systématique de toutes les personnes actuellement hébergées au Pavillon C/S Champagne, à Saint-Adolphe d'Howard, selon les critères de la CTMSP, tenant compte principalement du degré de surveillance requis pour leur maintien en nombre à cet endroit et la capacité du Pavillon d'y répondre;

reconsidère l'existence sur son territoire de ce type de ressource d'habitation en regard de la clientèle sollicitée, du nombre élevé de clients qui peuvent y être hébergés à la fois en courte ou longue durée, des services requis en disponibilité auprès d'établissements publics de la région.

Organismes visés :

Ministère de la santé et des services sociaux
Collège des médecins du Québec
Régie régionale des Laurentides

Avis/Dossier : A-115136 88495

Événement :

Une bénéficiaire de la Résidence Rive-Soleil de Montréal, située à proximité du fleuve, par une journée venteuse, s'aventure sur un quai flottant avoisinant, tombe à l'eau et se noie.

Cette dame souffrait d'une schizophrénie chronique avec dépendance physique. Il a pris plus de 2½ heures avant que le personnel de la Résidence rapporte la disparition de cette bénéficiaire.

Recommandations :

Que l'administration de la Résidence Rive-Soleil Inc. installe un système de surveillance adéquat de leurs bénéficiaires, afin que les préposés soient au courant des allées et venues de ceux-ci;

Que la Régie régionale s'assure que les moyens pris par la Résidence Rive-Soleil Inc. soient adéquats et assurent une protection satisfaisante des bénéficiaires qui lui sont confiés.

Organismes visés:

Résidence Rive-Soleil Inc.
Régie régionale de Montréal-Centre

2.7 AUTRES ACCIDENTS

Avis/Dossier : A-85798 83181

Événement :

Un enfant de 2 ans, maintenu debout entre les jambes de son père qui conduit un tracteur de ferme, tombe accidentellement et est mortellement blessé par la roue arrière.

Suite à l'événement, la victime est transportée au centre hospitalier Comtois de Louiseville où on procède à des radiographies pulmonaires, de l'abdomen, du bassin, de la colonne cervicale et du crâne, avant de procéder à son transfert au centre hospitalier Sainte-Marie de Trois-Rivières.

Les lésions cérébrales provoquées par l'important traumatisme subi par la victime étaient certainement trop sérieuses pour que l'on puisse espérer intervenir efficacement sur le plan neuro-chirurgical. Toutefois, il y a lieu de s'interroger sur la pertinence des gestes à poser en pareilles circonstances par le médecin en fonction au centre hospitalier Comtois. Ce petit hôpital, où ne travaille aucun spécialiste en permanence, de l'absence de spécialiste pour prendre en charge les patients au prise avec des traumatismes crâniens ou des polytraumatismes graves, ne devrait qu'assurer la stabilité traumatologique et procéder au transfert des patients le plus rapidement possible.

Recommandation :

Que le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens du centre hospitalier Comtois de Louiseville prenne connaissance du rapport d'investigation et ajuste leur prise en charge des patients polytraumatisés aux directives du ministère de la Santé et des services sociaux en la matière. Cette démarche devrait se faire en concertation avec les médecins du centre hospitalier Sainte-Marie de Trois-Rivières, qui accueilleront ces patients après stabilisation à Louiseville, afin d'assurer une cohésion entre l'attitude des médecins de Louiseville et ceux de Trois-Rivières.

Organismes visés :

Centre hospitalier Comtois de Louiseville
Centre hospitalier Sainte-Marie de Trois-rivières

Avis/Dossier : A-88171 68533

Événement :

Un homme de 28 ans, souffrant de schizophrénie paranoïde, est hospitalisé d'urgence au département de psychiatrie de l'hôpital Jean-Talon alors qu'il est en état de crise. Six semaines plus tard, il est retrouvé sans vie dans la salle d'isolement dudit département. À la lumière des nombreux témoignages entendus lors de l'enquête publique et des résultats de l'autopsie, il appert que la cause probable du décès est une fibrillation ventriculaire secondaire à une intoxication médicamenteuse au Pimozide, soit à une dose de 80 mg par jour.

Les témoignages d'experts, la littérature existante établissant un lien entre le Pimozide et l'arrêt cardiaque, ainsi que l'avis à cet effet transmis par le fabriquant à tous les médecins, pharmaciens et hôpitaux du Canada confirment que, secondairement à l'administration de doses quotidiennes de 80 mg de Pimozide, qui est un neuroleptique, l'intervalle de temps entre les battements cardiaques peut s'allonger de telle sorte, qu'il y a apparition d'une arythmie maligne perdurant jusqu'à la fibrillation ventriculaire et l'arrêt cardiaque. Le fabricant recommande une dose quotidienne maximale de 20 mg.

Recommandations :

Que l'Association des hôpitaux du Québec s'assure que tous les Comités de pharmacologie des hôpitaux du Québec voient à ce

> **qu'il y ait une procédure pour les médicaments à usage psychiatrique ou pouvant influer sur le système nerveux central, en rappelant les doses maximales recommandées et en prévoyant une révision de toute prescription excédant une dose maximale recommandée et ce, avant que ladite prescription ne soit remplie par la pharmacie;**
>
> **que cette procédure soit affichée et bien en vue, dans la pharmacie, dans les locaux des médecins et dans les divers postes de travail du personnel infirmier;**
>
> **que les contenants des médicaments faisant l'objet de cette procédure soient identifiés de telle sorte, que toute personne chargée de prélever lesdits médicaments dans lesdits contenants soit aussitôt alertée par la notion de dose maximale recommandée;**
>
> **qu'il y ait de la formation continue en pharmacologie pour les médecins et les membres du personnel infirmier.**

Que le Collège des médecins du Québec examine la qualité et/ou la pertinence de la totalité des notes et des prescriptions du médecin traitant de la victime apparaissant au dossier hospitalier de cette dernière et ce, pour toute la période de son hospitalisation.

Que le Collège des médecins du Québec suggère à ses membres de prescrire un suivi régulier des signes vitaux lors d'administration de Pimozide ou autres neuroleptiques.

Que la direction de l'hôpital Jean-Talon exige qu'il y ait rapatriement du dossier de la clinique externe de psychiatrie de l'hôpital lorsqu'un patient, ayant fait l'objet d'un suivi à ladite clinique, est hospitalisé au département de psychiatrie de l'hôpital.

Que si le Health Protection Branch du Canada connaît et approuve le(s) motif(s) de la compagnie Ortho-Janssen à l'appui de la recommandation d'une monoprise de Primozide, le matin, celui-ci publicise ledit (lesdits) motif(s) auprès des médecins et pharmaciens canadiens.

Qu'à défaut de connaître ledit (lesdits) motif(s), le Health Protection Branch exige que la compagnie Ortho-Janssen le(s) lui divulgue, de sorte qu'il pourra, par la suite, examiner la pertinence de cette recommandation et prendre une décision quant à celle-ci.

Organismes visés :

Hôpital Jean-Talon
Association des hôpitaux du Québec
Collège des médecins du Québec
Santé Canada

Avis/Dossier : A-96259 80150

Événement :

Une bénéficiaire du foyer d'accueil Le Carrefour de l'Équilibre s'absente pour rendre visite à son médecin traitant. Elle est retrouvée en état d'hypothermie.

En raison de son état psychotique (schizophrénie paranoïde chronique), elle quitte les lieux légèrement vêtue et sans chaussure. Elle glisse à quelques reprises pour s'infliger des blessures légères. Transie de froid, elle ne peut revenir chez elle et s'affaisse sur la chaussée, en face d'une résidence dont le propriétaire porte le même nom que celui de son médecin. Par ailleurs, a ce centre d'accueil, il n'y a aucun système de contrôle permettant de prévenir les responsables du foyer de l'absence d'un bénéficiaire.

Recommandation :

Que les propriétaires du foyer Le Carrefour de l'Équilibre voient à l'installation d'un système d'alarme permettant de contrôler la circulation des pensionnaires.

Organisme visé :

Foyer Le Carrefour de l'Équilibre

Avis/Dossier : A-98394 78638 A-98396 78627
A-98395 78622 A-98397 78650

Événement :

L'écrasement d'un hélicoptère fait quatre victimes au cours d'une évacuation sanitaire à partir de Kangiqsualujjuaq (Rivière Georges) dans le Nord-du-Québec. L'accident a lieu dans des conditions météorologiques difficiles et dans un contexte de noirceur totale.

Bien que le pilote soit expérimenté et démontre un intérêt pour la sécurité aérienne, il n'est pas certifié pour le vol de nuit qui nécessite un vol aux instruments; il est autorisé à piloter en vol à vue, de jour seulement. Il en est de même pour l'entreprise propriétaire de l'appareil qui, par ailleurs, n'a pas établi une procédure spécifique se rapportant au transport sanitaire (MEDEVAC).

Outre ce qui précède, le pilote évalue mal la durée du voyage à effectuer, dans la mesure où, déjà au moment de l'appel logé par le médecin traitant, il est trop tard pour effectuer le vol avant la tombée de la nuit. Il entreprend le vol sans s'informer des conditions météorologiques observées ou prévues le long de la route, ce qui témoignent de lacunes dans la planification du vol, vraisemblablement par manque de temps. Il est possible que l'état de santé précaire de la patiente transportée incite le pilote à entreprendre le vol et ce, malgré le fait qu'il aura à effectuer un vol de nuit aux instruments.

L'écrasement survient après que le pilote perde le sens de l'orientation pendant qu'il poursuivait sa route dans des conditions défavorables. Il ne parvient plus à distinguer le ciel de la terme ferme, d'où la collision avec le sol, aucune défectuosité de l'appareil n'ayant pu être observée.

En ce qui a trait à la pratique des transports sanitaires aériens, il n'existe aucune norme nationale autre que celle de reléguer au pilote la responsabilité de piloter un appareil de transport de façon à assurer la sécurité des passagers, selon la réglementation en vigueur. Ceci peut toutefois entraîner des situations problématiques dans les endroits isolés, où les malades et les blessés graves doivent être évacués par voie aérienne. Les pilotes peuvent être ainsi placés devant de sérieux dilemmes moraux lorsque le vol ne peut se faire qu'en enfreignant la réglementation. Seule la province de l'Ontario dispose actuellement d'un système MEDEVAC de première ligne, administré par le ministère de la Santé; ce dernier s'assure que l'appareil utilisé est homologué pour le type de vol requis et que l'équipage de conduite détient les qualifications nécessaires pour effectuer la mission.

Recommandations :

Que l'Association québécoise des transporteurs aériens (A.Q.T.A.)

encourage tout transporteur, qui a à effectuer une évacuation sanitaire aérienne, à énoncer dans son manuel d'exploitation des directives et des procédures spécifiques à la conduite de ces vols;

sensibilise les transporteurs à l'importance de rappeler régulièrement à tous leurs pilotes concernés, les particularités et les exigences propres à ces types de vols.

Que Transport Canada élabore, dans les meilleurs délais, une réglementation spécifique visant la sécurité des transports sanitaires aériens.

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux procède rapidement à l'élaboration d'une stratégie, afin de permettre l'encadrement des activités de transports sanitaires aériens, en vue d'assurer la protection de la vie des malades et de leurs escortes (ceci devrait évidemment tenir compte d'une éventuelle réglementation élaborée par Transport Canada touchant les transports sanitaires aériens).

Que la Régie régionale du Nord-du-Québec voie à ce que dans l'attente d'une mise en application de mesures plus spécifiques, que tous les centres concernés par une évacuation sanitaire informent les pilotes contactés, uniquement des conditions opérationnelles désirées, en omettant de mentionner l'état clinique du patient à transporter.

Organismes visés :

Association québécoise des transporteurs aériens (A.Q.T.A.)
Transport Canada
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Régie régionale du Nord-du-Québec
Centre de santé Tulattivik de l'Ungava

Avis/Dossier : A-100808 81831

Événement :

Un garçon de 12 ans, en pratique de hockey, reçoit une rondelle au niveau du cou et décède quelques heures plus tard d'une encéphalopathie anoxique, secondaire à la dissection de l'artère carotidienne suite au traumatisme cervical.

La jeune victime est en pratique de hockey à l'Aréna Gilles Chabot de Boucherville. Elle s'y trouve dans le cadre du programme "Sports-études", dispensé par la Polyvalente De Mortagne. Il y a exercice de routine consistant à réchauffer le gardien de but et au cours duquel chaque joueur suit un parcours prédéterminé et, par la suite, se retrouve devant le gardien sur lequel il lance. Après le lancer, le joueur doit récupérer une rondelle près du filet et poursuivre l'exercice. La victime est rendue derrière le filet lorsqu'elle reçoit un lancer-frappé provenant du joueur suivant qui l'atteint à la région du cou. Il semble que le lancer ai été dévié par l'épaule du gardien.

Recommandation :

Que la Fédération québécoise de hockey sur glace rappelle à ses entraîneurs, l'importance qu'ils doivent accorder aux consignes de sécurité, entres autres, de voir à ce que le filet du gardien soit libéré de tout joueur lors de cette pratique qui consiste à arriver devant le gardien de but et à "garnotter" dans sa direction. Il serait alors plus prudent de laisser tomber la récupération des rondelles qui devraient être effectuée après que le dernier joueur effectue son lancer.

Organismes visés :

Fédération québécoise de hockey sur glace
Régie de la Sécurité dans les sports

Avis/Dossier : A-106977 82427

Événement :

Une femme décède, au Centre hospitalier Saint-Michel, lors d'une cholécystectomie par endoscopie, lorsqu'il se produit une rupture de vaisseaux majeurs avec hémorragie interne incontrôlable.

Ce décès, suite à des complications d'une cholécystectomie par laparoscopie, est le second cas du genre porté à l'attention du coroner en l'espace d'une année. Une revue de littérature sur le sujet permet d'établir que la cholécystectomie par laparoscopie a un taux plutôt bas de morbidité et de mortalité. Par contre, on note que l'accroissement du recours à la cholécystectomie par laparoscopie entraîne une augmentation importante des complications, comparativement à la pratique de la cholécystectomie par laparotomie. Tout en reconnaissant les avantages théoriques de la première procédure, une attention particulière devrait être apportée aux conditions nécessaires pour la pratique de ce type d'intervention, en termes de formation des chirurgiens et des équipes chirurgicales.

Recommandations :

Que ce dossier soit soumis au comité de révision des dossiers du Centre hospitalier Saint-Michel, pour examen approprié et actions pertinentes, s'il y a lieu.

Que ce dossier soit soumis à l'Association des chirurgiens généraux du Québec pour prise en considération.

Que ce dossier soit soumis au Collège des médecins du Québec.

Organismes visés :

Centre hospitalier Saint-Michel
Association des chirurgiens généraux du Québec
Collège des médecins du Québec

Avis/Dossier : A-107256 82688

Événement :

Un homme de 34 ans décède d'une perforation oesophagienne, 30 heures après avoir subi une endoscopie et une dilatation oesophagienne au cours de laquelle des bougies de type Maloney furent utilisées. Il fut libéré malgré les malaises présentés lors de ladite procédure.

Cette victime souffrait de schizophrénie paranoïde chronique et était hospitalisée en cure au centre hospitalier Pierre Janet. Pourtant, cette personne, jugée inapte à décider car trop dangereuse pour sa personne, a signé elle-même le consentement au traitement.

Recommandations :

Que le Directeur des services professionnels du Centre hospitalier de Gatineau coordonne l'évaluation de la procédure endoscopique, incluant le temps d'observation nécessaire après une dilatation, chez un patient présentant une condition psychiatrique sérieuse et qui a présenté des malaises pendant la procédure.

Que le Directeur des services professionnels du Centre hospitalier Pierre-Janet supervise l'analyse des événements qui se sont produits après la dilatation oesophagienne et du dépistage précoce des complications éventuelles d'une telle procédure.

oesophage de Barrett". Le patient est gardé en observation et des sédatifs lui sont administrés. Le patient est découvert dans son lit le lendemain matin, décédé.

Recommandations :

Que le rapport du coroner soit transmis à l'Exécutif du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Hôpital de Chicoutimi, avec demande d'évaluation du dossier de la victime par le Comité d'évaluation médicale et dentaire de cette institution.

Que le Comité d'évaluation médicale et dentaire s'assure que le protocole de surveillance au Centre d'observation de l'Urgence est adéquat, que les interprétations radiologiques à l'Urgence soient consignées au dossier médical le plus rapidement possible, qu'un protocole d'évaluation des perforations oesophagiennes soit institué (avec, s'il y a lieu, consultation en chirurgie et révision de la prescription des narcotiques).

Que le Comité d'évaluation médical et dentaire se prononce sur l'utilisation de la fluroscopie lors d'un premier bouginnage sur guide métallique dans l'estomac et sur le monitoring cardiaque au Centre de l'observation de l'Urgence.

Que le comité d'évaluation médical et dentaire tente d'éliminer la confusion entre la description du traitement projeté et le protocole, quant à la bougie utilisée (Maloney F-58 versus Gilles Savary de 15 mm).

Organisme visé:

Hôpital de Chicoutimi

Avis/Dossier : A-109576 85787

Événement :

Un homme de 50 ans, souffrant de diabète de type II et lésion ophtalmologique secondaire, se présente au service d'ophtalmologie du Centre Hospitalier Régional de Rimouski, afin d'y subir une angiographie rétinienne. Il décède d'une réaction anaphylactique suite à une injection intraveineuse de 5 cc de fluorescéine.

Dans les minutes qui suivent l'injection, le patient nauséeux, étouffe, devient en diaphorèse et perd conscience. Les manoeuvres de réanimation cardiorespiratoire débutent mais ne donnent pas de résultats souhaitables. Une tentative d'installation du pacemaker externe est faite mais l'appareil n'est pas fonctionnel.

Recommandations :

Que la Direction des services professionnels du Centre Hospitalier Régional de Rimouski

> s'assure que ce dossier soit évalué par les instances concernées, entre autres, par le comité de réanimation cardiorespiratoire;

s'assure que dorénavant les patients revenant de la fluorescéine intraveineuse conservent leur soluté en place pour les trente (30) minutes qui suivent;

s'assure que la médication pour les réactions anaphylactiques soit disponible sur place au service d'ophtalmologie, afin qu'un début de traitement puisse être administré avant l'arrivée de l'équipe de réanimation, si nécessaire;

s'assure que les appareils nécessaires, entre autres, le pacemaker externe, soient disponibles et fonctionnels au niveau du chariot de réanimation.

Organisme visé:

Centre hospitalier régional de Rimouski

Avis/Dossier : A-110147 85494

Événement :

Un enfant de 1 an et 3 mois décède d'une hypertension intracrânienne secondaire à une hémorragie sous-durale.

À 7 mois, l'enfant est placé en garderie chez une voisine. La gardienne note très tôt que le petit semble lent et plus irritable que les autres enfants. Les parents sont alors avisés et documentent aussi que le petit semble plus moche.

Dès 8 mois, débute une série de consultations et d'hospitalisations puisqu'on note une diminution progressive de l'état général avec irritabilité et diminution de tonus. Aucun diagnostic précis ne peut être posé. Il n'y a pas de fond d'oeil de fait chez l'enfant. Il est probable qu'un tel examen approfondi du fond d'oeil aurait pu permettre un diagnostic plus précoce du syndrome cérébral qui se développait.

À 12 mois, l'enfant est vu à l'hôpital Ste-Justine pour résonance magnétique. L'examen sera interprété dans un premier temps dans les limites de la normale. Après révision de cette résonance, suite à l'investigation, on y trouve alors une petite collection sous-durale frontale droite qui semble être en phase aiguë.

Lors de l'autopsie, les coupes du cerveau montre une pathologie témoignant de traumatismes de plus de 4 jours et qui pourraient s'étendre jusqu'à 6 à 8 semaines du décès.

Il semble donc possible que l'enfant ait subi des traumatismes crâniens répétés dans les derniers mois de sa vie. L'examen pathologique ne révèle aucune malformation ou dyscrasie sanguine expliquant ces hémorragies. La cause la plus probable reste un syndrome de l'enfant secoué.

Recommandation :

Que le Service de pédiatrie de l'Hôpital Ste-justine et de la Cité de la Santé de Laval revoient ce dossier et, s'ils le jugent à propos, l'approche de leur examen chez les patients suspects d'hémorragie sous-durale.

Organismes visés:

Hôpital Sainte-justine
Hôpital Cité de la Santé de Laval

Avis/Dossier : A-111666 85446

Événement :

Un homme de 76 ans, en perte d'autonomie, vit en hébergement à la résidence Ste-Marie, du Centre de gérontologie de Jonquière. La nuit tombée, dans un moment de confusion et à l'insu du personnel, il franchit la seule porte (service de livraison) non munie d'un dispositif de sécurité. Toutefois, il existe sur cette porte un dispositif anti-panique empêchant d'entrer lorsqu'elle se referme. La température extérieure étant de -25°C, il décède d'hypothermie.

Suite à cette tragédie, les correctifs ont été promptement effectués et une installation supplémentaire a été ajoutée à la porte concernée, afin de la sécuriser et de la relier au système d'alarme existant.

Recommandation :

Que le rapport soit transmis au Ministère de la Santé et des Services Sociaux, afin que tous les centres gérontologiques soient sensibilisés à l'importance de sécuriser toutes les portes donnant accès à l'extérieur de ces centres.

Organisme visé:

Ministère de la Santé et des Services Sociaux

---

3. ACCIDENTS DE TRAVAIL

3.1 ACCIDENTS AVEC MACHINES

Avis/Dossier : A-105767 83784

Événement :

Un travailleur, à l'emploi de l'entreprise Les Sablières de Forestville, décède après avoir été happé par la courroie d'un convoyeur servant au transbordement de sable à partir d'un navire. L'accident survient au moment où la victime effectue un ajustement de ladite courroie alors que le convoyeur est en marche et à un endroit où les pièces mobiles ne sont aucunement protégées.

Outre le fait que l'entreprise était en opération depuis moins d'un an et, qu'à ce titre, elle n'avait pas encore présenté un programme de prévention à la Commission de la santé et de la sécurité du travail, peu de conseils de sécurité étaient donnés au personnel. De même, aucun rappel n'avait été fait auprès des travailleurs, sans compter que les nouveaux employés n'étaient pas informés des mesures de sécurité à prendre.

Recommandations :

Que l'entreprise Les Sablières de Forestville voie à faire connaître les consignes et les méthodes sécuritaires de travail autour ou près des convoyeurs et lors des travaux d'entretien, à tous les nouveaux employés, sans oublier de procéder à des rappels périodiques visant à sensibiliser les travailleurs à veiller à leur propre sécurité.

Que la Commission de la santé et de la sécurité du travail se penche sur le délai considérablement long accordé à une entreprise pour produire un programme de prévention propre à son établissement, tout en envisageant des inspections sévères des emplacements à haut risque pour les travailleurs.

Organismes visés :

Les Sablières de Forestville
Commission de la santé et de la sécurité du travail

Avis/Dossier : A-109903 83077

Événement :

Un employé de la compagnie "Les Solariums Zytco Ltée" conduit un chariot-élévateur. Lorsque ce dernier se renverse, il tente de sauter du côté droit. Le chariot bascule et se couche également du côté droit. Le toit de la cage le frappe au niveau de la tête et de la région cervicale et le blesse mortellement.

L'investigation a permis de retenir trois motifs de la raison du renversement latéral du chariot-élévateur: un déversement dû à une combinaison de vitesse élevée et un rayon de braquage

serré, un défaut du système de suspension et l'absence de formation de la victime à la conduite de chariot.

Recommandations :

Que la Commission de la Santé et de la Sécurité du travail mette sur pied un cours de formation pour tout opérateur de chariot-élévateur;

Que l'on considère l'installation d'une cage grillagée, afin d'empêcher que les conducteurs ne soient éjectés de leurs sièges lors de renversement.

Organisme visé :

Commission de la Santé et de la Sécurité du travail

Avis/Dossier : A-110910 85955

Événement :

Un superviseur-cariste, travaillant à l'entrepôt "Les Produits Easley Inc.", perd la vie alors qu'il s'affaire à démonter une poutre horizontale d'un système d'entreposage à palettes, en utilisant un chariot-élévateur électrique à conducteur assis.

En utilisant le mât du chariot-élévateur pour descendre, le travailleur actionne accidentellement, avec son pied, la manette contrôlant l'inclinaison du mât et se retrouve coincé. La clef de contact reste en position "on" pendant toute l'opération alors qu'il n'y a personne aux commandes du chariot- élévateur.

Recommandation :

Que la Commission de la Santé et de la Sécurité du travail mette sur pied un cours de formation pour tout opérateur de chariot-élévateur.

Organisme visé:

Commission de la Santé et de la Sécurité du Travail

3.2 CHOCS ACCIDENTELS

Avis/Dossier : A-105549 85803

Événement :

Un propriétaire d'un débardeur à câble, de marque "Timber Jack", accompagne les travailleurs et les aide à attacher les arbres au débardeur. L'opérateur du débardeur est à tirer sur des arbres lorsque ceux-ci, situés à droite de la machine, se butent sur un obstacle et se renversent du côté gauche du débardeur, blessant mortellement la victime. Celui-ci ne portait jamais de casque de sécurité.

Ce type de machine n'est pas fabriqué au Québec, ni au Canada. L'opérateur du débardeur à câble doit travailler le corps dos aux arbres qu'il tire, car le siège ne se retourne pas. La conception de la cabine ne prévoit pas un espace suffisant pour cela. L'opérateur doit tourner la tête vers les arbres qu'il tire, ce qui limite sa vision du côté opposé de son débardeur. De plus, l'opérateur du débardeur ne possédait aucune formation spéciale pour opérer ce type de machinerie.

Recommandations :

Qu'aucun débardeur à câble neuf ne puisse être vendu au Québec, à moins d'avoir une cabine allongée et un siège d'opérateur qui puisse être retourné en direction des arbres qui se font tirer. Ces modifications dans la conception des débardeurs à câble pourraient en rendre l'utilisation plus sécuritaire;

Qu'un cours et un permis spécial soient exigés à toute personne qui désire opérer un débardeur à câble ou à pince;

Que ces exigences de formation soient étendues à toute machinerie forestière spécialisée.

Organisme visé :

Commission de la Santé et de la Sécurité du travail

Avis/Dossier : A-108603 83630

Événement :

Un journalier, à l'emploi pour la firme Proco Métal Inc., travaille sur le chantier de construction d'Abitibi Price. Il est mortellement frappé par une poutre qui le projette plusieurs mètres plus loin.

L'opérateur de la grue soulève une poutre accrochée à la pince de levage "Tigrip" afin d'aller la porter sur un axe où deux monteurs d'acier sont en position pour fixer la poutre en place. Lorsque la poutre est rendue près de sa localisation finale, celle-ci devient en déséquilibre

lorsqu'une extrémité s'appuie légèrement sur la structure. L'opérateur de la grue voit la poutre glisser et sortir de la pince de levage très rapidement. Dans sa chute, la poutre heurte la structure et frappe la victime située à un niveau inférieur.

Une expertise sur les caractéristiques de la pince de levage "Tigrip" Girder Clams TSK4 a été effectuée. Il appert que l'utilisation de ce type de pince présente un taux élevé de risques d'accidents dû au manque de stabilité du chargement, combiné à une faible résistance au glissement des poutres d'acier en contact avec les mâchoires de la pince TSK4.

Recommandation :

Que la pince "Tigrip Girder Clamp TSK4" soit interdite comme instrument de levage et de transport de poutre d'acier sur tous les chantiers de construction du Québec.

Organismes visés :

Constructions Proco Métal Inc.
Commission de la santé et sécurité du Travail

3.3 PIÉTONS

Avis/Dossier : A-114506 86932

Événement :

Un travailleur est à enlever une flèche clignotante lorsqu'il est heurté par un véhicule automobile, le blessant mortellement. Cet accident survient sur l'autoroute 13, entre les boulevards Salaberry et Henri-Bourassa, à Pierrefonds.

Une présignalisation non conforme aux normes et l'absence d'une méthode de travail sécuritaire (véhicules accompagnateurs) reliées à une surveillance inadéquate des travaux, ainsi que l'absence de formation des travailleurs, le tout contribuant aux causes de cet accident.

Recommandations :

Que le Ministère des Transports fasse respecter les devises contractuelles en ce qui a trait à la surveillance des travaux et au dépôt de la méthode de travail, avec le dépôt des plans de présignalisation. Cette méthode de travail ainsi que les plans doivent faire l'objet d'une approbation, telle que prévue aux devises contractuelles;

Que l'employeur J.L. Lesaux (1991) Ltée informe adéquatement les travailleurs des risques reliés à leur travail et s'assure de leur formation à cet égard et ce, conformément à l'article 51.9 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail;

Que l'employeur inclut à son programme de prévention, une méthode de travail sécuritaire pour la mise en place et le retrait des dispositifs de signalisation et, pour les travailleurs, un programme de formation relatif à la méthode de travail et à la réglementation applicable à la signalisation routière.

Organismes visés:

Ministère des Transports
J.L. Lesaux (1991) Ltée

3.4 ÉLECTROCUTIONS

Avis/Dossier : A-88837 75215

Événement :

Un apprenti-électricien s'affaire à remplacer des luminaires au mercure par des luminaires au sodium, sur un réseau d'éclairage public appartenant à la municipalité Warden. Il s'électrocute au moment où la nacelle, dans laquelle il se trouve, entre en contact avec un fil conducteur de 14 400 volts.

Parmi les facteurs contributifs à cet événement, on retient un emplacement non conforme du luminaire (ayant déjà appartenu à Hydro-Québec), l'utilisation d'une échelle hydraulique télescopique munie d'une nacelle non isolée, le fait de ne pas porter un casque de sécurité, l'absence de connaissance des règles à respecter et le non respect de la distance d'approche réglementaire.

Recommandations :

Qu'Hydro-Québec s'assure de la conformité de son réseau lors de la vente aux municipalités.

Que la Corporation des maîtres-électriciens du Québec :

> **rappelle à ses membres l'importance du port du casque de sécurité;**
>
> **rappelle à ses membres en quoi consiste la norme E.3-01 quant aux exigences minimales régissant les travaux sur les installations d'éclairage public des municipalités;**
>
> **rappelle à ses membres qu'une nacelle isolée est nécessaire lors des travaux près des lignes de moyenne tension;**
>
> **voie à ce que les travaux effectués à proximité des lignes de moyenne tension le soient par des employés ayant une compétence suffisante.**

Que l'Union des municipalités du Québec (UMQ) et l'Union des municipalités régionales de comté et locales du Québec (UMRCQ) s'assurent qu'une clause, dans les contrats avec des entreprises électriques, exige du maître-électricien qu'il est propriétaire d'un gabarit de distance d'approche et d'une nacelle isolée (si le contrat l'exige), le port du casque de sécurité pour ses employés et qu'il dispose d'une main-d'oeuvre suffisamment compétente en regard des travaux à effectuer et de la supervision à exercer.

Organismes visés :

Hydro-Québec
Corporation des maîtres-électriciens du Québec
Union des municipalités du Québec
Union des municipalités régionales de comté et locales du Québec

Avis/Dossier : A-96516 83820
A-96517 83819

Événement :

Deux travailleurs perdent la vie lorsqu'ils sont électrocutés alors que, en voulant contourner un conteneur à rebuts, l'échafaudage qu'ils déplacent entre en contact avec un conducteur électrique de moyenne tension qui alimente une partie de la ville de Chibougamau.

Recommandation :

Que la Commission de la Santé et la Sécurité du travail envoie une lettre aux entrepreneurs du Québec, spécialisés dans la construction et la rénovation de maisons, leur suggérant d'utiliser des échafaudages en fibre de verre et non en métal, lors de travaux exécutés à proximité de fils électriques de moyenne et haute tension.

Organisme visé :

Commission de la Santé et de la Sécurité du Travail

Avis/Dossier : A-111464 86253

Événement :

Un entrepreneur, affecté à l'installation d'une gouttière d'eau pluviale à un bâtiment résidentiel, subit un choc électrique, entraînant sa chute d'une échelle puis son décès, alors que la gouttière vient en contact avec une ligne électrique à 14 400 volts.

La méconnaissance des risques, associés à la présence d'une ligne électrique et l'absence de mesures sécuritaires préalables aux travaux réalisés à proximité de celle-ci ,comportant par surcroît des risque de chutes, sont en cause dans l'accident.

Recommandation :

Que la Commission de la Santé et de la Sécurité du Travail diffuse à ce genre de petites entreprises un précis de normes de sécurité au travail pertinentes à l'exécution sécuritaire des travaux spécialisés, et que, périodiquement, une inspection (contrôle de qualité) d'un endroit de travail soit effectuée, dans le but de s'assurer que les normes sont respectées.

Organisme visé:

Commission de la Santé et de la Sécurité du travail

3.5 EXPLOSIONS

Avis/Dossier : A-102819 81956

Événement :

Sur les lieux de tournage d'un film, un technicien est mortellement blessé lorsqu'il est atteint par des plaques de métal, lesquelles proviennent d'un véhicule auquel on vient d'y mettre feu dans le but de provoquer une explosion pour les fins d'une cascade.

Différents facteurs ont contribué à ce décès. D'abord, l'utilisation d'une quantité excessive de poudre destinée à soulever l'arrière de l'automobile concernée. Il appert que le mortier placé sous le coffre a engendré une énergie trente-sept fois supérieure à l'énergie suffisante pour soulever le véhicule tel que voulu. De même, l'intérieur du mortier, ayant été entièrement comblé par du sable très mouillé, a eu pour effet de concentrer les gaz de l'explosion et de libérer toute l'énergie d'un seul coup. Par ailleurs, la structure du plancher, au niveau du coffre arrière, avait été renforcée par un matériau de trop faible résistance pour pouvoir supporter la charge mis en place. Également, le périmètre de sécurité d'un rayon de vingt-huit mètres qui devait protéger les assistants de la chaleur de l'explosion s'est avéré insuffisant, les débris des plaques ayant été projetés dans un rayon de trente-cinq mètres. Parmi les autres anomalies constatées, notons l'utilisation de matériaux non approuvés par le ministère des Ressources Naturelles du Canada et le recours à du personnel qui ne détenait pas les connaissances suffisantes pour opérer l'explosion en toute sécurité.

Recommandations :

Que le ministère des Ressources Naturelles du Canada voie à interdire aux entreprises de films, ainsi qu'à toute compagnie de production de spectacles désirant recourir à des effets spéciaux, l'utilisation d'explosifs brisants c'est-à-dire, d'employer un cordeau détonant, une allumette électrique ou des détonateurs, et de n'accepter plutôt que l'utilisation de produits pyrotechniques autorisés, conformément au mode d'emploi et à la fiche signalétique du fabriquant.

Que la Commission de la santé et de la sécurité du travail établisse, de concert avec les compagnies de production de films, ainsi qu'avec toute compagnie de production de spectacles, des normes de sécurité spécifiques quant à l'utilisation d'explosifs de théâtre, favorise les effets spéciaux ne requérant pas la manipulation d'explosifs, et exige une approbation préalable pour toute utilisation d'explosifs, tant et aussi longtemps que les normes recherchées n'auront pas été établies.

Organismes visés :

Ministère des Ressources Naturelles du Canada
Commission de la santé et de la sécurité du travail

3.6 INCENDIES

Avis/Dossier : A-82202 71156 A-82204 71157
A-82203 71164 A-82205 71158

Événement :

Quatre pompiers volontaires de Sainte-Élizabeth-de-Warwick décèdent à la suite d'un incendie et d'une explosion d'un bâtiment d'une ferme.

À quelques pieds du bâtiment en flamme, se trouve un réservoir de gaz propane touché par les flammes qui s'échappaient du bâtiment. Alors que les pompiers commencent à arroser le brasier et le réservoir, il se produit une explosion causée par l'expansion des vapeurs d'un liquide en ébullition.

L'enquête publique démontre d'énormes lacunes dans le travail des pompiers du Service d'incendie de Warwick. Il s'agit principalement d'un manque de connaissances et des méthodes à être suivies lors d'un incendie de cette nature.

Recommandations :

Que l'Association canadienne de gaz exige dorénavant l'érection d'un mur de protection entre un réservoir de gaz et un bâtiment adjacent, ce qui a pour effet d'empêcher les flammes ou la chaleur d'atteindre le réservoir, et également d'examiner la possibilité d'augmenter la résistance des réservoirs servant à entreposer le gaz propane;

Que le Ville de Warwick et le Service d'incendie de Warwick fassent suivre et suivent des cours de formation relativement aux méthodes à suivre et aux règles de sécurité qui doivent être appliquées, lors de tout incendie où le gaz propane ou naturel entre en ligne de compte;

Que la Ville de Warwick et le Ministère du Travail incitent les employeurs à accorder à leurs employés, qui agissent comme pompiers volontaires, les mêmes règles de souplesse pour fins de formation que celles accordées pour fins d'extinction;

Que les ministères de la Sécurité publique et de l'Éducation établissent des critères d'éligibilité à la fonction de pompier et s'assurent que cesdits critères soient respectés par les municipalités.

Organismes visés:

Association canadienne de gaz
Ville de Warwick
Service de protection des incendies de Warwick
Ministère du Travail
Ministère de la Sécurité publique
Ministère de l'Éducation

3.7 AUTRES

Avis/Dossier : A-107721 85018

Événement :

Un accident fait une victime sur la Route 223, aussi appelée boulevard Richelieu, à la hauteur de Saint-Basile-Le-Grand. L'accident survient alors que la victime perd le contrôle de son véhicule sur une portion étroite de la route qui longe la Rivière Richelieu. La voiture se retrouve sur les glaces de la rivière, pour finalement s'enfoncer. Au moment de l'événement, il neige, le vent est fort et la visibilité mauvaise.

Au site de cet accident, la route est très achalandée et étroite. Il n'y a aucune clôture de protection évitant un véhicule de se diriger vers la rivière.

Recommandation :

Que le Ministère des Transports voit à l'installation d'une glissière le long de la route, ainsi que la pose de clôture pour éviter que la neige ne s'accumule.

Organisme visé :

Ministère des Transports

4. SUICIDES

Avis/Dossier : A-67376 76400

Événement :

Un homme, suivi à la clinique externe de psychiatrie du Centre hospitalier Pierre-Boucher depuis 1989 et hospitalisé à quelques reprises pour des épisodes de dépression majeure avec éléments psychotiques, décède d'une polyintoxication médicamenteuse au phénelzine, stélazine, cogentin et à l'aspirine. Au moment où il est retrouvé, ce dernier est toujours consciente mais confus. Malgré différents traitements initiés au Centre hospitalier Pierre-Boucher, l'absorption fut suffisante pour entraîner le décès.

Selon le coroner, des questions se posent quant aux actions prises à l'arrivée du patient. D'une part, une hémodialyse précoce aurait pu être effectuée compte tenu des informations transmises par l'épouse de la victime, à l'effet que les différents contenants de sa médication étaient vides. D'autre part, malgré la présence d'une hyperthermie à 40°C, il n'y a aucune indication au dossier médical à l'effet qu'un traitement spécifique a été institué pour contrôler cette sévère hyperthermie.

Recommandation :

Que ce dossier soit revu par le Comité d'examen des décès et de l'évaluation de l'acte médicale du Centre hospitalier Pierre-Boucher afin que, dans le futur, on puisse, au besoin, instituer un protocole de traitement pour des intoxications similaires.

Organisme visé :

Centre hospitalier Pierre-Boucher

Avis/Dossier : A-105651 82366

Événement :

Au cours d'un congé de fin de semaine accordé par son psychiatre du Centre hospitalier de Mont-Joli, un individu souffrant de schizophrénie paranoïde se pend à l'aide d'une ceinture. Le médecin traitant l'avait considéré apte à un congé temporaire.

Recommandation :

Que ce dossier soit transmis au Comité d'évaluation médicale et dentaire de l'Hôpital de Mont-Joli.

Organisme visé :

Hôpital de Mont-Joli Inc.

Avis/Dossier : A-90323 79478

Événement :

Un adolescent, pensionnaire au Collège Bréboeuf de Montréal, se suicide par pendaison en utilisant une ceinture.

Depuis quelques temps, la victime vivait une situation conflictuelle au sein de sa famille. Différentes interventions étaient tentées par les parents pour que leur fils fasse l'objet d'une évaluation psychiatrique, ceci dans le but de lui apporter de l'aide. Cependant, malgré des contacts auprès des autorités de la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ), pour obtenir du support dans une situation difficile, il appert que certaines démarches n'ont pas été complètes et que d'autres ont porté à interprétation, d'où un suivi qui pourrait être qualifié d'incomplet.

Recommandations :

Que la Commission de la protection des droits de la Jeunesse :

sensibilise à la vigilance les Directions de la protection de la Jeunesse (DPJ), à propos d'un enfant qui est signalé pour troubles du comportement;

évalue minutieusement et sérieusement ce cas, tout en évaluant les faits, afin d'éviter de sous-estimer la situation;

dirige un jeune vers les soins d'un psychiatre, surtout si les parents le souhaitent ou en expriment la nécessité, ou si les parents se sont adressés à l'autorité de la DPJ, justement dans le but de convaincre ou de forcer un jeune qui est réticent à voir un psychiatre (cette évaluation psychiatrique n'empêche pas le fait qu'un travailleur social puisse s'occuper des enfants en difficulté et guider leurs parents);

aie comme objectif, d'éliminer la maladie psychiatrique versus des crises d'adolescence ou autres comme base et cause des troubles du comportement présentés par le jeune et, par conséquent, fournir le traitement et la prévention appropriés à son état et à sa situation.

Organisme visé :

Commission de la protection des droits de la Jeunesse

Avis/Dossier : A-97931 79537

Événement :

Une patiente de l'Hôpital Charles Lemoyne, présentant un grand risque suicidaire, se pend dans la salle de bain à l'aide d'une lanière de drap. Étant donné son état, la patiente devait faire l'objet d'une surveillance étroite en vertu d'un protocole qui n'a cependant pas été respecté.

Recommandation :

Que le Directeur des services professionnels de l'Hôpital Charles Lemoyne voie à l'instauration des protocoles nécessaires pour assurer le bien-être des bénéficiaires et prévenir des décès évitables.

Organisme visé :

Hôpital Charles Lemoyne

Avis/Dossier : A-98160 80588

Événement :

Une femme anxio-dépressive depuis plus de deux ans met fin à ses jours par pendaison.

La victime était suivie par une psychothérapeute qui n'avait jamais reçu de formation publiquement normalisée et surveillée. Elle avait plutôt été formée par un psychologue qui la supervisait à distance. Son champ de pratique n'était donc délimité par aucun organisme chargé de protéger le public.

Recommandation :

Que l'Office des professions du Québec définisse l'acte psychothérapeutique dans ses principaux critères, presse la définition de normes de compétence minimales pour les psychothérapeutes, exige de ces derniers le maintien de ces compétences, et s'assure d'une surveillance de l'acte.

Organisme visé :

Office des professions du Québec

Avis/Dossier : A-98625 81070

Événement :

Une personne âgée en perte d'autonomie et acceptant mal son état se suicide par pendaison à son domicile.

Deux semaines avant de poser son geste, la victime avait été vue en psychiatrie au Centre Hospitalier Honoré Mercier, après qu'elle se soit lacérée les plis des coudes. On avait alors posé un diagnostic de trouble de comportement, associé à de l'anxiété. Un psychotrope (Trifalon) était prescrit sans qu'il y ait hospitalisation.

Recommandation :

Que ce dossier soit évalué par le comité de mortalité du Centre Hospitalier Honoré Mercier et le département de psychiatrie.

Organisme visé :

Centre Hospitalier Honoré Mercier

Avis/Dossier : A-100243 80852

Événement :

Une femme se suicide par pendaison dans sa résidence.

À leur arrivée sur les lieux, les policiers contacte Urgences-Santé afin qu'un médecin soit dirigé vers le lieu de l'événement pour constater le décès. Entre-temps, au cours d'une conversation téléphonique avec le médecin de service d'Urgences-Santé, un policier indique que la victime est rigide et bleutée, d'où la non nécessité de pratiquer des manoeuvres de réanimation, selon lui. Devant ce constat, le médecin de service fait annuler l'envoi d'une ambulance et indique au médecin qui se dirige sur les lieux qu'il n'y a pas urgence. Cependant, une fois arrivé, ce dernier médecin constate l'absence de rigidité chez la victime.

Entre autres, ce décès démontre bien la nécessité qu'une formation spécifique soit offerte afin que les policiers soient en mesure de reconnaître un décès.

Recommandations :

Que le service de police de la Communauté urbaine de Montréal (SPCUM) voie à ce que les policiers débutent des manoeuvres de réanimation dans les cas d'arrêts cardiorespiratoires qui, de toute évidence, se produisent dans les minutes précédant leur arrivée.

Que ce dossier soit revu par le comité d'évaluation de l'acte médical d'Urgences-Santé, en considérant le fait que le médecin de service au téléphone ait à sa disposition une liste de questions pré-établies lui permettant d'obtenir toutes les informations pertinentes (ex.: dernier contact) pour s'assurer que le présumé décès est survenu dans un délai ne justifiant pas une tentative de réanimation.

Organismes visés :

Service de police de la Communauté urbaine de Montréal
Corporation d'Urgences-Santé

Avis/Dossier : A-105761 84480

Événement :

Un jeune adulte éprouvant quelques difficultés amoureuses et familiales depuis un certain temps, qui s'adonnait à la consommation d'alcool et de drogues, se suicide à la résidence familiale à l'aide d'une carabine calibre 6.5 mm.

Recommandation :

Que l'équipe de santé mentale du C.L.S.C. de Forestville mette tout en oeuvre dans le but de publiciser auprès du milieu, les recommandations préventives quant aux risques de suicide par arme à feu, en mettant l'emphase sur le fait que l'entreposage sécuritaire d'une arme implique l'ajout d'un dispositif de verrouillage du chien ainsi que son rangement dans une armoire fermée à clé, et sur le fait qu'il serait parfois approprié de remiser les armes à feu à l'extérieur du domicile, lorsqu'un membre de la famille éprouve des difficultés d'ordre psychologique.

Organisme visé :

C.L.S.C. de Forestville

Avis/Dossier : A-107464 83971

Événement :

Une adolescente présentant des problèmes d'alcool, de drogues et ayant eu des démêlés avec la justice, est placée sous recommandation de la Protection de la jeunesse au Centre l'Escale de Cap-Rouge. Elle met fin à ses jours en se pendant à l'aide de la sangle d'un sac.

Au moment de l'événement, la victime est seule et sans surveillance pour une période de quinze à vingt minutes, alors qu'elle doit effectuer sa toilette personnelle. Après sa découverte par une autre pensionnaire et que les préposés en place ait décroché la jeune femme, aucune manoeuvre de réanimation n'est tentée et ce, même si le temps écoulé est relativement court.

Recommandation :

Que le Centre d'accueil l'Escale de Cap-Rouge émette un protocole de réanimation afin que tout le personnel, face à un événement de ce genre, soit habilité à effectuer des manoeuvres de réanimation cardiorespiratoires.

Organisme visé :

Centre d'accueil l'Escale

Avis/Dossier : A-107824 83301

Événement :

Un individu décède d'une intoxication médicamenteuse après avoir absorbé une quantité importante d'Amytriptyline et de Nortriptyline. La veille de son décès, la victime se présente au Centre Hospitalier Royal Victoria où on pose un diagnostic provisoire d'idée suicidaire chez un patient qui avait consommé plusieurs bières. Après évaluation et le fait qu'il nie toute idée suicidaire, il est retourné à son domicile.

La victime se sert de médications pour lesquelles elle ne détient aucune ordonnance. Une tierce personne lui aurait donc fourni illégalement les médicaments concernés.

Recommandations :

Que ce dossier soit soumis au comité de l'évaluation de l'acte médical du Centre Hospitalier Royal Victoria.

Que le Collège des médecins du Québec et l'Ordre des pharmaciens du Québec prennent en considération la problématique reliée à ce décès, dans la mesure où un meilleur contrôle des prescriptions d'une part, et une meilleure surveillance de la distribution des médicaments d'autre part, auraient pu permettre d'identifier la personne qui emmagasinait ou qui utilisait de façon inadéquate sa médication (un rappel aux membres de ces deux ordres professionnels devraient également être considéré).

Organismes visés :

Centre Hospitalier Royal Victoria
Collège des médecins du Québec
Ordre des pharmaciens du Québec

Avis/Dossier : A-108321 84576

Événement :

Un individu dépressif, dans un dessein d'auto-destruction, se jette devant un camion remorque circulant sur la Route 133, à Notre-Dame du-Bon-Secours.

Cet individu présente une histoire de trouble d'adaptation avec humeur dépressive et des antécédents importants de consommation de drogue et d'alcool. Il a présenté une tentative de suicide dans le passé, montrant le sérieux de sa problématique. Il a fait plusieurs demandes d'aide mais n'a pas toujours donné suite à ses interventions et demeurait peu compliant. Une semaine avant son décès, il est référé en psychiatrie de l'hôpital du Haut-Richelieu. Il se plaint d'apathie et d'anhédonie. La complainte principale étant l'apathie, il semble manipulateur et ne manifeste pas de souffrance réelle. On lui donne son congé considérant qu'il n'est pas jugé avoir de risque suicidaire.

Dans ces cas, le problème demeure toujours le même, soit l'évaluation du risque suicidaire, la part de responsabilité de l'individu qui demeure responsable de ses actes et le respect des droits de la personne empêchant la coercition dans la prise de médicament et le suivi de traitement.

Recommandations :

Que le département de psychiatrie révise le dossier pour s'assurer que l'évaluation faite réponde à ses standards:

Que le département de psychiatrie évalue la pertinence de l'utilisation d'une grille d'évaluation facilitant la cueillette des données et permettant de consigner au dossier plus de paramètres dans les évaluations des risques suicidaires.

Organisme visé :

Hôpital du Haut-Richelieu

Avis/Dossier : A-108504 82871

Événement :

Une patiente hospitalisée au centre hospitalier Honoré-Mercier (Réseau Santé Richelieu Yamaska) pour des problèmes d'ordre psychiatrique se suicide en se jetant d'un pont qui traverse la rivière Yamaska à Douville, trois jours après avoir reçu un congé avec mention qu'elle ne présentait pas d'idée suicidaire. La victime n'en était pas à sa première tentative. Après étude du dossier, il appert que l'évaluation du danger suicidaire n'aurait pas été bien apprécié. À cet égard, le coroner considère qu'un congé ne devrait être accordé qu'après une évaluation rigoureuse de ce risque.

Recommandation :

Que le directeur des services professionnels voie à ce que le département de psychiatrie du centre hospitalier Honoré-Mercier (Réseau Santé Richelieu-Yamaska) procède à une étude par critères objectifs des soins donnés aux patients hospitalisés au sein du département pour des raisons incluant le risque suicidaire (parmi ces critères, il apparaît qu'il devrait y avoir ce qui suit : évaluation rigoureuse de la tendance suicidaire le jour du congé du patient).

Organisme visé :

Réseau Santé Richelieu-Yamaska

Avis/Dossier : A-109478 83393

Événement :

Une patiente hospitalisée en psychiatrie à l'hôpital Notre-Dame pour des troubles sévères de comportement, s'enfuit de l'hôpital, se rend sur le pont Jacques Cartier, enjambe le garde-fou et saute dans le vide. Elle tombe sur la rue Ste-Catherine et se blesse mortellement.

L'investigation confirme que la fuite a été facilitée par le fait que l'on peut accéder librement aux élévateurs.

Recommandation :

Que la Direction générale de l'hôpital Notre-Dame modifie l'accès au département de psychiatrie de telle sorte, que les sorties du département soient contrôlées de façon permanente par une personne responsable.

Organisme visé :

Hôpital Notre-Dame

Avis/Dossier : A-109870 84335

Événement :

Un individu hospitalisé à l'Hôpital Charles-Lemoyne après une tentative de suicide dans le métro, est retrouvé pendu dans sa chambre à l'aide de drap.

La victime, qui devait être transférée en psychiatrie après un séjour en chirurgie, ne devait pas faire l'objet d'une surveillance continue selon le psychiatre traitant. Le patient avait donc été installé dans une chambre pour deux qu'il occupait seul. Par surcroît, cette chambre était située à l'extrémité de l'aile chirurgicale. La victime, qui présentait déjà des signes de paranoïa a donc profité de son isolement relative pour mettre fins à ses jours.

Recommandation :

Que la direction des services professionnels, la direction des soins infirmiers et l'exécutif du Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Hôpital Charles-Lemoyne revoient ou établissent de concert un protocole d'intervention pour les patients à risque suicidaire non hospitalisés au département de psychiatrie, dans la mesure où la victime aurait été mieux protégée si une chambre située devant le poste des infirmières, plutôt qu'à l'extrémité de l'aile, lui avait été assignée.

Organisme visé :

Hôpital Charles-Lemoyne

Avis/Dossier : A-110153 85558

Événement :

Un individu de 35 ans, vivant une peine d'amour, se réfugie chez lui. Il est armé et suicidaire. Des connaissances sachant l'état et les intentions de la victime font appel au 911. Alors que les policiers frappent à l'une des portes du logement, l'individu ouvre une autre porte, entrevoit ses visiteurs et les reconnaît comme étant des policiers armés. Il referme et barre sa porte immédiatement. Dans les secondes qui suivent, les policiers entendent une détonation d'arme à feu.

La section technique de la SPCUM est alors demandée sur les lieux puisqu'il semble dangereux d'intervenir dans ces locaux, ne connaissant pas l'état et les intentions de l'individu. Après plusieurs approches, des policiers entrent à l'intérieur pour découvrir que la victime s'est logée une balle dans la tête et est décédée.

L'investigation met en lumière qu'au moment de leur intervention, les policiers sont bien informés d'un suicide potentiel d'une victime armée. Ils tentent physiquement de prendre contact avec cette personne, s'exposant ainsi à certains dangers et risques potentiels. De plus, la littérature psychiatrique et psycho-sociale suggère que dans une période de stress, un individu est beaucoup plus effrayé et panique plus rapidement à la vue de l'uniforme. Ainsi, afin de maximiser les chances de protection de la vie humaine, il est donc préférable à prime abord de tenter verbalement un contact téléphonique avec ce dernier.

Recommandations :

Que la SPCUM et le Ministère de la Sécurité publique se penchent sur cette problématique d'intervention lors d'une crise suicidaire signalée par des proches. Ils devraient voir à la possibilité de mettre systématiquement dans leur protocole d'intervention, un appel téléphonique au domicile de la présumée victime, au moment où les policiers prennent position et avant qu'ils s'identifient en uniforme. Dans le même sens, une formation plus approfondie sur la crise suicidaire aiderait les policiers à intervenir.

Que l'Association québécoise de suicidologie prête leurs services et/ou travaille conjointement avec les corps policiers des municipalités de leur région lorsque ceux-ci sont appelés sur des scènes à haut risque de suicide.

Organismes visés :

Service de police de la Communauté urbaine de Montréal
Ministère de la Sécurité publique
Association québécoise de suicidologie

Avis/Dossier : A-110205 83652

Événement :

Un individu est retrouvé pendu par une locataire de l'édifice où il réside. Après un appel au 911, les ambulanciers d'Urgences-Santé se rendent sur les lieux. Mais à la lumière des signes observés (la victime n'avait ni pouls, ni tension artérielle, ni respiration, ni pulsations cardiaques, sans compter qu'il avait les yeux ouverts sans réflexe cornéen et présence de rigidité de la mâchoire), les ambulanciers contactent leur superviseur, afin qu'un médecin vienne poser un constat de décès. À ce moment, le médecin de garde n'est pas disponible. Un appel est donc logé au transporteur de la morgue pour que le corps soit transporté à la morgue. Le transporteur refuse d'effectuer le transport sans qu'un constat de décès ne soit signé, ce que fait l'un des policiers sur place. Par contre, le policier outrepasse son pouvoir dans la mesure où il ne peut poser un constat de décès que lorsqu'il s'agit d'une mort évidente (putréfaction, décapitation ou carbonisation).

Recommandation :

Que, dans un cas de raison majeure où un médecin d'Urgences Santé ne peut se rendre sur les lieux d'un décès, et après communication avec le superviseur d'Urgences Santé, le superviseur d'Urgences Santé soit habilité à signer un papier correspondant à un constat de décès de mort évidente, lorsqu'en présence de rigidités associées à l'absence de signes vitaux et à l'absence de réflexe cornéen avec un corps froid (avec un tel constat, les techniciens d'Urgences Santé pourraient, sans faire de manoeuvres, se rendre au centre hospitalier le plus près pour qu'un constat officiel de décès soit posé par le médecin de garde, tel que l'exige la loi).

Organisme visé :

Corporation d'Urgences-Santé de la région de Montréal Métropolitain

5. HOMICIDES

Avis/Dossier : A-96365 78839

Événement :

Une bénéficiaire du Centre hospitalier Robert Giffard est victime d'une agression par un autre pensionnaire, au moment où il la raccompagne à sa chambre après les heures normales de surveillance. La victime décède quelques jours après avoir reçu différents coups au niveau de la tête.

Les policiers ont été avisés qu'une heure et demie après l'événement, sans compter que la scène de l'agression avait été nettoyée par un préposé à l'entretien.

Recommandations :

Que les autorités du Centre hospitalier Robert Giffard :

limite la circulation des bénéficiaires à certains corridors en dehors des heures normales de travail et également les fins de semaine et les jours fériés;

accorde une meilleure supervision au bénévolat fait par les bénéficiaires, afin d'exclure de cette activité tous ceux qui sont à risque avec antécédent d'agressivité, de violence ou autre;

voie à ce que le service de sécurité de l'établissement avise le plus tôt possible le service de police lors de tels événements, afin de ne pas entraver le travail des policiers.

Organisme visé :

Centre hospitalier Robert Giffard

6. DÉCÈS NATURELS

Avis/Dossier : A-85542 70116

Événement :

Un homme décède d'un oedème aigu du poumon. Appelés d'urgence pour un arrêt cardiorespiratoire, les ambulanciers prendront vingt-six minutes pour répondre à l'appel, ayant eu de la difficulté à trouver la rue où habite le patient. Entre autres, les indications données par le service radio ne sont pas claires et le répertoire des rues à bord du véhicule est en mauvais état. Les ambulanciers ne disposent pas, par ailleurs, d'autres cartes de la région. Également, les ambulanciers rencontrent quelques difficultés à transporter leur matériel jusqu'au patient, en raison de la présence d'une neige abondante et de la configuration des lieux. Finalement, le nombre d'ambulances disponibles au moment de l'événement est restreint, en raison de transferts interhospitaliers qualifiés d'urgents.

Recommandations :

Que la Régie régionale de la Montérégie :

exige que la vérification des cartes routières, de même que le livre d'indications portant sur les rues, fasse partie des éléments à vérifier au début de chaque quart de travail par le technicien ambulancier;

s'assure que lorsqu'un appel est donné par le service d'appels, que ce dernier ait comme consigne de toujours donner le nom de la rue qui précède et celle qui suit la rue désignée ou, lorsqu'une adresse est désignée, de nommer le nom entre quelles rues l'adresse est située;

s'assure que les propriétaires d'ambulances qui oeuvrent sur son territoire réécrivent le livre d'instructions concernant les rues, tout en augmentant l'information qui s'y retrouve;

modifie sa façon de penser en regard des transferts interhospitaliers, dans la mesure où l'urgence du transfert devrait être en relation avec la condition du bénéficiaire transféré et non basé sur une mesure administrative, telle qu'un transfert considéré urgent et prioritaire sur le simple fait qu'il s'agit d'un transfert interhospitalier;

envisage d'autoriser l'utilisation d'ambulances à civières multiples.

Que le ministère de la Santé et des services sociaux :

voie à établir de meilleures consignes et de meilleures directives pour qu'un centre hospitalier, qui est un usager des services ambulanciers locaux, évite de noliser deux ambulances pour un transfert non-urgent au même hôpital;

informe les citoyens sur les gestes à poser dans l'attente de services d'urgence qui ont été demandés (dégager une voie d'accès, déplacer les meubles, etc.).

Organismes visés :

Régie régionale de la Montérégie
Ministère de la Santé et des services sociaux

Avis/Dossier : A-94812 75583

Événement :

Quelques heures avant de recevoir son congé de l'Hôpital du Haut-Richelieu, un homme âgé présente une douleur angineuse. Après certaines vérifications dont un électrocardiogramme, le médecin traitant conclue à une arythmie sinusale. Le patient décède durant la nuit suivant sa sortie.

Recommandation :

Que le service de médecine générale rappelle à ses membres que lorsqu'un patient présente une douleur angineuse précongé, si un électrocardiogramme mérite d'être demandé, un bilan biochimique serait souhaitable afin d'éliminer un accident cardiaque, même si cette conduite peut retarder un congé.

Organisme visé :

Hôpital du Haut-Richelieu

Avis/Dossier : A-102316 80898

Événement :

Une dame âgée, admise à l'hôpital Jean-Talon, puis transférée à l'hôpital Fleury le 17 février un mois et demi plus tard dû à de profondes plaies de lit au siège et à la hanche droite, décède après avoir souffert pendant de nombreux mois précédant son hospitalisation, alors qu'elle demeurait dans une résidence pour personnes âgées autonomes.

À la lumière des nombreux témoignages entendus et des résultats de l'autopsie, il s'avère que les plaies retrouvées sur le corps de la victime ne sont pas la cause du décès, qu'elles sont toutefois compatibles avec la maladie dont elle souffre et qu'elles auraient pu être évitées ou correctement soignées. Ces plaies ont engendré de l'inconfort puis des souffrances intenses que la victime ne pouvaient verbaliser et qu'elles a endurées.

Lors de l'enquête publique, il fut mis en lumière qu'avant son hospitalisation, la victime, qui souffrait d'Alzheimer, était en perte d'autonomie. Elle habitait depuis mars 1991 la résidence privée "Au fil des jours", de Saint-Léonard, dont la propriétaire ne possédait aucun permis pour dispenser des soins de santé. Ladite résidence est fermée depuis; toutefois, la propriétaire de cette résidence a réouvert une nouvelle résidence et garde quatre personnes et ce, malgré des démarches dissuasives tentées auprès d'elles par le CLSC. Autre fait à noter, ce centre

d'hébergement employait du personnel non qualifié et que des personnes y travaillaient plusieurs heures par semaine et ce, sans rémunération ni compensation.

Recommandations :

Que le Ministère de la santé et des services sociaux:

donne le mandat spécifique aux régies régionales de répertorier sur le territoire, toutes les résidences d'hébergement pertinentes, non titulaires d'un permis pour dispenser des services de santé et des services sociaux, afin qu'elles procèdent à l'inscription de leurs coordonnées utiles et leur enregistrement;

convienne avec le Ministère des affaires municipales, de dispositions administratives et réglementaires pour l'émission de permis de construction, rénovation ou autres par les villes et les municipalités du Québec à l'égard de ces immeubles, qu'à la suite de la présentation d'une attestation d'enregistrement auprès de la régie régionale concernée;

exige du propriétaire de ces résidences d'hébergement l'immatriculation de son entreprise auprès de l'Inspecteur général des institutions financières, avant l'émission d'une attestation d'enregistrement par la régie régionale;

règlemente la notion d'autonomie en regard des critères reconnus de la classification par types en milieu de soins et services prolongés (CTMSP);

incite les régies régionales, dans l'exercice de leur mandat de surveillance et d'inspection, de porter une attention particulière aux personnes qui n'ont pas elles-mêmes signé leur contrat d'hébergement ou procéder aux démarches de leur admission;

donne un pouvoir exécutoire aux régies régionales, afin qu'elles puissent procéder efficacement à l'évacuation et la relocalisation des personnes qui n'ont plus l'autonomie suffisante pour habiter ces résidences d'hébergement:

- par requête présentable devant un Juge en Chambre;

- en créant la présomption de non autonomie lorsque la personne visée ou son curateur refuse l'évaluation selon les critères de la CTMSP.

crée une infraction pénale à l'égard du propriétaire qui héberge dans son immeuble, ainsi qu'à l'égard de toutes personnes qui coopèrent avec lui à cet effet, une personne qui n'a pas l'autonomie suffisante pour y habiter et prévoir à l'endroit de ceux-ci, une sévère amende par jour/personne hébergée;

porte à l'attention des régies régionales l'entente intervenue entre la Ville de Châteauguay et le CLSC de l'endroit, ainsi que la documentation produite par la Régie régionale Montréal-Centre en regard de la problématique que soulève ces résidences;

informe la population des responsabilités en regard de ce type de ressource et considère toute forme de publicité jugée utile à cette fin;

favorise avec les régies régionales le regroupement en association de ces résidences d'hébergement, ainsi que l'implantation d'un contrat type d'hébergement;

Que le Collège des médecins du Québec rappelle à ses membres leur obligation de signaler à une régie régionale ou un CLSC toute situation qui compromettrait la santé et la sécurité d'une personne en perte d'autonomie hébergée dans une ressource d'habitation non titulaire de permis pour dispenser des soins de santé et de services sociaux.

Organismes visés :

Ministère de la Santé et des services sociaux
Collège des médecins du Québec

Avis/Dossier : A-105926 83282

Événement :

Victime d'une insuffisance coronarienne aiguë, un individu doit être conduit à l'urgence. Au moment où l'on tente d'obtenir les services d'une ambulance, la téléphoniste du service ambulancier Pelletier, de La Pocatière, indique qu'il n'y a aucune ambulance disponible. Ce n'est qu'après différentes tentatives et suite à l'arrivée dans le secteur d'une ambulance que le patient pourra finalement être transporté à l'hôpital où son décès sera cependant constaté.

Recommandation :

Que la Régie régionale du Bas-Saint-Laurent rappelle aux transporteurs ambulanciers qui oeuvrent sur son territoire qu'ils doivent informer le transporteur voisin lorsqu'ils ne sont pas disponibles dans un délai respectable pour effectuer les transports des usagers.

Organisme visé :

Régie régionale du Bas-Saint-Laurent

Avis/Dossier : A-106409 82429

Événement :

Un homme de 45 ans décède d'un infarctus du myocarde alors qu'il participe à une excursion dans le Parc de la Gaspésie.

La difficulté pour les ambulancier d'accéder aux lieux, ajoutée au fait que les employés présents ne possèdent aucun moyen de communication (radio-téléphone) ont contribué à créer des délais importants dans l'évacuation de la victime.

Le Parc de la Gaspésie et ses principaux sites d'attrait sont des projets d'envergure croissante puisque l'achalandage est à la hausse. En conséquence, des mesures adéquates devraient être prises afin d'assurer la meilleure protection aux touristes qui se présentent, et d'éviter éventuellement un décès.

Recommandations :

Que l'on revoie le plan d'urgence déjà établi afin de l'améliorer, en incluant: l'amélioration des moyens de communication, la facilitation de l'arrivée des secouristes sur les lieux d'un événement et la planification de l'évacuation des victimes;

Qu'un protocole d'entente soit mis sur pied, en collaboration avec le service ambulancier, afin de faciliter l'aide à apporter aux victimes impliquées;

Que tous les employés oeuvrant dans le Parc soient formés adéquatement pour aider efficacement un touriste en difficulté. En tout temps, ils devraient être capables de communiquer rapidement pour demander l'aide nécessaire et assurer le suivi en attendant l'arrivée des services.

Organisme visé :

Ministère de l'Environnement et de la Faune

Avis/Dossier : A-106480 84428

Événement :

Un bébé décède du syndrome de mort subite du nourrisson.

Recommandation :

Que soit tenue à l'échelle provinciale, une large campagne de sensibilisation visant à faire connaître les facteurs de risques relativement à la mort subite du nourrisson, ainsi que les moyens à prendre pour les éviter. Cette publicité doit pouvoir informer toute future maman, les gardiennes d'enfants et tous les intervenants auprès d'un jeune bébé et son entourage. Cette campagne de sensibilisation ne ferait que continuer l'oeuvre déjà commencée par Santé Canada à ce sujet.

Organismes visés:

Fédération des médecins omnipraticiens du Québec
Association des pédiatres du Québec
Association des obstétriciens et gynécologues du québec
Association des hôpitaux du Québec
Ordre des infirmiers et infirmières du Québec
Fédération des C.L.S.C. du Québec
Conférence des régies régionales (Directions de santé publique du Québec)
Médias écrits et électroniques

Avis/Dossier : A-106631 84363

Événement :

Un homme décède chez lui d'un infarctus aigu du myocarde le lendemain d'une consultation à l'urgence de l'hôpital Brome-Missisquoi-Perkins. Au moment de la consultation, on note au dossier que le patient souffre de dyspnée, de douleur rétro-sternale sous forme de brûlement irradiant au bras gauche. Après un examen médical, une radiographie et des prises de sang, le patient est retourné chez lui avec un diagnostic de bronchite et une prescription d'antibiotiques.

Recommandation :

Que le directeur des services professionnels de l'hôpital Brome-Missisquoi-Perkins mandate le comité des décès, afin qu'il étudie la qualité de l'acte médical dans le présent dossier.

Organisme visé :

Hôpital de Brome-Missisquoi-Perkins

Avis/Dossier : A-106774 84144

Événement :

Une femme 54 ans, sans antécédent cardiaque connu, consulte un médecin pour un tableau clinique compatible avec une bronchite. Des antibiotiques lui sont prescrits. Elle est retrouvé quelques heures plus tard, dans son lit, avec une respiration laborieuse puis s'en suit un arrêt cardiorespiratoire.

Il s'est écoulé 22 minutes entre l'appel aux ambulanciers et leur arrivée au domicile de la victime à Ste-Marthe-sur-le-Lac. Lors de cet événement, les deux véhicules situés à proximité étaient occupés. Le répartiteur a dû communiquer avec les ambulanciers via un téléavertisseur, ce qui veut dire que ces derniers n'étaient pas dans leur véhicule au moment de l'appel.

Dans la région, les systèmes de télécommunication sont dans les véhicules ambulanciers et fixes. Les techniciens n'ont pas de système de télécommunication portatif.

Recommandation :

Que la gestion des services préhospitaliers Laurentides-Lanaudière améliore son système de télécommunication dans le but d'avoir un accès direct et constant avec les techniciens ambulanciers, ce qui permettrait d'économiser un temps précieux et parfois permettre, compte tenu du temps sauvé, de réaffecter des ambulances à des appels plus urgents.

Organisme visé :

Régie régionale des Laurentides

Avis/Dossier : A-107012 83127

Événement :

Un homme de 62 ans est retrouvé par terre à la sortie d'un bar. Amené à l'urgence, il est immédiatement pris en charge et hospitalisé. Son état s'aggrave continuellement et il décède 2 mois plus tard de causes naturelles.

En cours d'hospitalisation, le patient fit une chute du lève-personne qui était utilisé pour son transfert et sa sortie du bain. Quoique cet accident a aggravé sa condition physique précaire, il n'est pas contributoire au décès;

Recommandations :

Que les autorités du Centre universitaire de santé de l'Estrie (Site Bowen):

voient à ce que les directives concernant l'utilisation d'un lève-personne du Ministère de la Santé et des Services sociaux, visant le personnel infirmier et auxiliaire, soient disséminées en conséquence, comprises et appliquées par le personnel;

s'assurent que ce même personnel reçoive la formation adéquate et suivie dans l'utilisation sécuritaires des appareils;

se procure des lève-personnes qui ne présentent pas de risques de glissage, ou qu'elles fassent modifier en conséquence les appareils existants;

émettent une directive stipulant que le lève-personne ne soit utilisé que dans des endroits où l'opérateur peut circuler librement autour de l'appareil et en cas de mouvement, que l'opérateur soit assisté;

étudient l'infection à staphylocoque doré survenue 3 semaines après l'hospitalisation et y apportent des correctifs qui s'imposent.

Organisme visé :

Centre universitaire de Santé de l'Estrie (Site Bowen)

Avis/Dossier : A-108704 88172

Événement :

Une dame de 78 ans, en provenance de la Guadeloupe et voyageant avec le groupe Nouvelles Frontières, est en visite touristique au Manoir Richelieu à Charlevoix, lorsqu'elle décède d'un infarctus du myocarde.

Cette dame se plaint de nausées depuis son arrivée au pays 9 jours auparavant. Deux jours avant son décès, elle dit avoir mal à la tête et à l'estomac. L'accompagnatrice lui donne à deux reprises un médicament de la Guadeloupe pour faciliter la digestion, ainsi qu'un anti-acide.

Comme la dame n'a aucune assurance-maladie et qu'il en coûte environ 400$ pour une assistance médicale, il est décidé de ne pas y recourir. Un accompagnateur rend visite à la dame, laquelle se plaint toujours de douleurs à l'estomac, et retourne retrouver le groupe à la salle à manger. Quarante-cinq minutes plus tard, une dame du groupe vient avertir les accompagnateurs de l'état précaire de la victime. Elle est découverte décédée dans son lit.

Il fut mis en lumière que la compagnie Nouvelles Frontières n'a pas de politique écrite en cas d'événements semblables. Chaque cas est traité individuellement.

Recommandations :

Que la compagnie Nouvelles Frontières:

établisse une politique écrite destinée à tous ses employés qui sont en contact direct avec les voyageurs, et en particulier les guides et les accompagnateurs, en ce qui concerne l'obligation de référer à un médecin ou à un service de santé, tout voyageur qui présente des malaises physiques ou psychiques lors d'un voyage;

encourage tous les voyageurs utilisant ses services et quittant leur pays, de se doter d'une assurance-voyage couvrant la maladie à l'étranger;

Que l'Office de la protection du consommateur:

avise tous les grossistes et les agences de voyages de leur obligation à fournir assistance et référence médicale, à tout voyageur présentant des problèmes de santé;

avise tous les grossistes et les agences de voyages de la nécessité de fournir à ses accompagnateurs ou guides de voyages, une politique écrite claire décrivant leurs obligations de faciliter la référence à un médecin ou à un service de santé, pour tout voyageur présentant des problèmes de santé;

publie un feuillet aux voyageurs, expliquant la nécessité de prendre une assurance maladie couvrant les soins à l'étranger, lorsqu'ils entreprennent un voyage en dehors de leur pays. Ce feuillet décrirait aussi des exemples de problèmes rencontrés par les voyageurs ayant négligé de se doter d'une telle assurance;

avise les grossistes et les agents de voyages, de demander à leurs guides ou accompagnateurs de voyages, d'éviter de fournir eux-mêmes des soins ou d'offrir des médicaments à un voyageur présentant des problèmes de santé, à moins d'avoir une formation médicale reconnue.

Organismes visés :

Compagnie Nouvelles Frontières
Office de protection du consommateur

Avis/Dossier : A-109025 83620

Événement :

Un individu, suivi pour des varices oesophagiennes, décède d'un choc hypovolémique secondaire à une hémorragie gastro-intestinale massive.

Cet individu se présente à l'urgence du Centre hospitalier Gatineau Memorial à Wakefield, en raison de saignements gastro-intestinaux évidents. Devant un état qui se détériore sans cesse, un transfert vers le Centre hospitalier de Gatineau semble approprié. Cependant, ce transfert ne peut s'opérer rapidement puisque le médecin de garde qui désire le transfert ne peut pas obtenir l'assentiment de son confrère du Centre hospitalier de Gatineau. Ce dernier doit pour accepter le patient, obtenir l'autorisation du gastro-entérologue de garde, ce qui s'avère difficile, puisque plusieurs tentatives sont nécessaires pour le rejoindre. Finalement, le transfert s'effectue, mais le patient est décède en cours de route.

Recommandations :

Que les autorités du Centre hospitalier de Gatineau et du Centre hospitalier régional de l'Outaouais :

> **révisent les politiques d'admissions urgentes et que le personnel médical et para-médical qui doit les appliquer soit informé de façon claire et précise;**
>
> **voient à ce que tout appel urgent provenant d'un centre hospitalier quelqu'il soit, soit immédiatement transmis au médecin de garde à l'urgence;**
>
> **s'assurent que le malade, dont l'état est urgent, puisse être transféré immédiatement sur simple appel téléphonique à l'urgence;**
>
> **prennent toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que les patients reçoivent un accueil et un traitement adéquat;**
>
> **voient à ce qu'il ne soit plus nécessaire d'obtenir l'assentiment du médecin de garde dans telle ou telle spécialité, avant de pouvoir transférer un malade, et que ce transfert s'effectue directement sur simple appel à l'urgence du centre hospitalier de Gatineau où le personnel médical devra voir à prendre les mesures nécessaires pour un traitement adéquat.**

Organismes visés :

Centre hospitalier de Gatineau
Centre hospitalier régional de l'Outaouais

Avis/Dossier : A-109214 86141

Événement :

Un homme de 36 ans, vivant dans une maison d'accueil pour handicapés mentaux profonds, décède d'une péritonite purulente.

Cette maison d'accueil de Donnacona, appelée la Maison Côté, est supportée par le Centre de réadaptation La Triade. Ce centre a droit de regard mais n'engage pas de personnel. Ainsi, le promoteur de la maison d'accueil engage 2 personnes pour prendre charge de la maison. Ces dernières engagent à leur tour une gardienne pour couvrir les fins de semaine.

La victime est un handicapé mental profond qui ne peut aucunement s'exprimer par la parole. Il est habituellement relativement agité. Or, 2 jours avant son décès, il a une épisode de diarrhée et on le trouve moins agité que normalement. La relève de fin de semaine a lieu le samedi et la consigne donnée à la gardienne est d'attendre au lundi avant de réévaluer l'état du bénéficiaire et penser à un transport à l'hôpital.

Le dimanche, voyant l'état du bénéficiaire se détériorer, la gardienne contacte la responsable de la maison, laquelle lui conseille d'appeler au CLSC. L'appel est logée. Le message donné par la gardienne à l'infirmière ne donne pas une description de la diminution importante de l'état général du patient mais plutôt celle d'une personne qui avait eu la diarrhée et qui ne "filait pas".

Le lundi matin, la gardienne constate que le patient est moribond. Elle contacte les responsables de la maison qui décident d'appeler un travailleur spécialisé pour le transport à l'hôpital. Ce dernier n'est pas mis au courant de la gravité de l'état du bénéficiaire et de la situation d'urgence. Il n'arrive qu'une heure plus tard. Voyant l'état du patient, il ordonne d'appeler immédiatement une ambulance. En vain, le patient décède sur place.

Recommandations :

Que le Centre de réadaptation La Triade:

> s'assure que les personnes qui travaillent dans les maisons d'accueil où sont placés leurs bénéficiaires, même si elles ne sont pas employées de La Triade, reçoivent la formation nécessaire pour s'occuper de cette clientèle défavorisée sur le plan mental et, par conséquent, d'autant plus difficile à évaluer lorsqu'il se présente une maladie physique;
>
> s'assure que dans ces maisons, il y ait une continuité dans le personnel, même les fins de semaine, afin qu'il y ait au moins une personne qui puisse juger de l'évolution d'une maladie par rapport à l'état de santé antérieur du bénéficiaire.

Que le Centre de réadaptation La Triade ou le promoteur de la Maison Côté, en autant qu'il s'assure que les personnes qui donnent les services aux bénéficiaires aient reçu une formation adéquate, leur laisse pleine liberté d'appeler une ambulance en tout temps sans avoir à référer à une autorité supérieure s'ils jugent que l'état du patient est suffisamment grave pour justifier un transport rapide en ambulance. Une évaluation du jugement de la personne peut toujours être faite par la suite, mais en aucun cas cela ne devrait retarder le transport en ambulance.

Que le CLSC de Portneuf, dans le cadre de l'implantation de ses fonctions d'Info-Santé, s'assure que les infirmières qui répondent à la clientèle soient particulièrement prudentes lorsqu'elles ont à évaluer toute clientèle dont les fonctions cognitives sont atteintes, et encore plus particulièrement si l'appel vient d'un tiers qui ne peut juger de l'évolution de la situation de la personne malade et ne peut donner beaucoup de détails lors de la collecte des données.

Que l'infirmière demande au patient de se présenter au CLSC ou de voir un médecin si un doute persiste.

Que le CLSC demande aux infirmières, dans le cadre de leurs réponses téléphoniques, de prendre des notes sur l'information reçue et les conseils donnés.

Organismes visés :

Centre de réadaptation La Triade
CLSC de Portneuf

Avis/Dossier : A-109594 87332

Événement :

Tôt le matin, une dame de 64 ans consulte à l'urgence du Centre hospitalier régional de Rimouski pour une douleur rétrosternale apparue au cours de la nuit. Suite à un examen médical, un diagnostic de reflux gastro-oesophagien symptomatique avec oesophagite est posé. Un électrocardiogramme est passé et interprété comme étant normal. Elle est libérée avec une prescription et les recommandations d'usage. Quelques heures plus tard, la dame est retrouvée chez elle, décédée d'une arythmie cardiaque maligne.

Recommandation :

Que le Directeur des services professionnels demande que ce décès soit évalué par le Comité d'évaluation ou encore le Service concerné, afin d'amener un suivi à ce dossier.

Organisme visé :

Centre hospitalier régional de Rimouski

Avis/Dossier : A-110116 84467

Événement :

Un individu décède à sa résidence suite à une septicémie, avec myocardite en présence d'un abcès du muscle psoas et d'une ostéite de la colonne lombo-sacrée.

Une semaine avant son décès, la victime se présente à l'urgence de l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme pour une douleur lombaire très importante irradiant à la cuisse. Le patient est alors incapable de marcher et est très souffrant. Un diagnostic de lombosciatalgie est posé et une médication anti-inflammatoire et analgésique prescrite.

Une radiographie effectuée au moment de la consultation ne permet pas d'identifier de façon absolue l'abcès du muscle psoas. Après investigation, il appert qu'une indication plus précise du

type de douleur ayant amené le médecin à demander la radiographie aurait pu favoriser un diagnostic radiologique différent.

Recommandations :

Que la direction des services professionnels de l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme:

soumette ce dossier au Comité de l'évaluation de l'acte médical, car il est d'opinion du coroner que la revue des analyses de laboratoire et de l'histoire clinique auraient pu favoriser une approche thérapeutique plus rapide ayant permis d'éviter le décès;

revoie les méthodes de consignation reliées à l'évolution d'un patient qui se présente à l'urgence, dans la mesure où dans le présent dossier, les signes vitaux (température, etc.) n'ont pas été consignés au dossier d'admission.

Organisme visé :

Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme

Avis/Dossier : A-110287 84126

Événement :

Un individu présentant un problème d'insuffisance coronarienne et myocardique aiguë décède d'un arrêt cardiorespiratoire.

Dans ce dossier, un délai de près de deux heures est observé entre le premier appel logé par le frère de la victime au service Les Ambulances de Joliette et l'arrivée au Centre hospitalier Le Gardeur.

Selon le répartiteur qui a reçu l'appel, aucune des trois ambulances n'était disponible pour effectuer le transport. L'appel est donc transféré à un autre transporteur qui opère dans un secteur limitrophe (Saint-Lin). Arrivés à la résidence une heure après l'appel, les ambulanciers initient le transport de l'individu au Centre hospitalier régional de Lanaudière. En cours de route, le conducteur s'égare, de sorte qu'il doit revoir son itinéraire pour se diriger vers le Centre hospitalier Le Gardeur. Or, ce dernier établissement se situe quatre fois plus loin de la résidence que le premier centre choisi.

Recommandations :

Que ce dossier soit revu par le coordonnateur médical en soins pré-hospitaliers à la Régie régionale Lanaudière.

Que ce dossier soit revu par le Corporation des services d'ambulances du Québec.

Organismes visés :

Régie régionale Lanaudière
Corporation des services d'ambulances du Québec

Avis/Dossier : A-110307 85348

Événement :

Une homme âgé est retrouvé inanimé dans le stationnement du centre hospitalier Fleury, à quelques pieds des portes de la clinique externe. À ce moment, la température extérieure est de -2O°C.

Malgré l'appel logé par le préposé aux stationnements à l'urgence de l'hôpital, les secours tardent. Une discussion a lieu concernant une directive interdisant le personnel infirmier d'aller chercher des patients à l'extérieur. Ce sont finalement des ambulanciers qui transporteront le patient à l'intérieur où le décès sera constaté.

Même s'il n'est pas prouvé que ce décès aurait pu être évité par une intervention et des soins immédiats, il n'en reste pas moins que le patient a eu moins de chance de survie en demeurant sur le pavé à -20°C durant une dizaine de minutes en état de crise cardiaque et sans secours.

Suite à ces événements particuliers, les autorités de l'Hôpital Fleury ont entrepris des actions immédiates ainsi qu'un plan d'actions à court terme relativement aux suivis des événements entourant cet incident, ceci dans le but d'éviter, à l'avenir, toute ambiguïté se rapportant aux interventions d'urgence de tous les membres du personnel.

Recommandation :

Que la direction générale de l'Hôpital Fleury, devant les actions entreprises, les directives et les résolutions énumérées par celle-ci, assure un suivi sérieux de ce dossier en vue de l'implantation des mesures édictées, afin d'éviter la répétition d'une situation semblable.

Organisme visé :

Hôpital Fleury

Avis/Dossier : A-111702 86778

Événement :

Une homme de 72 ans, résidant dans le rang 9 à St-Luc, se plaint de douleurs thoraciques, de difficultés respiratoires et de diaphorèse. Il décède d'un infarctus du myocarde lors de son transport à l'hôpital.

Suite à un appel logé à la centrale des appels d'urgence Chaudière-Appalaches, une ambulance du Lac-Etchemin (véhicule 9) se met immédiatement en route vers St-Luc. Quelques minutes plus tard, les services du véhicule 9 sont annulés. Le transport est donné au véhicule 10 de Ste-Justine et cela, plus de 11 minutes après la demande originale.

Une erreur de parcours des ambulanciers vers le domicile de la victime occasionne une perte de temps d'environ 10 minutes.

La victime refuse d'être reconduite au CLSC de Lac Etchemin et demande à être transportée à l'hôpital Laval de Ste-Foy, où il a déjà un dossier médical. En cours de trajet, son état se détériore, si bien que l'on doit l'amener à l'Hôtel-Dieu de Lévis, où il arrive en arrêt cardiorespiratoire. Ce trajet avec le patient s'est effectué en 62 minutes, la distance parcourue étant de 80 kilomètres.

Recommandations :

Que la Centrale des appels d'urgence Chaudière-Appalaches:

s'assure que la couverture du territoire soit bien connue par les divers intervenants, incluant les répartiteurs de services ambulanciers et les ambulanciers eux-mêmes. Ceci permettra alors de diriger le bon véhicule au bon endroit, dans les plus brefs délais;

vérifie avec le demandeur, lors d'un appel pour un transport ambulancier, les coordonnées du lieu, afin que cet endroit puisse être identifié rapidement et adéquatement;

mette à la disposition des intervenants, au besoin, une formation adéquate et les moyens physiques nécessaires afin que cette demande puisse être réalisée le plus efficacement possible.

s'assure, lorsqu'un service ambulancier effectue le transport d'un patient, qu'une évaluation clinique adéquate soit faite par l'ambulancier. Dans le doute ou lorsqu'il juge que le patient est dans un état instable, prendre les moyens pour que les soins médicaux requis puissent lui être prodigués dans les meilleurs délais possibles.

Que la Régie régionale Chaudière-Appalaches:

envisage la mise en place d'un plateau technologique centralisé pour la réception et le traitement des appels d'urgence et ce, afin d'éviter l'improvisation et d'assurer à toute sa population une réponse uniforme lors des appels urgents, et en accord avec les tendances et les normes actuellement reconnues.
Le personnel serait expérimenté à travailler avec des protocoles appropriés. Il serait aussi plus facile d'établir un lien téléphonique avec une ressource médicale, afin de mieux orienter les ambulanciers dans les traitements à dispenser et de diriger le patient vers l'établissement le mieux approprié à son état.

Organismes visés :

Centrale des appels d'urgence Chaudière-Appalaches
Régie régionale Chaudière-Appalaches

Avis/Dossier : A-112277 85781

Événement :

Une patiente qui se présente à l'urgence de l'Hôpital Notre-Dame pour des nausées est retournée chez-elle avec un diagnostic de gastro-entérite résiduelle. Dans la soirée suivant son congé, la patiente fait un arrêt cardiorespiratoire. Elle est décède d'une thromboembolie pulmonaire massive.

À noter que les signes vitaux de la patiente ne sont pas inscrits sur la feuille de triage au moment de la consultation.

Recommandation :

Que ce dossier soit revu par le Comité d'évaluation de l'acte médical de l'Hôpital Notre-Dame afin de suggérer à la personne en charge du triage, de toujours inscrire les quatre paramètres principaux des signes vitaux à savoir, la tension artérielle, le pouls, la fréquence respiratoire ainsi que la température dans le dossier d'une personne qui se présente à l'urgence.

Organisme visé :

Hôpital Notre-Dame

Avis/Dossier : A-112531 85618

Événement :

Un homme se présente à l'Hôpital Général juif Sir Mortimer B. Davis pour des douleurs aiguës sévères au niveau thoracique antérieure gauche d'apparition subite, irradiant dans la région épigastrique et au niveau lombaire et ce, jusqu'à la fesse, avec engourdissement du membre inférieur gauche. Après divers examens, on diagnostique une lithiase urétérale gauche. Après soulagement, suite à l'administration de médication, on libère le patient en lui donnant un rendez-vous à l'urgence, pour suivi, deux jours plus tard. Le lendemain, le patient était victime d'un arrêt cardiorespiratoire.

Le diagnostic de dissection de l'aorte ascendante n'était pas un diagnostic facile à poser. Il semble en effet que la symptomatologie originait surtout de la région abdominale, où on soupçonna une lithiase urétérale gauche. L'investigation d'urgence était complète et a été faite rapidement. Quelques éléments non spécifiques pouvaient cependant suggérer un problème d'ordre cardiaque : les premières douleurs dans la nuit précédant la consultation s'avéraient

thoraciques, antérieures gauches, très aiguës, sous forme de coup de poignard. Les radiographies pulmonaires démontraient une silhouette péricardique élargie de façon modérée. L'électrocardiogramme démontrait également une hypertrophie ventriculaire gauche avec onde T inversée en D2, D3 et AVL. Par ailleurs, les enzymes étaient normales. La lecture du dossier médicale n'a toutefois pas permis de conclure à une mauvaise évaluation du patient.

Recommandation :

Que ce dossier soit revu par le Comité d'évaluation de l'acte médicale de l'Hôpital Général juif Sir Mortimer B. Davis.

Organisme visé :

Hôpital Général juif Sir Mortimer B. Davis

Avis/Dossier : A-112730 86341

Événement :

Un homme de 70 ans, demeurant à la Résidence Théodore à Montréal, décède d'un myxoedème deux jours après son transfert dans un centre hospitalier.

Le tableau clinique de myxoedème étant très insidieux, il est probable que la victime démontrait des signes d'hypothyroïdie depuis plusieurs mois et que le tableau est passé inaperçu par le personnel du foyer d'accueil. Ce n'est qu'à la toute fin qu'on s'est rendu compte que le pensionnaire n'allait définitivement pas bien.

Il est probable qu'un bilan de laboratoire (incluant un bilan thyroïdien), fait de façon préventive annuellement chez des patients âgés de plus de 55 ans, aurait pu démontrer une hyperthyroïdie en voie d'installation, facilement traitable et ainsi, prévenir un myxoedème sévère qui emporta la victime.

Recommandation :

Que dans ce type de maisons d'hébergement privées qui prennent charge de patients psychiatrisés, il serait sage, si un médecin généraliste y est attitré, de faire annuellement aux patients de plus de 55 ans qui le désirent, un bilan de laboratoire de routine, incluant un bilan thyroïdien.

Organisme visé :

Ministère de la Santé et des Services Sociaux

Avis/Dossier : A-114070 86938

Événement :

Une fillette de 12 ans, atteinte de Fucosidose (carence en alpha-fucosidase), décède par syndrome de détresse respiratoire de l'adulte suite à des vomissements spontanés.

Quelques heures avant son décès, l'enfant est amenée à l'urgence du Centre hospitalier régional de Baie-Comeau car elle pleure, a des vomissements, semble étouffer, "cherche son air" et tremble des quatres membres. Le médecin de garde à l'urgence procède à l'examen et note que la fillette pleure, n'est pas toxique, a une respiration à 18 à la minute avec une température à 38,2R, est bien colorée, non dyspnéique et présente une otite moyenne aiguë bilatérale. La fillette est libérée avec une prescription d'antibiotiques pour 10 jours et relance à la fin du traitement.

Recommandation :

Que la consultation de cette première visite à l'urgence du Centre hospitalier régional de Baie Comeau soit revue et, si des recommandations particulières sont faites, qu'un suivi soit donné.

Organisme visé:

Centre hospitalier régional de Baie Comeau

Avis/Dossier : A-114521 87146

Événement :

Une femme de 30 ans décède d'une arythmie cardiaque probable secondaire à un déséquilibre liquidien et électrolytique, un mois après son retour de vacances aux Caraïbes, alors qu'elle se plaignait de diarrhées et de vomissements depuis son retour.

L'investigation met en lumière que la symptomatologie de diarrhées et vomissements s'est échelonné sur plusieurs semaines, chez une patiente qui a perdu environ 20 livres depuis son retour de vacances, un dosage potassique sous la normale et une patiente qui a reçu un litre de soluté 2/3 - 1/3 pour tout cette période.

On peut se questionner sur le suivi de cette patiente, à savoir, si elle avait reçu la quantité suffisante de soluté et d'électrolyte, et si un bilan électrolytique de contrôle aurait pu prévenir ce décès.

Recommandation :

Que le dossier soit revu par le Collège des médecins du Québec et par le comité d'Évaluation de l'Acte Médical de l'Hôpital Général juif de Montréal.

Organismes visés:

Collège des médecins du Québec
Hôpital Général Juif de Montréal

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

3. LISTE DES CORONERS POUR 1996-1997 AVEC, POUR CHACUN, LA NATURE DU POSTE, LES DOSSIERS SOUS SA RESPONSABILITÉ ET LA DATE DES MANDATS CONFIÉS

Note : Les données présentées ici ne concernent que le secteur des enquêtes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997–1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Recherche des causes et des circonstances des décès – 04.06

QUESTION: 3– INFORMATIONS RELATIVES AUX ENQUÊTES CONFIÉS AUX CORONERS PERMANENTS ET À TEMPS PARTIEL

NOM ET STATUT DU CORONER P(Permanent) TP(Temps partiel)	DESCRIPTION DE L'ENQUÊTE	DATE DES MANDATS
Bérubé Jacques (CTP)	Enquête sur la mort violente de 3 personnes à Baie–Comeau.	1996–09–12
Bérubé Jacques (CTP)	Enquête sur une personne décédée après son admission dans un hôpital.	1997–02–25
David Anne–Marie (P)	Enquêtes sur des décès survenus dans des centres de détention.	1996–05–01
David Anne–Marie (P)	Enquête sur 3 décès survenus lors d'un accident de circulation impliquant un camion remorque et plusieurs automobiles.	1995–06–26
David Anne–Marie (P)	Enquête sur une mort violente survenue suite à une intervention policière.	1995–09–22
David Anne–Marie (P)	Enquête sur un décès survenu après consultation à l'urgence d'un hôpital.	1996–07–11
Delage Cyrille (CTP)	Enquête sur 7 décès survenus lors d'un incendie dans une résidence pour personnes âgées.	1996–09–03
Delage Cyrille (CTP)	Enquête sur un décès survenu lors de l'incendie d'une maison de chambres.	1996–05–28
Malouin Luc (CTP)	Enquête sur la mort suspecte d'un jeune enfant.	1996–05–17
Malouin Luc (CTP)	Enquête sur un décès survenu suite à une chûte dans un puit d'ascenseur.	1997–03–03
Perron Gilles (CTP)	Enquête sur le décès d'une personne qui s'est étouffée en mangeant.	1997–01–15

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

4. ÉTAT DE SITUATION RELATIF AUX ENQUÊTES CONCERNANT LA CONDUITE DE CORONER(S)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION : 4 - État de situation relatif à l'enquête concernant la conduite du coroner conformément à la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès (M^e^ Marc-André Bouliane)

Me Bouliane a fait l'objet d'une enquête demandée par le ministre de la Sécurité publique relativement à une situation apparente de conflits d'intérêts l'impliquant dans un commerce de vente d'autobus scolaires usagés à Cuba.

Dans ce dossier sont mises en évidence les obligations d'exclusivité de services du coroner envers son employeur (article 13 de la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès) et une situation de conflit d'intérêts (article 18).

Conformément à la loi, le juge en chef Albert Gobeil entendit la cause au mois de mai 1995 et remit au ministre de la Sécurité publique son rapport.

Le 28 août 1995, M^e^ Bouliane a déposé une procédure en deux volets:

- le premier portant sur la révision du processus décisionnel entrepris et la cassation du rapport d'enquête du juge en chef;
- le second sur l'aspect requête pour jugement déclaratoire pour que la Cour fournisse des balises quant à l'interprétation de l'article 14, de façon à ce que, si un nouveau processus d'enquête est déclenché, il se déroule selon des règles pré-établies.

Le 13 septembre 1995, les parties se sont présentées en cours et il y eut report des procédures disciplinaires.

Le 18 décembre 1995, les parties se sont de nouveau présentées devant la Cour Supérieure pour poursuivre le processus initié. Une question préalable à l'audition porte sur la mise sous scellés du rapport du juge Gobeil jusqu'au jugement à intervenir, et la requête pour l'émission d'une ordonnance de non publication des propos et extraits concernant ce rapport. Au moment où le juge s'apprêtait à rendre sa décision, des procureurs de différents médias se sont présentés pour faire valoir leurs motifs à l'effet que le rapport se devait d'être public. Après leurs interventions, le juge a rendu son jugement séance tenante rejetant les requêtes préliminaires de M^e^ Bouliane. Le procureur de M^e^ Bouliane a immédiatement décidé d'en appeler de cette décision, puisqu'il considérait qu'il comporte des erreurs de droit et qu'il est de nature à porter irrémédiablement atteinte aux droits fondamentaux de son client.

Le 22 janvier 1996, il fut permis d'en appeler à la Cour d'Appel.

Le 21 mars 1996, la Cour d'Appel, après avoir examiné le dossier et entendu les parties, rejette l'appel. La même journée, M^e^ Bouliane décide de s'adresser à la Cour Suprême.

Le 5 septembre 1996, la requête pour permission d'en appeler à la Cour Suprême sur la décision du juge de rendre public le rapport du juge en chef a été rejetée.

L'audition de la requête en évocation est fixée au 15 avril 1997.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

5. COÛTS RATTACHÉS AUX PROCÉDURES RELATIVES AUX ENQUÊTES CONCERNANT LA CONDUITE DE CORONER(S)

(Aucun coût en 1996-1997)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

6. NOMBRE DE DÉTENUS QUI, DURANT L'ANNÉE 1996-1997, ÉTAIENT EN ABSENCE TEMPORAIRE

(La réponse à cette question se retrouve à la question 34)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

7. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES PAR LES SERVICES DE TRAITEMENT DES PLAINTES DES ÉTABLISSEMENTS CARCÉRAUX ET/OU REÇUES PAR LE MINISTÈRE AU 31 MARS 1997

STATISTIQUES

SYSTÈME DE TRAITEMENT DES PLAINTES DES PERSONNES INCARCÉRÉES

PLAINTES DE 3e NIVEAU

1er AVRIL 1996 AU 31 MARS 1997

COTE

Fondée:

Avec préjudice avec correctif (APAC)
Avec préjudice sans correctif (APSC)
Sans préjudice avec correctifs (SPAC)
Sans préjudice sans correctif (SPSC)

Non fondée

Protecteur du citoyen

Service des réclamations

NOMBRE TOTAL DE PLAINTES POUR L'ENSEMBLE DES TERRITOIRES								
PLAINTES	Abitibi...	Laval...	Estrie...	Montréal	Gaspésie ...	Québec. ..	TOTAL	%
NOMBRE	15	49	58	137	23	60	**342**	**100**
FONDÉES	02	01	07	07	04	01	**22**	**6,43**
%	13,3	2,0	12	5,1	17,3	1,6		
NON-FONDÉES	13	47	41	125	19	59	**304**	**88,8**
%	86,6	95,9	70,6	91,2	82,6	98,3		
SERV. RÉCLAM.	-	01	10	04	-	-	**15**	**4,38**
%	-	5,5	17,2	2,9	-	-		
PROTECT. CITOYEN	-	-	-	01	-	-	**01**	**0,2**
%	-	-	-	0,7	-	-		
TOTAL							**342**	**100**

DIRECTION TERRITORIALE : **ABITIBI - TÉMISCAMINGUE - NORD DU QUÉBEC**

SYSTÈME DE TRAITEMENT DES PLAINTES DES PERSONNES INCARCÉRÉES

PLAINTES DE 3e NIVEAU POUR PÉRIODE DU 1er AVRIL 1996 AU 31 MARS 1997

Établissement :	Nbre	COTE								TYPE DE PLAINTE FONDÉE
		Fondée Avec préjudice avec correctif (APAC) Avec préjudice sans correctif (APSC) Sans préjudice avec correctifs (SPAC) Sans préjudice sans correctif (SPSC)	%	Non fondée	%	Protecteur du citoyen	%	Service des réclamations	%	
AMOS	15	2 : 2 (SPAC)	13,3	13	86,6					Soins médicaux (délai) (1) Absence temporaire (1)
TOTAL :	15	02	13,3	13	86,6					

DIRECTION TERRITORIALE :

LAURENTIDES - LAVAL
LANAUDIÈRE - OUTAOUAIS

SYSTÈME DE TRAITEMENT DES PLAINTES DES PERSONNES INCARCÉRÉES

PLAINTES DE 3e NIVEAU POUR PÉRIODE DU 1er AVRIL 1996 AU 31 MARS 1997

Établissement :	Nbre	COTE								TYPE DE PLAINTE FONDÉE
		Fondée Avec préjudice avec correctif (APAC) Avec préjudice sans correctif (APSC) Sans préjudice avec correctifs (SPAC) Sans préjudice sans correctif (SPSC)	%	**Non fondée**	%	**Protecteur du citoyen**	%	**Service des réclamations**	%	
HULL	18	1 : SPAC	5,5	16	88,8			01	5,5	Nourriture (1)
ST-JÉRÔME	31			31	100					
TOTAL :	49	01	2.0	47	95,9			01	2.0	

DIRECTION TERRITORIALE : **ESTRIE / MONTÉRÉGIE**

SYSTÈME DE TRAITEMENT DES PLAINTES DES PERSONNES INCARCÉRÉES

PLAINTES DE 3e NIVEAU POUR PÉRIODE DU 1er AVRIL 1996 AU 31 MARS 1997

Établissement	Nbe	COTE								TYPE DE PLAINTE FONDÉE
		Fondée Avec préjudice avec correctif (APAC) Avec préjudice sans correctif (APSC) Sans préjudice avec correctifs (SPAC) Sans préjudice sans correctif (SPSC)	%	Non fondée	%	Protecteur du citoyen	%	Service des réclamations	%	
SHERBROOKE	26	1 : 1 (SPSC)	3,8	17	65,3		-	8	30,7	Absence temporaire
SOREL	29	5 : 3 (SPSC) 1 (SPAC) 1 (APSC)	17,2	22	75,8		-	2	6,8	Perte de privilèges (1) Objets perdus (2) Gestion de sentence (1) Erreur de procédure (1)
WATERLOO	1	1 : 1 (APAC)	100							
STE-HYACINTHE	1			1	100					
COWANSVILLE	1			1	100					
TOTAL :	58 :	07	12	41	70,6		-	10	17,2	

DIRECTION TERRITORIALE : MONTRÉAL

SYSTÈME DE TRAITEMENT DES PLAINTES DES PERSONNES INCARCÉRÉES

PLAINTES DE 3e NIVEAU POUR PÉRIODE DU 1er AVRIL 1996 AU 31 MARS 1997

Établissement :	Nbre	COTE								TYPE DE PLAINTE FONDÉE
		Fondée Avec préjudice avec correctif (APAC) Avec préjudice sans correctif (APSC) Sans préjudice avec correctifs (SPAC) Sans préjudice sans correctif (SPSC)	%	**Non fondée**	%	**Protecteur du citoyen**	%	**Service des réclamations**	%	
MONTRÉAL	41	5 : 2 (APAC) 2 (SPAC) 1 (SPSC)	12,1	34	82,9		-	02	4,8	Soins médicaux (1) Pertes de privilèges (1) Mesures de sécurité (1) Objets perdus Gestion de sentence (1)
RIV. PRAIRIES	84	2 : 2 (SPAC)	2,3	79	94	01	1,1	02	2,3	Hygiène (1) Vêtements (1)
TANGUAY	12			12	100					
TOTAL :	137	07	5,1	125	91,2	01	0,7	04	2,9	

DIRECTION TERRITORIALE : GASPÉSIE - ILES-DE-LA-MADELEINE
BAS-ST-LAURENT - CÔTE-NORD

SYSTÈME DE TRAITEMENT DES PLAINTES DES PERSONNES INCARCÉRÉES

PLAINTES DE 3e NIVEAU POUR PÉRIODE DU 1er AVRIL 1996 AU 31 MARS 1997

Établissement :	Nbre	COTE								TYPE DE PLAINTE FONDÉE
		Fondée Avec préjudice avec correctif (APAC) Avec préjudice sans correctif (APSC) Sans préjudice avec correctifs (SPAC) Sans préjudice sans correctif (SPSC)	%	**Non fondée**	%	**Protecteur du citoyen**	%	**Service des réclamations**	%	
BAIE-COMEAU	10	2 : 2 (SPAC)	20	8	80					Transferts - transports (2)
N.-CARLISLE	02			2	100					
RIMOUSKI	10	2 : 1 (APAC) 1 (SPAC)	20	8	80					Soins médicaux (délai) (1) Membre du personnel (1)
SEPT-ILES	01			1	100					
TOTAL :	23	04	17,3	19	82,6					

DIRECTION TERRITORIALE :

QUÉBEC - MAURICIE-BOIS-FRANCS
CHAUDIÈRE APPALACHES
SAGUENAY - LAC-ST-JEAN

SYSTÈME DE TRAITEMENT DES PLAINTES DES PERSONNES INCARCÉRÉES

PLAINTES DE 3e NIVEAU POUR PÉRIODE DU 1er AVRIL 1996 AU 31 MARS 1997

Établissement :	Nbre	COTE								TYPE DE PLAINTE FONDÉE
		Fondée Avec préjudice avec correctif (APAC) Avec préjudice sans correctif (APSC) Sans préjudice avec correctifs (SPAC) Sans préjudice sans correctif (SPSC)	%	**Non fondée**	%	**Protecteur du citoyen**	%	**Service des réclamations**	%	
C.D.Q. (MASC.)	44	1 : (SPSC)	2,2	43	97,7					Cantine
C.D.Q. (FÉM.)	01			01	100					
CHICOUTIMI	06			06	100					
ROBERVAL	03			03	100					
TRS-RIVIÈRES	06			06	100					
TOTAL :	**60**	**01**	**1,6**	**59**	**98,3**					

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

8. DIVERSES INFORMATIONS (CAPACITÉ D'ACCUEIL, TAUX D'OCCUPATION, DÉPENSES, ETC.)

POUR CHACUN DES CENTRES DE DÉTENTION

Direction générale des services correctionnels
Données financières des centres de détention 94-95 / 95-96 / 96-97

Centres de détention	Nb. de places			Taux d'occupation			Dépenses avec loyer			Per diem avec loyer		
	94-95	95-96	96-97	94-95	95-96	96-97	94-95	95-96	96-97	94-95	95-96	96-97
GROUPE A			(97-02-10)			(estimé)			(¹estimé)			(estimé)
Détention Montréal(Bordeaux)	949	985	985	0.96	0.93	0.97	38 589.4	39 376.0	37 782.8	116 $	117 $	108 $
CDQ	477	477	477	1.08	1.09	1.13	29 953.8	30 023.0	29 857.6	160 $	158 $	152 $
*Rivière des prairies (Parthenais)	466	466	470	0.93	0.82	0.88	28 138.2	27 511.0	29 411.8	179 $	197 $	194 $
GROUPE B												
Laval (B-16)	147	0	0	0.98	0.64	0.00	4 976.4	1 498.6		95 $	173 $	
Maison Tanguay	132	132	132	1.28	1.19	1.06	7 828.4	7 808.7	7 442.8	127 $	136 $	145 $
St-Jérôme	130	130	224	0.85	1.28	1.16	8 374.5	13 644.6	15 535.5	207 $	224 $	164 $
Sherbrooke	158	158	158	0.98	0.99	1.09	8 729.8	8 631.6	8 921.7	155 $	152 $	142 $
Trois-Rivières	134	154	154	1.24	1.08	1.07	7 988.0	7 985.0	7 786.8	132 $	131 $	130 $
**Waterloo	180	180	0	0.99	0.99	0.64	6 474.0	6 309.9	1 604.1	100 $	97 $	**
Hull	86	109	131	1.28	1.02	1.14	7 099.1	8 419.7	10 110.8	177 $	207 $	185 $
GROUPE C												
Amos	82	82	82	0.96	0.91	0.94	4 552.6	4 506.2	4 408.2	159 $	166 $	156 $
Baie-Comeau	92	92	92	0.76	0.77	0.81	3 527.3	3 517.3	3 423.6	139 $	136 $	126 $
Chicoutimi	62	62	62	0.95	0.93	0.95	2 676.0	2 718.5	2 751.7	126 $	129 $	128 $
Roberval	60	60	60	0.85	0.90	0.92	2 367.0	2 410.3	2 234.6	128 $	122 $	111 $
**St-Hyacinthe	65	65	0	0.93	1.06	0.80	3 322.4	3 590.4	1 134.3	153 $	142 $	**
Sorel	65	65	65	1.04	1.03	1.21	3 211.6	3 144.1	3 454.5	131 $	129 $	120 $
GROUPE D												
**Cowansville	56	56	0	0.83	0.84	0.49	2 338.0	2 260.7	800.5	138 $	132 $	**
**Joliette	41	30	0	1.16	1.24	0.13	2 582.6	2 518.0	1 512.6	152 $	186 $	**
New-Carlisle	64	64	64	0.84	0.80	0.92	2 778.6	2 725.8	2 951.9	142 $	146 $	137 $
Rimouski	44	68	68	0.98	0.90	1.07	3 525.1	4 846.3	4 986.4	224 $	218 $	188 $
Valleyfield	52	52	52	1.03	1.10	1.05	2 432.4	2 408.9	2 509.4	124 $	115 $	126 $
GROUPE E												
**Rivière-du-loup	20	32	0	1.28	1.00	0.62	2 344.4	3 440.0	1 488.6	251 $	293 $	**
Sept-Iles	19	19	19	0.88	0.93	0.97	1 567.1	1 643.9	1 631.9	258 $	255 $	244 $
Havre-Aubert	2	2	2	0.29	0.33	0.36	182.0	170.8	194.3	858 $	706 $	748 $
Total	**3583**	**3540**	**3297**	**0.99**	**0.96**	**0.99**	**186 169.6**	**191 282.0**	**182 592.0**	**144 $**	**151 $**	**147 $**

NOTE :

*Parthenais est devenu Rivière-des-praires le 26 octobre 1996.

**Ces Centres de détention ayant été fermés le 1er juillet 1996, les per diem 96-97 sont non-significatifs.

¹L'estimé des dépenses 96-97 comprend les dépenses centrales relatives à la CSST et aux achats regroupés (télécommunication, véhicules, vêtements,informatique et déménagement), qui sont inscrites au centre provisoire.
La répartition de ces dépenses centrales à chacun des centres de détention est effectuée au prorata de la masse salariale et de la capacité de chacun des établissements.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

9. BILAN 1996-1997 DU PROGRAMME DE TRAVAIL AUPRÈS D'ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION :Bilan pour l'année 1996-1997 du programme de sentences intermittentes en remplacement des sentences de fins de semaine.

ORGANISME	LOCALITÉ	CLIENTÈLE	ACHALANDAGE (JOURS)	Dépenses ($)
La Piaule d'Amos	Amos	Hommes et Femmes	359	5 280.89
Maison du Compagnon	Ville-Marie	Hommes et Femmes	200	2 942.00
Maison du Soleil Levant	Rouyn-Noranda	Hommes et Femmes	364	5 354.44
La Piaule de Val-d'Or	Val-d'Or	Hommes et Femmes	426	6 266.46
Manoir du Chemin	Senneterre	Hommes et Femmes	88	1 294.48
Unité Point de Départ	Joliette	Hommes	556	8 178.76
C.R.C. Curé Labelle	St-Jérôme	Hommes	685	10 076.35
Maison Radisson	Trois-Rivières	Hommes	382	5 619.22
Arc en Soi	Rivière-du-Loup	Hommes	466	6 854.86
Le Coin des Femmes, Sept-Iles	Sept-Iles	Femmes	16	235.36
Maison FVAT Sept-Iles inc.	Sept-Iles	Femmes	155	2 280.05
TOTAL			**3012**	**54 382.57**

L'objectif du programme est d'administrer les décisions des tribunaux à l'égard des personnes condamnées à purger de façon discontinue leur sentence d'incarcération.

Dans le cadre de ce programme, la ressource fournit le gîte, les repas du midi, le soutien et le support aux personnes condamnées à purger une sentence intermittente. Les sentences intermittentes sont habituellement purgées durant les fins de semaine. Le tarif payé à la ressource qui reçoit la personne condamnée est de 14.71 $ par jour.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

10. BILAN POUR 1996-1997 DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DE RÉHABILITATION SOCIALE

(L'information fournie traite de contrats de service et non d'aide financière)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION :Bilan pour l'année 1996-1997 de l'aide financière accordée aux organismes communautaires de réhabilitation sociale.		
1. **Santé mentale et toxicomanie :**	870.0 $	Voir annexe 1 pour le détail.
2. **Hébergement communautaire :**		
2.1 Centres résidentiels communautaires :	6 672.1 $	
2.2 Centres d'hébergement communautaire :	810.3 $	
2.3 Foyers d'accueil :	387.2 $	
SOUS-TOTAL :	7 869.6 $	Voir annexe 2 pour le détail.
3. **Ateliers de réinsertion par le travail :**		
3.1 Maison Radisson Inc. :	72.8 $	
3.2 Établissements Gentilhomme Inc.	309.0 $	
SOUS-TOTAL :	381.8 $	
4. **Programme de travaux compensatoires :**	2 175.8 $	Voir annexe 3 pour le détail.
5. **Programme d'encadrement en milieu ouvert :**	7.8 $	Voir annexe 4 pour le détail.
6. **Programme de sentences intermittentes :**	122.6 $	Voir annexe 5 pour le détail.
7. **Achat de programmes communautaires :**	448.5 $	Mesures alternatives à l'incarcération, réinsertion...
TOTAL :	11 876.1 $	(Milliers dollars)

ANNEXE 1

SANTÉ MENTALE	DÉPENSES ESTIMÉES 1996-97
Guy Lalonde	26.0
Arthur Mayer	3.0
France Myles Labelle	6.7
Martine Nadon	6.7
Yolande Nadon	12.8
L'Intervalle	86.6
L'Entretoit	90.2
Résidence Fleurie	9.0
Aurèle Michaud	51.9
Résidence Lafleur	86.6
P.E.C.H.	57.3
R.E.S.S.A.C.	95.8
Maison de Job	8.5
TOTAL	**541.1**

TOXICOMANIE	DÉPENSES ESTIMÉES 1996-97
Maison Mélaric	186.7
Le Portage	74.4
La Boussole	18.9
Centre sur l'Autre Rive	21.6
La Source des Monts	10.4
L'Arrimage	16.9
TOTAL	**328.9**

ANNEXE 2

CENTRES RÉSIDENTIELS COMMUNAUTAIRES	DÉPENSES ESTIMÉES 1996-97
C.R.C. d'Amos	442.8
Transport autochtone	30.0
Agence Sociale de l'Outaouais	368.0
C.R.C. Curé Labelle	585.8
L'Espadrille	642.1
Maisons de transition de Montréal	536.2
Société Élizabeth Fry	445.5
L'Issue	405.8
Maison Waseskun	130.4
Maison Charlemagne	448.6
Carrefour Nouveau Monde	83.1
Centre d'accueil Le Joins-Toi	192.3
Réno-Vie	312.2
Service d'aide aux prisonniers de Sherbrooke	188.4
Maison Radisson	362.0
C.R.C. de Roberval	331.0
Expansion Femmes	294.8
Maison Painchaud	243.5
Pavillon Robert Deschesnes	437.8
Arc en Soi	191.8
TOTAL	**6 672.1**

CENTRE D'HÉBERGEMENT COMMUNAUTAIRES	DÉPENSES ESTIMÉES 1996-97
Maison Décision	184.3
Auberge Sous mon Toit	32.9
Réhabilitation Beauce	276.4
Maison Henri Lavoie	157.9
Résidence Le Rivage	93.5
Maison Radisson	65.3
TOTAL	**810.3**

FOYERS D'ACCUEIL	DÉPENSES ESTIMÉES 1996-97
27 foyers d'accueil	289.2
Coordination des foyers	98.0
TOTAL	**387.2**

ANNEXE 3

PROGRAMME DE TRAVAUX COMPENSATOIRES	DÉPENSES ESTIMÉES 1996-97
Unité Domrémy Mont-Joli Inc.	87.8
Centre de bénévolat du Lac	34.1
ACSM, section Saguenay	103.8
Organisation anti-pauvreté Québec Inc.	262.9
Service d'aide aux prisonniers de Sherbrooke	126.3
YMCA de Montréal	417.5
Centre de bénévolat de Laval Inc.	333.1
Centre de bénévolat de la Rive-Sud Inc.	307.1
Organisation anti-pauvreté de la Mauricie	177.9
SAC, Outaouais Inc.	162.6
Centre ressource jeunesse	88.5
Centre de bénévolat Manicouagan Inc.	33.0
Centre d'action bénévole de Sept-Iles Inc.	41.2
TOTAL	**2 175.8**

ANNEXE 4

PROGRAMME D'ENCADREMENT EN MILIEU OUVERT	DÉPENSES ESTIMÉES 1996-97
R.E.S.S.A.C.	2.4
L'Âtre de Sept-Iles	5.4
TOTAL	**7.8**

ANNEXE 5

SENTENCES INTERMITTENTES	DÉPENSES ESTIMÉES 1996-97
La Piaule d'Amos	5.2
Maison du Compagnon	3.1
Maison du Soleil Levant	9.2
La Piaule de Val-d'Or	8.4
Unité Point de Départ	32.3
C.R.C. Curé Labelle	33.0
Maison Radisson	8.8
Arc en Soi	8.4
Diane Lachance	2.2
Maison des Femmes, Baie-Comeau	2.9
Le Coin des Femmes, Sept-Iles	1.5
L'Âtre de Sept-Iles	4.6
Maison Bon Pasteur	0.8
Centre Le Tremplin	2.2
TOTAL	**122.6**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

11. RÉPARTITION DES EFFECTIFS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC AU 31 DÉCEMBRE 1996 ET AU 31 MARS 1997

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

12. RÉPARTITION DES MEMBRES DES ESCOUADES CARCAJOU, GRICO ET GRIZZLY DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC AU 31 MARS 1997

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

13. NOMBRE D'HEURES ET COÛT PAR POSTES DU TEMPS SUPPLÉMENTAIRE EFFECTUÉ À LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

14. LISTE DES NOUVEAUX OFFICIERS ET AGENTS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC ET DE CEUX QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROMOTION POUR 1996-1997

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

15. EFFECTIF DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC AFFECTÉ À LA SURVEILLANCE DE CHACUN DES TERRITOIRES AUTOCHTONES

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

16. LISTE DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATION

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 16 : Liste des services de télécommunication avec précisions, pour chacune des régions, de l'effectif et des coûts réels qu'ils représentent.

PROGRAMME	COMMUNICATIONS TÉLÉPHONIQUES	TÉLÉSERVICES	RADIOCOMMU-NICATIONS	INFORMATIQUE	TOTAL
1.1 Direction et services supports à la gestion	174,8	10,3	23,6	472,8	681,5
1.2 Régie des alcools, des courses et des jeux	212,0	20,0	9,1	52,2	293,3
3.1 Services correctionnels	1 103,8	58,3	305,6	0,2	1 467,9
3.2 Commission québécoise des libérations conditionnelles	28,2	1,2	-	-	29,4
4.1 Expertises judiciaires 4.2 Affaires policières, Sécurité-protection, Sécurité civile	245,9	26,7	134,2	-	406,8
4.4 Commissaire à la déontologie policière	19,5	0,9	-	-	20,4
4.5 Comité de déontologie policière	25,0	2,1	0,9	-	28,0
4.6 Bureau du Coroner	29,2	1,9	13,3	0,3	44,7
TOTAL:	1 838,4	121,4	486,7	525,5	2 972,0

NOTE: Compte tenu que les services sont facturés centralement, il est impossible de fournir le détail des coûts par région ainsi qu'en relation avec l'effectif.
Ces chiffres sont des estimés basés sur la facturation d'avril à octobre 1997.

SGF/150 (97-03)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

17. NOMBRE DE PLAINTES ADRESSÉES AU COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION : Nombre de plaintes adressées en 1996 - 1997 au Commissaire à la déontologie policière avec précisions sur: - le nombre de plaintes par poste; - leur nature; - le traitement apporté et les décisions, le cas échéant.

Nombre de plaintes reçues entre le 1er avril 1996 et le 28 février 1997 **982**

1) Répartition par corps policiers:

- Sûreté du Québec	252	
- Service de police de la Communauté urbaine de Montréal	324	
- Corps de police municipaux	413	
- Constables spéciaux	15	
- Autres	07	
TOTAL:	1 011	*

* Une plainte peut impliquer des policiers de plus d'un corps de police

2) Nature des plaintes selon les articles du Code de déontologie des policiers du Québec (1er avril 1996 au 28 février 1997)

- Article 5 (comportement et language):	385	
- Article 6 (abus d'autorité):	912	
- Article 7 (non respect de la loi):	408	
- Article 8 (manque de probité):	120	
- Article 9 (conflit d'intérêt):	7	
- Article 10 (non respect des droits de la personne):	72	
- Article 11 (usage des équipements):	62	
- Autres:	43	*
TOTAL:	2 009	

* Il peut y avoir plus d'un manquement déontologique par plainte.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION : **Nombre de plaintes adressées en 1996 - 1997 au Commissaire à la déontologie policière avec précisions sur: - le nombre de plaintes par poste; - leur nature; - le traitement apporté et les décisions, le cas échéant.**

3) Traitement à la réception:

- Désistements:	12
- Plaintes refusées:	366
- Enquêtes:	575
- Conciliations:	92
- En attente de renseignements additionnels:	98
- À l'étude:	59
	1 202

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

18. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS EN 1996-1997 PAR LE COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 18 : Nombre de dossiers traités, en 1996-1997, par le Comité de déontologie policière, en précisant, pour chacun des dossiers, la nature, le traitement, le résultat final avec la décision rendue, selon les postes visés.

Provenance	Dossiers reçus du 1996-04-01 au 1997-03-12	Décisions rendues du 1996-04-01 au 1997-03-12		
Citations	264	155 :	100	non dérogatoires
			55	dérogatoires
Révisions	161	142 :	106	rejetées
			36	acceptées
Enquêtes publiques	0	0 :	0	non fondée
	—	—	0	fondée
	425	297		

Ventilation des décisions dérogatoires du 1996-04-01 au 1997-03-12

Dossiers de citations dérogatoires :	55
Sanctions rendues	49(*)
En attente de sanction :	12
Avertissement	8
Réprimande	14
Suspension 1 à 11 jours	27
Rétrogradation	—
Destitution	—

(*) Incluant les 6 décisions en attente de sanction au 1996-03-31.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

19. LISTE DES MEMBRES DU COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION : 19 – Liste des membres du Comité de déontologie policière avec leurs responsabilités.

COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE
Liste des membres par division au 31 mars 1997

M^e^ CLAUDE BRAZEAU, président

SÛRETÉ DU QUÉBEC

Membres avocats

NADEAU, Me Jean Y., vice-président
BLAIS, Me Jean-Marie

Membres policiers

LEDUC, Jean-Paul
TURCOTTE, Jean-Claude

Membres socio-économiques

MORISSETTE, Anne

* Membre socio-économique à temps partiel à honoraires
** Membre policier à temps partiel

33 membres
15 membres à temps plein
18 membres à temps partiel

CORPS DE POLICE MUNICIPAUX

Membres avocats

LEVESQUE, Me Suzanne, vice-présidente
MONETTE, Me Jacques

Membres policiers

BÉDARD, René
TRUDEAU, Pierre**
VERMETTE, Marcel

Membres socio-économiques

LEBLANC, Des-Neiges
MATHURIN, Sylvie
PILOTE, Louis-Marie

S.P.C.U.M.

Membres avocats

MIGNAULT, Me Gilles, vice-président
IUTICONE, Me Richard W.

Membres policiers

DEMERS, Bernard**
LELIÈVRE, Gilles**
MIRON, Michel**
OSTIGUY, Lison**
ST-JEAN, Robert**
SURPRENANT, Yves**

Membres socio-économiques

DELAÎTRE-MICHAUD, Carole*
DESFORGES, Robert*
FROSST, Sandra*
HOGUES, Léo*
HYPPOLITE, Keder*
LAM, Cynthia*
LEBRUN, Claude*
MARCHESSAULT-LUSSIER, Lucie*
MORRISON, Kenneth Allan*
TAYLOR, Hedy*
TRÉPANIER, Andrée*

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

20. NOMBRE DE POLICIERS AFFECTÉS À LA LUTTE À LA CONTREBANDE D'ALCOOL ET D'ARMES

Note : Un complément d'information à ce sujet se retrouve dans le Cahier de la Sûreté du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières, Sécurité et protection, Sécurité civile - 04.02

QUESTION 20 : Nombre de policiers affectés à la lutte à la contrebande d'alcool et d'armes pour 1996-1997

CORPS DE POLICE MUNICIPAUX

. Contrebande d'alcool

Dans le cadre de la réalisation du plan d'action du comité ACCÈS, environ 50 policiers du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal et 4 policiers du Service de police de ville de Laval ont été affectés à la lutte à la contrebande d'alcool, en sus des policiers de la Sûreté du Québec et de la GRC.

. Contrebande d'armes

Le ministère ne dispose pas de statistiques à ce sujet puisque cette donnée n'est pas systématiquement prise en compte dans la déclaration uniforme de la criminalité.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

21. NOMBRE ET VALEUR DES SAISIES EFFECTUÉES RELATIVEMENT À LA CONTREBANDE D'ALCOOL ET D'ARMES

Note : Un complément d'information à ce sujet se retrouve dans le Cahier de la Sûreté du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières, Sécurité et protection, Sécurité civile - 04.02

QUESTION 21 : Concernant la contrebande d'alcool et d'armes, nombre et valeur approximative des saisies effectuées par la Sûreté du Québec et les corps de police municipaux en 1996-1997

CORPS DE POLICE MUNICIPAUX

. Contrebande d'alcool

198 505 contenants de boissons alcooliques ont été saisis par les policiers et remis à la Société des alcools du Québec en 1996-1997, dont 143 817 pour l'ouest du Québec (entrepôt de Montréal) et 54 688 pour l'est du Québec (entrepôt de Québec). Le Service de police de la Communauté urbaine de Montréal a saisi 18 308 contenants lors de 626 opérations, tandis que les autres services policiers municipaux ont saisi 24 676 contenants lors de 82 opérations.

. Contrebande d'armes

Le Ministère ne dispose pas de statistiques à ce sujet puisque cette donnée n'est pas systématiquement prise en compte dans la déclaration uniforme de la criminalité.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

22. NOMBRE ET VALEUR DES SAISIES EFFECTUÉES RELATIVEMENT AUX APPAREILS DE VIDÉO-POKER

Note : Un complément d'information à ce sujet se retrouve dans le Cahier de la Sûreté du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières, Sécurité et protection, Sécurité civile - 04.02

QUESTION 22 : Concernant les appareils de vidéo-poker, nombre et valeur des saisies effectuées par la Sûreté du Québec et les corps de police municipaux depuis 1992

Depuis l'été 1994 et jusqu'à l'automne 1995, trois opérations ont été déclenchées en regard de l'exploitation des appareils de loterie-vidéo illégaux: ORAGE, BARBOTTE et JOCUS.

Depuis l'automne 1995, deux autres opérations ont été déclenchées : ÉCLAT (Sûreté du Québec) et CigAL (SPCUM). Elles sont la suite de l'opération JOCUS.

À partir du printemps 1996, les opérations MAGNUM et MAGNUM-ENQUÊTES CIBLÉES ont été déclenchées au SPCUM, de même que l'opération ÉTAL au Service de police de Laval tandis que l'opération ÉCLAT de la SQ se poursuivait.

L'OPÉRATION ORAGE

L'opération ORAGE permet de porter des accusations en vertu du Code criminel (plutôt qu'en vertu de la Loi sur les loteries, les appareils d'amusement et les concours publicitaires pour BARBOTTE) pour la tenue de maisons de jeu où sont exploités des appareils de loterie-vidéo illégaux. Les policiers doivent, dans ce type d'accusation, recueillir la preuve que les parties gratuites sont monnayées par les exploitants. Les perquisitions qui en ont résulté ont amené le dépôt de plaintes criminelles et l'arrestation de plusieurs personnes à l'occasion des interventions policières.

L'OPÉRATION BARBOTTE

À la suite des décisions des juges Toth et Galipeault en mars 1995, cette opération a été suspendue afin de permettre au ministère de la Justice de procéder à l'élaboration d'un projet de mandat de perquisition à proposer aux services de police pour répondre aux différentes préoccupations énoncées par la Cour supérieure. Mentionnons que le juge Jean-François Dionne a validé, dans un jugement prononcé le 20 octobre 1995 dans l'affaire Martin Huard, le mandat-type utilisé en matière de loterie-vidéo et a, par le fait même, écarté le jugement du juge Toth.

L'opération BARBOTTE a comporté deux phases, une première s'étendant du 1er août 1994 au 27 novembre 1994 et une deuxième couvrant la période du 28 novembre 1994 au 22 mars 1995. Elle a permis la saisie de 4 816 appareils lors de 1 571 perquisitions.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières, Sécurité et protection, Sécurité civile - 04.02

QUESTION 22 : Concernant les appareils de vidéo-poker, nombre et valeur des saisies effectuées par la Sûreté du Québec et les corps de police municipaux depuis 1992

L'OPÉRATION JOCUS et les opérations ÉCLAT et CigAL

L'opération JOCUS visait à vérifier l'immatriculation de l'ensemble des appareils de jeu et d'amusement opérés sur tout le territoire du Québec. Elle s'est réalisée de façon intensive du 9 au 18 mai 1995 et du 23 mai au 17 juin 1995 et s'est poursuivie jusqu'à l'automne 1995. Depuis lors, la Sûreté du Québec a déclenché l'opération ÉCLAT et le SPCUM, l'opération CigAl. Ces deux opérations ont combiné la lutte contre la contrebande au nettoyage des appareils illégaux.

En date du 21 février 1996, les opérations JOCUS, ÉCLAT et CigAl avaient donné lieu à la saisie de 7 433 appareils dont 2 594 qui ont été scellés et laissés sur place et 4 639 qui ont été acheminés vers les entrepôts de la RACJ. Parmi ceux-ci se trouvaient 3 107 appareils illégaux sur lesquels des accusations ont déjà été portées en vertu de la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement.

LES OPÉRATIONS ÉCLAT, MAGNUM et ÉTAL

Entre le 1er mai 1996 et le 30 janvier 1997, les policiers ont retiré 921 appareils illégaux supplémentaires. Ceci porte à 4 275 les appareils illégaux saisis à la suite des inspections et à 6 017 le nombre total des appareils saisis en entrepôt (excluant les 3 081 appareils scellés et laissés sur place).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

23. NOMBRE DE PLAINTES DE PROPRIÉTAIRES D'IMMEUBLES DONT L'UN DES LOCATAIRES A FAIT L'OBJET D'UNE PERQUISITION OU D'UNE INTERVENTION POLICIÈRE DANS SON LOGEMENT AU 31 MARS 1997

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

24. NOMBRE DE POLICIERS IMPLIQUÉS À TITRE DE TÉMOINS DANS UN DOSSIER JUDICIAIRE EN 1996-1997

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

25. LISTE DES EFFECTIFS DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX

MUNICIPALITÉS DONT LE TERRITOIRE EST ASSUJETTI À UN CORPS DE POLICE MUNICIPAL

	CODE	DÉSIGNATION	MUNICIPALITÉS	POPULATION SELON DÉCRE 1541-96	EFFECTIF 31 déc. 95
1	48025	V	ACTON VALE	4 798	6
2	93040	V	ALMA	26 467	37
3	88055	V	AMOS	13 996	19
4	66010	V	ANJOU (R: Montréal)	37 700	s.p.c.u.m.
5	40040	V	ASBESTOS	6 674	10
6	41055	M	ASCOT CORNER (R:East Angus)	2 375	
7	43015	SD	ASCOT / Lennoxville	8 662	15
8	81025	V	AYLMER	34 927	45
9	96020	V	BAIE-COMEAU	26 905	39
10	66110	V	BAIE-D'URFÉ (R: Montréal)	3 901	s.p.c.u.m.
11	66105	V	BEACONSFIELD (R: Montréal)	19 873	s.p.c.u.m.
12	70025	V	BEAUHARNOIS	6 665	11
13	23005	V	BEAUPORT (R: Québec)	72 259	
14	46035	V	BEDFORD	2 788	4
15	75010	P	BELLEFEUILLE (R: Saint-Jérôme)	11 780	
16	57040	V	BELOEIL / McMasterville	19 609	25
17	52035	V	BERTHIERVILLE	4 183	5
18	31085	V	BLACK LAKE (R: Thetford Mines)	4 552	
19	73015	V	BLAINVILLE	24 758	25
20	73005	V	BOISBRIAND	23 060	27
21	21045	SD	BOISCHATEL	4 069	3
22	73030	V	BOIS-DES-FILION (R: Terrebonne)	6 921	
23	59005	V	BOUCHERVILLE	36 198	48
24	47005	V	BROMONT	3 601	7
25	42015	CT	BROMPTON (R: Sherbrooke)	2 107	
26	42010	V	BROMPTONVILLE (R: Sherbrooke)	3 286	
27	58005	V	BROSSARD	68 414	81
28	76040	VL	BROWNSBURG (R: Lachute)	2 592	
29	81005	V	BUCKINGHAM (R: Gatineau)	11 429	
30	67020	V	CANDIAC	11 735	15
31	82020	M	CANTLEY (R:La Pêche MRC Les Collines-de-l'Outaouais)	4 733	
32	37055	V	CAP-DE-LA-MADELEINE	35 070	47
33	23065	V	CAP-ROUGE (R: Sainte-Foy)	14 738	
34	34030	SD	CAP-SANTÉ	2 857	3
35	57010	V	CARIGNAN	5 703	5
36	57005	V	CHAMBLY	16 834	22
37	02030	V	CHANDLER	3 455	1
38	60005	V	CHARLEMAGNE (R: Le Gardeur)	6 379	
39	23030	V	CHARLESBOURG	73 962	84
40	25030	V	CHARNY (R: Saint-Jean-Chrysostome)	11 081	
41	67050	V	CHÂTEAUGUAY	42 246	50
42	82025	M	CHELSEA (R:La Pêche MRC Les Collines-de-l'Outaouais)	5 451	
43	99025	V	CHIBOUGAMAU	8 978	14
44	94050	V	CHICOUTIMI / Laterrière	64 616	75
45	15035	V	CLERMONT	3 450	3
46	44035	V	COATICOOK	6 942	7
47	59035	SD	CONTRECOEUR (R: Tracy)	5 891	
48	66055	C	CÔTE-SAINT-LUC (R: Montréal)	30 890	s.p.c.u.m.
49	46080	V	COWANSVILLE	12 533	11
50	67025	V	DELSON (R: Saint-Constant)	6 432	
51	72010	V	DEUX-MONTAGNES / Sainte-Marthe-sur-le-Lac	14 481	27
52	92025	V	DOLBEAU	8 417	11
53	66140	V	DOLLARD-DES-ORMEAUX (R: Montréal)	47 538	s.p.c.u.m.
54	34025	V	DONNACONA	6 304	7
55	66085	C	DORVAL (R: Montréal)	17 477	s.p.c.u.m.
56	49060	V	DRUMMONDVILLE	45 554	64
57	41060	V	EAST ANGUS / Ascot Corner / Westbury	3 837	6
58	77010	V	ESTÉREL	130	2
59	46115	V	FARNHAM	6 428	10
60	97035	V	FERMONT	3 860	6
61	43020	SD	FLEURIMONT (R: Sherbrooke)	15 309	

31 décembre 1996 SERVICE DES SYSTÈMES D'INFORMATION

MUNICIPALITÉS DONT LE TERRITOIRE EST ASSUJETTI À UN CORPS DE POLICE MUNICIPAL

	CODE	DÉSI-GNA-TION	MUNICIPALITÉS	POPULATION SELON DÉCRE 1541-96	EFFECTIF 31 déc. 95
62	22010	V	FOSSAMBAULT-SUR-LE-LAC (R:Loretteville)	877	
63	81015	V	GATINEAU / Buckingham / Masson-Angers	99 971	153
64	47015	V	GRANBY	45 194	61
65	47020	CT	GRANBY (CANTON)	11 219	15
66	36055	V	GRAND-MÈRE	14 841	20
67	58015	V	GREENFIELD PARK	18 637	30
68	66060	V	HAMPSTEAD (R: Montréal)	7 333	s.p.c.u.m.
69	71100	V	HUDSON	5 249	9
70	81020	V	HULL	65 764	132
71	56085	V	IBERVILLE (R: Saint-Jean-sur-Richelieu)	9 882	
72	61025	V	JOLIETTE	18 308	31
73	94070	V	JONQUIÈRE	59 734	71
74	66100	V	KIRKLAND (R: Montréal)	17 725	s.p.c.u.m.
75	94040	V	LA BAIE	21 647	31
76	15015	V	LA MALBAIE-POINTE-AU-PIC	5 009	7
77	82035	M	LA PÊCHE / Cantley / Chelsea / L'Ange-Gardien / Pontiac / Val-des-M	6 265	23
78	64020	P	LA PLAINE	11 840	14
79	14085	V	LA POCATIÈRE	4 925	8
80	67015	V	LA PRAIRIE	15 839	20
81	87090	V	LA SARRE	8 660	8
82	90010	V	LA TUQUE	13 211	17
83	64005	V	LACHENAIE	16 875	18
84	66080	V	LACHINE (R: Montréal)	35 729	s.p.c.u.m.
85	76020	V	LACHUTE / Brownsburg	12 258	17
86	22040	SD	LAC-BEAUPORT (R:Loretteville)	4 800	
87	46075	V	LAC-BROME	5 048	7
88	22902	NO	LAC-CROCHE (R:Loretteville)	11	
89	22030	V	LAC-DELAGE (R:Loretteville)	361	
90	30030	V	LAC-MÉGANTIC	5 941	8
91	23040	SD	LAC-SAINT-CHARLES (R: Loretteville)	7 858	
92	22015	V	LAC-SAINT-JOSEPH (R:Loretteville)	151	
93	75035	VL	LAFONTAINE (R: Saint-Jérôme)	8 056	
94	66040	V	LASALLE (R: Montréal)	74 777	s.p.c.u.m.
95	94045	V	LATERRIÈRE (R: Chicoutimi)	4 836	
96	65005	V	LAVAL	335 009	435
97	60010	V	LE GARDEUR / Charlemagne	15 743	22
98	99005	V	LEBEL-SUR-QUÉVILLON	3 463	6
99	58025	V	LEMOYNE (R: Saint-Hubert)	5 718	
100	43010	V	LENNOXVILLE (R: Ascot)	4 209	
101	67055	V	LÉRY	2 572	2
102	24020	V	LÉVIS / Pintendre	42 635	53
103	58030	V	LONGUEUIL	137 134	196
104	23045	V	LORETTEVILLE / Lac-Saint-Charles / Saint-Émile / MRC de la Jacque	14 858	49
105	73025	V	LORRAINE	9 180	6
106	56070	SD	L'ACADIE (R: Saint-Jean-sur-Richelieu)	5 356	
107	23055	V	L'ANCIENNE-LORETTE	15 929	17
108	82005	M	L'ANGE-GARDIEN (R: La Pêche MRC Les Collines-de-L'Outaouais)	3 014	
109	94010	SD	L'ANSE-SAINT-JEAN	1 309	0
110	60027	V	L'ASSOMPTION / Saint-Gérard-Majella	12 341	17
111	66150	P	L'ÎLE-BIZARD (R: Montréal)	11 499	s.p.c.u.m.
112	66090	V	L'ÎLE-DORVAL (R: Montréal)	3	s.p.c.u.m.
113	71060	V	L'ÎLE-PERROT / Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	8 759	19
114	45075	CT	MAGOG (CANTON) (R: Magog)	4 745	
115	45070	V	MAGOG / Magog (canton)	14 669	29
116	55045	V	MARIEVILLE	5 426	7
117	64015	V	MASCOUCHE	28 913	27
118	81010	V	MASSON-ANGERS (R: Gatineau)	6 229	
119	08055	V	MATANE	12 725	19
120	57025	VL	MCMASTERVILLE (R: Beloeil)	3 908	
121	67045	V	MERCIER	8 723	10
122	93010	V	MÉTABETCHOUAN	3 453	1

31 décembre 1996 SERVICE DES SYSTÈMES D'INFORMATION

MUNICIPALITÉS DONT LE TERRITOIRE EST ASSUJETTI À UN CORPS DE POLICE MUNICIPAL

	CODE	DÉSIGNATION	MUNICIPALITÉS	POPULATION SELON DÉCRE 1541-96	EFFECTIF 31 déc. 95
123	74005	V	MIRABEL	19 980	24
124	92020	V	MISTASSINI	7 038	6
125	18050	V	MONTMAGNY	11 830	15
126	66025	V	MONTRÉAL (S.P.C.U.M.)	1 030 678	4 018
127	66005	V	MONTRÉAL-EST (R: Montréal)	3 815	s.p.c.u.m.
128	66020	V	MONTRÉAL-NORD (R: Montréal)	86 641	s.p.c.u.m.
129	66045	V	MONTRÉAL-OUEST (R: Montréal)	5 248	s.p.c.u.m.
130	09075	V	MONT-JOLI	6 489	9
131	79085	V	MONT-LAURIER	8 177	11
132	66070	V	MONT-ROYAL (R: Montréal)	18 450	s.p.c.u.m.
133	57035	V	MONT-SAINT-HILAIRE	12 995	15
134	77050	SD	MORIN-HEIGHTS	2 117	4
135	03025	V	MURDOCHVILLE	1 713	1
136	50070	V	NICOLET	5 041	5
137	92040	V	NORMANDIN	4 075	1
138	82010	M	NOTRE-DAME-DE-LA-SALETTE (R: La Pêche MRC Les Collines-de-L	707	
139	61030	SD	NOTRE-DAME-DES-PRAIRIES (R: Saint-Charles-Borromée)	6 803	
140	71065	P	NOTRE-DAME-DE-L'ÎLE-PERROT (R: L'Île-Perrot)	5 841	
141	57030	V	OTTERBURN PARK	6 402	6
142	66065	V	OUTREMONT (R: Montréal)	23 237	s.p.c.u.m.
143	77030	M	PIEDMONT (R: Prévost Régie Rivière-du-Nord)	1 624	
144	66130	V	PIERREFONDS (R: Montréal)	49 377	s.p.c.u.m.
145	71070	V	PINCOURT	10 477	13
146	24010	SD	PINTENDRE (R: Lévis)	5 696	
147	32040	V	PLESSISVILLE	7 151	8
148	72020	VL	POINTE-CALUMET	4 977	2
149	66095	V	POINTE-CLAIRE (R: Montréal)	28 014	s.p.c.u.m.
150	82030	M	PONTIAC (R:La Pêche MRC Les Collines-de-l'Outaouais)	4 819	
151	97020	V	PORT-CARTIER	7 633	14
152	75040	M	PRÉVOST / Piedmont / Sainte-Anne-des-Lacs	6 585	11
153	32030	V	PRINCEVILLE	4 028	7
154	23025	V	QUÉBEC / Beauport / Saint-Augustin-de-Desmaures / Vanier	175 039	430
155	60015	V	REPENTIGNY	56 555	49
156	42105	V	RICHMOND	3 219	4
157	10045	V	RIMOUSKI	32 397	43
158	12070	V	RIVIÈRE-DU-LOUP	14 354	21
159	91025	V	ROBERVAL	11 929	13
160	43030	V	ROCK FOREST	15 119	16
161	73020	V	ROSEMÈRE	12 226	17
162	86040	V	ROUYN-NORANDA	29 774	37
163	66145	V	ROXBORO (R: Montréal)	5 957	s.p.c.u.m.
164	77020	V	SAINTE-ADÈLE	5 314	10
165	78025	V	SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	5 908	10
166	73035	V	SAINTE-ANNE-DES-PLAINES (R: Terrebonne)	11 773	
167	66115	V	SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE (R: Montréal)	4 083	s.p.c.u.m.
168	77035	P	SAINTE-ANNE-DES-LACS (R: Prévost Régie Rivière-du-Nord)	1 792	
169	22045	SD	SAINTE-BRIGITTE-DE-LAVAL (R:Loretteville)	3 051	
170	67030	V	SAINTE-CATHERINE	10 399	11
171	22005	SD	SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER (R:Loretteville)	4 321	
172	23060	V	SAINTE-FOY / Cap-Rouge	74 328	117
173	66135	V	SAINTE-GENEVIÈVE (R: Montréal)	3 242	s.p.c.u.m.
174	25015	P	SAINTE-HÉLÈNE-DE-BREAKEYVILLE (R: Saint-Jean-Chrysostome)	3 246	
175	59010	V	SAINTE-JULIE / Saint-Amable	22 097	33
176	26030	V	SAINTE-MARIE	10 772	8
177	72015	V	SAINTE-MARTHE-SUR-LE-LAC (R: Deux-Montagnes)	8 232	
178	75030	SD	SAINTE-SOPHIE	8 067	6
179	73010	V	SAINTE-THÉRÈSE	26 373	36
180	77065	SD	SAINT-ADOLPHE-D'HOWARD	2 446	3
181	59015	SD	SAINT-AMABLE (R: Sainte-Julie)	6 218	
182	75020	V	SAINT-ANTOINE (R: Saint-Jérôme)	11 190	
183	56090	P	SAINT-ATHANASE (R: Saint-Jean-sur-Richelieu)	6 771	

31 décembre 1996 SERVICE DES SYSTÈMES D'INFORMATION

MUNICIPALITÉS DONT LE TERRITOIRE EST ASSUJETTI À UN CORPS DE POLICE MUNICIPAL

	CODE	DÉSI-GNA-TION	MUNICIPALITÉS	POPULATION SELON DÉCRE 1541-96	EFFECTIF 31 déc. 95
184	23070	P	SAINT-AUGUSTIN-DE-DESMAURES (R: Québec)	13 249	
185	57020	V	SAINT-BASILE-LE-GRAND	10 723	11
186	93030	SD	SAINT-BRUNO	2 681	0
187	57015	V	SAINT-BRUNO-DE-MONTARVILLE	25 259	29
188	55020	V	SAINT-CÉSAIRE	3 057	1
189	61035	SD	SAINT-CHARLES-BORROMÉE / Notre-Dame-des-Prairies	10 164	11
190	67035	V	SAINT-CONSTANT / Delson	19 535	23
191	62060	SD	SAINT-DONAT	3 176	6
192	43040	SD	SAINT-ÉLIE-D'ORFORD (R: Sherbrooke)	5 046	
193	23035	V	SAINT-ÉMILE (R: Loretteville)	7 231	
194	25010	SD	SAINT-ÉTIENNE-DE-LAUZON (R: Bernières-Saint-Nicolas)	7 734	
195	72005	V	SAINT-EUSTACHE	41 409	46
196	91040	V	SAINT-FÉLICIEN	10 656	13
197	22025	SD	SAINT-GABRIEL-DE-VALCARTIER (R:Loretteville)	2 965	
198	29075	V	SAINT-GEORGES	20 043	22
199	60045	P	SAINT-GÉRARD-MAJELLA (R: L'Assomption)	3 675	
200	58020	V	SAINT-HUBERT / Lemoyne	78 171	106
201	54045	V	SAINT-HYACINTHE	41 063	58
202	25020	V	SAINT-JEAN-CHRYSOSTOME / Charny / Ste-H.-Breakeyville / St-Ro	13 764	32
203	56080	V	SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU / Iberville / L'Acadie / Saint-Athanase	39 724	66
204	75015	V	SAINT-JÉRÔME / Bellefeuille / Lafontaine / St-Antoine	25 574	69
205	53050	V	SAINT-JOSEPH-DE-SOREL (R: Tracy)	2 126	
206	78080	V	SAINT-JOVITE	4 461	5
207	58010	V	SAINT-LAMBERT	22 148	34
208	66075	V	SAINT-LAURENT (R: Montréal)	73 358	s.p.c.u.m.
209	71105	P	SAINT-LAZARE	9 846	10
210	66015	V	SAINT-LÉONARD (R: Montréal)	74 083	s.p.c.u.m.
211	56075	V	SAINT-LUC	15 856	12
212	25040	SD	SAINT-NICOLAS / St-Étienne-de-Lauzon / St-Rédempteur	15 615	21
213	66050	V	SAINT-PIERRE (R: Montréal)	5 035	s.p.c.u.m.
214	25035	V	SAINT-RÉDEMPTEUR (R: Bernières-Saint-Nicolas)	6 341	
215	68055	V	SAINT-RÉMI	6 070	8
216	25025	V	SAINT-ROMUALD (R: Saint-Jean-Chrysostome)	10 637	
217	77040	VL	SAINT-SAUVEUR-DES-MONTS	2 749	5
218	70055	SD	SAINT-TIMOTHÉE (R: Salaberry-de-Valleyfield)	8 572	
219	70045	V	SALABERRY-DE-VALLEYFIELD / Saint-Timothée	28 516	53
220	66125	VL	SENNEVILLE (R: Montréal)	973	s.p.c.u.m.
221	97802	V	SEPT-ÎLES	25 683	57
222	22020	SD	SHANNON (R:Loretteville)	3 804	
223	36030	V	SHAWINIGAN	20 723	37
224	36035	V	SHAWINIGAN-SUD	12 038	15
225	43025	V	SHERBROOKE / Brompton / Bromptonville / Fleurimont / St-Élie-D'Orf	79 432	141
226	23020	V	SILLERY	13 082	21
227	53057	V	SOREL	24 964	32
228	22035	CU	STONEHAM-ET-TEWKESBURY (R:Loretteville)	4 714	
229	71075	SD	TERRASSE-VAUDREUIL	1 896	0
230	64010	V	TERREBONNE / Bois-des-Filion / Sainte-Anne-des-Plaines	44 425	61
231	31075	V	THETFORD MINES / Black Lake	18 669	31
232	53045	V	TRACY / Contrecoeur / Saint-Joseph-de-Sorel	13 568	27
233	37065	V	TROIS-RIVIÈRES	51 412	104
234	37070	V	TROIS-RIVIÈRES-OUEST	20 887	24
235	42055	V	VALCOURT	2 349	3
236	23050	V	VAL-BÉLAIR	17 951	17
237	82015	M	VAL-DES-MONTS (R:La Pêche MRC Les Collines-de-l'Outaouais)	5 943	
238	89005	V	VAL-D'OR	24 476	29
239	23010	V	VANIER (R: Québec)	11 321	
240	59020	V	VARENNES	15 809	12
241	71085	V	VAUDREUIL-DORION	18 595	22
242	66035	V	VERDUN (R: Montréal)	62 112	s.p.c.u.m.
243	39065	V	VICTORIAVILLE	38 191	45
244	47030	VL	WARDEN (R: Waterloo)	359	

MUNICIPALITÉS DONT LE TERRITOIRE EST ASSUJETTI À UN CORPS DE POLICE MUNICIPAL

	CODE	DÉSI-GNA-TION	MUNICIPALITÉS	POPULATION SELON DÉCRE 1541-96	EFFECTIF 31 déc. 95
245	47025	V	WATERLOO / Warden	4 187	7
246	41065	CT	WESTBURY (R:East Angus)	1 008	
247	66030	V	WESTMOUNT (R: Montréal)	20 506	s.p.c.u.m.
248	42090	V	WINDSOR	4 960	7

Nombre de municipalités protégées par un corps de police municipal 248 | Population totale 5 612 412 | Nbre total policiers 8 859

Nombre de corps de police 156

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

26. LISTE DE TOUTES LES INTERVENTIONS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC AUPRÈS DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

27. NOMBRE D'AGENTS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC AFFECTÉS À DES CORPS POLICIERS MUNICIPAUX

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

28. LISTE DE TOUTES LES DÉPENSES RELATIVES À LA RÉSIDENCE OFFICIELLE DU 1080 RUE DES BRAVES

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

29. LISTE DES LOIS ET RÈGLEMENTS EN PROCESSUS D'ÉLABORATION OU DE MODIFICATION AU MINISTÈRE

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 29 : Liste des lois et règlements en processus d'élaboration ou de modification au Ministère, avec la date du début du processus et l'état d'avancement.

Titre		État d'avancement des travaux
Projet de Loi modifiant la Loi sur l'organisation policière (L.R.Q., c. O-8.1)	Printemps 1997	En cours de rédaction.
Projet de Loi modifiant la Loi sur les services correctionnels (L.R.Q., c. S-4.01)	Printemps 1997	En cours de rédaction.
Projet de Loi modifiant la Loi sur la Régie des alcools, des courses et des jeux et modifiant diverses dispositions législatives en matière de boissons alcooliques	Printemps 1997	En cours de rédaction.
Projet de Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (L.R.Q., c. L-6) et la Loi sur la Régie des alcools, des courses et des jeux (L.R.Q., c. R-6.1)	Printemps 1997	En cours de rédaction.
Projet de Règlement modifiant le Règlement sur les droits et frais payables en vertu de la Loi sur les permis d'alcool (R.R.Q., c. P-9.1, r. 5.01)	Printemps 1997	En cours de rédaction.
Projet de Règlement modifiant le Règlement sur les appareils d'amusement (R.R.Q., c. L-6, r. 2)	Printemps 1997	En cours de rédaction.

Note : Projets de lois et de règlements qui ont déjà reçu l'accord de principe des autorités ministérielles pour leur adoption.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

30. LISTE DES PROGRAMMES D'AIDE DE LA SÉCURITÉ CIVILE

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières, Sécurité et protection, Sécurité civile - 04.02

QUESTION 30 : Liste des programmes d'aide mis sur pied pour la sécurité civile, avec un bilan, par programme: a) du budget; b) de l'effectif; c) des dépenses; d) du nombre et de la nature des réclamations

Programme	Réclamations		Aide financière engagée
	Nature	Nombre	
Stabilisation d'un talus Pointe-aux-Outardes Décret 550-96 du 8 mai 1996	Particulier	1	37 506,14
Inondations survenues au cours des mois d'avril et mai 1996 Décret 763-96 du 19 juin 1996	Dommages aux biens (particuliers)	3	521,23
Pluies abondantes survenues au cours des mois de mai, juin et juillet 1996 Décret 893-96 du 10 juillet 1996	Frais d'hébergement	1	
	Dommages aux biens (particuliers)	91	
	Dommages aux biens et dépenses d'urgence (municipalités)	15	
	Dommages aux biens (entreprises)	28	
	Immeuble locatif (propriétaire occ.)	8	73 247,89
Pluies diluviennes survenues les 19 et 20 juillet 1996	Aide humanitaire	1749	4 372 500,00
	Frais d'hébergement	1069	
Décret 932-96 du 22 juillet 96 (aide humanitaire d'urgence)	Dommages aux biens (particuliers)	3178	50 397 262,00
	Perte partielle de terrain (part)	206	
Décret 935-96 du 24 juillet 96 (dommages aux biens des particuliers et les dépenses de mesures d'urgence des municipalités)	Aide additionnelle-reconstruction	241	
	Dommages aux biens (entreprises)	285	3 013 434,00
	Autres	308	6 320 322,00
	Immeuble locatif	19	793 872,00
Décret 973-96 du 7 août 96 (dommages aux biens des entreprises)	Organisme-Aide et assistance	3	793 706,00
	Municipalité-Mesures d'urgence	76	21 448 565,00
	MRC-Mesures d'urgence	6	896 050,00

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières, Sécurité et protection, Sécurité civile - 04.02

QUESTION 30 : Liste des programmes d'aide mis sur pied pour la sécurité civile, avec un bilan, par programme: a) du budget; b) de l'effectif; c) des dépenses; d) du nombre et de la nature des réclamations

Programme	Réclamations		Aide financière engagée
	Nature	Nombre	
Pluies abondantes survenues les 8 et 9 août 1996 Décret 1023-96 du 14 août 1996	Frais d'héberbement	21	
	Dommages aux biens (particuliers)	534	
	Dommages aux biens et dépenses d'urgence (municipalités)	13	
	Dommages aux biens (entreprises)	67	
	Immeuble locatif (propriétaire occ.)	14	
	Organismes ayant apporté aide et assistance	1	850 638,50
Sauvetage d'une résidence principale à Labelle Décret 1293-96 du 9 octobre 1996	Frais d'hébergement	1	
	Particulier	1	35 718,16
Sauvetage d'une résidence principale à St-Maxime-du-Mont-Louis Décret 1294-96 du 9 octobre 1996	Particulier	1	24 959,50
Pluies abondantes survenues les 8 et 9 novembre 1996 Décret 1446-96 du 20 novembre 1996	Frais d'hébergement	63	
	Dommages aux biens (particuliers)	1 431	
	Dommages aux biens et dépenses d'urgence (municipalités)	25	
	Dommages aux biens (entreprises)	60	
	Immeuble locatif (propriétaire occ.)	19	366 602,42

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

31. LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÉCURITÉ CIVILE

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières, Sécurité et protection, Sécurité civile - 04.02

QUESTION 31 : Liste des bureaux régionaux pour la Sécurité civile en précisant pour chacun l'effectif et le budget alloué

Au 1er avril 1996, la répartition des effectifs et des crédits étaient alloués comme suit :

Direction régionale du Bas St-Laurent, Côte-Nord, Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine	7.5	effectifs réguliers	352 600,00 $
Direction régionale du Saguenay/Lac St-Jean, Québec, Chaudière-Appalaches, Communautés Inuites	18	effectifs réguliers	804 800,00 $
Direction régionale Mauricie/Bois-Francs	11.5	effectifs réguliers	563 100,00 $
Direction régionale de Montréal, Laval, Lanaudière, Laurentides, Montérégie	16	effectifs réguliers	890 800,00 $
Direction régionale de l'Outaouais, Abitibi/ Témiscamingue, Nord du Québec	7	effectifs réguliers	380 500,00 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

32. NOMBRE DE POLICIERS-POMPIERS, DE POMPIERS PROFESSIONNELS ET DE POMPIERS VOLONTAIRES AU QUÉBEC

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Nombre de policiers-pompiers, de pompiers professionnels et de pompiers volontaires au Québec, et services auxquels ils sont rattachés

Genre de services	1 à 4 999 hab.				5 000 à 9 999 hab.				10 000 à 24 999 hab.				25 000 à 49 999 hab.				50 000 à 99 999 hab.				100 000 hab. et plus				Ensemble du Québec				
	S.I.	TPL	PP	TPA	S.I.	TPL	PP	TPA	S.I.	TPL	PP	TPA	S.I.	TPL	PP	TPA	S.I.	TPL	PP	TPA	S.I.	TPL	PP	TPA	S.I.	TPL	PP	TPA	TOTAL
À temps plein seulement	1	21			2	44			3	131			3	114			6	538			3	2 169			18	3 017			3 017
À temps plein et policiers-pompiers									1	1	32		2	3	124		1	65	2						4	69	158		227
À temps plein et policiers-pompiers à temps partiel	4	7	11	92	2	5	39	57	9	22	168	188	6	22	344	150	3	72	117	33					24	128	679	520	1 327
À temps plein et à temps partiel	23	34		501	10	16		288	28	116		1 011	16	252		462	5	170		140	1	76		26	84	666		2 474	3 140
Policiers-pompiers seulement													1		55										1		55		55
Policiers-pompiers et à temps partiel	12		25	307	6		63	151	7		115	161													25		203	619	822
À temps partiel seulement	742			13 920	38			935	9			250													803			15 454	15 454
TOTAL	782	62	36	14 820	58	65	102	1 431	57	270	315	1 610	28	391	523	612	15	845	119	173	4	2 245	0	26	959	3 880	1 095	19 067	24 042

Source : Fichier des ressources municipales en protection incendie.

Abréviations : S.I. : Service d'incendie PP : Policier-pompier
TPL : Temps plein TPA : Temps partiel

N.B. : Les données concernant les régies intermunicipales en protection incendie (15) ne sont pas réparties selon les strates de population mais apparaissent au total.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

33. NOMBRE DE SENTENCES D'EMPRISONNEMENT DE MOINS DE 2 ANS ET DESCRIPTION DES DÉLITS DEPUIS 1991

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS
Direction du partenariat et du conseil en services correctionnels
2525, boul. Laurier, 11e étage, Tour St-Laurent
Sainte-Foy (Québec)
G1V 2L2

Évolution du nombre de personnes condamnées à une peine de détention et dirigées vers la DGSC selon le délit principal

	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996
Infractions contre l'État	293	364	428	381	396
Homicide	23	23	12	9	9
Homicide involontaire	6	3	8	5	4
Tentative de meurtre	24	14	9	9	9
Infractions d'ordre sexuel	447	470	468	469	460
Voies de fait	1 339	1 562	1 621	1 644	1 511
Autres infractions contre la personne	436	528	567	688	666
Vol qualifié	726	678	625	565	564
Introduction par effraction	2 067	2 248	2 002	1 997	1 869
Extortion	44	36	40	44	49
Vol de moins de $1 000	581	671	747	779	1
Vol	1 473	1 715	1 674	1 491	2 195
Méfait, incendie et dommage	832	887	907	871	849
Recel	308	346	381	400	398
Autres infractions contre la propriété	45	49	48	49	50
Infractions liées aux armes à feu	127	104	97	133	120
Fraude, corruption et escroquerie	381	471	376	326	344
Pari, prostitution et moeurs	334	310	279	322	288
Outrage	5	7	23	9	11
Complot, complicité et tentative	488	605	607	589	630
Évasion	856	1 086	1 047	1 142	1 122
Infractions au Code criminel liées à la circulation	2 854	3 344	4 165	4 455	4 778
Autres infractions au Code criminel	1415	1 848	1 737	1 777	1 616
Stupéfiants	1 853	2 480	2 645	2 838	2 981
Aliments et drogues	12	26	31	15	21
Immigration	26	24	19	32	14
Assurance-chômage	170	128	71	76	45
Loi sur les Indiens	1	0	113	1	0
Autres infractions aux statuts fédéraux	131	135	72	251	224
Lois québécoises	4 643	4 920	4 999	4 245	5 529
Règlements municipaux	661	899	991	2 588	3 191
Non indiqué (nombres estimés)	313	334	371	160	366
Total	22 914	26 315	27 180	28 360	30 310

Nombre de personnes avec une peine inférieure à deux ans (nombres estimés)	22 655	26 160	26 976	28 065	30 107

20 mars 1997

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

34. NOMBRE TOTAL DE DÉTENUS INSCRITS,

POUR CHAQUE CENTRE DE DÉTENTION, VENTILÉ PAR MOIS

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION NO 34 : NOMBRE TOTAL DES DÉTENUS INSCRITS SOUS LA RESPONSABILITÉ DES CENTRES ET QUI SONT :

a) incarcérés
b) non incarcérés
c) durée de la sentence d'incarcération et raisons motivant les non-incarcérations

Préparé par : Centre d'expertise et de coordination en sécurité

Collaboration : Direction des Services administratifs

1997-03-20

NOTE D'INFORMATION

Étude de crédits 1997-1998
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle
Question no 34

Pour 1996-1997, indiquer pour chaque centre de détention, ventilé par mois, le nombre total des détenus inscrits sous la responsabilité des centres et qui sont :

a) incarcérés
b) non incarcérés
c) indiquer la durée de la sentence d'incarcération et fournir les raisons motivant les non-incarcérations.

En réponse à cette question, vous trouverez ci-joints trois (3) tableaux par établissement.

Tableau 1 (toute la clientèle)

Indique le nombre de jours purgés durant chaque mois par la clientèle, selon le statut et selon leur présence ou non en détention.

Exemple : Amos - avril 1996

- 1 068 jours purgés à l'intérieur des murs par des «prévenus». En moyenne 35,6 personnes par jour.

- 116 jours purgés à l'extérieur par des «prévenus». En moyenne 3,87 personnes par jour.

De même pour les «peines continues» et les «peines discontinues».

Ce tableau répond aux alinéas a) et b) de la question.

Tableau 2 (clientèle peine continue)

Répartit les jours purgés par la clientèle «peine continue» selon leur présence ou non en détention et selon leur sentence :

- 6 mois et plus
- moins de 6 mois
- sans sentence

Ce tableau répond, pour la clientèle «peine continue» seulement, aux alinéas a), b) et la première partie de l'alinéa c).

Tableau 3 (clientèle peine continue absente)

Répartit, selon la durée de la sentence et les motifs d'absence, la clientèle «peine continue» placée en absence temporaire.

Une liste des codes d'absence est jointe.

Ce tableau répond à la deuxième partie de l'alinéa c).

Ces tableaux présentent des jours/séjours et non un nombre de personnes.

Les données pour le mois de mars 1997 sont non disponibles.

MOIS DE AVRIL A MARS - 1994-1995 A 1996-1997

Statut	État	Année	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOUT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
Pers. prévenues	Prés.	94/95	1 009	33.63	978	31.55	1 144	38.13	786	25.35	941	30.35	1 024	34.13	924	29.81	855	28.50	880	28.39	1 020	32.90	994	35.50	969	31.26	11 524	31.57
		95/96	999	33.30	1 032	33.29	784	26.13	891	28.74	872	28.13	859	28.63	882	28.45	827	27.57	865	27.90	927	29.90	822	29.36	863	27.84	10 623	29.02
		96/97	**1 068**	**35.60**	**1 123**	**36.23**	**922**	**30.73**	**1 069**	**34.48**	**1 524**	**49.16**	**1 441**	**48.03**	**1 270**	**40.97**	**1 158**	**38.60**	**977**	**31.52**	**1 050**	**33.87**	**1 249**	**43.07**	**0**	**0.00**	**12 851**	**38.48**
	Abs.	94/95	93	3.10	51	1.65	102	3.40	55	1.77	103	3.32	89	2.97	84	2.71	105	3.50	83	2.68	76	2.45	53	1.89	31	1.00	925	2.53
		95/96	30	1.00	53	1.71	38	1.27	74	2.39	84	2.71	49	1.63	43	1.39	45	1.50	109	3.52	66	2.13	44	1.57	94	3.03	729	1.99
		96/97	**116**	**3.87**	**51**	**1.65**	**77**	**2.57**	**101**	**3.26**	**97**	**3.13**	**60**	**2.00**	**31**	**1.00**	**32**	**1.07**	**31**	**1.00**	**58**	**1.87**	**76**	**2.62**	**0**	**0.00**	**730**	**2.19**
Peines cont.	Prés.	94/95	1 581	52.70	1 463	47.19	1 369	45.63	1 319	42.55	1 164	37.55	1 347	44.90	1 550	50.00	1 638	54.60	1 571	50.68	1 518	48.97	1 282	45.79	1 159	37.39	16 961	46.47
		95/96	1 306	43.53	1 375	44.35	1 373	45.77	1 156	37.29	884	28.52	1 317	43.90	1 659	53.52	1 530	51.00	1 246	40.19	1 392	44.90	1 495	53.39	1 578	50.90	16 311	44.57
		96/97	**1 278**	**42.60**	**1 428**	**46.06**	**1 407**	**46.90**	**1 086**	**35.03**	**1 042**	**33.61**	**993**	**33.10**	**1 116**	**36.00**	**1 178**	**39.27**	**1 004**	**32.39**	**1 074**	**34.65**	**925**	**31.90**	**0**	**0.00**	**12 531**	**37.52**
	Abs.	94/95	1 973	65.77	1 886	60.84	1 379	45.97	1 115	35.97	817	26.35	924	30.80	1 242	40.06	1 581	52.70	1 900	61.29	1 963	63.32	2 411	86.11	2 702	87.16	19 893	54.50
		95/96	1 987	66.23	1 724	55.61	1 359	45.30	1 229	39.65	1 102	35.55	1 439	47.97	1 691	54.55	1 888	62.93	1 853	59.77	1 574	50.77	2 029	72.46	2 526	81.48	20 401	55.74
		96/97	**2 427**	**80.90**	**2 482**	**80.06**	**1 868**	**62.27**	**1 580**	**50.97**	**1 235**	**39.84**	**1 197**	**39.90**	**1 277**	**41.19**	**1 435**	**47.83**	**1 747**	**56.35**	**1 615**	**52.10**	**1 638**	**56.48**	**0**	**0.00**	**18 501**	**55.39**
Peines disc.	Prés.	94/95	12	0.40	32	1.03	51	1.70	6	0.19	11	0.35	16	0.53	15	0.48	2	0.07	12	0.39	20	0.65	20	0.71	16	0.52	213	0.58
		95/96	10	0.33	26	0.84	7	0.23	9	0.29	8	0.26	25	0.83	11	0.35	38	1.27	27	0.87	30	0.97	35	1.25	31	1.00	257	0.70
		96/97	**7**	**0.23**	**16**	**0.52**	**32**	**1.07**	**16**	**0.52**	**15**	**0.48**	**148**	**4.93**	**81**	**2.61**	**20**	**0.67**	**121**	**3.90**	**58**	**1.87**	**18**	**0.62**	**0**	**0.00**	**532**	**1.59**
	Abs.	94/95	214	7.13	190	6.13	149	4.97	138	4.45	72	2.32	129	4.30	148	4.77	114	3.80	143	4.61	120	3.87	154	5.50	157	5.06	1 728	4.73
		95/96	184	6.13	130	4.19	126	4.20	147	4.74	91	2.94	115	3.83	133	4.29	159	5.30	202	6.52	159	5.13	182	6.50	245	7.90	1 873	5.12
		96/97	**191**	**6.37**	**175**	**5.65**	**190**	**6.33**	**148**	**4.77**	**133**	**4.29**	**107**	**3.57**	**80**	**2.58**	**95**	**3.17**	**56**	**1.81**	**40**	**1.29**	**51**	**1.76**	**0**	**0.00**	**1 266**	**3.79**

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES

Pers. prés.		94/95	2 602	86.73	2 473	79.77	2 564	85.47	2 111	68.10	2 116	68.26	2 387	79.57	2 489	80.29	2 495	83.17	2 463	79.45	2 558	82.52	2 296	82.00	2 144	69.16	28 698	78.62
		95/96	2 315	77.17	2 433	78.48	2 164	72.13	2 056	66.32	1 764	56.90	2 201	73.37	2 552	82.32	2 395	79.83	2 138	68.97	2 349	75.77	2 352	84.00	2 472	79.74	27 191	74.29
		96/97	**2 353**	**78.43**	**2 567**	**82.81**	**2 361**	**78.70**	**2 171**	**70.03**	**2 581**	**83.26**	**2 582**	**86.07**	**2 467**	**79.58**	**2 356**	**78.53**	**2 102**	**67.81**	**2 182**	**70.39**	**2 192**	**75.59**	**0**	**0.00**	**25 914**	**77.59**
Pers. abs.		94/95	2 280	76.00	2 127	68.61	1 630	54.33	1 308	42.19	992	32.00	1 142	38.07	1 474	47.55	1 800	60.00	2 126	68.58	2 159	69.65	2 618	93.50	2 890	93.23	22 546	61.77
		95/96	2 201	73.37	1 907	61.52	1 523	50.77	1 450	46.77	1 277	41.19	1 603	53.43	1 867	60.23	2 092	69.73	2 164	69.81	1 799	58.03	2 255	80.54	2 865	92.42	23 003	62.85
		96/97	**2 734**	**91.13**	**2 708**	**87.35**	**2 135**	**71.17**	**1 829**	**59.00**	**1 465**	**47.26**	**1 364**	**45.47**	**1 388**	**44.77**	**1 562**	**52.07**	**1 834**	**59.16**	**1 713**	**55.26**	**1 765**	**60.86**	**0**	**0.00**	**20 497**	**61.37**
Total des pers. inscr.		94/95	4 882	162.73	4 600	148.39	4 194	139.80	3 419	110.29	3 108	100.26	3 529	117.63	3 963	127.84	4 295	143.17	4 589	148.03	4 717	152.16	4 914	175.50	5 034	162.39	51 244	140.39
		95/96	4 516	150.53	4 340	140.00	3 687	122.90	3 506	113.10	3 041	98.10	3 804	126.80	4 419	142.55	4 487	149.57	4 302	138.77	4 148	133.81	4 607	164.54	5 337	172.16	50 194	137.14
		96/97	**5 087**	**169.57**	**5 275**	**170.16**	**4 496**	**149.87**	**4 000**	**129.03**	**4 046**	**130.52**	**3 946**	**131.53**	**3 855**	**124.35**	**3 918**	**130.60**	**3 936**	**126.97**	**3 895**	**125.65**	**3 957**	**136.45**	**0**	**0.00**	**46 411**	**138.96**

TABLEAU 1

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION D'AMOS

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	462	51.16%	702	64.17%	545	55.11%	283	35.16%	310	39.29%	418	53.05%	388	50.32%	427	53.11%	332	49.78%	291	37.94%	450	57.11%	0		4 608	50.28%
	Abs.	101	12.10%	182	20.52%	223	24.89%	63	7.09%	3	0.49%	47	9.33%	32	6.56%	39	6.90%	96	13.19%	28	4.29%	28	4.29%	0		842	10.92%
1/6 - 1/3	Prés.	254	28.13%	217	19.84%	184	18.60%	183	20.25%	107	13.56%	60	7.61%	114	14.79%	188	23.13%	140	20.99%	159	20.73%	83	10.53%	0		1 667	18.19%
	Abs.	591	70.78%	502	56.60%	561	62.61%	726	81.76%	454	73.82%	339	67.26%	358	73.36%	388	68.67%	498	68.41%	515	78.87%	515	78.87%	0		5 447	70.63%
+ 1/3	Prés.	187	20.71%	175	16.00%	260	26.29%	359	44.60%	372	47.15%	310	39.34%	269	34.89%	191	23.76%	195	29.24%	317	41.33%	255	32.36%	0		2 890	31.53%
	Abs.	143	17.13%	203	22.89%	112	12.50%	99	11.15%	158	25.69%	118	23.41%	98	20.08%	138	24.42%	134	18.41%	110	16.85%	110	16.85%	0		1 423	18.45%
SOUS	Prés.	903	9.86%	1 094	11.94%	989	10.79%	905	8.76%	789	8.61%	788	8.60%	771	8.41%	804	8.77%	667	7.28%	767	8.37%	788	8.60%	0		9 165	54.36%
TOTAL	Abs.	835	10.83%	887	11.50%	896	11.62%	888	11.51%	615	7.97%	504	6.54%	488	6.33%	565	7.33%	728	9.44%	653	8.47%	653	8.47%	0		7 712	45.70%
TOTAL		1 738	10.30%	1 981	11.74%	1 886	11.17%	1 693	10.03%	1 404	8.32%	1 292	7.66%	1 259	7.46%	1 369	8.11%	1 396	8.27%	1 420	8.41%	1 441	8.54%	0		16 877	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION D'AMOS

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	204	54.55%	247	73.95%	184	49.60%	128	45.55%	126	50.00%	135	65.85%	237	71.82%	267	71.39%	212	65.84%	192	62.54%	93	67.88%	0		2 025	61.61%
	Abs.	153	9.61%	155	9.72%	59	6.10%	36	5.25%	51	8.23%	103	14.86%	23	2.92%	47	5.40%	66	6.48%	37	3.85%	37	3.85%	0		787	7.13%
1/6 - 1/3	Prés.	77	20.59%	46	13.77%	113	30.46%	62	22.06%	52	20.63%	52	25.37%	52	15.76%	55	14.71%	55	17.08%	55	17.92%	6	4.38%	0		625	19.01%
	Abs.	388	24.37%	414	25.96%	195	2[illegible]	202	29.45%	139	22.42%	203	29.29%	232	29.40%	253	29.08%	395	38.76%	245	25.47%	245	25.47%	0		2 911	27.07%
+ 1/3	Prés.	93	24.87%	41	12.28%	74	19.[illegible]%	91	32.38%	74	29.37%	18	8.78%	41	12.42%	52	13.90%	55	17.08%	60	19.54%	38	27.74%	0		637	19.38%
	Abs.	1 051	66.02%	1 026	64.33%	713	73.73%	448	65.31%	430	69.35%	387	55.84%	534	67.68%	570	65.52%	556	54.76%	680	70.69%	680	70.69%	0		7 077	65.80%
SOUS	Prés.	374	11.36%	334	10.16%	371	11.29%	281	8.55%	252	7.67%	205	6.24%	330	10.04%	374	11.38%	322	9.80%	307	9.34%	137	4.17%	0		3 287	23.41%
TOTAL	Abs.	1 592	14.80%	1 595	14.83%	967	8.99%	686	6.38%	620	5.76%	693	6.44%	789	7.34%	870	8.09%	1 019	9.47%	962	8.94%	962	8.94%	0		10 756	76.59%
TOTAL		1 966	14.00%	1 929	13.74%	1 338	9.53%	967	6.89%	872	6.21%	898	6.40%	1 119	7.97%	1 244	8.86%	1 341	9.55%	1 269	9.04%	1 099	7.83%	0		14 042	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION D'AMOS

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS	Prés.	1	1.27%	0		47	59.49%	0		1	1.27%	0		15	18.99%	0		15	18.99%	0		0		0		79	100.00%
TOTAL	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
TOTAL		1	1.27%	0		47	59.49%	0		1	1.27%	0		15	18.99%	0		15	18.99%	0		0		0		79	100.00%
GRAND TOTAL		3 706	11.95%	3 910	12.61%	3 270	10.55%	2 660	8.58%	2 277	7.35%	2 190	7.06%	2 393	7.72%	2 613	8.43%	2 751	8.87%	2 689	8.67%	2 540	8.19%	0		30 999	100.00%

TABLEAU 2

UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION D'AMOS

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	101	180	223	63	3	47	32	32	88	15	33	0	817
Total Médical"	0	2	0	0	0	0	0	0	8	13	3	0	26
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	7	0	0	17	0	24
SOUS TOTAL	**101**	**182**	**223**	**63**	**3**	**47**	**32**	**39**	**96**	**28**	**53**	**0**	**867**
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3													
Total "Humanitaire"	137	139	250	302	197	66	71	60	218	236	218	0	1 894
Total Médical"	0	0	0	42	10	0	0	0	4	35	6	0	97
Total "Réins. sociale"	454	363	311	382	247	273	287	328	276	244	212	0	3 377
SOUS TOTAL	**591**	**502**	**561**	**726**	**454**	**339**	**358**	**388**	**498**	**515**	**436**	**0**	**5 368**
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3													
Total "Humanitaire"	112	178	112	99	130	115	98	117	120	80	90	0	1 251
Total Médical"	31	20	0	0	15	0	0	21	12	0	21	0	120
Total "Réins. sociale"	0	5	0	0	13	3	0	0	2	30	0	0	53
SOUS TOTAL	**143**	**203**	**112**	**99**	**158**	**118**	**98**	**138**	**134**	**110**	**111**	**0**	**1 424**
TOTAL	**835**	**887**	**896**	**888**	**615**	**504**	**488**	**565**	**728**	**653**	**600**	**0**	**7 659**

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	153	153	59	36	26	103	23	46	64	36	92	0	791
Total Médical"	0	1	0	0	25	0	0	1	0	1	0	0	28
Total "Réins. sociale"	0	1	0	0	0	0	0	0	2	0	6	0	9
SOUS TOTAL	**153**	**155**	**59**	**36**	**51**	**103**	**23**	**47**	**66**	**37**	**98**	**0**	**828**
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3													
Total "Humanitaire"	221	309	130	108	56	107	55	64	118	79	65	0	1 312
Total Médical"	8	16	0	0	33	5	1	0	0	0	0	0	63
Total "Réins. sociale"	159	89	65	94	50	91	176	189	277	166	184	0	1 540
SOUS TOTAL	**388**	**414**	**195**	**202**	**139**	**203**	**232**	**253**	**395**	**245**	**249**	**0**	**2 915**
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3													
Total "Humanitaire"	612	595	488	287	209	148	117	83	74	170	111	0	2 894
Total Médical"	0	13	0	0	19	35	0	0	0	0	0	0	67
Total "Réins. sociale"	439	418	225	161	202	204	417	487	484	510	579	0	4 126
SOUS TOTAL	**1 051**	**1 026**	**713**	**448**	**430**	**387**	**534**	**570**	**558**	**680**	**690**	**0**	**7 087**
TOTAL	**1 592**	**1 595**	**967**	**686**	**620**	**693**	**789**	**870**	**1 019**	**962**	**1 037**	**0**	**10 830**

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**0**	**1**
GRAND TOTAL	**2 427**	**2 482**	**1 863**	**1 574**	**1 235**	**1 197**	**1 277**	**1 435**	**1 747**	**1 615**	**1 638**	**0**	**18 490**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION D'AMOS

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

Fraction sentence	Codes absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
		ANNÉE 1996-97												
	01	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	02	7	2	1	2	2	0	0	0	7	1	0	0	22
	03	0	0	8	1	0	0	0	0	3	1	0	0	13
- 1/6	04	0	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	3
	05	0	5	15	0	1	0	0	0	0	0	0	0	21
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	16	0	0	1	0	0	0	0	0	17
	08	0	0	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	3
	09	92	161	165	38	0	47	31	23	78	13	12	0	660
	10	2	12	30	3	0	0	0	9	0	0	21	0	77
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		101	180	223	63	3	47	32	32	88	15	33	0	817
-1/6	41	0	1	0	0	0	0	0	0	8	12	3	0	24
	42	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	2
Total "Médical"		0	2	0	0	0	0	0	0	8	13	3	0	26
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	7	0	0	17	0	24
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	7	0	0	17	0	24
SOUS TOTAL		**101**	**182**	**223**	**63**	**3**	**47**	**32**	**39**	**96**	**28**	**53**	**0**	**867**
	01	0	0	0	0	7	0	0	0	0	0	0	0	7
	02	14	12	8	3	7	1	8	9	14	10	2	0	88
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	27	6	0	0	33
1/6 - 1/3	04	0	3	2	0	0	4	0	0	0	0	0	0	9
	05	0	0	3	15	22	0	0	0	0	0	0	0	40
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	5	0	0	0	0	0	1	0	0	6
	08	0	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	4
	09	123	114	167	209	103	40	63	23	84	165	135	0	1 226
	10	0	10	70	67	55	21	0	22	62	54	81	0	442
	11	0	0	0	3	3	0	0	2	31	0	0	0	39
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		137	139	250	302	197	66	71	60	218	236	218	0	1 894
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	4	35	6	0	45
	42	0	0	0	42	10	0	0	0	0	0	0	0	52
Total "Médical"		0	0	0	42	10	0	0	0	4	35	6	0	97
	61	17	10	5	31	4	0	0	17	13	0	0	0	97
	62	16	39	60	68	7	5	54	97	101	56	61	0	564
1/6 - 1/3	63	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	3
	64	8	0	0	2	0	4	5	11	0	22	28	0	80
	65	387	296	246	281	236	264	228	203	159	166	123	0	2 589
	66	26	18	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	44
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		454	363	311	382	247	273	287	328	276	244	212	0	3 377
SOUS TOTAL		**591**	**502**	**561**	**726**	**454**	**339**	**358**	**388**	**498**	**515**	**436**	**0**	**5 368**
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	9	3	0	0	12
	02	4	9	3	2	10	4	8	3	40	10	2	0	95
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	38	8	0	0	46
+ 1/3	04	0	0	0	0	0	2	0	1	0	0	0	0	3
	05	0	0	0	0	17	0	0	0	0	0	0	0	17
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1
	07	0	0	2	16	0	9	1	0	0	0	0	0	28
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	23	30	0	7	42	19	1	10	2	0	14	0	148
	10	71	72	95	46	60	52	51	46	10	46	60	0	609
	11	14	67	12	28	1	29	37	57	21	13	13	0	292
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		112	178	112	99	130	115	98	117	120	80	90	0	1 251
+ 1/3	41	0	0	0	0	13	0	0	21	12	0	2	0	48
	42	31	20	0	0	2	0	0	0	0	0	19	0	72
Total "Médical"		31	20	0	0	15	0	0	21	12	0	21	0	120
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	3
+ 1/3	64	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	2
	65	0	0	0	0	13	0	0	0	0	30	0	0	43
	66	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	5	0	0	13	3	0	0	2	30	0	0	53
SOUS TOTAL		**143**	**203**	**112**	**99**	**158**	**118**	**98**	**138**	**134**	**110**	**111**	**0**	**1 424**
TOTAL		**835**	**887**	**896**	**888**	**615**	**504**	**488**	**565**	**728**	**653**	**600**	**0**	**7 659**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION D'AMOS

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	13	0	0	0	0	3	3	0	0	19
	02	0	0	0	3	0	0	0	0	9	0	0	0	12
	03	0	1	5	0	0	0	0	0	0	1	1	0	8
- 1/6	04	0	0	0	1	0	0	3	7	0	0	0	0	11
	05	20	23	9	9	14	8	3	0	2	16	30	0	134
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	5
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	26	42	29	0	7	66	0	23	39	2	31	0	265
	10	107	87	16	5	5	29	17	16	11	14	30	0	337
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		153	153	59	36	26	103	23	46	64	36	92	0	791
-1/6	41	0	0	0	0	8	0	0	0	0	1	0	0	9
	42	0	1	0	0	17	0	0	1	0	0	0	0	19
Total "Médical"		0	1	0	0	25	0	0	1	0	1	0	0	28
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	1	0	0	0	0	0	0	2	0	6	0	9
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	1	0	0	0	0	0	0	2	0	6	0	9
SOUS TOTAL		**153**	**155**	**59**	**36**	**51**	**103**	**23**	**47**	**66**	**37**	**98**	**0**	**828**
	01	1	2	0	17	0	2	0	0	6	8	0	0	36
	02	13	0	6	2	0	0	0	0	3	3	0	0	27
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1
1/6 - 1/3	04	0	0	0	1	0	3	0	10	0	0	0	0	14
	05	16	51	29	17	19	13	5	5	15	8	20	0	198
	06	2	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	3
	07	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	08	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1
	09	44	44	36	25	0	38	22	33	53	27	26	0	348
	10	145	212	59	44	36	51	28	15	41	32	19	0	682
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		221	309	130	108	56	107	55	64	118	79	65	0	1 312
1/6 - 1/3	41	8	13	0	0	11	3	0	0	0	0	0	0	35
	42	0	3	0	0	22	2	1	0	0	0	0	0	28
Total "Médical"		8	16	0	0	33	5	1	0	0	0	0	0	63
	61	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	2	0	5
	62	10	0	0	0	0	0	0	10	12	37	13	0	82
1/6 - 1/3	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	9	0	1	1	0	5	8	0	18	3	2	0	47
	65	140	89	64	93	50	83	168	179	247	126	167	0	1 406
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		159	89	65	94	50	91	176	189	277	166	184	0	1 540
SOUS TOTAL		**388**	**414**	**195**	**202**	**139**	**203**	**232**	**253**	**395**	**245**	**249**	**0**	**2 915**
	01	43	5	0	15	22	2	0	0	3	18	0	0	108
	02	45	4	15	3	6	3	0	0	0	0	0	0	76
	03	0	0	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8
+ 1/3	04	0	0	0	8	0	0	0	13	8	0	0	0	29
	05	58	68	74	59	43	31	22	17	0	30	17	0	419
	06	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
	07	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	08	0	0	0	0	2	3	0	0	0	0	0	0	5
	09	48	85	42	24	31	17	34	12	16	53	17	0	379
	10	418	433	346	177	105	92	61	41	47	69	77	0	1 866
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		612	595	488	287	209	148	117	83	74	170	111	0	2 894
+ 1/3	41	0	6	0	0	3	6	0	0	0	0	0	0	15
	42	0	7	0	0	16	29	0	0	0	0	0	0	52
Total "Médical"		0	13	0	0	19	35	0	0	0	0	0	0	67
	61	0	0	22	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22
	62	12	0	0	0	0	0	0	0	12	13	35	0	72
	63	0	0	0	0	3	0	0	0	2	22	0	0	27
+ 1/3	64	27	10	43	14	4	10	40	0	39	9	1	0	197
	65	400	408	160	147	195	194	377	487	431	466	543	0	3 808
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		439	418	225	161	202	204	417	487	484	510	579	0	4 126
SOUS TOTAL		**1 051**	**1 026**	**713**	**448**	**430**	**387**	**534**	**570**	**558**	**680**	**690**	**0**	**7 087**
TOTAL		**1 592**	**1 595**	**967**	**686**	**620**	**693**	**789**	**870**	**1 019**	**962**	**1 037**	**0**	**10 830**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION D'AMOS

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1
TOTAL		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**0**	**1**

Statut	État	Année	MOIS DE AVRIL A MARS - 1994-1995 A 1996-1997																							
			AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOUT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
Pers. prévenues	Prés.	94/95	378	12.60	310	10.00	375	12.50	489	15.77	485	15.65	572	19.07	435	14.03	538	17.93	451	14.55	512	16.52	325	11.61	398	12.84	5 268	14.43
		95/96	565	18.83	480	15.48	424	14.13	553	17.84	396	12.77	558	18.60	529	17.06	336	11.20	256	8.26	374	12.06	270	9.64	460	14.84	5 201	14.21
		96/97	**453**	**15.10**	**396**	**12.77**	**313**	**10.43**	**401**	**12.94**	**464**	**14.97**	**423**	**14.10**	**748**	**24.13**	**435**	**14.50**	**329**	**10.61**	**372**	**12.00**	**310**	**10.69**	**0**	**0.00**	**4 644**	**13.90**
	Abs.	94/95	12	0.40	0	0.00	1	0.03	3	0.10	0	0.00	1	0.03	5	0.16	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	1	0.03	23	0.06
		95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	2	0.06	14	0.45	4	0.13	0	0.00	0	0.00	0	0.00	4	0.13	0	0.00	0	0.00	24	0.07
		96/97	**0**	**0.00**	**4**	**0.13**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**8**	**0.27**	**12**	**0.39**	**0**	**0.00**	**6**	**0.21**	**0**	**0.00**	**30**	**0.09**
Peines cont.	Prés.	94/95	2 079	69.30	1 885	60.81	1 644	54.80	1 333	43.00	1 229	39.65	1 274	42.47	1 506	48.58	1 588	52.93	1 663	53.65	1 629	52.55	1 764	63.00	2 249	72.55	19 843	54.36
		95/96	1 827	60.90	1 606	51.81	1 201	40.03	1 256	40.52	1 313	42.35	1 450	48.33	1 996	64.39	1 961	65.37	1 831	59.06	1 914	61.74	2 052	73.29	2 032	65.55	20 439	55.84
		96/97	**1 958**	**65.27**	**1 636**	**52.77**	**1 435**	**47.83**	**1 561**	**50.35**	**1 418**	**45.74**	**1 466**	**48.87**	**1 843**	**59.45**	**2 175**	**72.50**	**2 317**	**74.74**	**2 341**	**75.52**	**1 981**	**68.31**	**0**	**0.00**	**20 131**	**60.27**
	Abs.	94/95	368	12.27	266	8.58	258	8.60	161	5.19	118	3.81	174	5.80	297	9.58	181	6.03	153	4.94	124	4.00	217	7.75	504	16.26	2 821	7.73
		95/96	295	9.83	318	10.26	215	7.17	174	5.61	173	5.58	148	4.93	373	12.03	311	10.37	330	10.65	198	6.39	249	8.89	374	12.06	3 158	8.63
		96/97	**402**	**13.40**	**347**	**11.19**	**382**	**12.73**	**272**	**8.77**	**211**	**6.81**	**281**	**9.37**	**334**	**10.77**	**292**	**9.73**	**504**	**16.26**	**464**	**14.97**	**325**	**11.21**	**0**	**0.00**	**3 814**	**11.42**
Peines disc.	Prés.	94/95	18	0.60	20	0.65	24	0.80	8	0.26	9	0.29	6	0.20	7	0.23	20	0.67	11	0.35	50	1.61	50	1.79	22	0.71	245	0.67
		95/96	4	0.13	3	0.10	0	0.00	1	0.03	10	0.32	6	0.20	10	0.32	22	0.73	24	0.77	16	0.52	13	0.46	25	0.81	134	0.37
		96/97	**24**	**0.80**	**25**	**0.81**	**12**	**0.40**	**8**	**0.26**	**8**	**0.26**	**20**	**0.67**	**12**	**0.39**	**10**	**0.33**	**13**	**0.42**	**24**	**0.77**	**14**	**0.48**	**0**	**0.00**	**170**	**0.51**
	Abs.	94/95	27	0.90	22	0.71	15	0.50	17	0.55	11	0.35	17	0.57	39	1.26	31	1.03	83	2.68	44	1.42	40	1.43	53	1.71	399	1.09
		95/96	54	1.80	42	1.35	45	1.50	19	0.61	11	0.35	23	0.77	26	0.84	43	1.43	62	2.00	46	1.48	51	1.82	59	1.90	481	1.31
		96/97	**46**	**1.53**	**24**	**0.77**	**19**	**0.63**	**19**	**0.61**	**39**	**1.26**	**15**	**0.50**	**12**	**0.39**	**19**	**0.63**	**14**	**0.45**	**20**	**0.65**	**13**	**0.45**	**0**	**0.00**	**240**	**0.72**

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES																										
Pers. prés.	94/95	2 475	82.50	2 215	71.45	2 043	68.10	1 830	59.03	1 723	55.58	1 852	61.73	1 948	62.84	2 146	71.53	2 125	68.55	2 191	70.68	2 139	76.39	2 669	86.10	25 356	69.47
	95/96	2 396	79.87	2 089	67.39	1 625	54.17	1 810	58.39	1 719	55.45	2 014	67.13	2 535	81.77	2 319	77.30	2 111	68.10	2 304	74.32	2 335	83.39	2 517	81.19	25 774	70.42
	96/97	**2 435**	**81.17**	**2 057**	**66.35**	**1 760**	**58.67**	**1 970**	**63.55**	**1 890**	**60.97**	**1 909**	**63.63**	**2 603**	**83.97**	**2 620**	**87.33**	**2 659**	**85.77**	**2 737**	**88.29**	**2 305**	**79.48**	**0**	**0.00**	**24 945**	**74.69**
Pers. abs.	94/95	407	13.57	288	9.29	274	9.13	181	5.84	129	4.16	192	6.40	341	11.00	212	7.07	236	7.61	168	5.42	257	9.18	558	18.00	3 243	8.88
	95/96	349	11.63	360	11.61	260	8.67	195	6.29	198	6.39	175	5.83	399	12.87	354	11.80	392	12.65	248	8.00	300	10.71	433	13.97	3 663	10.01
	96/97	**448**	**14.93**	**375**	**12.10**	**401**	**13.37**	**291**	**9.39**	**250**	**8.06**	**296**	**9.87**	**346**	**11.16**	**319**	**10.63**	**530**	**17.10**	**484**	**15.61**	**344**	**11.86**	**0**	**0.00**	**4 084**	**12.23**
Total des pers. inscr.	94/95	2 882	96.07	2 503	80.74	2 317	77.23	2 011	64.87	1 852	59.74	2 044	68.13	2 289	73.84	2 358	78.60	2 361	76.16	2 359	76.10	2 396	85.57	3 227	104.10	28 599	78.35
	95/96	2 745	91.50	2 449	79.00	1 885	62.83	2 005	64.68	1 917	61.84	2 189	72.97	2 934	94.65	2 673	89.10	2 503	80.74	2 552	82.32	2 635	94.11	2 950	95.16	29 437	80.43
	96/97	**2 883**	**96.10**	**2 432**	**78.45**	**2 161**	**72.03**	**2 261**	**72.94**	**2 140**	**69.03**	**2 205**	**73.50**	**2 949**	**95.13**	**2 939**	**97.97**	**3 189**	**102.87**	**3 221**	**103.90**	**2 649**	**91.34**	**0**	**0.00**	**29 029**	**86.91**

TABLEAU 1

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE BAIE COMEAU

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	473	31.22%	359	27.38%	429	36.60%	561	41.90%	398	35.79%	429	34.83%	588	37.14%	661	36.02%	806	38.51%	603	28.66%	427	24.36%	0		5 734	33.64%
	Abs.	15	7.28%	5	2.55%	20	6.60%	6	2.41%	21	12.21%	8	4.85%	1	0.57%	0		58	19.21%	21	8.37%	21	8.37%	0		176	7.22%
1/6 - 1/3	Prés.	400	26.40%	335	25.55%	192	16.38%	250	18.87%	262	23.56%	314	25.57%	354	22.36%	378	20.60%	458	21.88%	578	27.47%	495	26.24%	0		4 016	23.56%
	Abs.	56	27.18%	65	33.16%	150	49.50%	89	35.74%	68	39.53%	83	50.30%	78	43.43%	89	53.29%	141	46.69%	163	64.94%	163	64.94%	0		1 143	46.90%
+ 1/3	Prés.	642	42.36%	617	47.06%	551	47.01%	528	39.43%	452	40.65%	485	39.50%	641	40.49%	796	43.36%	829	39.61%	923	43.87%	831	47.40%	0		7 295	42.80%
	Abs.	135	65.53%	126	64.29%	133	43.89%	154	61.85%	83	48.26%	74	44.85%	98	56.00%	78	46.71%	103	34.11%	67	26.69%	67	26.69%	0		1 118	45.88%
SOUS TOTAL	Prés.	1 515	8.89%	1 311	7.69%	1 172	6.88%	1 339	7.86%	1 112	6.52%	1 228	7.20%	1 583	9.29%	1 835	10.77%	2 093	12.28%	2 104	12.34%	1 753	10.28%	0		17 045	87.49%
	Abs.	206	8.45%	196	8.04%	303	12.43%	249	10.22%	172	7.06%	165	6.77%	175	7.18%	167	6.85%	302	12.39%	251	10.30%	251	10.30%	0		2 437	12.51%
TOTAL		1 721	8.83%	1 507	7.74%	1 475	7.57%	1 588	8.15%	1 284	6.59%	1 393	7.15%	1 758	9.02%	2 002	10.28%	2 395	12.29%	2 355	12.09%	2 004	10.29%	0		19 482	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE BAIE COMEAU

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	99	22.81%	86	31.50%	73	28.52%	52	24.07%	81	28.72%	68	29.69%	84	32.31%	78	23.01%	71	31.70%	99	41.77%	80	35.09%	0		871	29.25%
	Abs.	0		21	13.91%	0		0		0		0		0		0		8	3.96%	11	5.16%	11	5.16%	0		51	3.36%
1/6 - 1/3	Prés.	119	27.42%	64	23.44%	88	34.38%	61	28.24%	77	27.30%	65	28.38%	81	31.15%	128	37.76%	67	29.91%	33	13.92%	68	29.82%	0		851	28.58%
	Abs.	29	14.80%	56	37.09%	20	25.32%	12	52.17%	5	12.82%	18	15.52%	44	27.67%	52	41.60%	80	39.60%	43	20.19%	43	20.19%	0		402	26.52%
+ 1/3	Prés.	216	49.77%	123	45.05%	95	37.11%	103	47.69%	124	43.97%	96	41.92%	95	36.54%	133	39.23%	86	38.39%	105	44.30%	80	35.09%	0		1 256	42.18%
	Abs.	167	85.20%	74	49.01%	59	74.68%	11	47.83%	34	87.18%	98	84.48%	115	72.33%	73	58.40%	114	56.44%	159	74.65%	159	74.65%	0		1 063	70.12%
SOUS TOTAL	Prés.	434	14.57%	273	9.17%	256	8.60%	216	7.25%	282	9.47%	229	7.69%	260	8.73%	339	11.38%	224	7.52%	237	7.96%	228	7.66%	0		2 978	86.27%
	Abs.	196	12.93%	151	9.96%	79	5.21%	23	1.52%	39	2.57%	116	7.65%	159	10.49%	125	8.25%	202	13.32%	213	14.05%	213	14.05%	0		1 516	33.73%
TOTAL		630	14.02%	424	9.43%	335	7.46%	239	5.32%	321	7.14%	345	7.68%	419	9.32%	464	10.32%	426	9.48%	450	10.01%	441	9.81%	0		4 494	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE BAIE COMEAU

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS TOTAL	Prés.	9	8.33%	52	48.15%	7	6.48%	6	5.56%	24	22.22%	9	8.33%	0		1	0.93%	0		0		0		0		108	100.00%
	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
TOTAL		9	8.33%	52	48.15%	7	6.48%	6	5.56%	24	22.22%	9	8.33%	0		1	0.93%	0		0		0		0		108	100.00%
GRAND TOTAL		2 360	9.80%	1 983	8.23%	1 817	7.54%	1 833	7.61%	1 629	6.76%	1 747	7.25%	2 177	9.04%	2 467	10.24%	2 821	11.71%	2 805	11.65%	2 445	10.15%	0		24 084	100.00%

TABLEAU 2

TABLEAU 3

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE BAIE COMEAU

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	8	5	20	6	21	8	0	0	37	3	8	0	116
Total Médical"	7	0	0	0	0	0	1	0	21	18	23	0	70
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**15**	**5**	**20**	**6**	**21**	**8**	**1**	**0**	**58**	**21**	**31**	**0**	**186**
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3													
Total "Humanitaire"	17	14	23	6	15	21	31	32	111	118	43	0	431
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11	5	0	16
Total "Réins. sociale"	39	51	127	83	53	62	45	57	30	34	50	0	631
SOUS TOTAL	**56**	**65**	**150**	**89**	**68**	**83**	**76**	**89**	**141**	**163**	**98**	**0**	**1 078**
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3													
Total "Humanitaire"	126	110	133	153	83	71	98	63	85	67	101	0	1 090
Total Médical"	9	16	0	1	0	0	0	15	18	0	0	0	59
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	3
SOUS TOTAL	**135**	**126**	**133**	**154**	**83**	**74**	**98**	**78**	**103**	**67**	**101**	**0**	**1 152**
TOTAL	**206**	**196**	**303**	**249**	**172**	**165**	**175**	**167**	**302**	**251**	**230**	**0**	**2 416**

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	15	0	0	0	0	0	0	8	11	0	0	34
Total Médical"	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**0**	**21**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**8**	**11**	**0**	**0**	**40**
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3													
Total "Humanitaire"	11	19	0	5	5	4	40	17	67	43	27	0	238
Total Médical"	2	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12
Total "Réins. sociale"	16	27	20	7	0	14	4	35	13	0	2	0	138
SOUS TOTAL	**29**	**56**	**20**	**12**	**5**	**18**	**44**	**52**	**80**	**43**	**29**	**0**	**388**
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3													
Total "Humanitaire"	103	21	16	0	16	34	96	65	90	127	51	0	619
Total Médical"	22	12	11	9	0	0	0	0	0	1	0	0	55
Total "Réins. sociale"	42	41	32	2	18	64	19	8	24	31	15	0	296
SOUS TOTAL	**167**	**74**	**59**	**11**	**34**	**98**	**115**	**73**	**114**	**159**	**66**	**0**	**970**
TOTAL	**196**	**151**	**79**	**23**	**39**	**116**	**159**	**125**	**202**	**213**	**95**	**0**	**1 398**

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
GRAND TOTAL	**402**	**347**	**382**	**272**	**211**	**281**	**334**	**292**	**504**	**464**	**325**	**0**	**3 814**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE BAIE COMEAU

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	5	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7
	02	0	0	0	0	1	4	0	0	12	2	0	0	19
	03	5	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	8
- 1/6	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1
	05	0	0	18	3	18	0	0	0	0	0	0	0	39
	06	3	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	6
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	2
	10	0	0	0	0	0	1	0	0	25	0	8	0	34
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		8	5	20	6	21	8	0	0	37	3	8	0	116
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	0	20	8	0	0	28
	42	7	0	0	0	0	0	1	0	1	10	23	0	42
Total "Médical"		7	0	0	0	0	0	1	0	21	18	23	0	70
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		15	5	20	6	21	8	1	0	58	21	31	0	186
	01	0	0	0	0	0	0	3	0	0	5	0	0	8
	02	17	14	15	0	10	5	7	6	41	14	14	0	143
	03	0	0	3	5	0	2	1	0	1	0	0	0	12
1/6 - 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	0	0	6
	05	0	0	5	1	5	0	0	0	0	0	0	0	11
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	14	20	26	69	93	29	0	251
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		17	14	23	6	15	21	31	32	111	118	43	0	431
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	0	0	7
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	5	0	9
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	11	5	0	16
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	14	18	15	0	5	10	11	44	17	16	2	0	152
	65	25	33	112	83	48	52	34	13	13	18	48	0	479
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		39	51	127	83	53	62	45	57	30	34	50	0	631
SOUS TOTAL		56	65	150	89	68	83	76	89	141	163	98	0	1 078
	01	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	4	0	7
	02	70	64	47	55	27	3	21	27	46	37	74	0	471
	03	0	0	4	4	0	0	0	0	7	0	0	0	15
+ 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	20	15	35	11	0	0	0	0	0	0	81
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	56	46	59	79	21	57	77	36	32	30	23	0	516
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		126	110	133	153	83	71	98	63	85	67	101	0	1 090
+ 1/3	41	6	16	0	0	0	0	0	10	18	0	0	0	50
	42	3	0	0	1	0	0	0	5	0	0	0	0	9
Total "Médical"		9	16	0	1	0	0	0	15	18	0	0	0	59
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	3
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	3
SOUS TOTAL		135	126	133	154	83	74	98	78	103	67	101	0	1 152
TOTAL		206	196	303	249	172	165	175	167	302	251	230	0	2 416

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE BAIE COMEAU

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
- 1/6	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	2
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	12	0	0	0	0	0	0	6	11	0	0	29
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	15	0	0	0	0	0	0	8	11	0	0	34
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
Total "Médical"		0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
- 1/6	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		0	21	0	0	0	0	0	0	8	11	0	0	40
1/6 - 1/3	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	7	1	9	0	17
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	7	1	0	0	8
	04	0	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	5
	05	1	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7
	06	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	3
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	10	13	0	0	2	4	40	17	53	41	18	0	198
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		11	19	0	5	5	4	40	17	67	43	27	0	238
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	2	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12
Total "Médical"		2	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12
1/6 - 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	3	4	0	0	0	0	22	0	0	0	0	29
	65	16	24	16	7	0	14	4	13	13	0	2	0	109
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		16	27	20	7	0	14	4	35	13	0	2	0	138
SOUS TOTAL		29	56	20	12	5	18	44	52	80	43	29	0	388
+ 1/3	01	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	3
	02	28	0	0	0	0	0	15	0	0	0	2	0	45
	03	0	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	1	2	0	0	0	0	0	0	3
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	75	12	16	0	15	29	81	65	90	127	49	0	559
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		103	21	16	0	16	34	96	65	90	127	51	0	619
+ 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	22	12	11	9	0	0	0	0	0	1	0	0	55
Total "Médical"		22	12	11	9	0	0	0	0	0	1	0	0	55
+ 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	12	0	0	4	0	0	0	0	16
	65	42	41	32	2	6	64	19	4	24	31	15	0	280
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		42	41	32	2	18	64	19	8	24	31	15	0	296
SOUS TOTAL		167	74	59	11	34	98	115	73	114	159	66	0	970
TOTAL		196	151	79	23	39	116	159	125	202	213	95	0	1398

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE BAIE COMEAU

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

MOIS DE AVRIL A MARS - 1994-1995 A 1996-1997

Statut	État	Année	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOUT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
Pers. prévenues	Prés.	94/95	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
		95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	1	0.03	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	1	0.03	2	0.01
		96/97	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**
	Abs.	94/95	0	0.00	2	0.06	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	2	0.01
		95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	1	0.03	0	0.00	0	0.00	1	0.00
		96/97	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**
Peines cont.	Prés.	94/95	0	0.00	4	0.13	0	0.00	0	0.00	0	0.00	1	0.03	0	0.00	1	0.03	1	0.03	1	0.03	0	0.00	0	0.00	8	0.02
		95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	1	0.03	2	0.06	0	0.00	0	0.00	0	0.00	2	0.06	0	0.00	0	0.00	1	0.03	6	0.02
		96/97	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**1**	**0.03**	**0**	**0.00**	**1**	**0.03**	**20**	**0.69**	**0**	**0.00**	**22**	**0.07**
	Abs.	94/95	1	0.03	2	0.06	4	0.13	6	0.19	4	0.13	3	0.10	2	0.06	0	0.00	0	0.00	4	0.13	2	0.07	0	0.00	28	0.08
		95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	4	0.13	0	0.00	3	0.10	0	0.00	3	0.10	1	0.03	0	0.00	0	0.00	3	0.10	14	0.04
		96/97	**1**	**0.03**	**1**	**0.03**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**2**	**0.01**
Peines disc.	Prés.	94/95	52	1.73	62	2.00	84	2.80	74	2.39	81	2.61	71	2.37	65	2.10	69	2.30	72	2.32	41	1.32	44	1.57	70	2.26	785	2.15
		95/96	92	3.07	58	1.87	24	0.80	36	1.16	74	2.39	17	0.57	45	1.45	39	1.30	22	0.71	69	2.23	45	1.61	99	3.19	620	1.69
		96/97	**12**	**0.40**	**61**	**1.97**	**27**	**0.90**	**72**	**2.32**	**15**	**0.48**	**17**	**0.57**	**8**	**0.26**	**13**	**0.43**	**26**	**0.84**	**10**	**0.32**	**32**	**1.10**	**0**	**0.00**	**293**	**0.88**
	Abs.	94/95	1 484	49.47	1 274	41.10	1 304	43.47	1 560	50.32	1 102	35.55	1 083	36.10	1 400	45.16	1 339	44.63	1 435	46.29	1 290	41.61	1 549	55.32	1 672	53.94	16 492	45.18
		95/96	2 087	69.57	1 651	53.26	1 593	53.10	1 786	57.61	1 335	43.06	1 732	57.73	1 504	48.52	1 549	51.63	1 830	59.03	1 484	47.87	1 693	60.46	2 202	71.03	20 446	55.86
		96/97	**1 683**	**56.10**	**1 674**	**54.00**	**1 952**	**65.07**	**1 413**	**45.58**	**1 605**	**51.77**	**1 162**	**38.73**	**1 117**	**36.03**	**1 376**	**45.87**	**961**	**31.00**	**807**	**26.03**	**827**	**28.52**	**0**	**0.00**	**14 577**	**43.64**

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES

Pers. prés.	94/95	52	1.73	66	2.13	84	2.80	74	2.39	81	2.61	72	2.40	65	2.10	70	2.33	73	2.35	42	1.35	44	1.57	70	2.26	793	2.17
	95/96	92	3.07	58	1.87	24	0.80	37	1.19	76	2.45	17	0.57	46	1.48	39	1.30	24	0.77	69	2.23	45	1.61	101	3.26	628	1.72
	96/97	**12**	**0.40**	**61**	**1.97**	**27**	**0.90**	**72**	**2.32**	**15**	**0.48**	**17**	**0.57**	**8**	**0.26**	**14**	**0.47**	**26**	**0.84**	**11**	**0.35**	**52**	**1.79**	**0**	**0.00**	**315**	**0.94**
Pers. abs.	94/95	1 485	49.50	1 278	41.23	1 308	43.60	1 566	50.52	1 106	35.68	1 086	36.20	1 402	45.23	1 339	44.63	1 435	46.29	1 294	41.74	1 551	55.39	1 672	53.94	16 522	45.27
	95/96	2 087	69.57	1 651	53.26	1 593	53.10	1 790	57.74	1 335	43.06	1 735	57.83	1 504	48.52	1 552	51.73	1 831	59.06	1 485	47.90	1 693	60.46	2 205	71.13	20 461	55.90
	96/97	**1 684**	**56.13**	**1 675**	**54.03**	**1 952**	**65.07**	**1 413**	**45.58**	**1 605**	**51.77**	**1 162**	**38.73**	**1 117**	**36.03**	**1 376**	**45.87**	**961**	**31.00**	**807**	**26.03**	**827**	**28.52**	**0**	**0.00**	**14 579**	**43.65**
Total des pers. inscr.	94/95	1 537	51.23	1 344	43.35	1 392	46.40	1 640	52.90	1 187	38.29	1 158	38.60	1 467	47.32	1 409	46.97	1 508	48.65	1 336	43.10	1 595	56.96	1 742	56.19	17 315	47.44
	95/96	2 179	72.63	1 709	55.13	1 617	53.90	1 827	58.94	1 411	45.52	1 752	58.40	1 550	50.00	1 591	53.03	1 855	59.84	1 554	50.13	1 738	62.07	2 306	74.39	21 089	57.62
	96/97	**1 696**	**56.53**	**1 736**	**56.00**	**1 979**	**65.97**	**1 485**	**47.90**	**1 620**	**52.26**	**1 179**	**39.30**	**1 125**	**36.29**	**1 390**	**46.33**	**987**	**31.84**	**818**	**26.39**	**879**	**30.31**	**0**	**0.00**	**14 894**	**44.59**

ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE BORDEAUX

MOIS DE AVRIL A MARS - 1994-1995 A 1996-1997

Statut	État	Année	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOUT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
		94/95	5 192	173.07	5 171	166.81	4 895	163.17	5 201	167.77	5 225	168.55	4 932	164.40	4 990	160.97	4 869	162.30	4 801	154.87	4 959	159.97	4 396	157.00	4 934	159.16	59 565	163.19
	Prés.	95/96	4 927	164.23	5 203	167.84	4 581	152.70	4 966	160.19	5 134	165.61	4 666	155.53	5 122	165.23	5 141	171.37	4 959	159.97	5 186	167.29	4 697	167.75	5 283	170.42	59 865	163.57
Pers.		96/97	5 058	168.60	5 352	172.65	5 054	168.47	5 290	170.65	5 383	173.65	5 379	179.30	5 653	182.35	5 261	175.37	5 194	167.55	5 387	173.77	4 673	161.14	0	0.00	57 684	172.71
		94/95	2	0.07	2	0.06	14	0.47	0	0.00	2	0.06	0	0.00	1	0.03	0	0.00	11	0.35	3	0.10	3	0.11	0	0.00	38	0.10
prévenues	Abs.	95/96	13	0.43	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	8	0.27	1	0.03	0	0.00	12	0.39	9	0.29	0	0.00	4	0.13	47	0.13
		96/97	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	8	0.26	1	0.03	31	1.00	36	1.20	25	0.81	23	0.74	18	0.62	0	0.00	142	0.43
		94/95	22 116	737.20	23 095	745.00	21 466	715.53	22 080	712.26	20 214	652.06	20 279	675.97	22 833	736.55	23 232	774.40	23 066	744.06	23 874	770.13	22 422	800.79	25 032	807.48	269 709	738.93
	Prés.	95/96	23 496	783.20	23 881	770.35	21 342	711.40	21 814	703.68	20 903	674.29	21 813	727.10	22 972	741.03	22 665	755.50	22 575	728.23	23 417	755.39	23 552	841.14	24 741	798.10	273 171	746.37
Peines		96/97	23 357	778.57	23 743	765.90	23 973	799.10	24 342	785.23	22 267	718.29	22 090	736.33	24 439	788.35	23 905	796.83	24 802	800.06	24 868	802.19	23 707	817.48	0	0.00	261 493	782.91
cont.		94/95	11 590	386.33	11 118	358.65	10 103	336.77	9 619	310.29	9 021	291.00	8 227	274.23	9 098	293.48	9 453	315.10	11 048	356.39	9 391	302.94	9 295	331.96	10 827	349.26	118 790	325.45
	Abs.	95/96	11 013	367.10	11 235	362.42	11 587	386.23	11 904	384.00	9 555	308.55	9 356	311.87	11 548	372.52	12 661	422.03	14 970	482.90	14 177	457.32	17 412	621.86	21 651	698.42	157 079	429.18
		96/97	20 369	678.97	20 177	650.87	17 875	595.83	17 162	553.61	15 375	495.84	14 769	492.30	17 275	557.26	19 432	647.73	22 212	716.52	19 950	643.55	19 147	660.24	0	0.00	203 739	610.00
		94/95	186	6.20	139	4.48	192	6.40	210	6.77	181	5.84	208	6.93	299	9.65	104	3.47	96	3.10	161	5.19	163	5.82	163	5.26	2 102	5.76
	Prés.	95/96	145	4.83	190	6.13	136	4.53	82	2.65	163	5.26	185	6.17	125	4.03	161	5.37	173	5.58	211	6.81	224	8.00	134	4.32	1 929	5.27
Peines		96/97	74	2.47	108	3.48	81	2.70	116	3.74	123	3.97	63	2.10	64	2.06	97	3.23	112	3.61	73	2.35	57	1.97	0	0.00	968	2.90
disc.		94/95	69	2.30	80	2.58	120	4.00	133	4.29	104	3.35	85	2.83	109	3.52	108	3.60	96	3.10	140	4.52	84	3.00	146	4.71	1 274	3.49
	Abs.	95/96	150	5.00	199	6.42	192	6.40	124	4.00	102	3.29	90	3.00	134	4.32	113	3.77	96	3.10	127	4.10	146	5.21	165	5.32	1 638	4.48
		96/97	130	4.33	77	2.48	100	3.33	139	4.48	132	4.26	138	4.60	121	3.90	143	4.77	77	2.48	65	2.10	46	1.59	0	0.00	1 168	3.50

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES

Pers.		94/95	27 494	916.47	28 405	916.29	26 553	885.10	27 491	886.81	25 620	826.45	25 419	847.30	28 122	907.16	28 205	940.17	27 963	902.03	28 994	935.29	26 981	963.61	30 129	971.90	331 376	907.88
prés.		95/96	28 568	952.27	29 274	944.32	26 059	868.63	26 862	866.52	26 200	845.16	26 664	888.80	28 219	910.29	27 967	932.23	27 707	893.77	28 814	929.48	28 473	1016.89	30 158	972.84	334 965	915.20
		96/97	28 489	949.63	29 203	942.03	29 108	970.27	29 748	959.61	27 773	895.90	27 532	917.73	30 156	972.77	29 263	975.43	30 108	971.23	30 328	978.32	28 437	980.59	0	0.00	320 145	958.52
Pers.		94/95	11 661	388.70	11 200	361.29	10 237	341.23	9 752	314.58	9 127	294.42	8 312	277.07	9 208	297.03	9 561	318.70	11 155	359.84	9 534	307.55	9 382	335.07	10 973	353.97	120 102	329.05
abs.		95/96	11 176	372.53	11 434	368.84	11 779	392.63	12 028	388.00	9 667	311.84	9 454	315.13	11 683	376.87	12 774	425.80	15 078	486.39	14 313	461.71	17 558	627.07	21 820	703.87	158 764	433.78
		96/97	20 499	683.30	20 254	653.35	17 975	599.17	17 301	558.10	15 511	500.35	14 908	496.93	17 427	562.16	19 611	653.70	22 314	719.81	20 038	646.39	19 211	662.45	0	0.00	205 049	613.92
Total des		94/95	39 155	1305.17	39 605	1277.58	36 790	1226.33	37 243	1201.39	34 747	1120.87	33 731	1124.37	37 330	1204.19	37 766	1258.87	39 118	1261.87	38 528	1242.84	36 363	1298.68	41 102	1325.87	451 478	1236.93
pers. inscr.		95/96	39 744	1324.80	40 708	1313.16	37 838	1261.27	38 890	1254.52	35 867	1157.00	36 118	1203.93	39 902	1287.16	40 741	1358.03	42 785	1380.16	43 127	1391.19	46 031	1643.96	51 978	1676.71	493 729	1348.99
		96/97	48 988	1632.93	49 457	1595.39	47 083	1569.43	47 049	1517.71	43 284	1396.26	42 440	1414.67	47 583	1534.94	48 874	1629.13	52 422	1691.03	50 366	1624.71	47 648	1643.03	0	0.00	525 194	1572.44

TABLEAU 1

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE BORDEAUX "INTERMITTENTS"

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
1/6 - 1/3	Prés.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
+ 1/3	Prés.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
SOUS	Prés.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
TOTAL	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
TOTAL		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE BORDEAUX "INTERMITTENTS"

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
1/6 - 1/3	Prés.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
	Abs.	1	100.00%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		1	100.00%
+ 1/3	Prés.	0		0		0		0		0		0		0		1	100.00%	0		1	100.00%	0		0		2	100.00%
	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
SOUS	Prés.	0		0		0		0		0		0		0		1	50.00%	0		1	50.00%	0		0		2	66.67%
TOTAL	Abs.	1	100.00%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		1	33.33%
TOTAL		1	33.33%	0		0		0		0		0		0		1	33.33%	0		1	33.33%	0		0		3	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE BORDEAUX "INTERMITTENTS"

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS	Prés.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		20	100.00%	0		20	95.24%
TOTAL	Abs.	0		1	100.00%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		1	4.76%
TOTAL		0		1	4.76%	0		0		0		0		0		0		0		0		20	95.24%	0		21	100.00%
GRAND TOTAL		1	4.17%	1	4.17%	0		0		0		0		0		1	4.17%	0		1	4.17%	20	83.33%	0		24	100.00%

TABLEAU 2

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE BORDEAUX

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	6 648	40.15%	6 261	37.36%	6 565	36.81%	6 329	34.58%	4 812	29.34%	4 807	30.50%	6 567	36.36%	6 561	34.99%	6 472	34.66%	5808	30.88%	6542	36.07%	0		67 272	34.72%
	Abs.	343	7.61%	279	5.18%	190	3.66%	77	1.39%	94	1.96%	103	2.89%	184	4.90%	142	3.54%	131	2.62%	136	3.12%	138	3.12%	0		1 819	3.59%
1/6 - 1/3	Prés.	3 837	23.53%	3 637	22.89%	4 283	24.01%	4 149	22.67%	4 135	25.21%	4 050	25.70%	3 877	21.47%	4 124	22.00%	4 523	24.24%	4619	24.56%	4241	23.38%	0		45 675	23.57%
	Abs.	3 823	80.39%	4 445	82.50%	3 902	75.17%	3 729	67.29%	3 590	74.79%	2 770	77.72%	2 804	74.69%	3 062	76.25%	3 514	70.17%	3396	76.68%	3 396	76.68%	0		36 231	75.51%
+ 1/3	Prés.	5 923	36.32%	6 662	39.75%	6 967	39.18%	7 822	42.74%	7 453	45.45%	6 904	43.60%	7 615	42.17%	8 064	43.01%	7 667	41.08%	8379	44.55%	7353	40.54%	0		80 829	41.71%
	Abs.	541	12.00%	664	12.32%	1 099	21.17%	1 736	31.32%	1 116	23.25%	691	19.39%	766	20.40%	812	20.22%	1 363	27.22%	895	20.21%	895	20.21%	0		10 578	20.89%
SOUS	Prés.	16 408	8.42%	16 760	8.66%	17 836	9.20%	18 300	9.44%	16 400	8.46%	15 761	8.13%	18 059	9.32%	18 748	9.68%	18 662	9.63%	18 806	9.71%	18 136	9.36%	0		193 776	79.29%
TOTAL	Abs.	4 507	8.96%	5 388	10.64%	5 191	10.26%	5 542	10.96%	4 800	9.48%	3 564	7.64%	3 754	7.41%	4 018	7.93%	5 008	9.89%	4 429	8.75%	4 429	8.75%	0		50 628	20.71%
TOTAL		20 915	8.52%	22 148	9.06%	23 026	9.42%	23 842	9.76%	21 200	8.67%	19 325	7.91%	21 813	8.92%	22 766	9.31%	23 670	9.68%	23 235	9.51%	22 565	9.23%	0		244 404	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE BORDEAUX

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	2 840	40.69%	2 837	41.24%	2 384	39.61%	2 332	39.32%	2 247	38.69%	2 729	43.46%	2 863	45.18%	2 384	46.93%	2 780	45.75%	2832	47.26%	2856	52.34%	0		29 084	43.54%
	Abs.	1 504	9.55%	1 451	9.89%	1 442	11.46%	1 120	9.76%	1 081	10.40%	1 323	12.02%	1 608	12.13%	2 247	14.80%	2 248	13.25%	1802	11.66%	1 802	11.66%	0		17 626	11.58%
1/6 - 1/3	Prés.	1 642	23.64%	1 487	21.32%	1 410	23.43%	1 319	22.24%	1 450	24.97%	1 359	21.64%	1 233	19.46%	1 158	22.80%	1 427	23.49%	1249	20.84%	1099	20.14%	0		14 813	22.17%
	Abs.	4 658	29.57%	3 721	25.37%	3 445	27.38%	3 099	27.00%	2 964	28.51%	3 240	29.44%	3 838	28.95%	4 335	28.56%	4 977	29.36%	4109	26.58%	4 109	26.58%	0		42 495	27.92%
+ 1/3	Prés.	2 463	35.46%	2 576	37.44%	2 225	36.97%	2 280	38.44%	2 110	36.34%	2 191	34.89%	2 241	35.36%	1 538	30.28%	1 869	30.76%	1912	31.90%	1502	27.52%	0		22 907	34.29%
	Abs.	9 590	60.88%	9 494	64.73%	7 695	61.16%	7 257	63.24%	6 351	61.09%	6 443	58.54%	7 813	58.93%	8 599	56.64%	9 726	57.38%	9548	61.76%	9 548	61.76%	0		92 064	60.49%
SOUS	Prés.	6 945	19.46%	6 880	19.39%	6 019	9.01%	5 931	8.68%	5 807	8.69%	6 279	9.40%	6 337	9.49%	6 080	7.60%	6 076	8.10%	5 993	8.97%	5 457	8.17%	0		66 804	30.51%
TOTAL	Abs.	15 752	10.35%	14 668	9.64%	12 582	8.27%	11 476	7.54%	10 396	6.83%	11 006	7.23%	13 259	8.71%	15 181	9.98%	16 949	11.14%	15 459	10.16%	15 459	10.16%	0		152 185	69.49%
TOTAL		22 697	10.36%	21 548	9.84%	18 601	8.49%	17 407	7.95%	16 203	7.40%	17 285	7.89%	19 596	8.95%	20 261	9.25%	23 025	10.51%	21 452	9.80%	20 916	9.55%	0		218 989	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE BORDEAUX

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS	Prés.	104	11.39%	103	11.28%	119	13.03%	111	12.16%	60	6.57%	50	5.48%	43	4.71%	76	8.32%	64	7.01%	69	7.56%	114	12.49%	0		813	34.95%
TOTAL	Abs.	112	6.56%	132	7.73%	102	5.98%	144	8.44%	175	10.25%	198	11.60%	237	13.88%	235	13.77%	248	14.53%	62	3.63%	62	3.63%	0		1 707	65.15%
TOTAL		216	9.24%	235	8.97%	221	8.44%	255	9.73%	235	8.97%	248	9.47%	280	10.69%	311	11.87%	312	11.91%	131	5.00%	176	6.72%	0		2 620	100,00%
GRAND TOTAL		43 728	9.38%	43 928	9.43%	41 948	8.96%	41 504	8.91%	37 638	8.08%	36 858	7.91%	41 689	8.95%	43 337	9.30%	47 007	10.09%	44 618	9.62%	43 657	9.37%	0		466 013	100.00%

TABLEAU 2

UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE BORDEAUX "INTERMITTENTS"

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

TOTAL	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
SOUS TOTAL	**0**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**

GRAND TOTAL	**1**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE BORDEAUX "INTERMITTENTS"

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

ANNÉE 1996-97

Fraction sentence	Codes absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
- 1/6	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE BORDEAUX "INTERMITTENTS"

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL		1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE BORDEAUX "INTERMITTENTS"

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
TOTAL		**0**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE BORDEAUX

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	183	155	108	19	74	90	119	54	87	77	95	0	1 061
Total Médical"	101	41	35	6	0	0	0	22	31	25	2	0	263
Total "Réins. sociale"	59	83	47	52	20	13	65	66	13	36	54	0	508
SOUS TOTAL	**343**	**279**	**190**	**77**	**94**	**103**	**184**	**142**	**131**	**138**	**151**	**0**	**1'832**
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3													
Total "Humanitaire"	36	101	40	87	75	39	45	86	218	169	36	0	932
Total Médical"	99	99	59	56	62	35	25	0	34	18	28	0	515
Total "Réins. sociale"	3 488	4 245	3 803	3 586	3 453	2 696	2 734	2 976	3 262	3 209	2 632	0	36 084
SOUS TOTAL	**3 623**	**4 445**	**3 902**	**3 729**	**3 590**	**2 770**	**2 804**	**3 062**	**3 514**	**3 396**	**2 696**	**0**	**37 531**
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3													
Total "Humanitaire"	434	488	924	1 550	899	471	555	602	1 161	612	589	0	8 285
Total Médical"	77	69	92	136	140	155	111	79	62	56	28	0	1 005
Total "Réins. sociale"	30	107	83	50	77	65	100	131	140	227	271	0	1 281
SOUS TOTAL	**541**	**664**	**1 099**	**1 736**	**1 116**	**691**	**766**	**812**	**1 363**	**895**	**888**	**0**	**10 571**
TOTAL	**4 507**	**5 388**	**5 191**	**5 542**	**4 800**	**3 564**	**3 754**	**4 016**	**5 008**	**4 429**	**3 735**	**0**	**49 934**

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	1 469	1 421	1 419	1 099	1 069	1 297	1 585	2 233	2 223	1 781	2 198	0	17 794
Total Médical"	13	14	0	4	2	4	9	5	1	4	12	0	68
Total "Réins. sociale"	22	16	23	17	10	22	14	9	22	17	67	0	239
SOUS TOTAL	**1 504**	**1 451**	**1 442**	**1 120**	**1 081**	**1 323**	**1 608**	**2 247**	**2 246**	**1 802**	**2 277**	**0**	**18 101**
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3													
Total "Humanitaire"	2 005	1 474	1 426	1 424	1 349	1 740	1 857	2 325	2 175	1 994	1 946	0	19 715
Total Médical"	0	30	15	25	7	7	5	2	1	1	5	0	98
Total "Réins. sociale"	2 653	2 217	2 004	1 650	1 608	1 493	1 976	2 008	2 801	2 114	2 405	0	22 929
SOUS TOTAL	**4 658**	**3 721**	**3 445**	**3 099**	**2 964**	**3 240**	**3 838**	**4 335**	**4 977**	**4 109**	**4 356**	**0**	**42 742**
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3													
Total "Humanitaire"	1 601	1 514	1 001	1 373	1 248	1 466	1 624	2 251	1 595	1 737	1 762	0	17 172
Total Médical"	58	15	65	15	55	37	6	2	6	3	1	0	263
Total "Réins. sociale"	7 931	7 965	6 629	5 869	5 048	4 940	6 183	6 346	8 125	7 808	6 976	0	73 820
SOUS TOTAL	**9 590**	**9 494**	**7 695**	**7 257**	**6 351**	**6 443**	**7 813**	**8 599**	**9 726**	**9 548**	**8 739**	**0**	**91 255**
TOTAL	**15 752**	**14 666**	**12 582**	**11 476**	**10 396**	**11 006**	**13 259**	**15 181**	**16 949**	**15 459**	**15 372**	**0**	**152 098**

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	8	5	51	62	64	99	115	124	31	0	0	559
Total Médical"	30	31	30	31	31	30	31	30	31	0	0	0	275
Total "Réins. sociale"	82	93	67	62	82	104	107	90	93	31	40	0	851
SOUS TOTAL	**112**	**132**	**102**	**144**	**175**	**198**	**237**	**235**	**248**	**62**	**40**	**0**	**1 685**
GRAND TOTAL	**20 371**	**20 186**	**17 875**	**17 162**	**15 371**	**14 768**	**17 250**	**19 432**	**22 205**	**19 950**	**19 147**	**0**	**203 717**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE BORDEAUX

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
	02	0	1	0	0	0	1	0	0	38	3	0	0	43
	03	4	1	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	7
- 1/6	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	6	13	0	0	0	0	2	0	21
	10	165	149	108	19	68	76	118	54	49	72	93	0	971
	11	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		183	155	108	19	74	90	119	54	87	77	95	0	1 061
-1/6	41	60	41	25	0	0	0	0	0	0	0	2	0	128
	42	41	0	10	6	0	0	0	22	31	25	0	0	135
Total "Médical"		101	41	35	6	0	0	0	22	31	25	2	0	263
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	31	0	0	0	0	0	0	0	0	17	0	48
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	59	52	47	52	20	13	65	66	13	36	37	0	460
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		59	83	47	52	20	13	65	66	13	36	54	0	508
SOUS TOTAL		343	279	190	77	94	103	184	142	131	138	151	0	1 832
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	2
	02	6	0	4	22	42	39	28	46	148	78	0	0	413
	03	0	0	0	1	0	0	1	0	0	15	0	0	17
1/6 - 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	30	98	23	34	13	0	14	38	48	27	8	0	333
	11	0	3	13	30	20	0	1	2	20	49	28	0	166
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		36	101	40	87	75	39	45	86	218	169	36	0	932
1/6 - 1/3	41	39	29	27	31	31	30	25	0	0	0	0	0	212
	42	60	70	32	25	31	5	0	0	34	18	28	0	303
Total "Médical"		99	99	59	56	62	35	25	0	34	18	28	0	515
	61	2	0	0	3	0	0	0	0	0	8	28	0	41
	62	798	1 088	969	1 003	1 040	1 010	888	822	1 031	1 066	946	0	10 661
1/6 - 1/3	63	30	31	24	0	17	109	197	239	149	22	28	0	846
	64	39	22	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	61
	65	2 619	3 104	2 810	2 580	2 396	1 577	1 649	1 915	2 082	2 113	1 630	0	24 475
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		3 488	4 245	3 803	3 586	3 453	2 696	2 734	2 976	3 262	3 209	2 632	0	36 084
SOUS TOTAL		3 623	4 445	3 902	3 729	3 590	2 770	2 804	3 062	3 514	3 396	2 696	0	37 531
	01	0	0	0	0	2	0	0	0	12	2	0	0	16
	02	192	161	161	204	188	163	133	194	817	130	171	0	2 514
	03	5	2	0	3	0	0	2	4	13	7	0	0	36
+ 1/3	04	0	0	2	9	0	0	0	0	0	0	0	0	11
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1
	07	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	2
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	2
	09	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	3
	10	15	24	39	86	55	58	167	243	168	159	138	0	1 152
	11	222	301	722	1 248	654	249	249	160	149	314	280	0	4 548
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		434	488	924	1 550	899	471	555	602	1 161	612	589	0	8 285
+ 1/3	41	28	0	8	31	31	30	8	31	31	31	28	0	257
	42	49	69	84	105	109	125	103	48	31	25	0	0	748
Total "Médical"		77	69	92	136	140	155	111	79	62	56	28	0	1 005
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	6	30	37	14	33	31	30	37	36	33	0	287
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	30	101	53	13	63	32	69	101	103	191	238	0	994
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		30	107	83	50	77	65	100	131	140	227	271	0	1 281
SOUS TOTAL		541	664	1 099	1 736	1 116	691	766	812	1 363	895	888	0	10 571
TOTAL		4 587	5 388	5 191	5 542	4 800	3 564	3 754	4 016	5 008	4 429	3 735	0	49 954

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE BORDEAUX

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	87	50	1	0	0	0	0	0	6	0	0	0	144
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	4
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	1 382	1 371	1 418	1 099	1 069	1 297	1 585	2 229	2 212	1 781	2 198	0	17 641
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0	0	0	5
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		1 469	1 421	1 419	1 099	1 069	1 297	1 585	2 233	2 223	1 781	2 198	0	17 794
-1/6	41	13	14	0	0	0	0	0	5	1	0	0	0	33
	42	0	0	0	4	2	4	9	0	0	4	12	0	35
Total "Médical"		13	14	0	4	2	4	9	5	1	4	12	0	68
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	22	16	23	17	10	22	14	9	22	17	67	0	239
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		22	16	23	17	10	22	14	9	22	17	67	0	239
SOUS TOTAL		1 504	1 451	1 442	1 120	1 081	1 323	1 608	2 247	2 246	1 802	2 277	0	18 101
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	12	15	5	0	1	0	0	1	34	0	0	0	68
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	2
1/6 - 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	23	0	0	0	0	23
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	1 993	1 459	1 421	1 424	1 348	1 740	1 857	2 301	2 139	1 994	1 946	0	19 622
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		2 005	1 474	1 426	1 424	1 349	1 740	1 857	2 325	2 175	1 994	1 946	0	19 715
1/6 - 1/3	41	0	27	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	31
	42	0	3	11	25	7	7	5	2	1	1	5	0	67
Total "Médical"		0	30	15	25	7	7	5	2	1	1	5	0	98
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	43	18	12	9	22	4	0	12	36	14	0	0	170
1/6 - 1/3	63	0	0	0	0	0	28	3	0	0	0	0	0	31
	64	1	10	0	0	2	0	0	0	13	0	0	0	26
	65	2 609	2 189	1 992	1 641	1 584	1 461	1 973	1 996	2 752	2 100	2 405	0	22 702
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		2 653	2 217	2 004	1 650	1 608	1 493	1 976	2 008	2 801	2 114	2 405	0	22 929
SOUS TOTAL		4 658	3 721	3 445	3 099	2 964	3 240	3 838	4 335	4 977	4 109	4 356	0	42 742
	01	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	0	2
	02	15	3	5	11	7	7	2	6	138	14	4	0	212
	03	0	2	0	0	0	0	4	0	0	0	0	0	6
+ 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	5	0	0	0	0	5
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	1 586	1 507	996	1 362	1 241	1 459	1 618	2 239	1 457	1 722	1 750	0	16 937
	11	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	8	0	10
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		1 601	1 514	1 001	1 373	1 248	1 466	1 624	2 251	1 595	1 737	1 762	0	17 172
+ 1/3	41	58	15	46	4	0	0	6	0	0	0	0	0	129
	42	0	0	19	11	55	37	0	2	6	3	1	0	134
Total "Médical"		58	15	65	15	55	37	6	2	6	3	1	0	263
	61	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	62	172	67	54	39	0	0	0	0	43	82	9	0	466
	63	0	0	0	0	0	0	28	30	3	0	10	0	71
+ 1/3	64	1	26	32	18	4	0	2	21	8	5	0	0	117
	65	7 758	7 871	6 543	5 812	5 044	4 940	6 153	6 295	8 071	7 721	6 957	0	73 165
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		7 931	7 965	6 629	5 869	5 048	4 940	6 183	6 346	8 125	7 808	6 976	0	73 820
SOUS TOTAL		9 590	9 494	7 695	7 257	6 351	6 443	7 813	8 599	9 726	9 548	8 739	0	91 255
TOTAL		15 752	14 666	12 582	11 476	10 396	11 006	13 259	15 181	16 949	15 459	15 372	0	152 098

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE BORDEAUX

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	8	5	51	62	64	98	90	93	0	0	0	471
	11	0	0	0	0	0	0	1	25	31	31	0	0	88
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	8	5	51	62	64	99	115	124	31	0	0	559
	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	30	31	30	31	31	30	31	30	31	0	0	0	275
Total "Médical"		30	31	30	31	31	30	31	30	31	0	0	0	275
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	82	93	67	62	82	104	107	90	93	31	40	0	851
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		82	93	67	62	82	104	107	90	93	31	40	0	851
TOTAL		112	132	102	144	175	198	237	235	248	62	40	0	1 685

CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC - FEMMES

MOIS DE AVRIL A MARS - 1994-1995 A 1996-1997

Statut	État	Année	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOUT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
Pers. prévenues	Prés.	94/95	292	9.73	395	12.74	310	10.33	426	13.74	402	12.97	473	15.77	523	16.87	380	12.67	430	13.87	408	13.16	401	14.32	406	13.10	4 846	13.28
		95/96	389	12.97	365	11.77	424	14.13	339	10.94	390	12.58	321	10.70	519	16.74	379	12.63	338	10.90	312	10.06	456	16.29	365	11.77	4 597	12.56
		96/97	383	12.77	387	12.48	378	12.60	403	13.00	454	14.65	386	12.87	483	15.58	456	15.20	362	11.68	366	11.81	302	10.41	0	0.00	4 360	13.05
	Abs.	94/95	0	0.00	0	0.00	0	0.00	1	0.03	0	0.00	3	0.10	3	0.10	0	0.00	12	0.39	33	1.06	7	0.25	0	0.00	59	0.16
		95/96	0	0.00	1	0.03	6	0.20	0	0.00	0	0.00	2	0.07	3	0.10	0	0.00	0	0.00	1	0.03	5	0.18	0	0.00	18	0.05
		96/97	4	0.13	14	0.45	0	0.00	0	0.00	14	0.45	0	0.00	0	0.00	2	0.07	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	34	0.10
Peines cont.	Prés.	94/95	978	32.60	879	28.35	748	24.93	666	21.48	691	22.29	682	22.73	818	26.39	972	32.40	1 137	36.68	1 131	36.48	951	33.96	933	30.10	10 586	29.00
		95/96	962	32.07	978	31.55	925	30.83	998	32.19	958	30.90	730	24.33	895	28.87	941	31.37	1 076	34.71	1 004	32.39	1 013	36.18	1 157	37.32	11 637	31.80
		96/97	1 053	35.10	958	30.90	998	33.27	1 144	36.90	1 063	34.29	1 087	36.23	999	32.23	1 061	35.37	1 124	36.26	1 137	36.68	1 033	35.62	0	0.00	11 657	34.90
	Abs.	94/95	719	23.97	891	28.74	789	26.30	618	19.94	446	14.39	443	14.77	632	20.39	629	20.97	671	21.65	620	20.00	768	27.43	660	21.29	7 886	21.61
		95/96	598	19.93	598	19.29	848	28.27	635	20.48	698	22.52	406	13.53	556	17.94	506	16.87	627	20.23	477	15.39	877	31.32	952	30.71	7 778	21.25
		96/97	901	30.03	822	26.52	750	25.00	721	23.26	877	28.29	643	21.43	586	18.90	746	24.87	636	20.52	482	15.55	565	19.48	0	0.00	7 729	23.14
Peines disc.	Prés.	94/95	4	0.13	6	0.19	7	0.23	1	0.03	3	0.10	1	0.03	1	0.03	3	0.10	1	0.03	3	0.10	2	0.07	12	0.39	44	0.12
		95/96	7	0.23	9	0.29	4	0.13	1	0.03	0	0.00	5	0.17	0	0.00	0	0.00	4	0.13	0	0.00	1	0.04	2	0.06	33	0.09
		96/97	7	0.23	3	0.10	1	0.03	0	0.00	1	0.03	7	0.23	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	2	0.07	0	0.00	21	0.06
	Abs.	94/95	63	2.10	57	1.84	60	2.00	77	2.48	66	2.13	30	1.00	48	1.55	52	1.73	55	1.77	42	1.35	52	1.86	74	2.39	676	1.85
		95/96	87	2.90	32	1.03	18	0.60	10	0.32	9	0.29	24	0.80	37	1.19	33	1.10	35	1.13	38	1.23	51	1.82	73	2.35	447	1.22
		96/97	55	1.83	48	1.55	68	2.27	65	2.10	48	1.55	34	1.13	28	0.90	26	0.87	25	0.81	19	0.61	15	0.52	0	0.00	431	1.29

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES

Pers. prés.	94/95	1 274	42.47	1 280	41.29	1 065	35.50	1 093	35.26	1 096	35.35	1 156	38.53	1 342	43.29	1 355	45.17	1 568	50.58	1 542	49.74	1 354	48.36	1 351	43.58	15 476	42.40
	95/96	1 358	45.27	1 352	43.61	1 353	45.10	1 338	43.16	1 348	43.48	1 056	35.20	1 414	45.61	1 320	44.00	1 418	45.74	1 316	42.45	1 470	52.50	1 524	49.16	16 267	44.45
	96/97	1 443	48.10	1 348	43.48	1 377	45.90	1 547	49.90	1 518	48.97	1 480	49.33	1 482	47.81	1 517	50.57	1 486	47.94	1 503	48.48	1 337	46.10	0	0.00	16 038	48.02
Pers. abs.	94/95	782	26.07	948	30.58	849	28.30	696	22.45	512	16.52	476	15.87	683	22.03	681	22.70	738	23.81	695	22.42	827	29.54	734	23.68	8 621	23.62
	95/96	685	22.83	631	20.35	872	29.07	645	20.81	707	22.81	432	14.40	596	19.23	539	17.97	662	21.35	516	16.65	933	33.32	1 025	33.06	8 243	22.52
	96/97	960	32.00	884	28.52	818	27.27	786	25.35	939	30.29	677	22.57	614	19.81	774	25.80	661	21.32	501	16.16	580	20.00	0	0.00	8 194	24.53
Total des pers. inscr.	94/95	2 056	68.53	2 228	71.87	1 914	63.80	1 789	57.71	1 608	51.87	1 632	54.40	2 025	65.32	2 036	67.87	2 306	74.39	2 237	72.16	2 181	77.89	2 085	67.26	24 097	66.02
	95/96	2 043	68.10	1 983	63.97	2 225	74.17	1 983	63.97	2 055	66.29	1 488	49.60	2 010	64.84	1 859	61.97	2 080	67.10	1 832	59.10	2 403	85.82	2 549	82.23	24 510	66.97
	96/97	2 403	80.10	2 232	72.00	2 195	73.17	2 333	75.26	2 457	79.26	2 157	71.90	2 096	67.61	2 291	76.37	2 147	69.26	2 004	64.65	1 917	66.10	0	0.00	24 232	72.55

TABLEAU 1

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC - FEMMES

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	354	52.14%	171	30.43%	207	30.44%	331	37.44%	240	31.21%	323	37.36%	305	40.67%	346	46.69%	303	42.38%	228	31.11%	330	45.77%	0		3 138	38.75%
	Abs.	26	9.00%	17	5.84%	5	1.90%	21	9.66%	25	8.20%	35	11.99%	2	0.76%	18	8.74%	23	12.37%	12	8.22%	12	8.22%	0		196	7.52%
1/6 - 1/3	Prés.	167	24.59%	140	24.91%	126	18.53%	95	10.75%	85	11.05%	98	11.34%	172	22.93%	165	22.27%	134	18.74%	209	28.51%	112	15.53%	0		1 503	18.56%
	Abs.	260	89.97%	258	88.66%	221	84.03%	148	68.20%	208	68.52%	179	61.30%	199	75.38%	151	73.30%	152	81.72%	120	82.19%	120	82.19%	0		2 017	77.43%
+ 1/3	Prés.	158	23.27%	251	44.66%	347	51.03%	456	51.81%	444	57.74%	443	51.27%	273	36.40%	230	31.04%	278	38.88%	296	40.36%	279	38.70%	0		3 457	42.69%
	Abs.	3	1.04%	16	5.50%	37	14.07%	48	22.12%	71	23.28%	78	26.71%	63	23.86%	37	17.96%	11	5.91%	14	9.59%	14	9.59%	0		392	15.05%
SOUS	Prés.	679	8.36%	562	6.94%	680	8.40%	884	10.92%	769	9.50%	864	10.67%	750	9.26%	741	9.15%	715	8.83%	733	9.05%	721	8.90%	0		8 068	76.06%
TOTAL	Abs.	289	11.09%	291	11.17%	263	10.10%	217	8.33%	306	11.74%	292	11.21%	264	10.13%	206	7.91%	186	7.14%	146	5.60%	146	5.60%	0		2 606	24.34%
TOTAL		968	9.04%	853	7.97%	943	8.81%	1 101	10.29%	1 074	10.03%	1 156	10.80%	1 014	9.47%	947	8.85%	901	8.42%	879	8.21%	867	8.10%	0		10 703	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC - FEMMES

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	169	45.19%	168	42.53%	143	47.67%	137	55.24%	110	39.29%	83	37.22%	139	55.82%	127	39.81%	126	31.42%	89	23.30%	129	45.91%	0		1 420	41.14%
	Abs.	32	5.23%	32	6.03%	49	10.06%	44	9.11%	37	6.47%	13	3.70%	19	5.90%	43	7.96%	37	8.22%	16	4.76%	16	4.76%	0		338	6.73%
1/6 - 1/3	Prés.	49	13.10%	115	29.11%	55	18.33%	74	29.84%	77	27.50%	44	19.73%	80	32.13%	71	22.26%	88	21.95%	115	30.10%	26	9.25%	0		794	23.00%
	Abs.	135	22.06%	170	32.02%	112	23.00%	162	33.54%	148	25.87%	69	19.66%	108	32.92%	156	28.89%	148	32.89%	104	30.95%	104	30.95%	0		1 414	28.17%
+ 1/3	Prés.	156	41.71%	112	28.35%	102	34.00%	37	14.92%	93	33.21%	96	43.05%	30	12.05%	121	37.93%	187	46.63%	178	46.60%	126	44.64%	0		1 238	35.66%
	Abs.	445	72.71%	329	61.96%	326	66.94%	277	57.35%	387	67.66%	269	76.64%	197	61.18%	341	63.15%	285	58.89%	216	64.29%	216	64.29%	0		3 268	65.10%
SOUS	Prés.	374	19.83%	395	11.44%	300	8.69%	248	7.19%	280	8.11%	223	6.46%	249	7.21%	319	9.24%	401	11.62%	382	11.07%	281	8.14%	0		3 452	40.76%
TOTAL	Abs.	612	12.19%	531	10.58%	487	9.70%	483	9.62%	572	11.39%	351	6.99%	322	6.41%	640	10.76%	480	8.96%	336	6.69%	336	6.69%	0		5 026	59.24%
TOTAL		986	11.64%	926	10.93%	787	9.29%	731	8.63%	852	10.06%	574	6.78%	571	6.74%	959	10.14%	881	10.04%	718	8.47%	617	7.28%	0		8 472	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC - FEMMES

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS	Prés.	0		1	0.63%	10	10.62%	12	11.21%	14	13.08%	0		0		1	0.93%	8	7.48%	22	20.56%	31	28.97%	0		107	83.59%
TOTAL	Abs.	0		0		0		21	100.00%	0		0		0		0		0		0		0		0		21	16.41%
TOTAL		0		1	0.78%	10	14.06%	33	25.78%	14	10.94%	0		0		1	0.78%	8	6.25%	22	17.19%	31	24.22%	0		128	100.00%
GRAND TOTAL		1 954	10.12%	1 780	9.22%	1 740	9.06%	1 866	9.66%	1 940	10.05%	1 730	8.96%	1 585	8.21%	1 907	9.36%	1 788	9.12%	1 619	8.39%	1 515	7.85%	0		19 363	100.00%

TABLEAU 2

TABLEAU 3

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC - FEMMES

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	26	17	5	21	25	11	2	15	22	12	3	0	159
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	24	0	3	1	0	0	0	28
SOUS TOTAL	**26**	**17**	**5**	**21**	**25**	**35**	**2**	**18**	**23**	**12**	**3**	**0**	**187**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	18	1	0	0	0	0	1	6	4	9	5	0	44
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	242	257	221	148	209	179	198	145	148	111	92	0	1 950
SOUS TOTAL	**260**	**258**	**221**	**148**	**209**	**179**	**199**	**151**	**152**	**120**	**97**	**0**	**1 994**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	3	16	37	48	71	74	63	37	11	14	51	0	425
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	0	0	4
SOUS TOTAL	**3**	**16**	**37**	**48**	**71**	**78**	**63**	**37**	**11**	**14**	**51**	**0**	**429**

TOTAL	**289**	**291**	**263**	**217**	**305**	**292**	**264**	**206**	**186**	**146**	**151**	**0**	**2 610**

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	27	30	49	44	35	13	19	43	37	16	15	0	328
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	5	2	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	9
SOUS TOTAL	**32**	**32**	**49**	**44**	**37**	**13**	**19**	**43**	**37**	**16**	**15**	**0**	**337**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	0	1	1	0	0	0	12	8	10	9	6	0	47
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	135	169	111	162	148	69	94	148	138	95	127	0	1 396
SOUS TOTAL	**135**	**170**	**112**	**162**	**148**	**69**	**106**	**156**	**148**	**104**	**133**	**0**	**1 443**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	6	0	0	0	8	2	11	14	18	15	44	0	118
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4
Total "Réins. sociale"	439	329	326	277	379	267	182	327	247	201	222	0	3 196
SOUS TOTAL	**445**	**329**	**326**	**277**	**387**	**269**	**197**	**341**	**265**	**216**	**266**	**0**	**3 318**

TOTAL	**612**	**531**	**487**	**483**	**572**	**351**	**322**	**540**	**450**	**336**	**414**	**0**	**5 098**

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	21	0	0	0	0	0	0	0	0	21
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**21**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**21**

GRAND TOTAL	**901**	**822**	**750**	**721**	**877**	**643**	**586**	**746**	**636**	**482**	**565**	**0**	**7 729**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC - FEMMES

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	2
	02	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	25	15	5	21	25	11	0	15	22	12	3	0	154
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		26	17	5	21	25	11	2	15	22	12	3	0	159
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	3
	65	0	0	0	0	0	24	0	0	1	0	0	0	25
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	24	0	3	1	0	0	0	28
SOUS TOTAL		26	17	5	21	25	35	2	18	23	12	3	0	187
	01	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
	02	3	0	0	0	0	0	0	5	4	2	5	0	19
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	04	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	1	0	0	6	0	0	7
	11	12	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	14
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		18	1	0	0	0	0	1	6	4	9	5	0	44
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	5	7	0	24	14	0	0	0	0	0	0	0	50
	62	85	62	23	54	96	85	67	52	54	16	28	0	622
1/6 - 1/3	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	152	188	198	70	99	94	131	93	94	95	64	0	1 278
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		242	257	221	148	209	179	198	145	148	111	92	0	1 950
SOUS TOTAL		260	258	221	148	209	179	199	151	152	120	97	0	1 994
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	3	6	6	9	14	15	6	0	4	3	5	0	71
	03	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
+ 1/3	04	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	3
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	10	26	28	46	43	57	28	0	11	46	0	295
	11	0	0	4	8	11	16	0	9	7	0	0	0	55
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		3	16	37	48	71	74	63	37	11	14	51	0	425
+ 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	0	0	4
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	0	0	4
SOUS TOTAL		3	16	37	48	71	78	63	37	11	14	51	0	429
TOTAL		289	291	263	217	305	292	264	206	186	146	151	0	2 610

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC - FEMMES

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	2
	03	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	2
- 1/6	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	3	6	0	0	7	4	0	0	20
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	27	30	49	42	32	7	19	43	28	12	15	0	304
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		27	30	49	44	35	13	19	43	37	16	15	0	328
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	5	2	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	9
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		5	2	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	9
SOUS TOTAL		32	32	49	44	37	13	19	43	37	16	15	0	337
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2	0	0	4
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	1	0	0	2	0	0	3
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	1	1	0	0	0	11	8	8	5	6	0	40
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	1	1	0	0	0	12	8	10	9	6	0	47
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	8	0	6	1	3	2	1	0	4	8	0	33
1/6 - 1/3	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	135	161	111	156	147	66	92	147	138	91	119	0	1 363
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		135	169	111	162	148	69	94	148	138	95	127	0	1 396
SOUS TOTAL		135	170	112	162	148	69	106	156	148	104	133	0	1 443
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	5	9	0	0	14
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	2
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	0	4
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	6	0	0	0	8	2	11	12	13	2	44	0	98
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		6	0	0	0	8	2	11	14	18	15	44	0	118
+ 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	2	5	0	0	0	0	11	0	0	1	0	19
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	64	0	0	3	1	0	0	0	0	0	0	0	0	4
	65	439	327	318	276	379	267	182	316	247	201	221	0	3 173
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		439	329	326	277	379	267	182	327	247	201	222	0	3 196
SOUS TOTAL		445	329	326	277	387	269	197	341	265	216	266	0	3 318
TOTAL		612	531	487	483	572	351	322	540	450	336	414	0	5 098

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC - FEMMES

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	21	0	0	0	0	0	0	0	0	21
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	21	0	0	0	0	0	0	0	0	21
TOTAL		0	0	0	21	0	0	0	0	0	0	0	0	21

CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC - HOMMES

MOIS DE AVRIL A MARS - 1994-1995 A 1996-1997

Statut	État	Année	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOUT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
Pers. prévenues	Prés.	94/95	4 825	160.83	5 616	181.16	5 112	170.40	4 727	152.48	5 148	166.06	5 347	178.23	6 014	194.00	5 479	182.63	4 941	159.39	4 948	159.61	4 634	165.50	4 975	160.48	61 766	169.22
		95/96	5 230	174.33	5 001	161.32	4 859	161.97	5 234	168.84	5 505	177.58	5 212	173.73	5 414	174.65	5 223	174.10	5 154	166.26	5 334	172.06	5 121	182.89	5 654	182.39	62 941	171.97
		96/97	5 803	193.43	5 824	187.87	5 362	178.73	5 733	184.94	6 011	193.90	6 306	210.20	6 155	198.55	5 947	198.23	5 935	191.45	6 005	193.71	4 812	165.93	0	0.00	63 893	191.30
	Abs.	94/95	0	0.00	27	0.87	30	1.00	21	0.68	2	0.06	24	0.80	32	1.03	52	1.73	8	0.26	3	0.10	7	0.25	43	1.39	249	0.68
		95/96	34	1.13	18	0.58	39	1.30	39	1.26	8	0.26	0	0.00	6	0.19	29	0.97	21	0.68	19	0.61	79	2.82	88	2.84	380	1.04
		96/97	81	2.70	43	1.39	19	0.63	38	1.23	44	1.42	4	0.13	19	0.61	58	1.93	22	0.71	31	1.00	50	1.72	0	0.00	409	1.22
Peines cont.	Prés.	94/95	9 426	314.20	9 319	300.61	9 169	305.63	8 889	286.74	8 110	261.61	8 501	283.37	8 994	290.13	9 294	309.80	9 223	297.52	9 404	303.35	8 888	317.43	9 787	315.71	109 004	298.64
		95/96	8 836	294.53	9 407	303.45	8 633	287.77	9 004	290.45	9 190	296.45	9 128	304.27	9 563	308.48	9 544	318.13	8 983	289.77	9 693	312.68	8 988	321.00	9 237	297.97	110 206	301.11
		96/97	8 515	283.83	9 220	297.42	9 095	303.17	9 437	304.42	8 876	286.32	8 508	283.60	8 897	287.00	8 770	292.33	8 871	286.16	9 219	297.39	9 803	338.03	0	0.00	99 211	297.04
	Abs.	94/95	8 909	296.97	7 900	254.84	6 931	231.03	6 740	217.42	5 382	173.61	5 538	184.60	6 826	220.19	7 153	238.43	7 926	255.68	6 760	218.06	7 830	279.64	11 054	356.58	88 949	243.70
		95/96	10 871	362.37	9 131	294.55	7 225	240.83	6 206	200.19	6 586	212.45	6 664	222.13	7 934	255.94	7 872	262.40	8 220	265.16	7 467	240.87	10 771	384.68	12 057	388.94	101 004	275.97
		96/97	11 157	371.90	11 681	376.81	10 189	339.63	10 643	343.32	9 451	304.87	8 882	296.07	8 690	280.32	9 186	306.20	10 496	338.58	8 647	278.94	9 536	328.83	0	0.00	108 558	325.02
Peines disc.	Prés.	94/95	77	2.57	74	2.39	104	3.47	91	2.94	53	1.71	67	2.23	115	3.71	99	3.30	95	3.06	119	3.84	75	2.68	162	5.23	1 131	3.10
		95/96	97	3.23	61	1.97	52	1.73	42	1.35	18	0.58	64	2.13	58	1.87	84	2.80	108	3.48	41	1.32	72	2.57	152	4.90	849	2.32
		96/97	112	3.73	131	4.23	131	4.37	93	3.00	111	3.58	57	1.90	87	2.81	138	4.60	71	2.29	70	2.26	39	1.34	0	0.00	1 040	3.11
	Abs.	94/95	1 083	36.10	865	27.90	858	28.60	1 070	34.52	817	26.35	653	21.77	996	32.13	944	31.47	964	31.10	744	24.00	801	28.61	886	28.58	10 681	29.26
		95/96	1 106	36.87	841	27.13	775	25.83	870	28.06	593	19.13	761	25.37	698	22.52	697	23.23	822	26.52	611	19.71	661	23.61	925	29.84	9 360	25.57
		96/97	763	25.43	731	23.58	862	28.73	638	20.58	666	21.48	485	16.17	447	14.42	497	16.57	339	10.94	250	8.06	272	9.38	0	0.00	5 950	17.81

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES

Pers. prés.	94/95	14 328	477.60	15 009	484.16	14 385	479.50	13 707	442.16	13 311	429.39	13 915	463.83	15 123	487.84	14 872	495.73	14 259	459.97	14 471	466.81	13 597	485.61	14 924	481.42	171 901	470.96
	95/96	14 163	472.10	14 469	466.74	13 544	451.47	14 280	460.65	14 713	474.61	14 404	480.13	15 035	485.00	14 851	495.03	14 245	459.52	15 068	486.06	14 181	506.46	15 043	485.26	173 996	475.40
	96/97	14 430	481.00	15 175	489.52	14 588	486.27	15 263	492.35	14 998	483.81	14 871	495.70	15 139	488.35	14 855	495.17	14 877	479.90	15 294	493.35	14 654	505.31	0	0.00	164 144	491.45
Pers. abs.	94/95	9 992	333.07	8 792	283.61	7 819	260.63	7 831	252.61	6 201	200.03	6 215	207.17	7 854	253.35	8 149	271.63	8 898	287.03	7 507	242.16	8 638	308.50	11 983	386.55	99 879	273.64
	95/96	12 011	400.37	9 990	322.26	8 039	267.97	7 115	229.52	7 187	231.84	7 425	247.50	8 638	278.65	8 598	286.60	9 063	292.35	8 097	261.19	11 511	411.11	13 070	421.61	110 744	302.58
	96/97	12 001	400.03	12 455	401.77	11 070	369.00	11 319	365.13	10 161	327.77	9 371	312.37	9 156	295.35	9 741	324.70	10 857	350.23	8 928	288.00	9 858	339.93	0	0.00	114 917	344.06
Total des pers. inscr.	94/95	24 320	810.67	23 801	767.77	22 204	740.13	21 538	694.77	19 512	629.42	20 130	671.00	22 977	741.19	23 021	767.37	23 157	747.00	21 978	708.97	22 235	794.11	26 907	867.97	271 780	744.60
	95/96	26 174	872.47	24 459	789.00	21 583	719.43	21 395	690.16	21 900	706.45	21 829	727.63	23 673	763.65	23 449	781.63	23 308	751.87	23 165	747.26	25 692	917.57	28 113	906.87	284 740	777.98
	96/97	26 431	881.03	27 630	891.29	25 658	855.27	26 582	857.48	25 159	811.58	24 242	808.07	24 295	783.71	24 596	819.87	25 734	830.13	24 222	781.35	24 512	845.24	0	0.00	279 061	835.51

TABLEAU 1

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC - HOMMES

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	2 829	39.23%	2 945	37.62%	2 910	37.53%	2 811	35.24%	2 109	28.26%	2 444	33.79%	2 516	32.50%	3 111	42.29%	2 833	37.13%	2286	28.67%	2766	33.02%	0		29 560	34.96%
	Abs.	148	5.13%	191	5.89%	93	2.89%	182	4.79%	92	2.88%	121	3.99%	163	5.94%	174	7.23%	176	6.20%	62	2.43%	92	2.43%	0		1 494	4.51%
1/6 - 1/3	Prés.	1 509	20.93%	1 855	23.82%	1 633	23.64%	2 175	27.27%	2 016	27.01%	1 494	20.66%	1 577	20.37%	1 525	20.73%	1 809	23.71%	2102	26.36%	2061	24.61%	0		19 956	23.62%
	Abs.	2 196	76.12%	2 527	77.92%	2 583	80.29%	2 480	65.21%	2 162	67.71%	1 905	62.83%	1 767	64.44%	1 522	63.26%	1 946	68.50%	1822	71.54%	1 822	71.54%	0		22 732	70.04%
+ 1/3	Prés.	2 873	39.84%	2 986	38.35%	3 010	38.82%	2 991	37.50%	3 339	44.73%	3 295	45.56%	3 648	47.13%	2 720	36.98%	2 987	39.15%	3585	44.96%	3549	42.37%	0		34 983	41.40%
	Abs.	541	18.75%	625	16.19%	541	16.82%	1 141	30.00%	939	29.41%	1 006	33.18%	812	28.61%	710	29.51%	719	25.31%	663	26.03%	663	26.03%	0		8 260	25.45%
SOUS	Prés.	7 211	8.53%	7 786	9.21%	7 753	9.18%	7 977	9.44%	7 464	8.83%	7 233	8.56%	7 741	9.16%	7 366	8.71%	7 629	9.03%	7 973	9.44%	8 376	9.91%	0		84 496	72.26%
TOTAL	Abs.	2 885	8.89%	3 343	9.99%	3 217	9.91%	3 803	11.72%	3 193	9.84%	3 032	9.34%	2 742	8.45%	2 406	7.41%	2 841	8.76%	2 547	7.85%	2 847	7.85%	0		32 456	27.76%
TOTAL		10 096	8.63%	11 129	9.43%	10 970	9.38%	11 780	10.07%	10 657	9.11%	10 265	8.78%	10 483	8.96%	9 782	8.36%	10 470	8.96%	10 520	8.99%	10 923	9.34%	0		116 952	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC - HOMMES

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	601	46.77%	664	46.53%	732	55.04%	768	53.44%	715	51.33%	653	51.78%	679	60.57%	741	54.37%	593	47.90%	595	48.30%	769	55.16%	0		7 510	51.86%
	Abs.	1 234	14.95%	1 214	14.39%	771	11.09%	899	13.14%	651	10.45%	849	14.53%	937	15.75%	1 015	14.97%	1 022	13.39%	833	13.66%	833	13.66%	0		10 258	13.66%
1/6 - 1/3	Prés.	298	23.19%	375	26.28%	249	18.72%	299	20.81%	273	19.60%	233	18.48%	209	18.64%	328	24.06%	260	21.00%	270	21.92%	277	19.87%	0		3 071	21.21%
	Abs.	2 105	25.50%	2 225	26.38%	1 736	24.99%	2 017	29.46%	1 579	25.35%	1 454	24.89%	1 611	27.06%	2 013	29.69%	2 116	27.72%	1531	25.10%	1 531	25.10%	0		19 920	26.52%
+ 1/3	Prés.	386	30.04%	388	27.19%	349	26.24%	370	25.75%	405	29.07%	375	29.74%	233	20.79%	294	21.57%	385	31.10%	367	29.79%	348	24.96%	0		3 900	26.93%
	Abs.	4 916	59.55%	4 995	59.22%	4 446	63.93%	3 925	57.37%	3 999	64.20%	3 539	60.58%	3 402	57.18%	3 752	55.34%	4 496	58.89%	3736	61.25%	3 736	61.25%	0		44 942	59.83%
SOUS	Prés.	1 285	8.87%	1 427	9.85%	1 330	9.18%	1 437	9.92%	1 393	9.62%	1 261	8.71%	1 121	7.74%	1 363	9.41%	1 238	8.55%	1 232	8.51%	1 394	9.63%	0		14 491	16.19%
TOTAL	Abs.	8 255	10.99%	8 434	11.23%	6 956	9.26%	6 841	9.11%	6 229	8.29%	5 842	7.78%	5 950	7.92%	6 780	9.03%	7 634	10.16%	6 100	8.12%	6 100	8.12%	0		75 120	83.84%
TOTAL		9 540	10.66%	9 861	11.01%	8 285	9.26%	8 278	9.24%	7 622	8.51%	7 103	7.93%	7 071	7.89%	8 143	9.09%	8 872	9.90%	7 332	8.18%	7 494	8.36%	0		89 611	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC - HOMMES

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS	Prés.	19	8.23%	7	3.83%	12	5.19%	23	9.96%	19	8.23%	14	6.06%	35	15.15%	51	22.08%	4	1.73%	14	6.06%	33	14.29%	0		231	66.19%
TOTAL	Abs.	29	24.58%	13	11.02%	17	14.41%	0		29	24.58%	9	7.63%	0		0		21	17.80%	0		0		0		118	33.81%
TOTAL		48	13.75%	20	5.73%	29	8.31%	23	6.59%	48	13.75%	23	6.59%	35	10.03%	51	14.61%	25	7.16%	14	4.01%	33	9.46%	0		349	100.00%
GRAND TOTAL		19 684	9.61%	20 910	10.11%	19 284	9.32%	20 081	9.71%	18 327	8.86%	17 391	8.41%	17 588	8.50%	17 868	8.69%	19 367	9.36%	17 866	8.63%	18 456	8.92%	0		206 961	100.00%

TABLEAU 2

TABLEAU 3

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC - HOMMES

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	114	118	76	169	83	96	103	153	175	58	90	0	1 235
Total Médical"	10	29	0	0	0	0	16	0	0	0	0	0	55
Total "Réins. sociale"	24	44	17	13	9	25	44	21	1	4	32	0	234
SOUS TOTAL	**148**	**191**	**93**	**182**	**92**	**121**	**163**	**174**	**176**	**62**	**122**	**0**	**1 524**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	72	43	42	108	165	138	66	45	71	49	10	0	809
Total Médical"	119	242	215	113	58	60	73	62	58	81	83	0	1 164
Total "Réins. sociale"	2 005	2 242	2 326	2 259	1 939	1 707	1 628	1 415	1 817	1 692	1 693	0	20 723
SOUS TOTAL	**2 196**	**2 527**	**2 583**	**2 480**	**2 162**	**1 905**	**1 767**	**1 522**	**1 946**	**1 822**	**1 786**	**0**	**22 696**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	520	509	463	1 118	938	987	767	632	598	521	707	0	7 760
Total Médical"	9	2	21	9	0	0	0	0	0	9	8	0	58
Total "Réins. sociale"	12	14	57	14	1	19	45	78	121	133	5	0	499
SOUS TOTAL	**541**	**525**	**541**	**1 141**	**939**	**1 006**	**812**	**710**	**719**	**663**	**720**	**0**	**8 317**

TOTAL	**2 885**	**3 243**	**3 217**	**3 803**	**3 193**	**3 032**	**2 742**	**2 406**	**2 841**	**2 547**	**2 628**	**0**	**32 537**

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	1 205	1 168	740	877	642	817	875	1 000	978	812	1 256	0	10 370
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	18	0	0	0	0	0	18
Total "Réins. sociale"	29	46	31	22	9	32	44	15	44	21	15	0	308
SOUS TOTAL	**1 234**	**1 214**	**771**	**899**	**651**	**849**	**937**	**1 015**	**1 022**	**833**	**1 271**	**0**	**10 696**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	53	52	44	101	50	91	68	127	61	58	60	0	765
Total Médical"	1	0	2	0	5	0	10	20	0	2	15	0	55
Total "Réins. sociale"	2 051	2 173	1 692	1 916	1 524	1 363	1 533	1 866	2 055	1 471	2 035	0	19 679
SOUS TOTAL	**2 105**	**2 225**	**1 738**	**2 017**	**1 579**	**1 454**	**1 611**	**2 013**	**2 116**	**1 531**	**2 110**	**0**	**20 499**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	108	79	66	124	199	119	271	424	292	186	161	0	2 029
Total Médical"	42	52	5	0	4	6	0	10	31	19	13	0	182
Total "Réins. sociale"	4 766	4 864	4 375	3 801	3 796	3 414	3 131	3 318	4 173	3 531	3 351	0	42 520
SOUS TOTAL	**4 916**	**4 995**	**4 446**	**3 925**	**3 999**	**3 539**	**3 402**	**3 752**	**4 496**	**3 736**	**3 525**	**0**	**44 731**

TOTAL	**8 255**	**8 434**	**6 955**	**6 841**	**6 229**	**5 842**	**5 950**	**6 780**	**7 634**	**6 100**	**6 906**	**0**	**75 926**

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	24	0	0	0	4	3	0	0	0	0	0	0	31
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	5	13	17	0	25	6	0	0	21	0	2	0	89
SOUS TOTAL	**29**	**13**	**17**	**0**	**29**	**9**	**0**	**0**	**21**	**0**	**2**	**0**	**120**

GRAND TOTAL	**11 169**	**11 690**	**10 189**	**10 644**	**9 451**	**8 883**	**8 692**	**9 186**	**10 496**	**8 647**	**9 536**	**0**	**108 583**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC - HOMMES

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	2	0	2	0	0	0	0	0	11	0	0	0	15
	02	0	0	5	0	2	10	3	0	8	2	0	0	30
	03	0	3	0	3	0	0	11	3	0	6	5	0	31
- 1/6	04	16	0	4	0	0	0	0	0	2	0	0	0	22
	05	2	22	23	20	3	17	0	0	0	0	0	0	87
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	3	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	6
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	94	90	42	146	71	69	89	150	154	50	85	0	1 040
	11	0	0	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	4
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		114	118	76	169	83	96	103	153	175	58	90	0	1 235
-1/6	41	10	11	0	0	0	0	16	0	0	0	0	0	37
	42	0	18	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18
Total "Médical"		10	29	0	0	0	0	16	0	0	0	0	0	55
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	1	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	5
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	24	43	17	13	9	25	44	17	1	4	32	0	229
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		24	44	17	13	9	25	44	21	1	4	32	0	234
SOUS TOTAL		**148**	**191**	**93**	**182**	**92**	**121**	**163**	**174**	**176**	**62**	**122**	**0**	**1 524**
	01	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4
	02	9	3	3	2	4	4	3	6	34	7	1	0	76
	03	3	0	0	0	1	0	0	1	1	0	0	0	6
1/6 - 1/3	04	0	4	0	0	0	0	0	2	1	0	0	0	7
	05	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	06	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1
	07	0	0	0	0	2	0	1	0	0	0	0	0	3
	08	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	2
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	60	33	39	105	155	133	58	36	35	41	9	0	704
	11	0	3	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	5
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		72	43	42	108	165	138	66	45	71	49	10	0	809
1/6 - 1/3	41	119	213	155	43	0	0	23	56	58	80	70	0	817
	42	0	29	60	70	58	60	50	6	0	1	13	0	347
Total "Médical"		119	242	215	113	58	60	73	62	58	81	83	0	1 164
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17	0	17
	62	417	585	740	797	506	512	513	381	639	665	656	0	6 411
1/6 - 1/3	63	97	54	18	89	73	67	31	25	20	12	21	0	507
	64	30	32	36	21	0	1	0	0	0	0	0	0	120
	65	1 431	1 540	1 502	1 352	1 351	1 116	1 084	1 009	1 158	1 015	999	0	13 557
	66	30	31	30	0	9	11	0	0	0	0	0	0	111
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		2 005	2 242	2 326	2 259	1 939	1 707	1 628	1 415	1 817	1 692	1 693	0	20 723
SOUS TOTAL		**2 196**	**2 527**	**2 583**	**2 480**	**2 162**	**1 905**	**1 767**	**1 522**	**1 946**	**1 822**	**1 786**	**0**	**22 696**
	01	5	0	0	0	2	6	1	0	0	3	1	0	18
	02	73	105	123	87	31	51	31	37	119	58	49	0	764
	03	13	0	6	0	0	7	2	3	4	0	1	0	36
+ 1/3	04	5	5	0	0	7	0	0	0	0	0	3	0	20
	05	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	3
	06	0	0	3	1	0	0	0	3	0	0	0	0	7
	07	0	0	0	0	4	0	1	0	8	0	0	0	13
	08	3	1	4	0	0	0	0	0	2	0	0	0	10
	09	0	1	0	0	0	0	4	26	0	0	0	0	31
	10	337	307	234	854	618	624	590	496	442	390	612	0	5 504
	11	84	90	93	176	276	299	138	64	23	70	41	0	1 354
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		520	509	463	1 118	938	987	767	632	598	521	707	0	7 760
+ 1/3	41	9	2	12	0	0	0	0	0	0	4	4	0	31
	42	0	0	9	9	0	0	0	0	0	5	4	0	27
Total "Médical"		9	2	21	9	0	0	0	0	0	9	8	0	58
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	2	0	0	14	53	33	12	0	0	114
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	12	14	57	12	1	19	31	25	88	121	5	0	385
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		12	14	57	14	1	19	45	78	121	133	5	0	499
SOUS TOTAL		**541**	**525**	**541**	**1 141**	**939**	**1 006**	**812**	**710**	**719**	**663**	**720**	**0**	**8 317**
TOTAL		**2 885**	**3 243**	**3 217**	**3 803**	**3 193**	**3 032**	**2 742**	**2 406**	**2 841**	**2 547**	**2 628**	**0**	**32 537**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC - HOMMES

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	. 0
	10	1 205	1 168	740	877	641	817	868	1 000	978	812	1 256	0	10 362
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		1 205	1 168	740	877	642	817	875	1 000	978	812	1 256	0	10 370
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	18	0	0	0	0	0	18
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	18	0	0	0	0	0	18
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	65	29	45	31	22	9	32	44	15	44	21	15	0	307
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		29	46	31	22	9	32	44	15	44	21	15	0	308
SOUS TOTAL		1 234	1 214	771	899	651	849	937	1 015	1 022	833	1 271	0	10 696
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	2	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	04	0	0	9	1	0	0	0	0	0	0	0	0	10
	05	17	0	20	22	0	0	7	17	0	0	0	0	83
	06	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	33	52	14	78	50	91	61	110	61	58	60	0	668
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		53	52	44	101	50	91	68	127	61	58	60	0	765
1/6 - 1/3	41	1	0	0	0	0	0	10	20	0	0	0	0	31
	42	0	0	2	0	5	0	0	0	0	2	15	0	24
Total "Médical"		1	0	2	0	5	0	10	20	0	2	15	0	55
	61	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4
	62	24	2	19	12	8	14	2	7	17	0	14	0	119
1/6 - 1/3	63	0	0	4	18	16	13	0	0	0	0	0	0	51
	64	0	2	0	1	8	0	0	0	0	0	0	0	11
	65	2 027	2 169	1 669	1 885	1 492	1 336	1 527	1 859	2 038	1 471	2 021	0	19 494
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		2 051	2 173	1 692	1 916	1 524	1 363	1 533	1 866	2 055	1 471	2 035	0	19 679
SOUS TOTAL		2 105	2 225	1 738	2 017	1 579	1 454	1 611	2 013	2 116	1 531	2 110	0	20 499
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	3	0	0	0	0	0	0	6	2	0	0	11
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	04	0	0	0	30	8	0	0	0	0	0	0	0	38
	05	13	31	6	40	58	0	0	0	0	0	0	0	148
	06	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	95	45	56	54	133	119	271	424	286	184	161	0	1 828
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		108	79	66	124	199	119	271	424	292	186	161	0	2 029
+ 1/3	41	42	52	0	0	0	0	0	10	31	19	0	0	154
	42	0	0	5	0	4	6	0	0	0	0	13	0	28
Total "Médical"		42	52	5	0	4	6	0	10	31	19	13	0	182
	61	0	0	0	0	0	0	11	30	4	0	0	0	45
	62	19	62	59	75	47	16	34	24	15	0	22	0	373
	63	0	0	0	22	46	17	31	3	0	0	0	0	119
+ 1/3	64	19	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19
	65	4 728	4 802	4 316	3 704	3 703	3 381	3 055	3 261	4 154	3 531	3 329	0	41 964
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		4 766	4 864	4 375	3 801	3 796	3 414	3 131	3 318	4 173	3 531	3 351	0	42 520
SOUS TOTAL		4 916	4 995	4 446	3 925	3 999	3 539	3 402	3 752	4 496	3 736	3 525	0	44 731
TOTAL		8 255	8 434	6 955	6 841	6 229	5 842	5 950	6 780	7 634	6 106	6 906	0	75 926

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC - HOMMES

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	24	0	0	0	4	3	0	0	0	0	0	0	31
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		24	0	0	0	4	3	0	0	0	0	0	0	31
	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	5	13	17	0	25	6	0	0	21	0	2	0	89
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		5	13	17	0	25	6	0	0	21	0	2	0	89
TOTAL		29	13	17	0	29	9	0	0	21	0	2	0	120

MOIS DE AVRIL A MARS - 1994-1995 A 1996-1997

Statut	État	Année	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOUT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
Pers. prévenues	Prés.	94/95	659	21.97	747	24.10	543	18.10	588	18.97	650	20.97	595	19.83	615	19.84	674	22.47	590	19.03	579	18.68	413	14.75	618	19.94	7 271	19.92
		95/96	459	15.30	471	15.19	636	21.20	710	22.90	626	20.19	539	17.97	575	18.55	549	18.30	552	17.81	556	17.94	526	18.79	666	21.48	6 865	18.76
		96/97	640	21.33	660	21.29	542	18.07	450	14.52	627	20.23	578	19.27	642	20.71	550	18.33	571	18.42	575	18.55	567	19.55	0	0.00	6 402	19.17
	Abs.	94/95	39	1.30	136	4.39	70	2.33	22	0.71	24	0.77	10	0.33	64	2.06	14	0.47	47	1.52	32	1.03	73	2.61	31	1.00	562	1.54
		95/96	33	1.10	18	0.58	45	1.50	7	0.23	22	0.71	35	1.17	42	1.35	33	1.10	35	1.13	55	1.77	75	2.68	33	1.06	433	1.18
		96/97	12	0.40	4	0.13	24	0.80	14	0.45	0	0.00	4	0.13	49	1.58	51	1.70	33	1.06	0	0.00	52	1.79	0	0.00	243	0.73
Peines cont.	Prés.	94/95	1 196	39.87	1 216	39.23	1 114	37.13	1 206	38.90	1 176	37.94	1 148	38.27	1 097	35.39	922	30.73	1 035	33.39	1 241	40.03	1 220	43.57	1 305	42.10	13 876	38.02
		95/96	1 079	35.97	1 116	36.00	1 171	39.03	1 149	37.06	1 129	36.42	1 200	40.00	1 190	38.39	1 114	37.13	1 009	32.55	1 070	34.52	1 299	46.39	1 235	39.84	13 761	37.60
		96/97	1 233	41.10	1 188	38.32	1 103	36.77	1 021	32.94	1 313	42.35	1 261	42.03	1 310	42.26	1 239	41.30	1 163	37.52	1 150	37.10	1 162	40.07	0	0.00	13 143	39.35
	Abs.	94/95	880	29.33	816	26.32	557	18.57	526	16.97	382	12.32	496	16.53	546	17.61	674	22.47	796	25.68	544	17.55	643	22.96	949	30.61	7 809	21.39
		95/96	916	30.53	675	21.77	824	27.47	714	23.03	666	21.48	561	18.70	553	17.84	571	19.03	795	25.65	379	12.23	720	25.71	875	28.23	8 249	22.54
		96/97	758	25.27	1 008	32.52	774	25.80	814	26.26	662	21.35	790	26.33	994	32.06	942	31.40	1 021	32.94	721	23.26	1 359	46.86	0	0.00	9 843	29.47
Peines disc.	Prés.	94/95	21	0.70	27	0.87	45	1.50	20	0.65	12	0.39	22	0.73	41	1.32	31	1.03	37	1.19	31	1.00	29	1.04	16	0.52	332	0.91
		95/96	91	3.03	68	2.19	17	0.57	14	0.45	16	0.52	34	1.13	36	1.16	50	1.67	32	1.03	36	1.16	15	0.54	28	0.90	437	1.19
		96/97	11	0.37	24	0.77	19	0.63	12	0.39	1	0.03	4	0.13	6	0.19	16	0.53	16	0.52	12	0.39	1	0.03	0	0.00	122	0.37
	Abs.	94/95	181	6.03	148	4.77	139	4.63	133	4.29	112	3.61	65	2.17	82	2.65	68	2.27	108	3.48	97	3.13	101	3.61	129	4.16	1 363	3.73
		95/96	213	7.10	123	3.97	161	5.37	141	4.55	113	3.65	119	3.97	100	3.23	102	3.40	137	4.42	91	2.94	147	5.25	195	6.29	1 642	4.49
		96/97	128	4.27	103	3.32	120	4.00	96	3.10	85	2.74	57	1.90	69	2.23	86	2.87	97	3.13	97	3.13	107	3.69	0	0.00	1 045	3.13

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES

Pers. prés.	94/95	1 876	62.53	1 990	64.19	1 702	56.73	1 814	58.52	1 838	59.29	1 765	58.83	1 753	56.55	1 627	54.23	1 662	53.61	1 851	59.71	1 662	59.36	1 939	62.55	21 479	58.85
	95/96	1 629	54.30	1 655	53.39	1 824	60.80	1 873	60.42	1 771	57.13	1 773	59.10	1 801	58.10	1 713	57.10	1 593	51.39	1 662	53.61	1 840	65.71	1 929	62.23	21 063	57.55
	96/97	1 884	62.80	1 872	60.39	1 664	55.47	1 483	47.84	1 941	62.61	1 843	61.43	1 958	63.16	1 805	60.17	1 750	56.45	1 737	56.03	1 730	59.66	0	0.00	19 667	58.88
Pers. abs.	94/95	1 100	36.67	1 100	35.48	766	25.53	681	21.97	518	16.71	571	19.03	692	22.32	756	25.20	951	30.68	673	21.71	817	29.18	1 109	35.77	9 734	26.67
	95/96	1 162	38.73	816	26.32	1 030	34.33	862	27.81	801	25.84	715	23.83	695	22.42	706	23.53	967	31.19	525	16.94	942	33.64	1 103	35.58	10 324	28.21
	96/97	898	29.93	1 115	35.97	918	30.60	924	29.81	747	24.10	851	28.37	1 112	35.87	1 079	35.97	1 151	37.13	818	26.39	1 518	52.34	0	0.00	11 131	33.33
Total des pers. inscr.	94/95	2 976	99.20	3 090	99.68	2 468	82.27	2 495	80.48	2 356	76.00	2 336	77.87	2 445	78.87	2 383	79.43	2 613	84.29	2 524	81.42	2 479	88.54	3 048	98.32	31 213	85.52
	95/96	2 791	93.03	2 471	79.71	2 854	95.13	2 735	88.23	2 572	82.97	2 488	82.93	2 496	80.52	2 419	80.63	2 560	82.58	2 187	70.55	2 782	99.36	3 032	97.81	31 387	85.76
	96/97	2 782	92.73	2 987	96.35	2 582	86.07	2 407	77.65	2 688	86.71	2 694	89.80	3 070	99.03	2 884	96.13	2 901	93.58	2 555	82.42	3 248	112.00	0	0.00	30 798	92.21

TABLEAU 1

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
CENTRE DE DÉTENTION DE CHICOUTIMI

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	566	60.66%	502	51.17%	332	36.88%	295	35.71%	294	31.51%	297	32.96%	436	48.66%	426	51.01%	463	49.78%	419	46.25%	787	61.64%	0		4 819	48.39%
	Abs.	25	5.56%	0		0		0		31	10.95%	8	2.47%	4	0.82%	4	0.85%	9	2.07%	4	0.91%	4	0.91%	0		89	1.87%
1/6 - 1/3	Prés.	111	11.90%	210	21.41%	220	26.76%	164	19.65%	127	13.61%	119	13.21%	117	13.12%	66	10.26%	66	9.26%	125	13.80%	55	5.71%	0		1 420	14.26%
	Abs.	276	61.33%	340	67.73%	407	88.86%	377	79.04%	189	66.78%	208	63.58%	275	56.70%	325	68.66%	291	66.90%	269	61.42%	269	61.42%	0		3 224	67.70%
+ 1/3	Prés.	256	27.44%	269	27.42%	302	35.36%	367	44.43%	512	54.68%	485	53.83%	339	38.00%	325	38.74%	361	40.97%	362	39.96%	122	12.66%	0		3 720	37.35%
	Abs.	149	33.11%	162	32.27%	51	11.14%	100	20.96%	63	22.26%	110	33.95%	206	42.47%	143	30.30%	135	31.03%	165	37.67%	165	37.67%	0		1 449	30.43%
SOUS	Prés.	933	9.37%	981	9.86%	854	8.58%	826	8.29%	933	9.37%	901	9.05%	892	8.96%	838	8.42%	839	8.34%	906	9.10%	964	9.68%	0		8 969	67.68%
TOTAL	Abs.	466	9.45%	502	10.54%	458	9.62%	477	10.02%	283	5.94%	326	6.80%	485	10.18%	472	9.91%	435	9.13%	438	9.20%	438	9.20%	0		4 782	32.36%
TOTAL		1 383	9.36%	1 483	10.07%	1 312	8.91%	1 303	8.89%	1 216	8.26%	1 226	8.32%	1 377	9.36%	1 311	8.91%	1 368	9.27%	1 344	9.13%	1 402	9.52%	0		14 721	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE DÉTENTION DE CHICOUTIMI

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	187	63.39%	96	47.29%	85	34.14%	67	34.36%	212	65.23%	135	37.60%	140	39.89%	143	41.94%	119	60.10%	98	45.16%	135	68.53%	0		1 417	48.36%
	Abs.	3	1.00%	6	1.78%	1	0.39%	4	1.45%	14	3.69%	5	1.08%	32	6.48%	26	5.84%	31	5.35%	5	1.77%	5	1.77%	0		134	3.19%
1/6 - 1/3	Prés.	44	14.92%	80	39.41%	66	26.51%	58	29.74%	50	15.38%	135	37.60%	59	16.81%	88	25.81%	55	27.78%	88	40.55%	27	13.71%	0		750	25.60%
	Abs.	104	34.78%	125	28.03%	37	14.45%	42	15.27%	105	27.70%	139	30.02%	128	25.91%	142	31.91%	159	27.46%	49	17.31%	49	17.31%	0		1 079	25.68%
+ 1/3	Prés.	64	21.69%	27	13.30%	98	39.36%	70	35.90%	63	19.38%	89	24.79%	152	43.30%	110	32.26%	24	12.12%	31	14.29%	35	17.77%	0		763	26.04%
	Abs.	192	64.21%	313	70.18%	218	85.16%	229	83.27%	260	68.60%	319	68.90%	334	67.61%	277	62.25%	389	67.18%	229	80.92%	229	80.92%	0		2 989	71.13%
SOUS	Prés.	295	10.07%	203	6.93%	249	8.50%	195	6.66%	326	11.09%	359	12.25%	351	11.98%	341	11.64%	198	6.76%	217	7.41%	197	6.72%	0		2 930	41.06%
TOTAL	Abs.	299	7.12%	444	10.61%	254	6.09%	275	6.54%	379	9.02%	463	11.02%	494	11.76%	445	10.59%	579	13.78%	283	6.73%	283	6.73%	0		4 202	58.92%
TOTAL		594	8.33%	649	9.10%	505	7.08%	470	6.59%	704	9.87%	822	11.53%	845	11.85%	786	11.02%	777	10.89%	500	7.01%	480	6.73%	0		7 132	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE DÉTENTION DE CHICOUTIMI

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS	Prés.	5	1.97%	4	1.67%	0		0		56	21.65%	1	0.39%	67	26.39%	59	23.23%	36	12.78%	27	10.63%	1	0.39%	0		254	54.86%
TOTAL	Abs.	9	4.31%	60	28.71%	60	28.71%	62	29.67%	0		3	1.44%	8	3.83%	0		7	3.35%	0		0		0		209	45.14%
TOTAL		14	3.02%	64	13.82%	60	12.96%	62	13.39%	56	11.88%	4	0.86%	75	16.20%	59	12.74%	42	9.07%	27	5.83%	1	0.22%	0		463	100.00%
GRAND TOTAL		1 991	8.92%	2 196	9.84%	1 677	8.41%	1 836	8.22%	1 975	8.85%	2 051	9.19%	2 297	10.29%	2 156	9.66%	2 184	9.79%	1 871	8.38%	1 883	8.44%	0		22 316	100.00%

TABLEAU 2

TABLEAU 3

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE DÉTENTION DE CHICOUTIMI

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	1	1	0	6	4	9	0	21
Total Médical"	0	0	0	0	27	0	0	0	0	0	0	0	27
Total "Réins. sociale"	25	0	0	0	4	7	3	4	3	0	0	0	46
SOUS TOTAL	**25**	**0**	**0**	**0**	**31**	**8**	**4**	**4**	**9**	**4**	**9**	**0**	**94**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	25	13	26	12	29	28	16	19	46	44	61	0	319
Total Médical"	0	17	22	24	0	11	7	0	21	5	0	0	107
Total "Réins. sociale"	251	310	359	341	160	167	252	306	224	220	244	0	2 834
SOUS TOTAL	**276**	**340**	**407**	**377**	**189**	**206**	**275**	**325**	**291**	**269**	**305**	**0**	**3 260**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	125	162	51	80	51	95	188	122	135	165	337	0	1 511
Total Médical"	0	0	0	7	12	0	1	1	0	0	11	0	32
Total "Réins. sociale"	24	0	0	13	0	15	17	20	0	0	0	0	89
SOUS TOTAL	**149**	**162**	**51**	**100**	**63**	**110**	**206**	**143**	**135**	**165**	**348**	**0**	**1 632**

TOTAL	**450**	**502**	**458**	**477**	**283**	**324**	**485**	**472**	**435**	**438**	**662**	**0**	**4 986**

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	3	7	1	4	11	4	16	12	31	5	102	0	196
Total Médical"	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	2
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	3	0	16	14	0	0	0	0	33
SOUS TOTAL	**3**	**8**	**1**	**4**	**14**	**5**	**32**	**26**	**31**	**5**	**102**	**0**	**231**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	56	41	11	24	11	33	53	45	70	18	123	0	485
Total Médical"	0	11	0	0	0	10	19	0	0	0	2	0	42
Total "Réins. sociale"	48	73	26	18	94	96	56	97	89	31	133	0	761
SOUS TOTAL	**104**	**125**	**37**	**42**	**105**	**139**	**128**	**142**	**159**	**49**	**258**	**0**	**1 288**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	56	169	49	24	54	43	60	125	99	72	116	0	867
Total Médical"	0	16	6	18	1	0	42	22	0	0	4	0	109
Total "Réins. sociale"	136	128	163	187	205	276	232	130	290	157	216	0	2 120
SOUS TOTAL	**192**	**313**	**218**	**229**	**260**	**319**	**334**	**277**	**389**	**229**	**336**	**0**	**3 096**

TOTAL	**299**	**446**	**256**	**275**	**379**	**463**	**494**	**445**	**579**	**283**	**696**	**0**	**4 615**

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	9	60	60	62	0	0	0	0	2	0	0	0	193
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	8	0	0	0	0	0	8
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	3	0	0	5	0	0	0	8
SOUS TOTAL	**9**	**60**	**60**	**62**	**0**	**3**	**8**	**0**	**7**	**0**	**0**	**0**	**209**

GRAND TOTAL	**758**	**1 008**	**774**	**814**	**662**	**790**	**987**	**917**	**1 021**	**721**	**1 358**	**0**	**9 810**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE DÉTENTION DE CHICOUTIMI

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	5	1	5	0	11
- 1/6	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1
	10	0	0	0	0	0	0	1	0	1	2	4	0	8
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	1	1	0	6	4	9	0	21
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	27	0	0	0	0	0	0	0	27
Total "Médical"		0	0	0	0	27	0	0	0	0	0	0	0	27
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	3
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	25	0	0	0	4	7	0	4	3	0	0	0	43
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		25	0	0	0	4	7	3	4	3	0	0	0	46
SOUS TOTAL		25	0	0	0	31	8	4	4	9	4	9	0	94
	01	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	2
	02	4	9	20	10	27	10	2	8	26	32	18	0	166
1/6 - 1/3	03	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	04	0	0	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	4
	05	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	14	0	0	0	0	0	0	14
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	28	0	36
	10	1	3	4	0	0	4	14	11	20	4	15	0	76
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		25	13	26	12	29	28	16	19	46	44	61	0	319
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	21	5	0	0	26
	42	0	17	22	24	0	11	7	0	0	0	0	0	81
Total "Médical"		0	17	22	24	0	11	7	0	21	5	0	0	107
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	14	61	33	59	92	71	61	87	83	0	561
1/6 - 1/3	63	0	16	39	22	7	0	0	0	0	0	0	0	84
	64	0	1	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	3
	65	251	293	306	258	120	108	160	233	163	133	160	0	2 185
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		251	310	359	341	160	167	252	306	224	220	244	0	2 834
SOUS TOTAL		276	340	407	377	189	206	275	325	291	269	305	0	3 260
	01	0	0	0	0	0	6	0	0	0	0	0	0	6
	02	12	18	23	42	24	25	28	13	40	19	19	0	263
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	105	135	22	38	24	64	160	109	95	121	316	0	1 189
	11	0	9	6	0	3	0	0	0	0	25	2	0	45
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		125	162	51	80	51	95	188	122	135	165	337	0	1 511
+ 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	7	12	0	1	1	0	0	11	0	32
Total "Médical"		0	0	0	7	12	0	1	1	0	0	11	0	32
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	63	0	0	0	8	0	0	0	0	0	0	0	0	8
	64	0	0	0	0	0	15	0	0	0	0	0	0	15
	65	24	0	0	5	0	0	17	20	0	0	0	0	66
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		24	0	0	13	0	15	17	20	0	0	0	0	89
SOUS TOTAL		149	162	51	100	63	110	206	143	135	165	348	0	1 632
TOTAL		450	502	458	477	283	324	485	472	435	438	662	0	4 986

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE DÉTENTION DE CHICOUTIMI

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
- 1/6	01	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	02	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	03	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	2	0	0	0	1	2	0	5
	10	1	6	0	2	11	2	15	12	31	4	100	0	184
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		3	7	1	4	11	4	16	12	31	5	102	0	196
-1/6	41	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	42	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1
Total "Médical"		0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	2
- 1/6	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	3	0	16	14	0	0	0	0	33
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	3	0	16	14	0	0	0	0	33
SOUS TOTAL		3	8	1	4	14	5	32	26	31	5	102	0	231
1/6 - 1/3	01	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
	02	14	14	6	15	0	14	1	4	0	4	17	0	89
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	05	0	0	0	9	0	2	24	2	0	0	0	0	37
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	2
	10	40	27	2	0	11	15	28	39	70	14	106	0	352
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		56	41	11	24	11	33	53	45	70	18	123	0	485
1/6 - 1/3	41	0	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11
	42	0	0	0	0	0	10	19	0	0	0	2	0	31
Total "Médical"		0	11	0	0	0	10	19	0	0	0	2	0	42
1/6 - 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	11	5	0	7	0	0	9	5	20	0	57
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1
	65	48	73	15	13	94	89	56	97	80	25	113	0	703
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		48	73	26	18	94	96	56	97	89	31	133	0	761
SOUS TOTAL		104	125	37	42	105	139	128	142	159	49	258	0	1 288
+ 1/3	01	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5
	02	8	36	2	19	23	10	11	2	11	0	0	0	122
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	2	4	15	0	7	32	14	0	0	0	74
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	48	133	40	1	16	33	42	91	74	72	116	0	666
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		56	169	49	24	54	43	60	125	99	72	116	0	867
+ 1/3	41	0	16	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22
	42	0	0	0	18	1	0	42	22	0	0	4	0	87
Total "Médical"		0	16	6	18	1	0	42	22	0	0	4	0	109
+ 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	26	25	1	16	0	42	33	6	0	149
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	5	0	6
	65	136	128	163	161	180	275	216	130	248	123	205	0	1 965
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		136	128	163	187	205	276	232	130	290	157	216	0	2 120
SOUS TOTAL		192	313	218	229	260	319	334	277	389	229	336	0	3 096
TOTAL		299	446	256	275	379	463	494	445	579	283	696	0	4 615

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE DÉTENTION DE CHICOUTIMI

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	9	60	60	62	0	0	0	0	2	0	0	0	193
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		9	60	60	62	0	0	0	0	2	0	0	0	193
	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	8	0	0	0	0	0	8
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	8	0	0	0	0	0	8
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	3	0	0	5	0	0	0	8
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	3	0	0	5	0	0	0	8
TOTAL		9	60	60	62	0	3	8	0	7	0	0	0	209

MOIS DE AVRIL A MARS - 1994-1995 A 1996-1997

Statut	État	Année	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOUT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
Pers. prévenues	Prés.	94/95	552	18.40	435	14.03	374	12.47	542	17.48	588	18.97	450	15.00	618	19.94	550	18.33	553	17.84	546	17.61	488	17.43	553	17.84	6 249	17.12
		95/96	482	16.07	520	16.77	468	15.60	449	14.48	524	16.90	594	19.80	731	23.58	481	16.03	499	16.10	612	19.74	762	27.21	592	19.10	6 714	18.34
		96/97	443	14.77	295	9.52	247	8.23	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	985	2.95
	Abs.	94/95	69	2.30	84	2.71	35	1.17	0	0.00	38	1.23	40	1.33	97	3.13	84	2.80	35	1.13	90	2.90	61	2.18	46	1.48	679	1.86
		95/96	37	1.23	90	2.90	29	0.97	51	1.65	77	2.48	66	2.20	119	3.84	95	3.17	97	3.13	59	1.90	49	1.75	107	3.45	876	2.39
		96/97	67	2.23	54	1.74	29	0.97	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	150	0.45
Peines cont.	Prés.	94/95	923	30.77	923	29.77	897	29.90	895	28.87	832	26.84	916	30.53	827	26.68	917	30.57	756	24.39	874	28.19	880	31.43	1 074	34.65	10 714	29.35
		95/96	979	32.63	986	31.81	868	28.93	940	30.32	742	23.94	762	25.40	782	25.23	927	30.90	818	26.39	828	26.71	744	26.57	966	31.16	10 342	28.26
		96/97	874	29.13	417	13.45	240	8.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	1 531	4.58
	Abs.	94/95	309	10.30	150	4.84	176	5.87	165	5.32	188	6.06	163	5.43	83	2.68	115	3.83	343	11.06	312	10.06	238	8.50	371	11.97	2 613	7.16
		95/96	475	15.83	383	12.35	315	10.50	324	10.45	268	8.65	271	9.03	639	20.61	560	18.67	588	18.97	629	20.29	764	27.29	957	30.87	6 173	16.87
		96/97	893	29.77	834	26.90	616	20.53	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	2 343	7.01
Peines disc.	Prés.	94/95	1	0.03	0	0.00	0	0.00	5	0.16	0	0.00	2	0.07	1	0.03	0	0.00	0	0.00	1	0.03	1	0.04	1	0.03	12	0.03
		95/96	3	0.10	3	0.10	0	0.00	11	0.35	1	0.03	2	0.07	4	0.13	0	0.00	0	0.00	0	0.00	6	0.21	3	0.10	33	0.09
		96/97	3	0.10	1	0.03	0	0.00	3	0.10	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	7	0.02
	Abs.	94/95	5	0.17	25	0.81	3	0.10	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	5	0.16	10	0.36	8	0.26	56	0.15
		95/96	5	0.17	1	0.03	3	0.10	4	0.13	1	0.03	1	0.03	5	0.16	12	0.40	10	0.32	8	0.26	11	0.39	16	0.52	77	0.21
		96/97	4	0.13	3	0.10	3	0.10	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	10	0.03

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES

Pers. prés.	94/95	1 476	49.20	1 358	43.81	1 271	42.37	1 442	46.52	1 420	45.81	1 368	45.60	1 446	46.65	1 467	48.90	1 309	42.23	1 421	45.84	1 369	48.89	1 628	52.52	16 975	46.51
	95/96	1 464	48.80	1 509	48.68	1 336	44.53	1 400	45.16	1 267	40.87	1 358	45.27	1 517	48.94	1 408	46.93	1 317	42.48	1 440	46.45	1 512	54.00	1 561	50.35	17 089	46.69
	96/97	1 320	44.00	713	23.00	487	16.23	3	0.10	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	2 523	7.55
Pers. abs.	94/95	383	12.77	259	8.35	214	7.13	165	5.32	226	7.29	203	6.77	180	5.81	199	6.63	378	12.19	407	13.13	309	11.04	425	13.71	3 348	9.17
	95/96	517	17.23	474	15.29	347	11.57	379	12.23	346	11.16	338	11.27	763	24.61	667	22.23	695	22.42	696	22.45	824	29.43	1 080	34.84	7 126	19.47
	96/97	964	32.13	891	28.74	648	21.60	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	2 503	7.49
Total des pers. inscr.	94/95	1 859	61.97	1 617	52.16	1 485	49.50	1 607	51.84	1 646	53.10	1 571	52.37	1 626	52.45	1 666	55.53	1 687	54.42	1 828	58.97	1 678	59.93	2 053	66.23	20 323	55.68
	95/96	1 981	66.03	1 983	63.97	1 683	56.10	1 779	57.39	1 613	52.03	1 696	56.53	2 280	73.55	2 075	69.17	2 012	64.90	2 136	68.90	2 336	83.43	2 641	85.19	24 215	66.16
	96/97	2 284	76.13	1 604	51.74	1 135	37.83	3	0.10	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	5 026	15.05

TABLEAU 1

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES À UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE COWANSVILLE

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	183	42.26%	56	41.18%	10	11.36%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		249	37.90%
	Abs.	24	10.17%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		24	5.16%
1/6 - 1/3	Prés.	138	31.87%	30	22.06%	15	17.05%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		183	27.85%
	Abs.	165	69.92%	152	86.37%	48	84.21%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		365	78.49%
+ 1/3	Prés.	112	25.87%	50	36.76%	63	71.59%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		225	34.25%
	Abs.	47	19.92%	20	11.63%	9	15.79%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		76	16.34%
SOUS	Prés.	433	65.91%	136	20.70%	88	13.39%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		657	58.56%
TOTAL	Abs.	236	50.76%	172	36.99%	57	12.26%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		465	41.44%
TOTAL		669	59.63%	308	27.49%	145	12.92%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		1 122	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES À UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE COWANSVILLE

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	292	66.21%	126	45.65%	99	68.75%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		517	60.05%
	Abs.	14	2.13%	2	0.30%	2	0.36%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		18	0.96%
1/6 - 1/3	Prés.	89	20.16%	90	32.61%	14	9.72%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		193	22.42%
	Abs.	205	31.20%	237	35.80%	133	23.79%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		575	30.62%
+ 1/3	Prés.	60	13.61%	60	21.74%	31	21.53%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		151	17.54%
	Abs.	438	66.67%	423	63.90%	424	75.85%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		1 285	68.42%
SOUS	Prés.	441	51.22%	276	32.06%	144	16.72%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		861	31.43%
TOTAL	Abs.	657	34.96%	662	35.25%	559	29.77%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		1 878	68.57%
TOTAL		1 098	40.09%	938	34.25%	703	25.67%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		2 739	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES À UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE COWANSVILLE

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS	Prés.	0		5	38.46%	8	61.54%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		13	100.00%
TOTAL	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
TOTAL		0		5	38.46%	8	61.54%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		13	100.00%
GRAND TOTAL		1 767	45.61%	1 251	32.29%	856	22.10%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		3 874	100.00%

TABLEAU 2

TABLEAU 3

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE COWANSVILLE

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	22	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22
SOUS TOTAL	**24**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**24**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	18	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	147	152	48	0	0	0	0	0	0	0	0	0	347
SOUS TOTAL	**165**	**152**	**48**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**365**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	42	17	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	68
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	5	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8
SOUS TOTAL	**47**	**20**	**9**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**76**

TOTAL	**236**	**172**	**57**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**465**

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	5	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
Total Médical"	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Total "Réins. sociale"	9	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10
SOUS TOTAL	**14**	**2**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**18**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	11	4	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16
Total Médical"	2	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5
Total "Réins. sociale"	192	232	130	0	0	0	0	0	0	0	0	0	554
SOUS TOTAL	**205**	**237**	**133**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**575**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	12	18	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30
Total Médical"	5	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11
Total "Réins. sociale"	421	405	418	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 244
SOUS TOTAL	**438**	**423**	**424**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 285**

TOTAL	**657**	**662**	**559**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 878**

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

GRAND TOTAL	**893**	**834**	**616**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 343**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE COWANSVILLE

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	04	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	63	22	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		22	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22
SOUS TOTAL		24	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	16	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	04	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		18	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	9	31	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	41
	65	137	121	47	0	0	0	0	0	0	0	0	0	305
	66	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		147	152	48	0	0	0	0	0	0	0	0	0	347
SOUS TOTAL		165	152	48	0	0	0	0	0	0	0	0	0	365
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	16	17	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	26	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		42	17	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	68
+ 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	5	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		5	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8
SOUS TOTAL		47	20	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	76
TOTAL		236	172	57	0	0	0	0	0	0	0	0	0	465

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE COWANSVILLE

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
- 1/6	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	05	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	2	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		5	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Total "Médical"		0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
- 1/6	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	9	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		9	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10
SOUS TOTAL		**14**	**2**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**18**
1/6 - 1/3	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	11	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		11	4	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	2	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5
Total "Médical"		2	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5
1/6 - 1/3	61	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	64	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
	65	192	224	130	0	0	0	0	0	0	0	0	0	546
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		192	232	130	0	0	0	0	0	0	0	0	0	554
SOUS TOTAL		**205**	**237**	**133**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**575**
+ 1/3	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	12	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		12	18	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30
+ 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	5	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11
Total "Médical"		5	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11
+ 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12
	64	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13
	65	408	393	418	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 219
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		421	405	418	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 244
SOUS TOTAL		**438**	**423**	**424**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 285**
TOTAL		**657**	**662**	**559**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 878**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE COWANSVILLE

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

CENTRE DE PRÉVENTION DE MONTRÉAL

MOIS DE AVRIL A MARS - 1994-1995 A 1996-1997

Statut	État	Année	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOUT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
		94/95	14 414	480.47	13 141	423.90	11 741	391.37	11 751	379.06	11 463	369.77	12 439	414.63	13 368	431.23	13 352	445.07	12 906	416.32	12 727	410.55	12 663	452.25	13 546	436.97	153 511	420.58
	Prés.	95/96	12 278	409.27	12 686	409.23	12 125	404.17	10 829	349.32	10 912	352.00	10 870	362.33	11 196	361.16	11 205	373.50	10 392	335.23	10 935	352.74	10 775	384.82	11 535	372.10	135 738	370.87
Pers.		**96/97**	**11 820**	**394.00**	**12 615**	**406.94**	**11 649**	**388.30**	**11 720**	**378.06**	**12 320**	**397.42**	**13 355**	**445.17**	**10 579**	**341.26**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**84 058**	**251.67**
prévenues		94/95	822	27.40	816	26.32	546	18.20	595	19.19	578	18.65	463	15.43	418	13.48	524	17.47	633	20.42	712	22.97	650	23.21	695	22.42	7 452	20.42
	Abs.	95/96	582	19.40	457	14.74	386	12.87	464	14.97	428	13.81	481	16.03	532	17.16	597	19.90	512	16.52	732	23.61	745	26.61	799	25.77	6 715	18.35
		96/97	**836**	**27.87**	**762**	**24.58**	**627**	**20.90**	**547**	**17.65**	**520**	**16.77**	**570**	**19.00**	**391**	**12.61**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**4 253**	**12.73**
		94/95	218	7.27	235	7.58	261	8.70	290	9.35	276	8.90	422	14.07	418	13.48	368	12.27	352	11.35	347	11.19	266	9.50	241	7.77	3 694	10.12
	Prés.	95/96	276	9.20	408	13.16	359	11.97	328	10.58	385	12.42	318	10.60	307	9.90	348	11.60	276	8.90	331	10.68	232	8.29	360	11.61	3 928	10.73
Peines		**96/97**	**395**	**13.17**	**301**	**9.71**	**214**	**7.13**	**252**	**8.13**	**216**	**6.97**	**231**	**7.70**	**271**	**8.74**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**1 880**	**5.63**
cont.		94/95	0	0.00	1	0.03	0	0.00	0	0.00	6	0.19	4	0.13	2	0.06	0	0.00	19	0.61	18	0.58	0	0.00	1	0.03	51	0.14
	Abs.	95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	6	0.19	30	1.00	8	0.26	0	0.00	0	0.00	1	0.03	45	0.12
		96/97	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**3**	**0.10**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**3**	**0.01**
		94/95	26	0.87	14	0.45	39	1.30	14	0.45	15	0.48	8	0.27	5	0.16	0	0.00	12	0.39	21	0.68	3	0.11	6	0.19	163	0.45
	Prés.	95/96	4	0.13	3	0.10	6	0.20	22	0.71	4	0.13	3	0.10	14	0.45	5	0.17	0	0.00	16	0.52	7	0.25	1	0.03	85	0.23
Peines		**96/97**	**0**	**0.00**	**14**	**0.45**	**10**	**0.33**	**3**	**0.10**	**17**	**0.55**	**42**	**1.40**	**13**	**0.42**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**99**	**0.30**
disc.		94/95	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	1	0.03	0	0.00	0	0.00	0	0.00	1	0.00
	Abs.	95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	2	0.06	0	0.00	1	0.03	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	3	0.01
		96/97	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES

Pers.		94/95	14 658	488.60	13 390	431.94	12 041	401.37	12 055	388.87	11 754	379.16	12 869	428.97	13 791	444.87	13 720	457.33	13 270	428.06	13 095	422.42	12 932	461.86	13 793	444.94	157 368	431.15
prés.		95/96	12 558	418.60	13 097	422.48	12 490	416.33	11 179	360.61	11 301	364.55	11 191	373.03	11 517	371.52	11 558	385.27	10 668	344.13	11 282	363.94	11 014	393.36	11 896	383.74	139 751	381.83
		96/97	**12 215**	**407.17**	**12 930**	**417.10**	**11 873**	**395.77**	**11 975**	**386.29**	**12 553**	**404.94**	**13 628**	**454.27**	**10 863**	**350.42**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**86 037**	**257.60**
Pers.		94/95	822	27.40	817	26.35	546	18.20	595	19.19	584	18.84	467	15.57	420	13.55	524	17.47	653	21.06	730	23.55	650	23.21	696	22.45	7 504	20.56
abs.		95/96	582	19.40	457	14.74	386	12.87	466	15.03	428	13.81	482	16.07	538	17.35	627	20.90	520	16.77	732	23.61	745	26.61	800	25.81	6 763	18.48
		96/97	**836**	**27.87**	**762**	**24.58**	**627**	**20.90**	**547**	**17.65**	**520**	**16.77**	**570**	**19.00**	**394**	**12.71**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**4 256**	**12.74**
Total des		94/95	15 480	516.00	14 207	458.29	12 587	419.57	12 650	408.06	12 338	398.00	13 336	444.53	14 211	458.42	14 244	474.80	13 923	449.13	13 825	445.97	13 582	485.07	14 489	467.39	164 872	451.70
pers. inscr.		95/96	13 140	438.00	13 554	437.23	12 876	429.20	11 645	375.65	11 729	378.35	11 673	389.10	12 055	388.87	12 185	406.17	11 188	360.90	12 014	387.55	11 759	419.96	12 696	409.55	146 514	400.31
		96/97	**13 051**	**435.03**	**13 692**	**441.68**	**12 500**	**416.67**	**12 522**	**403.94**	**13 073**	**421.71**	**14 198**	**473.27**	**11 257**	**363.13**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**90 293**	**270.34**

TABLEAU 1

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
CENTRE DE PRÉVENTION DE MONTRÉAL

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	34	19.88%	31	37.35%	29	35.37%	30	40.00%	41	50.62%	50	55.56%	45	43.27%	0		0		0		0		0		260	37.90%
	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
1/6 - 1/3	Prés.	64	37.43%	26	31.33%	15	18.29%	7	9.33%	17	20.99%	19	21.11%	14	13.46%	0		0		0		0		0		162	23.62%
	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
+ 1/3	Prés.	73	42.69%	26	31.33%	38	46.34%	38	50.67%	23	28.40%	21	23.33%	45	43.27%	0		0		0		0		0		264	38.48%
	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
SOUS	Prés.	171	24.93%	83	12.10%	82	11.95%	75	10.93%	81	11.81%	90	13.12%	104	15.16%	0		0		0		0		0		686	100.00%
TOTAL	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
TOTAL		171	24.93%	83	12.10%	82	11.95%	75	10.93%	81	11.81%	90	13.12%	104	15.16%	0		0		0		0		0		686	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE PRÉVENTION DE MONTRÉAL

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	64	50.00%	60	37.27%	55	53.40%	54	34.84%	47	47.47%	47	33.81%	65	47.45%	0		0		0		0		0		392	42.52%
	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
1/6 - 1/3	Prés.	29	22.66%	32	19.88%	22	21.36%	43	27.74%	15	15.15%	32	23.02%	25	18.25%	0		0		0		0		0		198	21.48%
	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
+ 1/3	Prés.	35	27.34%	69	42.86%	26	25.24%	58	37.42%	37	37.37%	60	43.17%	47	34.31%	0		0		0		0		0		332	36.01%
	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
SOUS	Prés.	128	13.88%	161	17.46%	103	11.17%	155	16.81%	99	10.74%	139	15.08%	137	14.86%	0		0		0		0		0		922	100.00%
TOTAL	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
TOTAL		128	13.88%	161	17.46%	103	11.17%	155	16.81%	99	10.74%	139	15.08%	137	14.86%	0		0		0		0		0		922	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE PRÉVENTION DE MONTRÉAL

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS	Prés.	96	35.29%	57	20.96%	29	10.66%	22	8.09%	36	13.24%	2	0.74%	30	11.03%	0		0		0		0		0		272	100.00%
TOTAL	Abs	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
TOTAL		96	35.29%	57	20.96%	29	10.66%	22	8.09%	36	13.24%	2	0.74%	30	11.03%	0		0		0		0		0		272	100.00%
GRAND TOTAL		395	21.01%	301	16.01%	214	11.39%	252	13.40%	216	11.49%	231	12.29%	271	14.41%	0		0		0		0		0		1 880	100.00%

TABLEAU 7

TABLEAU 3

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE PRÉVENTION DE MONTRÉAL

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

GRAND TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE PRÉVENTION DE MONTRÉAL

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE PRÉVENTION DE MONTRÉAL

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
- 1/6	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE PRÉVENTION DE MONTRÉAL

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE HAVRE AUBERT

MOIS DE AVRIL A MARS - 1994-1995 A 1996-1997

Statut	État	Année	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOUT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
		94/95	15	0.50	4	0.13	10	0.33	24	0.77	3	0.10	14	0.47	4	0.13	31	1.03	6	0.19	20	0.65	7	0.25	11	0.35	149	0.41
	Prés.	95/96	6	0.20	6	0.19	14	0.47	5	0.16	15	0.48	8	0.27	12	0.39	24	0.80	1	0.03	7	0.23	11	0.39	39	1.26	148	0.40
Pers.		96/97	7	0.23	0	0.00	6	0.20	6	0.19	5	0.16	9	0.30	19	0.61	14	0.47	2	0.06	7	0.23	0	0.00	0	0.00	75	0.22
prévenues		94/95	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
	Abs.	95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
		96/97	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
		94/95	14	0.47	4	0.13	14	0.47	0	0.00	0	0.00	14	0.47	2	0.06	2	0.07	0	0.00	1	0.03	1	0.04	9	0.29	61	0.17
	Prés.	95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	8	0.27	0	0.00	23	0.77	3	0.10	8	0.26	40	1.43	9	0.29	91	0.25
Peines		96/97	38	1.27	30	0.97	12	0.40	5	0.16	4	0.13	0	0.00	14	0.45	0	0.00	14	0.45	14	0.45	3	0.10	0	0.00	134	0.40
cont.		94/95	21	0.70	18	0.58	15	0.50	31	1.00	26	0.84	15	0.50	113	3.65	37	1.23	0	0.00	6	0.19	5	0.18	20	0.65	307	0.84
	Abs.	95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	5	0.16	0	0.00	0	0.00	0	0.00	2	0.07	1	0.03	3	0.10	3	0.11	1	0.03	15	0.04
		96/97	41	1.37	9	0.29	0	0.00	0	0.00	35	1.13	72	2.40	44	1.42	53	1.77	63	2.03	101	3.26	104	3.59	0	0.00	522	1.56
		94/95	0	0.00	0	0.00	0	0.00	2	0.06	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	2	0.01
	Prés.	95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	3	0.10	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	3	0.01
Peines		96/97	2	0.07	12	0.39	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	6	0.19	2	0.07	7	0.23	0	0.00	0	0.00	0	0.00	29	0.09
disc.		94/95	0	0.00	0	0.00	0	0.00	2	0.06	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	2	0.01
	Abs.	95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
		96/97	2	0.07	3	0.10	1	0.03	9	0.29	1	0.03	0	0.00	12	0.39	39	1.30	22	0.71	6	0.19	0	0.00	0	0.00	95	0.28

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES

Pers.		94/95	29	0.97	8	0.26	24	0.80	26	0.84	3	0.10	28	0.93	6	0.19	33	1.10	6	0.19	21	0.68	8	0.29	20	0.65	212	0.58
prés.		95/96	6	0.20	6	0.19	14	0.47	5	0.16	15	0.48	16	0.53	12	0.39	50	1.67	4	0.13	15	0.48	51	1.82	48	1.55	242	0.66
		96/97	47	1.57	42	1.35	18	0.60	11	0.35	9	0.29	9	0.30	39	1.26	16	0.53	23	0.74	21	0.68	3	0.10	0	0.00	238	0.71
Pers.		94/95	21	0.70	18	0.58	15	0.50	33	1.06	26	0.84	15	0.50	113	3.65	37	1.23	0	0.00	6	0.19	5	0.18	20	0.65	309	0.85
abs.		95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	5	0.16	0	0.00	0	0.00	0	0.00	2	0.07	1	0.03	3	0.10	3	0.11	1	0.03	15	0.04
		96/97	43	1.43	12	0.39	1	0.03	9	0.29	36	1.16	72	2.40	56	1.81	92	3.07	85	2.74	107	3.45	104	3.59	0	0.00	617	1.85
Total des		94/95	50	1.67	26	0.84	39	1.30	59	1.90	29	0.94	43	1.43	119	3.84	70	2.33	6	0.19	27	0.87	13	0.46	40	1.29	521	1.43
pers. inscr.		95/96	6	0.20	6	0.19	14	0.47	10	0.32	15	0.48	16	0.53	12	0.39	52	1.73	5	0.16	18	0.58	54	1.93	49	1.58	257	0.70
		96/97	90	3.00	54	1.74	19	0.63	20	0.65	45	1.45	81	2.70	95	3.06	108	3.60	108	3.48	128	4.13	107	3.69	0	0.00	855	2.56

TABLEAU 1

REPARTITION DES ABSENCES ET DES PRESENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE HAVRE AUBERT

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	13	43.33%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		13	12.75%
	Abs.	0		0		0		0		6	100.00%	0		0		0		0		0		0		0		6	3.75%
1/6 - 1/3	Prés.	17	56.67%	28	100.00%	12	100.00%	0		0		0		14	100.00%	0		12	100.00%	2	100.00%	0		0		85	83.33%
	Abs.	0		3	100.00%	0		0		0		30	100.00%	17	100.00%	21	100.00%	19	100.00%	32	100.00%	32	100.00%	0		154	96.25%
+ 1/3	Prés.	0		0		0		4	100.00%	0		0		0		0		0		0		0		0		4	3.92%
	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
SOUS TOTAL	Prés.	30	28.41%	28	27.45%	12	11.76%	4	3.92%	6		0		14	13.73%	0		12	11.76%	2	1.96%	0		0		102	38.93%
	Abs.	0		3	1.96%	0		0		6	3.75%	30	18.75%	17	10.63%	21	13.13%	19	11.88%	32	20.00%	32	20.00%	0		160	61.07%
TOTAL		30	11.45%	31	11.83%	12	4.58%	4	1.53%	6	2.29%	30	11.45%	31	11.83%	21	8.02%	31	11.83%	34	12.98%	32	12.21%	0		262	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE HAVRE AUBERT

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	1	12.50%	1	50.00%	0		1	100.00%	4	100.00%	0		0		0		1	50.00%	10	83.33%	2	66.67%	0		20	62.50%
	Abs.	6	14.63%	0		0		0		4	13.79%	0		0		2	6.25%	12	27.27%	12	17.39%	12	17.39%	0		48	13.37%
1/6 - 1/3	Prés.	3	37.50%	1	50.00%	0		0		0		0		0		0		0		1	8.33%	0		0		5	15.63%
	Abs.	11	26.83%	1	16.67%	0		0		14	48.28%	17	40.48%	0		6	18.75%	13	29.55%	22	31.88%	22	31.88%	0		106	29.53%
+ 1/3	Prés.	4	50.00%	0		0		0		0		0		0		0		1	50.00%	1	8.33%	1	33.33%	0		7	21.88%
	Abs.	24	58.54%	5	83.33%	0		0		11	37.93%	25	59.52%	27	100.00%	24	75.00%	19	43.18%	35	50.72%	35	50.72%	0		205	57.10%
SOUS TOTAL	Prés.	8	26.00%	2	6.25%	0		1	3.13%	4	12.50%	0		0		0		2	6.25%	12	37.50%	3	9.38%	0		32	8.19%
	Abs.	41	11.42%	6	1.67%	0		0		29	8.08%	42	11.70%	27	7.52%	32	8.91%	44	12.26%	69	19.22%	69	19.22%	0		359	91.82%
TOTAL		49	12.53%	8	2.05%	0		1	0.26%	33	8.44%	42	10.74%	27	6.91%	32	8.18%	46	11.76%	81	20.72%	72	18.41%	0		391	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE HAVRE AUBERT

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS TOTAL	Prés.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
TOTAL		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
GRAND TOTAL		79	12.10%	39	5.97%	12	1.84%	5	0.77%	39	5.97%	72	11.03%	58	8.88%	53	8.12%	77	11.79%	115	17.61%	104	15.93%	0		653	100.00%

TABLEAU 2

TABLEAU 3

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE HAVRE AUBERT

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	6	0	0	0	0	0	0	0	6
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**6**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**6**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	0	3	0	0	0	5	0	0	0	0	0	0	8
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	25	17	21	19	32	19	0	133
SOUS TOTAL	**0**	**3**	**0**	**0**	**0**	**30**	**17**	**21**	**19**	**32**	**19**	**0**	**141**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	0	7
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**7**	**0**	**7**

TOTAL	**0**	**3**	**0**	**0**	**6**	**30**	**17**	**21**	**19**	**32**	**26**	**0**	**154**

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	3	0	0	0	4	0	0	2	12	12	4	0	37
Total Médical"	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**6**	**0**	**0**	**0**	**4**	**0**	**0**	**2**	**12**	**12**	**4**	**0**	**40**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	4	0	0	0	3	0	0	6	4	1	5	0	23
Total Médical"	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Total "Réins. sociale"	6	1	0	0	11	17	0	0	9	21	27	0	92
SOUS TOTAL	**11**	**1**	**0**	**0**	**14**	**17**	**0**	**6**	**13**	**22**	**32**	**0**	**116**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	8	1	0	0	0	0	0	5	8	2	8	0	32
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	16	4	0	0	11	25	27	19	11	33	34	0	180
SOUS TOTAL	**24**	**5**	**0**	**0**	**11**	**25**	**27**	**24**	**19**	**35**	**42**	**0**	**212**

TOTAL	**41**	**6**	**0**	**0**	**29**	**42**	**27**	**32**	**44**	**69**	**78**	**0**	**368**

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

GRAND TOTAL	**41**	**9**	**0**	**0**	**35**	**72**	**44**	**53**	**63**	**101**	**104**	**0**	**522**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE HAVRE AUBERT

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
- 1/6	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	6	0	0	0	0	0	0	0	6
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	6	0	0	0	0	0	0	0	6
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		0	0	0	0	6	0	0	0	0	0	0	0	6
1/6 - 1/3	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	5	0	0	0	0	0	0	5
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	3	0	0	0	5	0	0	0	0	0	0	8
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	25	17	21	19	32	19	0	133
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	25	17	21	19	32	19	0	133
SOUS TOTAL		0	3	0	0	0	30	17	21	19	32	19	0	141
+ 1/3	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	0	7
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	0	7
+ 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	0	7
TOTAL		0	3	0	0	6	30	17	21	19	32	26	0	154

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE HAVRE AUBERT

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
- 1/6	01	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	4
	02	0	0	0	0	2	0	0	0	8	1	0	0	11
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	3	0	0	0	2	0	0	2	0	11	4	0	22
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		3	0	0	0	4	0	0	2	12	12	4	0	37
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
Total "Médical"		3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
- 1/6	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		**6**	**0**	**0**	**0**	**4**	**0**	**0**	**2**	**12**	**12**	**4**	**0**	**40**
1/6 - 1/3	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	2	0	1	0	0	3
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	4	0	0	0	3	0	0	4	4	0	5	0	20
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		4	0	0	0	3	0	0	6	4	1	5	0	23
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Total "Médical"		1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
1/6 - 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13	3	0	16
	65	2	1	0	0	11	17	0	0	9	8	24	0	72
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		6	1	0	0	11	17	0	0	9	21	27	0	92
SOUS TOTAL		**11**	**1**	**0**	**0**	**14**	**17**	**0**	**6**	**13**	**22**	**32**	**0**	**116**
+ 1/3	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	2
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	8	1	0	0	0	0	0	3	8	2	8	0	30
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		8	1	0	0	0	0	0	5	8	2	8	0	32
+ 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14	17	0	31
	65	6	4	0	0	11	25	27	19	11	19	17	0	139
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		16	4	0	0	11	25	27	19	11	33	34	0	180
SOUS TOTAL		**24**	**5**	**0**	**0**	**11**	**25**	**27**	**24**	**19**	**35**	**42**	**0**	**213**
TOTAL		**41**	**6**	**0**	**0**	**29**	**42**	**27**	**32**	**44**	**69**	**78**	**0**	**368**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE HAVRE AUBERT

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

ANNÉE 1996-97

	Codes absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE HULL

MOIS DE AVRIL A MARS - 1994-1995 A 1996-1997

Statut	État	Année	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOUT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
		94/95	1 600	53.33	1 252	40.39	1 499	49.97	1 118	36.06	1 205	38.87	1 737	57.90	1 552	50.06	1 588	52.93	1 645	53.06	1 855	59.84	1 750	62.50	1 834	59.16	18 635	51.05
	Prés.	95/96	1 676	55.87	1 696	54.71	1 441	48.03	1 187	38.29	1 373	44.29	1 326	44.20	1 596	51.48	1 561	52.03	1 379	44.48	1 353	43.65	1 253	44.75	1 456	46.97	17 297	47.26
Pers.		**96/97**	**1 566**	**52.20**	**1 542**	**49.74**	**1 419**	**47.30**	**1 586**	**51.16**	**1 452**	**46.84**	**1 399**	**46.63**	**1 903**	**61.39**	**1 749**	**58.30**	**1 915**	**61.77**	**1 727**	**55.71**	**1 454**	**50.14**	**0**	**0.00**	**17 712**	**53.03**
prévenues		94/95	103	3.43	96	3.10	24	0.80	56	1.81	103	3.32	101	3.37	79	2.55	205	6.83	246	7.94	120	3.87	82	2.93	97	3.13	1 312	3.59
	Abs.	95/96	73	2.43	73	2.35	100	3.33	95	3.06	52	1.68	98	3.27	81	2.61	92	3.07	93	3.00	83	2.68	102	3.64	89	2.87	1 031	2.82
		96/97	**64**	**2.13**	**111**	**3.58**	**100**	**3.33**	**121**	**3.90**	**41**	**1.32**	**128**	**4.27**	**27**	**0.87**	**101**	**3.37**	**81**	**2.61**	**76**	**2.45**	**124**	**4.28**	**0**	**0.00**	**974**	**2.92**
		94/95	1 437	47.90	1 772	57.16	1 799	59.97	2 140	69.03	1 916	61.81	1 701	56.70	1 944	62.71	1 679	55.97	1 618	52.19	1 738	56.06	1 640	58.57	1 848	59.61	21 232	58.17
	Prés.	95/96	1 695	56.50	1 767	57.00	1 806	60.20	1 794	57.87	1 852	59.74	1 812	60.40	1 641	52.94	1 449	48.30	1 464	47.23	2 117	68.29	2 446	87.36	2 694	86.90	22 537	61.58
Peines		**96/97**	**2 621**	**87.37**	**2 885**	**93.06**	**3 029**	**100.97**	**3 080**	**99.35**	**3 109**	**100.29**	**2 915**	**97.17**	**2 850**	**91.94**	**2 918**	**97.27**	**2 753**	**88.81**	**3 058**	**98.65**	**2 773**	**95.62**	**0**	**0.00**	**31 991**	**95.78**
cont.		94/95	2 494	83.13	2 270	73.23	1 975	65.83	1 874	60.45	1 250	40.32	1 560	52.00	1 310	42.26	1 249	41.63	1 671	53.90	1 756	56.65	2 155	76.96	2 559	82.55	22 123	60.61
	Abs.	95/96	2 121	70.70	2 051	66.16	1 773	59.10	1 759	56.74	1 860	60.00	2 108	70.27	2 331	75.19	2 389	79.63	2 457	79.26	1 743	56.23	1 932	69.00	2 206	71.16	24 730	67.57
		96/97	**2 618**	**87.27**	**2 834**	**91.42**	**2 456**	**81.87**	**2 407**	**77.65**	**2 287**	**73.77**	**2 116**	**70.53**	**2 971**	**95.84**	**3 234**	**107.80**	**3 667**	**118.29**	**3 267**	**105.39**	**3 573**	**123.21**	**0**	**0.00**	**31 430**	**94.10**
		94/95	32	1.07	51	1.65	70	2.33	6	0.19	6	0.19	18	0.60	32	1.03	52	1.73	16	0.52	13	0.42	25	0.89	83	2.68	404	1.11
	Prés.	95/96	71	2.37	64	2.06	128	4.27	105	3.39	46	1.48	102	3.40	115	3.71	39	1.30	46	1.48	50	1.61	66	2.36	71	2.29	903	2.47
Peines		**96/97**	**43**	**1.43**	**73**	**2.35**	**61**	**2.03**	**50**	**1.61**	**20**	**0.65**	**16**	**0.53**	**11**	**0.35**	**9**	**0.30**	**36**	**1.16**	**17**	**0.55**	**5**	**0.17**	**0**	**0.00**	**341**	**1.02**
disc.		94/95	355	11.83	321	10.35	291	9.70	286	9.23	226	7.29	218	7.27	280	9.03	195	6.50	191	6.16	200	6.45	225	8.04	280	9.03	3 068	8.41
	Abs.	95/96	310	10.33	258	8.32	273	9.10	389	12.55	175	5.65	229	7.63	207	6.68	198	6.60	233	7.52	176	5.68	210	7.50	309	9.97	2 967	8.11
		96/97	**276**	**9.20**	**262**	**8.45**	**348**	**11.60**	**265**	**8.55**	**273**	**8.81**	**191**	**6.37**	**185**	**5.97**	**246**	**8.20**	**154**	**4.97**	**169**	**5.45**	**183**	**6.31**	**0**	**0.00**	**2 552**	**7.64**

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES

Pers.		94/95	3 069	102.30	3 075	99.19	3 368	112.27	3 264	105.29	3 127	100.87	3 456	115.20	3 528	113.81	3 319	110.63	3 279	105.77	3 606	116.32	3 415	121.96	3 765	121.45	40 271	110.33
prés.		95/96	3 442	114.73	3 527	113.77	3 375	112.50	3 086	99.55	3 271	105.52	3 240	108.00	3 352	108.13	3 049	101.63	2 889	93.19	3 520	113.55	3 765	134.46	4 221	136.16	40 737	111.30
		96/97	**4 230**	**141.00**	**4 500**	**145.16**	**4 509**	**150.30**	**4 716**	**152.13**	**4 581**	**147.77**	**4 330**	**144.33**	**4 764**	**153.68**	**4 676**	**155.87**	**4 704**	**151.74**	**4 802**	**154.90**	**4 232**	**145.93**	**0**	**0.00**	**50 044**	**149.83**
Pers.		94/95	2 952	98.40	2 687	86.68	2 290	76.33	2 216	71.48	1 579	50.94	1 879	62.63	1 669	53.84	1 649	54.97	2 108	68.00	2 076	66.97	2 462	87.93	2 936	94.71	26 503	72.61
abs.		95/96	2 504	83.47	2 382	76.84	2 146	71.53	2 243	72.35	2 087	67.32	2 435	81.17	2 619	84.48	2 679	89.30	2 783	89.77	2 002	64.58	2 244	80.14	2 604	84.00	28 728	78.49
		96/97	**2 958**	**98.60**	**3 207**	**103.45**	**2 904**	**96.80**	**2 793**	**90.10**	**2 601**	**83.90**	**2 435**	**81.17**	**3 183**	**102.68**	**3 581**	**119.37**	**3 902**	**125.87**	**3 512**	**113.29**	**3 880**	**133.79**	**0**	**0.00**	**34 956**	**104.66**
Total des		94/95	6 021	200.70	5 762	185.87	5 658	188.60	5 480	176.77	4 706	151.81	5 335	177.83	5 197	167.65	4 968	165.60	5 387	173.77	5 682	183.29	5 877	209.89	6 701	216.16	66 774	182.94
pers. inscr.		95/96	5 946	198.20	5 909	190.61	5 521	184.03	5 329	171.90	5 358	172.84	5 675	189.17	5 971	192.61	5 728	190.93	5 672	182.97	5 522	178.13	6 009	214.61	6 825	220.16	69 465	189.80
		96/97	**7 188**	**239.60**	**7 707**	**248.61**	**7 413**	**247.10**	**7 509**	**242.23**	**7 182**	**231.68**	**6 765**	**225.50**	**7 947**	**256.35**	**8 257**	**275.23**	**8 606**	**277.61**	**8 314**	**268.19**	**8 112**	**279.72**	**0**	**0.00**	**85 000**	**254.49**

TABLEAU 1

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE HULL

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	756	41.54%	964	44.40%	996	41.26%	936	37.04%	863	36.75%	714	32.99%	635	35.52%	889	36.12%	750	34.03%	756	33.52%	724	34.33%	0		9 185	36.99%
	Abs.	26	5.71%	46	6.29%	35	4.82%	11	1.65%	0		0		75	10.42%	91	11.63%	232	22.10%	49	5.44%	49	5.44%	0		614	7.54%
1/6 - 1/3	Prés.	433	23.79%	703	32.36%	814	33.73%	786	31.06%	696	29.64%	628	29.02%	583	25.22%	423	17.19%	434	19.69%	517	22.87%	575	27.26%	0		6 601	26.59%
	Abs.	325	71.43%	411	56.22%	531	73.14%	521	78.23%	523	76.91%	388	71.85%	414	57.50%	466	60.60%	496	47.24%	621	68.92%	621	68.92%	0		5 317	65.33%
+ 1/3	Prés.	631	34.67%	504	23.22%	603	24.99%	806	31.90%	789	33.60%	822	37.99%	923	39.26%	1 149	46.69%	1 020	46.26%	986	43.61%	810	38.41%	0		9 043	36.42%
	Abs.	104	22.86%	274	37.48%	160	22.04%	134	20.12%	157	23.09%	152	28.15%	231	32.08%	212	27.57%	322	30.67%	231	25.64%	231	25.64%	0		2 206	27.13%
SOUS TOTAL	Prés.	1 820	7.33%	2 171	8.74%	2 413	9.72%	2 527	10.18%	2 348	9.46%	2 164	8.72%	2 381	9.47%	2 461	9.91%	2 204	8.88%	2 261	9.11%	2 109	8.49%	0		24 829	75.31%
	Abs.	455	5.59%	731	8.98%	726	8.92%	668	8.19%	680	8.35%	540	6.63%	720	8.85%	769	9.45%	1 050	12.90%	901	11.07%	901	11.07%	0		8 139	24.69%
TOTAL		2 275	6.90%	2 902	8.80%	3 139	9.52%	3 195	9.69%	3 028	9.18%	2 704	8.20%	3 071	9.32%	3 230	9.80%	3 254	9.87%	3 162	9.59%	3 010	9.13%	0		32 968	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE HULL

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	347	45.18%	287	44.96%	256	45.31%	226	43.21%	378	50.74%	362	49.39%	278	56.50%	264	58.15%	192	39.10%	426	54.45%	370	56.92%	0		3 388	49.50%
	Abs.	163	7.54%	209	9.93%	230	13.29%	83	5.37%	112	6.97%	70	4.44%	253	11.54%	353	14.53%	354	13.66%	372	16.00%	372	16.00%	0		2 581	11.34%
1/6 - 1/3	Prés.	229	29.82%	158	24.76%	126	22.30%	159	30.40%	164	22.01%	193	26.33%	107	21.75%	101	22.25%	155	31.57%	166	21.12%	144	22.15%	0		1 702	24.86%
	Abs.	593	27.44%	526	25.00%	502	29.02%	444	25.65%	455	28.33%	432	27.43%	615	28.06%	695	28.61%	706	27.25%	608	26.15%	608	26.15%	0		6 184	27.16%
+ 1/3	Prés.	192	25.00%	193	30.25%	183	32.39%	138	26.39%	203	27.25%	178	24.26%	107	21.75%	89	19.60%	144	29.33%	192	24.43%	136	20.92%	0		1 755	25.64%
	Abs.	1 405	65.02%	1 369	65.07%	998	57.89%	1 194	68.98%	1 039	64.69%	1 073	68.13%	1 324	60.40%	1 381	56.85%	1 531	59.09%	1345	57.85%	1 345	57.85%	0		14 004	61.50%
SOUS TOTAL	Prés.	768	11.22%	638	9.32%	565	8.26%	523	7.64%	745	10.88%	733	10.71%	492	7.19%	454	6.63%	491	7.17%	784	11.45%	650	9.50%	0		6 845	23.11%
	Abs.	2 161	9.49%	2 104	9.24%	1 730	7.60%	1 731	7.60%	1 606	7.05%	1 575	6.92%	2 192	9.63%	2 429	10.67%	2 591	11.38%	2 325	10.21%	2 325	10.21%	0		22 769	76.89%
TOTAL		2 929	9.89%	2 742	9.26%	2 295	7.75%	2 254	7.61%	2 351	7.94%	2 308	7.79%	2 684	9.06%	2 883	9.74%	3 082	10.41%	3 111	10.51%	2 975	10.05%	0		29 614	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE HULL

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS TOTAL	Prés.	33	10.41%	76	23.97%	51	16.09%	30	9.46%	16	5.05%	18	5.68%	7	2.21%	3	0.95%	58	18.30%	11	3.47%	13	4.42%	0		317	63.53%
	Abs.	0		1	0.56%	0		18	9.89%	7	3.85%	1	0.55%	59	32.42%	38	20.88%	22	12.09%	18	9.89%	19	9.89%	0		182	36.47%
TOTAL		33	6.61%	77	15.43%	51	10.22%	48	9.62%	23	4.61%	19	3.81%	66	13.23%	41	8.22%	80	16.03%	29	5.81%	32	6.41%	0		499	100.00%
GRAND TOTAL		5 237	8.30%	5 721	9.07%	5 488	8.70%	5 496	8.71%	5 402	8.56%	5 031	7.98%	5 821	9.23%	6 154	9.76%	6 416	10.17%	6 302	8.99%	6 017	9.54%	0		63 081	100.00%

TABLEAU 2

TABLEAU 3

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE HULL

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	4	46	10	9	0	0	48	47	211	33	5	0	413
Total Médical"	0	0	0	2	0	0	27	44	21	16	0	0	110
Total "Réins. sociale"	22	0	25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	47
SOUS TOTAL	**26**	**46**	**35**	**11**	**0**	**0**	**75**	**91**	**232**	**49**	**5**	**0**	**570**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	14	40	45	22	19	20	11	49	84	65	9	0	378
Total Médical"	0	4	20	7	12	0	0	0	0	15	20	0	78
Total "Réins. sociale"	311	367	466	492	492	368	403	417	412	541	511	0	4 780
SOUS TOTAL	**325**	**411**	**531**	**521**	**523**	**388**	**414**	**466**	**496**	**621**	**540**	**0**	**5 236**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	91	249	136	105	156	152	222	212	305	204	165	0	1 997
Total Médical"	13	2	18	22	1	0	0	0	0	0	17	0	73
Total "Réins. sociale"	0	23	6	7	0	0	9	0	17	27	35	0	124
SOUS TOTAL	**104**	**274**	**160**	**134**	**157**	**152**	**231**	**212**	**322**	**231**	**217**	**0**	**2 194**

TOTAL	**455**	**731**	**726**	**666**	**680**	**540**	**720**	**769**	**1 050**	**901**	**762**	**0**	**8 000**

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	163	199	226	89	104	66	249	331	344	361	390	0	2 522
Total Médical"	0	6	0	0	0	1	3	13	5	6	0	0	34
Total "Réins. sociale"	0	4	4	4	8	3	1	9	5	5	5	0	48
SOUS TOTAL	**163**	**209**	**230**	**93**	**112**	**70**	**253**	**353**	**354**	**372**	**395**	**0**	**2 604**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	127	58	80	72	90	25	72	156	330	213	208	0	1 431
Total Médical"	0	19	7	11	0	0	3	32	3	0	5	0	80
Total "Réins. sociale"	466	449	415	361	365	407	540	507	373	395	710	0	4 988
SOUS TOTAL	**593**	**526**	**502**	**444**	**455**	**432**	**615**	**695**	**706**	**608**	**923**	**0**	**6 499**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	191	135	77	76	196	100	101	229	398	387	251	0	2 141
Total Médical"	0	43	17	25	31	5	21	5	33	13	3	0	196
Total "Réins. sociale"	1 214	1 191	904	1 093	812	968	1 202	1 147	1 100	945	1 244	0	11 820
SOUS TOTAL	**1 405**	**1 369**	**998**	**1 194**	**1 039**	**1 073**	**1 324**	**1 381**	**1 531**	**1 345**	**1 498**	**0**	**14 157**

TOTAL	**2 161**	**2 104**	**1 730**	**1 731**	**1 606**	**1 575**	**2 192**	**2 429**	**2 591**	**2 325**	**2 816**	**0**	**23 260**

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	22	18	0	0	40
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	1	0	18	7	1	59	38	0	0	0	0	124
SOUS TOTAL	**0**	**1**	**0**	**18**	**7**	**1**	**59**	**38**	**22**	**18**	**0**	**0**	**164**

GRAND TOTAL	**2 616**	**2 836**	**2 456**	**2 415**	**2 293**	**2 116**	**2 971**	**3 236**	**3 663**	**3 244**	**3 578**	**0**	**31 424**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE HULL

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	9	3	0	0	12
	03	0	2	0	0	0	0	0	0	37	12	0	0	51
- 1/6	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	2	0	2	0	0	0	4
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	4	44	10	9	0	0	46	47	163	18	5	0	346
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		4	46	10	9	0	0	48	47	211	33	5	0	413
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	20	14	1	0	0	0	35
	42	0	0	0	2	0	0	7	30	20	16	0	0	75
Total "Médical"		0	0	0	2	0	0	27	44	21	16	0	0	110
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	25
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	22	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		22	0	25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	47
SOUS TOTAL		26	46	35	11	0	0	75	91	232	49	5	0	570
	01	0	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	4
	02	5	7	17	14	7	9	3	0	14	7	9	0	92
	03	0	0	0	0	0	0	0	1	13	4	0	0	18
1/6 - 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	2	4	0	9	0	0	0	0	0	0	15
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	9	33	26	0	12	2	8	48	57	54	0	0	249
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		14	40	45	22	19	20	11	49	84	65	9	0	378
1/6 - 1/3	41	0	4	14	7	11	0	0	0	0	9	19	0	64
	42	0	0	6	0	1	0	0	0	0	6	1	0	14
Total "Médical"		0	4	20	7	12	0	0	0	0	15	20	0	78
	61	0	0	7	0	0	0	0	0	0	3	0	0	10
	62	79	100	56	137	192	132	179	217	124	145	170	0	1 531
1/6 - 1/3	63	57	62	40	65	57	22	0	0	0	0	0	0	303
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	175	205	363	290	243	214	224	200	288	393	341	0	2 936
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		311	367	466	492	492	368	403	417	412	541	511	0	4 780
SOUS TOTAL		325	411	531	521	523	388	414	466	496	621	540	0	5 236
	01	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	02	8	17	25	7	13	16	20	13	39	13	18	0	189
	03	0	0	0	0	0	0	0	1	57	8	0	0	66
+ 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	1	8	1	0	0	10
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	2	0	0	0	1	0	0	3	5	0	11
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	48	138	62	26	95	52	173	188	160	162	128	0	1 232
	11	35	94	46	72	48	84	28	9	41	17	14	0	488
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		91	249	136	105	156	152	222	212	305	204	165	0	1 997
+ 1/3	41	0	0	18	22	1	0	0	0	0	0	0	0	41
	42	13	2	0	0	0	0	0	0	0	0	17	0	32
Total "Médical"		13	2	18	22	1	0	0	0	0	0	17	0	73
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	7	0	0	0	7
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	23	6	7	0	0	9	0	10	27	35	0	117
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	23	6	7	0	0	9	0	17	27	35	0	124
SOUS TOTAL		104	274	160	134	157	152	231	212	322	231	217	0	2 194
TOTAL		455	731	726	666	680	540	720	769	1 050	901	762	0	8 006

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE HULL

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

ANNÉE 1996-97

Fraction sentence	Codes absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
- 1/6	01	0	0	0	0	0	1	0	0	3	0	0	0	4
	02	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	03	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	163	196	224	89	104	65	249	331	341	360	390	0	2 512
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		163	199	226	89	104	66	249	331	344	361	390	0	2 522
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	4
	42	0	6	0	0	0	1	3	9	5	6	0	0	30
Total "Médical"		0	6	0	0	0	1	3	13	5	6	0	0	34
- 1/6	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	4	4	4	8	3	1	9	5	5	5	0	48
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	4	4	4	8	3	1	9	5	5	5	0	48
SOUS TOTAL		163	209	230	93	112	70	253	353	354	372	395	0	2 604
1/6 - 1/3	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	2	1	0	0	3
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	4	0	0	0	0	0	0	0	0	1	2	0	7
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	123	58	80	72	90	25	72	156	327	211	202	0	1 416
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	4
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		127	58	80	72	90	25	72	156	330	213	208	0	1 431
1/6 - 1/3	41	0	7	4	8	0	0	3	23	2	0	3	0	50
	42	0	12	3	3	0	0	0	9	1	0	2	0	30
Total "Médical"		0	19	7	11	0	0	3	32	3	0	5	0	80
1/6 - 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	4	2	26	3	1	0	6	22	2	2	0	68
	63	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	455	445	413	335	362	406	540	501	351	393	708	0	4 909
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		466	449	415	361	365	407	540	507	373	395	710	0	4 988
SOUS TOTAL		593	526	502	444	455	432	615	695	706	608	923	0	6 499
+ 1/3	01	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	2
	03	0	0	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8
	04	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	05	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	18
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	173	135	69	76	167	70	98	229	397	386	246	0	2 046
	11	0	0	0	0	28	30	3	0	0	0	0	0	61
	12	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		191	135	77	76	196	100	101	229	398	387	251	0	2 141
+ 1/3	41	0	12	0	23	26	5	21	0	31	13	0	0	131
	42	0	31	17	2	5	0	0	5	2	0	3	0	65
Total "Médical"		0	43	17	25	31	5	21	5	33	13	3	0	196
+ 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	30	6	0	0	0	0	0	0	9	29	0	0	74
	63	19	30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	49
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	1 165	1 155	904	1 093	812	968	1 202	1 147	1 091	916	1 244	0	11 697
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		1 214	1 191	904	1 093	812	968	1 202	1 147	1 100	945	1 244	0	11 820
SOUS TOTAL		1 405	1 369	998	1 194	1 039	1 073	1 324	1 381	1 531	1 345	1 498	0	14 157
TOTAL		2 161	2 104	1 730	1 731	1 606	1 575	2 192	2 429	2 591	2 325	2 816	0	23 260

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE HULL

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE														
	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	22	18	0	0	40
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	22	18	0	0	40
	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	1	0	18	7	1	59	38	0	0	0	0	124
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	1	0	18	7	1	59	38	0	0	0	0	124
TOTAL		0	1	0	18	7	1	59	38	22	18	0	0	164

ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE JOLIETTE

MOIS DE AVRIL A MARS - 1994-1995 A 1996-1997

Statut	État	Année	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOUT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
		94/95	697	23.23	773	24.94	755	25.17	649	20.94	779	25.13	734	24.47	834	26.90	918	30.60	800	25.81	807	26.03	636	22.71	652	21.03	9 034	24.75
	Prés.	95/96	562	18.73	605	19.52	647	21.57	668	21.55	599	19.32	484	16.13	522	16.84	401	13.37	428	13.81	488	15.74	459	16.39	524	16.90	6 387	17.45
Pers.		**96/97**	**610**	**20.33**	**249**	**8.03**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**859**	**2.57**
prévenues		94/95	17	0.57	24	0.77	0	0.00	39	1.26	12	0.39	0	0.00	18	0.58	78	2.60	39	1.26	30	0.97	0	0.00	5	0.16	262	0.72
	Abs.	95/96	0	0.00	5	0.16	21	0.70	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	26	0.07
		96/97	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**
		94/95	737	24.57	717	23.13	693	23.10	792	25.55	700	22.58	708	23.60	730	23.55	554	18.47	604	19.48	678	21.87	708	25.29	503	16.23	8 124	22.26
	Prés.	95/96	517	17.23	554	17.87	469	15.63	447	14.42	509	16.42	586	19.53	627	20.23	697	23.23	685	22.10	663	21.39	604	21.57	614	19.81	6 972	19.05
Peines		**96/97**	**483**	**16.10**	**143**	**4.61**	**1**	**0.03**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**627**	**1.88**
cont.		94/95	1 386	46.20	1 379	44.48	1 018	33.93	969	31.26	651	21.00	824	27.47	889	28.68	1 295	43.17	1 376	44.39	1 284	41.42	1 454	51.93	1 867	60.23	14 392	39.43
	Abs.	95/96	1 441	48.03	1 619	52.23	1 503	50.10	984	31.74	716	23.10	733	24.43	1 336	43.10	1 354	45.13	1 409	45.45	1 732	55.87	2 191	78.25	2 322	74.90	17 340	47.38
		96/97	**2 027**	**67.57**	**2 061**	**66.48**	**965**	**32.17**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**5 053**	**15.13**
		94/95	21	0.70	32	1.03	19	0.63	5	0.16	17	0.55	5	0.17	13	0.42	18	0.60	14	0.45	19	0.61	7	0.25	19	0.61	189	0.52
	Prés.	95/96	21	0.70	7	0.23	4	0.13	11	0.35	14	0.45	18	0.60	3	0.10	30	1.00	4	0.13	40	1.29	1	0.04	20	0.65	173	0.47
Peines		**96/97**	**28**	**0.93**	**27**	**0.87**	**7**	**0.23**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**62**	**0.19**
disc.		94/95	4	0.13	13	0.42	4	0.13	33	1.06	4	0.13	8	0.27	16	0.52	19	0.63	11	0.35	3	0.10	19	0.68	6	0.19	140	0.38
	Abs.	95/96	22	0.73	27	0.87	7	0.23	17	0.55	22	0.71	25	0.83	42	1.35	50	1.67	49	1.58	28	0.90	61	2.18	17	0.55	367	1.00
		96/97	**15**	**0.50**	**9**	**0.29**	**9**	**0.30**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**33**	**0.10**

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES

Pers.		94/95	1 455	48.50	1 522	49.10	1 467	48.90	1 446	46.65	1 496	48.26	1 447	48.23	1 577	50.87	1 490	49.67	1 418	45.74	1 504	48.52	1 351	48.25	1 174	37.87	17 347	47.53
prés.		95/96	1 100	36.67	1 166	37.61	1 120	37.33	1 126	36.32	1 122	36.19	1 088	36.27	1 152	37.16	1 128	37.60	1 117	36.03	1 191	38.42	1 064	38.00	1 158	37.35	13 532	36.97
		96/97	**1 121**	**37.37**	**419**	**13.52**	**8**	**0.27**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**1 548**	**4.63**
Pers.		94/95	1 407	46.90	1 416	45.68	1 022	34.07	1 041	33.58	667	21.52	832	27.73	923	29.77	1 392	46.40	1 426	46.00	1 317	42.48	1 473	52.61	1 878	60.58	14 794	40.53
abs.		95/96	1 463	48.77	1 651	53.26	1 531	51.03	1 001	32.29	738	23.81	758	25.27	1 378	44.45	1 404	46.80	1 458	47.03	1 760	56.77	2 252	80.43	2 339	75.45	17 733	48.45
		96/97	**2 042**	**68.07**	**2 070**	**66.77**	**974**	**32.47**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**5 086**	**15.23**
Total des		94/95	2 862	95.40	2 938	94.77	2 489	82.97	2 487	80.23	2 163	69.77	2 279	75.97	2 500	80.65	2 882	96.07	2 844	91.74	2 821	91.00	2 824	100.86	3 052	98.45	32 141	88.06
pers. inscr.		95/96	2 563	85.43	2 817	90.87	2 651	88.37	2 127	68.61	1 860	60.00	1 846	61.53	2 530	81.61	2 532	84.40	2 575	83.06	2 951	95.19	3 316	118.43	3 497	112.81	31 265	85.42
		96/97	**3 163**	**105.43**	**2 489**	**80.29**	**982**	**32.73**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**6 634**	**19.86**

TABLEAU 1

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE JOLIETTE

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	229	72.93%	53	100.00%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		282	76.84%
	Abs.	0		1	0.19%	20	6.87%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		21	1.86%
1/6 - 1/3	Prés.	25	7.96%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		25	6.81%
	Abs.	292	94.50%	511	96.05%	241	82.82%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		1 044	92.23%
+ 1/3	Prés.	60	19.11%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		60	16.35%
	Abs.	17	5.50%	20	3.76%	30	10.31%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		67	5.92%
SOUS	Prés.	314	85.56%	53	14.44%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		367	24.48%
TOTAL	Abs.	309	27.30%	532	47.00%	291	25.71%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		1 132	75.52%
TOTAL		623	41.56%	586	39.03%	291	19.41%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		1 496	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE JOLIETTE

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	135	79.88%	49	60.49%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		184	73.31%
	Abs.	136	7.92%	56	3.66%	11	1.63%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		203	5.18%
1/6 - 1/3	Prés.	13	7.69%	21	25.93%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		34	13.55%
	Abs.	491	28.58%	464	30.35%	211	31.31%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		1 166	29.74%
+ 1/3	Prés.	21	12.43%	11	13.58%	1	100.00%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		33	13.15%
	Abs.	1 091	63.50%	1 009	65.99%	452	67.06%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		2 552	65.09%
SOUS	Prés.	169	67.33%	81	32.27%	1	0.40%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		251	6.02%
TOTAL	Abs.	1 718	43.82%	1 529	39.00%	674	17.19%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		3 921	93.98%
TOTAL		1 887	45.23%	1 610	38.59%	675	16.18%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		4 172	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE JOLIETTE

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS	Prés.	0		9	100.00%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		9	100.00%
TOTAL	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
TOTAL		0		9	100.00%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		9	100.00%
GRAND TOTAL		2 510	44.19%	2 204	38.80%	966	17.01%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		5 680	100.00%

TABLEAU 2

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE JOLIETTE

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	1	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
SOUS TOTAL	**0**	**1**	**20**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**21**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	16	49	19	0	0	0	0	0	0	0	0	0	84
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	276	462	222	0	0	0	0	0	0	0	0	0	960
SOUS TOTAL	**292**	**511**	**241**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 044**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	17	20	30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	67
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**17**	**20**	**30**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**67**

TOTAL	**309**	**532**	**291**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 132**

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	116	51	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	178
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	20	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	25
SOUS TOTAL	**136**	**56**	**11**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**203**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	60	38	44	0	0	0	0	0	0	0	0	0	142
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	431	426	167	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 024
SOUS TOTAL	**491**	**464**	**211**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 166**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	39	81	53	0	0	0	0	0	0	0	0	0	173
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	1 052	928	399	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 379
SOUS TOTAL	**1 091**	**1 009**	**452**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 552**

TOTAL	**1 718**	**1 529**	**674**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3 921**

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

GRAND TOTAL	**2 027**	**2 061**	**965**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**5 053**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE JOLIETTE

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
- 1/6	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	1	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	1	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
SOUS TOTAL		0	1	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21
1/6 - 1/3	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	16	49	19	0	0	0	0	0	0	0	0	0	84
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		16	49	19	0	0	0	0	0	0	0	0	0	84
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	276	460	222	0	0	0	0	0	0	0	0	0	958
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		276	462	222	0	0	0	0	0	0	0	0	0	960
SOUS TOTAL		292	511	241	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 044
+ 1/3	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	17	20	30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	67
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		17	20	30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	67
+ 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		17	20	30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	67
TOTAL		309	532	291	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 132

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE JOLIETTE

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	116	51	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	178
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		116	51	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	178
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	65	20	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		20	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	25
SOUS TOTAL		**136**	**56**	**11**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**203**
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	60	38	44	0	0	0	0	0	0	0	0	0	142
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		60	38	44	0	0	0	0	0	0	0	0	0	142
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	134	73	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	207
	65	297	353	167	0	0	0	0	0	0	0	0	0	817
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		431	426	167	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 024
SOUS TOTAL		**491**	**464**	**211**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 166**
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	39	81	53	0	0	0	0	0	0	0	0	0	173
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		39	81	53	0	0	0	0	0	0	0	0	0	173
+ 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	64	259	292	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	591
	65	793	636	359	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 788
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		1 052	928	399	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 379
SOUS TOTAL		**1 091**	**1 009**	**452**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 552**
TOTAL		**1 718**	**1 529**	**674**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3 921**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE JOLIETTE

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

MOIS DE AVRIL A MARS - 1994-1995 A 1996-1997

Statut	État	Année	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOUT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
Pers. prévenues	Prés.	94/95	401	13.37	389	12.55	501	16.70	486	15.68	452	14.58	406	13.53	421	13.58	298	9.93	350	11.29	483	15.58	372	13.29	424	13.68	4 983	13.65
		95/96	435	14.50	302	9.74	297	9.90	254	8.19	461	14.87	330	11.00	347	11.19	388	12.93	247	7.97	449	14.48	372	13.29	490	15.81	4 372	11.95
		96/97	319	10.63	348	11.23	421	14.03	431	13.90	588	18.97	458	15.27	801	25.84	568	18.93	319	10.29	561	18.10	456	15.72	0	0.00	5 270	15.78
	Abs.	94/95	0	0.00	6	0.19	2	0.07	0	0.00	0	0.00	7	0.23	31	1.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	8	0.26	54	0.15
		95/96	2	0.07	4	0.13	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	4	0.13	6	0.20	30	0.97	40	1.29	42	1.50	41	1.32	169	0.46
		96/97	4	0.13	15	0.48	5	0.17	18	0.58	28	0.90	1	0.03	6	0.19	25	0.83	11	0.35	12	0.39	5	0.17	0	0.00	130	0.39
Peines cont.	Prés.	94/95	1 390	46.33	1 432	46.19	1 191	39.70	829	26.74	747	24.10	785	26.17	1 149	37.06	1 523	50.77	1 194	38.52	1 229	39.65	1 370	48.93	1 469	47.39	14 308	39.20
		95/96	1 280	42.67	1 294	41.74	901	30.03	836	26.97	802	25.87	1 073	35.77	1 432	46.19	1 335	44.50	993	32.03	1 218	39.29	1 429	51.04	1 424	45.94	14 017	38.30
		96/97	1 452	48.40	1 503	48.48	1 372	45.73	897	28.94	775	25.00	1 305	43.50	1 240	40.00	1 448	48.27	1 483	47.84	1 427	46.03	1 534	52.90	0	0.00	14 436	43.22
	Abs.	94/95	1 230	41.00	1 143	36.87	821	27.37	967	31.19	833	26.87	557	18.57	701	22.61	850	28.33	1 277	41.19	1 061	34.23	1 390	49.64	1 756	56.65	12 586	34.48
		95/96	1 390	46.33	1 163	37.52	754	25.13	643	20.74	723	23.32	669	22.30	805	25.97	1 144	38.13	1 430	46.13	1 229	39.65	1 873	66.89	2 218	71.55	14 041	38.36
		96/97	1 841	61.37	1 341	43.26	1 321	44.03	1 455	46.94	1 516	48.90	1 080	36.00	1 803	58.16	1 724	57.47	1 676	54.06	1 250	40.32	1 097	37.83	0	0.00	16 104	48.22
Peines disc.	Prés.	94/95	30	1.00	16	0.52	14	0.47	25	0.81	14	0.45	32	1.07	23	0.74	18	0.60	5	0.16	19	0.61	14	0.50	5	0.16	215	0.59
		95/96	16	0.53	19	0.61	11	0.37	13	0.42	3	0.10	31	1.03	24	0.77	24	0.80	40	1.29	38	1.23	15	0.54	39	1.26	273	0.75
		96/97	21	0.70	18	0.58	6	0.20	0	0.00	2	0.06	5	0.17	2	0.06	2	0.07	1	0.03	1	0.03	8	0.28	0	0.00	66	0.20
	Abs.	94/95	52	1.73	33	1.06	27	0.90	43	1.39	25	0.81	29	0.97	38	1.23	27	0.90	58	1.87	28	0.90	39	1.39	51	1.65	450	1.23
		95/96	47	1.57	28	0.90	17	0.57	21	0.68	15	0.48	17	0.57	34	1.10	37	1.23	105	3.39	74	2.39	93	3.32	126	4.06	614	1.68
		96/97	78	2.60	72	2.32	64	2.13	53	1.71	47	1.52	27	0.90	18	0.58	31	1.03	47	1.52	12	0.39	0	0.00	0	0.00	449	1.34

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES

Pers. prés.	94/95	1 821	60.70	1 837	59.26	1 706	56.87	1 340	43.23	1 213	39.13	1 223	40.77	1 593	51.39	1 839	61.30	1 549	49.97	1 731	55.84	1 756	62.71	1 898	61.23	19 506	53.44
	95/96	1 731	57.70	1 615	52.10	1 209	40.30	1 103	35.58	1 266	40.84	1 434	47.80	1 803	58.16	1 747	58.23	1 280	41.29	1 705	55.00	1 816	64.86	1 953	63.00	18 662	50.99
	96/97	1 792	59.73	1 869	60.29	1 799	59.97	1 328	42.84	1 365	44.03	1 768	58.93	2 043	65.90	2 018	67.27	1 803	58.16	1 989	64.16	1 998	68.90	0	0.00	19 772	59.20
Pers. abs.	94/95	1 282	42.73	1 182	38.13	850	28.33	1 010	32.58	858	27.68	593	19.77	770	24.84	877	29.23	1 335	43.06	1 089	35.13	1 429	51.04	1 815	58.55	13 090	35.86
	95/96	1 439	47.97	1 195	38.55	771	25.70	664	21.42	738	23.81	686	22.87	843	27.19	1 187	39.57	1 565	50.48	1 343	43.32	2 008	71.71	2 385	76.94	14 824	40.50
	96/97	1 923	64.10	1 428	46.06	1 390	46.33	1 526	49.23	1 591	51.32	1 108	36.93	1 827	58.94	1 780	59.33	1 734	55.94	1 274	41.10	1 102	38.00	0	0.00	16 683	49.95
Total des pers. inscr.	94/95	3 103	103.43	3 019	97.39	2 556	85.20	2 350	75.81	2 071	66.81	1 816	60.53	2 363	76.23	2 716	90.53	2 884	93.03	2 820	90.97	3 185	113.75	3 713	119.77	32 596	89.30
	95/96	3 170	105.67	2 810	90.65	1 980	66.00	1 767	57.00	2 004	64.65	2 120	70.67	2 646	85.35	2 934	97.80	2 845	91.77	3 048	98.32	3 824	136.57	4 338	139.94	33 486	91.49
	96/97	3 715	123.83	3 297	106.35	3 189	106.30	2 854	92.06	2 956	95.35	2 876	95.87	3 870	124.84	3 798	126.60	3 537	114.10	3 263	105.26	3 100	106.90	0	0.00	36 455	109.15

TABLEAU 1

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE NEW CARLISLE

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	607	53.78%	562	43.70%	625	51.74%	415	52.67%	276	44.44%	542	50.61%	632	57.98%	893	69.44%	817	59.85%	499	40.83%	514	42.27%	0		6 382	51.97%
	Abs.	35	3.80%	4	0.52%	30	3.72%	105	12.50%	153	18.80%	70	12.52%	89	11.63%	82	11.63%	159	17.69%	102	12.32%	102	12.32%	0		931	10.65%
1/6 - 1/3	Prés.	156	13.82%	205	15.94%	205	16.97%	197	25.10%	149	23.99%	180	16.81%	185	16.97%	167	12.99%	292	21.39%	347	28.40%	182	14.97%	0		2 265	18.45%
	Abs.	603	66.40%	544	70.19%	385	47.71%	407	48.45%	291	35.75%	242	43.29%	408	53.33%	369	52.34%	422	46.94%	392	47.34%	392	47.34%	0		4 455	50.99%
+ 1/3	Prés.	366	32.42%	519	40.36%	378	31.29%	173	22.04%	196	31.56%	349	32.59%	273	25.05%	226	17.57%	256	18.75%	376	30.77%	520	42.76%	0		3 632	29.58%
	Abs.	284	30.80%	227	29.29%	392	48.57%	328	39.05%	370	45.45%	247	44.19%	268	35.03%	254	36.03%	318	35.37%	334	40.34%	334	40.34%	0		3 356	38.39%
SOUS	Prés.	1 129	9.19%	1 286	10.47%	1 208	9.84%	785	6.39%	621	5.06%	1 071	8.72%	1 090	8.88%	1 286	10.47%	1 365	11.12%	1 222	9.95%	1 218	9.99%	0		12 279	58.41%
TOTAL	Abs.	922	10.56%	775	8.87%	807	9.23%	840	9.61%	814	9.31%	559	6.39%	766	8.76%	706	8.08%	896	10.25%	828	9.47%	828	9.47%	0		8 742	41.59%
TOTAL		2 051	9.76%	2 061	9.80%	2 016	9.59%	1 625	7.73%	1 435	6.83%	1 630	7.75%	1 856	8.83%	1 991	9.47%	2 264	10.77%	2 050	9.75%	2 044	9.72%	0		21 021	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE NEW CARLISLE

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	179	55.42%	71	32.72%	116	70.73%	29	25.89%	92	62.59%	132	56.41%	82	55.41%	71	44.94%	45	39.13%	82	44.32%	159	50.32%	0		1 058	49.93%
	Abs.	42	4.56%	25	4.42%	59	11.48%	98	15.81%	102	14.53%	56	10.75%	207	19.94%	181	15.85%	57	7.34%	38	9.43%	38	9.43%	0		883	11.80%
1/6 - 1/3	Prés.	81	25.08%	75	34.56%	20	12.20%	27	24.11%	32	21.77%	62	26.50%	46	31.08%	55	34.81%	36	33.04%	31	16.76%	71	22.47%	0		538	25.39%
	Abs.	177	19.20%	162	26.62%	106	20.62%	229	36.94%	146	20.80%	197	37.81%	294	28.32%	304	29.92%	172	22.14%	80	19.85%	80	19.85%	0		1 947	26.02%
+ 1/3	Prés.	63	19.50%	71	32.72%	28	17.07%	56	50.00%	23	15.65%	40	17.09%	20	13.51%	32	20.25%	32	27.83%	72	38.92%	86	27.22%	0		523	24.68%
	Abs.	703	76.25%	379	66.96%	349	67.90%	293	47.26%	454	64.67%	268	51.44%	537	51.73%	551	54.23%	548	70.53%	285	70.72%	285	70.72%	0		4 652	62.16%
SOUS	Prés.	323	15.34%	217	10.24%	164	7.74%	112	5.29%	147	6.94%	234	11.04%	148	6.98%	158	7.46%	113	5.43%	185	8.73%	316	14.91%	0		2 119	22.07%
TOTAL	Abs.	922	12.32%	566	7.56%	614	8.87%	626	8.29%	702	9.38%	521	6.96%	1 038	13.87%	1 016	13.58%	777	10.38%	483	6.39%	483	6.39%	0		7 482	77.93%
TOTAL		1 245	12.97%	783	8.16%	678	7.06%	732	7.62%	849	8.84%	755	7.86%	1 186	12.36%	1 174	12.23%	892	9.29%	668	6.12%	719	7.49%	0		9 601	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE NEW CARLISLE

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS	Prés.	0		0		0		0		7	18.42%	0		2	5.26%	4	10.53%	3	7.89%	20	52.63%	2	5.26%	0		38	48.10%
TOTAL	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		3	7.32%	0		19	46.34%	19	46.34%	0		41	51.90%
TOTAL		0		0		0		0		7	8.86%	0		2	2.53%	7	8.86%	3	3.80%	39	49.37%	21	26.58%	0		79	100.00%
GRAND TOTAL		3 296	10.74%	2 844	9.26%	2 693	8.77%	2 357	7.68%	2 291	7.46%	2 385	7.77%	3 043	9.91%	3 172	10.33%	3 168	10.29%	2 677	8.72%	2 784	9.07%	0		30 701	100.00%

TABLEAU 2

UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE NEW CARLISLE

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	29	4	30	77	106	48	84	67	152	98	17	0	712
Total Médical"	6	0	0	8	16	0	5	15	7	2	17	0	76
Total "Réins. sociale"	0	0	0	20	31	22	0	0	0	2	0	0	75
SOUS TOTAL	**35**	**4**	**30**	**105**	**153**	**70**	**89**	**82**	**159**	**102**	**34**	**0**	**863**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	90	112	47	117	80	70	138	153	203	135	43	0	1 188
Total Médical"	42	9	23	35	76	24	25	32	59	69	4	0	398
Total "Réins. sociale"	471	423	315	255	135	148	245	184	160	188	226	0	2 750
SOUS TOTAL	**603**	**544**	**385**	**407**	**291**	**242**	**408**	**369**	**422**	**392**	**273**	**0**	**4 336**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	247	191	345	271	294	150	194	224	301	299	240	0	2 756
Total Médical"	37	36	47	57	76	97	74	30	17	35	18	0	524
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**284**	**227**	**392**	**328**	**370**	**247**	**268**	**254**	**318**	**334**	**258**	**0**	**3 280**

TOTAL	**922**	**775**	**807**	**840**	**814**	**559**	**765**	**705**	**899**	**828**	**565**	**0**	**8 479**

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	34	25	51	63	89	56	198	148	49	37	82	0	832
Total Médical"	0	0	8	35	13	0	0	13	8	1	0	0	78
Total "Réins. sociale"	8	0	0	0	0	0	9	0	0	0	1	0	18
SOUS TOTAL	**42**	**25**	**59**	**98**	**102**	**56**	**207**	**161**	**57**	**38**	**83**	**0**	**928**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	94	46	49	113	79	98	260	204	146	39	98	0	1 226
Total Médical"	0	0	4	24	47	0	0	1	11	3	0	0	90
Total "Réins. sociale"	83	116	53	92	20	99	34	99	15	38	92	0	741
SOUS TOTAL	**177**	**162**	**106**	**229**	**146**	**197**	**294**	**304**	**172**	**80**	**190**	**0**	**2 057**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	157	58	12	108	272	79	228	296	204	159	93	0	1 666
Total Médical"	0	0	0	0	20	49	2	0	5	16	0	0	92
Total "Réins. sociale"	546	321	337	185	162	140	307	255	339	110	169	0	2 871
SOUS TOTAL	**703**	**379**	**349**	**293**	**454**	**268**	**537**	**551**	**548**	**285**	**262**	**0**	**4 629**

TOTAL	**922**	**566**	**514**	**620**	**702**	**521**	**1 038**	**1 016**	**777**	**403**	**535**	**0**	**7 614**

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	0	0	8
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	3	0	11	0	0	14
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3**	**0**	**19**	**0**	**0**	**22**

GRAND TOTAL	**1 844**	**1 341**	**1 321**	**1 460**	**1 516**	**1 080**	**1 803**	**1 724**	**1 676**	**1 250**	**1 100**	**0**	**16 115**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE NEW CARLISLE

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	2	0	7	11	16	0	2	17	4	2	0	0	61
	02	9	2	5	0	13	12	36	16	127	33	0	0	253
	03	18	0	0	0	3	0	0	0	0	0	3	0	24
- 1/6	04	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	2
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	8	3	0	1	0	0	0	4	0	16
	07	0	0	0	0	0	0	4	0	0	4	0	0	8
	08	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	4
	10	0	0	18	58	71	30	41	32	17	59	10	0	336
	11	0	0	0	0	0	6	0	0	0	0	0	0	6
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		29	4	30	77	106	48	84	67	152	98	17	0	712
-1/6	41	6	0	0	6	16	0	5	15	7	0	17	0	72
	42	0	0	0	2	0	0	0	0	0	2	0	0	4
Total "Médical"		6	0	0	8	16	0	5	15	7	2	17	0	76
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	2
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	20	31	22	0	0	0	0	0	0	73
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	20	31	22	0	0	0	2	0	0	75
SOUS TOTAL		35	4	30	105	153	70	89	82	159	102	34	0	863
	01	0	0	0	0	0	0	0	2	3	0	0	0	5
	02	60	100	42	30	31	51	71	84	149	93	20	0	731
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2	0	4
1/6 - 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	3
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	3	0	0	0	3	0	0	0	6
	08	0	0	0	0	0	7	0	0	0	0	0	0	7
	09	0	0	0	0	0	0	5	0	0	0	0	0	5
	10	30	12	5	87	46	9	62	67	48	37	21	0	424
	11	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	3
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		90	112	47	117	80	70	138	153	203	135	43	0	1 188
1/6 - 1/3	41	42	9	23	15	65	24	25	32	59	69	4	0	367
	42	0	0	0	20	11	0	0	0	0	0	0	0	31
Total "Médical"		42	9	23	35	76	24	25	32	59	69	4	0	398
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	5	0	1	5	0	0	6	10	3	6	5	0	41
1/6 - 1/3	63	21	32	0	0	0	4	27	56	43	4	1	0	188
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	445	391	314	250	335	144	212	118	114	178	220	0	2 521
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		471	423	315	255	135	148	245	184	160	188	226	0	2 750
SOUS TOTAL		603	544	385	407	291	242	408	369	422	392	273	0	4 336
	01	0	0	0	0	0	15	0	0	0	22	55	0	92
	02	144	148	233	78	91	110	124	125	205	138	112	0	1 508
	03	0	0	0	0	0	7	0	0	0	0	13	0	20
+ 1/3	04	0	0	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	5
	05	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	3
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
	09	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
	10	97	43	112	193	198	18	68	99	96	139	57	0	1 120
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		247	191	345	271	294	150	194	224	301	299	240	0	2 756
+ 1/3	41	37	10	3	1	28	60	36	0	0	35	18	0	228
	42	0	26	44	56	48	37	38	30	17	0	0	0	296
Total "Médical"		37	36	47	57	76	97	74	30	17	35	18	0	524
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		284	227	392	328	370	247	268	254	318	334	258	0	3 280
TOTAL		922	775	807	840	814	559	765	705	899	828	565	0	8 479

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE NEW CARLISLE

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	1	0	0	5	0	0	6
	02	15	6	1	7	18	1	4	12	10	0	0	0	74
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	04	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	6	0	9
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	5
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	19	16	50	56	66	55	193	136	39	32	76	0	738
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		34	25	51	63	89	56	198	148	49	37	82	0	832
-1/6	41	0	0	0	10	7	0	0	13	0	0	0	0	30
	42	0	0	8	25	6	0	0	0	8	1	0	0	48
Total "Médical"		0	0	8	35	13	0	0	13	8	1	0	0	78
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7
	65	1	0	0	0	0	0	9	0	0	0	1	0	11
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		8	0	0	0	0	0	9	0	0	0	1	0	18
SOUS TOTAL		42	25	59	98	102	56	207	161	57	38	83	0	928
	01	9	5	0	0	0	0	3	0	0	8	0	0	25
	02	26	10	9	0	16	25	2	17	23	6	22	0	156
	03	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	2
1/6 - 1/3	04	0	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8
	05	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	2
	06	0	0	0	0	0	6	0	0	0	0	0	0	6
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	8	0	0	0	0	0	0	8
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	59	23	40	113	61	57	255	187	123	25	76	0	1 019
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		94	46	49	113	79	98	260	204	146	39	98	0	1 226
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	18	0	0	1	0	0	0	0	19
	42	0	0	4	24	29	0	0	0	11	3	0	0	71
Total "Médical"		0	0	4	24	47	0	0	1	11	3	0	0	90
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	63	0	0	0	14	0	0	0	0	0	0	0	0	14
	64	12	8	0	8	8	0	6	0	0	0	0	0	42
	65	71	108	53	70	12	99	28	99	15	38	92	0	685
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		83	116	53	92	20	99	34	99	15	38	92	0	741
SOUS TOTAL		177	162	106	229	146	197	294	304	172	80	190	0	2 057
	01	16	7	0	0	0	0	7	0	0	10	6	0	46
	02	17	47	0	3	48	14	13	8	25	25	29	0	229
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	04	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	05	0	0	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	4
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	124	2	12	105	220	65	208	288	179	124	58	0	1 385
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		157	58	12	108	272	79	228	296	204	159	93	0	1 666
+ 1/3	41	0	0	0	0	6	30	2	0	0	0	0	0	38
	42	0	0	0	0	14	19	0	0	5	16	0	0	54
Total "Médical"		0	0	0	0	20	49	2	0	5	16	0	0	92
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	30	1	0	8	22	0	0	0	0	0	0	0	61
+ 1/3	64	23	22	1	16	10	9	94	9	0	0	0	0	184
	65	493	298	336	161	130	131	213	246	339	110	169	0	2 626
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		546	321	337	185	162	140	307	255	339	110	169	0	2 871
SOUS TOTAL		703	379	349	293	454	268	537	551	548	285	262	0	4 629
TOTAL		922	566	514	626	702	521	1 038	1 016	777	483	535	0	7 614

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE NEW CARLISLE

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	0	0	8
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	0	0	8
	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	3	0	11	0	0	14
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	3	0	11	0	0	14
TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	3	0	19	0	0	22

ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIMOUSKI

MOIS DE AVRIL A MARS - 1994-1995 A 1996-1997

Statut	État	Année	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOUT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
		94/95	360	12.00	290	9.35	315	10.50	289	9.32	317	10.23	325	10.83	430	13.87	389	12.97	343	11.06	293	9.45	209	7.46	135	4.35	3 695	10.12
	Prés.	95/96	241	8.03	292	9.42	234	7.80	256	8.26	457	14.74	404	13.47	487	15.71	585	19.50	464	14.97	713	23.00	963	34.39	787	25.39	5 883	16.07
Pers.		**96/97**	**737**	**24.57**	**765**	**24.68**	**847**	**28.23**	**735**	**23.71**	**958**	**30.90**	**1 062**	**35.40**	**1 298**	**41.87**	**1 225**	**40.83**	**1 033**	**33.32**	**1 275**	**41.13**	**852**	**29.38**	**0**	**0.00**	**10 787**	**32.30**
prévenues		94/95	124	4.13	110	3.55	156	5.20	155	5.00	117	3.77	107	3.57	50	1.61	46	1.53	19	0.61	11	0.35	17	0.61	64	2.06	976	2.67
	Abs.	95/96	54	1.80	64	2.06	75	2.50	39	1.26	16	0.52	50	1.67	94	3.03	49	1.63	42	1.35	58	1.87	48	1.71	68	2.19	657	1.80
		96/97	**147**	**4.90**	**73**	**2.35**	**19**	**0.63**	**47**	**1.52**	**42**	**1.35**	**103**	**3.43**	**81**	**2.61**	**58**	**1.93**	**46**	**1.48**	**69**	**2.23**	**12**	**0.41**	**0**	**0.00**	**697**	**2.09**
		94/95	1 081	36.03	1 187	38.29	1 012	33.73	782	25.23	857	27.65	1 017	33.90	1 031	33.26	1 053	35.10	992	32.00	1 130	36.45	1 081	38.61	726	23.42	11 949	32.74
	Prés.	95/96	1 232	41.07	1 415	45.65	1 193	39.77	963	31.06	1 032	33.29	1 500	50.00	1 648	53.16	1 525	50.83	1 640	52.90	1 496	48.26	1 134	40.50	1 418	45.74	16 196	44.25
Peines		**96/97**	**1 447**	**48.23**	**1 447**	**46.68**	**1 367**	**45.57**	**1 491**	**48.10**	**1 279**	**41.26**	**1 077**	**35.90**	**937**	**30.23**	**980**	**32.67**	**1 155**	**37.26**	**938**	**30.26**	**1 279**	**44.10**	**0**	**0.00**	**13 397**	**40.11**
cont.		94/95	846	28.20	699	22.55	563	18.77	611	19.71	315	10.16	282	9.40	313	10.10	516	17.20	610	19.68	502	16.19	576	20.57	606	19.55	6 439	17.64
	Abs.	95/96	476	15.87	496	16.00	598	19.93	465	15.00	413	13.32	416	13.87	491	15.84	697	23.23	524	16.90	688	22.19	1 109	39.61	1 185	38.23	7 558	20.65
		96/97	**1 363**	**45.43**	**1 537**	**49.58**	**2 062**	**68.73**	**1 875**	**60.48**	**2 013**	**64.94**	**1 738**	**57.93**	**1 661**	**53.58**	**1 638**	**54.60**	**1 817**	**58.61**	**1 527**	**49.26**	**1 344**	**46.34**	**0**	**0.00**	**18 575**	**55.61**
		94/95	4	0.13	1	0.03	9	0.30	7	0.23	0	0.00	1	0.03	11	0.35	2	0.07	11	0.35	6	0.19	19	0.68	19	0.61	90	0.25
	Prés.	95/96	5	0.17	14	0.45	22	0.73	10	0.32	9	0.29	11	0.37	9	0.29	7	0.23	6	0.19	31	1.00	27	0.96	10	0.32	161	0.44
Peines		**96/97**	**8**	**0.27**	**5**	**0.16**	**13**	**0.43**	**12**	**0.39**	**8**	**0.26**	**5**	**0.17**	**4**	**0.13**	**3**	**0.10**	**20**	**0.65**	**26**	**0.84**	**5**	**0.17**	**0**	**0.00**	**109**	**0.33**
disc.		94/95	18	0.60	18	0.58	11	0.37	26	0.84	17	0.55	5	0.17	0	0.00	2	0.07	5	0.16	4	0.13	12	0.43	18	0.58	136	0.37
	Abs.	95/96	23	0.77	11	0.35	11	0.37	6	0.19	11	0.35	4	0.13	8	0.26	7	0.23	8	0.26	8	0.26	4	0.14	10	0.32	111	0.30
		96/97	**13**	**0.43**	**10**	**0.32**	**28**	**0.93**	**22**	**0.71**	**25**	**0.81**	**19**	**0.63**	**17**	**0.55**	**23**	**0.77**	**28**	**0.90**	**22**	**0.71**	**22**	**0.76**	**0**	**0.00**	**229**	**0.69**

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES

Pers.		94/95	1 445	48.17	1 478	47.68	1 336	44.53	1 078	34.77	1 174	37.87	1 343	44.77	1 472	47.48	1 444	48.13	1 346	43.42	1 429	46.10	1 309	46.75	880	28.39	15 734	43.11
prés.		95/96	1 478	49.27	1 721	55.52	1 449	48.30	1 229	39.65	1 498	48.32	1 915	63.83	2 144	69.16	2 117	70.57	2 110	68.06	2 240	72.26	2 124	75.86	2 215	71.45	22 240	60.77
		96/97	**2 192**	**73.07**	**2 217**	**71.52**	**2 227**	**74.23**	**2 238**	**72.19**	**2 245**	**72.42**	**2 144**	**71.47**	**2 239**	**72.23**	**2 208**	**73.60**	**2 208**	**71.23**	**2 239**	**72.23**	**2 136**	**73.66**	**0**	**0.00**	**24 293**	**72.73**
Pers.		94/95	988	32.93	827	26.68	730	24.33	792	25.55	449	14.48	394	13.13	363	11.71	564	18.80	634	20.45	517	16.68	605	21.61	688	22.19	7 551	20.69
abs.		95/96	553	18.43	571	18.42	684	22.80	510	16.45	440	14.19	470	15.67	593	19.13	753	25.10	574	18.52	754	24.32	1 161	41.46	1 263	40.74	8 326	22.75
		96/97	**1 523**	**50.77**	**1 620**	**52.26**	**2 109**	**70.30**	**1 944**	**62.71**	**2 080**	**67.10**	**1 860**	**62.00**	**1 759**	**56.74**	**1 719**	**57.30**	**1 891**	**61.00**	**1 618**	**52.19**	**1 378**	**47.52**	**0**	**0.00**	**19 501**	**58.39**
Total des		94/95	2 433	81.10	2 305	74.35	2 066	68.87	1 870	60.32	1 623	52.35	1 737	57.90	1 835	59.19	2 008	66.93	1 980	63.87	1 946	62.77	1 914	68.36	1 568	50.58	23 285	63.79
pers. inscr.		95/96	2 031	67.70	2 292	73.94	2 133	71.10	1 739	56.10	1 938	62.52	2 385	79.50	2 737	88.29	2 870	95.67	2 684	86.58	2 994	96.58	3 285	117.32	3 478	112.19	30 566	83.51
		96/97	**3 715**	**123.83**	**3 837**	**123.77**	**4 336**	**144.53**	**4 182**	**134.90**	**4 325**	**139.52**	**4 004**	**133.47**	**3 998**	**128.97**	**3 927**	**130.90**	**4 099**	**132.23**	**3 857**	**124.42**	**3 514**	**121.17**	**0**	**0.00**	**43 794**	**131.12**

TABLEAU 1

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIMOUSKI

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	626	51.82%	694	59.37%	487	46.60%	539	44.36%	470	46.45%	444	60.74%	353	51.09%	335	46.40%	422	48.79%	209	35.73%	256	32.00%	0		4 835	48.35%
	Abs.	126	19.75%	196	22.32%	97	7.55%	86	7.23%	111	9.46%	78	7.22%	2	0.21%	27	3.13%	9	1.02%	13	1.59%	13	1.59%	0		758	7.18%
1/6 - 1/3	Prés.	333	27.57%	296	25.32%	329	31.48%	273	22.47%	241	24.85%	158	21.61%	95	13.75%	56	7.76%	112	12.95%	152	25.98%	221	27.63%	0		2 266	22.66%
	Abs.	296	46.39%	396	45.10%	868	67.60%	616	51.81%	527	44.93%	425	39.32%	520	55.61%	518	59.95%	647	73.19%	586	71.55%	586	71.55%	0		5 985	56.65%
+ 1/3	Prés.	249	20.61%	179	15.31%	229	21.91%	403	33.17%	259	26.70%	129	17.65%	243	35.17%	331	45.84%	331	38.27%	224	38.29%	323	40.38%	0		2 900	29.00%
	Abs.	216	33.86%	286	32.57%	319	24.84%	487	40.96%	535	45.61%	578	53.47%	413	44.17%	319	36.92%	228	25.79%	220	26.86%	220	26.86%	0		3 821	36.17%
SOUS	Prés.	1 208	12.08%	1 169	11.69%	1 045	10.45%	1 215	12.15%	970	9.70%	731	7.31%	691	6.91%	722	7.22%	865	8.65%	585	5.85%	800	8.00%	0		10 001	48.63%
TOTAL	Abs.	638	6.04%	878	8.31%	1 284	12.15%	1 189	11.26%	1 173	11.10%	1 061	10.23%	936	8.85%	864	8.18%	884	8.37%	819	7.75%	819	7.75%	0		10 564	51.37%
TOTAL		1 846	8.98%	2 047	9.95%	2 329	11.33%	2 404	11.69%	2 143	10.42%	1 812	8.81%	1 626	7.91%	1 586	7.71%	1 749	8.50%	1 404	6.83%	1 619	7.87%	0		20 565	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIMOUSKI

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	123	52.12%	99	37.08%	150	48.70%	108	43.55%	144	46.91%	157	48.45%	150	64.38%	133	51.55%	127	43.79%	152	48.25%	253	52.82%	0		1 596	48.67%
	Abs.	96	13.24%	46	6.98%	61	7.84%	71	10.35%	89	10.63%	25	3.91%	71	10.17%	68	8.79%	96	10.50%	146	20.74%	146	20.74%	0		917	11.27%
1/6 - 1/3	Prés.	79	33.47%	62	23.22%	66	21.43%	85	34.27%	69	22.48%	96	28.40%	33	14.16%	78	30.23%	60	20.69%	65	20.63%	131	27.35%	0		824	25.13%
	Abs.	193	26.62%	141	21.40%	178	22.88%	140	20.41%	247	29.51%	182	25.31%	140	20.06%	200	25.84%	219	23.47%	167	23.72%	167	23.72%	0		1 954	24.01%
+ 1/3	Prés.	34	14.41%	106	39.70%	92	29.87%	55	22.16%	94	30.62%	85	25.15%	50	21.46%	47	18.22%	103	35.52%	98	31.11%	95	19.83%	0		859	26.20%
	Abs.	436	60.14%	472	71.62%	539	69.28%	475	69.24%	501	59.86%	453	70.78%	487	69.77%	506	65.37%	616	66.02%	391	55.54%	391	55.54%	0		5 267	64.72%
SOUS	Prés.	236	7.26%	267	8.14%	308	9.39%	248	7.56%	307	9.36%	338	10.31%	233	7.11%	258	7.87%	290	8.84%	315	9.61%	479	14.61%	0		3 278	28.72%
TOTAL	Abs.	725	8.91%	659	8.10%	778	9.56%	696	8.43%	837	10.29%	648	7.96%	698	8.58%	774	9.51%	933	11.46%	704	8.65%	704	8.65%	0		8 138	71.28%
TOTAL		961	8.42%	926	8.11%	1 086	9.51%	934	8.18%	1 144	10.02%	978	8.57%	931	8.15%	1 032	9.04%	1 223	10.71%	1 019	8.93%	1 183	10.36%	0		11 417	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIMOUSKI

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS	Prés.	3	2.56%	11	9.40%	14	11.97%	26	22.83%	2	1.71%	8	6.84%	13	11.11%	0		0		38	32.48%	0		0		117	70.91%
TOTAL	Abs.	0		0		0		0		0		12	25.00%	28	58.33%	0		0		4	8.33%	4	8.33%	0		48	29.09%
TOTAL		3	1.82%	11	6.67%	14	8.48%	26	15.97%	2	1.21%	20	12.12%	41	24.85%	0		0		42	25.45%	4	2.42%	0		165	100.00%
GRAND TOTAL		2 810	8.74%	2 964	9.25%	3 429	10.67%	3 366	10.47%	3 289	10.23%	2 810	8.74%	2 598	8.08%	2 618	8.14%	2 972	9.25%	2 465	7.67%	2 806	8.73%	0		32 147	100.00%

TABLEAU 2

TABLEAU 3

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIMOUSKI

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	124	196	97	85	111	67	2	14	9	13	2	0	720
Total Médical"	2	0	0	0	0	0	0	8	0	0	0	0	10
Total "Réins. sociale"	0	0	0	1	0	11	0	5	0	0	0	0	17
SOUS TOTAL	**126**	**196**	**97**	**86**	**111**	**78**	**2**	**27**	**9**	**13**	**2**	**0**	**747**
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3													
Total "Humanitaire"	46	57	265	155	100	49	77	64	73	67	15	0	968
Total Médical"	0	7	0	0	0	0	7	6	0	0	6	0	26
Total "Réins. sociale"	250	332	603	461	427	376	436	448	574	519	304	0	4 730
SOUS TOTAL	**296**	**396**	**868**	**616**	**527**	**425**	**520**	**518**	**647**	**586**	**325**	**0**	**5 724**
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3													
Total "Humanitaire"	174	186	237	487	535	577	386	319	228	211	176	0	3 516
Total Médical"	42	100	82	0	0	1	9	0	0	9	28	0	271
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	18	0	0	0	0	0	18
SOUS TOTAL	**216**	**286**	**319**	**487**	**535**	**578**	**413**	**319**	**228**	**220**	**204**	**0**	**3 805**
TOTAL	**638**	**878**	**1 284**	**1 189**	**1 173**	**1 081**	**935**	**864**	**884**	**819**	**531**	**0**	**10 276**

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	90	42	61	57	89	18	53	63	98	145	49	0	765
Total Médical"	6	4	0	14	0	7	12	5	0	0	8	0	56
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	6	0	0	1	0	0	7
SOUS TOTAL	**96**	**46**	**61**	**71**	**89**	**25**	**71**	**68**	**98**	**146**	**57**	**0**	**828**
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3													
Total "Humanitaire"	96	40	96	108	114	53	41	64	116	104	170	0	1 002
Total Médical"	5	26	0	2	13	6	3	9	1	4	13	0	82
Total "Réins. sociale"	92	75	82	30	120	103	96	127	102	59	130	0	1 016
SOUS TOTAL	**193**	**141**	**178**	**140**	**247**	**162**	**140**	**200**	**219**	**167**	**313**	**0**	**2 100**
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3													
Total "Humanitaire"	103	200	170	253	231	127	87	168	200	202	214	0	1 955
Total Médical"	12	2	30	21	49	40	18	0	4	2	7	0	185
Total "Réins. sociale"	321	270	339	201	221	286	382	338	412	187	206	0	3 163
SOUS TOTAL	**436**	**472**	**539**	**475**	**501**	**453**	**487**	**506**	**616**	**391**	**427**	**0**	**5 303**
TOTAL	**725**	**659**	**778**	**686**	**837**	**640**	**698**	**774**	**933**	**704**	**797**	**0**	**8 231**

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	16	0	20
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	16	0	0	0	0	0	16
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	12	12	0	0	0	0	0	24
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**12**	**28**	**0**	**0**	**4**	**16**	**0**	**60**
GRAND TOTAL	**1 363**	**1 537**	**2 062**	**1 875**	**2 010**	**1 733**	**1 661**	**1 638**	**1 817**	**1 527**	**1 344**	**0**	**18 567**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIMOUSKI

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
	02	0	14	12	4	23	3	0	6	0	0	0	0	62
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	5	1	0	0	6
- 1/6	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	30	20	24	16	27	18	0	0	0	0	0	0	135
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	4	1	0	17	29	0	0	0	0	0	0	51
	10	94	158	56	65	44	17	2	8	4	12	2	0	462
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		124	196	97	85	111	67	2	14	9	13	2	0	720
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	8	0	0	0	0	8
	42	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Total "Médical"		2	0	0	0	0	0	0	8	0	0	0	0	10
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	1	0	11	0	5	0	0	0	0	17
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	1	0	11	0	5	0	0	0	0	17
SOUS TOTAL		126	196	97	86	111	78	2	27	9	13	2	0	747
	01	0	4	30	30	0	0	0	0	0	0	1	0	65
	02	3	6	23	5	16	0	0	5	1	1	0	0	60
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	04	0	0	3	10	0	0	0	0	0	0	0	0	13
	05	0	11	30	20	0	0	0	0	0	0	0	0	61
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	8	79	58	38	26	47	29	0	0	0	0	285
	10	42	28	100	32	44	23	30	30	72	47	8	0	456
	11	1	0	0	0	2	0	0	0	0	10	6	0	19
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		46	57	265	155	100	49	77	64	73	67	15	0	968
1/6 - 1/3	41	0	6	0	0	0	0	0	6	0	0	6	0	18
	42	0	1	0	0	0	0	7	0	0	0	0	0	8
Total "Médical"		0	7	0	0	0	0	7	6	0	0	6	0	26
	61	0	15	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0	28
	62	0	60	42	43	33	24	43	26	31	69	4	0	375
1/6 - 1/3	63	22	0	0	0	4	0	9	28	0	0	0	0	63
	64	5	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14
	65	223	248	548	418	390	352	384	394	543	450	300	0	4 250
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		250	332	603	461	427	376	436	448	574	519	304	0	4 730
SOUS TOTAL		296	396	868	616	527	425	520	518	647	586	325	0	5 724
	01	0	0	0	0	0	1	20	0	0	0	9	0	30
	02	3	11	10	37	0	0	2	3	25	45	26	0	162
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	3	5	9	0	17
+ 1/3	04	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	4	0	7
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13	0	13
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	24	72	101	115	120	79	14	0	0	525
	10	167	171	226	426	461	475	249	196	121	124	62	0	2 678
	11	4	2	0	0	2	0	0	0	0	23	53	0	84
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		174	186	237	487	535	577	386	319	228	211	176	0	3 516
+ 1/3	41	12	69	40	0	0	1	9	0	0	0	0	0	131
	42	30	31	42	0	0	0	0	0	0	9	28	0	140
Total "Médical"		42	100	82	0	0	1	9	0	0	9	28	0	271
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	18	0	0	0	0	0	18
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	18	0	0	0	0	0	18
SOUS TOTAL		216	286	319	487	535	578	413	319	228	220	204	0	3 805
TOTAL		638	878	1 284	1 189	1 173	1 081	935	864	884	819	531	0	10 276

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIMOUSKI

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	8	0	0	0	0	0	0	0	8
	02	0	0	3	0	0	0	0	0	3	4	0	0	10
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	2
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	90	42	58	57	81	18	53	63	95	139	49	0	745
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		90	42	61	57	89	18	53	63	98	145	49	0	765
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	12	4	0	0	0	0	16
	42	6	4	0	14	0	7	0	1	0	0	8	0	40
Total "Médical"		6	4	0	14	0	7	12	5	0	0	8	0	56
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	6	0	0	1	0	0	7
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	6	0	0	1	0	0	7
SOUS TOTAL		96	46	61	71	89	25	71	68	98	146	57	0	828
	01	0	0	0	0	9	0	0	0	0	3	3	0	15
	02	0	0	1	0	2	3	2	0	0	2	10	0	20
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	04	0	0	0	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7
	05	1	0	0	0	0	0	0	0	2	4	0	0	7
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	95	40	95	108	103	50	32	64	114	95	157	0	953
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		96	40	96	108	114	53	41	64	116	104	170	0	1 002
1/6 - 1/3	41	5	0	0	0	0	0	0	8	0	0	0	0	13
	42	0	26	0	2	13	6	3	1	1	4	13	0	69
Total "Médical"		5	26	0	2	13	6	3	9	1	4	13	0	82
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	14	11	0	0	0	0	25
1/6 - 1/3	63	0	0	3	5	0	0	0	0	0	0	0	0	8
	64	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	65	92	75	58	25	120	103	82	116	102	59	130	0	962
	66	0	0	19	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		92	75	82	30	120	103	96	127	102	59	130	0	1 016
SOUS TOTAL		193	141	178	140	247	162	140	200	219	167	313	0	2 106
	01	0	0	0	0	12	8	0	0	0	0	0	0	20
	02	0	0	0	3	0	4	15	7	0	14	33	0	76
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	6	4	30	18	0	0	0	0	6	2	6	0	72
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	97	196	140	232	219	115	72	161	194	186	175	0	1 787
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		103	200	170	253	231	127	87	168	200	202	214	0	1 955
+ 1/3	41	12	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13
	42	0	1	30	21	49	40	18	0	4	2	7	0	172
Total "Médical"		12	2	30	21	49	40	18	0	4	2	7	0	185
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	19	29	0	0	0	48
	63	0	0	0	20	3	0	0	0	0	0	0	0	23
+ 1/3	64	0	8	47	0	0	0	0	12	50	6	0	0	123
	65	321	262	291	150	210	286	382	307	333	181	206	0	2 929
	66	0	0	1	31	8	0	0	0	0	0	0	0	40
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		321	270	339	201	221	286	382	338	412	187	206	0	3 163
SOUS TOTAL		436	472	539	475	501	453	487	506	616	391	427	0	5 343
TOTAL		725	659	778	686	837	640	698	774	933	704	797	0	8 231

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIMOUSKI

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	16	0	20
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	16	0	20
	41	0	0	0	0	0	0	16	0	0	0	0	0	16
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	16	0	0	0	0	0	16
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	12	12	0	0	0	0	0	24
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	12	12	0	0	0	0	0	24
TOTAL		0	0	0	0	0	12	28	0	0	4	16	0	60

MOIS DE AVRIL A MARS - 1993-1994 A 1995-1996

Statut	État	Année	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOUT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
		94/95	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0
	Prés.	95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0
Pers.		**96/97**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**2 000**	**64.52**	**12 927**	**430.90**	**12 670**	**408.71**	**12 158**	**392.19**	**11 245**	**387.76**	**0**	**0.00**	**51 000**	**152.7**
prévenues		94/95	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0
	Abs.	95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
		96/97	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**94**	**3.03**	**562**	**18.73**	**600**	**19.35**	**479**	**15.45**	**473**	**16.31**	**0**	**0.00**	**2 208**	**6.611**
		94/95	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0
	Prés.	95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
Peines		**96/97**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**49**	**1.58**	**486**	**16.20**	**491**	**15.84**	**404**	**13.03**	**358**	**12.34**	**0**	**0.00**	**1 788**	**5.353**
cont.		94/95	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
	Abs.	95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
		96/97	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**3**	**0.10**	**3**	**0.10**	**18**	**0.58**	**28**	**0.97**	**0**	**0.00**	**52**	**0.156**
		94/95	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
	Prés.	95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
Peines		**96/97**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**15**	**0.50**	**10**	**0.32**	**28**	**0.90**	**8**	**0.28**	**0**	**0.00**	**61**	**0.183**
disc.		94/95	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
	Abs.	95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
		96/97	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0**

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES

Pers.	94/95	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0.00
prés.	95/96	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0.00
	96/97	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 049**	**66.1**	**13 428**	**447.6**	**13 171**	**424.9**	**12 590**	**406.1**	**11 611**	**400.4**	**0**	**0**	**52 849**	**158.2**
Pers.	94/95	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0.00
abs.	95/96	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0.00
	96/97	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**94**	**3.032**	**565**	**18.83**	**603**	**19.45**	**497**	**16.03**	**501**	**17.28**	**0**	**0**	**2 260**	**6.766**
Total des	94/95	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0.00
pers. inscr.	95/96	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0.00
	96/97	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 143**	**69.13**	**13 993**	**466.4**	**13 774**	**444.3**	**13 087**	**422.2**	**12 112**	**417.7**	**0**	**0**	**55 109**	**165**

TABLEAU 1

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIVIÈRE DES PRAIRIES

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	0		0		0		0		0		0		9	81.82%	72	35.29%	58	43.61%	53	41.73%	54	58.70%	0		246	43.39%
	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
1/6 - 1/3	Prés.	0		0		0		0		0		0		0		58	28.43%	45	33.83%	48	37.80%	16	17.39%	0		167	29.45%
	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
+ 1/3	Prés.	0		0		0		0		0		0		2	18.18%	74	36.27%	30	22.56%	26	20.47%	22	23.91%	0		154	27.16%
	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
SOUS TOTAL	Prés.	0		0		0		0		0		0		11	1.94%	204	35.98%	133	23.46%	127	22.40%	92	16.23%	0		567	100.00%
	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
TOTAL		0		0		0		0		0		0		11	1.94%	204	35.98%	133	23.46%	127	22.40%	92	16.23%	0		567	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIVIÈRE DES PRAIRIES

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	0		0		0		0		0		0		8	25.00%	75	36.23%	66	25.78%	46	35.38%	65	40.12%	0		260	33.04%
	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		3	100.00%	0		0		0		0		3	100.00%
1/6 - 1/3	Prés.	0		0		0		0		0		0		7	21.88%	52	25.12%	34	13.28%	26	20.00%	42	25.93%	0		161	20.46%
	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
+ 1/3	Prés.	0		0		0		0		0		0		17	53.13%	80	38.65%	156	60.94%	58	44.62%	55	33.95%	0		366	46.51%
	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
SOUS TOTAL	Prés.	0		0		0		0		0		0		32	4.87%	207	26.30%	256	32.53%	130	16.52%	162	20.58%	0		787	99.62%
	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		3	100.00%	0		0		0		0		3	0.38%
TOTAL		0		0		0		0		0		0		32	4.06%	210	26.58%	256	32.41%	130	16.46%	162	20.51%	0		790	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIVIÈRE DES PRAIRIES

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS TOTAL	Prés.	0		0		0		0		0		0		6	1.38%	75	17.28%	102	23.50%	147	33.87%	104	23.96%	0		434	92.34%
	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		18	50.00%	18	50.00%	0		36	7.66%
TOTAL		0		0		0		0		0		0		6	1.28%	75	15.96%	102	21.70%	165	35.11%	122	25.96%	0		470	100.00%
GRAND TOTAL		0		0		0		0		0		0		49	2.68%	486	26.77%	491	26.97%	422	23.10%	370	20.56%	0		1 827	100.00%

TABLEAU 2

TABLEAU 3

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIVIÈRE DES PRAIRIES

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	3
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3**

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18	13	0	31
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**18**	**13**	**0**	**31**

GRAND TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3**	**0**	**18**	**13**	**0**	**34**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIVIÈRE DES PRAIRIES

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIVIÈRE DES PRAIRIES

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
- 1/6	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	3
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	3
- 1/6	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	3
1/6 - 1/3	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	3

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIVIÈRE DES PRAIRIES

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18	13	0	31
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	18	13	0	31
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	18	13	0	31

MOIS DE AVRIL A MARS - 1994-1995 A 1996-1997

Statut	État	Année	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOUT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
		94/95	237	7.90	349	11.26	246	8.20	241	7.77	214	6.90	248	8.27	325	10.48	275	9.17	256	8.26	338	10.90	478	17.07	395	12.74	3 602	9.87
	Prés.	95/96	323	10.77	260	8.39	265	8.83	275	8.87	304	9.81	382	12.73	318	10.26	309	10.30	250	8.06	223	7.19	325	11.61	246	7.94	3 480	9.51
Pers.		96/97	322	10.73	302	9.74	38	1.27	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	662	1.98
prévenues		94/95	36	1.20	8	0.26	0	0.00	10	0.32	24	0.77	3	0.10	31	1.00	9	0.30	0	0.00	0	0.00	4	0.14	3	0.10	128	0.35
	Abs.	95/96	20	0.67	0	0.00	0	0.00	0	0.00	17	0.55	33	1.10	50	1.61	19	0.63	4	0.13	23	0.74	15	0.54	33	1.06	214	0.58
		96/97	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00
		94/95	523	17.43	466	15.03	529	17.63	547	17.65	542	17.48	548	18.27	462	14.90	515	17.17	451	14.55	402	12.97	219	7.82	403	13.00	5 607	15.36
	Prés.	95/96	554	18.47	613	19.77	548	18.27	498	16.06	612	19.74	605	20.17	722	23.29	751	25.03	743	23.97	853	27.52	741	26.46	905	29.19	8 145	22.25
Peines		96/97	718	23.93	387	12.48	34	1.13	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	1 139	3.41
cont.		94/95	668	22.27	545	17.58	469	15.63	559	18.03	434	14.00	550	18.33	601	19.39	657	21.90	842	27.16	608	19.61	448	16.00	461	14.87	6 842	18.75
	Abs.	95/96	555	18.50	455	14.68	415	13.83	305	9.84	294	9.48	353	11.77	332	10.71	417	13.90	471	15.19	650	20.97	860	30.71	937	30.23	6 044	16.51
		96/97	853	28.43	836	26.97	83	2.77	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	1 772	5.31
		94/95	29	0.97	10	0.32	12	0.40	12	0.39	10	0.32	4	0.13	4	0.13	27	0.90	2	0.06	2	0.06	1	0.04	10	0.32	123	0.34
	Prés.	95/96	0	0.00	11	0.35	4	0.13	0	0.00	4	0.13	11	0.37	19	0.61	12	0.40	9	0.29	13	0.42	6	0.21	11	0.35	100	0.27
Peines		96/97	3	0.10	9	0.29	1	0.03	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	13	0.04
disc.		94/95	10	0.33	14	0.45	20	0.67	27	0.87	19	0.61	22	0.73	42	1.35	21	0.70	25	0.81	4	0.13	6	0.21	3	0.10	213	0.58
	Abs.	95/96	9	0.30	4	0.13	4	0.13	0	0.00	0	0.00	2	0.07	5	0.16	11	0.37	10	0.32	4	0.13	8	0.29	9	0.29	66	0.18
		96/97	4	0.13	6	0.19	3	0.10	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	13	0.04

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES

Pers.		94/95	789	26.30	825	26.61	787	26.23	800	25.81	766	24.71	800	26.67	791	25.52	817	27.23	709	22.87	742	23.94	698	24.93	808	26.06	9 332	25.57
prés.		95/96	877	29.23	884	28.52	817	27.23	773	24.94	920	29.68	998	33.27	1 059	34.16	1 072	35.73	1 002	32.32	1 089	35.13	1 072	38.29	1 162	37.48	11 725	32.04
		96/97	1 043	34.77	698	22.52	73	2.43	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	1 814	5.43
Pers.		94/95	714	23.80	567	18.29	489	16.30	596	19.23	477	15.39	575	19.17	674	21.74	687	22.90	867	27.97	612	19.74	458	16.36	467	15.06	7 183	19.68
abs.		95/96	584	19.47	459	14.81	419	13.97	305	9.84	311	10.03	388	12.93	387	12.48	447	14.90	485	15.65	677	21.84	883	31.54	979	31.58	6 324	17.28
		96/97	857	28.57	842	27.16	86	2.87	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	1 785	5.34
Total des		94/95	1 503	50.10	1 392	44.90	1 276	42.53	1 396	45.03	1 243	40.10	1 375	45.83	1 465	47.26	1 504	50.13	1 576	50.84	1 354	43.68	1 156	41.29	1 275	41.13	16 515	45.25
pers. inscr.		95/96	1 461	48.70	1 343	43.32	1 236	41.20	1 078	34.77	1 231	39.71	1 386	46.20	1 446	46.65	1 519	50.63	1 487	47.97	1 766	56.97	1 955	69.82	2 141	69.06	18 049	49.31
		96/97	1 900	63.33	1 540	49.68	159	5.30	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	3 599	10.78

TABLEAU 1

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIVIERE-DU-LOUP

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	349	60.91%	147	54.44%	12	50.00%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		508	58.59%
	Abs.	74	12.59%	29	6.33%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		103	9.25%
1/6 - 1/3	Prés.	60	10.47%	17	6.30%	4	16.67%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		81	9.34%
	Abs.	329	55.95%	257	56.11%	2	2.94%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		588	52.78%
+ 1/3	Prés.	164	28.62%	106	39.26%	8	33.33%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		278	32.06%
	Abs.	185	31.46%	172	37.55%	66	97.06%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		423	37.97%
SOUS	Prés.	573	66.09%	270	31.14%	24	2.77%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		867	43.77%
TOTAL	Abs.	588	52.78%	458	41.11%	68	6.10%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		1 114	56.23%
TOTAL		1 161	58.61%	728	36.76%	92	4.64%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		1 981	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIVIERE-DU-LOUP

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	98	68.06%	59	52.21%	10	100.00%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		167	62.55%
	Abs.	20	7.55%	36	9.52%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		56	8.51%
1/6 - 1/3	Prés.	33	22.92%	31	27.43%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		64	23.97%
	Abs.	94	35.47%	91	24.07%	2	13.33%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		187	28.42%
+ 1/3	Prés.	13	9.03%	23	20.35%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		36	13.48%
	Abs.	151	56.98%	251	66.40%	13	86.67%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		415	63.07%
SOUS	Prés.	144	53.93%	113	42.32%	10	3.75%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		267	28.89%
TOTAL	Abs.	265	46.27%	378	57.45%	15	2.28%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		658	71.14%
TOTAL		409	44.22%	491	53.08%	25	2.70%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		925	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIVIERE-DU-LOUP

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS	Prés.	1	20.00%	4	80.00%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		5	100.00%
TOTAL	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
TOTAL		1	20.00%	4	80.00%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		5	100.00%
GRAND TOTAL		1 571	53.97%	1 223	42.01%	117	4.02%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		2 911	100.00%

TABLEAU 2

TABLEAU 3

UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIVIERE-DU-LOUP

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	74	29	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	103
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**74**	**29**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**103**
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3													
Total "Humanitaire"	239	171	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	410
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	90	86	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	178
SOUS TOTAL	**329**	**257**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**588**
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3													
Total "Humanitaire"	185	172	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	423
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**185**	**172**	**66**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**423**
TOTAL	**588**	**458**	**68**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 114**

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	16	36	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	52
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
SOUS TOTAL	**20**	**36**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**56**
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3													
Total "Humanitaire"	88	47	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	135
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	6	44	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	52
SOUS TOTAL	**94**	**91**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**187**
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3													
Total "Humanitaire"	129	156	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	294
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	22	95	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	121
SOUS TOTAL	**151**	**251**	**13**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**415**
TOTAL	**265**	**378**	**15**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**658**

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
GRAND TOTAL	**853**	**836**	**83**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 772**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIVIERE-DU-LOUP

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11
	02	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	04	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	27	16	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	43
	10	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8
	11	37	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	37
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		74	29	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	103
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		74	29	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	103
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	3	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	32	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	92
	10	141	19	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	160
	11	63	85	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	148
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		239	171	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	410
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	16	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24
	62	31	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	31
1/6 - 1/3	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	6	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8
	65	37	76	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	115
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		90	86	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	178
SOUS TOTAL		329	257	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	588
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	12	13	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	27
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
	10	83	138	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	285
	11	88	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	108
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		185	172	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	423
+ 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		185	172	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	423
TOTAL		588	458	68	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 114

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIVIERE-DU-LOUP

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
	06	0	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	12	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	25
	11	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		16	36	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	52
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
SOUS TOTAL		20	36	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	56
	01	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5
	02	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	25
	06	0	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	79	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	87
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		88	47	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	135
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	5	19	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	26
	65	1	25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	26
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		6	44	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	52
SOUS TOTAL		94	91	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	187
	01	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	116	154	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	279
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		129	156	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	294
+ 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	64	5	42	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	49
	65	7	53	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	62
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		22	95	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	121
SOUS TOTAL		151	251	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0	415
TOTAL		265	378	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	658

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE RIVIERE-DU-LOUP

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

MOIS DE AVRIL A MARS - 1994-1995 A 1996-1997

Statut	État	Année	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOUT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
Pers. prévenues	Prés.	94/95	404	13.47	362	11.68	315	10.50	340	10.97	273	8.81	437	14.57	438	14.13	464	15.47	317	10.23	259	8.35	216	7.71	194	6.26	4 019	11.01
		95/96	221	7.37	273	8.81	300	10.00	414	13.35	235	7.58	217	7.23	367	11.84	323	10.77	342	11.03	282	9.10	299	10.68	276	8.90	3 549	9.70
		96/97	327	10.90	209	6.74	196	6.53	288	9.29	317	10.23	620	20.67	572	18.45	409	13.63	395	12.74	337	10.87	172	5.93	0	0.00	3 842	11.50
	Abs.	94/95	4	0.13	3	0.10	10	0.33	3	0.10	3	0.10	6	0.20	7	0.23	13	0.43	0	0.00	3	0.10	4	0.14	39	1.26	95	0.26
		95/96	46	1.53	1	0.03	0	0.00	10	0.32	24	0.77	2	0.07	9	0.29	2	0.07	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	94	0.26
		96/97	14	0.47	30	0.97	11	0.37	17	0.55	11	0.35	33	1.10	46	1.48	22	0.73	6	0.19	39	1.26	29	1.00	0	0.00	258	0.77
Peines cont.	Prés.	94/95	1 457	48.57	1 233	39.77	1 176	39.20	854	27.55	934	30.13	805	26.83	1 008	32.52	1 135	37.83	1 234	39.81	1 224	39.48	1 249	44.61	1 710	55.16	14 019	38.41
		95/96	1 492	49.73	1 340	43.23	1 082	36.07	991	31.97	895	28.87	1 256	41.87	1 515	48.87	1 423	47.43	1 241	40.03	1 328	42.84	1 526	54.50	1 681	54.23	15 770	43.09
		96/97	1 496	49.87	1 631	52.61	1 482	49.40	1 226	39.55	963	31.06	1 006	33.53	1 409	45.45	1 476	49.20	1 115	35.97	1 281	41.32	1 315	45.34	0	0.00	14 400	43.11
	Abs.	94/95	486	16.20	650	20.97	650	21.67	742	23.94	548	17.68	367	12.23	249	8.03	247	8.23	257	8.29	251	8.10	180	6.43	493	15.90	5 120	14.03
		95/96	484	16.13	516	16.65	431	14.37	410	13.23	336	10.84	516	17.20	533	17.19	543	18.10	625	20.16	558	18.00	698	24.93	1 101	35.52	6 751	18.45
		96/97	881	29.37	744	24.00	444	14.80	497	16.03	589	19.00	387	12.90	351	11.32	611	20.37	765	24.68	561	18.10	833	28.72	0	0.00	6 663	19.95
Peines disc.	Prés.	94/95	29	0.97	54	1.74	68	2.27	53	1.71	41	1.32	41	1.37	49	1.58	34	1.13	29	0.94	33	1.06	57	2.04	39	1.26	527	1.44
		95/96	40	1.33	52	1.68	42	1.40	37	1.19	62	2.00	42	1.40	15	0.48	26	0.87	24	0.77	27	0.87	10	0.36	21	0.68	398	1.09
		96/97	20	0.67	30	0.97	27	0.90	14	0.45	45	1.45	29	0.97	7	0.23	18	0.60	21	0.68	15	0.48	22	0.76	0	0.00	248	0.74
	Abs.	94/95	113	3.77	52	1.68	41	1.37	57	1.84	47	1.52	35	1.17	66	2.13	51	1.70	66	2.13	26	0.84	24	0.86	78	2.52	656	1.80
		95/96	63	2.10	38	1.23	59	1.97	81	2.61	51	1.65	101	3.37	99	3.19	44	1.47	53	1.71	66	2.13	131	4.68	151	4.87	937	2.56
		96/97	76	2.53	80	2.58	90	3.00	81	2.61	44	1.42	57	1.90	72	2.32	103	3.43	95	3.06	75	2.42	61	2.10	0	0.00	834	2.50

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES

Pers. prés.	94/95	1 890	63.00	1 649	53.19	1 559	51.97	1 247	40.23	1 248	40.26	1 283	42.77	1 495	48.23	1 633	54.43	1 580	50.97	1 516	48.90	1 522	54.36	1 943	62.68	18 565	50.86
	95/96	1 753	58.43	1 665	53.71	1 424	47.47	1 442	46.52	1 192	38.45	1 515	50.50	1 897	61.19	1 772	59.07	1 607	51.84	1 637	52.81	1 835	65.54	1 978	63.81	19 717	53.87
	96/97	1 843	61.43	1 870	60.32	1 705	56.83	1 528	49.29	1 325	42.74	1 655	55.17	1 988	64.13	1 903	63.43	1 531	49.39	1 633	52.68	1 509	52.03	0	0.00	18 490	55.36
Pers. abs.	94/95	603	20.10	705	22.74	701	23.37	802	25.87	598	19.29	408	13.60	322	10.39	311	10.37	323	10.42	280	9.03	208	7.43	610	19.68	5 871	16.08
	95/96	593	19.77	555	17.90	490	16.33	501	16.16	411	13.26	619	20.63	641	20.68	589	19.63	678	21.87	624	20.13	829	29.61	1 252	40.39	7 782	21.26
	96/97	971	32.37	854	27.55	545	18.17	595	19.19	644	20.77	477	15.90	469	15.13	736	24.53	866	27.94	675	21.77	923	31.83	0	0.00	7 755	23.22
Total des pers. inscr.	94/95	2 493	83.10	2 354	75.94	2 260	75.33	2 049	66.10	1 846	59.55	1 691	56.37	1 817	58.61	1 944	64.80	1 903	61.39	1 796	57.94	1 730	61.79	2 553	82.35	24 436	66.95
	95/96	2 346	78.20	2 220	71.61	1 914	63.80	1 943	62.68	1 603	51.71	2 134	71.13	2 538	81.87	2 361	78.70	2 285	73.71	2 261	72.94	2 664	95.14	3 230	104.19	27 499	75.13
	96/97	2 814	93.80	2 724	87.87	2 250	75.00	2 123	68.48	1 969	63.52	2 132	71.07	2 457	79.26	2 639	87.97	2 397	77.32	2 308	74.45	2 432	83.86	0	0.00	26 245	78.58

TABLEAU 1

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE ROBERVAL

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	429	42.77%	373	32.75%	409	36.19%	494	46.00%	312	37.10%	326	39.71%	483	42.56%	630	49.49%	439	42.63%	447	42.33%	360	37.78%	0		4 702	41.07%
	Abs.	22	4.74%	21	6.38%	5	2.21%	7	2.77%	21	5.28%	11	4.14%	7	4.14%	10	5.29%	47	16.26%	1	0.27%	1	0.27%	0		153	4.60%
1/6 - 1/3	Prés.	133	13.26%	162	14.22%	124	10.97%	134	12.48%	114	13.56%	167	20.34%	236	20.79%	142	11.15%	220	21.46%	143	13.54%	245	25.71%	0		1 820	15.90%
	Abs.	336	72.41%	182	55.32%	148	85.49%	142	56.13%	320	80.40%	153	57.52%	69	40.83%	113	59.79%	163	56.40%	297	80.05%	297	80.05%	0		2 220	66.77%
+ 1/3	Prés.	441	43.97%	604	53.03%	597	52.83%	446	41.53%	415	49.35%	328	39.95%	416	36.65%	501	39.36%	366	35.71%	466	44.13%	348	36.52%	0		4 928	43.04%
	Abs.	106	22.84%	126	38.30%	73	32.30%	104	41.11%	57	14.32%	102	38.35%	93	55.03%	66	34.92%	79	27.34%	73	19.66%	73	19.66%	0		952	28.63%
SOUS	Prés.	1 003	9.76%	1 139	9.96%	1 130	9.87%	1 074	9.38%	841	7.34%	821	7.17%	1 135	9.91%	1 273	11.12%	1 025	8.96%	1 056	9.22%	953	8.32%	0		11 450	77.99%
TOTAL	Abs.	464	13.96%	329	9.89%	226	6.80%	253	7.61%	398	11.97%	266	8.00%	169	5.08%	189	5.68%	289	8.69%	371	11.16%	371	11.16%	0		3 328	22.66%
TOTAL		1 467	9.83%	1 468	9.94%	1 356	9.18%	1 327	8.99%	1 239	8.39%	1 087	7.36%	1 304	8.83%	1 462	9.90%	1 314	8.89%	1 427	9.66%	1 324	8.96%	0		14 778	100.66%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE ROBERVAL

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	166	39.81%	91	18.50%	133	37.78%	44	30.14%	42	34.43%	109	58.92%	127	53.81%	84	41.58%	36	40.45%	130	61.03%	159	45.69%	0		1 121	40.01%
	Abs.	16	3.86%	21	5.06%	20	9.17%	5	2.05%	4	2.09%	2	1.65%	12	6.63%	73	17.30%	16	3.36%	18	9.47%	18	9.47%	0		205	6.70%
1/6 - 1/3	Prés.	86	20.62%	154	31.30%	71	20.17%	59	40.41%	9	7.38%	35	18.92%	56	23.73%	79	39.11%	34	38.20%	45	21.13%	139	39.94%	0		767	27.37%
	Abs.	94	22.82%	54	13.01%	60	27.52%	36	14.75%	54	28.27%	29	23.97%	65	35.91%	135	31.99%	100	21.01%	37	19.47%	37	19.47%	0		701	22.91%
+ 1/3	Prés.	165	39.57%	247	50.20%	148	42.05%	43	29.45%	71	58.20%	41	22.16%	53	22.46%	39	19.31%	19	21.35%	38	17.84%	50	14.37%	0		914	32.62%
	Abs.	302	73.30%	340	81.93%	138	63.30%	203	83.20%	133	69.63%	90	74.38%	104	57.46%	214	50.71%	360	75.63%	135	71.05%	135	71.05%	0		2 154	70.39%
SOUS	Prés.	417	14.88%	492	17.56%	352	12.56%	146	6.21%	122	4.36%	186	6.60%	236	8.42%	202	7.21%	89	3.18%	213	7.60%	348	12.42%	0		2 802	47.89%
TOTAL	Abs.	412	13.46%	415	13.56%	218	7.12%	244	7.97%	191	6.24%	121	3.95%	181	5.92%	422	13.79%	479	15.56%	190	6.21%	190	6.21%	0		3 060	52.29%
TOTAL		829	14.14%	907	15.47%	570	9.72%	390	6.65%	313	5.34%	306	5.22%	417	7.11%	624	10.64%	568	9.64%	403	6.87%	538	9.19%	0		5 862	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE ROBERVAL

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS	Prés.	78	61.36%	0		0		6	4.86%	0		0		36	25.68%	1	0.68%	1	0.68%	12	8.11%	14	9.46%	0		148	96.10%
TOTAL	Abs.	5	83.33%	0		0		0		0		0		1	16.67%	0		0		0		0		0		6	3.90%
TOTAL		81	52.60%	0		0		6	3.90%	0		0		36	26.32%	1	0.65%	1	0.65%	12	7.79%	14	9.09%	0		154	100.00%
GRAND TOTAL		2 377	11.43%	2 376	11.42%	1 926	9.26%	1 723	8.29%	1 562	7.48%	1 393	6.70%	1 769	8.47%	2 087	10.04%	1 888	9.04%	1 842	8.86%	1 876	9.02%	0		20 791	100.00%

TABLEAU 2

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE ROBERVAL

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	14	21	5	7	20	11	7	9	33	1	4	0	132
Total Médical"	8	0	0	0	1	0	0	1	14	0	14	0	38
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**22**	**21**	**5**	**7**	**21**	**11**	**7**	**10**	**47**	**1**	**18**	**0**	**170**
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3													
Total "Humanitaire"	38	3	5	13	15	11	4	5	15	6	2	0	117
Total Médical"	51	38	0	0	27	32	2	7	20	49	28	0	254
Total "Réins. sociale"	247	141	143	129	278	110	63	101	128	242	224	0	1 806
SOUS TOTAL	**336**	**182**	**148**	**142**	**320**	**153**	**69**	**113**	**163**	**297**	**254**	**0**	**2 177**
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3													
Total "Humanitaire"	105	125	73	103	57	74	68	50	77	72	170	0	974
Total Médical"	1	1	0	1	0	28	25	16	2	1	16	0	91
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19	0	19
SOUS TOTAL	**106**	**126**	**73**	**104**	**57**	**102**	**93**	**66**	**79**	**73**	**205**	**0**	**1 084**
TOTAL	**464**	**329**	**226**	**253**	**398**	**266**	**169**	**189**	**289**	**371**	**477**	**0**	**3 431**

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	10	3	19	4	4	0	12	71	16	18	25	0	182
Total Médical"	6	18	1	1	0	2	0	2	0	0	2	0	32
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**16**	**21**	**20**	**5**	**4**	**2**	**12**	**73**	**16**	**18**	**27**	**0**	**214**
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3													
Total "Humanitaire"	23	29	22	3	24	4	37	69	59	22	54	0	346
Total Médical"	20	6	27	5	0	1	0	3	0	0	0	0	62
Total "Réins. sociale"	51	19	11	28	30	24	28	63	41	15	66	0	376
SOUS TOTAL	**94**	**54**	**60**	**36**	**54**	**29**	**65**	**135**	**100**	**37**	**120**	**0**	**784**
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3													
Total "Humanitaire"	135	157	76	26	39	21	57	111	180	54	105	0	961
Total Médical"	8	44	5	40	28	0	0	5	2	0	0	0	132
Total "Réins. sociale"	159	139	57	137	66	69	47	98	178	81	100	0	1 131
SOUS TOTAL	**302**	**340**	**138**	**203**	**133**	**90**	**104**	**214**	**360**	**135**	**205**	**0**	**2 224**
TOTAL	**412**	**415**	**218**	**244**	**191**	**121**	**181**	**422**	**476**	**190**	**352**	**0**	**3 222**

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	4	0	5
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5
SOUS TOTAL	**5**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**0**	**0**	**0**	**4**	**0**	**10**
GRAND TOTAL	**881**	**744**	**444**	**497**	**589**	**387**	**351**	**611**	**765**	**561**	**833**	**0**	**6 663**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE ROBERVAL

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

ANNEE 1996-97

Fraction sentence	Codes absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11
	02	0	4	0	2	2	3	0	2	7	1	3	0	24
- 1/6	03	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	3
	04	0	0	1	0	0	5	7	0	0	0	0	0	13
	05	0	17	3	5	18	0	0	7	19	0	0	0	69
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	3	0	0	0	0	0	0	0	7	0	1	0	11
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		14	21	5	7	20	11	7	9	33	1	4	0	132
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	1	14	0	0	0	15
	42	8	0	0	0	1	0	0	0	0	0	14	0	23
Total "Médical"		8	0	0	0	1	0	0	1	14	0	14	0	38
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		22	21	5	7	21	11	7	10	47	1	18	0	170
	01	14	0	0	1	3	0	0	0	0	0	1	0	19
	02	23	3	5	11	12	5	0	3	13	4	1	0	80
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2	0	0	4
1/6 - 1/3	04	0	0	0	0	0	6	4	0	0	0	0	0	10
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	10	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	2
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		38	3	5	13	15	11	4	5	15	6	2	0	117
1/6 - 1/3	41	41	25	0	0	25	30	2	0	8	49	28	0	208
	42	10	13	0	0	2	2	0	7	12	0	0	0	46
Total "Médical"		51	38	0	0	27	32	2	7	20	49	28	0	254
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	121	58	45	9	149	58	20	18	59	87	82	0	706
1/6 - 1/3	63	0	0	0	0	0	0	41	30	3	0	52	0	126
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	126	83	98	120	129	52	2	53	66	155	90	0	974
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		247	141	143	129	278	110	63	101	128	242	224	0	1 806
SOUS TOTAL		336	182	148	142	320	153	69	113	163	297	254	0	2 177
	01	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	11	0	13
	02	23	17	12	27	27	20	20	20	34	37	38	0	275
	03	0	0	1	0	4	0	0	0	0	0	0	0	5
+ 1/3	04	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	7
	05	30	26	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	60
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	3
	07	0	0	2	0	0	0	0	4	1	0	0	0	7
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	10	46	51	23	56	26	37	46	26	38	31	114	0	494
	11	1	31	33	20	0	17	2	0	0	4	0	0	108
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		105	125	73	103	57	74	68	50	77	72	170	0	974
+ 1/3	41	1	0	0	1	0	0	0	0	0	1	16	0	19
	42	0	1	0	0	0	28	25	16	2	0	0	0	72
Total "Médical"		1	1	0	1	0	28	25	16	2	1	16	0	91
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19	0	19
+ 1/3	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19	0	19
SOUS TOTAL		106	126	73	104	57	102	93	66	79	73	205	0	1 084
TOTAL		464	329	226	253	398	266	169	189	289	371	477	0	3 431

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE ROBERVAL

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	02	2	0	0	0	0	0	2	4	0	0	0	0	8
	03	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
- 1/6	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	3	0	19	4	4	0	7	40	15	8	8	0	108
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	2	3	0	0	0	0	3	27	0	10	17	0	62
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		10	3	19	4	4	0	12	71	16	18	25	0	182
-1/6	41	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	2
	42	6	18	1	1	0	0	0	2	0	0	2	0	30
Total "Médical"		6	18	1	1	0	2	0	2	0	0	2	0	32
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		16	21	20	5	4	2	12	73	16	18	27	0	214
	01	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
	02	0	11	4	1	0	1	17	11	0	0	1	0	46
	03	4	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5
1/6 - 1/3	04	0	2	9	0	0	0	0	0	1	0	3	0	15
	05	6	6	9	2	24	0	0	12	25	4	17	0	105
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	1	0	4
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	10	9	0	0	0	3	20	46	30	18	32	0	168
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		23	29	22	3	24	4	37	69	59	22	54	0	346
1/6 - 1/3	41	0	0	0	4	0	1	0	0	0	0	0	0	5
	42	20	6	27	1	0	0	0	3	0	0	0	0	57
Total "Médical"		20	6	27	5	0	1	0	3	0	0	0	0	62
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	3	11	0	0	0	0	23	0	37
1/6 - 1/3	63	0	0	0	0	13	2	0	0	1	5	10	0	31
	64	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	65	51	18	11	28	14	11	28	63	40	10	33	0	307
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		51	19	11	28	30	24	28	63	41	15	66	0	376
SOUS TOTAL		94	54	60	36	54	29	65	135	100	37	128	0	784
	01	9	16	8	3	0	0	0	0	0	0	0	0	36
	02	33	21	30	21	0	0	12	12	4	0	0	0	133
	03	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
+ 1/3	04	0	1	0	0	0	0	15	18	0	5	0	0	39
	05	14	31	11	0	33	12	0	32	57	8	16	0	214
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0	0	0	5
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	79	85	25	2	6	9	30	49	114	41	89	0	529
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		135	157	76	26	39	21	57	111	180	54	105	0	961
+ 1/3	41	0	0	0	3	7	0	0	0	0	0	0	0	10
	42	8	44	5	37	21	0	0	5	2	0	0	0	122
Total "Médical"		8	44	5	40	28	0	0	5	2	0	0	0	132
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	25	0	0	0	0	21	10	0	0	17	3	0	76
	63	0	0	0	0	0	28	2	0	11	21	18	0	80
+ 1/3	64	9	9	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	23
	65	125	130	57	132	66	20	35	98	167	43	79	0	952
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		159	139	57	137	66	69	47	98	178	81	100	0	1 131
SOUS TOTAL		302	340	138	283	133	90	104	214	360	135	205	0	2 224
TOTAL		412	415	218	244	191	121	181	422	476	190	352	0	3 222

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE ROBERVAL

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

	Codes absences	ANNÉE 1996-97												
		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	4	0	5
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	4	0	5
	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5
TOTAL		5	0	0	0	0	0	1	0	0	0	4	0	10

MOIS DE AVRIL A MARS - 1994-1995 A 1996-1997

Statut	État	Année	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOUT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
Pers. prévenues	Prés.	94/95	168	5.60	156	5.03	154	5.13	121	3.90	130	4.19	117	3.90	112	3.61	141	4.70	122	3.94	122	3.94	88	3.14	130	4.19	1 561	4.28
		95/96	123	4.10	182	5.87	161	5.37	155	5.00	143	4.61	138	4.60	164	5.29	138	4.60	123	3.97	154	4.97	157	5.61	138	4.45	1 776	4.85
		96/97	147	4.90	145	4.68	104	3.47	126	4.06	185	5.97	203	6.77	153	4.94	196	6.53	169	5.45	236	7.61	130	4.48	0	0.00	1 794	5.37
	Abs.	94/95	0	0.00	1	0.03	25	0.83	31	1.00	5	0.16	8	0.27	6	0.19	4	0.13	8	0.26	6	0.19	8	0.29	12	0.39	114	0.31
		95/96	2	0.07	10	0.32	0	0.00	4	0.13	0	0.00	4	0.13	1	0.03	7	0.23	21	0.68	10	0.32	0	0.00	4	0.13	63	0.17
		96/97	6	0.20	31	1.00	18	0.60	0	0.00	0	0.00	39	1.30	33	1.06	34	1.13	52	1.68	53	1.71	5	0.17	0	0.00	271	0.81
Peines cont.	Prés.	94/95	371	12.37	385	12.42	336	11.20	387	12.48	334	10.77	324	10.80	401	12.94	340	11.33	366	11.81	382	12.32	353	12.61	416	13.42	4 395	12.04
		95/96	381	12.70	435	14.03	368	12.27	362	11.68	375	12.10	381	12.70	398	12.84	351	11.70	391	12.61	406	13.10	391	13.96	393	12.68	4 632	12.66
		96/97	413	13.77	379	12.23	345	11.50	325	10.48	236	7.61	400	13.33	448	14.45	442	14.73	472	15.23	419	13.52	434	14.97	0	0.00	4 313	12.91
	Abs.	94/95	499	16.63	466	15.03	362	12.07	373	12.03	309	9.97	244	8.13	328	10.58	396	13.20	386	12.45	216	6.97	294	10.50	378	12.19	4 251	11.65
		95/96	414	13.80	351	11.32	366	12.20	386	12.45	341	11.00	324	10.80	228	7.35	189	6.30	239	7.71	248	8.00	284	10.14	368	11.87	3 738	10.21
		96/97	267	8.90	293	9.45	337	11.23	254	8.19	257	8.29	282	9.40	387	12.48	433	14.43	465	15.00	255	8.23	186	6.41	0	0.00	3 416	10.23
Peines disc.	Prés.	94/95	14	0.47	22	0.71	9	0.30	8	0.26	16	0.52	14	0.47	19	0.61	21	0.70	4	0.13	39	1.26	4	0.14	6	0.19	176	0.48
		95/96	3	0.10	0	0.00	5	0.17	2	0.06	0	0.00	1	0.03	13	0.42	0	0.00	3	0.10	6	0.19	2	0.07	0	0.00	35	0.10
		96/97	1	0.03	0	0.00	3	0.10	0	0.00	15	0.48	2	0.07	0	0.00	0	0.00	4	0.13	7	0.23	0	0.00	0	0.00	32	0.10
	Abs.	94/95	85	2.83	82	2.65	90	3.00	86	2.77	68	2.19	76	2.53	89	2.87	77	2.57	77	2.48	78	2.52	57	2.04	55	1.77	920	2.52
		95/96	75	2.50	58	1.87	48	1.60	56	1.81	14	0.45	8	0.27	6	0.19	2	0.07	2	0.06	10	0.32	15	0.54	20	0.65	314	0.86
		96/97	14	0.47	12	0.39	15	0.50	12	0.39	13	0.42	13	0.43	10	0.32	16	0.53	0	0.00	0	0.00	2	0.07	0	0.00	107	0.32

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES

Pers. prés.	94/95	553	18.43	563	18.16	499	16.63	516	16.65	480	15.48	455	15.17	532	17.16	502	16.73	492	15.87	543	17.52	445	15.89	552	17.81	6 132	16.80
	95/96	507	16.90	617	19.90	534	17.80	519	16.74	518	16.71	520	17.33	575	18.55	489	16.30	517	16.68	566	18.26	550	19.64	531	17.13	6 443	17.60
	96/97	561	18.70	524	16.90	452	15.07	451	14.55	436	14.06	605	20.17	601	19.39	638	21.27	645	20.81	662	21.35	564	19.45	0	0.00	6 139	18.38
Pers. abs.	94/95	584	19.47	549	17.71	477	15.90	490	15.81	382	12.32	328	10.93	423	13.65	477	15.90	471	15.19	300	9.68	359	12.82	445	14.35	5 285	14.48
	95/96	491	16.37	419	13.52	414	13.80	446	14.39	355	11.45	336	11.20	235	7.58	198	6.60	262	8.45	268	8.65	299	10.68	392	12.65	4 115	11.24
	96/97	287	9.57	336	10.84	370	12.33	266	8.58	270	8.71	334	11.13	430	13.87	483	16.10	517	16.68	308	9.94	193	6.66	0	0.00	3 794	11.36
Total des pers. inscr.	94/95	1 137	37.90	1 112	35.87	976	32.53	1 006	32.45	862	27.81	783	26.10	955	30.81	979	32.63	963	31.06	843	27.19	804	28.71	997	32.16	11 417	31.28
	95/96	998	33.27	1 036	33.42	948	31.60	965	31.13	873	28.16	856	28.53	810	26.13	687	22.90	779	25.13	834	26.90	849	30.32	923	29.77	10 558	28.85
	96/97	848	28.27	860	27.74	822	27.40	717	23.13	706	22.77	939	31.30	1 031	33.26	1 121	37.37	1 162	37.48	970	31.29	757	26.10	0	0.00	9 933	29.74

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SEPT-ILES

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	90	35.57%	107	38.35%	92	37.25%	55	25.35%	35	24.82%	235	68.71%	208	54.17%	104	36.62%	100	34.97%	75	28.63%	145	57.54%	0		1 246	42.28%
	Abs.	13	7.14%	1	0.50%	24	12.63%	31	22.14%	30	13.70%	6	2.49%	36	11.21%	0		2	0.73%	0		0		0		143	6.12%
1/6 - 1/3	Prés.	53	20.95%	71	25.45%	67	27.13%	47	21.66%	43	30.50%	72	21.05%	123	32.03%	84	29.58%	47	16.43%	71	27.10%	49	19.44%	0		727	24.67%
	Abs.	23	12.64%	87	43.07%	62	33.16%	91	65.00%	63	44.68%	35	10.23%	53	13.80%	96	33.80%	139	48.60%	116	44.27%	50	39.37%	0		1 174	50.26%
+ 1/3	Prés.	110	43.48%	101	36.20%	88	35.63%	115	53.00%	50	22.83%	89	36.93%	90	26.04%	110	34.70%	147	53.85%	77	60.63%	58	23.02%	0		974	33.05%
	Abs.	146	80.22%	114	56.44%	101	54.01%	18	12.86%	63	44.68%	35	10.23%	53	13.80%	96	33.80%	139	48.60%	116	44.27%	50	39.37%	0		1 174	50.26%
SOUS	Prés.	253	8.59%	279	9.47%	247	8.38%	217	7.36%	141	4.78%	342	11.61%	384	13.03%	284	9.64%	286	9.70%	262	8.89%	252	8.55%	0		2 947	56.78%
TOTAL	Abs.	182	7.79%	282	8.66%	187	8.01%	149	6.99%	219	9.38%	341	16.32%	321	13.74%	317	13.57%	273	11.69%	127	5.44%	127	5.44%	0		2 336	44.22%
TOTAL		435	8.23%	481	9.10%	434	8.22%	367	6.70%	360	6.81%	683	11.64%	705	13.34%	601	11.38%	559	10.58%	389	7.36%	379	7.17%	0		5 283	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SEPT-ILES

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	22	14.19%	9	9.09%	33	37.08%	12	12.77%	30	31.58%	26	52.00%	37	58.73%	65	41.14%	26	15.56%	49	32.67%	48	26.52%	0		359	27.32%
	Abs.	2	2.30%	11	12.09%	14	9.33%	1	0.86%	0		1	2.44%	6	9.09%	31	26.72%	13	6.84%	5	3.91%	5	3.91%	0		89	7.75%
1/6 - 1/3	Prés.	25	16.13%	21	21.21%	13	14.61%	28	29.79%	41	43.16%	5	10.00%	16	25.40%	53	33.54%	59	32.78%	23	15.33%	47	25.97%	0		331	25.19%
	Abs.	24	27.59%	17	18.68%	29	19.33%	26	22.81%	2	5.26%	2	4.88%	23	34.85%	38	32.76%	73	38.42%	11	8.59%	11	8.59%	0		256	22.28%
+ 1/3	Prés.	108	69.66%	69	69.70%	43	48.31%	54	57.45%	24	25.26%	19	38.00%	10	15.87%	40	25.32%	93	51.67%	78	52.00%	86	47.51%	0		624	47.49%
	Abs.	61	70.11%	63	69.23%	107	71.33%	87	76.32%	36	94.74%	38	92.68%	37	56.06%	47	40.52%	104	54.74%	112	87.50%	112	87.50%	0		804	69.97%
SOUS	Prés.	155	11.86%	99	7.63%	89	8.77%	94	7.15%	95	7.23%	58	9.81%	63	4.79%	158	12.02%	180	13.70%	150	11.42%	181	13.77%	0		1 314	53.36%
TOTAL	Abs.	87	7.57%	91	7.92%	150	13.06%	114	9.92%	38	3.31%	41	3.57%	66	5.74%	116	10.10%	190	16.54%	128	11.14%	128	11.14%	0		1 149	46.65%
TOTAL		242	9.83%	190	7.71%	239	9.70%	208	8.44%	133	5.40%	91	3.69%	129	5.24%	274	11.12%	370	15.02%	278	11.29%	309	12.86%	0		2 463	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SEPT-ILES

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS	Prés.	5	8.62%	1	1.92%	9	17.31%	14	26.92%	0		8	15.38%	1	1.92%	0		8	11.54%	7	13.46%	1	1.92%	0		52	96.30%
TOTAL	Abs.	0		0		0		0		0		0		0		0		2	100.00%	0		0		0		2	3.70%
TOTAL		5	9.26%	1	1.85%	9	16.67%	14	25.93%	0		8	14.81%	1	1.85%	0		8	14.81%	7	12.96%	1	1.85%	0		54	100.00%
GRAND TOTAL		682	8.74%	672	8.62%	682	8.74%	579	7.42%	493	6.32%	682	8.74%	836	10.71%	876	11.22%	937	12.01%	674	8.64%	689	8.83%	0		7 800	100.00%

TABLEAU 2

TABLEAU 3

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SEPT-ILES

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS													
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6													
Codes absences	ANNÉE 1996-97												
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	13	0	24	31	30	6	35	0	2	0	0	0	141
Total Médical"	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	18	0	20
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**13**	**1**	**24**	**31**	**30**	**6**	**36**	**0**	**2**	**0**	**18**	**0**	**161**
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3													
Total "Humanitaire"	0	16	14	30	33	61	79	83	40	18	17	0	391
Total Médical"	1	0	0	0	0	0	0	8	19	0	0	0	28
Total "Réins. sociale"	22	71	48	61	106	85	116	116	65	32	35	0	757
SOUS TOTAL	**23**	**87**	**62**	**91**	**139**	**146**	**195**	**207**	**124**	**50**	**52**	**0**	**1 176**
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3													
Total "Humanitaire"	86	89	101	18	23	59	86	110	147	77	39	0	835
Total Médical"	60	25	0	0	27	30	4	0	0	0	0	0	146
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**146**	**114**	**101**	**18**	**50**	**89**	**90**	**110**	**147**	**77**	**39**	**0**	**981**
TOTAL	**182**	**202**	**187**	**140**	**219**	**241**	**321**	**317**	**273**	**127**	**109**	**0**	**2 318**

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS													
FRACTION DE SENTENCE : - 1/6													
Codes absences	ANNÉE 1996-97												
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	11	14	1	0	1	6	31	13	5	0	0	82
Total Médical"	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**2**	**11**	**14**	**1**	**0**	**1**	**6**	**31**	**13**	**5**	**0**	**0**	**84**
FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3													
Total "Humanitaire"	22	3	0	18	0	0	17	23	40	9	5	0	137
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	2	14	29	8	2	2	6	15	33	2	14	0	127
SOUS TOTAL	**24**	**17**	**29**	**26**	**2**	**2**	**23**	**38**	**73**	**11**	**19**	**0**	**264**
FRACTION DE SENTENCE : + 1/3													
Total "Humanitaire"	49	63	12	10	4	2	20	22	76	39	31	0	328
Total Médical"	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Total "Réins. sociale"	12	0	93	77	32	36	17	25	28	73	27	0	420
SOUS TOTAL	**61**	**63**	**107**	**87**	**36**	**38**	**37**	**47**	**104**	**112**	**58**	**0**	**750**
TOTAL	**87**	**91**	**150**	**114**	**38**	**41**	**66**	**116**	**190**	**128**	**77**	**0**	**1 098**

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE													
Codes absences	ANNÉE 1996-97												
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	2
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2**	**0**	**0**	**0**	**2**
GRAND TOTAL	**269**	**293**	**337**	**254**	**257**	**282**	**387**	**433**	**465**	**255**	**186**	**0**	**3 418**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SEPT-ILES

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	13	0	24	31	30	6	35	0	2	0	0	0	141
Total Médical"	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	18	0	20
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**13**	**1**	**24**	**31**	**30**	**6**	**36**	**0**	**2**	**0**	**18**	**0**	**161**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	0	16	14	30	33	61	79	83	40	18	17	0	391
Total Médical"	1	0	0	0	0	0	0	8	19	0	0	0	28
Total "Réins. sociale"	22	71	48	61	106	85	116	116	65	32	35	0	757
SOUS TOTAL	**23**	**87**	**62**	**91**	**139**	**146**	**195**	**207**	**124**	**50**	**52**	**0**	**1 176**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	86	89	101	18	23	59	86	110	147	77	39	0	835
Total Médical"	60	25	0	0	27	30	4	0	0	0	0	0	146
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**146**	**114**	**101**	**18**	**50**	**89**	**90**	**110**	**147**	**77**	**39**	**0**	**981**

TOTAL	**182**	**202**	**187**	**140**	**219**	**241**	**321**	**317**	**273**	**127**	**109**	**0**	**2 318**

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	11	14	1	0	1	6	31	13	5	0	0	82
Total Médical"	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**2**	**11**	**14**	**1**	**0**	**1**	**6**	**31**	**13**	**5**	**0**	**0**	**84**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	22	3	0	18	0	0	17	23	40	9	5	0	137
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	2	14	29	8	2	2	6	15	33	2	14	0	127
SOUS TOTAL	**24**	**17**	**29**	**26**	**2**	**2**	**23**	**38**	**73**	**11**	**19**	**0**	**264**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	49	63	12	10	4	2	20	22	76	39	31	0	328
Total Médical"	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Total "Réins. sociale"	12	0	93	77	32	36	17	25	28	73	27	0	420
SOUS TOTAL	**61**	**63**	**107**	**87**	**36**	**38**	**37**	**47**	**104**	**112**	**58**	**0**	**750**

TOTAL	**87**	**91**	**150**	**114**	**38**	**41**	**66**	**116**	**190**	**128**	**77**	**0**	**1 098**

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	2
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2**	**0**	**0**	**0**	**2**

GRAND TOTAL	**269**	**293**	**337**	**254**	**257**	**282**	**387**	**433**	**465**	**255**	**186**	**0**	**3 418**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SEPT-ILES

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
	02	3	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	4
	03	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1
- 1/6	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	4	0	24	31	30	0	5	0	0	0	0	0	94
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	5	30	0	0	0	0	0	35
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		13	0	24	31	30	6	35	0	2	0	0	0	141
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18	0	18
	42	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	2
Total "Médical"		0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	18	0	20
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		13	1	24	31	30	6	36	0	2	0	18	0	161
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	16	9	0	4	3	28	13	7	2	2	0	84
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	2
	05	0	0	0	30	21	30	44	60	33	0	0	0	218
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	8	3	0	0	0	0	0	0	11
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	5	0	0	25	7	8	0	16	15	0	76
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	16	14	30	33	61	79	83	40	18	17	0	391
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	8	19	0	0	0	27
	42	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Total "Médical"		1	0	0	0	0	0	0	8	19	0	0	0	28
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	15	71	48	61	106	85	116	116	65	32	35	0	750
	66	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		22	71	48	61	106	85	116	116	65	32	35	0	757
SOUS TOTAL		23	87	62	91	139	146	195	207	124	50	52	0	1 176
	01	0	0	0	0	2	0	1	32	44	15	0	0	94
	02	7	8	2	12	7	15	11	4	29	5	5	0	105
	03	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
+ 1/3	04	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	1	31	25	0	57
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	79	79	95	6	14	44	74	74	73	26	9	0	573
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		86	89	101	18	23	59	86	110	147	77	39	0	835
+ 1/3	41	30	17	0	0	27	30	4	0	0	0	0	0	108
	42	30	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	38
Total "Médical"		60	25	0	0	27	30	4	0	0	0	0	0	146
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		146	114	101	18	50	89	90	110	147	77	39	0	981
TOTAL		182	202	187	140	219	241	321	317	273	127	109	0	2 318

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SEPT-ILES

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

ANNÉE 1996-97

Fraction sentence	Codes absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
- 1/6	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	5	0	0	0	0	5
	05	0	0	0	0	0	1	6	2	10	0	0	0	19
	06	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	11	14	1	0	0	0	23	2	5	0	0	56
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	11	14	1	0	1	6	31	13	5	0	0	82
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Total "Médical"		2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
- 1/6	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		2	11	14	1	0	1	6	31	13	5	0	0	84
1/6 - 1/3	01	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2	0	0	4
	02	11	1	0	0	0	0	2	1	8	0	3	0	26
	03	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	2
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	11	0	0	0	0	0	15	0	15	0	0	0	41
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	2	0	18	0	0	0	20	15	7	2	0	64
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		22	3	0	18	0	0	17	23	40	9	5	0	137
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	2	14	29	8	2	2	6	15	33	2	14	0	127
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		2	14	29	8	2	2	6	15	33	2	14	0	127
SOUS TOTAL		24	17	29	26	2	2	23	38	73	11	19	0	264
+ 1/3	01	0	0	0	0	0	0	0	0	8	0	0	0	8
	02	4	17	0	0	4	0	0	1	2	2	8	0	38
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	19	5	0	0	0	0	7	0	6	23	0	0	60
	06	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	25	41	12	10	0	2	13	21	60	14	23	0	221
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		49	63	12	10	4	2	20	22	76	39	31	0	328
+ 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Total "Médical"		0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
+ 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	1	0	0	0	7	13	0	0	0	0	0	0	21
	65	11	0	93	77	25	23	17	25	28	73	27	0	399
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		12	0	93	77	32	36	17	25	28	73	27	0	420
SOUS TOTAL		61	63	107	87	36	38	37	47	104	112	58	0	750
TOTAL		87	91	150	114	38	41	66	116	190	128	77	0	1 098

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SEPT-ILES

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE														
	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	2
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	2
	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	2

PAGE 16

MOIS DE AVRIL A MARS - 1994-1995 A 1996-1997

Statut	État	Année	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOUT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
		94/95	709	23.63	595	19.19	535	17.83	701	22.61	835	26.94	829	27.63	810	26.13	680	22.67	818	26.39	984	31.74	713	25.46	911	29.39	9 120	24.99
	Prés.	95/96	936	31.20	776	25.03	879	29.30	773	24.94	667	21.52	886	29.53	911	29.39	702	23.40	643	20.74	662	21.35	771	27.54	783	25.26	9 389	25.65
Pers.		96/97	746	24.87	840	27.10	927	30.90	1 328	42.84	1 268	40.90	1 432	47.73	1 481	47.77	1 612	53.73	1 369	44.16	1 555	50.16	1 420	48.97	0	0.00	13 978	41.85
prévenues		94/95	66	2.20	18	0.58	99	3.30	108	3.48	92	2.97	55	1.83	82	2.65	116	3.87	43	1.39	99	3.19	25	0.89	47	1.52	850	2.33
	Abs.	95/96	42	1.40	77	2.48	39	1.30	60	1.94	38	1.23	53	1.77	121	3.90	96	3.20	83	2.68	94	3.03	101	3.61	83	2.68	887	2.42
		96/97	129	4.30	67	2.16	86	2.87	87	2.81	253	8.16	293	9.77	408	13.16	333	11.10	187	6.03	180	5.81	124	4.28	0	0.00	2 147	6.43
		94/95	4 697	156.57	4 831	155.84	3 710	123.67	2 585	83.39	2 551	82.29	2 530	84.33	3 681	118.74	4 526	150.87	4 281	138.10	4 347	140.23	4 334	154.79	4 757	153.45	46 830	128.30
	Prés.	95/96	4 344	144.80	4 394	141.74	3 025	100.83	2 749	88.68	2 812	90.71	2 695	89.83	3 762	121.35	4 498	149.93	4 709	151.90	4 782	154.26	4 501	160.75	4 871	157.13	47 142	128.80
Peines		96/97	4 642	154.73	4 626	149.23	3 853	128.43	2 987	96.35	2 851	91.97	3 434	114.47	4 326	139.55	3 980	132.67	4 223	136.23	4 201	135.52	3 675	126.72	0	0.00	42 798	128.14
cont.		94/95	1 327	44.23	1 279	41.26	1 302	43.40	1 082	34.90	638	20.58	761	25.37	1 050	33.87	1 025	34.17	1 307	42.16	1 206	38.90	1 328	47.43	1 874	60.45	14 179	38.85
	Abs.	95/96	1 834	61.13	1 595	51.45	1 740	58.00	1 114	35.94	921	29.71	754	25.13	1 034	33.35	930	31.00	1 184	38.19	1 160	37.42	1 266	45.21	1 331	42.94	14 863	40.61
		96/97	1 259	41.97	1 471	47.45	2 221	74.03	3 916	126.32	2 957	95.39	2 763	92.10	3 190	102.90	2 795	93.17	3 254	104.97	3 102	100.06	3 148	108.55	0	0.00	30 076	90.05
		94/95	62	2.07	53	1.71	23	0.77	20	0.65	13	0.42	14	0.47	72	2.32	29	0.97	20	0.65	58	1.87	51	1.82	44	1.42	459	1.26
	Prés.	95/96	32	1.07	42	1.35	8	0.27	12	0.39	12	0.39	16	0.53	9	0.29	13	0.43	46	1.48	8	0.26	47	1.68	47	1.52	292	0.80
Peines		96/97	20	0.67	37	1.19	33	1.10	43	1.39	58	1.87	48	1.60	71	2.29	58	1.93	70	2.26	55	1.77	151	5.21	0	0.00	644	1.93
disc.		94/95	26	0.87	7	0.23	7	0.23	6	0.19	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	3	0.10	2	0.06	6	0.21	42	1.35	99	0.27
	Abs.	95/96	74	2.47	17	0.55	9	0.30	4	0.13	0	0.00	1	0.03	6	0.19	26	0.87	8	0.26	5	0.16	150	5.36	5	0.16	305	0.83
		96/97	14	0.47	1	0.03	43	1.43	166	5.35	104	3.35	122	4.07	145	4.68	130	4.33	63	2.03	97	3.13	51	1.76	0	0.00	936	2.80

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES

Pers.		94/95	5 468	182.27	5 479	176.74	4 268	142.27	3 306	106.65	3 399	109.65	3 373	112.43	4 563	147.19	5 235	174.50	5 119	165.13	5 389	173.84	5 098	182.07	5 712	184.26	56 409	154.55
prés.		95/96	5 312	177.07	5 212	168.13	3 912	130.40	3 534	114.00	3 491	112.61	3 597	119.90	4 682	151.03	5 213	173.77	5 398	174.13	5 452	175.87	5 319	189.96	5 701	183.90	56 823	155.25
		96/97	5 408	180.27	5 503	177.52	4 813	160.43	4 358	140.58	4 177	134.74	4 914	163.80	5 878	189.61	5 650	188.33	5 662	182.65	5 811	187.45	5 246	180.90	0	0.00	57 420	171.92
Pers.		94/95	1 419	47.30	1 304	42.06	1 408	46.93	1 196	38.58	730	23.55	816	27.20	1 132	36.52	1 141	38.03	1 353	43.65	1 307	42.16	1 359	48.54	1 963	63.32	15 128	41.45
abs.		95/96	1 950	65.00	1 689	54.48	1 788	59.60	1 178	38.00	959	30.94	808	26.93	1 161	37.45	1 052	35.07	1 275	41.13	1 259	40.61	1 517	54.18	1 419	45.77	16 055	43.87
		96/97	1 402	46.73	1 539	49.65	2 350	78.33	4 169	134.48	3 314	106.90	3 178	105.93	3 743	120.74	3 258	108.60	3 504	113.03	3 379	109.00	3 323	114.59	0	0.00	33 159	99.28
Total des		94/95	6 887	229.57	6 783	218.81	5 676	189.20	4 502	145.23	4 129	133.19	4 189	139.63	5 695	183.71	6 376	212.53	6 472	208.77	6 696	216.00	6 457	230.61	7 675	247.58	71 537	195.99
pers. inscr.		95/96	7 262	242.07	6 901	222.61	5 700	190.00	4 712	152.00	4 450	143.55	4 405	146.83	5 843	188.48	6 265	208.83	6 673	215.26	6 711	216.48	6 836	244.14	7 120	229.68	72 878	199.12
		96/97	6 810	227.00	7 042	227.16	7 163	238.77	8 527	275.06	7 491	241.65	8 092	269.73	9 621	310.35	8 908	296.93	9 166	295.68	9 190	296.45	8 569	295.48	0	0.00	90 579	271.19

TABLEAU 1

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SHERBROOKE

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	1 469	41.64%	1 378	39.57%	1 390	45.29%	1 042	45.26%	869	44.84%	1 194	48.11%	1 359	43.67%	1 244	39.49%	1 564	42.47%	1332	39.04%	1185	41.73%	0		14 026	42.61%
	Abs.	80	8.86%	42	5.97%	101	8.44%	193	10.60%	72	4.59%	99	7.86%	108	9.96%	117	11.86%	129	12.29%	109	9.72%	109	9.72%	0		1 139	9.05%
1/6 - 1/3	Prés.	910	25.79%	829	23.81%	696	22.74%	544	23.63%	446	23.01%	621	25.02%	887	28.50%	941	29.87%	776	21.07%	712	20.87%	666	23.45%	0		8 030	24.33%
	Abs.	545	60.62%	615	87.48%	872	72.91%	1 202	66.04%	1 037	66.14%	734	58.25%	687	63.36%	665	67.51%	672	64.00%	697	62.18%	697	62.18%	0		8 423	66.93%
+ 1/3	Prés.	1 149	32.57%	1 275	36.62%	981	31.96%	716	31.10%	623	32.15%	667	26.87%	866	27.83%	965	30.63%	1 343	36.46%	1368	40.09%	989	34.82%	0		10 942	33.16%
	Abs.	71	10.50%	46	6.54%	223	18.65%	425	23.35%	459	29.27%	427	33.89%	289	26.66%	203	20.61%	249	23.71%	315	28.10%	315	28.10%	0		3 022	24.01%
SOUS TOTAL	Prés.	3 528	99.99%	3 482	99.96%	3 066	99.36%	2 302	99.96%	1 938	99.57%	2 482	7.52%	3 112	9.43%	3 150	9.55%	3 683	11.16%	3 412	10.34%	2 840	8.61%	0		32 998	72.39%
	Abs.	676	6.37%	783	8.56%	1 196	8.59%	1 820	44.46%	1 568	12.46%	1 260	10.01%	1 084	8.61%	985	7.83%	1 050	8.34%	1 121	8.91%	1 121	8.91%	0		12 584	27.61%
TOTAL		4 204	9.22%	4 185	9.18%	4 266	9.36%	4 122	9.04%	3 506	7.69%	3 742	8.21%	4 196	9.21%	4 135	9.07%	4 733	10.38%	4 533	9.94%	3 961	8.69%	0		45 582	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SHERBROOKE

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	336	30.27%	482	42.13%	294	37.69%	364	53.93%	322	37.10%	537	56.89%	432	37.93%	252	30.55%	273	50.65%	504	66.67%	434	53.06%	0		4 230	44.07%
	Abs.	11	1.89%	20	2.60%	61	5.95%	144	6.89%	72	5.19%	133	9.12%	154	7.35%	168	9.28%	250	11.36%	369	18.63%	369	18.63%	0		1 751	10.07%
1/6 - 1/3	Prés.	302	27.21%	336	29.37%	283	36.28%	163	24.15%	243	28.00%	190	20.13%	444	38.98%	202	24.48%	127	23.56%	108	14.29%	249	30.44%	0		2 647	27.58%
	Abs.	66	11.32%	192	25.00%	258	25.17%	518	24.77%	313	22.57%	489	33.54%	563	26.86%	439	24.25%	641	29.12%	473	23.88%	473	23.88%	0		4 425	25.46%
+ 1/3	Prés.	472	42.52%	326	28.50%	203	26.03%	148	21.93%	303	34.91%	217	22.99%	263	23.09%	371	44.97%	139	25.79%	144	19.05%	135	16.50%	0		2 721	28.35%
	Abs.	506	66.79%	556	72.40%	706	66.86%	1 429	68.34%	1 002	72.24%	836	57.34%	1 379	65.79%	1 203	66.46%	1 310	59.52%	1139	57.50%	1 139	57.50%	0		11 205	64.47%
SOUS TOTAL	Prés.	1 110	11.56%	1 144	11.92%	780	8.13%	675	7.03%	868	9.04%	944	9.84%	1 139	11.87%	825	8.60%	539	5.62%	756	7.88%	818	8.52%	0		9 598	35.58%
	Abs.	583	3.36%	768	4.42%	1 026	5.90%	2 091	12.03%	1 387	7.98%	1 458	8.39%	2 096	12.06%	1 810	10.41%	2 201	12.66%	1 981	11.40%	1 981	11.40%	0		17 381	64.42%
TOTAL		1 693	6.28%	1 912	7.09%	1 806	6.69%	2 766	10.25%	2 255	8.36%	2 402	8.90%	3 235	11.99%	2 635	9.77%	2 740	10.16%	2 737	10.14%	2 799	10.37%	0		26 979	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SHERBROOKE

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS TOTAL	Prés.	4	1.98%	0		4	1.98%	10	4.95%	46	22.28%	6	3.90%	76	37.13%	6	2.48%	4	0.50%	33	16.34%	17	8.42%	0		202	75.66%
	Abs.	0		0		0		5	7.69%	2	3.08%	45	69.23%	10	15.38%	0		3	4.62%	0		0		0		65	24.34%
TOTAL		4	1.50%	0		4	1.50%	15	5.62%	47	17.60%	63	19.85%	86	31.84%	5	1.87%	4	1.50%	33	12.36%	17	6.37%	0		267	100.00%
GRAND TOTAL		6 991	8.10%	6 997	8.37%	6 074	8.34%	6 903	9.48%	5 808	7.97%	6 197	8.51%	7 516	10.32%	6 776	9.30%	7 477	10.27%	7 303	10.03%	6 777	9.31%	0		72 828	100.00%

TABLEAU Z

TABLEAU 3

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SHERBROOKE

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97												
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	60	32	88	193	70	90	79	67	75	63	80	0	897
Total Médical"	0	10	0	0	0	0	0	14	23	0	0	0	47
Total "Réins. sociale"	0	0	13	0	2	9	29	36	31	46	20	0	186
SOUS TOTAL	**60**	**42**	**101**	**193**	**72**	**99**	**108**	**117**	**129**	**109**	**100**	**0**	**1 130**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	12	13	28	62	123	65	63	30	62	58	82	0	598
Total Médical"	11	9	30	37	31	21	9	0	9	31	1	0	189
Total "Réins. sociale"	522	593	814	1 103	883	648	615	635	601	608	490	0	7 512
SOUS TOTAL	**545**	**615**	**872**	**1 202**	**1 037**	**734**	**687**	**665**	**672**	**697**	**573**	**0**	**8 299**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	70	46	221	402	446	422	273	182	249	303	178	0	2 792
Total Médical"	0	0	0	12	2	3	9	1	0	5	51	0	83
Total "Réins. sociale"	1	0	2	11	11	2	7	20	0	7	17	0	78
SOUS TOTAL	**71**	**46**	**223**	**425**	**459**	**427**	**289**	**203**	**249**	**315**	**246**	**0**	**2 953**

TOTAL	**676**	**703**	**1 196**	**1 820**	**1 568**	**1 260**	**1 084**	**985**	**1 050**	**1 121**	**919**	**0**	**12 382**

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97												
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	11	20	57	134	50	129	125	163	241	365	270	0	1 565
Total Médical"	0	0	0	0	17	0	20	0	0	0	0	0	37
Total "Réins. sociale"	0	0	4	10	5	4	9	5	9	4	19	0	69
SOUS TOTAL	**11**	**20**	**61**	**144**	**72**	**133**	**154**	**168**	**250**	**369**	**289**	**0**	**1 671**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	12	6	11	52	63	68	34	15	99	34	79	0	473
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	8	6	0	0	0	0	14
Total "Réins. sociale"	54	186	247	466	250	421	521	418	542	439	746	0	4 290
SOUS TOTAL	**66**	**192**	**258**	**518**	**313**	**489**	**563**	**439**	**641**	**473**	**825**	**0**	**4 777**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	3	1	17	59	75	147	112	43	58	117	50	0	682
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	7	0	0	16	0	0	23
Total "Réins. sociale"	503	555	689	1 370	927	689	1 260	1 160	1 252	1 006	1 065	0	10 476
SOUS TOTAL	**506**	**556**	**706**	**1 429**	**1 002**	**836**	**1 379**	**1 203**	**1 310**	**1 139**	**1 115**	**0**	**11 181**

TOTAL	**583**	**768**	**1 025**	**2 091**	**1 387**	**1 458**	**2 096**	**1 810**	**2 201**	**1 981**	**2 229**	**0**	**17 629**

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

Codes absences	ANNÉE 1996-97												
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	26	0	0	1	0	0	0	27
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	5	2	19	10	0	2	0	0	0	38
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**5**	**2**	**45**	**10**	**0**	**3**	**0**	**0**	**0**	**65**

GRAND TOTAL	**1 259**	**1 471**	**2 221**	**3 916**	**2 957**	**2 763**	**3 190**	**2 795**	**3 254**	**3 102**	**3 148**	**0**	**30 076**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SHERBROOKE

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97												
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	60	32	88	193	70	90	79	67	75	63	80	0	897
Total Médical"	0	10	0	0	0	0	0	14	23	0	0	0	47
Total "Réins. sociale"	0	0	13	0	2	9	29	36	31	46	20	0	186
SOUS TOTAL	**60**	**42**	**101**	**193**	**72**	**99**	**108**	**117**	**129**	**109**	**100**	**0**	**1 130**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	12	13	28	62	123	65	63	30	62	58	82	0	598
Total Médical"	11	9	30	37	31	21	9	0	9	31	1	0	189
Total "Réins. sociale"	522	593	814	1 103	883	648	615	635	601	608	490	0	7 512
SOUS TOTAL	**545**	**615**	**872**	**1 202**	**1 037**	**734**	**687**	**665**	**672**	**697**	**573**	**0**	**8 299**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	70	46	221	402	446	422	273	182	249	303	178	0	2 792
Total Médical"	0	0	0	12	2	3	9	1	0	5	51	0	83
Total "Réins. sociale"	1	0	2	11	11	2	7	20	0	7	17	0	78
SOUS TOTAL	**71**	**46**	**223**	**425**	**459**	**427**	**289**	**203**	**249**	**315**	**246**	**0**	**2 953**

TOTAL	**676**	**703**	**1 196**	**1 820**	**1 568**	**1 260**	**1 084**	**985**	**1 050**	**1 121**	**919**	**0**	**12 382**

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97												
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	11	20	57	134	50	129	125	163	241	365	270	0	1 565
Total Médical"	0	0	0	0	17	0	20	0	0	0	0	0	37
Total "Réins. sociale"	0	0	4	10	5	4	9	5	9	4	19	0	69
SOUS TOTAL	**11**	**20**	**61**	**144**	**72**	**133**	**154**	**168**	**250**	**369**	**289**	**0**	**1 671**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	12	6	11	52	63	68	34	15	99	34	79	0	473
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	8	6	0	0	0	0	14
Total "Réins. sociale"	54	186	247	466	250	421	521	418	542	439	746	0	4 290
SOUS TOTAL	**66**	**192**	**258**	**518**	**313**	**489**	**563**	**439**	**641**	**473**	**825**	**0**	**4 777**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	3	1	17	59	75	147	112	43	58	117	50	0	682
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	7	0	0	16	0	0	23
Total "Réins. sociale"	503	555	689	1 370	927	689	1 260	1 160	1 252	1 006	1 065	0	10 476
SOUS TOTAL	**506**	**556**	**706**	**1 429**	**1 002**	**836**	**1 379**	**1 203**	**1 310**	**1 139**	**1 115**	**0**	**11 181**

TOTAL	**583**	**768**	**1 025**	**2 091**	**1 387**	**1 458**	**2 096**	**1 810**	**2 201**	**1 981**	**2 229**	**0**	**17 629**

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

Codes absences	ANNÉE 1996-97												
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	26	0	0	1	0	0	0	27
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	5	2	19	10	0	2	0	0	0	38
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**5**	**2**	**45**	**10**	**0**	**3**	**0**	**0**	**0**	**65**

GRAND TOTAL	**1 259**	**1 471**	**2 221**	**3 916**	**2 957**	**2 763**	**3 190**	**2 795**	**3 254**	**3 102**	**3 148**	**0**	**30 076**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SHERBROOKE

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

ANNÉE 1996-97

Fraction sentence	Codes absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	6	0	19	7	4	0	0	0	0	0	0	0	36
	02	51	30	1	6	6	10	0	0	6	1	0	0	111
- 1/6	03	3	2	1	2	0	0	0	0	0	2	0	0	10
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	67	178	60	80	79	67	69	60	80	0	740
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		60	32	88	193	70	90	79	67	75	63	80	0	897
-1/6	41	0	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10
	42	0	0	0	0	0	0	0	14	23	0	0	0	37
Total "Médical"		0	10	0	0	0	0	0	14	23	0	0	0	47
	61	0	0	0	0	2	0	5	0	0	0	0	0	7
	62	0	0	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8
- 1/6	63	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	2
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	5	0	0	7	24	36	31	46	20	0	169
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	13	0	2	9	29	36	31	46	20	0	186
SOUS TOTAL		60	42	101	193	72	99	108	117	129	109	100	0	1 130
	01	2	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7
	02	10	8	8	1	4	4	7	1	15	4	3	0	65
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	19	60	119	61	56	29	45	54	79	0	522
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	2
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		12	13	28	62	123	65	63	30	62	58	82	0	598
1/6 - 1/3	41	4	9	30	31	31	21	6	0	0	0	0	0	132
	42	7	0	0	6	0	0	3	0	9	31	1	0	57
Total "Médical"		11	9	30	37	31	21	9	0	9	31	1	0	189
	61	60	32	0	10	63	72	125	81	33	55	56	0	587
	62	190	261	352	390	260	203	228	340	285	214	124	0	2 847
1/6 - 1/3	63	27	20	62	121	97	34	20	6	32	31	34	0	484
	64	0	0	11	0	0	0	0	5	0	0	0	0	16
	65	245	280	389	574	434	339	242	203	221	277	253	0	3 457
	66	0	0	0	8	29	0	0	0	30	31	23	0	121
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		522	593	814	1 103	883	648	615	635	601	608	490	0	7 512
SOUS TOTAL		545	615	872	1 202	1 037	734	687	665	672	697	573	0	8 299
	01	3	6	0	0	2	12	0	0	0	0	0	0	23
	02	38	15	44	46	39	51	7	8	12	5	7	0	272
	03	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	2	0	4
+ 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	15	17	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32
	10	28	8	156	353	379	359	265	174	218	292	169	0	2 401
	11	0	1	4	3	26	0	0	0	19	6	0	0	59
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		70	46	221	402	446	422	273	182	249	303	178	0	2 792
+ 1/3	41	0	0	0	0	0	3	9	0	0	5	28	0	45
	42	0	0	0	12	2	0	0	1	0	0	23	0	38
Total "Médical"		0	0	0	12	2	3	9	1	0	5	51	0	83
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	1	0	0	4	0	0	2	0	0	7	0	0	14
	63	0	0	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	6
+ 1/3	64	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4
	65	0	0	2	1	11	2	1	20	0	0	17	0	54
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		1	0	2	11	11	2	7	20	0	7	17	0	78
SOUS TOTAL		71	46	223	425	459	427	289	203	249	315	246	0	2 953
TOTAL		676	703	1 196	1 628	1 568	1 260	1 084	985	1 050	1 121	919	0	12 382

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SHERBROOKE

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	12	0	0	0	0	0	0	0	0	12
	02	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	04	0	0	0	9	0	0	0	0	0	0	0	0	9
	05	0	1	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	6
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	11	19	57	107	50	129	125	163	241	365	270	0	1 537
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		11	20	57	134	50	129	125	163	241	365	270	0	1 565
-1/6	41	0	0	0	0	17	0	18	0	0	0	0	0	35
	42	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	2
Total "Médical"		0	0	0	0	17	0	20	0	0	0	0	0	37
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11	0	11
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	4	10	5	4	9	5	9	4	8	0	58
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	4	10	5	4	9	5	9	4	19	0	69
SOUS TOTAL		**11**	**20**	**61**	**144**	**72**	**133**	**154**	**168**	**250**	**369**	**289**	**0**	**1 671**
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	5	0	0	2	0	1	0	0	0	0	0	0	8
	03	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
1/6 - 1/3	04	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	3
	05	0	1	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	6
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	7	4	11	45	63	67	31	15	99	34	79	0	455
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		12	6	11	52	63	68	34	15	99	34	79	0	473
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	3
	42	0	0	0	0	0	0	5	6	0	0	0	0	11
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	8	6	0	0	0	0	14
	61	0	0	0	12	19	0	6	0	0	0	0	0	37
	62	0	10	18	0	0	67	13	4	54	27	16	0	209
1/6 - 1/3	63	0	0	12	20	0	4	8	4	0	1	37	0	86
	64	0	0	0	0	0	0	3	1	0	0	0	0	4
	65	54	176	217	434	231	350	491	409	488	411	693	0	3 954
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		54	186	247	466	250	421	521	418	542	439	746	0	4 290
SOUS TOTAL		**66**	**192**	**258**	**518**	**313**	**489**	**563**	**439**	**641**	**473**	**825**	**0**	**4 777**
	01	0	0	0	0	0	5	0	0	0	0	0	0	5
	02	1	1	3	6	1	7	0	0	0	0	0	0	19
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	04	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	1	0	14	53	74	135	112	43	58	117	50	0	657
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		3	1	17	59	75	147	112	43	58	117	50	0	682
+ 1/3	41	0	0	0	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16	0	0	16
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	7	0	0	16	0	0	23
	61	34	31	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	71
	62	43	16	40	62	20	14	78	71	33	91	27	0	495
	63	16	7	22	50	28	0	0	13	9	2	1	0	148
+ 1/3	64	0	0	0	0	0	0	6	15	15	0	0	0	36
	65	410	501	621	1 258	879	675	1 176	1 061	1 195	913	1 037	0	9 726
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		503	555	689	1 370	927	689	1 260	1 160	1 252	1 006	1 065	0	10 476
SOUS TOTAL		**506**	**556**	**706**	**1 429**	**1 002**	**836**	**1 379**	**1 283**	**1 310**	**1 139**	**1 115**	**0**	**11 181**
TOTAL		**583**	**768**	**1 025**	**2 091**	**1 387**	**1 458**	**2 096**	**1 810**	**2 201**	**1 981**	**2 229**	**0**	**17 629**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SHERBROOKE

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

	Codes absences	ANNÉE 1996-97												
		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	26	0	0	1	0	0	0	27
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	26	0	0	1	0	0	0	27
	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	19	10	0	0	0	0	0	29
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	5	2	0	0	0	2	0	0	0	9
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	5	2	19	10	0	2	0	0	0	38
TOTAL		0	0	0	5	2	45	10	0	3	0	0	0	65

ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SOREL

MOIS DE AVRIL A MARS - 1994-1995 A 1996-1997

Statut	État	Année	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOUT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
Pers. prévenues	Prés.	94/95	695	23.17	867	27.97	904	30.13	779	25.13	916	29.55	781	26.03	876	28.26	759	25.30	713	23.00	673	21.71	578	20.64	712	22.97	9 253	25.35
		95/96	483	16.10	483	15.58	445	14.83	520	16.77	660	21.29	644	21.47	742	23.94	806	26.87	846	27.29	763	24.61	756	27.00	777	25.06	7 925	21.65
		96/97	**749**	**24.97**	**631**	**20.35**	**604**	**20.13**	**850**	**27.42**	**901**	**29.06**	**1 289**	**42.97**	**1 298**	**41.87**	**1 199**	**39.97**	**1 271**	**41.00**	**1 306**	**42.13**	**844**	**29.10**	**0**	**0.00**	**10 942**	**32.76**
	Abs.	94/95	26	0.87	26	0.84	26	0.87	35	1.13	33	1.06	0	0.00	5	0.16	17	0.57	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	168	0.46
		95/96	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	16	0.52	2	0.07	0	0.00	7	0.23	31	1.00	30	0.97	4	0.14	0	0.00	90	0.25
		96/97	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**5**	**0.16**	**44**	**1.47**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**49**	**0.15**
Peines cont.	Prés.	94/95	1 436	47.87	1 297	41.84	1 081	36.03	871	28.10	683	22.03	851	28.37	1 346	43.42	1 568	52.27	1 529	49.32	1 536	49.55	1 497	53.46	1 606	51.81	15 301	41.92
		95/96	1 749	58.30	1 815	58.55	1 484	49.47	1 152	37.16	1 115	35.97	966	32.20	1 398	45.10	1 370	45.67	1 301	41.97	1 307	42.16	1 228	43.86	1 442	46.52	16 327	44.61
		96/97	**1 470**	**49.00**	**1 375**	**44.35**	**1 595**	**53.17**	**1 573**	**50.74**	**1 485**	**47.90**	**1 057**	**35.23**	**1 198**	**38.65**	**1 256**	**41.87**	**1 295**	**41.77**	**1 319**	**42.55**	**1 420**	**48.97**	**0**	**0.00**	**15 043**	**45.04**
	Abs.	94/95	383	12.77	409	13.19	459	15.30	357	11.52	234	7.55	109	3.63	102	3.29	205	6.83	361	11.65	275	8.87	408	14.57	595	19.19	3 897	10.68
		95/96	399	13.30	466	15.03	540	18.00	503	16.23	646	20.84	388	12.93	323	10.42	481	16.03	465	15.00	366	11.81	341	12.18	337	10.87	5 255	14.36
		96/97	**757**	**25.23**	**803**	**25.90**	**683**	**22.77**	**836**	**26.97**	**706**	**22.77**	**810**	**27.00**	**1 164**	**37.55**	**1 692**	**56.40**	**1 757**	**56.68**	**1 605**	**51.77**	**1 856**	**64.00**	**0**	**0.00**	**12 669**	**37.93**
Peines disc.	Prés.	94/95	9	0.30	18	0.58	10	0.33	19	0.61	5	0.16	6	0.20	6	0.19	16	0.53	11	0.35	10	0.32	26	0.93	6	0.19	142	0.39
		95/96	0	0.00	11	0.35	5	0.17	13	0.42	3	0.10	8	0.27	1	0.03	11	0.37	18	0.58	5	0.16	13	0.46	10	0.32	98	0.27
		96/97	**9**	**0.30**	**6**	**0.19**	**14**	**0.47**	**23**	**0.74**	**18**	**0.58**	**65**	**2.17**	**15**	**0.48**	**36**	**1.20**	**38**	**1.23**	**64**	**2.06**	**7**	**0.24**	**0**	**0.00**	**295**	**0.88**
	Abs.	94/95	44	1.47	35	1.13	34	1.13	35	1.13	26	0.84	13	0.43	19	0.61	49	1.63	51	1.65	62	2.00	50	1.79	55	1.77	473	1.30
		95/96	74	2.47	64	2.06	32	1.07	40	1.29	35	1.13	43	1.43	48	1.55	40	1.33	70	2.26	61	1.97	62	2.21	79	2.55	648	1.77
		96/97	**63**	**2.10**	**72**	**2.32**	**107**	**3.57**	**119**	**3.84**	**125**	**4.03**	**109**	**3.63**	**117**	**3.77**	**119**	**3.97**	**105**	**3.39**	**94**	**3.03**	**56**	**1.93**	**0**	**0.00**	**1 086**	**3.25**

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES

Pers. prés.	94/95	2 140	71.33	2 182	70.39	1 995	66.50	1 669	53.84	1 604	51.74	1 638	54.60	2 228	71.87	2 343	78.10	2 253	72.68	2 219	71.58	2 101	75.04	2 324	74.97	24 696	67.66
	95/96	2 232	74.40	2 309	74.48	1 934	64.47	1 685	54.35	1 778	57.35	1 618	53.93	2 141	69.06	2 187	72.90	2 165	69.84	2 075	66.94	1 997	71.32	2 229	71.90	24 350	66.53
	96/97	**2 228**	**74.27**	**2 012**	**64.90**	**2 213**	**73.77**	**2 446**	**78.90**	**2 404**	**77.55**	**2 411**	**80.37**	**2 511**	**81.00**	**2 491**	**83.03**	**2 604**	**84.00**	**2 689**	**86.74**	**2 271**	**78.31**	**0**	**0.00**	**26 280**	**78.68**
Pers. abs.	94/95	453	15.10	470	15.16	519	17.30	427	13.77	293	9.45	122	4.07	126	4.06	271	9.03	412	13.29	337	10.87	458	16.36	650	20.97	4 538	12.43
	95/96	473	15.77	530	17.10	572	19.07	543	17.52	697	22.48	433	14.43	371	11.97	528	17.60	566	18.26	457	14.74	407	14.54	416	13.42	5 993	16.37
	96/97	**820**	**27.33**	**875**	**28.23**	**790**	**26.33**	**955**	**30.81**	**831**	**26.81**	**919**	**30.63**	**1 286**	**41.48**	**1 855**	**61.83**	**1 862**	**60.06**	**1 699**	**54.81**	**1 912**	**65.93**	**0**	**0.00**	**13 804**	**41.33**
Total des pers. inscr.	94/95	2 593	86.43	2 652	85.55	2 514	83.80	2 096	67.61	1 897	61.19	1 760	58.67	2 354	75.94	2 614	87.13	2 665	85.97	2 556	82.45	2 559	91.39	2 974	95.94	29 234	80.09
	95/96	2 705	90.17	2 839	91.58	2 506	83.53	2 228	71.87	2 475	79.84	2 051	68.37	2 512	81.03	2 715	90.50	2 731	88.10	2 532	81.68	2 404	85.86	2 645	85.32	30 343	82.90
	96/97	**3 048**	**101.60**	**2 887**	**93.13**	**3 003**	**100.10**	**3 401**	**109.71**	**3 235**	**104.35**	**3 330**	**111.00**	**3 797**	**122.48**	**4 346**	**144.87**	**4 466**	**144.06**	**4 388**	**141.55**	**4 183**	**144.24**	**0**	**0.00**	**40 084**	**120.01**

TABLEAU 1

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SOREL

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	416	39.79%	433	44.46%	571	53.87%	462	40.49%	285	27.26%	226	36.82%	329	52.22%	524	60.65%	481	53.80%	367	40.02%	585	58.68%	0		4 678	45.13%
	Abs.	3	0.87%	0		5	1.52%	0		0		0		0		16	5.50%	7	2.88%	20	5.26%	20	5.26%	0		71	1.69%
1/6 - 1/3	Prés.	459	37.29%	202	20.74%	242	22.83%	357	31.29%	345	32.96%	161	26.36%	126	20.00%	140	16.20%	177	19.80%	260	28.36%	149	14.94%	0		2 618	25.26%
	Abs.	257	74.93%	352	80.55%	267	87.23%	267	81.90%	300	80.65%	314	74.58%	164	70.09%	205	70.45%	152	62.55%	304	80.00%	304	80.00%	0		2 908	77.37%
+ 1/3	Prés.	356	28.92%	339	34.80%	247	23.30%	322	28.22%	416	39.77%	225	36.82%	175	27.78%	200	23.15%	236	26.40%	280	31.62%	263	26.38%	0		3 069	29.61%
	Abs.	83	24.20%	85	19.45%	37	11.25%	59	18.10%	72	19.35%	107	25.42%	70	29.91%	70	24.05%	84	34.57%	56	14.74%	56	14.74%	0		779	20.74%
SOUS TOTAL	Prés.	1 231	11.88%	974	9.49%	1 060	10.23%	1 141	11.01%	1 046	10.09%	611	6.89%	630	6.08%	864	8.34%	894	8.63%	917	8.85%	997	9.62%	0		10 366	73.40%
	Abs.	343	9.13%	437	11.63%	329	8.76%	326	8.68%	372	9.90%	421	11.21%	234	6.23%	291	7.75%	243	6.47%	380	10.12%	380	10.12%	0		3 756	26.60%
TOTAL		1 574	11.15%	1 411	9.99%	1 389	9.84%	1 467	10.39%	1 418	10.04%	1 032	7.31%	864	6.12%	1 155	8.18%	1 137	8.06%	1 297	9.18%	1 377	9.75%	0		14 121	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SOREL

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	83	35.02%	143	35.66%	175	33.65%	115	28.19%	101	23.60%	197	45.29%	272	49.19%	236	60.96%	174	43.50%	159	39.75%	241	57.38%	0		1 896	41.34%
	Abs.	25	6.04%	12	3.26%	4	1.13%	2	0.39%	20	5.99%	12	3.08%	52	5.69%	178	12.71%	112	7.40%	120	9.80%	120	9.80%	0		657	7.59%
1/6 - 1/3	Prés.	76	32.07%	83	20.70%	174	33.66%	132	32.35%	100	23.36%	128	29.43%	130	23.51%	48	12.40%	112	26.00%	90	22.50%	99	23.57%	0		1 172	25.56%
	Abs.	109	26.33%	96	26.23%	163	46.05%	62	16.14%	33	9.86%	172	44.22%	285	30.65%	380	27.12%	464	30.65%	265	21.63%	265	21.63%	0		2 314	26.72%
+ 1/3	Prés.	78	32.91%	175	43.64%	168	32.50%	161	39.46%	227	53.04%	110	25.29%	151	27.31%	103	26.61%	114	26.50%	151	37.75%	80	19.05%	0		1 518	33.10%
	Abs.	280	67.63%	256	70.49%	187	52.82%	424	83.46%	281	84.13%	205	52.70%	593	63.76%	843	60.17%	938	61.96%	840	68.57%	840	68.57%	0		5 689	65.69%
SOUS TOTAL	Prés.	237	5.17%	401	8.74%	517	11.27%	408	8.90%	428	9.33%	435	9.48%	553	12.06%	387	8.44%	400	8.72%	400	8.72%	420	9.16%	0		4 586	34.62%
	Abs.	414	4.76%	366	4.23%	354	4.09%	508	5.87%	334	3.86%	389	4.49%	930	10.74%	1 401	16.18%	1 514	17.48%	1 225	14.15%	1 225	14.15%	0		8 660	65.38%
TOTAL		651	4.91%	767	5.79%	871	6.58%	916	6.92%	762	5.75%	824	6.22%	1 483	11.20%	1 788	13.50%	1 914	14.46%	1 625	12.27%	1 645	12.42%	0		13 246	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SOREL

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS TOTAL	Prés.	2	2.17%	0		18	19.57%	24	26.09%	11	11.96%	11	11.96%	15	16.30%	6	6.43%	1	1.09%	2	2.17%	3	3.26%	0		92	97.87%
	Abs.	0		0		0		2	100.00%	0		0		0		0		0		0		0		0		2	2.13%
TOTAL		2	2.13%	0		18	19.15%	26	27.66%	11	11.70%	11	11.70%	15	15.96%	6	6.32%	1	1.06%	2	2.13%	3	3.19%	0		94	100.00%
GRAND TOTAL		2 227	8.11%	2 178	7.93%	2 278	8.30%	2 490	8.77%	2 191	7.98%	1 867	6.80%	2 362	8.60%	2 949	10.74%	3 052	11.11%	2 924	10.65%	3 025	11.02%	0		27 461	100.00%

TABLEAU 2

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SOREL

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	0	5	0	0	0	0	12	7	4	15	0	43
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16	24	0	40
Total "Réins. sociale"	3	0	0	0	0	0	0	4	0	0	8	0	15
SOUS TOTAL	**3**	**0**	**5**	**0**	**0**	**0**	**0**	**16**	**7**	**20**	**47**	**0**	**98**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	3	8	6	24	11	3	5	3	5	64	30	0	162
Total Médical"	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Total "Réins. sociale"	252	344	281	243	289	311	159	202	147	240	235	0	2 703
SOUS TOTAL	**257**	**352**	**287**	**267**	**300**	**314**	**164**	**205**	**152**	**304**	**265**	**0**	**2 867**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	45	62	32	34	42	83	70	69	79	52	126	0	694
Total Médical"	30	16	0	21	30	24	0	0	0	0	0	0	121
Total "Réins. sociale"	8	7	5	4	0	0	0	1	5	4	16	0	50
SOUS TOTAL	**83**	**85**	**37**	**59**	**72**	**107**	**70**	**70**	**84**	**56**	**142**	**0**	**865**

TOTAL	**343**	**437**	**329**	**326**	**372**	**421**	**234**	**291**	**243**	**380**	**454**	**0**	**3 830**

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	25	7	4	2	20	12	52	178	112	117	162	0	691
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	25	0	26
Total "Réins. sociale"	0	5	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	7
SOUS TOTAL	**25**	**12**	**4**	**2**	**20**	**12**	**52**	**178**	**112**	**120**	**187**	**0**	**724**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	18	0	16	17	12	124	193	282	306	184	379	0	1 531
Total Médical"	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14	0	15
Total "Réins. sociale"	90	96	147	65	21	48	92	98	158	81	87	0	983
SOUS TOTAL	**109**	**96**	**163**	**82**	**33**	**172**	**285**	**380**	**464**	**265**	**480**	**0**	**2 529**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	54	7	13	75	46	149	324	421	612	586	499	0	2 786
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12	0	12
Total "Réins. sociale"	226	251	174	349	235	56	269	422	326	254	224	0	2 786
SOUS TOTAL	**280**	**258**	**187**	**424**	**281**	**205**	**593**	**843**	**938**	**840**	**735**	**0**	**5 584**

TOTAL	**414**	**366**	**354**	**508**	**334**	**389**	**930**	**1 401**	**1 514**	**1 225**	**1 402**	**0**	**8 837**

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	2
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2**

GRAND TOTAL	**757**	**803**	**683**	**836**	**706**	**810**	**1 164**	**1 692**	**1 757**	**1 605**	**1 856**	**0**	**12 669**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SOREL

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

ANNÉE 1996-97

Fraction sentence	Codes absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
- 1/6	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	2	0	0	0	0	0	6	0	0	0	8
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	3	0	0	0	0	12	1	4	15	0	35
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	12	7	4	15	0	43
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	2
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	16	22	0	38
- 1/6	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16	24	0	40
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	3	0	0	0	0	0	0	4	0	0	8	0	12
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
Total "Réins. soc."		3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		3	0	5	0	0	0	0	4	0	0	8	0	15
									16	7	20	47	0	90
1/6 - 1/3	01	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	02	3	8	6	6	10	0	1	0	3	1	0	0	38
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	2	1	0	0	3
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	13	0	0	0	0	0	0	0	0	13
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	3	0	3	0	0	0	0	0	0	6
	10	0	0	0	0	1	0	4	3	0	62	30	0	100
	11	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		3	8	6	24	11	3	5	3	5	64	30	0	162
1/6 - 1/3	41	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
1/6 - 1/3	61	3	10	24	3	18	0	6	0	0	4	6	0	74
	62	19	43	23	15	60	75	6	2	30	33	83	0	389
	63	0	14	24	2	4	18	0	0	0	19	26	0	107
	64	7	0	0	0	15	0	0	0	0	0	0	0	22
	65	197	248	210	223	192	210	147	200	117	184	120	0	2 048
	66	26	29	0	0	0	8	0	0	0	0	0	0	63
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		252	344	281	243	289	311	159	202	147	240	235	0	2 703
SOUS TOTAL		257	352	287	267	300	314	164	205	152	304	365	0	2 867
+ 1/3	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	3
	02	0	31	20	14	23	52	48	18	25	14	0	0	245
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	9	4	0	0	13
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	19	0	0	0	0	0	0	0	0	19
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	2	2	0	0	0	0	0	0	4
	10	37	31	12	0	16	25	22	51	45	18	100	0	357
	11	8	0	0	1	1	4	0	0	0	16	23	0	53
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		45	62	32	34	42	83	70	69	79	52	126	0	694
+ 1/3	41	0	0	0	21	30	24	0	0	0	0	0	0	75
	42	30	16	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	46
Total "Médical"		30	16	0	21	30	24	0	0	0	0	0	0	121
+ 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	2
	65	8	7	5	4	0	0	0	1	5	4	14	0	48
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		8	7	5	4	0	0	0	1	5	4	16	0	50
SOUS TOTAL		83	85	37	59	72	107	70	70	84	56	142	0	865
TOTAL		343	437	329	326	372	421	234	291	243	360	454	0	3 830

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SOREL

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1
- 1/6	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12	0	0	12
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	25	7	4	2	20	12	52	178	112	103	162	0	677
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		25	7	4	2	20	12	52	178	112	117	162	0	691
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	25	0	26
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	25	0	26
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	5	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	7
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	5	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	7
SOUS TOTAL		25	12	4	2	20	12	52	178	112	120	187	0	724
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	2
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	18	0	15	17	12	124	193	282	306	183	378	0	1 528
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		18	0	16	17	12	124	193	282	306	184	379	0	1 531
1/6 - 1/3	41	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14	0	14
Total "Médical"		1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14	0	15
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	63	0	0	11	15	0	0	0	0	0	0	0	0	26
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	90	96	136	50	21	48	92	98	158	81	87	0	957
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		90	96	147	65	21	48	92	98	158	81	87	0	983
SOUS TOTAL		109	96	163	82	33	172	285	380	464	265	480	0	2 529
	01	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1
	02	1	0	1	0	0	2	0	0	0	0	0	0	4
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	9	4	0	0	13
+ 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	53	7	12	75	45	147	324	421	603	582	499	0	2 768
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		54	7	13	75	46	149	324	421	612	586	499	0	2 786
+ 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12	0	12
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12	0	12
	61	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	7	0	0	0	0	0	0	0	0	7
+ 1/3	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	226	250	174	342	235	36	269	422	326	246	218	0	2 744
	66	0	0	0	0	0	20	0	0	0	8	6	0	34
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		226	251	174	349	235	56	269	422	326	254	224	0	2 786
SOUS TOTAL		280	258	187	424	281	205	593	843	938	840	735	0	5 584
TOTAL		414	366	354	506	334	389	930	1 401	1 514	1 225	1 402	0	8 837

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SOREL

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

ANNÉE 1996-97

	Codes absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	2
TOTAL		0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	2

MOIS DE AVRIL A MARS - 1994-1995 A 1996-1997

Statut	État	Année	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOUT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
Pers. prévenues	Prés.	94/95	954	31.80	581	18.74	692	23.07	682	22.00	682	22.00	647	21.57	781	25.19	760	25.33	756	24.39	735	23.71	816	29.14	924	29.81	9 010	24.68
		95/96	800	26.67	839	27.06	725	24.17	860	27.74	759	24.48	803	26.77	846	27.29	1 027	34.23	875	28.23	867	27.97	776	27.71	873	28.16	10 050	27.46
		96/97	894	29.80	841	27.13	393	13.10	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	2 128	6.37
	Abs.	94/95	0	0.00	4	0.13	12	0.40	32	1.03	29	0.94	25	0.83	27	0.87	30	1.00	29	0.94	68	2.19	73	2.61	91	2.94	420	1.15
		95/96	40	1.33	3	0.10	7	0.23	9	0.29	1	0.03	12	0.40	74	2.39	23	0.77	4	0.13	0	0.00	38	1.36	53	1.71	264	0.72
		96/97	36	1.20	28	0.90	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	64	0.19
Peines cont.	Prés.	94/95	1 078	35.93	1 300	41.94	1 062	35.40	993	32.03	910	29.35	821	27.37	1 130	36.45	1 139	37.97	886	28.58	1 106	35.68	1 110	39.64	1 177	37.97	12 712	34.83
		95/96	1 224	40.80	1 281	41.32	1 168	38.93	1 042	33.61	1 140	36.77	1 056	35.20	1 467	47.32	1 231	41.03	1 149	37.06	1 370	44.19	1 446	51.64	1 414	45.61	14 988	40.95
		96/97	1 272	42.40	925	29.84	324	10.80	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	2 521	7.55
	Abs.	94/95	1 218	40.60	806	26.00	839	27.97	876	28.26	890	28.71	889	29.63	751	24.23	829	27.63	1 148	37.03	760	24.52	1 233	44.04	1 485	47.90	11 724	32.12
		95/96	1 596	53.20	1 874	60.45	1 377	45.90	1 277	41.19	1 302	42.00	1 364	45.47	1 515	48.87	1 796	59.87	1 823	58.81	1 785	57.58	1 860	66.43	2 270	73.23	19 839	54.20
		96/97	2 075	69.17	1 744	56.26	757	25.23	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	4 576	13.70
Peines disc.	Prés.	94/95	49	1.63	37	1.19	21	0.70	8	0.26	10	0.32	5	0.17	13	0.42	15	0.50	7	0.23	8	0.26	32	1.14	19	0.61	224	0.61
		95/96	7	0.23	12	0.39	29	0.97	16	0.52	9	0.29	6	0.20	11	0.35	12	0.40	14	0.45	32	1.03	13	0.46	6	0.19	167	0.46
		96/97	72	2.40	27	0.87	25	0.83	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	124	0.37
	Abs.	94/95	50	1.67	53	1.71	56	1.87	59	1.90	37	1.19	37	1.23	55	1.77	40	1.33	51	1.65	43	1.39	57	2.04	89	2.87	627	1.72
		95/96	123	4.10	105	3.39	121	4.03	114	3.68	83	2.68	93	3.10	77	2.48	80	2.67	72	2.32	59	1.90	72	2.57	82	2.65	1 081	2.95
		96/97	53	1.77	69	2.23	52	1.73	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	174	0.52

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES

Pers. prés.	94/95	2 081	69.37	1 918	61.87	1 775	59.17	1 683	54.29	1 602	51.68	1 473	49.10	1 924	62.06	1 914	63.80	1 649	53.19	1 849	59.65	1 958	69.93	2 120	68.39	21 946	60.13
	95/96	2 031	67.70	2 132	68.77	1 922	64.07	1 918	61.87	1 908	61.55	1 865	62.17	2 324	74.97	2 270	75.67	2 038	65.74	2 269	73.19	2 235	79.82	2 293	73.97	25 205	68.87
	96/97	2 238	74.60	1 793	57.84	742	24.73	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	4 773	14.29
Pers. abs.	94/95	1 268	42.27	863	27.84	907	30.23	967	31.19	956	30.84	951	31.70	833	26.87	899	29.97	1 228	39.61	871	28.10	1 363	48.68	1 665	53.71	12 771	34.99
	95/96	1 759	58.63	1 982	63.94	1 505	50.17	1 400	45.16	1 386	44.71	1 469	48.97	1 666	53.74	1 899	63.30	1 899	61.26	1 844	59.48	1 970	70.36	2 405	77.58	21 184	57.88
	96/97	2 164	72.13	1 841	59.39	809	26.97	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	4 814	14.41
Total des pers. inscr.	94/95	3 349	111.63	2 781	89.71	2 682	89.40	2 650	85.48	2 558	82.52	2 424	80.80	2 757	88.94	2 813	93.77	2 877	92.81	2 720	87.74	3 321	118.61	3 785	122.10	34 717	95.12
	95/96	3 790	126.33	4 114	132.71	3 427	114.23	3 318	107.03	3 294	106.26	3 334	111.13	3 990	128.71	4 169	138.97	3 937	127.00	4 113	132.68	4 205	150.18	4 698	151.55	46 389	126.75
	96/97	4 402	146.73	3 634	117.23	1 551	51.70	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	9 587	28.70

TABLEAU 1

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE ST-HYACINTHE

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	334	50.84%	241	52.26%	97	50.00%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		672	51.22%
	Abs.	0		2	0.39%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		2	0.16%
1/6 - 1/3	Prés.	34	5.18%	33	7.16%	31	15.98%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		98	7.47%
	Abs.	412	67.66%	434	85.10%	118	82.52%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		964	85.84%
+ 1/3	Prés.	289	43.99%	187	40.56%	66	34.02%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		542	41.31%
	Abs.	58	12.34%	74	14.51%	25	17.48%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		157	13.98%
SOUS TOTAL	Prés.	657	99.99%	461	90.14%	194	14.79%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		1 312	63.99%
	Abs.	479	41.86%	510	49.41%	143	12.73%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		1 123	46.12%
TOTAL		1 127	46.28%	971	39.89%	337	13.84%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		2 436	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE ST-HYACINTHE

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	268	47.37%	192	41.74%	51	39.23%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		531	44.32%
	Abs.	45	2.81%	14	1.14%	44	7.28%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		103	3.00%
1/6 - 1/3	Prés.	212	34.87%	119	25.87%	36	27.69%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		367	30.63%
	Abs.	440	27.47%	175	14.22%	133	22.02%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		748	21.76%
+ 1/3	Prés.	106	17.76%	149	32.39%	43	33.08%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		300	25.04%
	Abs.	1 117	69.73%	1 042	84.65%	427	70.70%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		2 586	75.24%
SOUS TOTAL	Prés.	586	99.76%	460	38.48%	130	10.85%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		1 196	25.86%
	Abs.	1 602	46.61%	1 231	35.82%	604	17.57%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		3 437	74.16%
TOTAL		2 216	47.88%	1 691	36.48%	734	15.84%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		4 635	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE ST-HYACINTHE

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS TOTAL	Prés.	7	63.64%	4	36.36%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		11	40.74%
	Abs.	3	18.75%	3	18.75%	10	62.50%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		16	59.26%
TOTAL		10	37.04%	7	25.93%	10	37.04%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		27	100.00%
GRAND TOTAL		3 347	47.16%	2 669	37.61%	1 081	15.23%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		7 097	100.00%

TABLEAU 2

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE ST-HYACINTHE

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Total Médical"	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**0**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	0	3	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	412	431	116	0	0	0	0	0	0	0	0	0	959
SOUS TOTAL	**412**	**434**	**118**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**964**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	57	66	25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	148
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	1	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9
SOUS TOTAL	**58**	**74**	**25**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**157**

TOTAL	**470**	**510**	**143**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 123**

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	42	14	44	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Total Médical"	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Total "Réins. sociale"	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
SOUS TOTAL	**45**	**14**	**44**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**103**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	47	4	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0	64
Total Médical"	25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	25
Total "Réins. sociale"	368	171	120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	659
SOUS TOTAL	**440**	**175**	**133**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**748**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	3	16	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	33
Total Médical"	46	32	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	78
Total "Réins. sociale"	1 068	994	413	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 475
SOUS TOTAL	**1 117**	**1 042**	**427**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 586**

TOTAL	**1 602**	**1 231**	**604**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3 437**

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	3	3	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16
SOUS TOTAL	**3**	**3**	**10**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**16**

GRAND TOTAL	**2 075**	**1 744**	**757**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**4 576**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE ST-HYACINTHE

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

ANNÉE 1996-97

Fraction sentence	Codes absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
- 1/6	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	42	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
- 1/6	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
1/6 - 1/3	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	3	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	392	431	116	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	939
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		412	431	116	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		412	434	118	0	0	0	0	0	0	0	0	0	959
+ 1/3	01	3	11	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	964
	02	20	10	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15
	03	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	33
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	34	45	16	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	95
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		57	66	25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	148
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	1	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		1	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		58	74	25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9
TOTAL		470	510	143	0	0	0	0	0	0	0	0	0	157
														1 123

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE ST-HYACINTHE

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	04	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	41	14	44	0	0	0	0	0	0	0	0	0	99
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		42	14	44	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
otal "Médical"		1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
otal "Réins. soc."		2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
SOUS TOTAL		45	14	44	0	0	0	0	0	0	0	0	0	103
	01	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	02	15	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	25	3	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0	41
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
tal "Humanitaire"		47	4	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0	64
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	25
tal "Médical"		25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	25
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	18	13	18	0	0	0	0	0	0	0	0	0	49
	65	350	158	102	0	0	0	0	0	0	0	0	0	610
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		368	171	120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	659
SOUS TOTAL		440	175	133	0	0	0	0	0	0	0	0	0	748
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	3	0	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		3	16	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	33
+ 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	46	32	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	78
Total "Médical"		46	32	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	78
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	64	78	131	74	0	0	0	0	0	0	0	0	0	283
	65	990	863	339	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 192
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
stal "Réins. soc."		1 068	994	413	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 475
SOUS TOTAL		1 117	1 042	427	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 586
TOTAL		1 602	1 231	604	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 437

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE ST-HYACINTHE

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

ANNÉE 1996-97

Codes absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	3	3	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16
66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."	3	3	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16
TOTAL	3	3	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16

Statut	État	Année	MOIS DE AVRIL A MARS - 1994-1995 A 1996-1997																							
			AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOUT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
Pers. prévenues	Prés.	94/95	1 207	40.23	1 115	35.97	1 259	41.97	1 283	41.39	1 315	42.42	1 315	43.83	1 295	41.77	1 315	43.83	1 295	41.77	1 942	62.65	1 845	65.89	1 916	61.81	17 102	46.85
		95/96	1 977	65.90	1 997	64.42	1 553	51.77	1 813	58.48	1 746	56.32	1 714	57.13	2 065	66.61	1 852	61.73	1 805	58.23	2 033	65.58	2 041	72.89	2 480	80.00	23 076	63.05
		96/97	**2 119**	**70.63**	**2 240**	**72.26**	**2 735**	**91.17**	**2 649**	**85.45**	**3 074**	**99.16**	**2 915**	**97.17**	**3 152**	**101.68**	**2 911**	**97.03**	**3 100**	**100.00**	**3 028**	**97.68**	**2 531**	**87.28**	**0**	**0.00**	**30 454**	**91.18**
	Abs.	94/95	91	3.03	83	2.68	67	2.23	62	2.00	56	1.81	39	1.30	60	1.94	65	2.17	88	2.84	31	1.00	43	1.54	80	2.58	765	2.10
		95/96	75	2.50	42	1.35	67	2.23	93	3.00	41	1.32	11	0.37	29	0.94	14	0.47	19	0.61	50	1.61	49	1.75	32	1.03	522	1.43
		96/97	**7**	**0.23**	**31**	**1.00**	**35**	**1.17**	**23**	**0.74**	**10**	**0.32**	**5**	**0.17**	**17**	**0.55**	**64**	**2.13**	**29**	**0.94**	**29**	**0.94**	**22**	**0.76**	**0**	**0.00**	**272**	**0.81**
Peines cont.	Prés.	94/95	1 755	58.50	1 965	63.39	1 681	56.03	1 690	54.52	1 618	52.19	1 581	52.70	1 767	57.00	1 627	54.23	2 048	66.06	2 363	76.23	2 300	82.14	2 727	87.97	23 122	63.35
		95/96	2 634	87.80	2 859	92.23	3 046	101.53	2 866	92.45	2 835	91.45	2 883	96.10	3 069	99.00	3 248	108.27	3 008	97.03	3 215	103.71	3 559	127.11	3 830	123.55	37 052	101.23
		96/97	**4 037**	**134.57**	**4 230**	**136.45**	**4 386**	**146.20**	**4 891**	**157.77**	**4 841**	**156.16**	**5 237**	**174.57**	**5 783**	**186.55**	**5 759**	**191.97**	**5 680**	**183.23**	**6 012**	**193.94**	**5 457**	**188.17**	**0**	**0.00**	**56 313**	**168.60**
	Abs.	94/95	3 360	112.00	3 527	113.77	3 125	104.17	2 603	83.97	2 406	77.61	2 017	67.23	2 576	83.10	2 649	88.30	2 852	92.00	3 316	106.97	3 914	139.79	4 836	156.00	37 181	101.87
		95/96	4 776	159.20	4 490	144.84	4 136	137.87	3 786	122.13	3 588	115.74	3 392	113.07	4 009	129.32	4 564	152.13	5 165	166.61	4 825	155.65	5 433	194.04	6 773	218.48	54 937	150.10
		96/97	**6 505**	**216.83**	**6 004**	**193.68**	**6 007**	**200.23**	**7 446**	**240.19**	**6 386**	**206.00**	**6 225**	**207.50**	**7 008**	**226.06**	**7 846**	**261.53**	**9 364**	**302.06**	**9 334**	**301.10**	**11 265**	**388.45**	**0**	**0.00**	**83 390**	**249.67**
Peines disc.	Prés.	94/95	5	0.17	23	0.74	4	0.13	22	0.71	27	0.87	25	0.83	18	0.58	27	0.90	71	2.29	27	0.87	19	0.68	63	2.03	331	0.91
		95/96	22	0.73	17	0.55	6	0.20	24	0.77	14	0.45	22	0.73	351	11.32	83	2.77	29	0.94	22	0.71	24	0.86	53	1.71	667	1.82
		96/97	**13**	**0.43**	**15**	**0.48**	**52**	**1.73**	**23**	**0.74**	**48**	**1.55**	**21**	**0.70**	**36**	**1.16**	**7**	**0.23**	**9**	**0.29**	**46**	**1.48**	**1**	**0.03**	**0**	**0.00**	**271**	**0.81**
	Abs.	94/95	131	4.37	114	3.68	123	4.10	135	4.35	103	3.32	110	3.67	166	5.35	140	4.67	133	4.29	117	3.77	168	6.00	159	5.13	1 599	4.38
		95/96	205	6.83	181	5.84	210	7.00	241	7.77	156	5.03	168	5.60	174	5.61	224	7.47	199	6.42	183	5.90	162	5.79	201	6.48	2 304	6.30
		96/97	**192**	**6.40**	**187**	**6.03**	**268**	**8.93**	**227**	**7.32**	**254**	**8.19**	**178**	**5.93**	**163**	**5.26**	**202**	**6.73**	**139**	**4.48**	**146**	**4.71**	**159**	**5.48**	**0**	**0.00**	**2 115**	**6.33**

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES																										
Pers. prés.		94/95	2 967	98.90	3 103	100.10	2 944	98.13	2 995	96.61	2 960	95.48	2 921	97.37	3 080	99.35	2 969	98.97	3 414	110.13	4 332	139.74	4 164	148.71	4 706	151.81	40 555	111.11
		95/96	4 633	154.43	4 873	157.19	4 605	153.50	4 703	151.71	4 595	148.23	4 619	153.97	5 485	176.94	5 183	172.77	4 842	156.19	5 270	170.00	5 624	200.86	6 363	205.26	60 795	166.11
		96/97	**6 169**	**205.63**	**6 485**	**209.19**	**7 173**	**239.10**	**7 563**	**243.97**	**7 963**	**256.87**	**8 173**	**272.43**	**8 971**	**289.39**	**8 677**	**289.23**	**8 789**	**283.52**	**9 086**	**293.10**	**7 989**	**275.48**	**0**	**0.00**	**87 038**	**260.59**
Pers. abs.		94/95	3 582	119.40	3 724	120.13	3 315	110.50	2 800	90.32	2 565	82.74	2 166	72.20	2 802	90.39	2 854	95.13	3 073	99.13	3 464	111.74	4 125	147.32	5 075	163.71	39 545	108.34
		95/96	5 056	168.53	4 713	152.03	4 413	147.10	4 120	132.90	3 785	122.10	3 571	119.03	4 212	135.87	4 802	160.07	5 383	173.65	5 058	163.16	5 644	201.57	7 006	226.00	57 763	157.82
		96/97	**6 704**	**223.47**	**6 222**	**200.71**	**6 310**	**210.33**	**7 696**	**248.26**	**6 650**	**214.52**	**6 408**	**213.60**	**7 188**	**231.87**	**8 112**	**270.40**	**9 532**	**307.48**	**9 509**	**306.74**	**11 446**	**394.69**	**0**	**0.00**	**85 777**	**256.82**
Total des pers. inscr.		94/95	6 549	218.30	6 827	220.23	6 259	208.63	5 795	186.94	5 525	178.23	5 087	169.57	5 882	189.74	5 823	194.10	6 487	209.26	7 796	251.48	8 289	296.04	9 781	315.52	80 100	219.45
		95/96	9 689	322.97	9 586	309.23	9 018	300.60	8 823	284.61	8 380	270.32	8 190	273.00	9 697	312.81	9 985	332.83	10 225	329.84	10 328	333.16	11 268	402.43	13 369	431.26	118 558	323.93
		96/97	**12 873**	**429.10**	**12 707**	**409.90**	**13 483**	**449.43**	**15 259**	**492.23**	**14 613**	**471.39**	**14 581**	**486.03**	**16 159**	**521.26**	**16 789**	**559.63**	**18 321**	**591.00**	**18 595**	**599.84**	**19 435**	**670.17**	**0**	**0.00**	**172 815**	**517.41**

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE ST-JÉROME

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	1 496	43.34%	1 530	42.96%	1 637	43.24%	1 522	35.47%	1 137	27.40%	1 464	32.66%	1 902	38.22%	2 237	45.14%	2 430	50.19%	2310	43.89%	2000	42.67%	0		19 667	40.56%
	Abs.	126	8.20%	177	11.01%	165	10.62%	153	8.35%	135	7.79%	80	4.76%	79	5.66%	150	9.39%	259	10.47%	263	10.49%	263	10.49%	0		1 850	9.06%
1/6 - 1/3	Prés.	507	14.67%	623	17.49%	813	21.47%	1 105	25.76%	1 160	27.96%	1 066	23.79%	1 011	20.32%	740	14.93%	661	13.65%	1105	21.00%	1171	24.98%	0		9 962	20.56%
	Abs.	1 163	75.72%	1 210	75.30%	1 048	67.48%	1 226	66.92%	1 154	66.59%	1 256	74.81%	933	66.88%	1 046	65.46%	1 542	62.33%	1748	69.70%	1 748	69.70%	0		14 074	68.91%
+ 1/3	Prés.	1 451	41.96%	1 409	39.56%	1 336	35.29%	1 664	38.78%	1 852	44.64%	1 950	43.53%	2 063	41.46%	1 979	39.93%	1 751	36.16%	1848	35.11%	1516	32.34%	0		18 819	38.84%
	Abs.	247	16.08%	220	13.69%	340	21.89%	453	24.73%	444	25.62%	343	20.43%	383	27.46%	402	25.16%	673	27.20%	497	19.82%	497	19.82%	0		4 499	22.03%
SOUS	Prés.	3 454	7.13%	3 562	7.36%	3 786	7.81%	4 291	8.86%	4 149	8.56%	4 480	9.25%	4 976	10.27%	4 956	10.23%	4 842	9.99%	5 263	10.86%	4 987	9.67%	0		48 448	76.36%
TOTAL	Abs.	1 536	7.52%	1 997	7.87%	1 553	7.69%	1 832	8.97%	1 733	8.49%	1 679	8.22%	1 396	6.83%	1 598	7.82%	2 474	12.11%	2 508	12.28%	2 508	12.28%	0		20 423	29.66%
TOTAL		4 992	7.25%	5 169	7.51%	5 338	7.75%	6 123	8.89%	5 882	8.54%	6 159	8.94%	6 371	9.26%	6 554	9.52%	7 316	10.62%	7 771	11.28%	7 195	10.45%	0		68 871	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE ST-JÉROME

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	288	50.97%	450	72.58%	327	56.50%	354	63.33%	318	48.55%	433	59.72%	428	55.58%	370	48.81%	394	49.37%	296	41.99%	398	52.16%	0		4 056	54.25%
	Abs.	506	10.19%	575	13.10%	383	8.64%	669	11.92%	458	9.86%	676	14.87%	739	13.22%	870	13.94%	978	14.23%	981	14.37%	981	14.37%	0		7 816	12.83%
1/6 - 1/3	Prés.	90	15.93%	84	13.55%	124	22.18%	50	8.94%	179	27.33%	174	24.00%	180	23.38%	162	21.37%	143	17.92%	164	23.26%	114	14.94%	0		1 464	19.56%
	Abs.	1 404	26.26%	1 041	23.72%	1 287	29.03%	1 347	24.01%	1 214	26.14%	1 259	27.69%	1 623	29.03%	1 703	27.29%	2 067	30.08%	1784	26.14%	1 784	26.14%	0		16 513	27.10%
+ 1/3	Prés.	187	33.10%	86	13.87%	108	19.32%	155	27.73%	158	24.12%	118	16.28%	162	21.04%	226	29.82%	261	32.71%	245	34.75%	251	32.90%	0		1 957	26.17%
	Abs.	3 055	61.53%	2 772	63.17%	2 763	62.33%	3 595	64.07%	2 973	64.00%	2 611	57.44%	3 229	57.75%	3 668	58.77%	3 827	55.69%	4060	59.49%	4 060	59.49%	0		36 613	60.06%
SOUS	Prés.	565	7.56%	620	8.29%	559	7.48%	559	7.48%	655	8.76%	725	9.70%	770	10.30%	758	10.14%	798	10.67%	705	9.43%	763	10.20%	0		7 477	10.93%
TOTAL	Abs.	4 965	8.15%	4 388	7.20%	4 433	7.27%	5 611	9.21%	4 645	7.62%	4 546	7.46%	5 591	9.17%	6 241	10.24%	6 872	11.28%	6 825	11.20%	6 825	11.20%	0		60 942	89.07%
TOTAL		5 530	8.08%	5 008	7.32%	4 992	7.30%	6 170	9.02%	5 300	7.75%	5 271	7.70%	6 361	9.30%	6 999	10.23%	7 670	11.21%	7 530	11.01%	7 588	11.09%	0		68 418	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE ST-JÉROME

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS	Prés.	16	4.12%	48	12.37%	41	10.57%	41	10.57%	37	9.54%	32	8.25%	37	9.54%	45	11.60%	40	10.31%	44	11.34%	7	1.80%	0		388	83.26%
TOTAL	Abs.	4	5.13%	7	8.97%	21	26.92%	2	2.56%	7	8.97%	0		0		16	20.51%	19	24.36%	1	1.28%	1	1.28%	0		78	16.74%
TOTAL		20	4.29%	55	11.80%	62	13.30%	43	9.23%	44	9.44%	32	6.87%	37	7.94%	61	13.09%	59	12.66%	45	9.66%	8	1.72%	0		466	100.00%
GRAND TOTAL		10 542	7.66%	10 232	7.43%	10 393	7.54%	12 336	8.96%	11 226	8.15%	11 462	8.32%	12 769	9.27%	13 614	9.88%	15 045	10.92%	15 346	11.14%	14 791	10.74%	0		137 756	100.00%

TABLEAU 2

TABLEAU 3

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE ST-JÉROME

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	124	177	151	96	90	52	76	133	219	217	223	0	1 558
Total Médical"	0	0	0	0	9	10	0	3	0	0	0	0	22
otal "Réins. sociale"	2	0	14	57	36	18	3	14	40	46	8	0	238
SOUS TOTAL	**126**	**177**	**165**	**153**	**135**	**80**	**79**	**150**	**259**	**263**	**231**	**0**	**1 818**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	55	95	70	56	29	54	7	23	115	95	77	0	676
Total Médical"	17	23	0	0	16	0	0	9	1	0	3	0	69
Total "Réins. sociale"	1 091	1 092	978	1 170	1 109	1 202	926	1 014	1 426	1 653	1 684	0	13 345
SOUS TOTAL	**1 163**	**1 210**	**1 048**	**1 226**	**1 154**	**1 256**	**933**	**1 046**	**1 542**	**1 748**	**1 764**	**0**	**14 090**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	197	183	236	396	401	321	360	342	664	470	692	0	4 262
Total Médical"	20	31	68	33	1	0	0	0	0	2	0	0	155
otal "Réins. sociale"	30	6	36	24	42	22	23	60	9	25	35	0	312
SOUS TOTAL	**247**	**220**	**340**	**453**	**444**	**343**	**383**	**402**	**673**	**497**	**727**	**0**	**4 729**

TOTAL	**1 536**	**1 607**	**1 553**	**1 832**	**1 733**	**1 679**	**1 395**	**1 598**	**2 474**	**2 508**	**2 722**	**0**	**20 637**

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
otal "Humanitaire"	472	565	374	623	452	624	715	813	955	923	1 400	0	7 916
Total Médical"	0	0	0	9	0	14	1	1	0	0	0	0	25
Total "Réins. sociale"	34	10	9	37	6	38	23	56	23	58	23	0	317
SOUS TOTAL	**506**	**575**	**383**	**669**	**458**	**676**	**739**	**870**	**978**	**981**	**1 423**	**0**	**8 258**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	165	138	72	143	131	130	190	258	314	315	678	0	2 534
Total Médical"	0	0	15	0	2	0	0	5	0	0	0	0	22
Total "Réins. sociale"	1 239	903	1 200	1 204	1 081	1 129	1 433	1 440	1 753	1 469	1 853	0	14 704
SOUS TOTAL	**1 404**	**1 041**	**1 287**	**1 347**	**1 214**	**1 259**	**1 623**	**1 703**	**2 067**	**1 784**	**2 531**	**0**	**17 260**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	113	187	193	205	117	100	105	312	248	255	494	0	2 329
Total Médical"	0	0	2	31	23	0	0	10	0	0	1	0	67
tal "Réins. sociale"	2 942	2 585	2 568	3 359	2 833	2 511	3 124	3 346	3 579	3 805	4 090	0	34 742
SOUS TOTAL	**3 055**	**2 772**	**2 763**	**3 595**	**2 973**	**2 611**	**3 229**	**3 668**	**3 827**	**4 060**	**4 585**	**0**	**37 138**

TOTAL	**4 965**	**4 388**	**4 433**	**5 611**	**4 645**	**4 546**	**5 591**	**6 241**	**6 872**	**6 825**	**8 539**	**0**	**62 656**

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
otal "Humanitaire"	0	1	0	0	0	0	0	12	14	0	0	0	27
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
tal "Réins. sociale"	4	6	21	2	7	0	0	4	5	1	4	0	54
SOUS TOTAL	**4**	**7**	**21**	**2**	**7**	**0**	**0**	**16**	**19**	**1**	**4**	**0**	**81**

RAND TOTAL	**6 505**	**6 002**	**6 007**	**7 445**	**6 385**	**6 225**	**6 986**	**7 855**	**9 365**	**9 334**	**11 265**	**0**	**83 374**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE ST-JÉROME

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

ANNÉE 1996-97

Fraction sentence	Codes absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	8	0	0	0	4	28	16	2	0	58
- 1/6	03	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	3
	04	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	14	2	8	7	18	4	0	0	2	6	10	0	71
	10	109	173	142	81	72	45	76	129	189	195	210	0	1 421
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	3
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		124	177	151	96	90	52	76	133	219	217	223	0	1 558
-1/6	41	0	0	0	0	5	0	0	3	0	0	0	0	8
	42	0	0	0	0	4	10	0	0	0	0	0	0	14
Total "Médical"		0	0	0	0	9	10	0	3	0	0	0	0	22
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	2	0	2	4	0	0	3	0	0	0	0	0	11
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	12	53	36	18	0	14	40	46	8	0	227
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		2	0	14	57	36	18	3	14	40	46	8	0	238
SOUS TOTAL		126	177	165	153	135	80	79	150	259	263	231	0	1 818
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	2	0	68	20	5	0	95
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	2
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	1	18	0	0	10	0	0	0	0	3	0	0	32
	10	54	38	70	55	19	50	2	23	47	62	54	0	474
	11	0	39	0	1	0	2	0	0	0	7	18	0	67
	12	0	0	0	0	0	0	3	0	0	3	0	0	6
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		55	95	70	56	29	54	7	23	115	95	77	0	676
1/6 - 1/3	41	6	23	0	0	15	0	0	7	1	0	3	0	55
	42	11	0	0	0	1	0	0	2	0	0	0	0	14
Total "Médical"		17	23	0	0	16	0	0	9	1	0	3	0	69
	61	2	0	0	2	3	1	2	0	0	3	0	0	13
	62	199	257	160	252	258	292	249	332	463	391	340	0	3 193
1/6 - 1/3	63	24	3	2	21	97	47	68	21	52	39	62	0	436
	64	1	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	3
	65	824	828	816	883	751	862	605	661	911	1 220	1 282	0	9 643
	66	41	4	0	12	0	0	0	0	0	0	0	0	57
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		1 091	1 092	978	1 170	1 109	1 202	926	1 014	1 426	1 653	1 684	0	13 345
SOUS TOTAL		1 163	1 210	1 048	1 226	1 154	1 256	933	1 046	1 542	1 748	1 764	0	14 090
	01	0	0	0	0	1	2	0	0	0	0	1	0	4
	02	22	25	21	20	34	14	26	18	264	70	27	0	541
+ 1/3	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	2
	04	0	0	0	0	2	0	0	0	0	2	1	0	5
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	3	0	0	2	0	2	1	0	8
	10	116	136	165	291	355	268	303	277	355	268	487	0	3 021
	11	59	21	50	85	6	37	31	45	45	126	175	0	680
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		197	183	236	396	401	321	360	342	664	470	692	0	4 262
+ 1/3	41	0	0	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13
	42	20	31	55	33	1	0	0	0	0	2	0	0	142
Total "Médical"		20	31	68	33	1	0	0	0	0	2	0	0	155
	61	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
	62	0	2	0	0	0	0	2	0	0	5	4	0	13
+ 1/3	63	0	0	0	0	0	2	0	0	0	6	0	0	8
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	3
	65	14	4	36	24	42	20	21	59	9	14	28	0	271
	66	16	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		30	6	36	24	42	22	23	60	9	25	35	0	312
SOUS TOTAL		247	220	340	453	444	343	383	402	673	497	727	0	4 729
TOTAL		1 536	1 607	1 553	1 832	1 733	1 679	1 395	1 598	2 474	2 508	2 722	0	20 637

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE ST-JÉROME

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	6
	02	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	1	0	4
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	472	565	374	617	449	624	711	813	955	923	1 399	0	7 902
	11	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		472	565	374	623	452	624	715	813	955	923	1 400	0	7 916
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
	42	0	0	0	9	0	14	1	0	0	0	0	0	24
tal "Médical"		0	0	0	9	0	14	1	1	0	0	0	0	25
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	1	0	0	6	0	0	0	0	0	0	7
	65	34	10	8	37	6	32	23	56	23	58	23	0	310
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
tal "Réins. soc."		34	10	9	37	6	38	23	56	23	58	23	0	317
SOUS TOTAL		506	575	383	669	458	676	739	870	978	981	1 423	0	8 258
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	165	138	72	143	131	130	183	258	314	315	678	0	2 527
	11	0	0	0	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
al "Humanitaire"		165	138	72	143	131	130	190	258	314	315	678	0	2 534
/6 - 1/3	41	0	0	0	0	2	0	0	5	0	0	0	0	7
	42	0	0	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15
Total "Médical"		0	0	15	0	2	0	0	5	0	0	0	0	22
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	35	47	26	0	3	0	11	4	0	0	0	0	126
1/6 - 1/3	63	0	0	0	0	0	0	1	7	0	26	2	0	36
	64	0	8	11	12	46	48	0	0	0	0	4	0	129
	65	1 193	848	1 163	1 192	1 032	1 081	1 421	1 429	1 753	1 443	1 847	0	14 402
	66	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		1 239	903	1 200	1 204	1 081	1 129	1 433	1 440	1 753	1 469	1 853	0	14 704
SOUS TOTAL		1 404	1 041	1 287	1 347	1 214	1 259	1 623	1 703	2 067	1 784	2 531	0	17 260
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	2
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	113	187	193	205	117	100	94	308	248	253	476	0	2 294
	11	0	0	0	0	0	0	11	4	0	0	17	0	32
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		113	187	193	205	117	100	105	312	248	255	494	0	2 329
+ 1/3	41	0	0	0	0	5	0	0	10	0	0	0	0	15
	42	0	0	2	31	18	0	0	0	0	0	1	0	52
Total "Médical"		0	0	2	31	23	0	0	10	0	0	1	0	67
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	25	76	69	22	10	12	0	5	11	0	0	0	230
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	28	0	28
+ 1/3	64	0	9	37	16	76	85	62	0	0	5	22	0	312
	65	2 917	2 500	2 462	3 321	2 747	2 414	3 062	3 341	3 568	3 800	4 040	0	34 172
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
l "Réins. soc."		2 942	2 585	2 568	3 359	2 833	2 511	3 124	3 346	3 579	3 805	4 090	0	34 742
SOUS TOTAL		3 055	2 772	2 763	3 595	2 973	2 611	3 229	3 668	3 827	4 060	4 585	0	37 138
TOTAL		4 965	4 388	4 433	5 611	4 645	4 546	5 591	6 241	6 872	6 825	8 539	0	62 656

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE ST-JÉRÔME

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

ANNÉE 1996-97

	Codes absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	3
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	14	0	0	0	15
	12	0	0	0	0	0	0	0	9	0	0	0	0	9
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	41	0	0	0	0	0	0	0	12	14	0	0	0	27
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	4	6	21	2	7	0	0	0	0	0	3	0	3
	66	0	0	0	0	0	0	0	4	5	1	1	0	51
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		4	6	21	2	7	0	0	4	5	1	4	0	54
TOTAL		4	7	21	2	7	0	0	16	19	1	4	0	81

MOIS DE AVRIL A MARS - 1994-1995 A 1996-1997

Statut	État	Année	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOUT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
Pers. prévenues	Prés.	94/95	1 048	34.93	1 099	35.45	1 068	35.60	1 082	34.90	1 089	35.13	1 039	34.63	1 027	33.13	912	30.40	1 032	33.29	1 197	38.61	1 235	44.11	1 435	46.29	13 263	36.34
		95/96	1 207	40.23	1 257	40.55	1 040	34.67	1 165	37.58	1 153	37.19	882	29.40	1 215	39.19	1 388	46.27	1 280	41.29	1 265	40.81	1 206	43.07	1 191	38.42	14 249	38.93
		96/97	**1 050**	**35.00**	**1 074**	**34.65**	**1 202**	**40.07**	**1 326**	**42.77**	**1 337**	**43.13**	**1 245**	**41.50**	**1 264**	**40.77**	**1 253**	**41.77**	**2 149**	**69.32**	**1 951**	**62.94**	**1 548**	**53.38**	**0**	**0.00**	**15 399**	**46.10**
	Abs.	94/95	59	1.97	59	1.90	68	2.27	75	2.42	55	1.77	87	2.90	62	2.00	73	2.43	31	1.00	30	0.97	29	1.04	39	1.26	667	1.83
		95/96	84	2.80	44	1.42	27	0.90	31	1.00	31	1.00	24	0.80	31	1.00	20	0.67	65	2.10	31	1.00	64	2.29	60	1.94	512	1.40
		96/97	**59**	**1.97**	**81**	**2.61**	**113**	**3.77**	**108**	**3.48**	**131**	**4.23**	**100**	**3.33**	**122**	**3.94**	**216**	**7.20**	**522**	**16.84**	**104**	**3.35**	**130**	**4.48**	**0**	**0.00**	**1 686**	**5.05**
Peines cont.	Prés.	94/95	4 414	147.13	4 487	144.74	4 089	136.30	3 990	128.71	3 764	121.42	3 885	129.50	4 202	135.55	4 035	134.50	3 625	116.94	3 967	127.97	3 763	134.39	3 894	125.61	48 115	131.82
		95/96	3 510	117.00	3 564	114.97	3 648	121.60	3 604	116.26	3 625	116.94	3 700	123.33	3 710	119.68	3 423	114.10	3 221	103.90	3 625	116.94	3 520	125.71	3 880	125.16	43 030	117.57
		96/97	**3 578**	**119.27**	**3 754**	**121.10**	**3 389**	**112.97**	**3 217**	**103.77**	**3 137**	**101.19**	**3 004**	**100.13**	**2 847**	**91.84**	**3 162**	**105.40**	**1 845**	**59.52**	**1 742**	**56.19**	**1 732**	**59.72**	**0**	**0.00**	**31 407**	**94.03**
	Abs.	94/95	1 280	42.67	1 526	49.23	1 380	46.00	1 452	46.84	1 180	38.06	1 207	40.23	1 431	46.16	1 443	48.10	1 406	45.35	1 215	39.19	1 492	53.29	1 768	57.03	16 780	45.97
		95/96	1 541	51.37	1 539	49.65	1 442	48.07	1 380	44.52	1 332	42.97	1 063	35.43	1 384	44.65	1 459	48.63	1 344	43.35	1 315	42.42	2 051	73.25	2 600	83.87	18 450	50.41
		96/97	**2 124**	**70.80**	**2 287**	**73.77**	**2 496**	**83.20**	**2 115**	**68.23**	**1 817**	**58.61**	**1 543**	**51.43**	**1 663**	**53.65**	**1 704**	**56.80**	**1 689**	**54.48**	**1 678**	**54.13**	**1 770**	**61.03**	**0**	**0.00**	**20 886**	**62.53**
Peines disc.	Prés.	94/95	10	0.33	8	0.26	22	0.73	26	0.84	26	0.84	26	0.87	19	0.61	59	1.97	28	0.90	8	0.26	20	0.71	5	0.16	257	0.70
		95/96	9	0.30	10	0.32	12	0.40	8	0.26	21	0.68	19	0.63	26	0.84	8	0.27	4	0.13	4	0.13	18	0.64	3	0.10	142	0.39
		96/97	**2**	**0.07**	**1**	**0.03**	**3**	**0.10**	**24**	**0.77**	**10**	**0.32**	**18**	**0.60**	**8**	**0.26**	**6**	**0.20**	**3**	**0.10**	**5**	**0.16**	**28**	**0.97**	**0**	**0.00**	**108**	**0.32**
	Abs.	94/95	143	4.77	133	4.29	121	4.03	139	4.48	105	3.39	160	5.33	174	5.61	133	4.43	177	5.71	330	10.65	162	5.79	191	6.16	1 968	5.39
		95/96	233	7.77	179	5.77	156	5.20	166	5.35	128	4.13	157	5.23	131	4.23	148	4.93	146	4.71	93	3.00	93	3.32	141	4.55	1 771	4.84
		96/97	**129**	**4.30**	**136**	**4.39**	**153**	**5.10**	**132**	**4.26**	**199**	**6.42**	**144**	**4.80**	**132**	**4.26**	**133**	**4.43**	**63**	**2.03**	**60**	**1.94**	**49**	**1.69**	**0**	**0.00**	**1 330**	**3.98**

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES

Pers. prés.	94/95	5 472	182.40	5 594	180.45	5 179	172.63	5 098	164.45	4 879	157.39	4 950	165.00	5 248	169.29	5 006	166.87	4 685	151.13	5 172	166.84	5 018	179.21	5 334	172.06	61 635	168.86
	95/96	4 726	157.53	4 831	155.84	4 700	156.67	4 777	154.10	4 799	154.81	4 601	153.37	4 951	159.71	4 819	160.63	4 505	145.32	4 894	157.87	4 744	169.43	5 074	163.68	57 421	156.89
	96/97	**4 630**	**154.33**	**4 829**	**155.77**	**4 594**	**153.13**	**4 567**	**147.32**	**4 484**	**144.65**	**4 267**	**142.23**	**4 119**	**132.87**	**4 421**	**147.37**	**3 997**	**128.94**	**3 698**	**119.29**	**3 308**	**114.07**	**0**	**0.00**	**46 914**	**140.46**
Pers. abs.	94/95	1 482	49.40	1 718	55.42	1 569	52.30	1 666	53.74	1 340	43.23	1 454	48.47	1 667	53.77	1 649	54.97	1 614	52.06	1 575	50.81	1 683	60.11	1 998	64.45	19 415	53.19
	95/96	1 858	61.93	1 762	56.84	1 625	54.17	1 577	50.87	1 491	48.10	1 244	41.47	1 546	49.87	1 627	54.23	1 555	50.16	1 439	46.42	2 208	78.86	2 801	90.35	20 733	56.65
	96/97	**2 312**	**77.07**	**2 504**	**80.77**	**2 762**	**92.07**	**2 355**	**75.97**	**2 147**	**69.26**	**1 787**	**59.57**	**1 917**	**61.84**	**2 053**	**68.43**	**2 274**	**73.35**	**1 842**	**59.42**	**1 949**	**67.21**	**0**	**0.00**	**23 902**	**71.56**
Total des pers. inscr.	94/95	6 954	231.80	7 312	235.87	6 748	224.93	6 764	218.19	6 219	200.61	6 404	213.47	6 915	223.06	6 655	221.83	6 299	203.19	6 747	217.65	6 701	239.32	7 332	236.52	81 050	222.05
	95/96	6 584	219.47	6 593	212.68	6 325	210.83	6 354	204.97	6 290	202.90	5 845	194.83	6 497	209.58	6 446	214.87	6 060	195.48	6 333	204.29	6 952	248.29	7 875	254.03	78 154	213.54
	96/97	**6 942**	**231.40**	**7 333**	**236.55**	**7 356**	**245.20**	**6 922**	**223.29**	**6 631**	**213.90**	**6 054**	**201.80**	**6 036**	**194.71**	**6 474**	**215.80**	**6 271**	**202.29**	**5 540**	**178.71**	**5 257**	**181.28**	**0**	**0.00**	**70 816**	**212.02**

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
MAISON TANGUAY

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	1 187	39.61%	1 059	35.49%	884	34.65%	743	30.72%	758	31.71%	772	35.46%	966	43.73%	1 121	47.14%	499	41.79%	350	32.63%	432	43.11%	0		8 769	37.52%
	Abs.	37	6.07%	55	7.47%	65	8.63%	48	7.62%	36	5.47%	34	5.06%	66	9.08%	63	9.92%	67	18.26%	52	7.21%	52	7.21%	0		575	7.95%
1/6 - 1/3	Prés.	964	32.17%	902	30.23%	677	26.54%	601	33.11%	658	35.99%	703	32.26%	576	26.08%	478	20.10%	158	13.23%	260	23.23%	157	15.67%	0		6 524	27.91%
	Abs.	453	74.26%	501	68.07%	549	72.91%	426	67.62%	458	69.60%	516	76.79%	546	75.10%	443	69.76%	272	74.11%	477	66.16%	477	66.16%	0		5 118	70.79%
+ 1/3	Prés.	846	28.23%	1 023	34.26%	990	38.81%	875	36.17%	770	32.30%	702	32.25%	667	30.19%	779	32.76%	537	44.97%	476	44.24%	413	41.22%	0		8 078	34.56%
	Abs.	120	19.67%	180	24.46%	139	18.46%	156	24.76%	164	24.92%	122	18.15%	115	15.82%	129	20.31%	28	7.63%	192	26.63%	192	26.63%	0		1 537	21.26%
SOUS TOTAL	Prés.	2 997	12.82%	2 984	12.77%	2 551	10.92%	2 419	10.35%	2 384	10.20%	2 177	9.31%	2 209	9.45%	2 378	10.18%	1 194	5.11%	1 078	4.66%	1 002	4.29%	0		23 371	76.37%
	Abs.	610	8.44%	736	10.18%	753	10.41%	630	8.71%	658	9.10%	672	9.29%	727	10.06%	635	8.78%	367	5.08%	721	9.97%	721	9.97%	0		7 230	23.63%
TOTAL		3 607	11.79%	3 720	12.16%	3 304	10.80%	3 049	9.96%	3 042	9.94%	2 849	9.31%	2 936	9.60%	3 013	9.85%	1 561	5.10%	1 797	5.87%	1 723	5.63%	0		30 601	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
MAISON TANGUAY

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	240	47.24%	385	54.69%	342	44.30%	286	38.81%	280	37.99%	335	43.51%	333	54.86%	408	52.44%	257	39.60%	407	63.20%	397	58.99%	0		3 670	48.42%
	Abs.	171	11.28%	308	20.64%	154	9.15%	36	2.48%	10	0.89%	23	2.73%	33	3.49%	17	1.59%	52	3.93%	10	1.05%	10	1.05%	0		824	6.17%
1/6 - 1/3	Prés.	89	17.52%	148	21.02%	208	26.94%	172	23.34%	167	22.66%	134	17.40%	98	15.82%	170	21.85%	166	25.58%	97	15.06%	119	17.68%	0		1 568	20.66%
	Abs.	422	27.87%	418	28.02%	557	33.10%	433	29.78%	226	20.04%	286	33.97%	293	30.97%	404	37.79%	383	28.97%	295	30.92%	295	30.92%	0		4 012	30.03%
+ 1/3	Prés.	179	35.24%	171	24.29%	222	26.76%	279	37.86%	290	39.35%	301	39.09%	178	29.32%	200	25.71%	226	34.82%	140	21.74%	157	23.33%	0		2 343	30.91%
	Abs.	921	60.83%	766	51.34%	972	57.75%	985	67.74%	892	79.08%	533	63.30%	620	65.54%	648	60.62%	887	67.10%	649	68.03%	649	68.03%	0		8 522	63.80%
SOUS TOTAL	Prés.	508	6.76%	704	9.29%	772	10.19%	737	9.72%	737	9.72%	770	10.16%	607	8.01%	778	10.27%	649	8.56%	644	8.50%	673	8.88%	0		7 579	36.20%
	Abs.	1 514	11.33%	1 492	11.17%	1 683	12.60%	1 454	10.88%	1 128	8.44%	842	6.30%	946	7.08%	1 069	8.00%	1 322	9.90%	954	7.14%	954	7.14%	0		13 358	63.80%
TOTAL		2 022	9.66%	2 196	10.49%	2 456	11.73%	2 191	10.46%	1 865	8.91%	1 612	7.70%	1 553	7.42%	1 847	8.82%	1 971	9.41%	1 598	7.63%	1 627	7.77%	0		20 937	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
MAISON TANGUAY

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS	Prés.	73	16.97%	98	14.44%	96	14.44%	61	13.36%	16	3.50%	57	12.47%	31	6.78%	6	1.31%	2	0.44%	22	4.81%	57	12.47%	0		457	68.01%
TOTAL	Abs.	0		57	26.51%	60	27.91%	31	14.42%	31	14.42%	30	13.95%	0		0		0		3	1.40%	3	1.40%	0		215	31.99%
TOTAL		73	10.86%	123	18.30%	126	18.75%	92	13.69%	47	6.99%	87	12.95%	31	4.61%	6	0.89%	2	0.30%	25	3.72%	60	8.93%	0		672	100.00%
GRAND TOTAL		5 792	10.92%	6 039	11.57%	5 885	11.27%	5 332	10.21%	4 954	9.49%	4 548	8.71%	4 529	8.66%	4 866	9.32%	3 534	6.77%	3 420	6.55%	3 410	6.53%	0		52 210	100.00%

TABLEAU 2

TABLEAU 3

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
MAISON TANGUAY

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	37	55	65	34	34	33	34	33	16	33	29	0	403
Total Médical"	0	0	0	0	2	1	32	30	51	19	0	0	135
Total "Réins. sociale"	0	0	0	14	0	0	0	0	0	0	0	0	14
SOUS TOTAL	**37**	**55**	**65**	**48**	**36**	**34**	**66**	**63**	**67**	**52**	**29**	**0**	**552**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	173	214	230	228	230	258	305	312	53	169	114	0	2 286
Total Médical"	0	0	0	0	9	15	0	0	8	5	48	0	85
Total "Réins. sociale"	280	287	319	198	219	243	241	131	211	303	247	0	2 679
SOUS TOTAL	**453**	**501**	**549**	**426**	**458**	**516**	**546**	**443**	**272**	**477**	**409**	**0**	**5 050**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	111	148	121	132	110	96	98	116	28	189	147	0	1 296
Total Médical"	9	32	18	24	27	20	13	0	0	3	23	0	169
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	27	6	4	13	0	0	0	0	50
SOUS TOTAL	**120**	**180**	**139**	**156**	**164**	**122**	**115**	**129**	**28**	**192**	**170**	**0**	**1 515**

TOTAL	**610**	**736**	**753**	**630**	**658**	**672**	**727**	**635**	**367**	**721**	**608**	**0**	**7 117**

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	164	281	143	31	10	22	27	14	51	9	7	0	759
Total Médical"	0	0	7	0	0	1	0	1	0	0	7	0	16
Total "Réins. sociale"	7	27	4	5	0	0	6	2	1	1	13	0	66
SOUS TOTAL	**171**	**308**	**154**	**36**	**10**	**23**	**33**	**17**	**52**	**10**	**27**	**0**	**841**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	70	88	187	92	42	46	70	81	70	74	43	0	863
Total Médical"	0	0	3	6	0	0	0	0	0	0	0	0	9
Total "Réins. sociale"	352	330	367	335	184	240	223	323	313	221	444	0	3 332
SOUS TOTAL	**422**	**418**	**557**	**433**	**226**	**286**	**293**	**404**	**383**	**295**	**487**	**0**	**4 204**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	229	203	339	258	145	82	127	194	244	217	154	0	2 192
Total Médical"	0	7	0	17	0	0	0	0	0	0	0	0	24
Total "Réins. sociale"	692	556	633	710	747	451	493	454	643	432	494	0	6 305
SOUS TOTAL	**921**	**766**	**972**	**985**	**892**	**533**	**620**	**648**	**887**	**649**	**648**	**0**	**8 521**

TOTAL	**1 514**	**1 492**	**1 683**	**1 454**	**1 128**	**842**	**946**	**1 069**	**1 322**	**954**	**1 162**	**0**	**13 566**

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	30	30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	60
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	3
Total "Réins. sociale"	0	27	30	31	31	30	0	0	0	0	0	0	149
SOUS TOTAL	**0**	**57**	**60**	**31**	**31**	**30**	**0**	**0**	**0**	**3**	**0**	**0**	**212**

GRAND TOTAL	**2 124**	**2 285**	**2 496**	**2 115**	**1 817**	**1 544**	**1 673**	**1 704**	**1 689**	**1 678**	**1 770**	**0**	**20 895**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
MAISON TANGUAY

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	2
	02	0	2	3	3	3	3	3	3	0	0	0	0	20
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	04	30	31	30	31	31	30	31	30	0	31	28	0	303
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	5	22	32	0	0	0	0	0	13	0	0	0	13
	11	2	0	0	0	0	0	0	0	3	0	1	0	63
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		37	55	65	34	34	33	34	33	16	33	29	0	403
-1/6	41	0	0	0	0	0	1	31	30	31	19	0	0	112
	42	0	0	0	0	2	0	1	0	20	0	0	0	23
Total "Médical"		0	0	0	0	2	1	32	30	51	19	0	0	135
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	14	0	0	0	0	0	0	0	0	14
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	14	0	0	0	0	0	0	0	0	14
SOUS TOTAL		37	55	65	48	36	34	66	63	67	52	29	0	552
	01	0	0	0	0	3	4	0	0	0	0	0	0	7
	02	6	4	12	10	9	6	7	8	0	0	0	0	62
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	04	30	42	95	91	75	60	62	49	0	31	28	0	563
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	07	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	2	0	2	4	1	1	4	1	0	0	0	15
	10	32	10	7	2	0	0	3	0	0	0	0	0	54
	11	105	155	116	123	138	187	232	251	52	138	86	0	1 583
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		173	214	230	228	230	258	305	312	53	169	114	0	2 286
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	5	0	10
	42	0	0	0	0	9	15	0	0	8	0	43	0	75
Total "Médical"		0	0	0	0	9	15	0	0	8	5	48	0	85
	61	6	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11
	62	140	127	146	83	71	105	99	18	78	158	177	0	1 202
1/6 - 1/3	63	0	0	0	0	17	30	14	24	25	24	16	0	150
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	134	152	156	114	118	108	128	89	108	121	54	0	1 282
	66	0	3	17	1	13	0	0	0	0	0	0	0	34
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		280	287	319	198	219	243	241	131	211	303	247	0	2 679
SOUS TOTAL		453	501	549	426	458	516	546	443	272	477	409	0	5 050
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	4	5	4	2	0	2	2	4	9	4	0	0	36
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	04	0	0	2	0	3	0	0	0	0	0	0	0	5
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	35	58	43	44	28	8	42	68	16	73	35	0	450
	11	71	85	72	86	79	86	54	44	3	112	112	0	804
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		111	148	121	132	110	96	98	116	28	189	147	0	1 296
+ 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23	0	23
	42	9	32	18	24	27	20	13	0	0	3	0	0	146
Total "Médical"		9	32	18	24	27	20	13	0	0	3	23	0	169
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	23	4	4	13	0	0	0	0	44
	66	0	0	0	0	4	2	0	0	0	0	0	0	6
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	27	6	4	13	0	0	0	0	50
SOUS TOTAL		120	180	139	156	164	122	115	129	28	192	170	0	1 515
TOTAL		610	736	753	630	658	672	727	635	367	721	608	0	7 117

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
MAISON TANGUAY

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	7	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	8
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	04	1	3	1	1	1	0	4	0	8	1	1	0	21
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	156	277	142	30	9	22	23	13	43	8	6	0	729
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		164	281	143	31	10	22	27	14	51	9	7	0	759
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	7	0	0	1	0	1	0	0	7	0	16
Total "Médical"		0	0	7	0	0	1	0	1	0	0	7	0	16
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	7	27	4	5	0	0	6	2	1	1	13	0	66
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		7	27	4	5	0	0	6	2	1	1	13	0	66
SOUS TOTAL		171	308	154	36	10	23	33	17	52	10	27	0	841
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1
	02	0	0	0	0	0	0	0	11	0	0	0	0	11
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	04	8	23	8	12	2	4	1	10	11	14	6	0	99
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	62	63	179	79	40	42	69	60	59	60	36	0	749
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	2	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	3
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		70	88	187	92	42	46	70	81	70	74	43	0	863
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	3	6	0	0	0	0	0	0	0	0	9
Total "Médical"		0	0	3	6	0	0	0	0	0	0	0	0	9
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	10	10	0	0	1	7	0	0	1	8	0	37
1/6 - 1/3	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	352	320	357	335	184	239	216	313	305	220	436	0	3 277
	66	0	0	0	0	0	0	0	10	8	0	0	0	18
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		352	330	367	335	184	240	223	323	313	221	444	0	3 332
SOUS TOTAL		422	418	557	433	226	286	293	404	383	295	487	0	4 204
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12	0	12
	02	0	0	0	2	0	0	0	23	27	24	0	0	76
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	04	34	38	35	21	10	17	9	17	23	38	21	0	263
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	195	165	304	235	135	65	118	151	194	155	121	0	1 838
	11	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	3
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		229	203	339	258	145	82	127	194	244	217	154	0	2 192
+ 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	7	0	17	0	0	0	0	0	0	0	0	24
Total "Médical"		0	7	0	17	0	0	0	0	0	0	0	0	24
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	8	10	0	16	30	17	0	81
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	692	556	633	710	747	443	483	454	607	402	477	0	6 204
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	20	0	0	0	20
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		692	556	633	710	747	451	493	454	643	432	494	0	6 305
SOUS TOTAL		921	766	972	985	892	533	620	648	887	649	648	0	8 521
TOTAL		1 514	1 492	1 683	1 454	1 128	842	946	1 069	1 321	954	1 102	0	13 566

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
MAISON TANGUAY

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	30	30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	60
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	30	30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	60
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	3
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	3
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	27	30	31	31	30	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	149
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	27	30	31	31	30	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL		0	57	60	31	31	30	0	0	0	3	0	0	149
		0	57	60	31	31	30	0	0	0	3	0	0	212

MOIS DE AVRIL A MARS - 1994-1995 A 1996-1997

Statut	État	Année	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOUT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
Pers. prévenues	Prés.	94/95	1 543	51.43	1 709	55.13	1 927	64.23	2 136	68.90	2 308	74.45	2 160	72.00	1 856	59.87	1 891	63.03	1 942	62.65	2 142	69.10	1 736	62.00	1 773	57.19	23 123	63.35
		95/96	1 709	56.97	1 532	49.42	1 492	49.73	1 548	49.94	2 057	66.35	2 034	67.80	1 916	61.81	1 728	57.60	1 460	47.10	1 671	53.90	1 407	50.25	1 496	48.26	20 050	54.78
		96/97	**1 371**	**45.70**	**1 570**	**50.65**	**1 311**	**43.70**	**1 241**	**40.03**	**1 501**	**48.42**	**1 697**	**56.57**	**1 749**	**56.42**	**1 426**	**47.53**	**1 387**	**44.74**	**1 725**	**55.65**	**1 602**	**55.24**	**0**	**0.00**	**16 580**	**49.64**
	Abs.	94/95	162	5.40	187	6.03	160	5.33	207	6.68	157	5.06	121	4.03	146	4.71	177	5.90	192	6.19	142	4.58	116	4.14	174	5.61	1 941	5.32
		95/96	147	4.90	106	3.42	158	5.27	207	6.68	220	7.10	140	4.67	259	8.35	251	8.37	220	7.10	129	4.16	165	5.89	169	5.45	2 171	5.93
		96/97	**120**	**4.00**	**203**	**6.55**	**170**	**5.67**	**224**	**7.23**	**141**	**4.55**	**161**	**5.37**	**255**	**8.23**	**213**	**7.10**	**72**	**2.32**	**146**	**4.71**	**179**	**6.17**	**0**	**0.00**	**1 884**	**5.64**
Peines cont.	Prés.	94/95	3 391	113.03	3 381	109.06	3 139	104.63	2 939	94.81	2 811	90.68	2 879	95.97	3 394	109.48	3 226	107.53	3 114	100.45	3 105	100.16	2 967	105.96	2 800	90.32	37 146	101.77
		95/96	3 156	105.20	3 403	109.77	3 237	107.90	3 602	116.19	3 186	102.77	3 051	101.70	3 309	106.74	3 386	112.87	3 513	113.32	3 449	111.26	3 537	126.32	3 718	119.94	40 547	110.78
		96/97	**3 633**	**121.10**	**3 651**	**117.77**	**3 753**	**125.10**	**3 929**	**126.74**	**3 573**	**115.26**	**3 375**	**112.50**	**3 429**	**110.61**	**3 429**	**114.30**	**3 270**	**105.48**	**3 191**	**102.94**	**3 119**	**107.55**	**0**	**0.00**	**38 352**	**114.83**
	Abs.	94/95	3 363	112.10	3 379	109.00	2 754	91.80	2 690	86.77	2 194	70.77	2 101	70.03	2 223	71.71	2 604	86.80	2 852	92.00	2 666	86.00	2 528	90.29	2 933	94.61	32 287	88.46
		95/96	3 033	101.10	3 055	98.55	2 467	82.23	2 119	68.35	2 009	64.81	2 087	69.57	2 202	71.03	2 889	96.30	2 949	95.13	2 963	95.58	2 998	107.07	3 527	113.77	32 298	88.25
		96/97	**3 348**	**111.60**	**3 161**	**101.97**	**3 000**	**100.00**	**3 161**	**101.97**	**3 029**	**97.71**	**2 467**	**82.23**	**2 807**	**90.55**	**2 575**	**85.83**	**3 127**	**100.87**	**2 559**	**82.55**	**2 336**	**80.55**	**0**	**0.00**	**31 570**	**94.52**
Peines disc.	Prés.	94/95	23	0.77	8	0.26	13	0.43	45	1.45	5	0.16	7	0.23	26	0.84	83	2.77	66	2.13	14	0.45	13	0.46	21	0.68	324	0.89
		95/96	22	0.73	21	0.68	11	0.37	22	0.71	34	1.10	10	0.33	10	0.32	8	0.27	20	0.65	7	0.23	6	0.21	56	1.81	227	0.62
		96/97	**82**	**2.73**	**2**	**0.06**	**1**	**0.03**	**10**	**0.32**	**17**	**0.55**	**6**	**0.20**	**8**	**0.26**	**0**	**0.00**	**3**	**0.10**	**8**	**0.26**	**29**	**1.00**	**0**	**0.00**	**166**	**0.50**
	Abs.	94/95	168	5.60	131	4.23	127	4.23	137	4.42	91	2.94	83	2.77	139	4.48	141	4.70	201	6.48	171	5.52	199	7.11	206	6.65	1 794	4.92
		95/96	277	9.23	232	7.48	207	6.90	238	7.68	185	5.97	219	7.30	173	5.58	174	5.80	217	7.00	159	5.13	177	6.32	256	8.26	2 514	6.87
		96/97	**206**	**6.87**	**189**	**6.10**	**220**	**7.33**	**150**	**4.84**	**138**	**4.45**	**109**	**3.63**	**118**	**3.81**	**143**	**4.77**	**111**	**3.58**	**66**	**2.13**	**75**	**2.59**	**0**	**0.00**	**1 525**	**4.57**

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES

Pers. prés.	94/95	4 957	165.23	5 098	164.45	5 079	169.30	5 120	165.16	5 124	165.29	5 046	168.20	5 276	170.19	5 200	173.33	5 122	165.23	5 261	169.71	4 716	168.43	4 594	148.19	60 593	166.01
	95/96	4 887	162.90	4 956	159.87	4 740	158.00	5 172	166.84	5 277	170.23	5 095	169.83	5 235	168.87	5 122	170.73	4 993	161.06	5 127	165.39	4 950	176.79	5 270	170.00	60 824	166.19
	96/97	**5 086**	**169.53**	**5 223**	**168.48**	**5 065**	**168.83**	**5 180**	**167.10**	**5 091**	**164.23**	**5 078**	**169.27**	**5 186**	**167.29**	**4 855**	**161.83**	**4 660**	**150.32**	**4 924**	**158.84**	**4 750**	**163.79**	**0**	**0.00**	**55 098**	**164.96**
Pers. abs.	94/95	3 693	123.10	3 697	119.26	3 041	101.37	3 034	97.87	2 442	78.77	2 305	76.83	2 508	80.90	2 922	97.40	3 245	104.68	2 979	96.10	2 843	101.54	3 313	106.87	36 022	98.69
	95/96	3 457	115.23	3 393	109.45	2 832	94.40	2 564	82.71	2 414	77.87	2 446	81.53	2 634	84.97	3 314	110.47	3 386	109.23	3 251	104.87	3 340	119.29	3 952	127.48	36 983	101.05
	96/97	**3 674**	**122.47**	**3 553**	**114.61**	**3 390**	**113.00**	**3 535**	**114.03**	**3 308**	**106.71**	**2 737**	**91.23**	**3 180**	**102.58**	**2 931**	**97.70**	**3 310**	**106.77**	**2 771**	**89.39**	**2 590**	**89.31**	**0**	**0.00**	**34 979**	**104.73**
Total des pers. inscr.	94/95	8 650	288.33	8 795	283.71	8 120	270.67	8 154	263.03	7 566	244.06	7 351	245.03	7 784	251.10	8 122	270.73	8 367	269.90	8 240	265.81	7 559	269.96	7 907	255.06	96 615	264.70
	95/96	8 344	278.13	8 349	269.32	7 572	252.40	7 736	249.55	7 691	248.10	7 541	251.37	7 869	253.84	8 436	281.20	8 379	270.29	8 378	270.26	8 290	296.07	9 222	297.48	97 807	267.23
	96/97	**8 760**	**292.00**	**8 776**	**283.10**	**8 455**	**281.83**	**8 715**	**281.13**	**8 399**	**270.94**	**7 815**	**260.50**	**8 366**	**269.87**	**7 786**	**259.53**	**7 970**	**257.10**	**7 695**	**248.23**	**7 340**	**253.10**	**0**	**0.00**	**90 077**	**269.69**

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE TROIS-RIVIERES

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	1 152	39.61%	1 261	40.69%	1 361	42.99%	1 352	39.27%	914	30.36%	705	24.89%	932	32.16%	1 069	37.16%	1 009	35.06%	923	33.47%	1115	40.80%	0		11 793	36.18%
	Abs.	41	3.20%	19	1.39%	33	2.77%	16	1.24%	26	1.82%	22	1.61%	17	1.27%	61	4.02%	98	6.83%	86	5.07%	86	5.07%	0		454	3.06%
1/6 - 1/3	Prés.	492	16.92%	470	15.17%	439	13.87%	463	13.45%	612	20.33%	667	24.26%	657	22.69%	443	15.40%	469	16.31%	454	16.46%	445	16.28%	0		5 631	17.27%
	Abs.	972	75.86%	1 028	75.09%	910	76.47%	943	77.74%	1 040	72.68%	1 075	78.56%	944	70.55%	917	72.26%	1 052	62.62%	807	61.98%	807	61.98%	0		10 495	71.19%
+ 1/3	Prés.	1 264	43.47%	1 368	44.14%	1 366	43.15%	1 628	47.26%	1 485	49.32%	1 440	50.85%	1 307	45.13%	1 365	47.45%	1 398	48.61%	1381	50.07%	1173	42.92%	0		15 175	46.55%
	Abs.	268	20.92%	322	23.52%	247	20.76%	255	21.02%	365	25.51%	271	19.81%	377	28.16%	301	23.72%	530	31.65%	429	32.95%	429	32.95%	0		3 794	25.73%
SOUS	Prés.	2 908	8.92%	3 099	8.51%	3 166	9.71%	3 443	10.56%	3 011	9.24%	2 832	8.69%	2 896	8.89%	2 877	8.83%	2 876	8.82%	2 758	8.46%	2 733	8.38%	0		32 099	98.56%
TOTAL	Abs.	1 281	8.69%	1 369	9.28%	1 190	8.07%	1 213	8.23%	1 431	9.71%	1 368	9.28%	1 338	9.08%	1 279	8.61%	1 680	11.40%	1 302	8.83%	1 302	8.83%	0		14 743	31.14%
TOTAL		4 189	8.85%	4 468	8.44%	4 356	9.20%	4 656	8.83%	4 442	9.38%	4 200	8.87%	4 234	8.94%	4 146	8.76%	4 556	9.62%	4 060	8.58%	4 035	8.52%	0		47 342	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE TROIS-RIVIERES

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	452	84.30%	386	70.05%	422	72.26%	335	69.21%	420	78.65%	349	65.60%	315	61.17%	318	60.46%	226	61.92%	293	68.78%	310	80.31%	0		3 826	68.25%
	Abs.	58	2.80%	39	2.17%	62	3.43%	70	3.59%	23	1.44%	53	4.82%	105	7.00%	79	6.05%	102	7.05%	28	2.23%	28	2.23%	0		647	3.79%
1/6 - 1/3	Prés.	118	16.79%	101	18.33%	61	10.45%	73	15.06%	48	8.99%	124	23.31%	91	17.67%	82	15.59%	48	13.15%	77	18.08%	48	12.44%	0		871	15.54%
	Abs.	610	29.48%	504	26.06%	590	32.60%	539	27.67%	377	23.64%	405	36.85%	445	29.65%	353	27.03%	460	31.79%	264	21.00%	264	21.00%	0		4 811	28.16%
+ 1/3	Prés.	133	18.92%	64	11.62%	101	17.29%	76	15.70%	66	12.36%	59	11.09%	109	21.17%	126	23.95%	91	24.93%	56	13.15%	28	7.25%	0		909	16.21%
	Abs.	1 401	67.71%	1 253	69.77%	1 158	63.98%	1 339	68.74%	1 195	74.92%	841	58.33%	951	63.36%	874	66.92%	885	61.16%	965	76.77%	965	76.77%	0		11 627	68.05%
SOUS	Prés.	703	12.54%	551	9.83%	584	10.42%	484	8.63%	534	9.53%	532	9.49%	515	9.19%	526	9.38%	365	6.51%	426	7.60%	386	6.89%	0		5 606	24.71%
TOTAL	Abs.	2 069	12.11%	1 796	10.51%	1 810	10.59%	1 948	11.40%	1 596	9.34%	1 099	6.43%	1 501	8.79%	1 306	7.64%	1 447	8.47%	1 257	7.36%	1 257	7.36%	0		17 085	75.29%
TOTAL		2 772	12.22%	2 347	10.34%	2 394	10.56%	2 432	10.72%	2 129	9.38%	1 631	7.19%	2 016	8.88%	1 832	8.07%	1 812	7.99%	1 683	7.42%	1 643	7.24%	0		22 691	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE TROIS-RIVIERES

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE
ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS	Prés.	22	14.97%	1	0.68%	3	2.04%	2	1.36%	28	19.05%	11	7.48%	18	12.24%	26	17.69%	29	19.73%	7	4.76%	0		0		147	98.00%
TOTAL	Abs.	0		0		0		0		3	100.00%	0		0		0		0		0		0		0		3	2.00%
TOTAL		22	14.67%	1	0.67%	3	2.00%	2	1.33%	31	20.67%	11	7.33%	18	12.00%	26	17.33%	29	19.33%	7	4.67%	0		0		150	100.00%
GRAND TOTAL		6 963	9.96%	6 816	9.71%	6 763	9.62%	7 090	10.10%	6 602	9.41%	6 842	9.72%	6 268	8.93%	6 004	8.56%	6 367	9.11%	5 750	8.19%	5 678	8.09%	0		70 193	100.00%

TABLEAU 2

TABLEAU 3

UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE TROIS-RIVIERES

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	2	14	33	14	7	19	15	13	98	66	21	0	302
Total Médical"	14	5	0	1	9	2	2	25	0	0	1	0	59
Total "Réins. sociale"	25	0	0	0	10	1	0	13	0	0	20	0	69
SOUS TOTAL	**41**	**19**	**33**	**15**	**26**	**22**	**17**	**51**	**98**	**66**	**42**	**0**	**430**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	53	55	10	41	28	44	52	12	39	57	62	0	453
Total Médical"	0	0	0	3	0	0	0	10	31	56	47	0	147
Total "Réins. sociale"	919	973	900	899	1 012	1 031	892	895	982	694	616	0	9 813
SOUS TOTAL	**972**	**1 028**	**910**	**943**	**1 040**	**1 075**	**944**	**917**	**1 052**	**807**	**725**	**0**	**10 413**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	265	310	244	245	335	261	363	282	495	378	278	0	3 456
Total Médical"	3	8	3	6	30	10	0	19	34	51	5	0	169
Total "Réins. sociale"	0	4	0	4	0	0	14	0	1	0	0	0	23
SOUS TOTAL	**268**	**322**	**247**	**255**	**365**	**271**	**377**	**301**	**530**	**429**	**283**	**0**	**3 648**

TOTAL	**1 281**	**1 369**	**1 190**	**1 213**	**1 431**	**1 368**	**1 338**	**1 269**	**1 680**	**1 302**	**1 050**	**0**	**14 491**

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	35	36	58	62	23	45	88	72	100	19	136	0	674
Total Médical"	0	2	0	3	0	7	7	0	0	1	1	0	21
Total "Réins. sociale"	23	1	4	5	0	1	10	7	2	8	3	0	64
SOUS TOTAL	**58**	**39**	**62**	**70**	**23**	**53**	**105**	**79**	**102**	**28**	**140**	**0**	**759**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	35	13	27	7	8	3	27	17	27	9	7	0	180
Total Médical"	2	3	2	4	0	3	13	0	0	6	11	0	44
Total "Réins. sociale"	573	488	561	528	369	399	405	336	433	249	398	0	4 739
SOUS TOTAL	**610**	**504**	**590**	**539**	**377**	**405**	**445**	**353**	**460**	**264**	**416**	**0**	**4 963**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	52	72	100	54	28	27	84	44	86	58	36	0	641
Total Médical"	14	6	11	0	0	0	11	0	0	0	26	0	68
Total "Réins. sociale"	1 335	1 175	1 047	1 285	1 167	614	856	830	799	907	668	0	10 683
SOUS TOTAL	**1 401**	**1 253**	**1 158**	**1 339**	**1 195**	**641**	**951**	**874**	**885**	**965**	**730**	**0**	**11 392**

TOTAL	**2 069**	**1 796**	**1 810**	**1 948**	**1 595**	**1 099**	**1 501**	**1 306**	**1 447**	**1 257**	**1 286**	**0**	**17 114**

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	3
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**3**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3**

GRAND TOTAL	**3 350**	**3 165**	**3 000**	**3 161**	**3 029**	**2 467**	**2 839**	**2 575**	**3 127**	**2 559**	**2 336**	**0**	**31 608**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE TROIS-RIVIERES

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

ANNÉE 1996-97

Fraction sentence	Codes absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
- 1/6	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	2	0	1	0	3	0	0	46	24	0	0	76
	03	0	2	1	0	0	2	0	3	0	0	0	0	8
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	24	7	0	0	0	0	8	26	0	0	65
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14	0	14
	09	0	4	4	0	5	7	0	4	19	0	0	0	43
	10	1	6	4	6	2	7	15	6	25	16	7	0	95
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		2	14	33	14	7	19	15	13	98	66	21	0	302
-1/6	41	9	5	0	1	9	2	2	25	0	0	1	0	54
	42	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5
Total "Médical"		14	5	0	1	9	2	2	25	0	0	1	0	59
- 1/6	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	13	0	0	0	10	0	0	5	0	0	0	0	28
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	1	0	8	0	0	20	0	41
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		25	0	0	0	10	1	0	13	0	0	20	0	69
SOUS TOTAL		41	19	33	15	26	22	17	51	98	66	42	0	438
1/6 - 1/3	01	0	0	0	0	18	30	31	7	1	0	0	0	87
	02	8	14	8	8	8	10	21	4	26	5	3	0	115
	03	0	0	0	0	0	1	0	0	1	0	1	0	3
	04	11	21	2	0	0	0	0	0	0	2	2	0	38
	05	30	20	0	24	2	0	0	0	0	5	28	0	109
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	3	0	0	8	30	0	0	41
	10	4	0	0	9	0	0	0	1	3	15	28	0	60
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		53	55	10	41	28	44	52	12	39	57	62	0	453
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	10	31	55	47	0	143
	42	0	0	0	3	0	0	0	0	0	1	0	0	4
Total "Médical"		0	0	0	3	0	0	0	10	31	56	47	0	147
1/6 - 1/3	61	0	0	0	6	1	0	0	0	0	0	0	0	7
	62	198	256	288	254	339	370	384	458	370	216	81	0	3 214
	63	22	32	30	4	50	69	62	12	0	0	0	0	281
	64	1	10	0	3	0	0	0	11	3	0	8	0	36
	65	698	675	582	632	622	592	446	414	609	478	527	0	6 275
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		919	973	900	899	1 012	1 031	892	895	982	694	616	0	9 813
SOUS TOTAL		972	1 028	910	943	1 040	1 075	944	917	1 052	807	725	0	10 413
+ 1/3	01	27	31	4	0	0	0	0	0	0	1	0	0	63
	02	60	59	48	76	105	84	82	100	201	125	90	0	1 030
	03	0	0	3	0	0	0	0	0	1	0	6	0	10
	04	1	24	39	14	11	0	3	6	1	30	6	0	135
	05	5	30	0	1	10	5	8	10	3	0	0	0	72
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	08	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	09	4	11	0	4	5	3	0	0	7	3	0	0	37
	10	168	151	147	150	202	169	269	166	282	219	176	0	2 099
	11	0	3	0	0	2	0	1	0	0	0	0	0	6
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		265	310	244	245	335	261	363	282	495	378	278	0	3 456
+ 1/3	41	3	8	3	6	21	10	0	19	34	49	5	0	158
	42	0	0	0	0	9	0	0	0	0	2	0	0	11
Total "Médical"		3	8	3	6	30	10	0	19	34	51	5	0	169
+ 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	2	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	6
	63	0	0	0	0	0	0	14	0	0	0	0	0	14
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	2	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	3
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	4	0	4	0	0	14	0	1	0	0	0	23
SOUS TOTAL		268	322	247	255	365	271	377	301	530	429	283	0	3 648
TOTAL		1 281	1 369	1 190	1 213	1 451	1 368	1 338	1 269	1 690	1 302	1 050	0	14 691

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE TROIS-RIVIERES

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	3	0	0	7	0	5	0	0	0	15
	02	4	0	1	0	0	0	0	0	30	8	3	0	46
	03	0	0	0	2	0	0	0	0	4	0	0	0	6
- 1/6	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	4
	05	0	0	0	7	2	6	0	12	0	0	0	0	27
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	3
	10	31	36	57	50	21	39	80	60	61	8	129	0	572
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		35	36	58	62	23	45	88	72	100	19	136	0	674
-1/6	41	0	0	0	3	0	7	7	0	0	1	0	0	18
	42	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	3
Total "Médical"		0	2	0	3	0	7	7	0	0	1	1	0	21
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	23	1	4	5	0	1	10	7	2	8	3	0	64
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		23	1	4	5	0	1	10	7	2	8	3	0	64
SOUS TOTAL		58	39	62	70	23	53	105	79	102	28	140	0	759
	01	19	8	0	4	0	0	14	0	0	0	0	0	45
	02	0	0	4	0	0	0	0	0	1	2	0	0	7
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	15	0	0	0	15
	05	0	0	0	0	8	0	0	2	0	0	0	0	10
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14
	10	2	5	23	3	0	3	13	15	11	7	7	0	89
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		35	13	27	7	8	3	27	17	27	9	7	0	180
1/6 - 1/3	41	2	0	0	4	0	0	13	0	0	0	6	0	25
	42	0	3	2	0	0	3	0	0	0	6	5	0	19
Total "Médical"		2	3	2	4	0	3	13	0	0	6	11	0	44
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	58	5	25	9	2	5	10	15	18	0	8	0	155
1/6 - 1/3	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	3	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	5
	65	512	483	536	519	367	393	394	321	415	249	390	0	4 579
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		573	488	561	528	369	399	405	336	433	249	398	0	4 739
SOUS TOTAL		610	504	590	539	377	405	445	353	460	264	416	0	4 963
	01	0	23	30	2	0	0	18	3	0	0	0	0	76
	02	0	0	6	0	0	0	0	0	5	0	0	0	11
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	04	0	19	30	4	0	0	0	0	0	0	0	0	53
	05	0	0	0	8	8	0	0	5	0	0	0	0	21
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	0	0	6
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	14	16	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30
	10	38	14	34	40	20	27	66	36	81	52	36	0	444
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		52	72	100	54	28	27	84	44	86	58	36	0	641
+ 1/3	41	12	0	0	0	0	0	11	0	0	0	4	0	27
	42	2	6	11	0	0	0	0	0	0	0	22	0	41
Total "Médical"		14	6	11	0	0	0	11	0	0	0	26	0	68
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	74	57	72	46	30	0	0	15	2	31	7	0	334
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	64	0	0	0	0	0	0	9	1	0	0	0	0	10
	65	1 261	1 118	975	1 239	1 137	614	847	814	797	876	661	0	10 339
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		1 335	1 175	1 047	1 285	1 167	614	856	830	799	907	668	0	10 683
SOUS TOTAL		1 401	1 253	1 158	1 339	1 195	641	951	874	885	965	730	0	11 392
TOTAL		2 069	1 796	1 810	1 948	1 595	1 099	1 581	1 306	1 447	1 257	1 286	0	17 114

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE TROIS-RIVIERES

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	3
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	3
	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL		0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	3

MOIS DE AVRIL A MARS - 1994-1995 A 1996-1997

Statut	État	Année	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOUT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
Pers. prévenues	Prés.	94/95	584	19.47	624	20.13	759	25.30	849	27.39	756	24.39	912	30.40	763	24.61	714	23.80	463	14.94	576	18.58	413	14.75	508	16.39	7 921	21.70
		95/96	610	20.33	654	21.10	547	18.23	540	17.42	588	18.97	579	19.30	524	16.90	528	17.60	586	18.90	690	22.26	571	20.39	398	12.84	6 815	18.62
		96/97	456	15.20	860	27.74	640	21.33	719	23.19	581	18.74	658	21.93	964	31.10	810	27.00	616	19.87	655	21.13	582	20.07	0	0.00	7 541	22.58
	Abs.	94/95	33	1.10	42	1.35	35	1.17	19	0.61	42	1.35	32	1.07	0	0.00	1	0.03	42	1.35	80	2.58	83	2.96	44	1.42	453	1.24
		95/96	32	1.07	26	0.84	19	0.63	27	0.87	13	0.42	0	0.00	0	0.00	11	0.37	2	0.06	36	1.16	69	2.46	33	1.06	268	0.73
		96/97	19	0.63	10	0.32	25	0.83	29	0.94	12	0.39	63	2.10	85	2.74	79	2.63	88	2.84	104	3.35	84	2.90	0	0.00	598	1.79
Peines cont.	Prés.	94/95	975	32.50	992	32.00	838	27.93	770	24.84	872	28.13	713	23.77	949	30.61	939	31.30	1 116	36.00	1 098	35.42	1 148	41.00	1 131	36.48	11 541	31.62
		95/96	1 041	34.70	1 070	34.52	1 155	38.50	1 213	39.13	1 188	38.32	1 163	38.77	1 259	40.61	1 160	38.67	1 144	36.90	1 101	35.52	1 123	40.11	1 408	45.42	14 025	38.32
		96/97	1 274	42.47	985	31.77	1 062	35.40	1 071	34.55	1 157	37.32	1 034	34.47	710	22.90	756	25.20	873	28.16	872	28.13	918	31.66	0	0.00	10 712	32.07
	Abs.	94/95	1 407	46.90	1 342	43.29	1 283	42.77	965	31.13	796	25.68	799	26.63	662	21.35	891	29.70	969	31.26	1 187	38.29	998	35.64	1 134	36.58	12 433	34.06
		95/96	1 135	37.83	1 096	35.35	839	27.97	1 068	34.45	1 084	34.97	1 168	38.93	1 205	38.87	1 565	52.17	989	31.90	1 236	39.87	1 944	69.43	2 683	86.55	16 012	43.75
		96/97	2 256	75.20	2 241	72.29	1 915	63.83	1 845	59.52	1 545	49.84	1 429	47.63	1 765	56.94	1 718	57.27	1 686	54.39	1 924	62.06	2 355	81.21	0	0.00	20 679	61.91
Peines disc.	Prés.	94/95	14	0.47	9	0.29	6	0.20	10	0.32	4	0.13	30	1.00	10	0.32	5	0.17	5	0.16	6	0.19	6	0.21	6	0.19	111	0.30
		95/96	7	0.23	5	0.16	1	0.03	1	0.03	0	0.00	8	0.27	6	0.19	33	1.10	6	0.19	3	0.10	0	0.00	0	0.00	70	0.19
		96/97	2	0.07	11	0.35	8	0.27	0	0.00	7	0.23	2	0.07	14	0.45	6	0.20	0	0.00	6	0.19	0	0.00	0	0.00	56	0.17
	Abs.	94/95	223	7.43	149	4.81	136	4.53	153	4.94	120	3.87	108	3.60	128	4.13	122	4.07	164	5.29	159	5.13	196	7.00	147	4.74	1 805	4.95
		95/96	171	5.70	135	4.35	109	3.63	92	2.97	63	2.03	57	1.90	42	1.35	31	1.03	33	1.06	20	0.65	22	0.79	31	1.00	806	2.20
		96/97	20	0.67	17	0.55	6	0.20	2	0.06	3	0.10	4	0.13	5	0.16	2	0.07	0	0.00	6	0.19	0	0.00	0	0.00	65	0.19

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES

Pers. prés.	94/95	1 573	52.43	1 625	52.42	1 603	53.43	1 629	52.55	1 632	52.65	1 655	55.17	1 722	55.55	1 658	55.27	1 584	51.10	1 680	54.19	1 567	55.96	1 645	53.06	19 573	53.62
	95/96	1 658	55.27	1 729	55.77	1 703	56.77	1 754	56.58	1 776	57.29	1 750	58.33	1 789	57.71	1 721	57.37	1 736	56.00	1 794	57.87	1 694	60.50	1 806	58.26	20 910	57.13
	96/97	1 732	57.73	1 856	59.87	1 710	57.00	1 790	57.74	1 745	56.29	1 694	56.47	1 688	54.45	1 572	52.40	1 489	48.03	1 533	49.45	1 500	51.72	0	0.00	18 309	54.82
Pers. abs.	94/95	1 663	55.43	1 533	49.45	1 454	48.47	1 137	36.68	958	30.90	939	31.30	790	25.48	1 014	33.80	1 175	37.90	1 426	46.00	1 277	45.61	1 325	42.74	14 691	40.25
	95/96	1 338	44.60	1 257	40.55	967	32.23	1 187	38.29	1 160	37.42	1 225	40.83	1 247	40.23	1 607	53.57	1 024	33.03	1 292	41.68	2 035	72.68	2 747	88.61	17 086	46.68
	96/97	2 295	76.50	2 268	73.16	1 946	64.87	1 876	60.52	1 560	50.32	1 496	49.87	1 855	59.84	1 799	59.97	1 774	57.23	2 034	65.61	2 439	84.10	0	0.00	21 342	63.90
Total des pers. inscr.	94/95	3 236	107.87	3 158	101.87	3 057	101.90	2 766	89.23	2 590	83.55	2 594	86.47	2 512	81.03	2 672	89.07	2 759	89.00	3 106	100.19	2 844	101.57	2 970	95.81	34 264	93.87
	95/96	2 996	99.87	2 986	96.32	2 670	89.00	2 941	94.87	2 936	94.71	2 975	99.17	3 036	97.94	3 328	110.93	2 760	89.03	3 086	99.55	3 729	133.18	4 553	146.87	37 996	103.81
	96/97	4 027	134.23	4 124	133.03	3 656	121.87	3 666	118.26	3 305	106.61	3 190	106.33	3 543	114.29	3 371	112.37	3 263	105.26	3 567	115.06	3 939	135.83	0	0.00	39 651	118.72

TABLEAU 1

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE VALLEYFIELD

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	586	58.77%	329	50.23%	357	48.84%	424	54.85%	307	37.95%	317	43.31%	322	64.92%	327	69.13%	382	64.97%	513	78.20%	611	83.93%	0		4 455	58.59%
	Abs.	84	11.96%	107	12.10%	55	7.66%	35	4.83%	32	4.87%	40	8.79%	26	4.91%	3	0.62%	1	0.17%	48	7.02%	48	7.02%	0		479	6.74%
1/6 - 1/3	Prés.	189	19.63%	114	17.40%	105	14.36%	159	20.57%	202	24.97%	95	12.96%	41	8.27%	72	15.22%	103	17.52%	26	3.96%	84	11.64%	0		1 190	15.65%
	Abs.	406	58.20%	599	67.76%	479	66.71%	448	61.66%	449	66.34%	167	36.70%	181	34.22%	299	61.40%	362	62.20%	445	65.06%	445	65.06%	0		4 282	60.27%
+ 1/3	Prés.	208	21.60%	212	32.37%	269	36.80%	190	24.58%	300	37.08%	320	43.72%	133	26.81%	74	15.64%	103	17.52%	117	17.84%	33	4.53%	0		1 959	25.76%
	Abs.	209	29.81%	178	20.14%	184	25.63%	241	33.29%	176	26.79%	248	54.51%	322	60.87%	185	37.99%	219	37.63%	191	27.92%	191	27.92%	0		2 344	32.99%
SOUS	Prés.	983	12.69%	655	8.61%	731	9.61%	773	10.17%	809	10.64%	732	9.63%	496	6.52%	473	6.22%	588	7.73%	656	8.63%	728	9.57%	0		7 994	61.70%
TOTAL	Abs.	781	9.87%	884	12.44%	718	10.11%	724	10.19%	657	9.26%	455	6.40%	529	7.45%	487	6.86%	582	8.19%	684	9.63%	684	9.63%	0		7 106	48.30%
TOTAL		1 964	11.31%	1 639	10.46%	1 448	9.86%	1 497	10.18%	1 466	9.97%	1 187	8.07%	1 025	6.97%	960	6.53%	1 170	7.96%	1 340	9.11%	1 412	9.60%	0		14 700	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE VALLEYFIELD

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	206	66.24%	192	59.63%	228	72.61%	246	84.83%	194	55.91%	160	52.96%	136	63.55%	215	79.34%	111	40.22%	148	71.50%	177	93.16%	0		2 013	66.13%
	Abs.	71	4.56%	43	3.17%	23	1.92%	112	9.99%	18	2.06%	58	5.76%	73	5.95%	123	10.13%	74	6.70%	154	12.45%	154	12.45%	0		901	6.88%
1/6 - 1/3	Prés.	91	29.26%	59	18.32%	35	11.15%	25	8.62%	112	32.28%	90	29.80%	27	12.62%	48	17.71%	109	39.49%	6	2.90%	10	5.26%	0		612	20.11%
	Abs.	409	26.29%	366	26.97%	277	23.14%	321	26.64%	270	30.93%	226	23.20%	399	32.52%	308	25.37%	277	25.09%	330	26.68%	330	26.68%	0		3 513	26.82%
+ 1/3	Prés.	14	4.50%	71	22.05%	51	16.24%	19	6.55%	41	11.82%	52	17.22%	51	23.83%	8	2.95%	58	20.29%	53	25.60%	3	1.58%	0		419	13.76%
	Abs.	1 076	69.15%	946	69.86%	897	74.94%	868	61.37%	585	67.01%	692	71.05%	755	61.53%	783	64.50%	753	68.21%	753	60.87%	753	60.87%	0		8 683	66.30%
SOUS	Prés.	311	10.22%	322	10.58%	314	10.32%	290	9.53%	347	11.40%	302	9.92%	214	7.03%	271	8.90%	278	9.07%	207	6.80%	190	6.24%	0		3 044	18.86%
TOTAL	Abs.	1 556	11.88%	1 357	10.36%	1 197	9.14%	1 121	8.56%	873	6.67%	974	7.44%	1 227	9.37%	1 214	9.27%	1 104	8.43%	1 237	9.44%	1 237	9.44%	0		13 097	81.14%
TOTAL		1 867	11.57%	1 679	10.40%	1 511	9.36%	1 411	8.74%	1 220	7.56%	1 276	7.91%	1 441	8.93%	1 485	9.20%	1 380	8.55%	1 444	8.95%	1 427	8.84%	0		16 141	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE VALLEYFIELD

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS	Prés.	0		8	12.50%	17	26.56%	8	12.50%	1	1.56%	0		8		12	18.75%	9	14.06%	9	14.06%	0		0		64	61.54%
TOTAL	Abs.	0		0		0		0		0		0		9	22.50%	17	42.50%	0		7	17.50%	7	17.50%	0		40	38.46%
TOTAL		0		8	7.69%	17	16.35%	8	7.69%	1	0.96%	0		9	8.65%	29	27.88%	9	8.65%	16	15.38%	7	6.73%	0		104	100.00%
GRAND TOTAL		3 531	11.41%	3 226	10.42%	2 877	9.62%	2 916	9.42%	2 687	8.68%	2 463	7.96%	2 475	8.00%	2 474	7.99%	2 568	8.27%	2 860	9.06%	2 846	9.19%	0		30 954	100.00%

TABLEAU 2

TABLEAU 3

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE VALLEYFIELD

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	14	37	6	5	1	4	4	0	1	48	70	0	190
Total Médical"	54	69	49	30	31	30	15	3	0	0	0	0	281
Total "Réins. sociale"	16	1	0	0	0	6	7	0	0	0	0	0	30
SOUS TOTAL	**84**	**107**	**55**	**35**	**32**	**40**	**26**	**3**	**1**	**48**	**70**	**0**	**501**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	39	45	29	55	76	49	41	36	56	83	56	0	565
Total Médical"	90	54	41	96	67	0	13	43	64	42	24	0	534
Total "Réins. sociale"	279	500	409	297	306	118	127	220	242	320	421	0	3 239
SOUS TOTAL	**408**	**599**	**479**	**448**	**449**	**167**	**181**	**299**	**362**	**445**	**501**	**0**	**4 338**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	179	163	161	221	122	204	287	155	193	164	161	0	2 010
Total Médical"	29	9	0	19	28	38	31	30	26	27	22	0	259
Total "Réins. sociale"	1	6	23	1	26	6	4	0	0	0	1	0	68
SOUS TOTAL	**209**	**178**	**184**	**241**	**176**	**248**	**322**	**185**	**219**	**191**	**184**	**0**	**2 337**

TOTAL	**701**	**884**	**718**	**724**	**657**	**455**	**529**	**487**	**582**	**684**	**755**	**0**	**7 176**

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	66	43	23	109	13	53	66	119	74	126	209	0	901
Total Médical"	3	0	0	3	5	0	7	4	0	28	24	0	74
Total "Réins. sociale"	2	0	0	0	0	3	0	0	0	0	3	0	8
SOUS TOTAL	**71**	**43**	**23**	**112**	**18**	**56**	**73**	**123**	**74**	**154**	**236**	**0**	**983**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	92	68	44	83	33	71	131	115	88	136	158	0	1 019
Total Médical"	23	16	2	0	10	0	23	3	0	15	22	0	114
Total "Réins. sociale"	294	282	231	238	227	155	245	190	189	179	316	0	2 546
SOUS TOTAL	**409**	**366**	**277**	**321**	**270**	**226**	**399**	**308**	**277**	**330**	**496**	**0**	**3 679**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	82	24	65	80	13	27	95	101	67	166	87	0	807
Total Médical"	67	64	33	4	14	0	14	16	19	32	37	0	300
Total "Réins. sociale"	927	860	799	604	558	665	646	666	667	555	721	0	7 668
SOUS TOTAL	**1 076**	**948**	**897**	**688**	**585**	**692**	**755**	**783**	**753**	**753**	**845**	**0**	**8 775**

TOTAL	**1 556**	**1 357**	**1 197**	**1 121**	**873**	**974**	**1 227**	**1 214**	**1 104**	**1 237**	**1 577**	**0**	**13 437**

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	4	0	11
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	9	17	0	0	18	0	44
SOUS TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**9**	**17**	**0**	**7**	**22**	**0**	**55**

GRAND TOTAL	**2 257**	**2 241**	**1 915**	**1 845**	**1 530**	**1 429**	**1 765**	**1 718**	**1 686**	**1 928**	**2 354**	**0**	**20 668**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE VALLEYFIELD

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	2
	02	14	32	0	5	1	3	3	0	1	12	0	0	71
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	28	48	0	76
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	3	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	4
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	2	5	0	0	1	0	0	0	7	22	0	37
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		14	37	6	5	1	4	4	0	1	48	70	0	190
-1/6	41	9	31	19	3	0	0	0	0	0	0	0	0	62
	42	45	38	30	27	31	30	15	3	0	0	0	0	219
Total "Médical"		54	69	49	30	31	30	15	3	0	0	0	0	281
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	6	0	0	0	0	0	0	6
	65	16	1	0	0	0	0	7	0	0	0	0	0	24
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		16	1	0	0	0	6	7	0	0	0	0	0	30
SOUS TOTAL		84	107	55	35	32	40	26	3	1	48	70	0	501
	01	9	29	4	14	29	30	31	30	31	36	35	0	278
	02	5	16	18	39	47	19	10	6	25	37	8	0	230
	03	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
1/6 - 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	1	0	0	0	0	0	0	10	2	0	13
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	25	0	6	1	0	0	0	0	0	0	11	0	43
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		39	45	29	55	76	49	41	36	56	83	56	0	565
1/6 - 1/3	41	90	30	41	96	67	0	4	43	64	42	18	0	495
	42	0	24	0	0	0	0	9	0	0	0	6	0	39
Total "Médical"		90	54	41	96	67	0	13	43	64	42	24	0	534
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	2	14	29	10	20	7	21	0	0	4	34	0	141
	65	277	486	380	287	286	111	106	220	242	316	387	0	3 098
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		279	500	409	297	306	118	127	220	242	320	421	0	3 239
SOUS TOTAL		408	599	479	448	449	167	181	299	362	445	501	0	4 338
	01	78	82	91	102	54	30	62	107	114	75	57	0	852
	02	42	60	67	48	47	109	161	48	71	76	74	0	803
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	15	0	3	23	2	22	6	0	8	13	9	0	101
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	44	19	0	48	17	13	29	0	0	0	21	0	191
	11	0	0	0	0	2	30	29	0	0	0	0	0	61
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		179	163	161	221	122	204	287	155	193	164	161	0	2 010
+ 1/3	41	0	0	0	0	10	36	31	30	26	2	5	0	140
	42	29	9	0	19	18	2	0	0	0	25	17	0	119
Total "Médical"		29	9	0	19	28	38	31	30	26	27	22	0	259
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	64	0	5	21	0	0	0	3	0	0	0	1	0	30
	65	1	1	2	1	26	6	1	0	0	0	0	0	38
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		1	6	23	1	26	6	4	0	0	0	1	0	68
SOUS TOTAL		209	178	184	241	176	248	322	185	219	191	184	0	2 337
TOTAL		701	884	718	724	657	455	529	487	582	684	755	0	7 176

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE VALLEYFIELD

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	4	0	0	0	1	3	0	0	0	0	0	0	8
	02	0	1	2	3	0	0	0	0	7	4	0	0	17
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9	0	0	9
	10	62	42	21	104	12	50	66	119	67	113	209	0	865
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		66	43	23	109	13	53	66	119	74	126	209	0	901
-1/6	41	3	0	0	3	3	0	0	0	0	4	0	0	13
	42	0	0	0	0	2	0	7	4	0	24	24	0	61
Total "Médical"		3	0	0	3	5	0	7	4	0	28	24	0	74
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	2	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	5
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	3
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		2	0	0	0	0	3	0	0	0	0	3	0	8
SOUS TOTAL		71	43	23	112	18	56	73	123	74	154	236	0	983
	01	0	0	0	0	2	5	0	0	0	0	0	0	7
	02	3	1	2	0	3	7	0	0	10	13	0	0	39
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	04	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	05	0	1	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	5
	06	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	88	66	42	79	28	58	131	115	78	123	158	0	966
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		92	68	44	83	33	71	131	115	88	136	158	0	1 019
1/6 - 1/3	41	10	16	0	0	5	0	0	0	0	5	2	0	38
	42	13	0	2	0	5	0	23	3	0	10	20	0	76
Total "Médical"		23	16	2	0	10	0	23	3	0	15	22	0	114
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	124	139	72	151	95	73	100	171	99	139	202	0	1 365
	65	170	143	159	87	132	82	145	19	90	40	114	0	1 181
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		294	282	231	238	227	155	245	190	189	179	316	0	2 546
SOUS TOTAL		409	366	277	321	270	226	399	308	277	330	496	0	3 679
	01	0	0	18	20	4	17	15	0	0	0	0	0	74
	02	0	8	5	0	0	7	15	0	0	11	0	0	46
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	27	7	0	0	0	0	0	0	0	0	34
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	82	16	15	53	9	3	65	101	67	155	87	0	653
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		82	24	65	80	13	27	95	101	67	166	87	0	807
+ 1/3	41	17	15	30	4	0	0	0	0	0	8	3	0	77
	42	50	49	3	0	14	0	14	16	19	24	34	0	223
Total "Médical"		67	64	33	4	14	0	14	16	19	32	37	0	300
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	64	480	391	399	279	337	374	349	385	480	391	502	0	4 367
	65	447	469	400	325	221	291	297	281	187	164	219	0	3 301
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		927	860	799	604	558	665	646	666	667	555	721	0	7 668
SOUS TOTAL		1 076	948	897	688	585	692	755	783	753	753	845	0	8 775
TOTAL		1 556	1 357	1 197	1 121	873	974	1 227	1 214	1 104	1 237	1 577	0	13 437

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE VALLEYFIELD

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

ANNÉE 1996-97

Codes absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	4	0	11
12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	4	0	11
42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	0	0	0	0	0	0	0	6	0	0	18	0	24
66	0	0	0	0	0	0	9	11	0	0	0	0	20
99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**9**	**17**	**0**	**7**	**22**	**0**	**55**

Statut	État	Année	MOIS DE AVRIL A MARS - 1994-1995 A 1996-1997																							
			AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOUT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DÉCEMBRE		JANVIER		FÉVRIER		MARS		TOTAL	
			JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE	JOURS	MOYENNE
		94/95	74	2.47	60	1.94	79	2.63	90	2.90	67	2.16	38	1.27	50	1.61	38	1.27	29	0.94	28	0.90	16	0.57	7	0.23	576	1.58
	Prés.	95/96	9	0.30	12	0.39	5	0.17	10	0.32	3	0.10	12	0.40	0	0.00	19	0.63	5	0.16	0	0.00	11	0.39	15	0.48	101	0.28
Pers.		**96/97**	**0**	**0.00**	**1**	**0.03**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**1**	**0.00**
prévenues		94/95	7	0.23	4	0.13	3	0.10	4	0.13	9	0.29	31	1.03	1	0.03	0	0.00	15	0.48	3	0.10	13	0.46	24	0.77	114	0.31
	Abs.	95/96	23	0.77	24	0.77	25	0.83	18	0.58	0	0.00	0	0.00	2	0.06	3	0.10	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	95	0.26
		96/97	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**
		94/95	5 870	195.67	5 948	191.87	5 499	183.30	5 491	177.13	5 107	164.74	4 735	157.83	5 415	174.68	5 153	171.77	4 914	158.52	5 057	163.13	5 355	191.25	5 914	190.77	64 458	176.60
	Prés.	95/96	5 572	185.73	5 519	178.03	5 382	179.40	5 621	181.32	5 355	172.74	4 609	153.63	5 528	178.32	5 740	191.33	5 451	175.84	5 090	164.19	5 177	184.89	5 574	179.81	64 618	176.55
Peines		**96/97**	**5 182**	**172.73**	**3 819**	**123.19**	**1 363**	**45.43**	**34**	**1.10**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**10 398**	**31.13**
cont.		94/95	1 007	33.57	844	27.23	899	29.97	885	28.55	879	28.35	800	26.67	934	30.13	900	30.00	1 363	43.97	957	30.87	836	29.86	1 025	33.06	11 329	31.04
	Abs.	95/96	855	28.50	820	26.45	787	26.23	822	26.52	897	28.94	798	26.60	815	26.29	743	24.77	1 133	36.55	678	21.87	764	27.29	1 026	33.10	10 138	27.70
		96/97	**970**	**32.33**	**1 107**	**35.71**	**730**	**24.33**	**199**	**6.42**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**3 006**	**9.00**
		94/95	15	0.50	10	0.32	22	0.73	18	0.58	8	0.26	11	0.37	23	0.74	32	1.07	7	0.23	13	0.42	17	0.61	31	1.00	207	0.57
	Prés.	95/96	34	1.13	19	0.61	5	0.17	11	0.35	9	0.29	19	0.63	23	0.74	23	0.77	26	0.84	19	0.61	17	0.61	23	0.74	228	0.62
Peines		**96/97**	**26**	**0.87**	**7**	**0.23**	**16**	**0.53**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**49**	**0.15**
disc.		94/95	98	3.27	78	2.52	70	2.33	89	2.87	67	2.16	55	1.83	71	2.29	76	2.53	105	3.39	92	2.97	108	3.86	101	3.26	1 010	2.77
	Abs.	95/96	127	4.23	93	3.00	70	2.33	89	2.87	62	2.00	88	2.93	109	3.52	118	3.93	139	4.48	102	3.29	110	3.93	145	4.68	1 252	3.42
		96/97	**138**	**4.60**	**102**	**3.29**	**95**	**3.17**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**335**	**1.00**

TOTAL DES PERSONNES PRÉSENTES, ABSENTES ET PERSONNES INSCRITES																										
Pers.		94/95	5 959	198.63	6 018	194.13	5 600	186.67	5 599	180.61	5 182	167.16	4 784	159.47	5 488	177.03	5 223	174.10	4 950	159.68	5 098	164.45	5 388	192.43	5 952	192.00	65 241	178.74
prés.		95/96	5 615	187.17	5 550	179.03	5 392	179.73	5 642	182.00	5 367	173.13	4 640	154.67	5 551	179.06	5 782	192.73	5 482	176.84	5 109	164.81	5 205	185.89	5 612	181.03	64 947	177.45
		96/97	**5 208**	**173.60**	**3 827**	**123.45**	**1 379**	**45.97**	**34**	**1.10**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**10 448**	**31.28**
Pers.		94/95	1 112	37.07	926	29.87	972	32.40	978	31.55	955	30.81	886	29.53	1 006	32.45	976	32.53	1 483	47.84	1 052	33.94	957	34.18	1 150	37.10	12 453	34.12
abs.		95/96	1 005	33.50	937	30.23	882	29.40	929	29.97	959	30.94	886	29.53	926	29.87	864	28.80	1 272	41.03	780	25.16	874	31.21	1 171	37.77	11 485	31.38
		96/97	**1 108**	**36.93**	**1 209**	**39.00**	**825**	**27.50**	**199**	**6.42**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**3 341**	**10.00**
Total des		94/95	7 071	235.70	6 944	224.00	6 572	219.07	6 577	212.16	6 137	197.97	5 670	189.00	6 494	209.48	6 199	206.63	6 433	207.52	6 150	198.39	6 345	226.61	7 102	229.10	77 694	212.86
pers. inscr.		95/96	6 620	220.67	6 487	209.26	6 274	209.13	6 571	211.97	6 326	204.06	5 526	184.20	6 477	208.94	6 646	221.53	6 754	217.87	5 889	189.97	6 079	217.11	6 783	218.81	76 432	208.83
		96/97	**6 316**	**210.53**	**5 036**	**162.45**	**2 204**	**73.47**	**233**	**7.52**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**0**	**0.00**	**13 789**	**41.28**

TABLEAU 1

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE PURGÉE
CENTRE DE RÉHABILITATION DE WATERLOO

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	2 252	46.39%	1 487	39.93%	339	25.74%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		4 058	41.16%
	Abs.	17	3.16%	21	2.70%	17	3.27%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		55	2.81%
1/6 - 1/3	Prés.	1 037	21.36%	1 052	28.63%	475	36.07%	12	100.00%	0		0		0		0		0		0		0		0		2 576	26.13%
	Abs.	325	60.41%	547	70.22%	353	67.88%	79	65.83%	0		0		0		0		0		0		0		0		1 304	66.63%
+ 1/3	Prés.	1 586	32.26%	1 155	31.44%	503	38.19%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		3 224	32.70%
	Abs.	196	36.43%	211	27.09%	150	28.85%	41	34.17%	0		0		0		0		0		0		0		0		598	30.56%
SOUS	Prés.	4 866	49.25%	3 674	37.27%	1 317	13.36%	12	0.12%	0		0		0		0		0		0		0		0		9 858	83.44%
TOTAL	Abs.	538	27.49%	776	39.81%	520	26.57%	120	6.13%	0		0		0		0		0		0		0		0		1 957	16.56%
TOTAL		5 393	45.66%	4 453	37.69%	1 837	15.55%	132	1.12%	0		0		0		0		0		0		0		0		11 815	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE RÉHABILITATION DE WATERLOO

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- 1/6	Prés.	117	36.56%	56	38.62%	22	47.83%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		195	36.59%
	Abs.	19	4.41%	17	5.21%	2	0.95%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		38	3.63%
1/6 - 1/3	Prés.	124	38.75%	47	32.41%	21	45.65%	7	31.82%	0		0		0		0		0		0		0		0		199	37.34%
	Abs.	130	30.16%	43	13.19%	44	20.95%	13	16.46%	0		0		0		0		0		0		0		0		230	21.99%
+ 1/3	Prés.	79	24.69%	42	28.97%	3	6.52%	15	68.18%	0		0		0		0		0		0		0		0		139	26.08%
	Abs.	282	65.43%	266	81.60%	164	78.10%	66	83.54%	0		0		0		0		0		0		0		0		778	74.38%
SOUS	Prés.	320	60.04%	145	27.20%	46	8.63%	22	4.13%	0		0		0		0		0		0		0		0		533	33.76%
TOTAL	Abs.	431	41.20%	326	31.17%	210	20.08%	79	7.56%	0		0		0		0		0		0		0		0		1 046	66.24%
TOTAL		751	47.56%	471	29.83%	256	16.21%	101	6.40%	0		0		0		0		0		0		0		0		1 579	100.00%

RÉPARTITION DES ABSENCES ET DES PRÉSENCES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE RÉHABILITATION DE WATERLOO

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

ANNÉE 1996 - 1997

Fraction sentence	Pers. prés. & abs.	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		TOTAL	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
SOUS	Prés.	7	100.00%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		7	70.00%
TOTAL	Abs.	1	33.33%	2	66.67%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		3	30.00%
TOTAL		8	80.00%	2	20.00%	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		10	100.00%
GRAND TOTAL		6 152	45.90%	4 926	36.75%	2 093	15.61%	233	1.74%	0		0		0		0		0		0		0		0		13 404	100.00%

TABLEAU 2

TABLEAU 3

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE RÉHABILITATION DE WATERLOO

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	11	14	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40
Total Médical"	3	5	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9
Total "Réins. sociale"	3	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
SOUS TOTAL	**17**	**21**	**17**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**55**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	72	150	45	0	0	0	0	0	0	0	0	0	267
Total Médical"	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
Total "Réins. sociale"	253	397	305	79	0	0	0	0	0	0	0	0	1 034
SOUS TOTAL	**325**	**547**	**353**	**79**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 304**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	196	211	150	41	0	0	0	0	0	0	0	0	598
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	**196**	**211**	**150**	**41**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**598**

TOTAL	**538**	**779**	**520**	**120**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 957**

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

FRACTION DE SENTENCE : - 1/6

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	3	14	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	16	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19
SOUS TOTAL	**19**	**17**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**38**

FRACTION DE SENTENCE : 1/6 - 1/3

Total "Humanitaire"	12	11	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	29
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	118	32	38	13	0	0	0	0	0	0	0	0	201
SOUS TOTAL	**130**	**43**	**44**	**13**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**230**

FRACTION DE SENTENCE : + 1/3

Total "Humanitaire"	22	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	31
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	260	257	164	66	0	0	0	0	0	0	0	0	747
SOUS TOTAL	**282**	**266**	**164**	**66**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**778**

TOTAL	**431**	**326**	**210**	**79**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 046**

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
Total "Humanitaire"	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Total Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. sociale"	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
SOUS TOTAL	**1**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3**

GRAND TOTAL	**970**	**1 107**	**730**	**199**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3 006**

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE RÉHABILITATION DE WATERLOO

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

Fraction sentence	Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	8	13	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		11	14	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	3	5	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9
Total "Médical"		3	5	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9
	61	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
	62	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		3	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
SOUS TOTAL		17	21	17	0	0	0	0	0	0	0	0	0	55
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	68	123	43	0	0	0	0	0	0	0	0	0	234
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	4	14	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20
	10	0	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		72	150	45	0	0	0	0	0	0	0	0	0	267
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
Total "Médical"		0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
	61	1	5	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9
	62	86	76	46	0	0	0	0	0	0	0	0	0	208
1/6 - 1/3	63	0	11	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	162	305	253	79	0	0	0	0	0	0	0	0	799
	66	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		253	397	305	79	0	0	0	0	0	0	0	0	1 034
SOUS TOTAL		325	547	353	79	0	0	0	0	0	0	0	0	1 304
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	167	190	128	29	0	0	0	0	0	0	0	0	514
	03	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
+ 1/3	04	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
	10	22	20	12	12	0	0	0	0	0	0	0	0	66
	11	0	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		196	211	150	41	0	0	0	0	0	0	0	0	598
+ 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		196	211	150	41	0	0	0	0	0	0	0	0	598
TOTAL		538	779	520	120	0	0	0	0	0	0	0	0	1 957

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A
UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE RÉHABILITATION DE WATERLOO

DURÉE DE LA PEINE: 6 MOIS ET PLUS

ANNÉE 1996-97

Fraction sentence	Codes absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	8	13	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		11	14	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	3	5	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9
Total "Médical"		3	5	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9
	61	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
	62	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
- 1/6	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
otal "Réins. soc."		3	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
SOUS TOTAL		17	21	17	0	0	0	0	0	0	0	0	0	55
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	68	123	43	0	0	0	0	0	0	0	0	0	234
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	4	14	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20
	10	0	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
otal "Humanitaire"		72	150	45	0	0	0	0	0	0	0	0	0	267
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
otal "Médical"		0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
	61	1	5	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9
	62	86	76	46	0	0	0	0	0	0	0	0	0	208
1/6 - 1/3	63	0	11	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	162	305	253	79	0	0	0	0	0	0	0	0	799
	66	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		253	397	305	79	0	0	0	0	0	0	0	0	1 034
SOUS TOTAL		325	547	353	79	0	0	0	0	0	0	0	0	1 304
	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	167	190	128	29	0	0	0	0	0	0	0	0	514
	03	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
+ 1/3	04	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
	10	22	20	12	12	0	0	0	0	0	0	0	0	66
	11	0	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		196	211	150	41	0	0	0	0	0	0	0	0	598
+ 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
al "Réins. soc."		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL		196	211	150	41	0	0	0	0	0	0	0	0	598
TOTAL		538	779	520	120	0	0	0	0	0	0	0	0	1 957

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE RÉHABILITATION DE WATERLOO

DURÉE DE LA PEINE: MOINS DE 6 MOIS

ANNÉE 1996-97

Fraction sentence	Codes absences	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
- 1/6	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	2	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		3	14	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19
-1/6	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 1/6	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	16	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		16	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19
SOUS TOTAL		19	17	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	38
1/6 - 1/3	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	2	1	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	8	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		12	11	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	29
1/6 - 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1/6 - 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	118	32	38	13	0	0	0	0	0	0	0	0	201
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		118	32	38	13	0	0	0	0	0	0	0	0	201
SOUS TOTAL		130	43	44	13	0	0	0	0	0	0	0	0	230
+ 1/3	01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	02	2	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9
	03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05	20	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22
	06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"		22	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	31
+ 1/3	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
+ 1/3	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	65	260	257	164	66	0	0	0	0	0	0	0	0	747
	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."		260	257	164	66	0	0	0	0	0	0	0	0	747
SOUS TOTAL		282	266	164	66	0	0	0	0	0	0	0	0	778
TOTAL		431	326	210	79	0	0	0	0	0	0	0	0	1 046

RÉPARTITION DES ABSENCES TEMPORAIRES DES PERSONNES CONDAMNÉES A UNE PEINE CONTINUE SELON LA DURÉE DE LA PEINE ET LA FRACTION DE SENTENCE
CENTRE DE RÉHABILITATION DE WATERLOO

DURÉE DE LA PEINE: SANS SENTENCE

Codes absences	ANNÉE 1996-97 Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
04	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
05	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Humanitaire"	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Médical"	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total "Réins. soc."	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
TOTAL	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3

Montants additionnels octroyés aux organismes communautaires au cours de l'année financière 1996-1997

1. **Direction territoriale Estrie-Montérégie :**

Budget 1996-1997 : 384 500 $

Investissements réalisés et prévus	Ressource bénéficiaire	Service offert
5 000 $	Centre d'intervention en violence et abus sexuels	
66 728,57 $	Service d'aide aux prisonniers de Sherbrooke	Augmentation de la capacité d'hébergement de 3.4 places
2 000 $	Fondation du Père St-Laurent	Ajout au budget
2 223,90 $	Centre d'hébergement et de soins de longue durée Estriade (pour personnes handicapées)	Financement de 90 jours-séjours
7 060,80 $	L'Auberge sous mon Toit	Financement de 6 places pour les personnes servant des sentences intermittentes
2 647,80 $	Transition pour Elles	Financement de 180 jours-séjours pour la clientèle féminine purgeant des sentences intermittentes.
9 693,60 $	Foyer Jean Bériau	Financement de 420 jours-séjours
5 362,68 $	Centre l'Autre Rive	Ajout de 348 jours-séjours
55 000 $	Femmes Sherbrooke	Projet actuellement **en discussion** pour desservir la clientèle féminine de la région de Sherbrooke, particulièrement pour les courtes sentences.
TOTAL 155 717,35 $		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

35. VENTILATION DES MONTANTS OCTROYÉS AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES POUR LA MISE EN PLACE DE LA RÉFORME DU SYSTÈME CORRECTIONNEL

Montants additionnels octroyés aux organismes communautaires au cours de l'année financière 1996-1997

1. **Direction territoriale Estrie-Montérégie** :

Budget 1996-1997 : 384 500 $

Investissements réalisés et prévus	Ressource bénéficiaire	Service offert
5 000 $	Centre d'intervention en violence et abus sexuels	
66 728,57 $	Service d'aide aux prisonniers de Sherbrooke	Augmentation de la capacité d'hébergement de 3.4 places
2 000 $	Fondation du Père St-Laurent	Ajout au budget
2 223,90 $	Centre d'hébergement et de soins de longue durée Estriade (pour personnes handicapées)	Financement de 90 jours-séjours
7 060,80 $	L'Auberge sous mon Toit	Financement de 6 places pour les personnes servant des sentences intermittentes
2 647,80 $	Transition pour Elles	Financement de 180 jours-séjours pour la clientèle féminine purgeant des sentences intermittentes.
9 693,60 $	Foyer Jean Bériau	Financement de 420 jours-séjours
5 362,68 $	Centre l'Autre Rive	Ajout de 348 jours-séjours
55 000 $	Femmes Sherbrooke	Projet actuellement **en discussion** pour desservir la clientèle féminine de la région de Sherbrooke, particulièrement pour les courtes sentences.
TOTAL 155 717,35 $		

2. **Territoire du Bas-Saint-Laurent, Gaspésie, Côte-Nord, Îles -de-la-Madeleine :**

Budget 1996-1997 : 117 000 $

On avait prévu l'injection d' une somme de 117 000 $ dans le réseau communautaire de la Côte-Nord. Suite à la décision de maintenir en opération l'établissement de détention de Sept-Îles, le budget prévu pour le développement de services communautaires a servi au financement des opérations de l'établissement de détention.

Malgré ce qui précède, la direction territoriale a procédé à l'inventaire des besoins de la clientèle afin de préciser la nature des services requis et elle a initié des démarches en vue de redistribuer les services sur son territoire en fonction des besoins identifiés.

3. **Direction territoriale Laval-Laurentides-Lanaudière-Outaouais :**

Budget 1996-1997 : 279 400 $

Investissements réalisés et prévus	Ressources bénéficiaires	Service offert
92 400 $	Avenants aux contrats de Mélaric, Curé Labelle et CRC de Hull	Pour couvrir les frais inhérents à l'utilisation de places additionnelles dans ces ressources d'hébergement
80 000 $	Implantation *prévue* d'un CHC à Joliette	Ce projet est à l'étude mais il est questionné en raison d'une baisse de la demande dans cette région et du retrait du Fédéral.
TOTAL 172 400 $		

4. **Direction du partenariat et du conseil :**

Budget de 284 000$ consacré en 1996-1997 au programme de travaux compensatoires.

5. **Sommaire :**

Investissements réalisés et prévus dans le réseau communautaire: **612 117,35$**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

36. DÉPÔT DU PROGRAMME DE FORMATION DES POMPIERS AU SECONDAIRE ET AU COLLÉGIAL AINSI QUE LA LISTE DES INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT DISPENSANT CETTE FORMATION

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières, Sécurité et protection, Sécurité civile - 04.02

QUESTION 36 : Dépôt du programme de formation des pompiers au secondaire et au collégial. Liste des institutions d'enseignement dispensant cette formation.

. Actuellement, plusieurs commissions scolaires et cégeps sont autorisés à dispenser la formation en sécurité incendie, mais ces programmes se termineront en septembre 1997 avec l'implantation des nouveaux programmes d'études.

. Il est à noter que la responsabilité de nommer les établissements d'enseignement qui devront dispenser cette nouvelle formation revient à la ministre de l'Éducation.

. Par ailleurs, il est également prévu que le Centre de formation en sécurité incendie sera mis en place au printemps 1997. Cette structure aura la responsabilité de gérer toutes les activités de formation en sécurité incendie sur le territoire québécois, qu'il s'agisse de la formation à temps plein ou à temps partiel, en milieu scolaire ou en milieu de travail.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

37. PLAN DE REDÉPLOIEMENT DES EFFECTIFS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

38. LISTE DES MUNICIPALITÉS QUI ONT DEMANDÉ LEUR PROPRE CORPS DE POLICE INTERMUNICIPAL AU 31 MARS 1997

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 38 : Liste des municipalités qui ont demandé leur propre corps de police intermunicipal au 31 mars 1997

Municipalité ou MRC	Réception de la demande	Réponse du MSP	Circonscription électorale	Nbre mun. tot./ Nbre mun. visées	Nombre de policiers permanents	Pop. tot./ Pop. visée	Budget proposé
Val-Bélair	95-10-12	approuvé[1]	Chauveau	1/1	17	17 951/17 951	1,4 M$
Chicoutimi/Laterrière (renouvellement)	96-02-26	approuvé[1]	Chicoutimi Dubuc	2/2	75	69 452/69 452	8,0 M$
MRC Les Collines-de-l'Outaouais	95-03-16	approuvé[1]	Chapleau Gatineau Papineau Pontiac	5/5	30	27 211/27 211	2,7 M$
L'Ange-Gardien, Notre-Dame-de-la-Salette, (MRC Les Collines-de-l'Outouais)	96-09-19 96-10-08	N.A.[2]	Papineau	2/2	N.A.	3 721/3 721	0,3 M$
Régie de La Rivière-du-Nord (Prévost, Piedmont, Sainte-Anne-des-Lacs)	96/09/25	approuvé[1]	Prévost Bertrand	3/3	11	10 0001/10 001	1,2 M$
Saint-Hippolyte	96-12-08	approuvé[1]	Bertrand	1/1	10	5 136/5 136	1,0 M$
Drummondville/Saint-Nicéphore	96-09-17	approuvé[1]	Drummond	2/2	72	54 091/54 091	5,2 M$
Sainte-Marthe-sur-le-Lac (Deux-Montagnes) (renouv.)	96-11-05	approuvé[1]	Deux-Montagnes	2/2	27	22 713/22 713	3,0 M$
Lévis/Saint-Henri/Saint-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy/Pintendre	96-05-30	approuvé[1]	Lévis	3/3	54	53 130/53 130	5,8 M$

1 *Dans tous ces cas, il n'y a pas de correspondance officielle sauf un document d'approbation.*

2 *Les résolutions adoptées par ces municipalités à l'effet de joindre le corps de police de la MRC ne requièrent pas l'approbation du ministre de la Sécurité publique puisque déjà consentie.*

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 38 : Liste des municipalités qui ont demandé leur propre corps de police intermunicipal au 31 mars 1997

Municipalité ou MRC	Réception de la demande	Réponse du MSP	Circonscription électorale	Nbre mun. tot./ Nbre mun. visées	Nombre de policiers permanents	Pop. tot./ Pop. visée	Budget proposé
Magog (v), Magog (ct), Orford, Omerville, Sainte-Catherine-de-Hatley, Austin (Régie de police Memphrémagog)	96-10-22 96-1107	approuvé[1]	Orford Brome-Missisquoi	6/6	35	25 089/25 089	3,6 M$
Régie intermunicipale de police des Seigneuries (Saint-Lazare, Les Cèdres, Coteau-du-Lac, Saint-Clet)	96-03-14	approuvé[1]	Salaberry-Soulanges Vaudreuil	4/4	20	20 084/20 084	1,6 M$
MRC Le Centre-de-la-Mauricie (excluant Shawinigan-Sud et Grand-Mère déjà desservies par un CPM)	96-10-21	Accord de principe	Laviolette Maskinongé Saint-Maurice	13 (2 TNO)/ 11 (2TNO)	55	70 063/43 184	3,5 M$
MRC Le Val-Saint-François Retrait du projet : Valcourt, Melbourne, St-Denis-de-Brompton et Windsor	96-09-12	refusé	Brome-Missisquoi Johnson Richmond	19/15	20	27 878/17 870	1,7 M$
MRC Montcalm Retrait du projet : St-Lin, Ste-Julienne, St-Calixte et Laurentides	96-09-12	refusé	Joliette Rousseau	13/9	23	36 750/15 331	2,8 M$
MRC Portneuf Retrait du projet : St-Raymond et Neuville/Pte-aux-Trembles	96-09-13	refusé	Portneuf	23 (3 TNO)/ 19 (3 TNO)	40	48 110/26 581	3,4 M$
MRC Le Bas-Richelieu (excluant Tracy et St-Joseph-de-Sorel déjà desservies par un CPM)	96-12-19	refusé	Nicolet-Yamaska Richelieu Rousseau Verchères	15/12	46	55 496/38 062	3,9 M$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 38 : Liste des municipalités qui ont demandé leur propre corps de police intermunicipal au 31 mars 1997

Municipalité ou MRC	Réception de la demande	Réponse du MSP	Circonscription électorale	Nbre mun. tot./ Nbre mun. visées	Nombre de policiers permanents	Pop. tot./ Pop. visée	Budget proposé
MRC Beauharnois-Salaberry	96-12-17	refusé	Beauharnois-Huntingdon Châteauguay Salaberry-Soulanges	12/12	64	61 779/61 779	6,0 M$
MRC Charlevoix	96-12-18	refusé	Charlevoix	8 (1TNO)/8	15	13 672/13 672	0,8 M$
MRC Joliette	96-12-20	Accord de principe	Joliette Berthier	11/11	54	53 811/53 811	5,1 M$
MRC Les Jardins-de-Napierville Retrait du projet : St-Jacques-le-Mineur et St-Patrice de Sherrington	96-12-18	refusé	Beauharnois-Huntingdon St-Jean	11/9	22	23 137/19 721	2,1 M$
MRC Les Maskoutains (excluant St-Hyacinthe déjà desservie par un CPM)	96-12-20	refusé	Verchères St-Hyacinthe Richelieu Johnson Nicolet-Yamaska Iberville	24/23	45	80 339/39 276	2,9 M$
MRC Acton	96-12-19	refusé	Johnson	10/10	16	15 648/15 648	1,1 M$
MRC Lac-Saint-Jean-Est (excluant Alma déjà desservie par un CPM)	96-12-23	refusé	Lac-St-Jean	16 (4 TNO)/ 15 (4TNO)	19	53 067/26 600	0,9 M$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 38 : Liste des municipalités qui ont demandé leur propre corps de police intermunicipal au 31 mars 1997

Municipalité ou MRC	Réception de la demande	Réponse du MSP	Circonscription électorale	Nbre mun. tot./ Nbre mun. visées	Nombre de policiers permanents	Pop. tot./ Pop. visée	Budget proposé
MRC Vaudreuil-Soulanges	96-12-20	refusé	Salaberry-Soulanges Vaudreuil	23/23	90	91 838/91 838	9,2 M$
MRC Argenteuil	96-12-23	refusé	Argenteuil	13/13	49	28 462/28 462	3,9 M$
Bécancour / Nicolet	96-03-22	refusé	Nicolet-Yamaska	2/2	14	16 452/16 452	1,4 M$
Princeville (v) / Princeville (p)	96-04-23	refusé	Arthabaska	2/2	7	5 763/5 763	0,5 M$
Farnham/Rainville/Ste-Brigide-d'Iberville	96-12-20	refusé	Iberville	3/3	9	9 606/9 606	0,9 M$
Normandin/St-Thomas-Didyme	96-12-30	refusé	Roberval	2/2	5	5 017/5 017	0,4 M$
Montmagny/Cap-St-Ignace	96-12-23	refusé	Montmagny-L'Islet	2/2	15	14 813/14 813	1,5 M$
Pte-Calumet/St-Joseph-du-Lac	96-12-20	refusé	Deux-Montagnes	2/2	9	9 765/9 765	0,8 M$
Granby (ct)/Ste-Cécile-de-Milton/St-Alphonse/ Roxton Pond (vl), Roxton Pond (p) Retrait : Roxton Pond (p)	96-12-23	refusé	Brome-Missisquoi Shefford	5/4	21	19 044/16 805	2,0 M$
Waterloo/Warden/Shefford (ct)/St-Joachim-de-Shefford	96-12-23	refusé	Shefford	4/4	11	9 614/9 614	1,0 M$
Ste-Adèle / Mont-Rolland	96-08-19	refusé	Bertrand	2/2	10	7 961/7 961	1,2 M$
Saint-Jovite / Mont-Tremblant	96-12-20	refusé	Labelle	2/2	9	5 225/5 225	0,7 M$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 38 : Liste des municipalités qui ont demandé leur propre corps de police intermunicipal au 31 mars 1997

Municipalité ou MRC	Réception de la demande	Réponse du MSP	Circonscription électorale	Nbre mun. tot./ Nbre mun. visées	Nombre de policiers permanents	Pop. tot./ Pop. visée	Budget proposé
Ste-Julie/St-Mathieu-de-Beloeil	96-12-18	refusé	Borduas Marguerite-d'Youville	2/2	37	24 157/24 157	3,0 M$
Chicoutimi/Laterrière/St-Honoré/St-David-de-Falardeau/St-Fulgence/Ste-Rose-du-Nord/ Tremblay	96-12-20	refusé	Chicoutimi Dubuc	8/8	81	81 696/81 696	8,7 M$
Jonquière/Shipshaw	96-11-25	refusé	Dubuc Jonquière	2/2	74	62 585/62 585	7,2 M$
Bedford (v)/Bedford (ct)/Stanbridge Station	96-11-25	refusé	Brome-Missisquoi	3/3	5	3 992/3 992	0,4 M$
Otterburn Park/St-Mathias/Richelieu	96-12-20	refusé	Borduas Chambly	3/3	10	13 120/13 120	1,3 M$
Berthierville/Ste-Geneviève-de-Berthier/ St-Ignace-de-Loyola-La Visitation-de-l'Île-Dupas	96-12-13	refusé	Berthier	4/4	5	9 191/9 191	0,6 M$
Pincourt/Terrasse-Vaudreuil	96-12-19	Accord de principe	Vaudreuil	2/2	13	12 373/12 373	1,7 M$
St-Lin/Ste-Julienne/Laurentides/St-Calixte	97-01-09	À VENIR	Rousseau	4/4	22	21 419/21 419	1,8 M$

420

Gouvernement du Québec

Le ministre de la
Sécurité publique

Le 28 janvier 1997

Madame Lise Landry
Mairesse
Ville de Shawinigan
550, avenue de l'Hôtel de Ville
Case postale 400
Shawinigan (Québec) G9N 6V3

Madame la Mairesse,

En septembre dernier, vous me transmettiez une étude réalisée par la firme Expertise conseil GB concernant la fourniture de services policiers par la Ville de Shawinigan à l'ensemble de la MRC Le Centre-de-la-Mauricie, excluant les territoires de Shawinigan-Sud et Grand-Mère.

Depuis, le Service des affaires policières du Ministère a examiné votre projet d'entente avec les municipalités de la MRC et nos discussions ont permis d'apporter plusieurs ajustements au projet initial.

Bien que le projet d'entente semble rencontrer *a priori* l'ensemble des exigences énoncées dans ma correspondance du 19 novembre 1996 à l'ensemble des maires du Québec, deux aspects importants restent à finaliser. Il s'agit, pour le ministère de la Sécurité publique, de la nécessité d'avoir une entente signée par l'ensemble des municipalités et par la MRC de même qu'une lettre d'entente entre la Ville et le syndicat des policiers de Shawinigan.

...2

2525, boul. Laurier
5e étage
Sainte-Foy (Québec)
G1V 2L2

Téléphone : (418) 643-2112

Je vous informe donc que je suis disposé à accepter votre projet aux conditions suivantes :

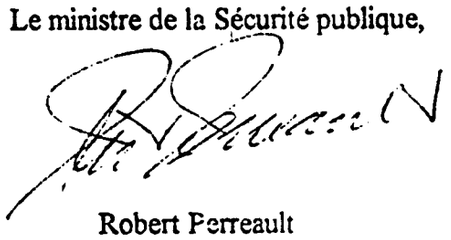
. qu'il respecte les engagements déjà pris avec les officiers du Ministère ;

. que les documents juridiques requis me soient produits dans les meilleurs délais ;

. que vous me transmettiez une lettre d'entente entre la municipalité de Shawinigan et la Fraternité des policiers.

Je vous prie d'agréer, Madame la Mairesse, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de la Sécurité publique,



Robert Perreault

c.c. Maires du conseil de la
MRC Le Centre-de-la-Mauricie

Gouvernement du Québec

Le ministre de la
Sécurité publique

Le 28 janvier 1997

Monsieur Marc-André Martel
Préfet
MRC Le Val-Saint-François
810, Montée du Parc
Case postale 1869
Richmond (Québec) JOB 2HO

Monsieur le Préfet,

Pour faire suite à la résolution 96-10-09 adoptée le 16 octobre 1996 par le conseil de votre MRC, je prends acte de votre intention de surseoir au projet de police régionale.

Je vous informerai bientôt des suites pour votre MRC de la réforme mise en oeuvre par la loi 77 adoptée en décembre 1996 par l'Assemblée nationale.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de la Sécurité publique,

Robert Perreault

2525, boul. Laurier
5e étage
Sainte-Foy (Québec)
G1V 2L2

Téléphone : (418) 643-2111

Gouvernement du Québec

Le ministre de la
Sécurité publique

Le 28 janvier 1997

Monsieur Roger Gaudet
Préfet
MRC Montcalm
1530, rue Albert
Case postale 308
Sainte-Julienne (Québec) JOK 2TO

Monsieur le Préfet,

Pour faire suite à la résolution 968813 adoptée le 27 novembre 1996 par le conseil de votre MRC, je prends acte du retrait du dossier de l'organisation policière régionale à 13 municipalités et de l'appui au projet de régie à 4 municipalités dont 2 de plus de 5 000 habitants.

Je vous informerai bientôt des suites pour votre MRC de la réforme mise en oeuvre par la loi 77 adoptée en décembre 1996 par l'Assemblée nationale.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de la Sécurité publique,

Robert Perreault

2525, boul. Laurier
5e étage
Sainte-Foy (Québec)
G1V 2L2

Téléphone : (418) 643-2112

Gouvernement du Québec

Le ministre de la
Sécurité publique

Le 28 janvier 1997

Monsieur Roger Dussault
Préfet
MRC Portneuf
185, route 138
Cap-Santé (Québec) G0A 1L0

Monsieur le Préfet,

Le 18 décembre dernier, vous me transmettiez une étude réalisée par la firme Raymond Chabot MuniConsult relativement à l'implantation d'un corps de police régional de votre MRC. À cet égard, la MRC avait adopté le 16 octobre 1996 la résolution CR 120-10-96 annonçant, conformément aux dispositions de l'article 678.02 du *Code municipal*, son intention de déclarer sa compétence à l'égard des corporations municipales de son territoire concernant la fourniture d'un service de police.

À ce jour, et selon les renseignements dont nous disposons, seulement onze des 24 municipalités auraient manifesté explicitement leur adhésion au projet de la MRC. Par ailleurs, la municipalité de Saint-Raymond et la municipalité de Neuville, par les résolutions 97-01-102 du 13 janvier 1997 et 97-01-24.2 du 20 janvier 1997, ont exercé leur droit de retrait relativement à l'exercice de la compétence de la MRC. Aussi, les municipalités de Saint-Gilbert et de Notre-Dame-de-Portneuf seraient à réévaluer leur position. Par conséquent, il convient de constater que le projet soumis ne semble pas faire l'unanimité.

Quant à la proposition soumise, bien qu'elle semble rencontrer *a priori* certaines des exigences énoncées dans ma correspondance du 19 novembre 1996 à l'ensemble des maires du Québec, il n'en demeure pas moins qu'elle soulève encore plusieurs questions notamment d'organisation policière eu égard au niveau d'encadrement et de supervision. De même, le partage des coûts et le respect du principe d'équité fiscale demeurent des inconnus pour le Ministère.

...2

2525, boul. Laurier
5e étage
Sainte-Foy (Québec)
G1V 2L2

Téléphone : (418) 643-2111

Par ailleurs, la Ville de Donnacona maintient un corps de police dont l'effectif compte 7 policiers qui ont le double statut de policiers-pompiers. À cet égard, je vous signale que le ratio moyen au Québec du nombre de policiers-pompiers dans les municipalités de 5 000 habitants et plus qui maintiennent un tel service, se situe à 1,45. Or, le projet soumis par la MRC ne fournit aucune information eu égard à cette dimension de la protection incendie sur le territoire de la Ville de Donnacona pas plus qu'en regard de l'intégration des deux corps de police existants et des conventions collectives des policiers.

Ainsi, dans sa forme actuelle, le projet soumis ne permet pas de consolider le territoire de la MRC et n'offre pas de garanties suffisantes pour les services à la population

Compte tenu des difficultés que comporte votre projet, je ne peux y donner suite. J'en arrive à la conclusion que l'intérêt public sera mieux servi si la Sûreté continue à desservir le territoire concerné de votre MRC dans le cadre d'un contrat de services.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de la Sécurité publique,

Robert Perreault

c.c. Maires du conseil de la
MRC Portneuf

Gouvernement du Québec

Le ministre de la
Sécurité publique

Le 28 janvier 1997

Monsieur Marcel Gauthier
Maire
Municipalité de Sorel
71, rue Charlotte
Case postale 368
Sorel (Québec) J3P 7K1

Monsieur le Maire,

Le 19 décembre dernier, le directeur du corps de police de votre municipalité déposait à la Direction des affaires policières et de la sécurité incendie du Ministère une étude concernant l'implantation d'un service de police régional. Cette proposition est accompagnée des résolutions afférentes adoptées par les municipalités concernées le 19 décembre 1996.

La proposition soumise ne rencontre pas certaines des exigences énoncées dans ma correspondance du 19 novembre 1996 à l'ensemble des maires du Québec. En effet, elle soulève des questionnements aux plans de l'affectation ou du reclassement du personnel policier, de l'équité fiscale et de la desserte policière de la municipalité de Saint-Roch-de-Richelieu.

En ce qui concerne l'affectation ou le reclassement du personnel policier, le Ministère estime qu'il serait préférable que cette obligation relève de la municipalité qui dispose déjà d'un corps de police alors que la proposition prévoit que cette responsabilité incombe à chaque municipalité partie à l'entente, ce qui vous en conviendrez risque d'imposer un fardeau financier important à chacune d'elle advenant la fin de l'entente et ce, d'autant plus que la loi ne leur fait pas obligation de maintenir un corps policier autonome.

...2

2525, boul. Laurier
5e étage
Sainte-Foy (Québec)
Téléphone : (418) 643-

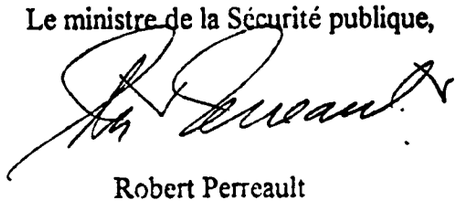
En ce qui a trait à l'équité fiscale, votre proposition ne contient aucune répartition formelle des coûts concernant les contributions des municipalités. Bien qu'il soit possible, à partir des renseignements qu'elle contient, d'évaluer cette contribution, il n'en demeure pas moins qu'il m'est impossible de statuer de façon définitive eu égard à cette exigence. Toutefois, une évaluation sommaire permet d'établir que la contribution de la municipalité de Sorel se situe à 0,42¢ du 100 $ de richesse foncière uniformisée. Aussi, en fonction du principe d'équité que je recherche, le coût des autres municipalités devrait se situer autour de 0,25¢ du 100 $ de richesse foncière uniformisée, ce qui est nettement supérieur à la tarification que celles-ci devraient payer pour les services de la Sûreté du Québec.

Enfin, au plan de la desserte policière de la municipalité de Saint-Roch-de-Richelieu, il m'est difficile d'envisager l'approbation d'une entente qui aurait pour effet de laisser en plan une municipalité de la MRC Le Bas-Richelieu. Cela irait précisément à l'encontre du modèle mis de l'avant par la loi 77 dont l'objectif principal, au-delà du partage entre les moins de 5 000 habitants et celles de 5 000 habitants et plus, consistait à organiser les services policiers autour de la MRC mais de façon consolidée.

Par conséquent, j'en arrive à la conclusion que l'intérêt public sera mieux servi si la Sûreté du Québec continue à desservir le territoire de la MRC dans le cadre d'un contrat de services.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de la Sécurité publique,



Robert Perreault

c.c. Maires du conseil de la
MRC Le Bas-Richelieu

428

Gouvernement du Québec

Le ministre de la
Sécurité publique

Le 28 janvier 1997

Monsieur Yves Daoust
Préfet
MRC Beauharnois-Salaberry
600, rue Ellice, bureau 300
Beauharnois (Québec) J6N 3P7

Monsieur le Préfet,

Les services concernés du Ministère ont procédé à l'examen de votre projet d'organisation policière transmis le 17 décembre 1996 accompagné de la résolution 96-12-186 prévoyant la création d'une régie intermunicipale de police. Il appert de cet examen que je ne peux donner suite à votre projet.

D'abord, il convient de mentionner qu'il ne répond pas entièrement aux exigences que j'avais indiquées dans ma correspondance du 19 novembre 1996 à savoir que les projets soumis devaient comporter un plan d'organisation policière détaillé, un niveau d'effectif suffisant, un niveau d'encadrement et de supervision suffisant, un projet qui tienne compte de l'impact au niveau de la MRC, un échéancier comportant les étapes d'implantation et enfin, le respect du principe d'équité fiscale.

Plusieurs de ces éléments sont incomplets, insuffisants voire même inexistants. Ainsi, outre le projet d'entente relatif à la constitution d'une régie intermunicipale de police, aucun plan d'organisation policière n'a été soumis dans les délais impartis afin d'apprécier la façon dont les services policiers seront dispensés sur l'ensemble du territoire de la MRC.

Par ailleurs, le niveau d'effectif proposé, soit 63 policiers, ne représente pas une proposition acceptable pour le Ministère compte tenu du cumul des tâches de prévention incendie pour les policiers de Salaberry-de-Valleyfield. Je vous signale que le ratio moyen au Québec observé dans les municipalités de 50 000 habitants et plus qui maintiennent un service combiné de policiers-pompiers, se situe à 1,45 alors que votre projet fait état d'un ratio de 1,02 par 1 000 habitants pour l'ensemble de la MRC.

...2

2525, boul. Laurier
5e étage
Sainte-Foy (Québec)

Téléphone : (418) 643-2113

Aussi, il convient de souligner que le projet ne fournit aucune information quant à l'intégration des deux corps de police existants et des conventions collectives en vigueur. Ensuite, votre projet ne respecte pas l'exigence d'équité fiscale dont je vous faisais part dans ma correspondance du 19 novembre 1996 en référence à la position de l'Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec dans ce dossier. En fait, les quotes-parts prévues au projet d'entente sont nettement en dessous du tarif de 18¢/100 $ de richesse foncière uniformisée (RFU) prévu par la loi 77 sanctionnée le 23 décembre 1996. Tout au plus, la formule de partage proposée permet aux municipalités de Beauharnois et de Salaberry-de-Valleyfield de réduire leurs coûts de police en offrant une desserte du territoire de la MRC à ressources constantes.

Vu sous l'angle de l'impact régional, ce projet permet certes d'uniformiser la desserte de la MRC Beauharnois-Salaberry au niveau municipal mais il n'en permet sûrement pas la consolidation. En effet, il en résulterait une desserte inégale, au plan des enquêtes notamment, puisque l'un des corps policiers serait de la catégorie des plus de 5 000 habitants et l'autre de la catégorie entre 15 000 et 50 000 habitants.

Cette situation entraîne des répercussions de deux ordres. D'une part, vous conviendrez qu'il est difficile pour la Sûreté de se réorganiser en fonction de ces écarts de desserte sur le territoire. D'autre part, ce mode d'organisation de la police au plan local s'insère mal dans le modèle que j'ai mis de l'avant avec la loi 77 et qui visait entre autres à stabiliser la carte en partageant les responsabilités entre les municipalités de moins de 5 000 habitants et celles de plus de 5 000 habitants.

Dans cette perspective, il ne m'apparaît pas d'intérêt public de donner suite à un projet qui soulève autant de questions. Par conséquent, le territoire concerné de la MRC Beauharnois-Salaberry continuera à être desservi par la Sûreté du Québec dans le cadre d'un contrat de services.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de la Sécurité publique,

Robert Perreault

c.c. Maires du conseil de la
MRC Beauharnois-Salaberry

430

Gouvernement du Québec

Le ministre de la
Sécurité publique

Le 28 janvier 1997

Madame Jacinthe B.-Simard
Préfet
MRC Charlevoix
4, Place de l'Église
Case postale 549
Baie-Saint-Paul (Québec) GOA 1BO

Madame le Préfet,

Le 17 décembre dernier, vous me transmettiez une étude de faisabilité réalisée par la firme Falco inc. relativement à l'implantation d'un corps de police régional de votre MRC. À cet égard, la MRC avait adopté le 13 novembre 1996 la résolution 180-11-96 annonçant, conformément aux dispositions de l'article 678.02 du *Code municipal*, son intention de déclarer sa compétence à l'égard des corporations et de la ville situées sur son territoire concernant la fourniture d'un service de police.

Dans cette perspective, les municipalités de votre MRC disposent, depuis le 13 novembre 1996, d'un délai d'au moins 90 jours pour se soustraire à la compétence de la MRC. À ce jour, selon les renseignements dont nous disposons, trois des huit municipalités auraient adopté une résolution d'adhésion à votre projet.

La proposition soumise ne rencontre pas certaines des exigences énoncées dans ma correspondance du 19 novembre 1996 à l'ensemble des maires du Québec. En effet, elle soulève plusieurs questions notamment au plan de l'organisation policière et des coûts d'opération.

Au plan de l'organisation policière, il importe de préciser que le corps de police régional aura l'obligation d'assurer une patrouille du territoire 24 heures par jour et non, une simple présence policière et ce, eu égard à onze secteurs de patrouille.

...2

2525, boul. Laurier
5e étage
Sainte-Foy (Québec)
Téléphone (418) 643-2112

En outre, la proposition estime souhaitable que la patrouille de la portion de la route 175 qui traverse votre MRC soit assumée par la Sûreté du Québec à partir de son poste situé à Baie-Saint-Paul. Normalement, le plan d'organisation policière de votre proposition aurait dû inclure l'effectif afférent à cette desserte, si l'on désire offrir une solution alternative et comparable à ce qu'il en coûte à la Sûreté. Il faut comprendre à cet égard que le poste de la Sûreté du Québec de Baie-Saint-Paul serait probablement fermé à la suite d'une prise en charge par la MRC.

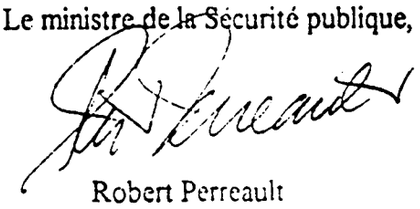
En ce qui concerne les coûts d'opération, ils m'apparaissent nettement sous-évalués en fonction des données dont dispose le Ministère relativement à la création de corps de police. À ce sujet, je me permets de vous souligner que la moyenne des salaires du personnel policier et civil observée dans les corps policiers créés depuis 1992 s'élève à près de 67 000 $ par policier alors que la proposition fait état d'un salaire annuel initial de 28 700 $ et de 57 900 $ à la cinquième année. En outre, les coûts afférents à la construction du poste de police et à l'implantation du système de communications ne sont pas réalistes puisque à la lumière de l'expérience vécue par d'autres organisations policières au Québec, ces coûts connaissent généralement une progression très significative lorsque sont connues les spécifications techniques élaborées par les experts.

Par ailleurs, j'estime opportun de vous rappeler que la compensation financière que devra verser au gouvernement en 1997 l'ensemble des municipalités de la MRC Charlevoix concernant les services de la Sûreté du Québec s'élève à 756 383 $, à laquelle s'ajoute un montant de 11 004 $ relatif au territoire non organisé du Lac Pikauba, et non à 1 018 956 $ comme en ont fait état les médias à la suite d'une réunion spéciale de votre MRC en décembre dernier.

Compte tenu des difficultés que comporte votre projet, j'en arrive à la conclusion que je dois le refuser. L'intérêt public sera mieux servi si la Sûreté continue à desservir le territoire de votre MRC dans le cadre d'un contrat de services.

Je vous prie d'agréer, Madame le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de la Sécurité publique,



Robert Perreault

c.c. Maires du conseil de la
MRC Charlevoix

Gouvernement
du Québec

Le ministre de la
Sécurité publique

Le 28 janvier 1997

Madame Danielle Laferrière
Maire
Ville de Joliette
614, boulevard Manseau
Joliette (Québec) J6E 6J3

Madame le Maire,

J'ai bien reçu le projet préparé par la firme Chartrand, Laframboise pour le compte de votre ville et présenté aux neuf autres municipalités de la MRC. Je prends note par ailleurs de votre résolution du 18 décembre 1996 qui amende légèrement ce projet et des résolutions des neuf autres municipalités approuvant le projet amendé.

Les services concernés du Ministère ont, depuis, procédé à l'analyse de votre dossier et il m'appartient de vous faire part de certains questionnements que celui-ci soulève.

D'une part, le document de la firme Chartrand, Laframboise fait état que les conventions collectives en vigueur de même que les négociations préalables à la création d'une régie à l'échelle de la MRC peuvent influencer de façon substantielle les coûts d'exploitation. Cet impact n'est toutefois pas pris en compte dans l'évaluation des coûts sur laquelle l'ensemble des municipalités s'est entendu.

D'autre part, le niveau d'effectif policier proposé n'est pas clairement établi dans ce document. En effet, si, aux pages 21 et 23, l'on semble en déduire un effectif de 49 policiers, on comprend par ailleurs en page 37 que l'on se propose d'engager 24 policiers additionnels (20 agents + 4 enquêteurs) aux 31 policiers déjà en poste à Joliette. Il y aurait lieu de concilier ces données.

...2

2525, boul. Laurier
5e étage
Téléphone : (418) 643-2112

De plus, on propose ici la mise en place de cinq secteurs de patrouille, lesquels ne sont pas définis alors que, selon le rapport, la Ville de Joliette opère déjà avec trois secteurs distincts sur son propre territoire. Il serait souhaitable de clarifier cette situation avec les municipalités concernées.

Nous constatons par ailleurs qu'aucun coût n'est prévu pour l'extension et/ou le raccordement des télécommunications policières alors que, selon l'expérience observée ailleurs au Québec, ces coûts sont loin d'être négligeables.

Finalement, nous n'avons pas en main un projet d'entente explicite entre les municipalités quant aux modalités d'opération d'une éventuelle régie, au transfert des actifs des corps policiers existants et à la réaffectation des policiers advenant la fin de l'entente, comme prévu à la *Loi de police*.

Par conséquent, je serais disposé à approuver votre projet si dans les meilleurs délais vous parvenez à solutionner à ma convenance les différentes problématiques dont je viens de vous faire part.

Je vous prie d'agréer, Madame le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de la Sécurité publique,

Robert Perreault

c.c. Maires du conseil de la
MRC Joliette

Gouvernement du Québec

Le ministre de la
Sécurité publique

Le 28 janvier 1997

Monsieur Michel Lavoie
Préfet
MRC Les Jardins-de-Napierville
361, rue Saint-Jacques
Napierville (Québec) J0J 1L0

Monsieur le Préfet,

Pour faire suite à votre récente correspondance, les services concernés du Ministère ont procédé à l'examen de votre projet transmis le 20 décembre 1996 accompagné de la résolution 1996-12-180 annonçant l'intention de la MRC de déclarer sa compétence relativement à l'organisation policière de son territoire.

Il appert de cet examen que je ne peux donner suite à votre projet.

Il convient de mentionner d'abord que votre projet ne semble pas faire l'unanimité puisque deux municipalités ont déjà exercé leur droit de retrait à la déclaration de compétence de la MRC Les Jardins-de-Napierville et qu'une troisième municipalité devrait statuer prochainement quant au maintien ou à son retrait de la déclaration de compétence.

De plus, l'étude soumise ne fournit aucune information quant à l'intégration du corps de police de Saint-Rémi et de la convention collective des policiers au nouveau corps de police régional.

Enfin, il ne me semble pas approprié d'organiser la sécurité publique de la MRC à partir d'un corps policier de petite taille dont les ressources sont limitées et pour lequel de nombreux rapports d'enquêtes ont rapporté au cours des dernières années des carences récurrentes en matière d'enquêtes criminelles, de formation et de supervision du personnel.

...2

2525, boul. Laurier
5e étage
Sainte-Foy (Québec)
G1V 2L2

Téléphone : (418) 643-2112

Dans cette perspective, il ne m'apparaît pas d'intérêt public de permettre la création d'un corps policier qui, d'une part, ne permet pas de consolider le territoire de la MRC et d'autre part, qui n'offre pas de garanties suffisantes que des services de qualité pourront être dispensés à la population. Par conséquent, le territoire concerné de la MRC Les Jardins-de-Napierville continuera à être desservi par la Sûreté du Québec dans le cadre d'un contrat de services.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de la Sécurité publique,

Robert Perreault

c.c. Maires du conseil de la
MRC Les Jardins-de-Napierville

Gouvernement du Québec

Le ministre de la
Sécurité publique

Le 28 janvier 1997

Monsieur Claude Bernier
Préfet
MRC Les Maskoutains
2200, rue Pratte, bureau 200
Saint-Hyacinthe (Québec)
J2S 4B6

Monsieur le Préfet,

J'ai bien reçu l'étude de faisabilité relative à la création d'un corps de police régional pour votre MRC que vous transmettiez le 19 décembre dernier à M. Léandre Dion, député de Saint-Hyacinthe. Les services du Ministère ont procédé à l'analyse de celle-ci et il m'appartient maintenant de vous faire part de ma position dans ce dossier.

Ainsi, au plan des coûts pour la mise en place de votre corps de police, l'expérience acquise dans des dossiers similaires présentés au Ministère au cours des dernières années nous amène à en questionner le réalisme. À titre d'exemple, la masse salariale prévue en 1997 pour tout le personnel (policier et civil) équivaut à une moyenne de 40 000 $ par policier alors que l'on observe dans les corps de police créés depuis 1992 une moyenne de 67 000 $. La progression salariale anticipée pour les trois années subséquentes semble aussi sous-évaluée pour les mêmes raisons. D'autre part, les coûts de construction du poste de police (325 000 $) et de la mise en place des télécommunications (10 000 $) sont aussi bien en deçà des frais encourus ailleurs et mériteraient d'être validés auprès des firmes compétentes dans ces domaines.

Par ailleurs, au plan de la consolidation de la MRC, nous constatons que la résolution 96-12-418 adoptée lors de la séance du 17 décembre 1996 fait état de l'absence de deux des municipalités concernées par le projet à savoir, Saint-Hugues et le village de Saint-Dominique. Nous n'avons donc aucune garantie que votre projet recueille l'adhésion de toutes les municipalités concernées et qu'en conséquence, il consolide pleinement la desserte policière sur le territoire de la MRC.

...2

2525, boul. Laurier
5e étage
Sainte-Foy (Québec)

Téléphone : (418) 643-2112

Finalement, votre projet présente les diverses hypothèses de création de corps de police (ententes intermunicipales, régie intermunicipale ou prise de compétence par la MRC) mais ne statue sur aucune d'entre elles. Nous n'avons donc pas en main un projet complet comportant toutes les clauses et obligations usuelles des municipalités locales que ces dernières auraient eu l'occasion d'apprécier et, éventuellement d'approuver par des résolutions en bonne et due forme.

En conséquence, je ne peux donner suite à votre projet et je considère qu'il est de l'intérêt public que la Sûreté du Québec assure la desserte de ces municipalités par le biais d'un contrat de services avec la MRC.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de la Sécurité publique,

Robert Perreault

c.c. Maires du conseil de la
MRC Les Maskoutains

Gouvernement du Québec

Le ministre de la
Sécurité publique

Le 28 janvier 1997

Monsieur Marcel Chagnon
Préfet
MRC Acton
1037, rue Beauregard
Case postale 1590
Acton Vale (Québec) J0H 1A0

Monsieur le Préfet,

Les services concernés du Ministère ont procédé à l'examen de votre projet d'organisation policière transmis le 23 décembre 1996 accompagné des résolutions 96-239 et 96-244 annonçant l'intention de la MRC de déclarer sa compétence en cette matière.

Il appert de cet examen que je ne peux donner suite à votre projet.

Il convient de mentionner d'abord que le projet soumis ne fait aucunement mention des modalités de partage des coûts et du respect des exigences d'équité fiscale dont je vous faisais part dans ma correspondance du 19 novembre 1996 en référence à la position de l'Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec dans ce dossier.

Par ailleurs, compte tenu que le corps de police d'Acton Vale comporte un effectif restreint et qu'il s'agit d'une municipalité ayant une population de moins de 5 000 habitants, il ne m'apparaît pas d'intérêt public de donner suite à un projet qui n'offre pas les garanties suffisantes au plan du respect du *Règlement sur les services policiers de base*. Les nombreux rapports d'enquête réalisés sur mandat ministériel depuis quelques années démontrent de façon éloquente les carences des petites organisations au plan des enquêtes, de la formation et de la supervision. Ainsi, bien que je souscrive au droit acquis des municipalités de moins de 5 000 habitants relativement au maintien de leur corps policier, sous réserve que les services de base soient respectés, je ne peux permettre que la MRC envisage sur cette base la fourniture de services policiers. Cela irait à l'encontre de l'esprit de la loi 77.

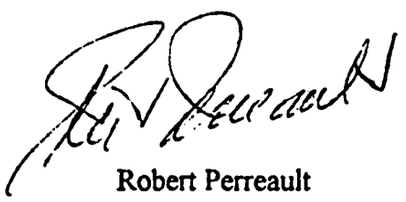
...2

2525, boul. Laurier
5e étage
Sainte-Foy (Québec)
Téléphone : (418) 643-3112

Je note de plus que les municipalités ne semblent pas avoir eu l'occasion de se prononcer sur le partage des coûts afférents au projet et de faire connaître leurs positions respectives dans les délais impartis. Dans les circonstances, je vous informe que le territoire concerné de la MRC Acton continuera à être desservi par la Sûreté du Québec dans le cadre d'un contrat de services.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de la Sécurité publique,



Robert Perreault

c.c. Maires du conseil de la
MRC Acton

Gouvernement du Québec

Le ministre de la
Sécurité publique

Le 28 janvier 1997

Monsieur Lucien Fortin
Préfet
MRC Lac Saint-Jean-Est
625, rue Bergeron Ouest
Case postale. 397
Alma (Québec) G8B 5V9

Monsieur le Préfet,

Les services concernés du Ministère ont procédé à l'examen de votre projet transmis le 20 décembre 1996 accompagné de la résolution 223-12-96 annonçant l'intention de la MRC de déclarer sa compétence en cette matière.

Il appert de cet examen que je ne peux donner suite à votre projet.

Il convient de mentionner d'abord que le projet soumis ne répond pas aux exigences que j'avais déjà indiquées dans ma correspondance du 19 novembre 1996 à savoir que les projets soumis devaient comporter un plan d'organisation policière détaillé, un niveau d'effectif suffisant, un niveau d'encadrement et de supervision adéquat, un projet qui tienne compte de l'impact au niveau de la MRC, un échéancier comportant les étapes d'implantation et enfin, le respect du principe d'équité fiscale.

Plusieurs de ces éléments sont incomplets, insuffisants et voire même inexistants. Ainsi, le plan d'organisation policière soumis n'offre pas les garanties nécessaires permettant d'assurer des services de base en raison du niveau d'effectif policier trop faible. De plus, il n'est fait aucunement mention des modalités de partage des coûts et du respect des exigences en matière d'équité fiscale.

...2

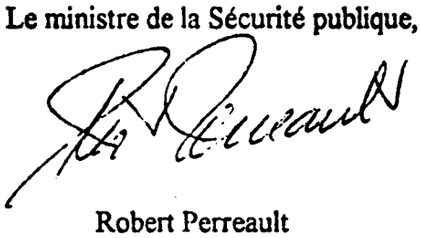
2525, boul. Laurier
5e étage
Téléphone : (418) 643-2112

Par ailleurs, le projet ne fournit aucune information quant à l'intégration des deux corps de police existants dont les effectifs sont restreints et les ressources limitées et qui, encore récemment, étaient incapables d'assurer des services 24 heures par jour, 7 jours par semaine.

Dans cette perspective et compte tenu que les municipalités de la MRC ne semblent pas avoir eu l'occasion de se prononcer sur le partage des coûts du projet et de faire connaître leurs positions respectives, il ne m'apparaît pas d'intérêt public de donner suite à un projet qui ne permet pas d'assurer des services policiers conformément au *Règlement sur les services policiers de base*. Par conséquent, le territoire de la MRC Lac-Saint-Jean-Est continuera à être desservi par la Sûreté du Québec dans le cadre d'un contrat de services.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de la Sécurité publique,



Robert Perreault

c.c. Maires du conseil de la
MRC Lac-Saint-Jean-Est

442

Gouvernement du Québec

Le ministre de la
Sécurité publique

Le 28 janvier 1997

Monsieur Luc Tison
Préfet
MRC Vaudreuil-Soulanges
420, avenue Saint-Charles, bureau 200
Vaudreuil-Dorion (Québec) J7V 2N1

Monsieur le Préfet,

Pour faire suite à l'adoption le 13 novembre 1996 de la résolution 96-162 exprimant votre volonté de procéder à une étude relative à la création d'un corps de police régional, vous me transmettiez le 13 décembre la résolution 96-180 accompagnée d'un projet de création d'un corps de police régional pour la MRC.

Dans les faits, la documentation transmise constitue un devis à caractère strictement comptable des coûts des services policiers sur le territoire de la MRC. À cet égard, je vous rappelle que j'avais déjà indiqué dans une correspondance du 19 novembre 1996, les exigences auxquelles devaient répondre les projets qui m'étaient soumis. Elles concernaient :

- un plan d'organisation policière détaillé ;
- un niveau d'effectif suffisant pour une desserte adéquate du territoire ;
- un niveau d'encadrement et de supervision suffisant ;
- un projet qui tienne compte de l'impact au niveau de la MRC ;
- un échéancier comportant les étapes d'implantation ;
- et enfin le respect de l'équité fiscale.

...2

2525, boul. Laurier
5e étage
Sainte-Foy (Québec)
G1V 2L2

Téléphone : (418) 643-2112

Ainsi, en fonction de ces exigences qui visaient essentiellement à permettre de prendre une décision éclairée dans un secteur névralgique pour le bien-être d'une collectivité, j'ai le regret de vous informer que je ne pourrai donner mon aval à votre proposition de corps de police régional.

De plus, je vous rappelle que le territoire de six municipalités est actuellement assujetti à la compétence d'un corps de police municipal et que d'ici peu, trois autres municipalités, soit Coteau-du-Lac, Saint-Clet et Les Cèdres seront desservies par le corps de police de la Régie des Seigneuries. Or, votre proposition ne traite pas des mécanismes d'intégration de ces corps de police municipaux, notamment en ce qui a trait aux conventions collectives en vigueur.

Par conséquent, j'estime d'intérêt public que le territoire des municipalités concernées continue d'être desservi par la Sûreté du Québec dans le cadre d'un contrat de services avec la MRC.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de la Sécurité publique,

Robert Perreault

c.c. Maires du conseil de la
MRC Vaudreuil-Soulanges

Gouvernement du Québec

Le ministre de la
Sécurité publique

Le 28 janvier 1997

Monsieur Florian Saint-Onge
Préfet
MRC d'Argenteuil
430, rue Grâce
Lachute (Québec) J8H 1M6

Monsieur le Préfet,

Le 23 décembre dernier, vous me transmettiez une étude de faisabilité réalisée par la firme Raymond Chabot MuniConsult relativement à l'implantation d'un corps de police régional de votre MRC. Celle-ci était accompagnée des résolutions 96-12-260 et 96-12-261 adoptées à l'unanimité. En ce qui a trait à cette dernière, je prends acte qu'elle annonce, conformément aux dispositions de l'article 678.01 du *Code municipal*, l'intention de la MRC de déclarer sa compétence à l'égard des municipalités locales dont le territoire est compris dans le sien, relativement à la fourniture de tout ou partie d'un service de police municipale.

La proposition soumise ne rencontre pas certaines des exigences énoncées dans ma correspondance du 19 novembre 1996 à l'ensemble des maires du Québec. En effet, elle soulève des questionnements aux plans de l'échéancier et de l'équité fiscale.

En ce qui a trait à l'échéancier, selon les renscignements dont nous disposons, la résolution 96-12-261 n'a pas été signifiée aux municipalités de la MRC, tel que le prévoit la loi. Il semble qu'une tournée d'information à l'intention des élus municipaux doive avoir lieu au cours des prochaines semaines. De plus, les municipalités de votre MRC disposeront à partir du moment où la résolution aura été signifiée à chacune d'elle d'un délai d'au moins 90 jours pour se soustraire à la compétence de la MRC.

...2

2525, boul. Laurier
5e étage
Sainte-Foy (Québec)
Téléphone : (418) 643-2112

En ce qui concerne l'équité fiscale recherchée, votre proposition ne contient aucune répartition des coûts eu égard aux contributions des municipalités parties à l'entente. L'on indique simplement que les quotes-parts ainsi que les modalités de paiement seront établies par règlement. Toutefois, une analyse préliminaire des données financières permet d'établir que le coût de maintien du corps de police de la municipalité de Lachute se situe à 0,45¢ du 100 $ de richesse foncière uniformisée. Aussi, en fonction de l'équité que je recherche, le coût des autres municipalités devrait se situer autour de 0,28¢ du 100 $ de richesse foncière uniformisée pour que ce principe soit respecté, ce qui est nettement supérieur à la tarification qu'elles auraient à payer pour les services de la Sûreté du Québec.

Compte tenu de ces problématiques et de leur impact au plan de la mise en oeuvre de la réforme que j'ai initiée en avril dernier, j'en arrive à la conclusion que je ne peux donner suite à votre projet. Par conséquent, j'estime que l'intérêt public sera mieux servi si la Sûreté du Québec continue à desservir le territoire de votre MRC dans le cadre d'un contrat de services.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de la Sécurité publique,

Robert Perreault

c.c. Maires du conseil de la
MRC Argenteuil

Gouvernement
du Québec

Le ministre de la
Sécurité publique

Le 28 janvier 1997

Monsieur Maurice Richard
Maire
1295, avenue Nicolas-Perrot
Bécancour (Québec) G0X 1B0

Monsieur le Maire,

J'ai informé M. Daniel McMahon, maire de Nicolet, que je n'entendais pas approuver le projet d'entente avec votre municipalité concernant les services policiers. Cette décision fait suite aux nombreuses discussions qui ont eu lieu depuis l'été dernier entre vos représentants et ceux du Ministère quant à votre volonté de conserver les services de la Sûreté du Québec.

Ainsi, en raison des dispositions légales en matière de police concernant les municipalités de 5 000 habitants et plus et après analyse de votre situation et des caractéristiques particulières de votre territoire, j'en viens à la conclusion qu'il y a lieu que votre municipalité soit autorisée à être desservie par la Sûreté du Québec dans le cadre du contrat de services avec la MRC Bécancour et ce, conformément à l'article 64.0.1 de la *Loi de police*.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de la Sécurité publique,

Robert Perreault

2525, boul. Laurier
5e étage
Téléphone : (418) 643-1112

Gouvernement du Québec

Le ministre de la
Sécurité publique

Le 28 janvier 1997

Monsieur Daniel McMahon
Maire
180, rue de Monseigneur-Panet
Nicolet (Québec) J3T 1S6

Monsieur le Maire,

Au mois d'août 1996, le Ministère a été saisi d'un projet d'entente entre votre municipalité et celle de Bécancour relativement à la fourniture de services policiers.

Comme vous le savez sans doute déjà, il n'est pas de mon intention d'y donner suite puisqu'il m'apparaît plus approprié que la Ville de Bécancour soit desservie par la Sûreté du Québec dans le cadre d'un contrat de services avec la MRC.

Je vous remercie de votre intérêt envers l'organisation policière du Québec et vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de la Sécurité publique,

Robert Perreault

2525, boul. Laurier
5e étage
Sainte-Foy (Québec)

Téléphone : (418) 643-2112

448

Gouvernement
du Québec

Le ministre de la
Sécurité publique

Le 28 janvier 1997

Monsieur Laurent Carignan
Maire
Paroisse de Princeville
101, rue Demers
Princeville (Québec) G6C 4E8

Monsieur le Maire,

Les services concernés du Ministère ont procédé à l'examen du projet d'entente de services policiers avec la Ville de Princeville ainsi que des résolutions 96-134 et 96-156 que vous m'avez transmis le 11 juillet dernier.

Il appert de cet examen que je ne peux donner suite à ce projet.

Il convient de mentionner d'abord que le corps policier de la Ville de Princeville, qui a moins de 5 000 habitants, comporte des ressources limitées. Dans ce contexte, il ne m'apparaît pas opportun d'extensionner la desserte d'un tel corps policier auprès d'une autre municipalité de 1 765 habitants.

Par ailleurs, vos deux municipalités ont été identifiées par le ministère des Affaires municipales relativement à une proposition de consolidation des communautés locales. Je vous souligne à cet égard que je souscris aux objectifs poursuivis par mon collègue des Affaires municipales. Dans cette perspective, je souhaite que vos municipalités puissent convenir d'un regroupement municipal. Celui-ci aurait l'avantage de résorber la problématique que vous soulevez au plan de l'organisation policière.

...2

2525, boul. Laurier
5e étage
Sainte-Foy (Québec)

Téléphone : (418) 643-2112

Dans le cas contraire, le modèle issu de la loi 77 fait en sorte que votre municipalité sera assujettie à la Sûreté du Québec dans le cadre d'un contrat de services avec la MRC L'Érable.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de la Sécurité publique,

Robert Perreault

c.c. M. André Pellerin
Maire de Princeville

450

Gouvernement du Québec

Le ministre de la
Sécurité publique

Le 28 janvier 1997

Madame Lyse Lafrance-Charlebois
Mairesse
Ville de Farnham
477, rue de l'Hôtel-de-Ville
Farnham (Québec) J2N 2H3

Madame la Mairesse,

Les services concernés du Ministère ont procédé à l'examen de votre projet d'entente de services policiers avec les municipalités de Rainville et Sainte-Brigide-d'Iberville qui a été transmis le 19 décembre 1996.

Il appert de cet examen que je ne peux donner suite à ce projet.

En effet, il ne m'apparaît pas d'intérêt public d'extensionner la desserte d'un corps policier de petite taille auprès de deux autres municipalités ayant des populations respectives de 1 805 et 1 373 habitants et qui, dans un cas, est située dans une autre MRC limitrophe. Les nombreux rapports d'enquête réalisés sur mandat ministériel depuis quelques années démontrent de façon éloquente les carences des petites organisations au plan des enquêtes, de la formation et de la supervision.

Au surplus, votre municipalité a été identifiée par le ministère des Affaires municipales pour un regroupement possible avec celle de Rainville. Dans cette perspective, il m'apparaît plus approprié, si l'intention réelle des municipalités vise la mise en commun de services, que les travaux relatifs à cette volonté soient axés vers la consolidation pleine et entière des communautés locales, comme le souhaite mon collègue des Affaires municipales.

...2

2525, boul. Laurier
5e étage
Téléphone : (418) 643-2112

Par conséquent, le territoire des municipalités de Rainville et Sainte-Brigide-d'Iberville continuera à être desservi par la Sûreté du Québec dans le cadre d'un contrat de services avec les MRC concernées.

Je vous prie d'agréer, Madame la Mairesse, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de la Sécurité publique,

Robert Perreault

c.c. M. Josef Husler
Maire de Rainville
M. Jean-Martin van Rossum
Maire de Sainte-Brigide-d'Iberville

Gouvernement
du Québec

Le ministre de la
Sécurité publique

Le 28 janvier 1997

Monsieur André Bussière
Maire
Ville de Normandin
1048, rue Saint-Cyrille
Normandin (Québec) G8M 4R9

Monsieur le Maire,

Les services concernés du Ministère ont procédé à l'examen de votre projet d'entente de services policiers avec la municipalité de Saint-Thomas-Didyme qui a été transmis le 31 décembre 1996.

Il appert de cet examen que je ne peux donner suite à votre projet.

Il convient de mentionner d'abord que votre corps policier comporte des ressources et un effectif, tels qu'encore récemment, il ne lui était pas possible d'assurer un service 24 heures par jour, 7 jours par semaine. Ce n'est que le 9 septembre 1996 que vous nous transmettiez une proposition de maintien de votre corps de police, laquelle devra faire l'objet de vérifications en début d'année 1997. Vous recevrez d'ailleurs bientôt une lettre à ce propos.

Par ailleurs, il ne m'apparaît pas d'intérêt public d'extensionner la desserte d'un corps policier de petite taille auprès d'une municipalité ayant une population de 972 habitants. Les nombreux rapports d'enquête réalisés sur mandat ministériel depuis quelques années démontrent de façon éloquente les carences des petites organisations au plan des enquêtes, de la formation et de la supervision. Ainsi, bien que je souscrive au droit acquis des municipalités de moins de 5 000 habitants relativement au maintien de leur corps policier, sous réserve que les services de base soient respectés, je ne peux permettre qu'elles envisagent des fournitures de services qui ne sont finalement qu'un mécanisme de financement accessoire en vue d'offrir les services de base prévus par règlement.

...2

2525, boul. Laurier
5e étage
Sainte-Foy (Québec)
Téléphone : (418) 643-2112

Par conséquent, le territoire de la municipalité de Saint-Thomas-Didyme continuera à être desservi par la Sûreté du Québec dans le cadre d'un contrat de services avec la MRC Maria-Chapdelaine.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de la Sécurité publique,

Robert Perreault

c.c. M. Denis Tremblay
Maire de Saint-Thomas-Didyme

Gouvernement du Québec

Le ministre de la
Sécurité publique

Le 28 janvier 1997

Monsieur Jean-Claude Croteau
Maire
Ville de Montmagny
134, rue Saint-Jean-Baptiste Est
Montmagny (Québec) G5V 1K6

Monsieur le Maire,

Les services concernés du Ministère ont procédé à l'examen de votre projet d'entente de services policiers avec la municipalité de Cap-Saint-Ignace qui a été transmis le 23 décembre 1996.

Il appert de cet examen que je ne peux donner suite à votre projet pour plusieurs motifs.

Tout d'abord, l'entente comporte un délai de moins de deux ans, ce qui est contraire à l'objectif de stabilité recherché par le modèle d'organisation policière que j'ai mis de l'avant avec la loi 77.

Ensuite, votre projet ne respecte pas l'exigence d'équité fiscale dont je vous faisais part dans ma correspondance du 19 novembre 1996 en référence à la position de l'Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec dans ce dossier.

...2

2525, boul. Laurier
5e étage
Téléphone : (418) 643-2112

Enfin, votre projet ne comporte pas de plan d'organisation policière révisé permettant de justifier entre autres la proposition de présence policière 16 heures/semaine stipulée à l'article 3.1. À cet égard, je me permets de vous mentionner que les décisions de votre ville concernant son corps de police m'apparaissent contradictoires. En effet, en 1995, vous requerriez mon approbation afin de réduire l'effectif de votre corps de police, laquelle a été donnée le 29 juin 1995. Maintenant, vous souhaitez donner une extension de desserte au même corps de police.

Par conséquent, le territoire de la municipalité de Cap-Saint-Ignace continuera à être desservi par la Sûreté du Québec dans le cadre d'un contrat de services avec la MRC Montmagny.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de la Sécurité publique,

Robert Perreault

c.c. M. Romain de la Durantaye
Maire de Cap-Saint-Ignace

Gouvernement du Québec

Le ministre de la
Sécurité publique

Le 28 janvier 1997

Monsieur Gilles Auclair
Maire
Paroisse de Saint-Joseph-du-Lac
1110, chemin Principal
Saint-Joseph-du-Lac (Québec)
JON 1MO

Monsieur le Maire,

Le 30 décembre 1996, vous me transmettiez la résolution 481-12-96 du conseil municipal du 2 décembre accompagnée d'une étude concernant l'organisation policière du territoire des municipalités de Saint-Joseph-du-Lac et Pointe-Calumet. Les services concernés du Ministère ont procédé à l'examen de ce projet.

Il convient de mentionner d'abord que le corps policier de Pointe-Calumet vient de faire l'objet d'un décret du gouvernement autorisant la municipalité à l'abolir, entre autres parce qu'elle n'était pas en mesure d'assurer un service 24 heures par jour, 7 jours par semaine. Cette décision aura effet après qu'un comité de reclassement aura statué relativement au dossier du policier concerné par cette abolition.

Ainsi, il ne m'apparaît pas d'intérêt public, au moment où l'on s'apprête à l'abolir, d'extensionner la desserte d'un corps policier de petite taille. En plus des orientations contradictoires que soulèvent cette demande, les nombreux rapports d'enquête réalisés sur mandat ministériel depuis quelques années démontrent de façon éloquente les carences des petites organisations au plan des enquêtes, de la formation et de la supervision.

...2

2525, boul. Laurier
5e étage
Téléphone : (418) 643-2112

Par conséquent, il y a tout lieu d'envisager que le territoire de votre municipalité, de même que celui de Pointe-Calumet dans quelque temps, seront desservis par la Sûreté du Québec dans le cadre d'un contrat de services avec la MRC Deux-Montagnes.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de la Sécurité publique,

Robert Perreault

c.c. M. André Soucy
Maire de Pointe-Calumet

458

Gouvernement du Québec

Le ministre de la
Sécurité publique

Le 28 janvier 1997

Monsieur Louis Choinière
Maire
Canton de Granby
735, rue Dufferin
Case postale 579
Granby (Québec) J2G 8E9

Monsieur le Maire,

Les services concernés du Ministère ont procédé à l'examen de votre projet d'entente de services policiers avec les municipalités de Sainte-Cécile-de-Milton, Saint-Alphonse, Roxton Pond (vl) et Roxton Pond (p) qui a été transmis le 20 décembre 1996.

Vu sous l'angle de l'impact régional, ce projet permet certes d'uniformiser la desserte de la MRC La Haute-Yamaska au niveau municipal mais il n'en permet sûrement pas la consolidation. En effet, il en résulterait une desserte inégale au plan des enquêtes notamment puisque deux des corps policiers seraient de la catégorie des moins de 5 000 habitants, un autre de la catégorie des plus de 5 000 habitants et enfin un dernier de la catégorie entre 15 000 et 50 000 habitants. Pour fins de référence, vous trouverez ci-jointe une copie du *Règlement sur les services policiers de base*.

Cette situation entraîne des répercussions de deux ordres. D'une part, vous conviendrez qu'il est difficile pour la Sûreté de se réorganiser en fonction de ces écarts de desserte sur le territoire. D'autre part, ce mode d'organisation de la police au plan local s'insère mal dans le modèle que j'ai mis de l'avant avec la loi 77 et qui visait entre autres à stabiliser la carte en partageant les responsabilités entre les municipalités de moins de 5 000 habitants et celles de plus de 5 000 habitants.

...2

2525, boul. Laurier
5e étage
Téléphone : (418) 643-2112

Par ailleurs, votre projet est dépendant, au niveau de l'uniformisation de la MRC, de l'approbation de celui déposé par la Ville de Waterloo. Or, ce dernier soulève des difficultés qui m'empêchent d'y donner suite et que j'ai signalées dans une correspondance récente au maire de cette ville.

Pour ces raisons, je ne peux donner suite à votre projet et, en conséquence, le territoire des municipalités de Sainte-Cécile-de-Milton, Saint-Alphonse, Roxton Pond (vl) et Roxton Pond (p) continuera à être desservi par la Sûreté du Québec dans le cadre d'un contrat de services avec la MRC La Haute-Yamaska.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de la Sécurité publique,

Robert Perreault

p.j.

c.c. M. Gilles Martin
Maire de Ste-Cécile-de-Milton
M. Clément Choinière
Maire de St-Alphonse
M. Armand Bienvenue
Maire de Roxton Pond (p)
M. Denis Delorme
Maire de Roxton Pond (vl)

« ACCUMULATEURS DE TYPE AQUEUX À CYCLE PROFOND GROUPE 22:

BATTERIES PUISSANTES	Prix
• Modèle: 22NF-DC Fabricant: M.K. Battery	54,98 $
Période de garantie: 12 mois	
LA CIE DE BATTERIES COMMERCIALES R.M. LTÉE	
• Modèle: 22NF-DC Fabricant: Crown Battery Inc.	56,50 $
Période de garantie: 12 mois	
• Modèle: 22F-DC Fabricant: Crown Battery Inc.	52,50 $
Période de garantie: 12 mois	
ACCUMULATEURS DE TYPE AQUEUX À CYCLE PROFOND GROUPE 24:	
BATTERIES PUISSANTES	
• Modèle: 24-DC Fabricant: M.K. Battery	51,98 $
Période de garantie: 12 mois	
ACCUMULATEURS DE TYPE AQUEUX À CYCLE PROFOND GROUPE U1:	
LA CIE DE BATTERIES COMMERCIALES R.M. LTÉE	
• Modèle: U1-DC Fabricant: Crown Battery Inc.	42,50 $
Période de garantie: 12 mois »	

2. Le présent règlement entre en vigueur le 1er février 1997.

26922

Gouvernement du Québec

Décret 1639-96, 18 décembre 1996

Loi de police
(L.R.Q., c. P-13)

Services policiers de base

CONCERNANT le Règlement sur les services policiers de base

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 11° de l'article 6.1 de la Loi de police (L.R.Q., c. P-13), le gouvernement peut, par règlement, définir, aux fins de déterminer dans l'application de l'article 64.4 si une municipalité locale maintient des services de police adéquats, les services de base qu'une telle municipalité doit dispenser, établir des catégories de municipalités locales et définir des services de base différents pour chaque catégorie;

ATTENDU QU'en vertu des articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), le texte d'un projet de règlement sur les services policiers de base a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 29 novembre 1995, avec avis qu'il pourrait être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la date de sa publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement avec modifications;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique:

QUE le Règlement sur les services policiers de base, ci-annexé, soit édicté.

Le greffier du Conseil exécutif.
MICHEL CARPENTIER

Règlement sur les services policiers de base

Loi de police
(L.R.Q., c. P-13, a. 6.1, par. 11°)

1. Une municipalité locale, quel que soit le mode d'assujettissement de son territoire à la compétence d'un corps de police, doit dispenser les services policiers de base suivants:

1° une présence policière continue assurant une capacité d'intervention par son corps de police ou celui qui la dessert, totalement ou partiellement, en vue de main-

tenir la paix, l'ordre et la sécurité publique et pour donner suite, dans un délai raisonnable, à toute demande d'aide d'un citoyen;

2° la conduite d'enquêtes assurant, à la suite du constat d'un délit, la protection de la scène de l'infraction, l'identification du plaignant et des témoins, la prise de déclarations, la remise à la Sûreté du Québec ou, à défaut, au corps policier approprié de ce qui est nécessaire à la poursuite de l'enquête, et en cas de flagrant délit, l'arrestation du suspect, ainsi que sa comparution devant le tribunal, le cas échéant;

3° la mise en oeuvre de mesures et de programmes locaux de prévention de la criminalité, ou de ceux élaborés ou parrainés par le gouvernement ou l'un de ses organismes.

2. La municipalité locale, dont le population est égale ou supérieure à 5 000 habitants doit, en plus, dispenser les services de base suivants:

1° la patrouille de 24 heures sans interruption;

2° à la suite du constat d'une infraction, assurer la conduite d'enquêtes incluant la cueillette des indices et des éléments de preuve, l'arrestation, le cas échéant, du suspect, le dépôt des actes d'accusation et la délivrance des constats d'infraction ainsi que le suivi devant les tribunaux, sous réserve des cas suivants:

a) l'enquête relative à une agression sexuelle ou à un vol qualifié ne constitue un service de base que pour la municipalité locale dont la population est égale ou supérieure à 15 000 habitants;

b) l'enquête relative à un homicide ou à une mort suspecte, à une tentative de meurtre, à un abus sexuel sur un mineur survenu en milieu scolaire ou institutionnel, à un enlèvement, à une agression sexuelle grave ou armée, à un incendie criminel ayant provoqué le décès d'une personne ou des lésions corporelles graves, ou à un crime impliquant l'usage d'explosif, ne constitue un service de base que pour la municipalité locale dont la population est égale ou supérieure à 50 000 habitants;

c) l'enquête relative à des crimes graves en série ou en réseau s'étendant en dehors du territoire desservi, à un homicide relié au crime organisé, à une prise d'otages ou de personnes retranchées ou barricadées, à une extorsion ou à une séquestration, l'enquête relative à des phénomènes criminels hors du commun ou qui est en relation avec des événements ayant cours en dehors du territoire desservi ne constitue pas un service de base.

3. Aux fins de l'application de ce règlement, un corps de police qui dessert plusieurs municipalités doit dispenser les services policiers de base qui sont prévus pour la municipalité locale dont la population est la plus élevée.

De plus, dans le cas de ces municipalités, il faut considérer l'ensemble du territoire desservi eu égard à la présence policière et à la patrouille.

4. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

26921

462

Gouvernement
du Québec

Le ministre de la
Sécurité publique

Le 28 janvier 1997

Monsieur Bernard Provencher
Maire
Ville de Waterloo
417, rue de la Cour
Case postale 50
Waterloo (Québec) J0E 2N0

Monsieur le Maire,

Les services concernés du Ministère ont procédé à l'examen de votre projet d'entente de services policiers avec les municipalités de Shefford, Saint-Joachim-de-Shefford et Warden transmis le 20 décembre 1996.

Vu sous l'angle de l'impact régional, ce projet permet certes d'uniformiser la desserte de la MRC La Haute-Yamaska au niveau municipal mais il n'en permet sûrement pas la consolidation. En effet, il en résulterait une desserte inégale, au plan des enquêtes notamment, puisque deux des corps policiers seraient de la catégorie des moins de 5 000 habitants, un autre de la catégorie des plus de 5 000 habitants et enfin un dernier de la catégorie entre 15 000 et 50 000 habitants. Pour fins de référence, vous trouverez ci-jointe une copie du *Règlement sur les services policiers de base*.

Cette situation entraîne des répercussions de deux ordres. D'une part, vous conviendrez qu'il est difficile pour la Sûreté de se réorganiser en fonction de ces écarts de desserte sur le territoire. D'autre part, ce mode d'organisation de la police au plan local s'insère mal dans le modèle que j'ai mis de l'avant avec la loi 77 et qui visait entre autres à stabiliser la carte en partageant les responsabilités entre les municipalités de moins de 5 000 habitants et celles de plus de 5 000 habitants.

...2

2525, boul. Laurier
5e étage
Téléphone (418) 643-2112

Par ailleurs, il ne m'apparaît pas d'intérêt public d'extensionner la desserte d'un corps policier de petite taille auprès de municipalités ayant des populations de 3 896 et de 1 172 habitants. Les nombreux rapports d'enquête réalisés sur mandat ministériel depuis quelques années démontrent de façon éloquente les carences des petites organisations au plan des enquêtes, de la formation et de la supervision. Ainsi, bien que je souscrive au droit acquis des municipalités de moins de 5 000 habitants relativement au maintien de leur corps policier, sous réserve que les services de base soient respectés, je ne peux permettre qu'elles envisagent des fournitures de services qui ne sont finalement qu'un mécanisme de financement accessoire en vue d'offrir les services de base prévus par règlement.

Pour ces raisons, je ne peux donner suite à votre projet et, en conséquence, le territoire des municipalités de Shefford et Saint-Joachim-de-Shefford continuera à être desservi par la Sûreté du Québec dans le cadre d'un contrat de services avec la MRC La Haute-Yamaska. Pour ce qui est de Warden, l'entente conclue en 1994 est toujours valide à moins que les municipalités désirent en revoir les termes, auquel cas il y aura lieu de la soumettre pour approbation.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de la Sécurité publique,

Robert Perreault

p.j.

c.c. M. Jean-Paul Forand
Maire de Shefford
M. Gilles Beauregard
Maire de Saint-Joachim-de-Shefford
M. Raymond Roy
Maire de Warden

« ACCUMULATEURS DE TYPE AQUEUX À CYCLE PROFOND GROUPE 22:

BATTERIES PUISSANTES	Prix
• Modèle: 22NF-DC Fabricant: M.K. Battery	54,98 $
Période de garantie: 12 mois	
LA CIE DE BATTERIES COMMERCIALES R.M. LTÉE	
• Modèle: 22NF-DC Fabricant: Crown Battery Inc.	56,50 $
Période de garantie: 12 mois	
• Modèle: 22F-DC Fabricant: Crown Battery Inc.	52,50 $
Période de garantie: 12 mois	

ACCUMULATEURS DE TYPE AQUEUX À CYCLE PROFOND GROUPE 24:

BATTERIES PUISSANTES	
• Modèle: 24-DC Fabricant: M.K. Battery	51,98 $
Période de garantie: 12 mois	

ACCUMULATEURS DE TYPE AQUEUX À CYCLE PROFOND GROUPE U1:

LA CIE DE BATTERIES COMMERCIALES R.M. LTÉE	
• Modèle: U1-DC Fabricant: Crown Battery Inc.	42,50 $
Période de garantie: 12 mois »	

2. Le présent règlement entre en vigueur le 1er février 1997.

26922

Gouvernement du Québec

Décret 1639-96, 18 décembre 1996

Loi de police
(L.R.Q., c. P-13)

Services policiers de base

CONCERNANT le Règlement sur les services policiers de base

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 11° de l'article 6.1 de la Loi de police (L.R.Q., c. P-13), le gouvernement peut, par règlement, définir, aux fins de déterminer dans l'application de l'article 64.4 si une municipalité locale maintient des services de police adéquats, les services de base qu'une telle municipalité doit dispenser, établir des catégories de municipalités locales et définir des services de base différents pour chaque catégorie;

ATTENDU QU'en vertu des articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), le texte d'un projet de règlement sur les services policiers de base a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 29 novembre 1995, avec avis qu'il pourrait être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la date de sa publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement avec modifications;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique:

QUE le Règlement sur les services policiers de base, ci-annexé, soit édicté.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL CARPENTIER

Règlement sur les services policiers de base

Loi de police
(L.R.Q., c. P-13, a. 6.1, par. 11°)

1. Une municipalité locale, quel que soit le mode d'assujettissement de son territoire à la compétence d'un corps de police, doit dispenser les services policiers de base suivants:

1° une présence policière continue assurant une capacité d'intervention par son corps de police ou celui qui la dessert, totalement ou partiellement, en vue de main-

tenir la paix, l'ordre et la sécurité publique et pour donner suite, dans un délai raisonnable, à toute demande d'aide d'un citoyen;

2° la conduite d'enquêtes assurant, à la suite du constat d'un délit, la protection de la scène de l'infraction, l'identification du plaignant et des témoins, la prise de déclarations, la remise à la Sûreté du Québec ou, à défaut, au corps policier approprié de ce qui est nécessaire à la poursuite de l'enquête, et en cas de flagrant délit, l'arrestation du suspect, ainsi que sa comparution devant le tribunal, le cas échéant;

3° la mise en oeuvre de mesures et de programmes locaux de prévention de la criminalité, ou de ceux élaborés ou parrainés par le gouvernement ou l'un de ses organismes.

2. La municipalité locale, dont le population est égale ou supérieure à 5 000 habitants doit, en plus, dispenser les services de base suivants:

1° la patrouille de 24 heures sans interruption;

2° à la suite du constat d'une infraction, assurer la conduite d'enquêtes incluant la cueillette des indices et des éléments de preuve, l'arrestation, le cas échéant, du suspect, le dépôt des actes d'accusation et la délivrance des constats d'infraction ainsi que le suivi devant les tribunaux, sous réserve des cas suivants:

a) l'enquête relative à une agression sexuelle ou à un vol qualifié ne constitue un service de base que pour la municipalité locale dont la population est égale ou supérieure à 15 000 habitants;

b) l'enquête relative à un homicide ou à une mort suspecte, à une tentative de meurtre, à un abus sexuel sur un mineur survenu en milieu scolaire ou institutionnel, à un enlèvement, à une agression sexuelle grave ou armée, à un incendie criminel ayant provoqué le décès d'une personne ou des lésions corporelles graves, ou à un crime impliquant l'usage d'explosif, ne constitue un service de base que pour la municipalité locale dont la population est égale ou supérieure à 50 000 habitants;

c) l'enquête relative à des crimes graves en série ou en réseau s'étendant en dehors du territoire desservi, à un homicide relié au crime organisé, à une prise d'otages ou de personnes retranchées ou barricadées, à une extorsion ou à une séquestration, l'enquête relative à des phénomènes criminels hors du commun ou qui est en relation avec des événements ayant cours en dehors du territoire desservi ne constitue pas un service de base.

3. Aux fins de l'application de ce règlement, un corps de police qui dessert plusieurs municipalités doit dispenser les services policiers de base qui sont prévus pour la municipalité locale dont la population est la plus élevée.

De plus, dans le cas de ces municipalités, il faut considérer l'ensemble du territoire desservi eu égard à la présence policière et à la patrouille.

4. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

26921

Gouvernement du Québec

Le ministre de la
Sécurité publique

Le 28 janvier 1997

Monsieur Pierre Grignon
Maire
Ville de Sainte-Adèle
1381, boulevard Sainte-Adèle
Sainte-Adèle (Québec) JOR 1LO

Monsieur le Maire,

Le 19 août 1996, vous me transmettiez une correspondance concernant l'organisation policière du territoire des municipalités de Sainte-Adèle et Mont-Rolland. Les services concernés du Ministère ont procédé à l'examen de ce projet.

Il appert de cet examen que je ne peux donner suite à votre projet. En effet, il convient de mentionner d'abord que le corps policier de Sainte-Adèle dispose de ressources limitées étant donné la faible population de cette municipalité.

Ainsi, il ne m'apparaît pas d'intérêt public d'extensionner la desserte d'un corps policier de petite taille. En plus des orientations contradictoires que soulèvent cette demande relativement à la consolidation de la MRC Les Pays-d'en-Haut, les nombreux rapports d'enquête réalisés sur mandat ministériel depuis quelques années démontrent de façon éloquente les carences des petites organisations au plan des enquêtes, de la formation et de la supervision.

De plus, vos municipalités ont été identifiées par le ministère des Affaires municipales relativement à une proposition de consolidation de communautés locales. Je vous souligne que je souscris aux objectifs poursuivis par mon collègue des Affaires municipales. Dans cette perspective, je souhaite que vos municipalités puissent convenir d'un regroupement municipal qui serait susceptible de résorber la problématique que vous soulevez au plan de l'organisation policière.

...2

2525, boul. Laurier
5e étage
Téléphone : (418) 643-2112

Par conséquent, le territoire de la municipalité de Mont-Rolland sera desservi par la Sûreté du Québec dans le cadre d'un contrat de services avec la MRC Les Pays-d'en-Haut.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de la Sécurité publique,

Robert Perreault

c.c. M. Michel Lamoureux
Maire de Mont-Rolland

Gouvernement du Québec

Le ministre de la
Sécurité publique

Le 28 janvier 1997

Monsieur Pierre Pilon
Maire
Ville de Saint-Jovite
1145, rue Ouimet
Case postale 159
Saint-Jovite (Québec) JOT 2HO

Monsieur le Maire,

Le 20 décembre 1996, votre directeur de la sécurité publique me transmettait un document de référence concernant l'organisation policière du territoire des municipalités de Saint-Jovite et Mont-Tremblant. Les services concernés du Ministère ont procédé à l'examen de ce projet.

Il appert de cet examen que je ne peux donner suite à votre projet. En effet, il convient de mentionner d'abord que le corps policier de Saint-Jovite a déjà fait l'objet d'un décret du gouvernement autorisant la municipalité à l'abolir. Ce décret a par la suite été abrogé mais il n'en reste pas moins que l'effectif et les ressources de ce corps policier sont limités.

Ainsi, il ne m'apparaît pas d'intérêt public d'extensionner la desserte d'un corps policier de petite taille. En plus des orientations contradictoires que soulèvent cette demande relativement à la consolidation de la MRC Les Laurentides, les nombreux rapports d'enquête réalisés sur mandat ministériel depuis quelques années démontrent de façon éloquente les carences des petites organisations au plan des enquêtes, de la formation et de la supervision.

...2

2525, boul. Laurier Téléphone : (418) 643-2113

Par conséquent, le territoire de la municipalité de Mont-Tremblant sera desservi par la Sûreté du Québec dans le cadre d'un contrat de services avec la MRC Les Laurentides.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de la Sécurité publique,

Robert Perreault

c.c. M. André F. Sigouin
Maire de Mont-Tremblant

Gouvernement du Québec

Le ministre de la
Sécurité publique

Le 28 janvier 1997

Monsieur Yvon Major
Maire
Ville de Sainte-Julie
1580, chemin du Fer-à-Cheval
Sainte-Julie (Québec) J3E 1Y2

Monsieur le Maire,

Les services concernés du Ministère ont procédé à l'examen de votre projet d'entente de services policiers avec la municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil qui a été transmis le 17 décembre 1996.

Il appert de cet examen que je ne peux donner suite à ce projet.

En effet, il ne m'apparaît pas d'intérêt public d'extensionner la desserte d'un corps policier à une municipalité de moins de 5 000 habitants et qui au surplus, est située dans une autre MRC limitrophe. Une telle décision irait carrément à l'encontre de l'esprit de la loi 77 qui vise précisément la consolidation des dessertes policières sur la base des MRC.

Par conséquent, le territoire de la municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil continuera à être desservi par la Sûreté du Québec dans le cadre d'un contrat d'une entente avec la MRC La-Vallée-du-Richelieu.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de la Sécurité publique,

Robert Perreault

c.c. M. André-Guy Trudeau
Maire de St-Mathieu-de-Beloeil

2525, boul. Laurier
5e étage
Téléphone (418) 643-2111

Gouvernement
du Québec

Le ministre de la
Sécurité publique

Le 28 janvier 1997

Monsieur Ulric Blackburn
Maire
Ville de Chicoutimi
201, rue Racine Est
Case postale 129
Chicoutimi (Québec) G7H 5B8

Monsieur le Maire,

Les services concernés du Ministère ont procédé à l'examen de votre projet d'entente de services policiers avec les municipalités de Tremblay, Saint-David-de-Falardeau, Saint-Fulgence, Saint-Honoré et Sainte-Rose-du-Nord dont nous avons eu l'opportunité de discuter, lors de notre rencontre du 17 décembre.

Vu sous l'angle de l'impact régional, ce projet ne permet pas d'uniformiser la desserte de la MRC Le Fjord-du-Saguenay au niveau municipal puisqu'il implique seulement 5 des 20 municipalités de la MRC. De plus, il ne concrétise aucune consolidation des autres organisations policières actuellement en place sur le territoire de la MRC.

Par ailleurs, ce mode d'organisation de la police au plan local va à l'encontre du modèle mis de l'avant par la loi 77 et qui vise entre autres à stabiliser la carte en partageant les responsabilités entre les municipalités de moins de 5 000 habitants et celles de plus de 5 000 habitants.

...2

2525, boul. Laurier Téléphone : (418) 643-2112

Au surplus, il est susceptible de forcer la remise en question de la présence de la Sûreté du Québec dans la région et même de soulever la viabilité du quartier général du district Saguenay-Lac-Saint-Jean, ce qu'il m'apparaît difficile d'envisager surtout quand on pense aux événements de l'été dernier et aux ressources policières qu'ils ont nécessitées.

En fonction de ces éléments, je ne peux donner suite à votre projet. Par conséquent, le territoire des municipalités de Tremblay, Saint-David-de-Falardeau, Saint-Fulgence, Saint-Honoré et Sainte-Rose-du-Nord continuera à être desservi par la Sûreté du Québec dans le cadre d'un contrat de services avec la MRC Le Fjord-du-Saguenay.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de la Sécurité publique,

Robert Perreault

p.j.

c.c. M. Noël Tremblay
Maire de Tremblay
M. Jean-Yves Dufour
Maire de St-David-de-Falardeau
M. Gérard Villeneuve
Maire de Saint-Fulgence
M. Paul-Aimé Hudon
Maire de Saint-Honoré
M. Gérard Duval
Maire de Sainte-Rose-du-Nord

Gouvernement du Québec
Ministère de la Sécurité publique
Direction générale de la sécurité et de la prévention

Le sous-ministre associé

Le 18 décembre 1996

Monsieur Gary James
Secrétaire-trésorier
Municipalité de Shipshaw
3760, Saint-Léonard
Shipshaw (Québec) G7P 1G9

Monsieur le Secrétaire-Trésorier,

Le 25 novembre 1996, vous transmettiez au ministre de la Sécurité publique la résolution 424-96 demandant un délai jusqu'au 31 mars 1997 afin de permettre à votre municipalité de finaliser les négociations avec la Ville de Jonquière relativement à la conclusion d'une entente intermunicipale en matière de services policiers.

Je vous rappelle que le Ministre a déposé le 14 novembre dernier à l'Assemblée nationale le projet de loi 77 sur la révision de l'organisation policière à la suite d'une tournée régionale qui tout au long de l'été, lui a permis de rencontrer des centaines d'élus municipaux.

À l'occasion de la Table Québec-Municipalités tenue le 18 octobre 1996, le Ministre a exposé en détail le choix du gouvernement et l'échéance du 31 décembre 1996 pour finaliser la carte policière au Québec. Ce choix stipule que les municipalités de moins de 5 000 habitants doivent être desservies par la Sûreté du Québec par le biais d'entente à convenir avec les MRC. En ce qui a trait aux municipalités de plus de 5 000 habitants, elles conservent l'obligation de se doter d'un corps de police autonome ou de conclure une entente avec une municipalité limitrophe disposant d'un corps de police.

..2

2525 boul. Laurier, 6e étage
Sainte-Foy (Québec)
G1V 2L2

Téléphone : (418) 646-6523
Télécopieur : (418) 646-5427

Ainsi, en fonction des orientations gouvernementales en matière d'organisation policière et sur la base des renseignements que vous avez transmis, je vous informe qu'une éventuelle entente avec la Ville de Jonquière ne pourra être soumise à l'approbation du ministre de la Sécurité publique.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire-Trésorier, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre associé,

Charles Côté

CC/JYH/bp

Gouvernement du Québec

Le ministre de la
Sécurité publique

Le 28 janvier 1997

Monsieur Marcel Béchard
Maire
Ville de Bedford
14, rue Philippe-Côté
Case postale 420
Bedford (Québec) JOJ 1AO

Monsieur le Maire,

Les services concernés du Ministère ont procédé à l'examen de vos projets d'entente de services policiers avec les municipalités de Bedford (ct) et Stanbridge Station qui ont été transmis le 23 décembre 1996.

Il appert de cet examen que je ne peux donner suite à ce projet.

Il convient de mentionner d'abord que votre corps policier comporte des ressources et un effectif, tels qu'encore récemment, il ne lui était pas possible d'assurer un service de base complet. Ce n'est que récemment que vous nous indiquiez votre intention de maintenir votre corps de police, lequel devra faire l'objet de vérifications en début d'année 1997. Vous recevrez d'ailleurs bientôt une lettre à ce propos.

Par ailleurs, il ne m'apparaît pas d'intérêt public d'extensionner la desserte d'un corps policier de petite taille auprès de deux autres municipalités ayant des populations respectives de 832 et 382 habitants. Les nombreux rapports d'enquête réalisés sur mandat ministériel depuis quelques années démontrent de façon éloquente les carences des petites organisations au plan des enquêtes, de la formation et de la supervision. Ainsi, bien que je souscrive au droit acquis des municipalités de moins de 5 000 habitants relativement au maintien de leur corps policier, sous réserve que les services de base soient respectés, je ne peux permettre qu'elles envisagent des fournitures de services qui ne sont finalement qu'un mécanisme de financement accessoire en vue d'offrir les services de base prévus par règlement.

...2

2525, boul. Laurier Téléphone : (418) 643-2112

Au surplus, votre municipalité a été identifiée par le ministère des Affaires municipales pour un regroupement possible avec le canton de Bedford. Dans cette perspective, il m'apparaît plus approprié, si l'intention réelle de vos trois municipalités vise la mise en commun de services, que les travaux relatifs à cette volonté soient axés vers la consolidation pleine et entière des communautés locales, comme le souhaite mon collègue des Affaires municipales.

Par conséquent, le territoire des municipalités de Bedford (ct) et Stanbridge Station continuera à être desservi par la Sûreté du Québec dans le cadre d'un contrat de services avec la MRC Brome-Missisquoi.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de la Sécurité publique,

Robert Perreault

c.c. M. Rolland Pion
Maire de Bedford (ct)
M. Lucien Messier
Maire de Stanbridge Station

Gouvernement du Québec

Le ministre de la
Sécurité publique

Le 28 janvier 1997

Madame Andrée Garon
Mairesse
Municipalité d'Otterburn Park
472, Prince-Édouard
Otterburn Park (Québec) J3H 1W4

Madame la Mairesse,

Pour faire suite à la récente correspondance transmise le 18 décembre 1996 au Ministère par l'assistante-greffière de votre municipalité, les services concernés ont procédé à l'examen de votre projet relatif à la création d'une régie intermunicipale de police. Ils ont également pris connaissance des résolutions 96-544 et 96-12-16588 adoptées respectivement par le conseil de votre municipalité et celui de Saint-Mathias-sur-Richelieu.

Il appert de cet examen que je ne peux donner suite à votre projet.

Je vous rappelle que j'avais indiqué à l'ensemble des maires du Québec dans une lettre du 19 novembre 1996, les exigences auxquelles devaient répondre les projets qui m'étaient soumis. Ainsi, ils devaient comporter un plan d'organisation policière détaillé, un niveau d'effectif suffisant, un niveau d'encadrement et de supervision adéquat, un projet qui tienne compte de l'impact au niveau de la MRC, un échéancier comportant les étapes d'implantation et enfin le respect du principe d'équité fiscale.

En fonction de ces éléments, il ne m'apparaît pas d'intérêt public d'extensionner la desserte d'un corps policier de petite taille à deux autres municipalités ayant des populations de moins de 5 000 habitants. Les nombreux rapports d'enquête réalisés sur mandat ministériel depuis quelques années démontrent

...2

2525, boul. Laurier
5e étage
Téléphone : (418) 643-2112

de façon éloquente les carences des petites organisations au plan des enquêtes, de la formation et de la supervision. Au surplus, les municipalités concernées par l'entente sont situées dans la MRC Rouville alors que votre municipalité appartient à celle de La Vallée-du-Richelieu.

Dans cette perspective, je vous informe que le territoire des municipalités de Richelieu et de Saint-Mathias-sur-Richelieu continueront d'être desservies par la Sûreté du Québec dans le cadre d'un contrat de services avec la MRC Rouville.

Je vous prie d'agréer, Madame la Mairesse, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de la Sécurité publique,

Robert Perreault

c.c. M. Raymond Guertin
Maire de Richelieu
M^me^ Magda Fares
Mairesse de St-Mathias-sur-Richelieu

Gouvernement du Québec

Le ministre de la
Sécurité publique

Le 28 janvier 1997

Monsieur Fernand Giroux
Maire
Municipalité de Berthierville
588, rue De Montcalm
Case postale 269
Berthierville (Québec) JOK 1AO

Monsieur le Maire,

Les services concernés du Ministère ont procédé à l'examen de votre projet d'entente de services policiers avec les municipalités de Sainte-Geneviève-de-Berthier, Saint-Ignace-de-Loyola et La-Visitation-de-l'Île-Dupas transmis le 23 décembre 1996. Il appert de cet examen que je ne peux donner suite à votre intention de créer une régie de police intermunicipale.

Il convient de mentionner d'abord que votre corps policier comporte un effectif restreint et des ressources limitées permettant d'assurer un service minimal de 24 heures par jour, 7 jours par semaine.

Par ailleurs, il ne m'apparaît pas d'intérêt public d'extensionner la desserte d'un corps policier de petite taille auprès de municipalités ayant des populations respectives de 2 458, 1 986 et 564 habitants. Les nombreux rapports d'enquête réalisés sur mandat ministériel depuis quelques années démontrent de façon éloquente les carences des petites organisations au plan des enquêtes, de la formation et de la supervision. Ainsi, bien que je souscrive au droit acquis des municipalités de moins de 5 000 habitants relativement au maintien de leur corps policier, sous réserve que les services de base soient respectés, je ne peux permettre qu'elles envisagent des fournitures de services qui ne sont finalement qu'un mécanisme de financement accessoire en vue d'offrir les services de base prévus par règlement.

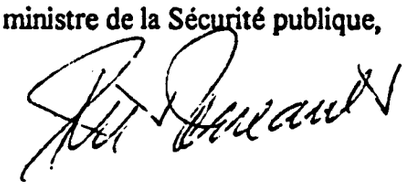
...2

2525, boul. Laurier
5e étage
Téléphone : (418) 643-2112

Par conséquent, le territoire des municipalités de Sainte-Geneviève-de-Berthier, Saint-Ignace-de-Loyola et La-Visitation-de-l'Île-Dupas continuera à être desservi par la Sûreté du Québec dans le cadre d'un contrat de services avec la MRC d'Autray.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de la Sécurité publique,



Robert Perreault

c.c. M. André Perreault
Maire de Ste-Geneviève-de-Berthier
M. Serge Giroux
Maire de St-Ignace-de-Loyola
M. Maurice Désy
Maire de La-Visitation-de-l'Île-Dupas

Gouvernement du Québec

Le ministre de la
Sécurité publique

Le 28 janvier 1997

Monsieur Paul-Émile Lamarche
Maire
74, 7e avenue
Terrasse-Vaudreuil (Québec)
J7V 3M9

Monsieur le Maire,

Pour faire suite à la résolution 9612630 adoptée le 2 décembre 1996 par le conseil municipal, permettez-moi de vous faire part de quelques éléments relativement à l'organisation policière de votre territoire.

À sa face même, le corps de police qui était maintenu par votre municipalité jusqu'à maintenant n'était pas en mesure d'offrir des services complets 24 heures par jour, 7 jours par semaine. Or, l'entrée en vigueur du *Règlement sur les services policiers de base* aura pour effet d'imposer un fardeau financier important à votre municipalité si elle désire s'y conformer.

Par conséquent, j'estime que votre démarche auprès de la Ville de Pincourt revêt un caractère opportun compte tenu qu'au surplus, cette entente éventuelle consoliderait le territoire de l'Île-Perrot au plan de l'organisation policière municipale.

...2

2525, boul. Laurier Téléphone : (418) 643-2112

Je vous invite donc à me transmettre dans les meilleurs délais les documents requis pour, d'une part l'abolition de votre corps policier et d'autre part, la conclusion d'une entente de fourniture de services policiers avec la Ville de Pincourt.

Au besoin, n'hésitez pas à contacter M. Rémy Normand du Service des affaires policières au numéro 418-646-6920 qui se fera un plaisir de répondre à vos questions.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de la Sécurité publique,

Robert Perreault

c.c. M. Michel Kandyba
Maire de Pincourt

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

39. ÉTAT DE SITUATION CONCERNANT LA LÉGISLATION FÉDÉRALE DES ARMES À FEU

(Moyens mis en place et investissements prévus)

Note : Un complément d'information à ce sujet se retrouve dans le Cahier de la Sûreté du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION: 39. État de situation concernant la législation fédérale des armes à feu. Moyens mis en place par le ministère de la Sécurité publique pour faire respecter cette législation. Évaluation des montants que le ministère de la Sécurité publique doit investir pour faire respecter cette loi.

État de situation concernant la législation fédérale des armes à feu:

La législation fédérale sur les armes à feu est demeurée inchangée en 1996-97 et le demeurera en 1997-98. En effet, suivant les informations actuellement disponibles, la nouvelle *Loi sur les armes à feu*, sanctionnée le 5 décembre 1995, devrait entrer en vigueur vers le 1er avril 1998. En effet, la date initialement prévue pour la mise en vigueur des nouvelles dispositions législatives (le 1er janvier 1996) a été reportée. Seules certaines dispositions, qui n'ont pas d'incidence directe sur les activités des utilisateurs et des entreprises d'armes à feu sont entrées en vigueur à cette date. Il s'agit des articles 139 (85 c. Cr.) et 141 à 150 du chapitre 39 des Lois du Canada 1995 (auparavant connu comme le projet de loi C-68). Ces dispositions visent les sentences applicables à des crimes graves perpétrés avec des armes à feu. Le 26 novembre 1996, le ministère de la Justice du Canada a déposé 11 projets de règlements d'application portant notamment sur les permis d'armes à feu, l'entreposage, le transport et le maniement d'armes à feu, lesquels devront entrer en vigueur en même temps que la *Loi sur les armes à feu*.

Moyens mis en place par le ministère de la Sécurité publique pour faire respecter la législation fédérale sur les armes à feu:

La législation actuelle sur les armes à feu, relativement aux divers permis et autorisations, est administrée par la Sûreté du Québec. Chacun des 112 postes de la Sûreté est habilité à remettre les formulaires de demande de permis et à récupérer les documents complétés. Dans chacun des 9 quartiers généraux de la Sûreté du Québec, des employés délivrent les documents, à l'exception de ceux dont le traitement est centralisé à la Direction des permis à Montréal. Ces derniers documents ont trait notamment aux permis de port d'armes, aux clubs de tir et aux désignations pour fins industrielles. L'administration de cette législation requiert environ 60 employés à plein temps répartis tant au Grand quartier général que dans chacun des districts.

Évaluation des montants que le ministère de la Sécurité publique doit investir pour faire respecter cette loi:

L'administration de la législation fédérale sur les armes à feu fait encourir des coûts qui sont remboursés par le gouvernement fédéral aux termes d'un accord financier. Le premier accord de cette nature a été conclu en 1979 pour une période initiale de 5 ans. Il a, par la suite, été reconduit d'année en année jusqu'au 31 mars 1993. En 1993, le gouvernement du Québec a entrepris de renégocier cet accord. Après deux ans de négociation, une entente a été conclue avec le gouvernement fédéral. Le processus de signature qui a débuté le 24 février 1997 devrait être complété dans les prochains jours. Cette entente est rétrocative au 1er avril 1993.

Aux termes de cette entente, les dépenses reconnues pour l'administration de la législation sur les armes à feu tiennent compte de tous les coûts directs et indirects encourus par le gouvernement du Québec à cette fin. Les dépenses en question sont évaluées, pour l'année 1996-1997, à 1 200 000 $. Le montant des droits perçus par le Québec dans le cadre de l'application de cette législation s'élevant à environ la moitié de cette somme, le gouvernement fédéral remboursera environ 600 000 $ aux termes de l'accord financier.

Évaluation des montants que le ministère de la Sécurité publique doit investir pour faire respecter cette loi:

L'administration de la législation fédérale sur les armes à feu fait encourir au gouvernement du Québec des coûts qui sont remboursés par le gouvernement fédéral aux termes d'un accord financier. Le premier accord de cette nature a été conclu en 1979 pour une période initiale de 5 ans. Il a, par la suite, été reconduit d'année en année jusqu'au 31 mars 1993. En 1993, le gouvernement du Québec a entrepris de renégocier cet accord. Après deux ans de négociation, une entente a été conclue avec le gouvernement fédéral. Le processus de signature qui a débuté le 24 février 1997 devrait être complété dans les prochains jours. Cette entente est rétroactive au 1er avril 1993 et couvre la période du 1er avril 1993 au 31 mars 1998 si, comme prévu, la nouvelle *Loi sur les armes à feu* entre en vigueur le 1er avril 1998.

Aux termes de cette entente, les dépenses reconnues pour l'administration de la législation sur les armes à feu tiennent compte de tous les coûts directs et indirects encourus par le gouvernement du Québec à cette fin. Les dépenses en question sont évaluées, pour l'année 1996-1997, à 1 200 000 $. Le montant des droits perçus par le Québec dans le cadre de l'application de cette législation s'élevant à environ la moitié de cette somme, le gouvernement fédéral remboursera environ 600 000 $ aux termes de l'accord financier.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

40. ÉTAT DE SITUATION CONCERNANT LA FORMATION DES POMPIERS AU QUÉBEC

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières, Sécurité et protection, Sécurité civile - 04.02

QUESTION 40 : État de situation concernant la formation des pompiers au Québec. Évaluation des coûts quant à la mise en place de programmes de formation (secondaire, collégial, etc)

. Actuellement, les effectifs des 959 services d'incendie municipaux sont répartis de la façon suivante:

- 16 500 pompiers sont embauchés à temps partiel
- 3 000 pompiers sont embauchés à temps plein
- 4 600 sont gestionnaires à temps plein ou à temps partiel
- 200 agissent comme instructeurs
- 2 500 travaillent en prévention à temps plein ou à temps partiel

. En se basant sur des informations recueillies en 1991 auprès de tous les services d'incendie au Québec, on est en mesure de croire que les pompiers à temps plein ont une formation jugée diversifiée mais bien souvent minimale; que la moitié des pompiers à temps partiel (8 000) et au moins le tiers des gestionnaires (environ 1 500) de services d'incendie n'auraient pas une formation minimale en sécurité incendie. On constate également que le quart de la population totale des pompiers à temps partiel aurait une formation ne totalisant que 75 heures.

. Les coûts relatifs à la mise en place des nouveaux programmes d'études sont, en ce qui a trait à leur développement et à leur mise en place, entièrement à la charge du ministère de l'Éducation. Le financement de la formation dispensée à temps plein relève également du MEQ.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

41. LISTE DES CORPS POLICIERS AUTOCHTONES

42. LISTE DES ENTENTES TRIPARTITES

CONCERNANT LES CORPS DE POLICE AUTOCHTONE

MINISTERE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 41 : Liste des corps policiers autochtones.
QUESTION 42 : Liste des ententes tripartites concernant les corps de police autochtone.

LISTE DES CORPS POLICIERS	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS	COUT	FORMATION	DISTRICT JUDICIAIRE	ENTENTE TRIPARTITE	COMMUNAUTÉ ET NATION	POPULATION VISÉE
KRPF (Kativik Regional Police Force)	Corps de police autonome Policiers constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Également policiers ayant le statut d'agents de la paix	42	2 580 480,00 $	Formation de base Institut de police du Québec Collaboration Commission scolaire Kativik	Abitibi	Oui	Communautés: Akulivik Aupaluk Inukjuaq Ivujivik Kangiqsualujjuaq Kangiqsujuaq Kangirsuk Kuujjuaq Kuujjuarapik Puvirnituq Quaqtaq Salluit Tasiujaq Umiujaq Nation inuite	8 000 (95% Inuits 5% non autochtones)
Chisasibi Eastmain Mistissini Nemiscau Oujé-Bougoumou Waskaganish Waswanipi Wemindji Whapmagoostui	Corps de police autonome Policiers constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police)	42	2 367 578,00 $	Formation de base Institut de police du Québec Collaboration Cégep John Abbott	Abitibi	Oui pour les 9 communautés cries Entente signée avec l'Administration régionale Crie (à renouveler au 1er avril 1997)	Communautés: Chisasibi Eastmain Mistissini Nemiscau Oujé-Bougoumou Waskaganish Waswanipi Wemindji Whapmagoostui Nation crie	11 218 Cris Environ 300 non autochtones

MINISTERE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 41 : Liste des corps policiers autochtones.
QUESTION 42 : Liste des ententes tripartites concernant les corps de police autochtone.

LISTE DES CORPS POLICIERS	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS	COUT	FORMATION	DISTRICT JUDICIAIRE	ENTENTE TRIPARTITE	COMMUNAUTÉ ET NATION	POPULATION VISÉE
Kawawachikamach	Corps de police autonome Policiers constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement de la Sûreté du Québec	3	151 200,00 $	Formation de base Institut de police du Québec	Mingan	Oui (à renouveler au 1er avril 1997)	Communauté: Kawawachikamach Nation naskapie	526 Environ 30 non autochtones
Kitigan Zibi Anishinabeg	Corps de police autonome Statut agents de la paix	6	222 744,00 $	Formation de base Institut de police du Québec (Policiers tous entièrement formés)	Labelle	Oui	Communauté: Kitigan Zibi Anishinabeg Nation algonquine	1 500
Lac Simon	Corps de police autonome Policiers constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement de la Sûreté du Québec	3	240 049,00 $	Formation de base Institut de police du Québec	Abitibi	Oui	Communauté: Lac Simon Nation algonquine	1 000
Abitibiwinni	Corps de police autonome Policiers constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement de la Sûreté du Québec	3	177 727,00 $	Formation de base Institut de police du Québec	Abitibi	Oui	Communauté: Pikogan Nation algonquine	500

MINISTERE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 41 : Liste des corps policiers autochtones.
QUESTION 42 : Liste des ententes tripartites concernant les corps de police autochtone.

LISTE DES CORPS POLICIERS	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS	COUT	FORMATION	DISTRICT JUDICIAIRE	ENTENTE TRIPARTITE	COMMUNAUTÉ ET NATION	POPULATION VISÉE
Kahnawake	Corps de police autonome Statut agents de la paix	26	1 147 920,00 $ (estimé)	Formation de base Regina Gendarmerie Royale du Canada Formation spécialisée Gendarmerie Royale du Canada et Institut de police du Québec	Longueuil	Oui (à renouveler au 1er avril 1997)	Communauté: Kahnawake Nation mohawk	7 500
Akwesasne	Corps de police autonome Policiers constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police)	24	600 000,00 $ (estimé)	Formation de base Institut de police du Québec et Aylmer Ontario Collège OPP	Beauharnois	Oui (à renouveler au 1er avril 1997)	Communauté: Akwesasne Nation mohawk	6 000
Kanesatake	Corps de police autonome Policiers constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police)	14	600 000,00 $	Formation de base Institut de police du Québec et Collège d'Alma	Terrebonne	Oui	Communauté: Kanesatake Nation mohawk	1 130
Wendake	Corps de police autonome Policiers agents de la paix	6	230 400,00 $	Formation de base Institut de police du Québec	Québec	Oui	Communauté: Wendake Nation Huronne Wendat	1 200
Betsiamites	Corps de police autonome Policiers agents de la paix à partir du 1er avril 1997	8	298 560,00 $	Formation de base Institut de police du Québec	Baie-Comeau	Oui (à renouveler au 1er avril 1997)	Communauté: Betsiamites Nation montagnaise	2 500

MINISTERE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 41 : Liste des corps policiers autochtones.
QUESTION 42 : Liste des ententes tripartites concernant les corps de police autochtone.

LISTE DES CORPS POLICIERS	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS	COUT	FORMATION	DISTRICT JUDICIAIRE	ENTENTE TRIPARTITE	COMMUNAUTÉ ET NATION	POPULATION VISÉE
Uashat mak Mani-Utenam	Corps de police autonome Policiers constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police)	8	291 840,00 $	Formation de base Institut de police du Québec	Mingan	Oui	Communauté: Uashat-Maliotenam Nation montagnaise	2 600
Obedjiwan	Corps de police autonome Policiers constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement de la Sûreté du Québec	6	300 000,00 $ (estimé)	Formation de base Institut de police du Québec	St-Maurice	Oui (à renouveler au 1er avril 1997)	Communauté: Obedjiwan Nation attikamek	1 600
Wôlinak	Corps de police autonome Policiers constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement de la Sûreté du Québec	1	107 111,00 $	Formation de base Institut de police du Québec	Trois-Rivières	Oui	Communauté: Wôlinak Nation abénaquise	150
Eagle Village - Kipawa	Corps de police autonome Policiers constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement Kitigan Zibi Anishinabeg	2	104 160,00 $	Formation de base Institut de police du Québec	Témiscamingue	Oui	Communauté: Eagle Village - Kipawa Nation algonquine	250

MINISTERE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 41 : Liste des corps policiers autochtones.
QUESTION 42 : Liste des ententes tripartites concernant les corps de police autochtone.

LISTE DES CORPS POLICIERS	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS	COUT	FORMATION	DISTRICT JUDICIAIRE	ENTENTE TRIPARTITE	COMMUNAUTÉ ET NATION	POPULATION VISÉE
Mingan	Corps de police autonome Policiers constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement du Conseil de la Police Amérindienne	2	76 800,00 $**	Formation de base Institut de police du Québec et Collège d'Alma	Mingan	Oui	Communauté: Mingan Nation montagnaise	410
Natashquan	Corps de police autonome Policiers constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement Conseil de la Police Amérindienne	3	115 200,00 $**	Formation de base Institut de police du Québec et Collège d'Alma	Mingan	Oui	Communauté: Natashquan Nation montagnaise	630
La Romaine	Corps de police autonome Policiers constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement Conseil de la Police Amérindienne	3	129 600,00 $**	Formation de base Institut de police du Québec et Collège d'Alma	Mingan	Oui	Communauté: La Romaine Nation montagnaise	823

MINISTERE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 41 : Liste des corps policiers autochtones.
QUESTION 42 : Liste des ententes tripartites concernant les corps de police autochtone.

LISTE DES CORPS POLICIERS	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS	COUT	FORMATION	DISTRICT JUDICIAIRE	ENTENTE TRIPARTITE	COMMUNAUTÉ ET NATION	POPULATION VISÉE
Essipit	Corps de police autonome Policiers constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement du Conseil de la Police Amérindienne	2	72 000,00 $**	Formation de base Institut de police du Québec et Collège d'Alma	Baie-Comeau	Oui	Communauté: Essipit (Escoumins) Nation montagnaise	185
Mashteuiatsh	Corps de police autonome Policiers constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement du Conseil de la Police Amérindienne	7	252 000,00 $**	Formation de base Institut de police du Québec et Collège d'Alma	Roberval	Oui	Communauté: Mashteuiatsh Nation montagnaise	2 000
Pakua Shipi	Corps de police autonome Policiers constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement du Conseil de la Police Amérindienne	2	86 400,00 $**	Formation de base Institut de police du Québec et Collège d'Alma	Mingan	Oui	Communauté: Pakua Shipi (Saint-Augustin) Nation montagnaise	217

MINISTERE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 41 : Liste des corps policiers autochtones.
QUESTION 42 : Liste des ententes tripartites concernant les corps de police autochtone.

LISTE DES CORPS POLICIERS	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS	COUT	FORMATION	DISTRICT JUDICIAIRE	ENTENTE TRIPARTITE	COMMUNAUTÉ ET NATION	POPULATION VISÉE
Matimekosh	Corps de police autonome Policiers constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement du Conseil de la Police Amérindienne	3	129 600,00 $**	Formation de base Institut de police du Québec et Collège d'Alma	Mingan	Oui	Communauté: Matimekosh (Schefferville) Nation montagnaise	650
Odanak	Corps de police autonome Policiers constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement du Conseil de la Police Amérindienne	2	72 000,00 $**	Formation de base Institut de police du Québec et Collège d'Alma	Richelieu	Oui	Communauté: Odanak Nation abénaquise	300
Longue Pointe (Winneway)	Corps de police autonome Policiers constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement du Conseil de la Police Amérindienne	2	97 440,00 $**	Formation de base Institut de police du Québec et Collège d'Alma	Témiscamingue	Oui	Communauté: Longue Pointe (Winneway) Nation algonquine	300
Timiskaming	Corps de police autonome Policiers constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement du Conseil de la Police Amérindienne	4	139 200,00 $**	Formation de base Institut de police du Québec et Collège d'Alma	Témiscamingue	Oui	Communauté: Timiskaming Nation algonquine	500

MINISTERE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 41 : Liste des corps policiers autochtones.
QUESTION 42 : Liste des ententes tripartites concernant les corps de police autochtone.

LISTE DES CORPS POLICIERS	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS	COUT	FORMATION	DISTRICT JUDICIAIRE	ENTENTE TRIPARTITE	COMMUNAUTÉ ET NATION	POPULATION VISÉE
Manawan	Corps de police autonome Policiers constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement du Conseil de la Police Amérindienne	4	151 200,00 $**	Formation de base Institut de police du Québec et Collège d'Alma	Joliette	Oui	Communauté: Manawan Nation attikamek	1 400
Weymontachie	Corps de police autonome Policiers constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement du Conseil de la Police Amérindienne	3	129 600,00 $**	Formation de base Institut de police du Québec et Collège d'Alma	St-Maurice	Oui	Communauté: Weymontachie Nation attikamek	900
Gesgapegiag (Maria)	Corps de police autonome Policiers constables spéciaux (art. 80 et 83 de la Loi de police) Encadrement du Conseil de la Police Amérindienne	2	81 600,00 $**	Formation de base Institut de police du Québec et Collège d'Alma	Bonaventure	Oui	Communauté: Gesgapegiag Nation micmaque	500
Listuguj (Restigouche)	A préciser	8	A négocier	A déterminer	Bonaventure	Non	Communauté: Listuguj Nation micmaque	1 700
Gaspé	PAS DE SERVICES POLICIERS AUTOCHTONES COUVERTS PAR LA SURETÉ DU QUÉBEC.							

MINISTERE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 41 : Liste des corps policiers autochtones.
QUESTION 42 : Liste des ententes tripartites concernant les corps de police autochtone.

LISTE DES CORPS POLICIERS	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS	COUT	FORMATION	DISTRICT JUDICIAIRE	ENTENTE TRIPARTITE	COMMUNAUTÉ ET NATION	POPULATION VISÉE
Wolf Lake	PAS DE SERVICES POLICIERS AUTOCHTONES COUVERTS PAR LA SURETÉ DU QUÉBEC.							
Lac Barrière	PAS DE SERVICES POLICIERS AUTOCHTONES COUVERTS PAR LA SURETÉ DU QUÉBEC.							
Grand Lac Victoria	PAS DE SERVICES POLICIERS AUTOCHTONES COUVERTS PAR LA SURETÉ DU QUÉBEC.							

** Coût de l'encadrement total pour les treize communautés du Conseil de la Police Amérindienne: 471 840,00 $
(Mingan, Natashquan, La Romaine, Essipit, Mashteuiatsh, Pakua Shipi, Matimekosh, Odanak, Longue Pointe (Winneway), Timiskaming, Manawan, Weymontachie et Gesgapegiag (Maria)).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

43. NOMBRE DE PERMIS DE BINGO ÉMIS PAR LA RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 43 : Nombre de permis de bingo émis par la Régie des alcools, des courses et des jeux

A) PAR CATÉGORIE :

3 500 ET MOINS	=	2 750
3 501 ET PLUS	=	203
		2 953

B) PAR DÉTENTEUR : NON DISPONIBLE TEL QUE DEMANDÉ

C) PAR RÉGION ET COMTÉ : NON DISPONIBLE TEL QUE DEMANDÉ

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

44. NOMBRE DE PERMIS D'ALCOOL ACCORDÉS, SUSPENDUS OU RÉVOQUÉS PAR LA RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX EN 1996-1997

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 44 : Nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués par la Régie des alcools, des courses et des jeux en 1996-1997

A)	**ACCORDÉS :**	=	1-	NOUVEL ÉTABLISSEMENT	=	1 691
		=	2-	CESSION TOTALE ET PARTIELLE	=	3 448
B)	**SUSPENDUS :**	=	282			
C)	**RÉVOQUÉS :**	=	42			

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

45. NOMBRE DE PERMIS D'APPAREIL VIDÉOPOKER

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 45 : Nombre de licences de loterie vidéo

RÉGION ADMINISTRATIVE	NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS (BAR — BRASSERIE — TAVERNE)	NOMBRE DE LICENCES DE LOTERIE VIDÉO
01 BAS SAINT-LAURENT	174	192
02 SAGUENAY—LAC SAINT-JEAN	203	215
03 QUÉBEC	324	351
04 MAURICIE—BOIS-FRANCS	385	411
05 ESTRIE	202	230
06 MONTRÉAL	861	1 003
07 OUTAOUAIS	195	228
08 ABITIBI—TÉMISCAMINGUE	162	173
09 CÔTE-NORD	103	113
10 NORD DU QUÉBEC	26	28
11 GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	93	96
12 CHAUDIÈRES—APPALACHES	295	317
13 LAVAL	128	152
14 LANAUDIÈRE	171	190
15 LAURENTIDES	307	351
16 MONTÉRÉGIE	633	718
TOTAL	4 262	4 768

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

46. ACTIONS PRÉVENTIVES POSÉES POUR CONTRER LES EFFETS NÉGATIFS DU JEU ET SOMMES ALLOUÉES EN 1996-1997 PAR LA RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 46 : Actions préventives posées par la Régie des alcools, des courses et des jeux pour contrer les effets négatifs du jeu en 1996-1997

Par l'ensemble des activités qu'elle mène en rapport avec les lois et règlements qu'elle est chargée d'administrer, notamment au plan de l'encadrement des courses, des loteries et des concours publicitaires, la Régie contribue préventivement à atténuer les impacts sociaux négatifs générés par le jeu.

Par ailleurs, la Régie a poursuivi en 1996-1997 sa réflexion à l'interne sur la question du jeu pathologique. Également, elle a consulté des spécialistes de la dépendance au jeu.

Somme allouée : s.o.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

47. NOMBRE D'ENQUÊTES PUBLIQUES DEMANDÉES AU MINISTRE

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION :no 47 : Nombre d'enquêtes publiques demandées au ministre, en indiquant :
A) le nom du requérant;
B) le motif de sa demande;
C) la réponse du ministre (copie).

Commission d'enquête chargée d'enquêter sur la Sûreté du Québec

Cette commission d'enquête a été mise sur pied par le Conseil des ministres le 23 octobre 1996 sur la recommandation des ministres de la Justice et de la Sécurité publique à la suite de la décision du juge Jean-Pierre Bonin de ne plus présider l'enquête administrative en vertu de l'article 181 de la Loi sur l'organisation policière (voir communiqué de presse du 18 octobre 1996).

Demande d'enquête publique sur la mort de messieurs Moïse Régis et Achille Vollant

Les familles de messieurs Moïse Régis et Achille Vollant ainsi que les membres du Conseil Innu Takuaikan Uashat Mak Mani-Utenam ont demandé la tenue d'une enquête publique parce qu'ils ne sont pas satisfaits des conclusions de l'enquête policière menée par le Service de police de la Ville de Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION :no 47 : Nombre d'enquêtes publiques demandées au ministre, en indiquant :
A) le nom du requérant;
B) le motif de sa demande;
C) la réponse du ministre (copie).

Commission d'enquête sur les circonstances entourant la disparition et le décès de M. Louis-Georges Dupont

Cette commission d'enquête a été mise sur pied par le Conseil des ministres le 3 avril 1996 pour donner suite à une ordonnance du juge St-Julien. La juge Lacerte-Lamontagne en a assuré la présidence et a remis son rapport le 28 novembre 1996.

La conclusion du rapport s'énonce comme suit :

« En conclusion, la preuve dans son ensemble et les composantes du dossier à savoir : la détermination de la plaie d'entrée au thorax, par la nouvelle autopsie, les circonstances de la découverte de la dépouille de même que l'état psychologique de M.Dupont, sa personnalité et sa perception pessimiste de sa situation financière, confrontées aux lacunes de l'enquête policière, de l'autopsie et de l'enquête du coroner, rendent davantage plausible la thèse du suicide. L'absence de mobile ou de raison de le supprimer, l'impossibilité d'identifier une personne ayant raison de lui en vouloir sont incompatibles avec la thèse du meurtre. »

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

48. BILAN DÉTAILLÉ DES INDEMNISATIONS VERSÉES DANS LE CADRE DES PLUIES DILUVIENNES DES 19 ET 20 JUILLET 1996

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières, Sécurité et protection, Sécurité civile - 04.02

QUESTION 48 : Concernant les indemnisations versées dans le cadre des pluies diluviennes du 19 et 20 juillet 1996, fournir un bilan détaillé, tant pour les réclamations des particuliers (résidence principale ou secondaire) que pour celles des municipalités, des entreprises commerciales et agricoles et des ZEC, soit: a) le nombre de dossiers en traitement, le détail des demandes par région et la liste des indemnités versées dans leur ensemble ou en partie; b) les demandes refusées; c) la liste des dossiers pour lesquels il y a eu des versements non justifiés et les démarches entreprises afin de récupérer les sommes indûment versées.

a) Bilan détaillé:

Les tableaux en annexe présentent un état de situation concernant les réclamations soumises en vertu des décrets suivants:

- l'aide humanitaire d'urgence (décret 932-96)
- les dommages aux biens des particuliers et les dépenses de mesures d'urgence des municipalités (décret 935-96)
- les dommages aux biens des entreprises (décret 973-96)

Il est à noter que les décrets concernant les chalets, les exploitations agricoles et les ZEC sont respectivement de la responsabilité du ministère des Affaires municipales (gérés par les municipalités concernées), du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et des MRC.

b) Les demandes refusées:

505 réclamations furent refusées en première analyse.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières, Sécurité et protection, Sécurité civile - 04.02

QUESTION 48 : Concernant les indemnisations versées dans le cadre des pluies diluviennes du 19 et 20 juillet 1996, fournir un bilan détaillé, tant pour les réclamations des particuliers (résidence principale ou secondaire) que pour celles des municipalités, des entreprises commerciales et agricoles et des ZEC, soit: a) le nombre de dossiers en traitement, le détail des demandes par région et la liste des indemnités versées dans leur ensemble ou en partie; b) les demandes refusées; c) la liste des dossiers pour lesquels il y a eu des versements non justifiés et les démarches entreprises afin de récupérer les sommes indûment versées.

c) Liste des dossiers pour lesquels il y a eu des versements non justifiés et les démarches entreprises afin de récupérer les sommes indûment versées:

Depuis le début de la gestion des décrets, nous avons reçu à nos bureaux une quarantaine de dénonciations provenant de parents ou de voisins de citoyens qui ont reçu des indemnités. Nous conservons ces dénonciations et lorsque les dossiers, actuellement en traitement, seront finalisés, une équipe d'analystes se verra confier la tâche de vérifier plus avant les dossiers ayant fait l'objet de dénonciations.

Cependant, dans les cas où des montants importants sont en cause et pour lesquels nous avions une dénonciation, les dossiers ont été référés à la Sûreté du Québec ou au corps de police municipal concerné. Il s'agit dans ce cas-ci de six dossiers.

PROGRAMME D'ASSISTANCE FINANCIÈRE : Pluies diluviennes survenues les 19 et 20 juillet 1996
SOMMAIRE DES RÉCLAMATIONS

Pour toutes les régions : déboursés totaux au 7 avril 1997 : 88 035 712,13 $

	Nb récl. reçues	Nb récl. payés final	Montant	Nb récl. payé partiel	Montant	En analyse et vérification	A traiter	Refusées	Désiste-ment
PARTICULIER									
Aide humanitaire 2500$ - Décret 932-96	1749	1749	4 372 500,00 $	0	0,00 $	0	0	0	0
Frais hébergement temporaire (1)	1069	0	0,00 $	0	0,00 $	0	1 069	0	0
Dommage aux biens	3198	1871	45 061 861,10 $	530(2)	5 335 400,96 $	143	342(3)	298	14
Perte partielle de terrain (5)	206	0	0,00 $	0	0,00 $	0	189	17	0
Aide additionnelle - reconstruction (6)	241						241		
ENTREPRISE									
Dommage aux biens	285	41	2 135 107,33 $	54(2)	878 327,15 $	24	3	157	6
Autres	308	152	5 142 606,18 $	80	1 177 715,98 $	37	4	28	7
Immeuble locatif	19	13	759 087,89 $	4(2)	34 784,44 $	1	0	1	0
Organisme - Aide et assistance	3	1	1 468,63 $	2(2)	792 237,52 $	0	0	0	0
Municipalités - Mesures d'urgence	76	5	168 218,04	66(4)	21 280 347,24 $	2	2	0	1
MRC - Mesures d'urgence	6	2	305 583,91 $	2(4)	590 465,76 $	2	0	0	0
TOTAL	7160	3834	57 946 433,08 $	738	30 089 279,05 $	209	1 850	501	28

(1) Il s'agit de réclamations pour un montant moyen d'environ 125$ par dossier, donc pour de courtes périodes d'évacuation et sans nécessairement qu'il y ait eu de dommages aux biens.
(2) Paiement partiel de 50% de l'estimé des réparations - Délai d'un an pour présenter les factures pour le paiement final.
(3) Dommages inférieurs à 3000$.
(4) Avance de 50% du montant réclamé. Vérification en cours pour paiement final.
(5) Délai de réception était le 27 décembre 1996.
(6) Prêt à procéder - en attente d'une décision ministérielle sur éligibilité.

PROGRAMME D'ASSISTANCE FINANCIÈRE : Pluies diluviennes survenues les 19 et 20 juillet 1996
SOMMAIRE DES RÉCLAMATIONS

Saguenay/Lac St-Jean : déboursés totaux au 7 avril 1997 : 85 848 404,37 $

	Nb récl. reçues	Nb récl. payés final	Montant	Nb récl. payé partiel	Montant	En analyse et vérification	A traiter	Refusées	Désiste-ment
PARTICULIER									
Aide humanitaire 2500$ - Décret 932-96	1742	1742	4 355 000,00 $	0	0,00 $	0	0	0	0
Frais hébergement temporaire (1)	1039	0	0,00 $	0	0,00 $	0	1 039	0	0
Dommage aux biens	3007	1823	44 809 531,82 $	470(2)	5 157 917,06 $	129	304(3)	269	12
Perte partielle de terrain (5)	171	0	0,00 $	0	0,00 $	0	157	14	0
Aide additionnelle - reconstruction (6)	241						241		
ENTREPRISE									
Dommage aux biens	252	40	2 068 440,48 $	49(2)	847 156,11 $	22	2	136	3
Autres	293	147	5 089 159,83 $	73	1 135 106,90 $	34	4	28	7
Immeuble locatif	19	13	759 087,89 $	4(2)	34 784,44 $	1	0	1	0
Organisme - Aide et assistance	3	1	1 468,63 $	2(2)	792 237,52 $	0	0	0	0
Municipalités - Mesures d'urgence	35	2	110 409,00	32(4)	20 097 638,93 $	0	0	0	1
MRC - Mesures d'urgence	3	0	0,00 $	2(4)	590 465,76 $	1	0	0	0
TOTAL	6805	3768	57 193 097,65 $	632	28 655 306,72 $	187	1747	448	23

(1) Il s'agit de réclamations pour un montant d'environ 125$ par dossier, donc pour de courtes périodes d'évacuation et sans nécessairement qu'il y ait eu de dommages aux biens.
(2) Paiement partiel de 50% de l'estimé des réparatioins - Délai d'un an pour présenter les factures pour le paiement final.
(3) Dommages inférieurs à 3000$.
(4) Avance de 50% du montant réclamé. Vérification en cours pour paiement final.
(5) Délai de réception était le 27 décembre 1996.
(6) Prêt à procéder - en attente d'une décision ministérielle sur éligibilité.

PROGRAMME D'ASSISTANCE FINANCIÈRE : Pluies diluviennes survenues les 19 et 20 juillet 1996
SOMMAIRE DES RÉCLAMATIONS

Autres régions : déboursés totaux au 7 avril 1997 : 2 187 307,76 $

	Nb récl. reçues	Nb récl. payés final	Montant	Nb récl. payé partiel	Montant	En analyse et vérification	A traiter	Refusées	Désiste-ment
PARTICULIER									
Aide humanitaire 2500$ - Décret 932-96	7	7	17 500,00 $	0	0,00 $	0	0	0	0
Frais hébergement temporaire (1)	30	0	0,00 $	0	0,00 $	0	30	0	0
Dommage aux biens	191	48	252 329,28 $	60(2)	177 483,90 $	14	38(3)	29	2
Perte partielle de terrain (5)	35	0	0,00 $	0	0,00 $	0	32	3	0
Aide additionnelle - reconstruction (6)	0						0		
ENTREPRISE									
Dommage aux biens	33	1	66 666,85 $	5(2)	31 171,04 $	2	1	21	3
Autres	15	5	53 446,35 $	7	42 609,08 $	3	0	0	0
Immeuble locatif	0	0	0,00 $	0	0,00 $	0	0	0	0
Organisme - Aide et assistance	0	0	0,00 $	0	0,00 $	0	0	0	0
Municipalités - Mesures d'urgence	41	3	57 809,04 $	34(4)	1 182 708,31 $	2	2	0	0
MRC - Mesures d'urgence	3	2	305 583,91 $	0(4)	0,00 $	1	0	0	0
TOTAL	355	66	753 335,43 $	106	1 433 972,33 $	22	103	53	5

(1) Il s'agit de réclamations pour un montant d'environ 125$ par dossier, donc pour de courtes périodes d'évacuation et sans nécessairement qu'il y ait eu de dommages aux biens.
(2) Paiement partiel de 50% de l'estimé des réparatioins - Délai d'un an pour présenter les factures pour le paiement final.
(3) Dommages inférieurs à 3000$.
(4) Avance de 50% du montant réclamé. Vérification en cours pour paiement final.
(5) Délai de réception était le 27 décembre 1996.
(6) Prêt à procéder - en attente d'une décision ministérielle sur éligibilité.